ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

VERSION 2

Le jeudi 22 février 2018

à 17 h

AVIS DE CONVOCATION

Montréal, le jeudi 15 février 2018

Prenez avis qu'une assemblée ordinaire du conseil d'agglomération est convoquée, à la demande du comité exécutif, pour **le jeudi 22 février 2018, à 17 h**, dans la salle du conseil de l'hôtel de ville. Les affaires énumérées dans les pages suivantes seront soumises à cette assemblée.

(s) Yves Saindon

_____

Le greffier de la Ville
Yves Saindon, avocat

(English version available at the Service du greffe, City Hall, Suite R-134)

Montréal

ASSEMBLÉE ORDINAIRE

DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

VERSION 2

Le jeudi 22 février 2018

à 17 h

Ci-joint un nouvel avis de convocation de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du jeudi 22 février 2018 ainsi que l'ordre du jour remplaçant la version qui vous a été transmise le 8 février 2018.

Nous attirons votre attention sur l'ajout des articles 6.01, 7.05, 20.18 à 20.25 et 30.03.

Veuillez noter qu'une version électronique des dossiers accompagne cet ordre du jour et est accessible via la base de données sécurisée ADI.

Veuillez également noter que les documents afférents aux articles 3.02 et 3.03 sont maintenant accessibles via la base de données sécurisée ADI.

Assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du jeudi 22 février 2018

ORDRE DU JOUR

VERSION 2

01 – Période de questions du public

01.01 *Service du greffe*

Période de questions du public

02 – Période de questions des membres du conseil

02.01 *Service du greffe*

Période de questions des membres du conseil

03 – Ordre du jour et procès-verbal

03.01 *Service du greffe*

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération

03.02 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 25 janvier 2018

03.03 *Service du greffe*

Approbation du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération tenue le 25 janvier 2018

04 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

04.01 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec*

04.02 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif

04.03 *Service du greffe*

Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes*

05 – Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

05.01 *Service du greffe*

Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

06 – Dépôt de rapports des commissions du conseil

06.01 *Service du greffe*

Dépôt du rapport de la Commission de la présidence du conseil intitulé « Les activités des commissions permanentes : Bilan 2017 »

07 – Dépôt

07.01 *Service du greffe*

Dépôt de la résolution 18 0125 adoptée par le conseil municipal de la Ville de Dollard-des-Ormeaux le 16 janvier 2018 intitulée « Demande à la Ville de Montréal de réviser son budget 2018 inflationniste »

07.02 *Service du greffe*

Dépôt de la résolution 180102 adoptée par le conseil municipal de la Ville de Côte-Saint-Luc le 15 janvier 2018 intitulée « Adoption d'une résolution visant à rejeter le budget d'agglomération 2018 tel que proposé »

07.03 *Service du greffe*

Dépôt de la résolution CM18 0145 adoptée par le conseil municipal de la Ville de Dorval le 22 janvier 2018 intitulée « Résolution visant à rejeter le budget d'agglomération 2018 tel qu'adopté le 10 janvier »

07.04 *Service du greffe*

Dépôt de la résolution 2018-01-18 adoptée par le conseil municipal de la Ville de Westmount le 15 janvier 2018 intitulée « Résolution visant à rejeter le budget d'agglomération 2018 tel que proposé »

07.05 *Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation* - 1180498001

Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2017

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

11 – Dépôt de pétitions

11.01 *Service du greffe*

Dépôt de pétitions

20 – Affaires contractuelles

20.01 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1177383003

Accorder un contrat de gré à gré à Hydro-Québec pour la fourniture et l'installation d'une nouvelle ligne d'alimentation électrique de 25 kV pour la station de pompage Closse, pour une somme maximale de 382 344,38 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.02 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité* - 1174435010

Approuver un projet d'acte de reconnaissance d'un droit de propriété superficiaire, détenu par la Cité des Arts du cirque, portant sur l'immeuble sis au 2345, rue Jarry Est, délimité par les rues Jarry, Paul-Boutet, des Regrattiers, Michel-Jurdant et le boulevard Crémazie, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, constitué du lot 6 103 891 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Cité des Arts du cirque

20.03 *Service du développement économique* - 1177030002

Accorder un soutien financier de 400 000 $, soit 100 000 $ par année pendant 4 ans, à BOMA-Québec, pour réaliser le projet Défi-Énergie en immobilier, dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan de développement durable 2016-2020 / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.04 *Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail* - 1177242002

Conclure une entente-cadre d'une durée de trois ans avec IBM Canada ltée pour l'acquisition d'équipements de télécommunication (Accès et Périmètre) avec support, entretien et formation - Appel d'offres public 17-16251 (lot 1) (2 soum.)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.05 *Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers* - 1177541008

Autoriser un transfert de 125 781,65 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour compléter les travaux correctifs à la caserne de pompiers n° 64 située au 3175, chemin Remembrance, dans l'arrondissement de Lachine et les travaux d'installation d'un système de captation des gaz à la source et travaux correctifs aux casernes de pompiers n° 38, n° 56 et n° 64, dans le cadre du contrat accordé à Construction D.L.T. (2014) inc. (CG17 0188), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 491 225,75 $ à 1 617 007,40 $, taxes incluses

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.06 *Service des infrastructures_voirie et transports* - 1187669003

Accorder un contrat à Construction Bau-Val inc. pour des travaux de construction d'un collecteur sanitaire sous la rue Ottawa, entre les rues du Séminaire et Dalhousie - Griffintown Lot-3B, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 9 327 000 $, taxes incluses - Appel d'offres public 337702 (2 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.07 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1187526002

Accorder un contrat à Mécanique CNC (2002) inc. pour l'exécution de travaux en régie contrôlée sur les équipements du Service de l'eau, pour une somme maximale de 1 451 916,62 $, taxes incluses - Appel d'offres public SP17079-170314-C (3 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.08 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1187526004

Accorder un contrat à Procova inc. pour les travaux d'architecture, d'électricité et de mécanique pour le réaménagement du laboratoire d'analyse à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 4 531 045,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public SP17055-130929-C (5 soum.)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.09 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1177858001

Approuver des projets d'avenants modifiant les conventions de services professionnels pour plusieurs projets de mise à niveau de certaines infrastructures stratégiques intervenues entre la Ville de Montréal et 4 firmes d'architectes afin de modifier les modalités de paiement de chaque professionnel

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.10 *Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - intelligence d'affaires* - 1175343001

Conclure une entente-cadre de gré à gré avec l'organisme à but non-lucratif Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM) afin d'obtenir de l'expertise de pointe en recherche et développement informatique, pour une durée de douze mois, pour une somme maximale de 1 385 908,65 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.11 *Service de l'eau , Direction de l'eau potable* - 1184474001

Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes Les Services EXP inc. et Réal Paul Architecte inc. pour la modernisation des usines de production d'eau potable de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 3 619 460,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16432 (3 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.12 *Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées* - 1187526003

Accorder un contrat à Hatch corporation pour la fourniture de services professionnels de surveillance et d'assistance technique en cours des travaux d'excavation et de soutènement des tunnels et puits d'accès du bassin de rétention Lavigne, pour une somme maximale de 638 111,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16500 (5 soum., 1 seul conforme) / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

20.13 *Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat* - 1187386001

Autoriser la recapitalisation du fonds PME MTL (FLI) visant 4 organismes du réseau PME MTL / Approuver les addendum aux conventions de prêt et cession de créances intervenues entre la Ville et les 4 organismes visés

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement

20.14 *Service de la gestion et de la planification immobilière* - 1164565011

Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue aux États-Unis d'Amérique pour une période de 5 ans, soit du 1er avril 2018 au 31 mars 2023, des espaces à l'intérieur de la voûte de télécommunication du mont Royal et sur la tour de la Ville située sur le mont Royal, pour l'installation d'équipements de radiocommunication pour un loyer total de 138 186,66 $, excluant les taxes

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Parc du Mont-Royal

20.15 *Service de la diversité sociale et des sports* - 1167065005

Accorder un soutien financier de 1,3 M$, dont 400 000 $ pour les actions réalisées en 2017 et 900 000 $ pour la réalisation du Plan d'action montréalais 2018, au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence / Autoriser un virement budgétaire de 400 000 $ en provenance des dépenses générales d'administration vers le Service de la diversité sociale et des sports / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Sécurité publique

20.16 *Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports* - 1177315005

Accorder un soutien financier maximal de 240 000 $ à Plongeon Québec, pour la tenue d'une étape de la Série mondiale de plongeon de la Fédération internationale de natation pour les années 2018 à 2021 à Montréal / Autoriser un virement budgétaire en provenance des dépenses contingentes de 60 000 $ vers le Service de la diversité sociale et des sports pour l'année 2018 / Autoriser un ajustement à la base budgétaire au montant de 180 000 $, soit 60 000 $ par année pour 2019, 2020 et 2021 / Approuver le projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale

20.17 *Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports* - 1174141003

Accorder un soutien financier total et maximal de 975 000 $ à l'organisme Excellence sportive de l'île de Montréal en provenance du budget de fonctionnement du Service de la diversité sociale et des sports afin de contribuer au développement du sport de haut niveau et au rayonnement de l'île de Montréal / Approuver un projet de convention à cette fin

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure métropolitaine, nationale et internationale

20.18 *Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice* - 1170206011

Accorder un contrat de gré à gré à Dyplex Communications ltd pour l'implantation et la souscription annuelle aux droits d'utilisation d'un logiciel multi-plateformes pour la surveillance pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 117 075 $ USD (173 323,99 $ CDN), taxes incluses, pour une période de douze mois / Approuver un projet de convention à cette fin / Autoriser un virement budgétaire de 158 300 $ CDN, net de taxes, pour 2018 en provenance des dépenses générales d'administration de compétence d'agglomération vers le Service des technologies de l'information pour l'année 2018 (fournisseur unique)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.19 *Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice* - 1176634002

Autoriser une dépense additionnelle de 1 322 069,79 $, taxes incluses, afin d'exercer l'option de prolongation du contrat pour le support et la maintenance de l'infrastructure de radiocommunication et des ordinateurs véhiculaires du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), pour une période de 2 ans, soit du 1er mars 2018 au 29 février 2020, dans le cadre du contrat accordé à Bell Mobilité - Division Radio (CG13 0047), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 896 176 $ à 4 218 245,79 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin / Autoriser un virement budgétaire de 87 400 $ en 2018, en provenance des dépenses générales d'administration à cette fin / Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service des technologies de l'information de 84 000 $ pour 2019 et les années subséquentes

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.20 *Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure* - 1177833001

Autoriser une dépense additionnelle de 813 778,17 $, taxes incluses, afin d'exercer l'option de prolongation du contrat pour l'utilisation, l'entretien et le support de logiciels informatiques, pour une période de deux ans, soit du 31 mars 2018 au 30 mars 2020, dans le cadre du contrat accordé à la Compagnie CA du Canada (CG15 0140), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 180 367,58 $ à 1 994 145,75 $, taxes incluses / Approuver un projet de modification au bon de commande à cette fin

Compétence d'agglomération : Acte mixte

20.21 *Service du développement économique , Direction Investissement et développement* - 1174674001

Accorder un soutien financier maximal de 900 000 $ à la Société du quartier de l'innovation de Montréal, pour une durée de 3 ans (2018 à 2020) afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de son plan stratégique de développement / Approuver un projet de convention à cet effet

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est toute aide destinée spécifiquement à une entreprise

20.22 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1174922013

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre d'une durée de 5 ans avec Maxi-Métal inc. pour la fourniture de 35 camions autopompes et de pièces de remplacement d'origine - Appel d'offres public 17-15795 (3 soum.) / Autoriser une dépense de 7 364 996,60 $, taxes incluses, pour l'acquisition de 7 camions autopompes et d'un module de pompe supplémentaire, conformément à cette entente-cadre

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.23 *Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail* - 1175035006

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Hypertec Systèmes inc. pour l'acquisition d'équipements informatiques véhiculaires avec service d'installation et d'intégration aux véhicules d'urgence du Service de police de la Ville de Montréal, pour la période du 1er mars 2018 au 28 février 2021, pour une somme maximale de 5 735 380,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16503 (2 soum.)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

20.24 *Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures* - 1177231080

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc. pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de feux de circulation et d'éclairage dans les rues des Érables, Rachel et Parthenais, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal - Dépense totale de 11 193 101,28 $, taxes incluses - Appel d'offres public 278702 (7 soum.)

Compétence Alimentation en eau et assainissement des eaux

d'agglomération :

20.25 *Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires - Institutionnelles* - 1177632003

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Xerox Canada ltée pour des services de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), pour une période de 3 ans, pour une somme maximale de 1 551 068,44 $, taxes incluses (plus indexation selon l'IPC pour les années 2 et 3) - Appel d'offres public 17-16462 (3 soum., 1 seul conforme)

Compétence d'agglomération : Acte mixte

30 – Administration et finances

30.01 *Service du matériel roulant et des ateliers* - 1184922001

Autoriser une dépense de 9 365 024,18 $, taxes incluses, pour l'acquisition de huit camions échelles pour le combat d'incendie, dans le cadre de l'entente-cadre intervenue entre la Ville et Aréo-feu ltée (CG15 0354)

Compétence d'agglomération : Éléments de la sécurité publique que sont les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants

30.02 *Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières* - 1180029001

Autoriser le report du dépôt des états financiers 2017 au bureau du greffier, du 31 mars au 23 avril 2018, au plus tard

30.03 *Service des technologies de l'information , Direction Solutions numériques* - 1176469004

Corriger les aspects financiers dans le dossier accordant un contrat à Innovative Interfaces Canada inc. (CG18 0086)

Compétence Acte mixte

d'agglomération :

41 – Avis de motion et présentation de règlements

41.01 *Service des affaires juridiques* - 1173302006

Avis de motion et présentation - Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de remise d'amendes et de frais

Compétence d'agglomération : Cour municipale

41.02 *Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs* - 1172748007

Avis de motion et présentation - Règlement modifiant le Règlement sur le remorquage des véhicules (03-098)

Compétence d'agglomération : Dépannage, remorquage et remisage des véhicules

42 – Adoption de règlements

42.01 *Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises* - 1170603010

Adoption - Règlement autorisant la démolition, la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot 1 361 710

Compétence d'agglomération : Logement social et l'aide destinée spécifiquement aux sans-abri

42.02 *Service des infrastructures_voirie et transports* - 1170870001

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 12 600 000 $ afin de financer la réalisation du programme d'acquisition de terrains

Compétence Acte mixte

d'agglomération :

42.03 *Société du Parc Jean-Drapeau* - 1172837008

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 48 400 000 $ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Parc Jean-Drapeau

42.04 *Service de la culture , Direction du développement culturel* - 1177666008

Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 2 014 500 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021

Compétence d'agglomération : Annexe du décret - Culture Montréal

42.05 *Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale* - 1183843002

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2018)

51 – Nomination / Désignation

51.01 *Saint-Laurent , Direction des services administratifs et du greffe* - 1173231025

Approuver la nomination de monsieur Alan DeSousa à titre de représentant élu de l'arrondissement de Saint-Laurent pour siéger au comité exécutif et au conseil d'administration de l'organisation de développement économique local, PME-MTL Centre-Ouest, desservant le territoire composé de celui des villes de Côte-Saint-Luc, de Hampstead, de Montréal-Ouest et de Mont-Royal et de celui des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Saint-Laurent, à compter de janvier 2018

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement

51.02 *Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau* - 1175075004

Approuver la nomination de monsieur Jean-François Dubuc à titre de membre au comité technique, tel que prévu au règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées (RCG 05-002)

Compétence d'agglomération : Alimentation en eau et assainissement des eaux

51.03 *Outremont , Direction des services administratifs_du greffe et relations avec les citoyens* - 1173489037

Approuver la nomination de madame Valérie Patreau à titre de représentante élue de l'arrondissement d'Outremont pour siéger au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ville

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement

51.04 *LaSalle , Direction des relations avec les citoyens_greffe et services administratifs* - 1172365039

Approuver la nomination de monsieur Richard Deschamps, conseiller de ville, à titre de représentant élu de l'arrondissement de LaSalle pour siéger au conseil d'administration de PME MTL Grand Sud-Ouest, pour l'année 2018

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement

51.05 *Service du développement économique* - 1186751001

Approuver la nomination de monsieur Robert Coutu, maire de la Ville de Montréal-Est, à titre de représentant élu, pour siéger au conseil d'administration de PME MTL Est-de-l'Île

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement

51.06 *Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs* - 1172748008

Approuver la nomination de monsieur Alex Norris, conseiller de ville, à titre de membre du conseil d'administration de l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 9-1-1 du Québec

Compétence d'agglomération : Élément de la sécurité publique qu'est le «centre d'urgence 9-1-1»

51.07 *Lachine , Bureau du directeur d'arrondissement* - 1177131009

Approuver la nomination de madame Maja Vodanovic, mairesse de l'arrondissement, à titre de représentante élue de l'arrondissement de Lachine, au sein du conseil d'administration de l'organisme de développement économique local PME MTL West-Island

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement

51.08 *Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques* - 1170963092

Approuver la nomination de monsieur Jocelyn Pauzé, conseiller du district de Marie-Victorin, à titre de représentant élu de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie au conseil d'administration de PME MTL Centre-Est

Compétence d'agglomération : Élément du développement économique qu'est tout centre local de développement

Article 3.02

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal du 25 janvier 2018 17 h

Séance tenue le jeudi 25 janvier 2018 Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, Mme Manon Barbe, M. John Belvedere, Mme Karine Boivin-Roy, M. Alex Bottausci, Mme Julie Brisebois, M. Georges Bourelle, M. Mitchell Brownstein, M. Robert Coutu, M. Benoit Dorais, Mme Rosannie Filato, M. Michel Gibson, Mme Nathalie Goulet, M. Mickey Max Guttman, Mme Paola Hawa, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, M. Beny Masella, M. Peter McQueen, M. Sylvain Ouellet, Mme Magda Popeanu, M. Edgar Rouleau, M. Philippe Roy, M. William Steinberg, Mme Christina M. Smith, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maria Tutino et Mme Maja Vodanovic

ABSENCE AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

M. François William Croteau

AUTRES PRÉSENCES :

M. Alain Marcoux, Directeur général
Me Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Line Comtois, analyste-rédactrice

La présidente d'assemblée déclare la séance ouverte et demande d'observer un moment de recueillement .

La mairesse, Madame Valérie Plante, souligne qu'une commémoration se tient dans le hall de l'hôtel de ville afin de rendre hommage au Père Emmett Johns « Pops » fondateur de l'organisme Dans la rue, décédé le 13 janvier 2018.

---

1 - Période de questions du public

La présidente d'assemblée appelle le point « Période de questions du public ».

Question de	À	Objet
Mme Laurel Cleugh Thompson	Mme Valérie Plante	Possibilités de refuser le projet REM / Intégration de ce projet avec le RTM

N'ayant aucune autre intervention de la part des citoyens, la présidente d'assemblée déclare la période de questions du public close à 17 h 11.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

La présidente d'assemblée appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

N'ayant aucune intervention de la part des membres du conseil, la présidente d'assemblée déclare la période de questions des membres du conseil close.

CG18 0035

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération du 25 janvier 2018, tel que livré aux membres du conseil ainsi que l'avis de convocation de la présente séance, en y ajoutant l'article 41.05.

Adopté à l'unanimité.

03.01

CG18 0036

Approbation du procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 14 décembre 2017

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée ordinaire du conseil d'agglomération tenue le 14 décembre 2017 conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 11 janvier 2018 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.02

---

4 – Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif

La présidente d'assemblée appelle le point « Annonces et dépôt de documents par le comité exécutif »

Le porte-parole d'assemblée dépose les documents suivants :

4.01 Dépôt de la liste des contrats octroyés par le comité exécutif conformément à l'article 200 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal* du 27 novembre au 31 décembre 2017.

4.02 Dépôt de la liste des subventions octroyées par le comité exécutif du 27 novembre au 31 décembre 2017.

4.03 Dépôt de la liste des contrats octroyés par les fonctionnaires conformément à l'article 477.3 de la *Loi sur les cités et villes* du 27 novembre au 31 décembre 2017.

---

5 - Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil

La présidente d'assemblée appelle le point « Dépôt de réponses aux questions écrites de membres du conseil »

Aucun document n'est déposé.

---

7 - Dépôt

La présidente d'assemblée appelle le point « Dépôt »

CG18 0037

Dépôt du rapport de la Commission de consultation publique de la Société de transport de Montréal pour le projet de réfection du poste de district Lionel-Groulx

Le porte-parole d'assemblée dépose le rapport de la commission de consultation publique de la Société de transport de Montréal pour le projet de réfection du poste de district Lionel-Groulx, et le conseil en prend acte.

07.01 1176347030

CG18 0038

Dépôt du rapport final des dépenses engagées pour l'exécution de travaux d'urgence de réparation effectués sur l'égout collecteur de la rue Mill, conformément à l'article 199 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal

Le porte-parole d'assemblée dépose le rapport final d'information faisant état des dépenses engagées pour l'exécution de travaux d'urgence de réparation effectués sur l'égout collecteur de la rue Mill, conformément à l'article 199 de l'annexe C de la *Charte de la Ville de Montréal*, et le conseil en prend acte.

07.02 1177526036

07.03

Dépôt de la résolution 171202 adoptée par le conseil de la Ville de Côte Saint-Luc intitulée « Résolution proclamant Côte Saint-Luc une fière communauté Bonjour Hi »

07.04

Dépôt de la résolution 201712-277 adoptée par le conseil de la Ville de Montréal-Est - Demande au Service de sécurité incendie de Montréal d'inspecter l'immeuble sis au 3501, avenue Broadway

---

CG18 0039

Dépôt du rapport d'événement et du rapport financier à la suite des inondations printanières du 3 au 19 mai 2017

Le porte-parole d'assemblée dépose le rapport d'événement et de rétroaction ainsi que le rapport financier à la suite des inondations printanières du 3 au 19 mai 2017, et le conseil en prend acte.

07.05 1173980002

---

11 - Dépôt de pétitions

La présidente d'assemblée appelle le point « Dépôt de pétitions »

Aucun document n'est déposé.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.01 à 20.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG18 0040

Exercer l'option de prolongation pour une période de douze mois dans le cadre du contrat accordé à Keops Technologies inc. (CG15 0707) pour des services professionnels en automatisation, informatique industrielle et télécommunication pour la plateforme Plant Information (PI) du Service de l'eau

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 décembre 2017 par sa résolution CE17 1966;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'exercer l'option de prolongation de douze mois du contrat accordé à Keops Technologies inc. (CG15 0707), rétroactivement au 25 novembre 2017, pour des services professionnels en automatisation, informatique industrielle et télécommunication pour la plateforme Plant Information (PI) du Service de l'eau.

Adopté à l'unanimité.

20.01 1176758001

CG18 0041

Autoriser une dépense additionnelle de 306 631,79 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels liés aux travaux de maintien d'actifs dans le cadre du projet de déménagement des effectifs de l'hôtel de ville vers l'édifice Lucien-Saulnier / Approuver l'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et Beaupré Michaud et Associées Architectes, NCK inc. et Martin Roy et Associés (CG17 0192), majorant ainsi le montant total du contrat de 746 061,28 $ à 928 871,53 $, taxes incluses

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 décembre 2017 par sa résolution CE17 1967;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 306 631,79 $, taxes incluses, pour l'ajustement des honoraires professionnels et des incidences liés aux travaux de maintien d'actifs dans le cadre du projet de déménagement des effectifs de l'hôtel de ville vers l'édifice Lucien-Saulnier;

2 - d'approuver un projet d'addenda no 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et Beaupré Michaud et Associés Architectes, NCK inc. et Martin Roy et Associés (CG17 0192), majorant ainsi le montant total du contrat de 746 061,28 $ à 928 871,53 $, taxes incluses;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.02 1177619005

CG18 0042

Ratifier l'entente (cadre de collaboration) intervenue entre la Ville de Montréal et le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports pour la préparation de plans et devis et la réalisation de travaux des ouvrages municipaux, dans le cadre du projet Turcot / Autoriser une dépense maximale de 10 000 000 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 décembre 2017 par sa résolution CE17 1968;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - de ratifier l'entente intervenue (cadre de collaboration) entre le Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET) et la Ville pour la préparation des plans et devis et la réalisation de travaux des ouvrages municipaux, dans le cadre du projet Turcot;

2 - d'autoriser à cette fin une dépense maximale de 10 000 000 $, taxes incluses, pour la réalisation par le MTMDET des travaux demandés par la Ville de Montréal;

3 - d'autoriser le directeur du Service des infrastructures, de la voirie et des transports à signer tout document déposé par le MTMDET pour paiement de ces travaux, pour et au nom de la Ville;

4 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.03 1175843001

CG18 0043

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de la Société Québécoise des infrastructures un immeuble sis au 4051-4055, avenue Papineau, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour une somme maximale de 1 036 300 $, plus les taxes applicables, à des fins de maison de chambres

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 décembre 2017 par sa résolution CE17 1970;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville de Montréal acquiert de la Société québécoise des infrastructures un immeuble sis au 4051-4055, avenue Papineau, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, pour le prix de 1 036 300 $, plus les taxes applicables, à des fins de maison de chambres;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.04 1176337001

CG18 0044

Accorder un contrat de gré à gré à West Safety Services Canada inc. pour l'acquisition de cinq ordinateurs de table et dix moniteurs pour le Centre d'urgence 911 du Quartier Général du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 154 185,73 $, taxes incluses (fournisseur unique)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0036;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder un contrat de gré à gré à West Safety Services Canada inc. (fournisseur unique) pour l'acquisition de cinq ordinateurs de table et dix moniteurs pour le Centre d'urgence 911 du Quartier Général du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 154 185,73 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service de cette firme en date du 13 décembre 2017;

2 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.05 1170206012

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.06 à 20.10 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG18 0045

Conclure une entente-cadre, pour une période de 24 mois, avec Nouvelle Technologie (Tekno) inc. pour la fourniture de compteurs d'eau potable - Appel d'offres public 17-16458 (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0038;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - de conclure une entente-cadre, pour la fourniture des compteurs d'eau potable ;

2 - d'accorder à Nouvelle Technologie (TEKNO) inc., plus bas soumissionnaire conforme pour le groupe 1, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour la somme maximale de 607 700,36 $, taxes incluses, pour une période de vingt-quatre mois, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16458 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements et des services centraux et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.06 1170184003

CG18 0046

Accorder un contrat à UBA inc., pour une période de douze mois, pour la fourniture et la livraison d'hypochlorite de sodium 10,8 % à 12 % à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et aux usines d'eau potable, pour une somme maximale de 210 487,78 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16529 (1 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0041;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder au seul soumissionnaire conforme, UBA inc., un contrat de douze mois pour la fourniture d'hypochlorite de sodium 10,8 % à 12 % à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte et aux usines d'eau potable, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 210 487,78 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16529 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.07 1173438011

CG18 0047

Autoriser la deuxième prolongation, pour une période de douze mois, de l'entente-cadre intervenue avec 2963-9556 Québec inc. (CG16 0454) pour la fourniture de bas coussinés et de bas non coussinés à l'usage des employés de la Ville de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0044;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'autoriser la deuxième prolongation de l'entente-cadre pour la fourniture de bas coussinés et non coussinés à l'usage de la Ville de Montréal, pour une période de douze mois, dans le cadre du contrat accordé à 2963-9556 Québec inc. (CG15 0017);

2 - d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget des différents services de la Ville de Montréal et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.08 1176135008

CG18 0048

Accorder un contrat à Industrie Lemieux inc. pour la fourniture de cinq couvercles de trémies de filtre-presses Kurita pour la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte - Dépense totale de 441 389,03 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16504 (1 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0045;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder au seul soumissionnaire conforme, Industrie Lemieux inc., le contrat pour la fourniture de cinq couvercles de trémies de filtre-presses Kurita pour la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 441 389,03 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16504;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.09 1177526041

CG18 0049

Accorder un contrat à Filtrum inc., pour le remplacement de sept actionneurs hydrauliques dans quatre structures de régulation de l'intercepteur nord de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 801 608,01 $, taxes incluses - Appel d'offres public IP17043-161723-C (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0053;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder à Filtrum inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour le remplacement de sept actionneurs hydrauliques dans quatre structures de régulation de l'intercepteur nord de la Ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 801 608,01 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public IP17043-161723-C;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.10 1177526039

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.11 à 20.15

Adopté à l'unanimité.

CG18 0050

Autoriser une dépense additionnelle de 44 816,25 $, taxes incluses, pour le réaménagement de la portion nord du square Dorchester dans le cadre du contrat accordé à Claude Cormier et associés inc., Les Services EXP inc., Nadeau foresterie urbaine inc., Aedifica inc. et François Ménard (CG16 0122), majorant ainsi le montant total du contrat de 709 062,64 $ à 753 878,89 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0054;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 44 816,25 $, taxes incluses, pour le réaménagement de la portion nord du square Dorchester;

2 - d'approuver un projet d'Avenant n^{o} 1 modifiant la convention de services professionnels intervenue entre la Ville de Montréal et Claude Cormier et associés inc., Les Services EXP inc., Nadeau foresterie urbaine inc., Aedifica inc. et François Ménard (CG16 0122), majorant ainsi le montant total du contrat de 709 062,64 $ à 753 878,89 $, taxes incluses;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.11 1176192006

CG18 0051

Conclure une entente-cadre de services professionnels avec Ethnoscop inc. pour la réalisation d'interventions archéologiques dans le cadre des projets de la rue Peel et du Quartier des gares, pour une somme maximale de 886 917,91 $, taxes incluses - Appels d'offres public 17-16302 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0057;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - de conclure une entente-cadre de services professionnels pour la réalisation d'interventions archéologiques requises dans le cadre des projets de la rue Peel et du Quartier des gares;

2 - d'approuver un projet de convention par lequel la seule firme soumissionnaire, Ethnoscop inc., firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 886 917,91 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16302 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, des services corporatifs et des villes liées, et ce au rythme des besoins à combler;

Adopté à l'unanimité.

20.12 1176086006

CG18 0052

Approuver le remplacement de la convention de services professionnels pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les années 2017, 2018 et 2019, dans le cadre du contrat accordé à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (CG17 0491)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0063;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le remplacement de la convention de services professionnels pour l'audit externe des rapports financiers de la Ville de Montréal pour les exercices 2017, 2018 et 2019, dans le cadre du contrat accordé à Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. (CG17 0491).

Adopté à l'unanimité.

20.13 1170029007

CG18 0053

Approuver un projet de promesse d'échange de terrains par lequel la Ville de Montréal cède à Produits Shell Canada et à Shell Canada Limitée, à des fins de rue privée, un terrain constitué d'une partie du lot 1 251 244 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, d'une superficie approximative de 5 409 mètres carrés, situé au nord de la rue Sherbrooke Est et à l'est du boulevard Joseph-Versailles dans la Ville de Montréal-Est, en échange, Produits Shell Canada et Shell Canada Limitée cèdent à la Ville de Montréal tous leurs droits, titres et intérêts dans un terrain constitué d'une partie du lot 2 331 842 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, situé au nord du bâtiment situé au 10351, rue Sherbrooke Est

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0064;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le projet d'Avis d'exercice d'option / Échange de terrains (promesse d'échange) entre la Ville de Montréal, Produits Shell Canada, Shell Canada limitée et 9346-5508 Québec inc., auquel intervient Groupe C. Laganière (1995) inc. («GCL»), et par lequel la Ville de Montréal cède à Produits Shell Canada et Shell Canada limitée, un terrain constitué d'une partie du lot 1 251 244 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal et par lequel Produits Shell Canada et Shell Canada limitée cèdent à la Ville de Montréal tous leurs droits, titres et intérêts dans un terrain constitué d'une partie du lot 2 331 842 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, le tout sans soulte, et selon les termes et conditions prévus au projet d'Avis.

Adopté à l'unanimité.

20.14 1171195003

CG18 0054

Approuver un projet d'acte d'échange par lequel la Ville de Montréal cède à 151170 Canada inc., à des fins commerciales, un terrain constitué du lot 4 427 860 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, en contrepartie duquel 151170 Canada inc. cède à la Ville de Montréal, pour régulariser l'empiètement d'une piste cyclable, un terrain constitué du lot 4 460 340 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ayant front sur la rue Victoria, dans l'arrondissement de Lachine / Autoriser à cette fin une dépense de 2 807,96 $ correspondant à la TVQ

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0065;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'approuver le projet d'acte d'échange aux termes duquel la Ville de Montréal cède à 151170 Canada inc., à des fins commerciales, le lot 4 427 860 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, en contrepartie duquel 151170 Canada inc. cède à la Ville de Montréal, pour régulariser l'empiètement d'une piste cyclable, le lot 4 460 340 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, le tout sans soulte de part et d'autre et sujet aux termes et conditions stipulés au projet d'acte;

2 - d'autoriser à cette fin une dépense 2 807,96 $ correspondant au montant de la taxe de vente du Québec, conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.15 1166337003

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.16 à 20.20 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG18 0055

Approuver un projet d'acte par lequel la Ville renonce partiellement à la servitude de non construction consentie en sa faveur, aux termes d'un acte intervenu entre Les Constructions Fédérales inc., Groupe Allogio inc., Faubourg Pointe-aux-Prairies inc. et la Ville sur un total de cent soixante-quatorze lots situés sur les rues Jules-Helbronner, Trefflé-Berthiaume et Napoléon-Bourassa, lesquelles font partie du développement résidentiel Faubourg Pointe-aux-Prairies, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0067;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver un projet d'acte par lequel la Ville renonce partiellement à une servitude de non-construction consentie en sa faveur, aux termes d'un acte publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal, devant M^{e} Jacques Morand, le 21 décembre 2006, sous le numéro 13 921 195, intervenu entre Les Constructions Fédérales inc., Groupe Allogio inc., Faubourg Pointe-aux-Prairies inc. et la Ville, sur cent soixante-quatorze (174) lots construits et limitrophes aux aires de conservation, situés sur les rues Jules-Helbronner, Trefflé-Berthiaume et Napoléon-Bourassa, lesquelles font partie du développement résidentiel Faubourg Pointe-aux-Prairies, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, dont la désignation complète est inscrite au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.16 1173778005

CG18 0056

Accorder un soutien financier maximal non récurrent de 170 322 $ à PME MTL Centre-Est afin de soutenir le travail de la mise en place de la phase 2 de SÉRI Montréal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018 / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0070;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier non récurrent maximal de 170 322 $ à PME MTL Centre-Est afin de soutenir le travail de la mise en place de la phase 2 et de poursuivre le travail de recherche et d'organisation des activités de SÉRI Montréal pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018;

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.17 1174503001

CG18 0057

Accorder un soutien financier de 4 660 274 $ à Concertation régionale de Montréal pour la réalisation de 7 grands projets de concertation, d'octobre 2017 à décembre 2019 / Approuver un projet d'entente de délégation à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0071;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier de 4 660 274 $ à Concertation régionale de Montréal, pour la réalisation de 7 grands projets de concertation, du 13 octobre 2017 au 31 décembre 2019;

2 - d'approuver le projet d'entente de délégation entre la Ville et cet organisme établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel;

Adopté à l'unanimité.

20.18 1170191006

CG18 0058

Accorder un soutien financier de 252 800 $ au Mouvement québécois de la qualité pour l'organisation et le suivi d'un volet de la programmation du Parcours innovation PME Montréal pour la période 2018-2019 / Approuver un projet de convention à cet effet

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0072;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder un soutien financier de 252 800 $ au Mouvement québécois de la qualité pour l'organisation et le suivi d'un volet de la programmation du Parcours Innovation PME Montréal pour la période 2018-2019 ;

2 - d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier ;

3 - d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.19 1170881004

Article 20.20

Autoriser une dépense additionnelle de 85 232,28 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Innovative Interfaces Canada inc. (CM05 0283) afin de prolonger l'abonnement au produit ENCORE DISCOVERY pour une période de 3 ans, à compter du 1er juin 2017, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 942 723,26 $ à 2 027 955,54 $, taxes incluses / Approuver et ratifier un projet d'avenant no 3 à cet effet / Accorder et ratifier un contrat de gré à gré à Innovative Interfaces Canada inc. pour l'entretien des composantes et des licences de la suite Millennium supportant la technologie RFID, pour la période du 1er avril 2017 au 31 mars 2020, pour une somme maximale de 217 461,59 $, taxes incluses / Approuver le projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 25 janvier 2018 par sa résolution CE18 0101;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 85 232,28 $, taxes incluses, pour prolonger, à compter du 1er juin 2017, l'abonnement au produit ENCORE DISCOVERY pour une période de trois ans, dans le cadre du contrat accordé à Innovative Interfaces Canada inc. (CM05 0283), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 942 723,26 $ à 2 027 955,54 $, taxes incluses;

2 - d'approuver et ratifier le projet d'avenant no 3 à la convention entre la Ville de Montréal et Innovative Interfaces Canada inc. à cette fin;

3 - d'approuver, conformément à la loi, et ratifier le projet de convention de gré à gré entre la Ville et Innovative Interfaces Canada inc., pour l'entretien des composantes et des licences de la suite Millennium supportant la technologie RFID, pour la période du 1er avril 2017 au 31 mars 2020, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 217 461,59 $, taxes incluses, conformément à son offre de service en date du 28 août 2017 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

_____

Un débat s'engage.

_____

À 17 h 20, le porte-parole d'assemblée, M. François Limoges, propose de reporter à une phase ultérieure l'adoption de l'article 20.20 pour permettre d'apporter les clarifications nécessaires.

La proposition est agréée.

_____

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.21 à 20.25 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

_____

CG18 0059

Accorder un contrat à Arboriculture de Beauce inc., pour une période de deux ans, pour le service d'abattage de frênes dépérissants dans les parcs du Mont-Royal et Tiohtià:ke Otsira'kéhne, pour une somme maximale de 1 167 619,42 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16370 (5 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 janvier 2018 par sa résolution CE18 0106;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'accorder à Arboriculture de Beauce inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'abattage de frênes dépérissants dans les parcs du Mont-Royal et Tiohtià:ke Otsira'kéhne, pour une période de deux ans (2018-2019), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 1 167 619,42 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16370;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.21 1174107002

CG18 0060

Accorder un contrat de services professionnels à Ambidex inc. pour la production d'une exposition temporaire sur l'histoire et les vestiges du village des Tanneries, pour une somme maximale de 126 251,17 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16348 (1 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 janvier 2018 par sa résolution CE18 0110;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'approuver un projet de convention par lequel la seule firme soumissionnaire Ambidex inc., firme ayant obtenu la note de passage en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis pour la production d'une exposition temporaire sur l'histoire et les vestiges du village des Tanneries, pour une somme maximale de 126 251,17 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16348 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.22 1174426002

CG18 0061

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre d'une durée de trois ans avec IBM Canada ltée pour des services de support et d'entretien d'équipements de télécommunication et de sécurité et l'acquisition de produits de remplacement - Appel d'offres public 17-16243 (1 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 janvier 2018 par sa résolution CE18 0103;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - de conclure une entente-cadre, d'une durée de 3 ans, incluant une possibilité de renouvellement annuel pour deux années consécutives, pour la fourniture sur demande de services de support et d'entretien d'équipements de télécommunications et de sécurité, et l'acquisition de produits de remplacement de la famille Cisco;

3 - d'accorder au seul soumissionnaire du lot 1, IBM Canada Ltée., ce dernier ayant présenté une soumission conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, soit pour une somme maximale estimée à 2 007 162,31 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16243;

4 - d'imputer cette dépense de consommation à même les budgets du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.23 1177242001

CG18 0062

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure deux ententes-cadres collectives avec Recyclage Notre-Dame inc. (3 881 963,01 $, taxes incluses) et WM Québec inc. (3 271 576,26 $, taxes incluses), pour une période de trente-six mois avec deux possibilités de prolongation de douze mois, pour la fourniture de sites pour l'élimination de résidus de balais de rues et de dépôts à neige provenant des arrondissements - Appel d'offres public 17-16362 (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 janvier 2018 par sa résolution CE18 0104;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - de conclure deux ententes-cadres collectives avec Recyclage Notre-Dame inc. et WM Québec inc. pour la fourniture de sites pour l'élimination des matières résiduelles provenant des arrondissements, pour une durée de trente-six mois, soit du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020, avec deux possibilités de prolongation de douze mois, pour un montant total estimé à 7 153 539,27 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16362 et au tableau de prix reçus joint au dossier décisionnel;

3 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des arrondissements, et ce au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.24 1176134005

CG18 0063

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente-cadre d'une durée de cinq ans, avec deux possibilités de prolongation de vingt-quatre mois chacune, avec Logistik Unicorp inc. pour la fourniture de services de gestion vestimentaire intégrée destinés à l'ensemble de la clientèle des services de sécurité publique - Appel d'offres public 17-16249 (2 soum., 1 seul conforme)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 janvier 2018 par sa résolution CE18 0105;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - de conclure une entente-cadre, d'une durée de cinq ans avec deux possibilités de prolongation de vingt-quatre mois chacune, pour la fourniture sur demande de services de gestion vestimentaire intégrée destinés à l'ensemble de la clientèle des services de sécurité publique;

3 - d'accorder au seul soumissionnaire conforme Logistik Unicorp inc., le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission pour les groupes 1 et 2, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16249;

4 - d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets des services corporatifs et ce, au rythme des besoins à combler.

Adopté à l'unanimité.

20.25 1177811002

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 20.26 à 20.29 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG18 0064

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Excavation Loiselle inc. pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire et de voirie dans les rues Saint-Patrick et Montmorency, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 12 169 535,38 $, taxes incluses - Appel d'offres public 232005 (5 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 janvier 2018 par sa résolution CE18 0108;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'autoriser une dépense de 12 169 535,38 $, taxes incluses, pour des travaux d'égout, de conduites d'eau principale et secondaire et de voirie dans les rues Saint-Patrick et Montmorency, dans l'arrondissement du Sud-Ouest, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

3 - d'accorder à Excavation Loiselle inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 11 696 216,30 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 232005 ;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidence : Mme Maria Tutino

20.26 1177231086

CG18 0065

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Accorder un contrat à Groupe TNT inc. pour la construction du bassin de rétention William d'une capacité de 12 000 m3 dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Phase I - Dépense totale de 37 867 796,04 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5068-EC-308-15 (4 soum.)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 janvier 2018 par sa résolution CE18 0109;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'autoriser une dépense de 37 867 796,04 $, taxes incluses, pour la construction du bassin de rétention William d'une capacité de 12 000 m3 dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Phase I, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;

3 - d'accorder à Groupe TNT inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 34 867 796,04 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 5068-EC-308-15;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Le tout, conditionnellement à la levée des avis d'expropriation, tel que convenu entre la Ville de Montréal et CDPQ Infra, à la suite d'une rencontre tenue le 10 janvier 2018.

Adopté à l'unanimité.

20.27 1177526038

CG18 0066

Prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats

Conclure une entente avec Experts Geoconseil inc. pour les services professionnels d'agents de sécurité, tel que spécifié dans le code de sécurité pour les travaux de construction de la *Loi sur la santé et sécurité du travail* afin de répondre aux besoins des unités de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 3 024 366,22 $, taxes incluses, pour une période de trois ans, soit du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020 inclusivement - Appel d'offres public AO17-16231 (4 soum.) / Approuver un projet d'entente à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 janvier 2019 par sa résolution CE18 0112;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - de prendre connaissance du rapport de la Commission permanente sur l'examen des contrats;

2 - d'approuver un projet de convention par lequel Experts Geoconseils inc., firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels d'agents de sécurité tel que spécifié dans le code de sécurité pour les travaux de construction de la *Loi sur la santé et sécurité du travail*, pour une somme maximale de 3 024 366,22 $, taxes incluses, pour une période de trois ans, soit du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020 inclusivement, conformément aux documents de l'appel d'offres public AO17-16231, et selon les termes et les conditions stipulés au projet de convention;

3 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

20.28 1174346005

CG18 0067

Approuver la déclaration de la Ville-hôte (Host City Declaration), l'énoncé de vision de Montréal (Host City Vision Statement), l'accord de Ville-hôte (Host City Agreement) et quatre accords de sites d'entraînement (Training Site Agreement) conditionnellement à la réalisation de certaines conditions (Coupe du monde de la FIFA 2026)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 janvier 2018 par sa résolution CE18 0117;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'approuver la déclaration de la Ville-hôte (Host City Declaration), l'énoncé de vision de Montréal (Host City Vision Statement), l'accord de Ville-hôte (Host City Agreement) et quatre accords de sites d'entraînement (Training Site Agreement), le tout conditionnellement à ce que toutes et chacune des conditions mentionnées ci-dessous soient réalisées :

- l'octroi d'une contribution financière et d'une contribution en biens et services, constatée dans une entente signée par les gouvernements fédéral et provincial à la Ville de Montréal jusqu'à hauteur d'une valeur correspondant approximativement à 65 % des coûts reliés à l'événement;

- la signature par la Régie des installations olympiques et par l'Association canadienne de soccer inc. (ACS) de l'accord de stade (Stadium Agreement) relatif à l'utilisation du Stade olympique et des aménagements à y apporter;

- l'obtention de l'accord de l'Impact de Montréal F.C., constaté dans une entente à intervenir entre la Ville de Montréal et l'Association canadienne de soccer inc. (ACS) relatif à l'accord de site d'entraînement (Training Site Agreement) pour l'utilisation du centre Nutrilait et des aménagements à y apporter;

2 - d'autoriser la mairesse à signer l'Énoncé de vision de Montréal (Host City Vision Statement) pour et au nom de la Ville de Montréal;

3 - d'autoriser la mairesse et le greffier à signer à signer la déclaration de la Ville-hôte (Host City Declaration) pour et au nom de la Ville de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

20.29 1176641006

CG18 0068

Avis de motion et présentation - Règlement autorisant la démolition, la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot 1 361 710

AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement autorisant la démolition, la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance situé sur le lot 1 361 710 » et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation.

41.01 1170603010

CG18 0069

Avis de motion et présentation - Règlement autorisant un emprunt de 12 600 000 $ afin de financer la réalisation du programme d'acquisition de terrains

AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 12 600 000 $ afin de financer la réalisation du programme d'acquisition de terrains » et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation.

41.02 1170870001

CG18 0070

Avis de motion et présentation - Règlement autorisant un emprunt de 48 400 000 $ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé

AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 48 400 000 $ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé » et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation.

41.03 1172837008

CG18 0071

Avis de motion et présentation - Règlement autorisant un emprunt de 2 014 500 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021

AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement autorisant un emprunt de 2 014 500 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 » et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation.

41.04 1177666008

CG18 0072

AJOUT - Avis de motion et présentation - Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de compétence d'agglomération sous la responsabilité du conseil d'agglomération (exercice financier 2018)

AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2018) » et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation.

41.05 1183843002

CG18 0073

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 19 800 000 $ afin de financer les travaux sur les collecteurs d'égouts (RCG 17-026)

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 17 688 000 $ pour le financement de travaux sur les intercepteurs de la Ville de Montréal (RCG 17-027)

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 25 260 000 $ pour le financement de travaux et l'acquisition d'équipements à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (RCG 17-028)

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 82 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites principales d'aqueduc (RCG 17-029)

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 10 687 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage (RCG 17-030)

Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 18 613 000 $ afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable (RCG 17-031)

Vu l'avis de motion donné des règlements suivants à l'assemblée du conseil d'agglomération du 14 décembre 2017 par sa résolution CG17 0568 et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation:

Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 19 800 000 $ afin de financer les travaux sur les collecteurs d'égouts (RCG 17-026)
Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 17 688 000 $ pour le financement de travaux sur les intercepteurs de la Ville de Montréal (RCG 17-027)
Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 25 260 000 $ pour le financement de travaux et l'acquisition d'équipements à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (RCG 17-028)
Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 82 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites principales d'aqueduc (RCG 17-029)
Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 10 687 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage (RCG 17-030)
Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 18 613 000 $ afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable (RCG 17-031)

Attendu qu'une copie des règlements et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, la portée, le coût, le mode de financement et le mode de paiement et de remboursement de ces règlements sont détaillés aux règlements et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 29 novembre 2017 par sa résolution CE17 1906;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter les règlements suivants intitulés :

1 - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 19 800 000 $ afin de financer les travaux sur les collecteurs d'égouts (RCG 17-026);

2 - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 17 688 000 $ pour le financement de travaux sur les intercepteurs de la Ville de Montréal (RCG 17-027);

3 - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 25 260 000 $ pour le financement de travaux et l'acquisition d'équipements à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (RCG 17-028);

4 - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 82 000 000 $ afin de financer les travaux de construction et de renouvellement de conduites principales d'aqueduc (RCG 17-029);

5 - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 10 687 000 $ afin de financer les travaux de réhabilitation des réservoirs et stations de pompage (RCG 17-030);

6 - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 18 613 000 $ afin de financer les travaux de modernisation, de pérennisation et de sécurisation prévus au programme d'investissement dans les usines d'eau potable (RCG 17-031);

sujet à leur approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Un débat s'engage.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidence : Mme Maria Tutino

42.01 1171158007

Règlement RCG 17-026-1
Règlement RCG 17-027-1
Règlement RCG 17-028-1
Règlement RCG 17-029-1
Règlement RCG 17-030-1
Règlement RCG 17-031-1

CG18 0074

Adoption - Règlement autorisant la démolition du presbytère, la démolition partielle de l'église ainsi que la construction et l'occupation de deux pavillons à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur les lots 1 294 882, 1 295 226, 1 295 227, 1 422 882 et 1 422 883

Vu l'avis de motion donné du Règlement autorisant la démolition du presbytère, la démolition partielle de l'église ainsi que la construction et l'occupation de deux pavillons à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur les lots 1 294 882, 1 295 226, 1 295 227, 1 422 882 et 1 422 883 à l'assemblée du conseil d'agglomération du 14 décembre 2017 par sa résolution CG17 0569 et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 6 décembre 2017 par sa résolution CE17 1941;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement autorisant la démolition du presbytère, la démolition partielle de l'église ainsi que la construction et l'occupation de deux pavillons à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur les lots 1 294 882, 1 295 226, 1 295 227, 1 422 882 et 1 422 883 ».

Adopté à l'unanimité.

42.02 1170603007

Règlement RCG 18-004

CG18 0075

Approuver la nomination de madame Véronique Tremblay, conseillère d'arrondissement, à titre de représentante de l'arrondissement de Verdun au sein du conseil d'administration de PME MTL Grand Sud-Ouest

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0078;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de nommer Madame Véronique Tremblay, conseillère d'arrondissement, à titre de représentante de l'arrondissement de Verdun au sein du conseil d'administration de PME MTL Grand Sud-Ouest en remplacement de Monsieur Jean-François Parenteau, maire de l'arrondissement de Verdun.

Adopté à l'unanimité.

51.01 1176811014

CG18 0076

Approuver la nomination madame Émilie Thuillier, mairesse, représentante élue de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville pour siéger au comité exécutif et au conseil d'administration de l'organisation de développement économique local, PME-MTL Centre-Ouest, desservant le territoire composé de celui des villes de Côte-Saint-Luc, de Hampstead, de Montréal-Ouest et de Mont-Royal et de celui des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Saint-Laurent, à compter de janvier 2018

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 décembre 2017 par sa résolution CE17 1975;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver la nomination de la mairesse d'arrondissement, madame Émilie Thuillier, à titre de représentante élue de l'arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville, pour siéger au comité exécutif et au conseil d'administration de l'organisation de développement économique local, PME-MTL Centre-Ouest, desservant le territoire composé de celui des villes de Côte-Saint-Luc, de Hampstead, de Montréal-Ouest et de Mont-Royal et des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Saint-Laurent, à compter de janvier 2018.

Adopté à l'unanimité.

51.02 1171388010

CG18 0077

Approuver la nomination de monsieur Alain Vaillancourt, conseiller d'arrondissement du district Saint-Paul-Émard-Saint-Henri-Ouest, à titre de représentant de l'arrondissement du Sud-Ouest au sein du conseil d'administration de PME MTL Grand Sud-Ouest

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 20 décembre 2017 par sa résolution CE17 1976;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver la nomination de monsieur Alain Vaillancourt, conseiller d'arrondissement du district Saint-Paul-Émard-Saint-Henri-Ouest, à titre de représentant de l'arrondissement au sein du conseil d'administration de PME MTL Grand Sud-Ouest.

Adopté à l'unanimité.

51.03 1177010019

CG18 0078

Approuver la nomination de monsieur Jonathan Lang, à titre de représentant élu de la Ville de Mont-Royal, pour siéger au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ouest

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0079;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de nommer monsieur Jonathan Lang, à titre de représentant élu de la Ville de Mont-Royal, pour siéger au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ouest, en remplacement de M. Daniel Robert.

Adopté à l'unanimité.

51.04 1176751002

CG18 0079

Approuver la nomination de madame Kristine Marsolais, conseillère d'arrondissement, à titre de représentante de l'arrondissement au sein du conseil d'administration du PME MTL Est-de-l'Île

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0080;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de nommer madame Kristine Marsolais, conseillère d'arrondissement, à titre de représentante de l'arrondissement au sein du conseil d'administration du PME MTL Est-de-l'Île.

Adopté à l'unanimité.

51.05 1177169005

CG18 0080

Nominations de membres au conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal, et renouvellement, pour un mandat de trois ans, de la nomination de la présidente du comité d'évaluation nouvelles pratiques artistiques/pluridisciplinaire

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0083;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver les nominations de mesdames Jennifer Bourdages, en remplacement de monsieur Harold Faustin, Marie-Christine Lê-Huu, en remplacement de monsieur Philippe Lambert et Sylvie François, à titre de membres du conseil d'administration du Conseil des arts de Montréal, et le renouvellement, pour un mandat de trois ans, de la nomination de madame Marie-Christine Dufour à titre de présidente du comité d'évaluation nouvelles pratiques artistiques/pluridisciplinaire.

Adopté à l'unanimité.

51.06 1177726002

CG18 0081

Nomination d'un membre au conseil de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM)

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de nommer madame Maja Vodanovic à titre de membre au conseil de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) en remplacement de monsieur Robert Beaudry.

Adopté à l'unanimité.

51.07

CG18 0082

Approuver la nomination de madame Magda Popeanu à titre de représentante élue de l'arrondissement de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce au conseil d'administration de PME MTL centre-ville, organisme du réseau de développement économique local et régional PME MTL

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 janvier 2018 par sa résolution CE18 0120;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de nommer madame Magda Popeanu à titre de représentante élue de l'arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce au conseil d'administration de PME MTL centre-ville, organisme du réseau de développement économique local et régional PME MTL.

Adopté à l'unanimité.

51.08 1173930006

CG18 0083

Approuver la nomination de madame Maeva Vilain à titre de représentante élue de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ville, organisme du réseau de développement économique local et régional PME MTL

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 janvier 2018 par sa résolution CE18 0121;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de nommer madame Maeva Vilain à titre de représentante élue de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ville.

Adopté à l'unanimité.

51.09 1177239022

CG18 0084

Approuver la nomination de madame Christine Black, mairesse de l'arrondissement de Montréal-Nord, à titre de représentante de l'arrondissement au sein du conseil d'administration du PME MTL Est-de-l'Île

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 janvier 2018 par sa résolution CE18 0122;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de nommer madame Christine Black, mairesse de l'arrondissement de Montréal-Nord, à titre de représentante de l'arrondissement au sein du conseil d'administration du PME MTL - Est-de-L'Île.

Adopté à l'unanimité.

51.10 1177408005

CG18 0085

Approuver la nomination de madame Chantal Rouleau, mairesse de l'arrondissement, à titre de représentante de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles au sein du conseil d'administration de PME MTL Est-de-l'île

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 17 janvier 2018 par sa résolution CE18 0123;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de nommer la mairesse de l'arrondissement, madame Chantal Rouleau, à titre de représentante de l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles au sein du conseil d'administration de PME MTL Est-de-L'Île.

Adopté à l'unanimité.

51.11 1174860009

À 17 h 32,

Le porte-parole d'assemblée rappelle l'article 20.20.

CG18 0086

Autoriser une dépense additionnelle de 85 232,28 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Innovative Interfaces Canada inc. (CM05 0283) afin de prolonger l'abonnement au produit ENCORE DISCOVERY pour une période de 3 ans, à compter du 1er juin 2017, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 942 723,26 $ à 2 027 955,54 $, taxes incluses / Approuver et ratifier un projet d'avenant no 3 à cet effet / Accorder et ratifier un contrat de gré à gré à Innovative Interfaces Canada inc. pour l'entretien des composantes et des licences de la suite Millennium supportant la technologie RFID, pour la période du 1er avril 2017 au 31 mars 2020, pour une somme maximale de 217 461,59 $, taxes incluses / Approuver le projet de convention à cette fin

_____

Le débat se poursuit.

_____

Adopté à la majorité des voix.

Dissidences : M. John Belvedere
M. Alex Bottausci
Mme Julie Brisebois
M. Georges Bourelle
M. Mitchell Brownstein
M. Robert Coutu
M. Michel Gibson
M. Mickey Max Guttman
Mme Paola Hawa
M. Beny Masella
M. Edgar Rouleau
M. Philippe Roy
Mme Maria Tutino
M. William Steinberg
Mme Christina M. Smith

20.20 1176469004

_____

À 17 h 34, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, la présidente d'assemblée déclare l'assemblée levée.

_____
Manon BARBE
Présidente d'assemblée

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

_____
Valérie PLANTE
Mairesse

Article 3.03

Procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération de la Ville de Montréal du 25 janvier 2018 14 h

Séance tenue le jeudi 25 janvier 2018 Salle du conseil de l'hôtel de ville

PRÉSENCES :

Mme Valérie Plante, Mme Manon Barbe, M. John Belvedere, Mme Karine Boivin-Roy, M. Alex Bottausci, Mme Julie Brisebois, M. Georges Bourelle, M. Mitchell Brownstein, M. Robert Coutu, M. Benoit Dorais, Mme Rosannie Filato, M. Michel Gibson, Mme Nathalie Goulet, Mme Paola Hawa, M. Pierre Lessard-Blais, M. François Limoges, M. Normand Marinacci, M. Beny Masella, M. Peter McQueen, M. Sylvain Ouellet, Mme Magda Popeanu, M. Edgar Rouleau, M. Philippe Roy, M. William Steinberg, Mme Christina M. Smith, Mme Émilie Thuillier, M. Philipe Tomlinson, Mme Maria Tutino et Mme Maja Vodanovic

ABSENCE SANS MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

M. Mickey Max Guttman

ABSENCE AVEC MOTIF AU SENS DU *RÈGLEMENT SUR LE TRAITEMENT DES ÉLUS* :

M. François William Croteau

AUTRES PRÉSENCES :

M. Alain Marcoux, Directeur général
Me Yves Saindon, Greffier de la Ville
Mme Line Comtois, analyste-rédactrice

La présidente d'assemblée déclare la séance ouverte et demande d'observer un moment de recueillement .

---

1 - Période de questions du public

La présidente d'assemblée appelle le point « Période de questions du public ».

N'ayant aucune intervention de la part des citoyens, la présidente d'assemblée déclare la période de questions du public close.

---

2 - Période de questions des membres du conseil

La présidente d'assemblée appelle le point « Période de questions des membres du conseil ».

Question de	À	Objet
M. Beny Masella	Mme Manon Barbe	Demande des clarifications concernant la période de questions

À 14 h 03,

Un débat s'engage au sujet du déroulement de l'assemblée, à savoir si des questions peuvent être posées sur chaque article de l'ordre du jour.

Le porte-parole d'assemblée, M. François Limoges, apporte des précisions concernant le déroulement de l'assemblée concernant l'adoption du budget et demande une suspension de 5 minutes .

À 14 h 04,

Le conseil reprend ses travaux.

La présidente d'assemblée rappelle le temps de parole alloué pour l'adoption du budget.

N'ayant aucune autre intervention de la part des membres du conseil, la présidente d'assemblée déclare la période de questions des membres du conseil close à 14 h 05.

CG18 0015

Adoption de l'ordre du jour de l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter l'ordre du jour de l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération du 25 janvier 2018 tel que livré aux membres du conseil, ainsi que l'avis de convocation de la présente séance.

Adopté à l'unanimité.

03.01

CG18 0016

Approbation du procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération tenue le 10 janvier 2018

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du conseil d'agglomération tenue le 10 janvier 2018 conformément à l'article 333 de la *Loi sur les cités et villes* et suivant le certificat du 17 janvier 2018 émis par le greffier.

Adopté à l'unanimité.

03.02

CG18 0017

Dépôt du rapport de la Commission sur les finances et l'administration sur l'étude du budget 2018 de la Ville de Montréal (Volet agglomération) ainsi que les budgets de certaines sociétés paramunicipales et autres organismes

Le porte-parole d'assemblée dépose le rapport de la Commission sur les finances et l'administration sur l'étude du budget 2018 de la Ville de Montréal (Volet agglomération) ainsi que les budgets de certaines sociétés paramunicipales et autres organismes, comprenant les rapports minoritaires de l'Opposition officielle, de l'Association des municipalités de banlieue, de M. George Bourelle, maire de la Ville de Beaconsfield et de Mme Christina Smith, mairesse de la Ville de Westmount, et le conseil en prend acte.

Un débat s'engage.

06.01

CG18 0018

Adoption du budget 2018 de la Ville de Montréal (Volet agglomération)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0003;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

d'adopter le budget 2018 de la Ville de Montréal (Volet agglomération).

Un débat s'engage.

Plusieurs questions sont soulevées par les membres des différentes villes liées.

Il est proposé par M. Benny Masella

appuyé par Mme Maria Tutino

de procéder à un vote enregistré sur cet article.

La présidente d'assemblée, Mme Manon Barbe, met aux voix la proposition de M. Masella et de Mme Tutino.

Le greffier fait l'appel des membres et le conseil se partage comme suit :

VOTE

Votent en faveur:	Mme Valérie Plante, M. Benoit Dorais, M. Peter McQueen, M. Sylvain Ouellet, Mme Nathalie Goulet, M. François Limoges, Mme Magda Popeanu, Mme Émilie Thuillier, Mme Maja Vodanovic, M. Normand Marinacci, Mme Karine Boivin-Roy, M. Philipe Tomlinson, Mme Rosannie Filato, M. Pierre Lessard-Blais et Mme Manon Barbe (1728,21 voix)

Votent contre:	M. Beny Masella, Mme Maria Tutino, M. Georges Bourelle, M. Mitchell Brownstein, M. Alex Bottausci, M. Edgar Rouleau, M. William Steinberg, M. Michel Gibson, M. Robert Coutu, M. Philippe Roy, M. John Belvedere, Mme Paola Hawa, Mme Julie Brisebois et Mme Christina M. Smith (230,77 voix)
Résultat:	En faveur : 1728,21 voix Contre : 230,77 voix

La présidente d'assemblée déclare la proposition adoptée à la majorité des voix et il est

RÉSOLU

en conséquence.

30.01 1173843015

À 15 h 11,

Tous les représentants des villes liées quittent la salle du conseil.

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.02 à 30.06 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG18 0019

Approbation du budget 2018 de la Société de transport de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0011;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le budget de 2018 de la Société de transport de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

30.02 1173843016

CG18 0020

Approbation du budget 2018 du Bureau du taxi de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0012;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le budget 2018 du Bureau du taxi de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

30.03 1172904003

CG18 0021

Approbation du budget 2018 du Conseil des Arts de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0016;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le budget 2018 du Conseil des Arts de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

30.04 1172904004

CG18 0022

Approbation du budget 2018 de l'Office municipal d'habitation de Montréal

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0013;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le budget 2018 de l'Office municipal d'habitation de Montréal.

Adopté à l'unanimité.

30.05 1172904005

CG18 0023

Approbation du budget 2018 de la Corporation d'habitation Jeanne-Mance

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0014;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le budget 2018 de la Corporation d'habitation Jeanne-Mance.

Adopté à l'unanimité.

30.06 1172904006

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 30.07 à 30.11 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG18 0024

Approbation du budget 2018 de la Société du parc Jean-Drapeau

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0015;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'approuver le budget 2018 de la Société du parc Jean-Drapeau.

Adopté à l'unanimité.

30.07 1172904007

CG18 0025

Contributions financières et quote-part 2018 à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) et aux organismes exerçant des activités relevant du conseil d'agglomération

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0010;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - de verser selon les modalités usuelles les contributions financières et la quote-part prévues au budget 2018 de la Ville à la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) et aux organismes suivants :

Agence régionale de transport métropolitain	574 300 000 $
Conseil des arts	16 950 000 $
Société du parc Jean-Drapeau	14 104 000 $
Bureau du taxi de Montréal	4 577 800 $
Office municipal d'habitation de Montréal	685 000 $
Corporation d'habitation Jeanne-Mance	12 000 $
Communauté métropolitaine de Montréal - Volet équipements scientifiques Montréal	11 568 000 $

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations inscrites au dossier décisionnel.

Adopté à l'unanimité.

30.08 1173843022

CG18 0026

Résolution visant à affecter à la réserve financière générale pour le service de l'eau des sommes équivalentes aux revenus prélevés au moyen des quotes-parts et autres revenus relatifs au service de l'eau (exercice financier 2018)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0006;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter la résolution suivante :

RÉSOLUTION VISANT À AFFECTER DES SOMMES À LA RÉSERVE FINANCIÈRE GÉNÉRALE D'AGGLOMÉRATION POUR LE SERVICE DE L'EAU (EXERCICE FINANCIER 2018)

Il est résolu que les sommes mentionnées aux paragraphes a) à e), prises à même le fonds général et que les revenus mentionnés aux paragraphes f) et g), sont affectés à la réserve financière générale d'agglomération pour le service de l'eau.

a) les sommes équivalentes à celles prélevées au moyen de la quote-part pour le service de l'eau;

b) les sommes équivalentes à celles prélevées au moyen de la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable;

c) les sommes équivalentes à celles prélevées au moyen de la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes;

d) les sommes équivalentes à celles prélevées au moyen de toute quote-part exigée en vertu d'un règlement d'emprunt visant le financement de travaux afférents aux infrastructures d'eau potable et d'eaux usées, admissibles au volet grandes villes du Programme de subvention Fonds Chantiers Canada-Québec ou de tout paiement comptant effectué en vertu d'un tel règlement, le cas échéant;

e) les sommes équivalentes à celles prélevées au moyen de toute quote-part exigée en vertu d'un règlement d'emprunt visant le financement de travaux afférents aux infrastructures d'eau potable et d'eaux usées, admissibles au Programme de transfert de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et de la contribution du Québec ou de tout paiement comptant effectué en vertu d'un tel règlement, le cas échéant;

f) les revenus de toute subvention dédiée au service de l'eau;

g) les revenus de tout mode de tarification exigé par le conseil d'agglomération pour la fourniture du service de l'eau.

Adopté à l'unanimité.

30.09 1173843020

CG18 0027

Résolution visant à affecter des sommes à la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations de compétences d'agglomération

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0005;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter la résolution suivante :

RÉSOLUTION VISANT À AFFECTER DES SOMMES À LA RÉSERVE FINANCIÈRE DESTINÉE À FINANCER DES DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS D'AGGLOMÉRATION

Il est résolu que la somme de 110,3 M$ prise à même le fonds général, conformément aux règles prévues par la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001), est affectée à la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations d'agglomération.

Adopté à l'unanimité.

30.10 1173843019

CG18 0028

Résolution établissant la quote-part générale et d'autres quotes-parts (exercice financier 2018)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0007;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter la résolution suivante :

RÉSOLUTION ÉTABLISSANT LA QUOTE-PART GÉNÉRALE ET D'AUTRES QUOTES-PARTS (EXERCICE FINANCIER 2018)

Vu les articles 118.79 et 118.80 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (RLRQ, chapitre E-20.001) (ci-après désignée la « Loi »);

Vu l'Arrêté du ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire du 21 juillet 2017 remplaçant l'Arrêté de la ministre des Affaires municipales et des Régions du 26 novembre 2008 concernant les règles permettant d'établir le potentiel fiscal des municipalités liées de l'agglomération de Montréal aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération (ci-après désigné « l'arrêté ») pris en vertu de l'article 118.80 de la Loi;

1. Dans la présente résolution, les mots suivants signifient :

« municipalité liée » : une municipalité énumérée à l'article 4 de la Loi;

« potentiel fiscal de 2018 » : le potentiel fiscal pour l'exercice de 2018 aux fins de la répartition des dépenses d'agglomération de la municipalité centrale, établi selon les règles prescrites par l'arrêté.

2. Aux fins du financement de dépenses faites par la municipalité centrale dans l'exercice d'une compétence d'agglomération, il sera perçu des municipalités liées les quotes-parts suivantes, établies sur la base du potentiel fiscal de 2018 :

1° la quote-part générale qui finance toute dépense qui ne fait pas l'objet d'un autre mode de financement;

2° la quote-part pour le service de l'eau qui finance toute dépense relative au service de l'eau qui ne fait pas l'objet de la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable, de la quote-part tarifaire pour la fourniture de compteurs et la réalisation des activités déléguées afférentes ou d'un autre mode de financement;

3° la quote-part pour le service des premiers répondants qui finance les dépenses liées à l'exercice de l'élément de sécurité publique que constitue le service des premiers répondants. La Ville de Côte-Saint-Luc n'est pas une municipalité liée pour la répartition de ces dépenses.

3. Les quotes-parts établies conformément à l'article 2 sont présentées à l'annexe A.

4. La présente résolution s'applique à l'exercice financier de 2018.

Adopté à l'unanimité.

30.11 1173843010

CG18 0029

Décréter la publication d'un document explicatif du budget 2018 de la Ville de Montréal (volet agglomération)

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0020;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de décréter qu'un document explicatif du budget pour l'exercice financier 2018 (volet agglomération) soit publié dans un journal diffusé sur le territoire de la Ville, conformément à l'article 474.3 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ c. C-19).

Adopté à l'unanimité.

30.12 1172904011

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

de réunir, pour fins d'étude, les articles 42.01 à 42.05 de l'ordre du jour.

Adopté à l'unanimité.

CG18 0030

Adoption - Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2018)

Vu l'avis de motion donné du Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2018) à l'assemblée du conseil d'agglomération du 10 janvier 2018 par sa résolution CG18 0010 et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0022;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (exercice financier 2018) ».

Adopté à l'unanimité des membres présents, à l'exception des articles 16 et 77 ainsi que le dernier alinéa de l'article 23 pour lesquels la majorité des voix des membres de la ville centrale et la majorité des voix des membres représentant les villes reconstituées n'a pas été atteinte, conformément au deuxième alinéa de l'article 16 du Décret 1229-2005.

42.01 1176812003

Règlement RCG 18-001

CG18 0031

Adoption - Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2018)

Vu l'avis de motion donné du Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2018) à l'assemblée du conseil d'agglomération du 10 janvier 2018 par sa résolution CG18 0011 et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0026;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement établissant les modalités de paiement des quotes-parts par les municipalités liées (exercice financier 2018) ».

Adopté à l'unanimité.

42.02 1173843009

Règlement RCG 18-002

CG18 0032

Adoption - Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2018)

Vu l'avis de motion donné du Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2018) à l'assemblée du conseil d'agglomération du 10 janvier 2018 par sa résolution CG18 0012 et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0027;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement concernant la quote-part tarifaire pour l'alimentation en eau potable (exercice financier 2018) ».

Adopté à l'unanimité.

42.03 1173843011

Règlement RCG 18-003

CG18 0033

Adoption - Règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054)

Vu l'avis de motion donné du Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054) à l'assemblée du conseil d'agglomération du 10 janvier 2018 par sa résolution CG18 0013 et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0028;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054) ».

Adopté à l'unanimité.

42.04 1173843017

Règlement RCG 06-054-6

CG18 0034

Adoption - Règlement modifiant le Règlement créant la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations d'agglomération (RCG 14-007)

Vu l'avis de motion donné du Règlement créant la réserve financière destinée à financer des dépenses en immobilisations d'agglomération (RCG 14-007) à l'assemblée du conseil d'agglomération du 10 janvier 2018 par sa résolution CG18 0014;

Attendu qu'une copie du règlement et du dossier décisionnel ont été distribués aux membres du conseil plus de 72 heures avant la séance;

Attendu que l'objet, la portée et le coût de ce règlement sont détaillés au règlement et au dossier décisionnel;

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 10 janvier 2018 par sa résolution CE18 0030;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

d'adopter le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement créant la réserve financière destinée à financer certaines dépenses en immobilisations d'agglomération (RCG 14-007) ».

Adopté à l'unanimité.

42.05 1173843024

Règlement RCG 14-007-1

À 15 h 15, tous les points de l'ordre du jour ayant été étudiés, la présidente d'assemblée déclare l'assemblée levée.

Manon BARBE
Présidente

Yves Saindon
Greffier de la Ville

Tous et chacun des règlements et résolutions ci-dessus relatés sont approuvés.

Valérie PLANTE
Mairesse

04.01

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
22 FÉVRIER 2018

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AU 31 JANVIER 2018

CONTRATS OCTROYÉS PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 01 JANVIER 2018 AU 31 JANVIER 2018

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
STÉRICYCLE ULC	100% AGGLO	SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT	DIRECTION DE LA GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES	1170793002	ACCORDER UN CONTRAT À STÉRICYCLE ULC POUR LA COLLECTE DES RÉSIDUS DOMESTIQUES DANGEREUX (RDD) DANS LES COURS DE VOIRIE MUNICIPALE INCLUANT LE TRAITEMENT POUR UNE PÉRIODE DE 36 MOIS POUR UNE SOMME DE 127 746,87$ TAXES INCLUSES, PLUS DES CONTINGENCES DE 3 832,40$ TAXES INCLUSES POUR UN MONTANT TOTAL DE 131 579,27$ TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 17-16384. 3 SOUMISSIONNAIRES	CE18 0035	2018-01-10	131 579,00 $
UNIVAR CANADA LTÉE.	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1173438012	ACCORDER UN CONTRAT À LA FIRME UNIVAR CANADA LTÉE, POUR LA FOURNITURE ET LA LIVRAISON D'HYDROXYDE DE SODIUM LIQUIDE (50 %) EN CONTENANTS DE 1000 LITRES, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 136 852,44 $, TAXES INCLUSES - APPEL D'OFFRES PUBLIC 17-16539 - 4 SOUMISSIONNAIRES	CE18 0042	2018-01-12	136 852,00 $
PNEUS SP INC.	100% AGGLO	SERVICE DU MATÉRIEL ROULANT ET DES ATELIERS	DIRECTION	1174922022	EXERCER UNE OPTION DE PROLONGATION ET AUTORISER UNE DÉPENSE ADDITIONNELLE DE 150 831,22 $, TAXES INCLUSES, POUR DES SERVICES DE MAINTENANCE DE VÉHICULES LÉGERS ET D'ACHAT DE PIÈCES AUTOMOBILES DANS LE CADRE DU CONTRAT ACCORDÉ À « PNEUS SP INC. » (RÉSOLUTION CE16 0293) MAJORANT AINSI LE MONTANT TOTAL DU CONTRAT DE 293 365,04 $ À 444 196,26 $, TAXES INCLUSES.	CE18 0040	2018-01-12	150 831,00 $
MOTEURS ÉLECTRIQUES LAVAL LTÉE	100% AGGLO	SERVICE DE L'EAU	DIRECTION DE L'ÉPURATION DES EAUX USÉES	1177526040	ACCORDER UN CONTRAT À MOTEURS ÉLECTRIQUES LAVAL LTÉE POUR LA REMISE À NIVEAU D'UN MOTEUR À ROTOR BOBINÉ D'UN GROUPE MOTOPOMPE (5100 HP) DE LA STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES JEAN-R.-MARCOTTE, POUR UNE SOMME MAXIMALE DE 233 005,80 $, TAXES INCLUSES – APPEL D'OFFRES PUBLIC 17-16495 – 2 SOUMISSIONNAIRES.	CE18 0043	2018-01-12	233 006,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 4

TOTAL : 652 268,00 $

04.02

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
22 FÉVRIER 2018

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF
COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

POUR LA PÉRIODE DU
1ER AU 31 JANVIER 2018

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 01 JANVIER 2018 AU 31 JANVIER 2018

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
MISSION OLD BREWERY	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176794008	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 715 555 $ À SEPT ORGANISMES, SOIT : MISSION OLD BREWERY, MISSION BON ACCUEIL, MAISON DU PÈRE, LA RUE DES FEMMES DE MONTRÉAL, LA MISSION ST-MICHAEL, ASSOCIATION D'ENTRAIDE LE CHAÎNON INC. ET PROJETS AUTOCHTONES DU QUÉBEC, EN SOUTIEN À LEUR OFFRE DE SERVICE EN MATIÈRE D'HÉBERGEMENT D'URGENCE DES PERSONNES SANS-ABRI, POUR L'ANNÉE 2018, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE18 0115	2018-01-19	150 000,00 $
MISSION BON ACCUEIL	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176794008	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 715 555 $ À SEPT ORGANISMES, SOIT : MISSION OLD BREWERY, MISSION BON ACCUEIL, MAISON DU PÈRE, LA RUE DES FEMMES DE MONTRÉAL, LA MISSION ST-MICHAEL, ASSOCIATION D'ENTRAIDE LE CHAÎNON INC. ET PROJETS AUTOCHTONES DU QUÉBEC, EN SOUTIEN À LEUR OFFRE DE SERVICE EN MATIÈRE D'HÉBERGEMENT D'URGENCE DES PERSONNES SANS-ABRI, POUR L'ANNÉE 2018, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE18 0115	2018-01-19	150 000,00 $
MAISON DU PÈRE	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176794008	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 715 555 $ À SEPT ORGANISMES, SOIT : MISSION OLD BREWERY, MISSION BON ACCUEIL, MAISON DU PÈRE, LA RUE DES FEMMES DE MONTRÉAL, LA MISSION ST-MICHAEL, ASSOCIATION D'ENTRAIDE LE CHAÎNON INC. ET PROJETS AUTOCHTONES DU QUÉBEC, EN SOUTIEN À LEUR OFFRE DE SERVICE EN MATIÈRE D'HÉBERGEMENT D'URGENCE DES PERSONNES SANS-ABRI, POUR L'ANNÉE 2018, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE18 0115	2018-01-19	150 000,00 $
LA RUE DES FEMMES DE MONTRÉAL	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176794008	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 715 555 $ À SEPT ORGANISMES, SOIT : MISSION OLD BREWERY, MISSION BON ACCUEIL, MAISON DU PÈRE, LA RUE DES FEMMES DE MONTRÉAL, LA MISSION ST-MICHAEL, ASSOCIATION D'ENTRAIDE LE CHAÎNON INC. ET PROJETS AUTOCHTONES DU QUÉBEC, EN SOUTIEN À LEUR OFFRE DE SERVICE EN MATIÈRE D'HÉBERGEMENT D'URGENCE DES PERSONNES SANS-ABRI, POUR L'ANNÉE 2018, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE18 0115	2018-01-19	102 960,00 $

SUBVENTIONS OCTROYÉES PAR LE COMITÉ EXÉCUTIF - COMPÉTENCE D'AGGLOMÉRATION

PÉRIODE DU 01 JANVIER 2018 AU 31 JANVIER 2018

FOURNISSEUR	RÉPARTITION	SERVICE	DIRECTION	DOSSIER	OBJET	DÉCISION	SIGNATURE	MONTANT
LA MISSION ST-MICHAEL	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176794008	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 715 555 $ À SEPT ORGANISMES, SOIT : MISSION OLD BREWERY, MISSION BON ACCUEIL, MAISON DU PÈRE, LA RUE DES FEMMES DE MONTRÉAL, LA MISSION ST-MICHAEL, ASSOCIATION D'ENTRAIDE LE CHAÎNON INC. ET PROJETS AUTOCHTONES DU QUÉBEC, EN SOUTIEN À LEUR OFFRE DE SERVICE EN MATIÈRE D'HÉBERGEMENT D'URGENCE DES PERSONNES SANS-ABRI, POUR L'ANNÉE 2018, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE18 0115	2018-01-19	59 869,00 $
ASSOCIATION D'ENTRAIDE LE CHAÎNON INC.	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176794008	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 715 555 $ À SEPT ORGANISMES, SOIT : MISSION OLD BREWERY, MISSION BON ACCUEIL, MAISON DU PÈRE, LA RUE DES FEMMES DE MONTRÉAL, LA MISSION ST-MICHAEL, ASSOCIATION D'ENTRAIDE LE CHAÎNON INC. ET PROJETS AUTOCHTONES DU QUÉBEC, EN SOUTIEN À LEUR OFFRE DE SERVICE EN MATIÈRE D'HÉBERGEMENT D'URGENCE DES PERSONNES SANS-ABRI, POUR L'ANNÉE 2018, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE18 0115	2018-01-19	54 318,00 $
PROJETS AUTOCHTONES DU QUÉBEC	100% AGGLO	SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS	DIRECTION	1176794008	ACCORDER UN SOUTIEN FINANCIER TOTALISANT LA SOMME DE 715 555 $ À SEPT ORGANISMES, SOIT : MISSION OLD BREWERY, MISSION BON ACCUEIL, MAISON DU PÈRE, LA RUE DES FEMMES DE MONTRÉAL, LA MISSION ST-MICHAEL, ASSOCIATION D'ENTRAIDE LE CHAÎNON INC. ET PROJETS AUTOCHTONES DU QUÉBEC, EN SOUTIEN À LEUR OFFRE DE SERVICE EN MATIÈRE D'HÉBERGEMENT D'URGENCE DES PERSONNES SANS-ABRI, POUR L'ANNÉE 2018, DANS LE CADRE DU BUDGET DU SERVICE DE LA DIVERSITÉ SOCIALE ET DES SPORTS / APPROUVER LES PROJETS DE CONVENTION À CET EFFET	CE18 0115	2018-01-19	48 408,00 $

NOMBRE DE CONTRATS : 7

TOTAL : 715 555,00 $

04.03

À LA SÉANCE DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION DU
22 FÉVRIER 2018

(DÉLÉGATION DE POUVOIRS RCE02-004 DU 26 JUIN 2002)

SELON L'ARTICLE 477.3 DE LA LOI DES CITÉS ET VILLES

SERVICE CORPORATIFS
POUR LA PÉRIODE DU
1er AU 31 JANVIER 2018
LISTE SIMON

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
3928446 CANADA INC.	1250157	18 JANV. 2018	BONNEAU, ISABELLE	Validation de la capacité portante de la dalle de plancher des locaux loués par la Ville au 5800 St-Denis pour accueillir les archives de l'hôtel de ville - Incidence 15193	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	4 317,36 $
4528221 CANADA INC.	1246716	04 JANV. 2018	TOUSIGNANT, YVES	Poignée aspirateur, drum adapter, base de la poignée , support interrupteur et switch boot	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 958,45 $
9052-9470 QUEBEC INC.	DEU29808	02 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	BUDGET 2018 - 6 PIECES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 725,47 $
9052-9470 QUEBEC INC.	DEU30103	08 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Généré par le réapprovisionnement 2017-12-11 1:31 AM.	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 126,31 $
9055-0344 QUEBEC INC.	DEU30025	09 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Pour BT 0778	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 069,04 $
9187-9650 QUEBEC INC.	1250297	18 JANV. 2018	BARTH, SIMONETTA	Frais d'enquête et opérations policières (septembre à décembre 2017)	Police	Activités policières	2 142,12 $
9352-6689 QUEBEC INC.	1252009	25 JANV. 2018	DOUCET, VERONIQUE	Révision linguistiques , graphismes et traduction de la stratégie de développement économiques de la ville de Montréal 2018-2022. Voir soumission ci-jointe.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	9 632,61 $
ACIER ST-DENIS INC.	1247975	22 JANV. 2018	CORBEIL, JASMIN	Amélioration de la sécurité de la croix dans le site patrimonial du Mont-Royal_17-6983	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	42 937,79 $
AESL INSTRUMENTATION INC.	DEP19928	19 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	Pte-Claire - 2018 UPC - AESL - Pièces chlorateur CIT et divers	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 494,41 $
AFFICOM, AFFICHAGE CREATIF INC.	1251176	23 JANV. 2018	DESBIENS-COTE, MARTIN	Acquisition housse mortuaire.	Police	Activités policières	3 459,34 $
AFG ERGO	1246846	05 JANV. 2018	PICARD, STEVE-ERIC	Achat de table upcentric pour salle d'écoute au 4545 Hochelaga	Police	Activités policières	3 049,89 $
AGENCE GRAVEL INC.	1249658	17 JANV. 2018	LAROCQUE, YVES	Pièces et accessoires	Police	Activités policières	2 568,33 $
AGENCES MARTIAL BESSETTE INC.	1249260	16 JANV. 2018	TOUSIGNANT, YVES	Veste de flotaison Mustang MVC-10	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 090,30 $
AGENCES MARTIAL BESSETTE INC.	1251768	25 JANV. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP SPVM - BONNETS	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	11 586,00 $
AGILENT TECHNOLOGIES CANADA INC.	1252436	29 JANV. 2018	ARBIC, DENISE	Contrat d'entretien GC/MS	Environnement	Protection de l'environnement	4 171,05 $
AGILENT TECHNOLOGIES CANADA INC.	1252436	29 JANV. 2018	ARBIC, DENISE	Contrat d'entretien GC/MS	Environnement	Traitement des eaux usées	4 171,05 $
AIR LIQUIDE CANADA INC	1093085	23 JANV. 2018	SHOONER, MICHEL	Commande ouverte pour location de cylindres en 2016	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 149,62 $
AIRCOM TECHNOLOGIES INC.	1251204	23 JANV. 2018	BORNAIS, LUC	BCO 2018 - Accessoire et pièce de remplacement	Environnement	Protection de l'environnement	2 624,69 $
AIRCOM TECHNOLOGIES INC.	DEU28570	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	(UNITE) TRANSMETTEUR DE PRESSION AMERICAN SENSOR TECHNOLOGIES AST4000F00250B4E1000 SERIE 515615 100121 PRESSURE: 0TO250BAR - OUTPUT: 4-20MA	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 342,90 $
AIRMET SCIENCE INC.	1249020	15 JANV. 2018	BIRON, PAULE	expert dossier 15-003478	Dépenses communes	Autres - Administration générale	5 800,56 $
AIRSOLID INC.	DEU30375	29 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Ballon obturateur pour GMP Ebara	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 569,57 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ALIGNEMENT BEAUDOIN	DEU29765	29 JANV. 2018	SHOONER, MICHEL	Secteur des eaux - Réfection majeur GMP15 - Positionnement de quatre bases de béton	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 824,16 $
ALIMEX INC.	1249257	16 JANV. 2018	SAVIGNAC, PIERRE-PAUL	Accorder a Alimex un contrat d'acquisition de biens pour des chaises, des assises, des dessus de tables et des tables pour le café au chalet du Mont-Royal	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	2 619,44 $
ALPHAPLANTES	1250590	19 JANV. 2018	PERRY, REMI	CF - Location et entretien mensuel des plantes pour l'année 2018	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 386,41 $
ALPHAPLANTES	DEP19810	10 JANV. 2018	MARSAN, ANDRE	BCO2018 - Entretien des plantes pour l'usine Atwater	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 225,53 $
AMEUBLEMENT J.C. PERREAULT INC.	1248853	15 JANV. 2018	PICARD, STEVE-ERIC	Achat de four à convection	Police	Activités policières	2 221,54 $
ANIXTER CANADA INC.	DEP19983	23 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	Pierrefonds - Achat UPS et batteries	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 168,87 $
ANIXTER CANADA INC.	DEU29248	18 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	330 mètres de Cable Teck - Distribution électrique générale	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 357,43 $
ANIXTER CANADA INC.	DEU30056	04 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	14 Pattes et Coffrets Rittal - Vannes au Décanteur 16	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 954,34 $
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	1251774	25 JANV. 2018	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP SPVM - MANTEAU HIVER	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 392,76 $
ANTONIO MOREAU (1984)LTEE	DEU30122	10 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Salopettes d'hiver pour préposés à la décantation	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 782,17 $
APL	1223515	23 JANV. 2018	ANGERS, VERONIQUE	Accorder une dépense supplémentaire à APL pour la location de matériel technique dans le cadre de la programmation spéciale de rentrée 2017 du parc Frédéric-Back. Contrat gré à gré 17-6115	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	4 738,61 $
APSAM ASSOCIATION PARITAIRE SANTE & SECURITE AFFAIRES MUNICIPALES	1249526	16 JANV. 2018	BOULET, SUZANNE	Formation espace clos	Environnement	Réseaux d'égout	3 060,00 $
AREO-FEU LTEE	1250603	19 JANV. 2018	GIRARD, SYLVIE	Hydraulique - Chaîne pour scie Cutter Edge - soumission 63414	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	10 587,99 $
ARSENAULT & LEMIEUX	1247325	08 JANV. 2018	LIRIANO GARCIA, MIRIAM	jugement dossier 1176684003	Dépenses communes	Autres - Administration générale	231 172,16 $
ATELIER D'USINAGE QUENNEVILLE INC.	DEU29810	02 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	3 PIÈCES USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 213,03 $
ATELIER D'USINAGE ST-HUBERT LTEE	DEU29842	02 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	(UNITE) RÉPARATION D'UN RÉDUCTEUR DE MARQUE HANSEN	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 015,77 $
ATELIER MOTEUR POMPE (AMP)	DEP19646	03 JANV. 2018	MARTEL, SIMON	2018 - AMP - Réfection de la pompe PO-403 - UDO	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 593,21 $
ATELIER MOTEUR POMPE (AMP)	DEP19837	19 JANV. 2018	PERIARD, MICHEL	Besoin de modifier transfo pour les UV	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 527,58 $
AUTOMATISATION CADENCE INC.	DEU30211	17 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	1 Automate GE Quickpanel - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 062,71 $
AVENSYS SOLUTIONS INC.	1249535	16 JANV. 2018	BOULET, SUZANNE	Matériel scientifique	Environnement	Réseaux d'égout	2 976,39 $
AVENSYS SOLUTIONS INC.	1251447	24 JANV. 2018	BOULET, SUZANNE	Entretien, réparation équipements pour 2018. Bon de commande ouvert pour l'année 2018	Environnement	Réseaux d'égout	10 498,75 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
AVISEO CONSEIL INC.	1250430	19 JANV. 2018	DOUCET, VERONIQUE	Services professionnels - Rédaction planification stratégique SDÉ Service du développement économique	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	22 572,31 $
AVREX CANADA INC.	DEP17947	05 JANV. 2018	PERIARD, MICHEL	Achat de deux murs latéraux pour perceuses - Projet 2015-08 Sécurité machines - Usine Atwater.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 186,92 $
AXIA SERVICES	1252163	26 JANV. 2018	CHAPUT, CHRISTIAN	Service technique Surveillance de notre entrepôt de matériel	Technologies de l'information	Gestion de l'information	11 230,94 $
BATTISTA TURCOT ISRAEL CORBO S.E.N.C.	1249755	17 JANV. 2018	GUAY, PATRICE	avocats dossier Requête La Presse #17-000590	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 544,90 $
BELANGER SAUVE, S.E.N.C.R.L.	1249256	16 JANV. 2018	BELPAIRE, VERONIQUE	avocats dossier 16-003327	Dépenses communes	Autres - Administration générale	6 100,04 $
BELL CANADA	52621825320180101	11 JANV. 2018	VALCOURT, NANCY	Facture Bell 526 Janvier 2018 approuvée par S.Carrière	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	3 443,18 $
BELL CANADA	94949968	16 JANV. 2018	BOUDREAU, DANIEL	Bell SPVM DOS	Police	Activités policières	2 549,26 $
BELZONA QUEBEC INC.	DEU30124	10 JANV. 2018	FONTAINE, RICHARD	RÉPARATION POMPE EBARA GMP 15	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	21 181,23 $
BENTLEY SYSTEMS INC.	DEP15686	12 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	Formation - Microstation V-8-i Select Serie 3_Ing RR	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 784,86 $
BERNARD VADNAIS	1248177	11 JANV. 2018	LACHANCE, BRUNO	Services d'animation spirituelle pour les pompiers de Montréal (SIM) couvrant la période du 01 janvier 2018 au 31 décembre 2018.	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	13 512,00 $
BETON CONCEPT A.M. INC.	DEU28296	05 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	Cassage de béton - Tuyau au Décanteur 7	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 391,10 $
BETON CONCEPT A.M. INC.	DEU28614	05 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	Coulage de béton - Tuyau au Décanteur 7	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 210,35 $
BLACKPOINT TACTICAL, LLC	1250413	19 JANV. 2018	LAROCQUE, YVES	ÉTUI CIVIL VIP - GTI	Police	Activités policières	5 748,39 $
BLUECONY INC.	1252794	30 JANV. 2018	SAVIGNAC, PIERRE-PAUL	Accorder un contrat à Blucecony pour l'acquisition de 2 bureau Izy Dewey pour l'accueil au chalet et pavillon du Mont-Royal	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	9 574,86 $
BOIVIN & GAUVIN INC.	1250665	22 JANV. 2018	LECOURS, SYLVAIN	APRIA-Achat de pièces Interspiro. Facture 151484	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	1 432,70 $
BOIVIN & GAUVIN INC.	1250665	19 JANV. 2018	LECOURS, SYLVAIN	APRIA-Achat de pièces Interspiro. Facture 151484	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	1 139,20 $
BOIVIN & GAUVIN INC.	1250757	22 JANV. 2018	LECOURS, SYLVAIN	APRIA-Achat de pièces Interspiro. Facture 151503	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 556,86 $
BOIVIN & GAUVIN INC.	1250808	22 JANV. 2018	GIRARD, SYLVIE	Contrat de service technique pour analyse des registres APRIA mensuels sur demande. Le cout du contrat renferme des frais d¿extraction de données, frais pour le déplacement (kilométrage et temps) et des frais pour analyse de données comme c	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	21 375,45 $
BOUTY INC	1249156	29 JANV. 2018	PICARD, STEVE-ERIC	3685-SPVM-ENQUETE NORD	Police	Activités policières	3 550,43 $
BOUTY INC	1252703	29 JANV. 2018	PICARD, STEVE-ERIC	Achat de chaise ergonomique	Police	Activités policières	3 489,95 $
BOUTY INC	DEU30091	08 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	(UNITE) CHAISE A ROULETTES A DOSSIER HAUT - BOUTY VTM4-SSE-99-N2-7N-GA14-HUE-234-GR2	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 018,00 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
BOYKO JOLY C.A.	1249038	15 JANV. 2018	BIRON, PAULE	expert dossier 16-001951	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 480,34 $
BOYTECH DEMOLITION INC.	DEP19936	19 JANV. 2018	REBSELJ, VINCENT	Travaux pour correctifs amiante à l'usine Lachine	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 989,52 $
BRAULT MAXTECH INC.	DEU30073	04 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	Broyeur de boues au Décanteur 19	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	19 580,17 $
BRAULT MAXTECH INC.	DEU30192	16 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	4 Composantes Boerger- Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	9 077,21 $
BRENNTAG CANADA INC.	40816672	19 JANV. 2018	KPELA, SYLVIE	Réf Crédit 40817787	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	17 322,94 $
BRENNTAG CANADA INC.	40820860	22 JANV. 2018	KPELA, SYLVIE	Réf crédit 40821427	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	11 548,62 $
BRENNTAG CANADA INC.	40824118	22 JANV. 2018	KPELA, SYLVIE	Réf crédit 40824741	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 774,31 $
BUCHI CORPORATION	1250939	22 JANV. 2018	ARBIC, DENISE	Matériel de laboratoire	Environnement	Protection de l'environnement	4 104,00 $
BUREAU EN GROS	1252268	26 JANV. 2018	CHAPUT, CHRISTIAN	68008-SÉRAM: Acquisition de trois (3) téléphones intelligents (Samsung et Caterpillar) pour "Enquêtes spécialisées" selon la soumission 26 janvier 2018.	Technologies de l'information	Autres - Sécurité publique	2 974,51 $
BURO DESIGN A.Q. INC.	1249449	16 JANV. 2018	PICARD, STEVE-ERIC	Achat de caisson	Police	Activités policières	2 929,15 $
C.P.U. DESIGN INC.	1249883	17 JANV. 2018	CARRIERE, SYLVAIN	Équipements informatiques tels que ordinateur, souris, clavier, etc.	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	7 885,36 $
C.P.U. DESIGN INC.	1252193	26 JANV. 2018	CHAPUT, CHRISTIAN	Rehaussement de postes de travail	Technologies de l'information	Gestion de l'information	7 013,38 $
C.P.U. DESIGN INC.	1252220	26 JANV. 2018	CHAPUT, CHRISTIAN	Rehaussements de disques pour stations de travail	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 838,78 $
CADENAS EXPERTS	DEU29950	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	(UNITE) BOITIER DE CADENASSAGE AVEC MODIFICATIONS ENTENDUES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 984,29 $
CALA CANADIAN ASSOCIATION FOR LABORATORY ACCREDITATION INC.	1246535	10 JANV. 2018	ARBIC, DENISE	Échantillon pour le contrôle qualité	Environnement	Traitement des eaux usées	9 711,34 $
CANADIEN NATIONAL	1247465	09 JANV. 2018	BROUILLETTE, CHANTALE	OTC syst. d'avertissement avec barrières - Piste cyclo piéton - Année 2017 - Numéro client : 16189 (16196) - Numéro - Réf. : 40090686 pour la DGPVMREST	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	7 171,70 $
CANNFORECAST LOGICIEL INC.	DEU26351	08 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	AC - DEVELOPPEMENT ET TEST D'UN MODELE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	13 306,99 $
CARTE RONA	DEU30206	17 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	2018 - ACHATS ARTICLES DE QUINCAILLERIE RENO-DEPOT	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 249,37 $
CELLEBRITE USA CORP.	1249556	16 JANV. 2018	BUSSIERES, CLAUDE	Renouvellement de logiciel	Police	Activités policières	27 069,15 $
CELLEBRITE USA CORP.	1251127	23 JANV. 2018	DESBIENS-COTE, MARTIN	Acquisition logiciel.	Police	Activités policières	10 574,19 $
CENTRE APPAREIL MENAGER R.H. BEAULIEU (1981) INC.	1253494	31 JANV. 2018	GIRARD, SYLVIE	Réparations et entretiens des cuisinières résidentielles du SIM pour l'année 2018	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 099,75 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
CENTRE DE SERVICES PARTAGES DU QUEBEC	1248679	12 JANV. 2018	RIVEST, MARIANNE	Lot de factures de 2017 pour services de télécommunication.	Police	Activités policières	2 256,03 $
CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE	1249289	16 JANV. 2018	BORNAIS, LUC	2018 - Réparation de Radio	Environnement	Protection de l'environnement	1 574,81 $
CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE	1249289	16 JANV. 2018	BORNAIS, LUC	2018 - Réparation de Radio	Environnement	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	3 149,62 $
CENTRE DE TELEPHONE MOBILE LTEE	1251365	24 JANV. 2018	GROULX, LOUISE	SERVICE DE LOCALISATION PAR GPS POUR BATEAUX (T.O RIDGEWOOD CAPACITY PLUS UHF) - ANNÉE 2018	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 513,40 $
CENTRE D'EXPERTISE EN ANALYSE ENVIRONNEMENTALE DU QUEBEC	1247545	09 JANV. 2018	SHOONER, MICHEL	2018 - ETALONS CERTIFIES MATERIEL DE REFERENCE EXTERNE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 149,62 $
CENTRE DU TRAVAILLEUR F.H. INC.	1245911	10 JANV. 2018	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP SPVM - SACS A DOS	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	4 033,87 $
CENTRE RECREATIF D'ARMES A FEU DE MONTREAL INC.	1247509	09 JANV. 2018	LAROCQUE, YVES	Étui pour arme à feu	Police	Activités policières	4 263,54 $
CENTRE RECREATIF D'ARMES A FEU DE MONTREAL INC.	1250904	22 JANV. 2018	LAROCQUE, YVES	Mire - équipement AIMPOINT T2	Police	Activités policières	3 761,95 $
CESIUM TELECOM INC.	1252464	29 JANV. 2018	CHARRON, DIANE	Étuis et protecteur d'écran pour I- Phone	Police	Activités policières	2 915,77 $
CGA ARCHITECTES INC.	1248794	12 JANV. 2018	BONNEAU, ISABELLE	Révision du PFT de la relocalisation des archives au 5 800 St-Denis et estimation des coûts des travaux à réaliser - Incidence 15193	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	8 735,48 $
CHAINES ET ELINGUES ST-PIERRE CANADA LTEE	DEP19872	25 JANV. 2018	REBSELJ, VINCENT	Palan à chaîne électrique 20 pieds	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 499,43 $
CHEM ACTION INC.	DEP19865	19 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	LACHINE - Pompes doseuses pour Hansil #4	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	12 300,13 $
CHEMISE EMPIRE LTEE	1249223	15 JANV. 2018	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP SPVM - CHEMISES BLEU-NOIR ET GRISES (ENTENTE 1044489)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	74 750,86 $
CHEMISE EMPIRE LTEE	1252931	30 JANV. 2018	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP SPVM - CHEMISES SPVM	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 985,21 $
CHRISTIAN TURGEON	1252797	30 JANV. 2018	ARNAUD, CLEMENT	Accorder un contrat de service à M. Christian Turgeon pour une formation en soutien auprès des contrôleurs de la section du bureau du CESM	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	5 000,00 $
CHRISTINE PROVOST ET ZOE DUCLOS PHARMACIENNES S.E.N.C	1247426	12 JANV. 2018	DESJARDINS, SYLVIE	Remboursement pour une période de 12 mois dû à l'empiètement sur le stationnement de la zone de chantier à la caserne 26 - Incidence 13097	Gestion et planification immobilière	Gestion des installations - Séc. incendie	9 224,40 $
CHROMATOGRAPHIC SPECIALTIES INC	1251442	24 JANV. 2018	ARBIC, DENISE	Matériel de laboratoire	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	3 638,66 $
CHUBB EDWARDS	1248150	10 JANV. 2018	MOISE, CARL	2017 - Installation système incendie non présent à l'écocentre Lasalle	Environnement	Matériaux secs - traitement	16 868,34 $
CIM MAINTENANCE INC.	DEP17998	26 JANV. 2018	MARSAN, ANDRE	Remplace DEP17660 - Service professionnels pour consultation en maintenance - Appel d'offres sur invitation 17-16025.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	29 527,73 $
CLEVERBRIDGE AG	1249566	16 JANV. 2018	DESBIENS-COTE, MARTIN	Renouvellement logiciel.	Police	Activités policières	3 663,01 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
COGEP INC.	1247191	08 JANV. 2018	GIRARD, SYLVIE	Renouvellement du contrat de service annuel du logiciel Guide TI pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2018 pour 6 licences et 2 interfaces	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 842,55 $
COMMUNICATIONS RYCOM INC.	1249222	15 JANV. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP SPVM - BAS THERMAUX (ENTENTE 1116902)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	18 260,27 $
COMPASS MINERALS CANADA CORP.	1249115	16 JANV. 2018	BORNAIS, LUC	2018 - Sel de déglaçage, abrasif	Environnement	Protection de l'environnement	619,43 $
COMPASS MINERALS CANADA CORP.	1249115	15 JANV. 2018	BORNAIS, LUC	2018 - Sel de déglaçage, abrasif	Environnement	Protection de l'environnement	15 569,65 $
COMPOSANTS INDUSTRIELS WAJAX	DEU28735	17 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Roue Tsubaki pour convoyeur à chaînes Buhler	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 001,06 $
COMPOSANTS INDUSTRIELS WAJAX	DEU30004	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	Articles de roulement pour le Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 279,93 $
COMPTEURS D'EAU DU QUEBEC	1248811	12 JANV. 2018	LOGE, HERVE	Achat de compteurs pour la Gestion durable de l'eau.	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	3 822,39 $
COMPUGEN INC.	DEU30043	04 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	LICENCES MICROSOFT WINDOWS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	66 683,86 $
CONCEPT CONTROLS (QUEBEC) INC.	1247977	10 JANV. 2018	TOUSIGNANT, YVES	Électricité: réparation de Stations (alimentation et Recharge)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 776,92 $
CONCEPT CONTROLS (QUEBEC) INC.	1250582	19 JANV. 2018	TOUSIGNANT, YVES	Électricité: Réparation et évaluation de base et de station (soumission 74787)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 403,63 $
CONCEPT CONTROLS (QUEBEC) INC.	1250611	19 JANV. 2018	GIRARD, SYLVIE	Électricité: Replacement LCD kit for gaz alert, Capteur de monoxyde, Oxygène et LEL micro clip , bloc-piles Pentane	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	12 966,26 $
CONNECTIONS PUR-TEL	1246718	04 JANV. 2018	PICARD, STEVE-ERIC	Bon de commande ouvert pour l'installation et la réparation de prise réseau pour l'ensemble des unités du SPVM	Police	Activités policières	10 498,75 $
CONNECTIONS PUR-TEL	1250991	22 JANV. 2018	FORTIN, FRANCINE	Câblage téléphonique et informatique des locaux de l'escouade du SPVM - Incidence bail 1175840005	Gestion et planification immobilière	Activités policières	13 309,32 $
CONNECTIONS PUR-TEL	1252512	29 JANV. 2018	FORTIN, FRANCINE	Travaux pour le câblage informatique et téléphonique des locaux du SPVM du PDQ 9 - Incidence bail 1174565004	Gestion et planification immobilière	Activités policières	9 156,14 $
CONSEILLERS EN GESTION ET INFORMATIQUE CGI INC.	DEU27852	18 JANV. 2018	FONTAINE, RICHARD	SERV. PROF. D'UN ANALYSE D'AFFAIRES ET MIGRATION HSO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 818,95 $
CONSTRUCTION MORIVAL LTEE	DEU28963	08 JANV. 2018	FONTAINE, RICHARD	CASSER ET DISPOSER DE DIVERS BLOCS DE BÉTON À TAUX HORAIRE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	22 099,87 $
CONSTRUCTION MORIVAL LTEE	DEU30356	30 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	DÉNEIGEMENT DES INTERCEPTEURS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 543,33 $
CONSUMAJ INC.	DEU30329	24 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	MISE À JOUR DE L'ÉTUDE DE MODELISATION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 202,12 $
CONTROLES LAURENTIDE LTEE	DEU29236	22 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	FRAIS DE RECONDITIONNEMENT VANNE D'ALIMENTATION D'EAU DE LA CHAUDIÈRE INC #3	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 114,99 $
CONTROLES LAURENTIDE LTEE	DEU29561	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	38-01-606(UNITE) ACTUATEUR DE VANNE E.I.M. MODEL 4KPN-145924A, 24 PIEDS DE COURSES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	15 425,81 $
CONTROLES LAURENTIDE LTEE	DEU30343	25 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Vanne a boule Apollo pour la Pompe doseuse Moyno	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 890,86 $
CONVOYEUR CONTINENTAL & USINAGE LTE	DEU29760	08 JANV. 2018	FONTAINE, RICHARD	BUDGET 2018 FOURNITURE 7 VIS SANS FIN POUR CONVOYEURS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	50 614,47 $
CONVOYEUR CONTINENTAL & USINAGE LTE	DEU30223	18 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	URGENCE - VIS A RUBAN POUR 668-M33-081 INC1	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 664,09 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1249133	15 JANV. 2018	RABY, MICHEL	2018 - Ipad	Environnement	Déchets domestiques et assimilés - élimination	3 365,89 $
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1249133	16 JANV. 2018	RABY, MICHEL	2018 - Ipad	Environnement	Déchets domestiques et assimilés - élimination	432,55 $
COOPERATIVE DE L'UNIVERSITE LAVAL	1251994	25 JANV. 2018	TINO, RUFFINO	iPad Pro 12,9'' 256Go Gris cosmique Wi-Fi + Cell	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	6 206,87 $
COOPERATIVE DES POLICIERS ET POLICIERES DE LA CUM (CLUB COOP C.U.M.)	46632	01 JANV. 2018	GOKCEN, OZLEM	Dépenses de voyage / déplacement	Police	Activités policières	16 084,08 $
COREM	1252607	29 JANV. 2018	ARBIC, DENISE	Commande ouverte 2018 - Analyses externes	Environnement	Traitement des eaux usées	3 359,60 $
CORPORATION CIMSOFT	DEP19758	04 JANV. 2018	TURCOTTE, CAROLINE	ACHATS POUR LE REMPLACEMENT DES STATIONS D'OPÉRATEURS ET DE MATÉRIEL DE TÉLÉMÉTRIE POUR L'USINE DE DORVAL	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 873,52 $
CORPORATION PEPCO ENERGIE	1247328	09 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	POUR COUVRIR NOS BESOINS EN MAZOUT POUR FOURNAISE AU 11 RUE RHÉAUME	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 199,50 $
CORPORATION PEPCO ENERGIE	1251131	23 JANV. 2018	PARR, GUYLAINE	Huile à chauffage - 21253 boul. Gouin Ouest (21 décembre 2017, facture 390678)	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	4 622,57 $
CORPS CANADIEN DES COMMISSIONNAIRES (DIVISION DU QUEBEC)	567828	23 JANV. 2018	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Corps Canadien des commissionnaires- PDS Est de l'ile - Période 2017-09-17 @ 2017-09-30	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	4 391,27 $
CORPS CANADIEN DES COMMISSIONNAIRES (DIVISION DU QUEBEC)	573496	23 JANV. 2018	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Corps Canadien des commissionnaires- PDS Est de l'ile - Période 2017-10-01 @ 2017-10-14	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 099,34 $
COURSES THEMATIQUES	11777570011	15 JANV. 2018	ST-PIERRE, MARIETTE	1177757001-1 budget 2017(couru) - Course nocturne ACCEO	Diversité sociale et des sports	Autres - Activités récréatives	6 000,00 $
COURSES THEMATIQUES	11777570012	15 JANV. 2018	ST-PIERRE, MARIETTE	1177757001-2 budget 2017(couru)- Tour de l'horloge	Diversité sociale et des sports	Autres - Activités récréatives	9 000,00 $
CPU SERVICE INC.	1248775	12 JANV. 2018	DESBIENS-COTE, MARTIN	Acquisition poste informatique.	Police	Activités policières	4 122,46 $
CUDDIHY O'BOMSAWIN AVOCATS	1249287	16 JANV. 2018	BELPAIRE, VERONIQUE	avocats dossier 17-001333	Dépenses communes	Autres - Administration générale	5 923,92 $
CUDDIHY O'BOMSAWIN AVOCATS	1249290	16 JANV. 2018	BELPAIRE, VERONIQUE	avocats dossier 17-002933	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 422,75 $
CULLIGAN RIVE SUD	1247795	29 JANV. 2018	LAROCHE, LAURENT	Demande de régénération du mixed bed du système d'eau - Labo. DB	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	2 099,75 $
DALEX-QUEBEC INC.	1246917	05 JANV. 2018	DESJARDINS, SYLVIE	Fourniture d'un séchoir à boyaux pour la caserne 71 - Incidence 13693	Gestion et planification immobilière	Gestion des installations - Séc. incendie	17 296,72 $
DEMIX AGREGAT	1249116	15 JANV. 2018	BORNAIS, LUC	2018 - ABRASIF,HIVER,MELANGE COMPOSE 90% GRANULAT & 10% CHLORURE DE SODIUM (NACL)	Environnement	Protection de l'environnement	4 495,56 $
DEPOT MEDICAL CANADA INC	1251713	25 JANV. 2018	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP SPVM - SOUS-VETEMENTS THERMAUX	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	46 036,43 $
DESCHENES & FILS LTEE	1249294	16 JANV. 2018	BORNAIS, LUC	2018 - Accessoire et fourniture de plomberie Compte client: 751100	Environnement	Protection de l'environnement	10 498,75 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
DIAMOND CANAPOWER	DEU29599	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	4 Éléments de ramonage Canapower - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 847,52 $
DIAMOND CANAPOWER	DEU30396	30 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	4 Éléments de ramonage Diamond Canapower - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	9 497,82 $
DIGITAL BOUNDARY GROUP	1248296	11 JANV. 2018	BUSSIERES, CLAUDE	Évaluation annuelle de la sécurité du réseau du SPVM pour l'année 2018 (AO#SSI2017.01)	Police	Activités policières	23 500,00 $
DISTRIBUTION CRANE, DIVISON DE CRANE CANADA CO.	DEU29839	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	(UNITE) TEE 14'' VICTAULIC 20C DI AWWA UNLINED	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 032,69 $
DISTRIBUTION CRANE, DIVISON DE CRANE CANADA CO.	DEU30121	10 JANV. 2018	SHOONER, MICHEL	Tuyau + 12 Coudes au Filtre Presse 02	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 802,65 $
DISTRIBUTION MARLEY	1249273	16 JANV. 2018	TOUSIGNANT, YVES	Clé ascenseur articulée Otis # AAA 194 AZ5	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	6 312,90 $
DISTRIBUTIONS SNG INC.	DEU29924	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	(UNITE) SOUPAPE DE SURETÉ EN CORPS DE FONTE APOLLO 119KHCAMAA AVEC LEVIER SIMPLE - ORIFICE 1.926PO/2 - PIECES INTERNES 316 ST-ST - DIMENSION 2-1/4" X 3"FNPT - SERVICE VAP	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 145,42 $
DISTRIBUTIONS SNG INC.	DEU30189	16 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	2 Brides Abco pour un Drain au Quai de dépotage	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 353,35 $
DOYON POMPES & SOLUTIONS INC.	DEU29074	15 JANV. 2018	SHOONER, MICHEL	REMISE À NEUF ET MODIFICATION DE POMPE DOSEUSE DE POLYMERE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 127,53 $
D-TROIS-PIERRES	1247969	10 JANV. 2018	DESAUTELS, ANNE	Service alimentaire (casse-croûte) et d'accueil - Château Gohier parc-nature du Cap-Saint-Jacques hiver 2017-2018. Paiement à la signature de l'entente.	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	6 892,30 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1246057	17 JANV. 2018	BORNAIS, LUC	2018- BC Ouvert CESM - Fourniture de pièces électriques	Environnement	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	2 099,75 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	1246057	09 JANV. 2018	BORNAIS, LUC	2018- BC Ouvert CESM - Fourniture de pièces électriques	Environnement	Protection de l'environnement	4 199,50 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP19845	24 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	2018 UPC - DUBO - PROJET DIVERS (POMPES PUISARS RPC, TIG, ÉCLAIRAGE SALLE HPA)	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 135,08 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP19845	19 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	2018 UPC - DUBO - PROJET DIVERS (POMPES PUISARS RPC, TIG, ÉCLAIRAGE SALLE HPA)	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	629,92 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP19855	15 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	UDB - Pièces de rechange pour tous les CCD de l'usine à la demande de Vincent Rebselj	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 231,36 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP19967	22 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	R/R - McTavish - Démarreur pour vanne cathédrale et lampe de poche	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 493,64 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP19987	23 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	Renflouement d¿inventaire du magasin de la Direction de l¿eau potable de kit de thermostat et d'aérotherme Ouellet en prévision de diverses activités d¿entretien	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 994,77 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEP20004	25 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	UAT - Électrique	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 612,59 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEU29814	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	78-41-048(UNITE) AUTOMATE GE RX3I, #IC695CHS016, BASE 16 RECEPTACLES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 717,74 $
DUBO ELECTRIQUE LTEE	DEU29935	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	(UNITE) EATON BUSSMAN JM60200-3CR - PORTE FUSIBLE TYPE J 600V 200A 3P	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 414,70 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
DUFRESNE HEBERT COMEAU INC.	1249728	17 JANV. 2018	GAUTHIER, FRANCOIS CHARLES	avocats dossier 16-001072	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 740,18 $
DUFRESNE STANDARD & SPECIAL INC.	1251221	23 JANV. 2018	BORNAIS, LUC	2018 - Matériel de fixation, clou, vis Bon de commande ouvert CESM et G. Parcs	Environnement	Protection de l'environnement	1 574,81 $
DUFRESNE STANDARD & SPECIAL INC.	1251221	23 JANV. 2018	BORNAIS, LUC	2018 - Matériel de fixation, clou, vis Bon de commande ouvert CESM et G. Parcs	Environnement	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	787,41 $
ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE	1248379	22 JANV. 2018	CLOUTIER, MARIANNE	Production d'une cartographie d'AccèsLogis Québec et AccèsLogis Montréal (ENAP)	Service de la mise en valeur du territoire	Autres biens - Rénovation urbaine	23 966,25 $
ECOLE POLYTECHNIQUE MONTREAL	1249079	15 JANV. 2018	BELPAIRE, VERONIQUE	expert dossier 16-001853	Dépenses communes	Autres - Administration générale	10 120,00 $
ELECTRONIQUE RAYBEL INC	1248491	11 JANV. 2018	LANDRY, ROBERT	Fusible EDCC8	Police	Activités policières	2 304,48 $
ELECTRONIQUE RAYBEL INC	1248649	12 JANV. 2018	LANDRY, ROBERT	Achat de nettoyeur Cole-Parmer pour équipement électronique	Police	Activités policières	5 876,15 $
ENDRESS + HAUSER CANADA LTEE	DEP19971	23 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	Renflouement d¿inventaire du magasin de la Direction de l¿eau potable d'électrode PH en prévision de diverses activités d¿entretien	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 275,02 $
ENTREPOTS LAFRANCE INC.	1251616	24 JANV. 2018	LECOURS, SYLVAIN	Bon de commande ouvert 2018 pour la DRM Service Entreposage Inventaire pour l'année 2018	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	10 498,75 $
ENTREPRISES A.L.I. SNOWDON INC.	1246723	04 JANV. 2018	PICARD, STEVE-ERIC	Bon de commande ouvert pour le nettoyage de chaises pour l'ensemble du SPVM pour 2018	Police	Activités policières	2 099,75 $
ENTREPRISES D'EXTERMINATION MAHEU LTEE	1253444	31 JANV. 2018	DESJARDINS, SYLVIE	Divers bâtiments du SIM - Bon de commande ouvert pour l'extermination et les traitements contre la vermine et les insectes, pour l'année 2018	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	8 923,94 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1115752	08 JANV. 2018	FONTAINE, RICHARD	FOURNITURE DE BOTTES ET SOULIERS - ENTENTE VDM 1084048	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 498,75 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1246515	05 JANV. 2018	GIRARD, SYLVIE	CUIR-Achat de botte combat incendie noir de STC modèle Marshall et/ou Commander selon entente 1245801, AO 17-16623	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	24 745,40 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1246737	04 JANV. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP SPVM - BOTTES RESPIRANTES (ENTENTE 1081954)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	23 924,61 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1246850	05 JANV. 2018	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP SPVM - BOTTES DE COMBAT (ENTENTE 1241821)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	5 842,49 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1246920	05 JANV. 2018	GIRARD, SYLVIE	CUIR-Achat de botte combat (bottes de réserves) incendie noir de STC modèle Marshall selon entente 1245801, AO 17-16623	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	14 362,28 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1246932	05 JANV. 2018	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP SPVM - ECUSSONS (ENTENTE 1219345)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	5 257,77 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1249604	16 JANV. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP SPVM - CHAUSSURES	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	14 045,22 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1250602	19 JANV. 2018	GIRARD, SYLVIE	Caisse fusées routières 30 minutes 36 unités/caisse	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	10 918,70 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1251715	25 JANV. 2018	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP SPVM - BOTTILLONS	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	6 698,19 $
ENTREPRISES FORLINI-DIVISION EQUIPEMENT DE SECURITE UNIVERSEL INC.	1252006	29 JANV. 2018	GIRARD, SYLVIE	CUIR-Achat de botte combat incendie noir de STC modèle Marshall et/ou Commander selon entente 1245801, AO 17-16623	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	16 787,40 $
ENTRETIEN CHLORATECH INC.	DEP19847	19 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	Pte-Claire - 2018 - Régulateur et pièces pour projet chlore RPC	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 778,82 $
EPPENDORF CANADA LTD.	1227654	23 JANV. 2018	SHOONER, MICHEL	REAPPROVISIONNEMENT ARTICLES EPPENDORF	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 923,94 $
EQUIPEMENT D'INCENDIE GLOBE INC	1246748	04 JANV. 2018	PICARD, STEVE-ERIC	Bon de commande ouvert pour le remplissage d'extincteur pour le SPVM pour 2018	Police	Activités policières	2 099,75 $
EQUIPEMENT D'INCENDIE GLOBE INC	DEP19842	12 JANV. 2018	REBSELJ, VINCENT	BCO2018 - Inspection et remplissage des cylindres d'air respirable	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 194,24 $
EQUIPEMENT LAVIGNE INC	1250026	18 JANV. 2018	MOISE, CARL	2018- Achat de deux souffleuses pour les écocentres CDN et Petite Patrie.	Environnement	Matériaux secs - traitement	3 211,48 $
EQUIPEMENTS DORION (1986) INC.	DEU30173	15 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Joint à rotule OPW-ES - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 682,44 $
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL	1248021	10 JANV. 2018	LECOURS, SYLVAIN	Chapeaux PC JAUNE R726 - Soum039022	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	6 908,18 $
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL	1248172	11 JANV. 2018	LECOURS, SYLVAIN	Botte de pompier Viking doublée de feutre	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	10 498,74 $
EQUIPEMENTS INCENDIES C.M.P. MAYER INC - L'ARSENAL	1251367	24 JANV. 2018	GROULX, LOUISE	POSTE DE COMMANDEMENT -ÉQUIPE GIMD ET GST	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 545,95 $
ESC-ENVIRONMENTAL SYSTEMS CORPORATION	DEU29892	08 JANV. 2018	FONTAINE, RICHARD	A/O SI17080-170285-B, ACHAT DE 4 CONTROLEURS ESC 8864	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	61 396,40 $
ETL ELECTRONIQUE LTEE	DEP12466	31 JANV. 2018	VENDETTI, PERRY	BCO 2016 Forfait mensuel pour GPS Réseau Réservoirs.	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	4 913,41 $
ETL ELECTRONIQUE LTEE	DEP15964	31 JANV. 2018	VENDETTI, PERRY	BCO2017 - Frais de communication pour les véhicules - Réseau et Réservoirs - Remplace DEP12466	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	6 194,26 $
ETL ELECTRONIQUE LTEE	DEP20012	30 JANV. 2018	VENDETTI, PERRY	BCO2018 - Frais de communication pour les véhicules - Réseau et Réservoirs	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	6 299,25 $
EVEREST AUTOMATION INC	DEU29522	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	(UNITE) ENSEMBLE DE LASER IR SERIES ABB 999946	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 914,00 $
EVEREST AUTOMATION INC	DEU29990	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	(UNITE) MODULE INFRA-ROUGE COMPLET ABB MIR-MODULE SMA1800G	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 980,00 $
EVEREST AUTOMATION INC	DEU30240	19 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Positionneur et composantes ABB - Incinérateur 1 - surveillance continue	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 488,00 $
EVOQUA TECHNOLOGIES DES EAUX LTEE	DEP19741	03 JANV. 2018	BEAUDET, JEAN-FRANCOIS	BCO2018 - Traitement de l'eau - ENTENTE 1071468	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	27 683,69 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
EXCAVATION LOISELLE INC.	1252263	26 JANV. 2018	SOULIERES, MICHEL	Chargement, transport et disposition de la pile de terre sous l'ex-incinérateur des Carrières - Incidence 14842	Gestion et planification immobilière	Construction d'infrastructures de voirie	39 259,52 $
EXPO MANGER SANTE INC.	1250882	22 JANV. 2018	RABY, MICHEL	2018 - Présentation d'une scène éducative	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - traitement	2 752,77 $
EXTRAVISION VIDEO TECHNOLOGIESINC.	1208305	09 JANV. 2018	DESJARDINS, SYLVIE	Fourniture et installation d'un système de contrôle d'accès au 6150 Royalmount - Incidence 14340	Gestion et planification immobilière	Gestion des installations - Séc. incendie	59 895,21 $
FABRICATION L.L. INC.	DEU29880	08 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Budget 2018 - Secteur des eaux - Refection majeur GMP15 - usinage et peinture bases pp	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 622,07 $
FACTA GLOBAL INC.	1250092	18 JANV. 2018	LAROCQUE, YVES	Silencieux	Police	Activités policières	3 812,10 $
FACTA GLOBAL INC.	1250892	22 JANV. 2018	LAROCQUE, YVES	Silencieux	Police	Activités policières	2 672,98 $
FACTA GLOBAL INC.	1250932	22 JANV. 2018	LAROCQUE, YVES	Munitions Karpat	Police	Activités policières	14 488,27 $
FIKE CANADA INC	DEU29479	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	20-85-003(UNITE) DISQUE DE RUPTURE 3" FIKE TYPE POLY-SD CALIBRE A 250 PSI MATERIEL INCONEL AVEC REVETEMENT DE TEFLON - FIKE REORDER NUMBER: 1422598	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 598,45 $
FISHER SCIENTIFIQUE	1233643	11 JANV. 2018	LAROCHE, LAURENT	Réparation incubateur	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	3 677,20 $
FISHER SCIENTIFIQUE	1250421	19 JANV. 2018	LAROCHE, LAURENT	Matériel de laboratoire et produits chimiques.	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	3 615,52 $
FLEXISEEL CANADA	1252521	29 JANV. 2018	LANDRY, ROBERT	Membrane protège clavier PTM	Police	Activités policières	3 144,38 $
FONDREMY INC.	DEP19852	23 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	Fabrication de 2 anneaux pour remplacer les anneaux d'usure de la pompe	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 402,65 $
FRANKLIN EMPIRE INC.	DEP19672	24 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	Lachine - Pièces pour l'ajout d'un panneau de service pour desservir les équipements de l'atelier mécanique afin d'alléger le panneau existant PD-8	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 117,45 $
FUTECH ST-LAURENT INC	DEP18306	03 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	UDB - Remplacement de deux tiroirs au 4CCD-4	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 165,40 $
FUTECH ST-LAURENT INC	DEP19991	24 JANV. 2018	REBSELJ, VINCENT	UDB - Imprimante de composante électronique et électrique	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 659,00 $
G.W. ANGLIN MANUFACTURING (QUEBEC) INC.	1247965	10 JANV. 2018	GIRARD, SYLVIE	ÉLECTRICITÉ: Weather Proof cover rouge, supet auto eject, back wire (fil arrière), super auto eject (fil côté)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	15 995,05 $
GAETANTGP INC.	1242861	12 JANV. 2018	BILODEAU, LUCY	REAPP SPVM - COUVERTURES DE CALEPINS	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	2 055,76 $
GAZ METRO INC.	1173495	26 JANV. 2018	MARCEAU, JANET	C/O 2017 FOURNITURE DE GAZ NATUREL (TRANSPORT)	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 334 779,84 $
GAZ METRO INC.	1247186	08 JANV. 2018	BOUVRETTE, JEAN	Travaux de déplacement du branchement de gaz naturel à la caserne 26 - Incidence 13097	Gestion et planification immobilière	Gestion des installations - Séc. incendie	17 465,52 $
GAZ METRO INC.	DEP15998	16 JANV. 2018	MARTEL, SIMON	BCO2017 - Pour 243 Chemin Du Bord-Du-Lac, Pointe-Claire #cpt 4200 6615 605 - Remplace DEP12092	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	17 234,96 $
GAZTEK INC	DEP19954	19 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	Pte-Claire - 2018 - Remplacement et uniformisation détecteur 4 Gaz	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 875,86 $
GENEQ INC.	DEU29671	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	11 Pluviomètres Novalynx - Travaux généraux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	13 128,69 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
GENFIR INC	DEP19764	05 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	VANNES - Adaptateurs pour désinfection	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 672,53 $
GESTION MOKA INC	DEP20003	24 JANV. 2018	LACHANCE, YVON JUNIOR	Paiement factures 2014 Brault Drain	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	7 771,70 $
GESTION POLYVAL INC.	1247799	10 JANV. 2018	LEDUC, ALAIN	2018 - Entretien ménager de la salle Möbius	Environnement	Déchets domestiques et assimilés - élimination	4 031,52 $
GILBERT NETTOYEUR INC.	DEP16034	08 JANV. 2018	PERIARD, MICHEL	BCO2017 - Service de nettoyage de vêtements - Usine Atwater - Remplace DEP12107.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 068,26 $
GIVESCO INC.	DEU30368	26 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Coulis SIKADUR pour solidifier Base du GMP	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 300,02 $
GLOBAL MAGNETIQUE INC	1248821	12 JANV. 2018	PILON, BRUNO	Acquisition DVD	Police	Activités policières	8 872,28 $
GLOBEX COURRIER INTERNATIONAL INC.	1246744	04 JANV. 2018	GAGNE-TRINQUE, MALINE	Bon de commande ouvert pour le service de messagerie interne au SPVM pour 2018	Police	Activités policières	20 997,50 $
GLOBEX COURRIER INTERNATIONAL INC.	1247733	10 JANV. 2018	PICARD, STEVE-ERIC	Frais de messagerie	Police	Activités policières	13 634,19 $
GLOBEX COURRIER INTERNATIONAL INC.	1251178	23 JANV. 2018	BORNAIS, LUC	2018 - Envois de colis et lettre au compte 22184	Environnement	Protection de l'environnement	6 299,25 $
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES INC	DEU30060	04 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	185 Raccords et Isolateurs d'épissure Thomas & Betts - Pompe Eau de procédé	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 981,50 $
GRAY FOURNISSEURS DE MATERIAUX ELECTRIQUES INC	DEU30130	12 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	45 composantes Meltric - Mise au norme des branchements 600V	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 255,89 $
GROUPE CFC	1248165	11 JANV. 2018	LIEBMANN, RICHARD	Facture No 145179 Formation : Formation de formateurs et de concepteurs pour 13 pers. (équipe M. Deschamps) les 13 & 15 décembre 2017 - Approbation RH	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	6 383,24 $
GROUPE ENVIRONEX	1249245	16 JANV. 2018	ARBIC, DENISE	Commande ouverte 2018 - Analyses externes	Environnement	Traitement des eaux usées	4 199,50 $
GROUPE LD INC.	DEU30068	04 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Eclairage à énergie solaire - Station Carrière	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 622,06 $
GROUPE LINCORA INC	1249775	17 JANV. 2018	PICARD, STEVE-ERIC	Achat de casier	Police	Activités policières	2 103,95 $
GROUPE PROTEC INC.	DEU30118	10 JANV. 2018	FONTAINE, RICHARD	A/O SI17067-130929-C, CONSTRUCTION CHAMBRE FROIDE POUR LE LABORATOIRE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	45 421,95 $
GROUPE SANTE PHYSIMED INC.	DEU29366	29 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Factures 182504-182467	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 935,49 $
GROUPE SDM INC	DEU30134	22 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	SERVICE DE DÉGÈLEMENT DE CONDUITES D'EAU POUR POMPE À LA DÉSINFECTION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 043,65 $
GROUPE TRIUM INC.	1246851	05 JANV. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP SPVM - VESTE SECURITE HV (ENTENTE 1246089)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	16 230,34 $
GUARD-X INC	1246739	04 JANV. 2018	PICARD, STEVE-ERIC	Bon de commande ouvert pour le remplissage d'extincteur pour le SPVM	Police	Activités policières	2 099,75 $
GUARD-X INC	1247279	08 JANV. 2018	TOUSIGNANT, YVES	Extincteur CO2 20LB Amerex, 332X	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 677,18 $
HAINAULT GRAVEL HUISSIERS DE JUSTICE INC.	2018periode01	12 JANV. 2018	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2018 - Période 01 - Hainault, Gravel	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	8 558,07 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
HAINAULT GRAVEL HUISSIERS DE JUSTICE INC.	2018periode02	29 JANV. 2018	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2018 - Période 02 - Hainault, Gravel	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 011,00 $
HAYWARD GORDON LIMITED	DEP19827	19 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	Pte-Claire - 2018 - UPC - Mélangeur redondance pour silice activée	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 708,69 $
HAZMASTERS INC.	1251361	24 JANV. 2018	GAUTHIER, PHILIPPE	Habit Niveau A, Tyvek et CPF3 - Équipes GIMD	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	20 942,90 $
HAZMASTERS INC.	DEU30297	23 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Détecteur Altair 5 Gaz pour les Opérations aux Boues	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 593,19 $
HEPTIO INC.	1246125	08 JANV. 2018	CHAPUT, CHRISTIAN	Formation Kubernetes payée en devises USD - Stéphanie Poulin - 2017-11-29	Technologies de l'information	Gestion de l'information	12 073,56 $
HERCULES SLR INC.	DEU30406	30 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	2025 pieds de chaîne - Réseau des Intercepteurs	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 828,00 $
HOSEPOWER CANADA (TM)	DEU29617	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	(UNITE) MH70-600FF1750MM TUBE EN PG TAN 3/8'', TOILES DE RENFORT + SPIRALE D'ACIER, COUVERT EN EPDM NOIR 1/8'', RACCORD DE TYPE CS NIPPLE ET FIX FLANGE 150. SF 3:1	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 457,48 $
HOSKIN SCIENTIFIQUE LIMITEE	1251454	24 JANV. 2018	BOULET, SUZANNE	Entretien et réparations pour l'année 2018. Bon de commande ouvert 2018	Environnement	Réseaux d'égout	12 598,50 $
HOSKIN SCIENTIFIQUE LIMITEE	DEU30320	24 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	CAPTEURS YSI POUR LABORATOIRE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 326,02 $
HYDROLICO INC.	DEU30224	18 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	REAPPROVISIONNEMENT CYLINDRE HYDRAULIQUE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 661,43 $
IMPRIMERIE F.L. CHICOINE	1245142	22 JANV. 2018	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP SPVM - FORMULAIRES	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	4 410,51 $
IMPRIMERIE F.L. CHICOINE	1245921	24 JANV. 2018	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP SPVM - FORMULAIRES	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	3 163,90 $
IMPRIMERIE F.L. CHICOINE	1245921	30 JANV. 2018	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP SPVM - FORMULAIRES	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	2 821,01 $
INDUSTRIES UDACO LTEE	DEU29806	02 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	2 Pièces usinées	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 047,25 $
INFORMATIQUE PRO-CONTACT INC.	1253109	30 JANV. 2018	THIBAULT, GERVAIS	68305-02 - PTI 2018 - Informatique Pro-Contact inc.- Acquisition et l¿installation d¿équipements informatiques pour le système de la répartition assistée par ordinateur - RAO du SPVM - A/O sur invitation #17-16639 - Sébastien BERTEAU - 2018	Technologies de l'information	Activités policières	41 660,08 $
INNOTEX INC.	1246608	04 JANV. 2018	LECOURS, SYLVAIN	Cuir - Inspections avancées selon entente #899907 Facture: FAC0000025171	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 895,95 $
INNOTEX INC.	1246616	04 JANV. 2018	LECOURS, SYLVAIN	Cuir - Inspections avancées selon entente #899907 Facture: FAC0000025063	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	6 046,11 $
INNOTEX INC.	1250317	18 JANV. 2018	LECOURS, SYLVAIN	Cuir - Inspections avancées selon entente #899907 Facture: fac0000025358	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 552,63 $
INSPECTION MAPP INC.	DEU30259	26 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Inspection par courant de Foucault - Échangeur U50-141	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 593,29 $
INSPECTIONS D'ECHELLES DENIS THIBAULT	1250201	18 JANV. 2018	GIRARD, SYLVIE	SIM-DRM: Inspections et test d'échelles pour les véhicules du SIM. Incluant pièces et main d'¿uvres - facture: 2017-261	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	11 202,43 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (INRS)	1199593	24 JANV. 2018	PELLERIN, GUY	Services professionnels - Enquête sur la perception du risque routier depuis l'implantation d'arrêt toutes directions dans Villeray, Saint-Michel-Parc Extension - Service des infrastructures, voirie et transports	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	5 129,00 $
INSTRUMENTS VERONICS INC.	DEU30218	17 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	TRANSMETTEUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 845,17 $
INTER PROPANE INC.	1249299	16 JANV. 2018	BORNAIS, LUC	2018 - Propane livraison Compte client: 53102	Environnement	Protection de l'environnement	5 249,37 $
INTER PROPANE INC.	1252791	30 JANV. 2018	SAVIGNAC, PIERRE-PAUL	Accorder à Inter-propane un contrat pour la location de 2 réservoirs ainsi que le remplissage 3 trois semaines jusqu'à la fin mars 2018	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	3 149,62 $
INTERPRETATION & TRADUCTION KELENY	20180003	12 JANV. 2018	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Couru 2017 - Services judiciaires - Interprètre - Keleny - 2018 - Facture # 2018_0003	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 330,72 $
INTERPRETATION & TRADUCTION KELENY	20180022	29 JANV. 2018	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Interprètre - Keleny - 2018 - Facture # 2018_0022	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 771,67 $
INTERPRETATION & TRADUCTION KELENY	20180024	29 JANV. 2018	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Interprètre - Keleny - 2018 - Facture # 2018_0024	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 645,68 $
IRVING MITCHELL KALICHMAN S.E.N.C.R.L.	1249379	16 JANV. 2018	BIRON, PAULE	avocats dossier 15-001102	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 111,83 $
IRVING MITCHELL KALICHMAN S.E.N.C.R.L.	1249385	16 JANV. 2018	BIRON, PAULE	avocats dossier 17-001458	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 259,86 $
ISOTECH INSTRUMENTATION INC. - L'ARSENAL	1246620	04 JANV. 2018	LECOURS, SYLVAIN	DRM CUIR. ENTRETIEN ET INSPECTIONS DE BUNKER SELON ENTENTE C991690. FACTURE 11740	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 168,00 $
ISOTECH INSTRUMENTATION INC. - L'ARSENAL	1247646	09 JANV. 2018	LECOURS, SYLVAIN	DRM CUIR. ENTRETIEN ET INSPECTIONS DE BUNKER SELON ENTENTE C991690. FACTURE 11715	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 155,50 $
ISOTECH INSTRUMENTATION INC. - L'ARSENAL	1250305	18 JANV. 2018	LECOURS, SYLVAIN	DRM CUIR. ENTRETIEN ET INSPECTIONS DE BUNKER SELON ENTENTE C991690. FACTURE 11777	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	5 068,88 $
ISOTRIANGLE INC.	1248182	11 JANV. 2018	DIB, JAMIL JIMMY	Formation sur la dispersion atmosphérique des polluants gazeux.	Environnement	Protection de l'environnement	2 050,00 $
ISOVISION INC	1247750	10 JANV. 2018	ARBIC, DENISE	Contrat de services IsoVision	Environnement	Inspection des aliments	1 345,20 $
ISOVISION INC	1247750	10 JANV. 2018	ARBIC, DENISE	Contrat de services IsoVision	Environnement	Traitement des eaux usées	2 824,59 $
ISOVISION INC	1247750	10 JANV. 2018	ARBIC, DENISE	Contrat de services IsoVision	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	2 824,58 $
J. CARRIER FOURNITURES INDUSTRIELLES INC.	1247724	10 JANV. 2018	LAROCQUE, YVES	Articles divers 2018	Police	Activités policières	2 624,69 $
J. CARRIER FOURNITURES INDUSTRIELLES INC.	DEU30156	12 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Rainureuse Ridgid 915 et accessoires pour Atelier Plomberie des Eaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 782,69 $
JEAN GUGLIA & FILS ENR.	1251220	23 JANV. 2018	BORNAIS, LUC	BCO 2018 - Accessoire et pièce de remplacement pour outil	Environnement	Protection de l'environnement	2 099,75 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
JEAN-LUC GALAND	DEP16221	05 JANV. 2018	PERIARD, MICHEL	Entente de maintenance et de mise à jour de CT Logic - Usine de Lachine	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 774,31 $
JEAN-LUC GALAND	DEP16267	08 JANV. 2018	MARTEL, SIMON	Entente de maintenance et de mise à jour de CT Logic - Usine de Pierrefonds	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 086,64 $
JEAN-LUC GALAND	DEP19904	19 JANV. 2018	REBSELJ, VINCENT	BCO2018 - Maintenance et support CT-LOGIC 2018 Usine Lachine	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 832,04 $
JEAN-LUC GALAND	DEP19947	19 JANV. 2018	DUMAS, STEPHANE	Entente de maintenance et de mise à jour de CT Logic - Usine de Pierrefonds	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 832,04 $
JEAN-LUC GALAND	DEP19948	19 JANV. 2018	MARTEL, SIMON	Entente de maintenance et de mise à jour de CT Logic - Usine de Pointe-Claire	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 063,03 $
JEAN-LUC GALAND	DEP19949	19 JANV. 2018	MARTEL, SIMON	Entente de maintenance et de mise à jour de CT Logic - Usine de Dorval	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 832,04 $
JMS INDUSTRIEL INC.	DEU29805	02 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	Pièces usinées	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	13 307,16 $
JMS INDUSTRIEL INC.	DEU29848	08 JANV. 2018	FONTAINE, RICHARD	AO SI17076-BF0000-B, REAPPROVISIONNEMENT CHAINES ASSEMBLEES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	24 419,67 $
JMS INDUSTRIEL INC.	DEU29984	08 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	REAPPROVISIONNEMENT CHAINES ASSEMBLEE 240-142L-BT1	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 025,06 $
JMS INDUSTRIEL INC.	DEU30167	15 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	16 Passerelles pour le Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	13 077,24 $
KARINE NADOTTI	1246894	05 JANV. 2018	DOUCET, VERONIQUE	Conseillère en planification stratégique: mandat pour réception, analyse, traitement et suivi des opportunités de rayonnement international offertes aux designers montréalais. - Bureau du design et volet international.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	22 803,28 $
KENNY HARROUCHE	1250245	18 JANV. 2018	MARTIN, GERALDINE	Gestionnaire de projet administratif	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	4 200,00 $
KHEOPS- CONSORTIUM INTERNATIONAL RECHERCHE GOUVERNANCE GRANDS PROJETS INFRAS.	1250331	18 JANV. 2018	BRADETTE, LOUISE	Développement d'un modèle montréalais pour les infrastructures vertes et grises	Direction générale	Conseil et soutien aux instances politiques	18 948,30 $
KINEQUIP	1247198	08 JANV. 2018	PICARD, STEVE-ERIC	Bon de commande ouvert pour réparation et entretien préventif des gyms au SPVM	Police	Activités policières	5 039,40 $
L & M UNIFORME INC	1246439	03 JANV. 2018	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP SPVM - BLOUSONS GRIS ET CADETS (ENTENTE 1241762)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	6 415,78 $
L & M UNIFORME INC	1247230	08 JANV. 2018	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP SPVM - IMPERMEABLES	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 196,87 $
L.L. LOZEAU LTEE.	1248213	11 JANV. 2018	MANTZAVRAKOS, MYRTA	Développement de photos - BC ouvert 2018	Environnement	Inspection des aliments	2 600,00 $
LA CORDEE PLEIN AIR INC.	1251690	25 JANV. 2018	GROULX, LOUISE	LUNETTE DE SKI SMITH CASCADE NOIR - ÉQUIPES GLACE	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 099,23 $
LABORATOIRE CIR INC.	DEU29944	10 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	CONTROLE DE QUALITE BRIQUES INCINERATEURS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 873,52 $
LABRADOR SOURCE	1253449	31 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	2018 - FOURNITURE D'EAU DE SOURCE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 099,75 $
LACHAPELLE LOGISTIQUE	1246882	05 JANV. 2018	DESJARDINS, SYLVIE	Déménagement du mobilier de la caserne 48 - incidence 13867	Gestion et planification immobilière	Gestion des installations - Séc. incendie	2 473,71 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LAFLEUR & FILS INC.	DEU27343	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	A/O P17-018-AE, REMPLACEMENT DE TROIS PORTES DOUBLES ET UNE PORTE COUPE FEU SECTEUR DE BOUES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	17 217,96 $
LAFONTAINE ET SOUCY ARCHITECTES, S.E.N.C.	1250641	19 JANV. 2018	DUCAS, SYLVAIN	Architecte pour la transformation de l'escalier extérieur sud du Marché Bonsecours - Règlement d'emprunt RCG 15-069 et RC16-01.01-05.03.0049 - Service de la mise en valeur du territoire	Service de la mise en valeur du territoire	Biens patrimoniaux	18 241,58 $
LALEMA INC.	1209033	08 JANV. 2018	SHOONER, MICHEL	A/O SI17022-BF0000-B, REAPPROVISIONNEMENT PRODUITS KIMBERLY CLARK - 36 MOIS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 349,12 $
LALEMA INC.	1247704	09 JANV. 2018	COUTURE, CEDRIC	Lave-botte industriel en acier Boot-Boy - PDQ 7	Police	Activités policières	2 046,68 $
LALEMA INC.	DEU30119	10 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	4 TAPIS D'HIVER PROTECTION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 074,38 $
LAMCOM TECHNOLOGIES INC.	1247479	09 JANV. 2018	CORBEIL, JASMIN	Panneaux 48 x 24 Parc Nature IBSG	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	2 481,80 $
LANDCARE INDEPENDANT INC	DEP19034	11 JANV. 2018	MARTEL, SIMON	Remplace le DEP15617 - BCO2017/2018 - Lots #2 et #3 - Usines Pointe-Claire - Contrat de déneigement, d'épandage d'abrasifs et de fondants - Appel d'offre public 15-14611	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 842,56 $
LANDCARE INDEPENDANT INC	DEP19035	11 JANV. 2018	MARTEL, SIMON	Remplace le DEP15625 - BCO2017/2018 - Lot #5 - Réservoir Côte-Vertu - Contrat de déneigement, d'épandage d'abrasifs et de fondants - Appel d'offre public 15-14611	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 152,24 $
LANDCARE INDEPENDANT INC	DEP19035	10 JANV. 2018	MARTEL, SIMON	Remplace le DEP15625 - BCO2017/2018 - Lot #5 - Réservoir Côte-Vertu - Contrat de déneigement, d'épandage d'abrasifs et de fondants - Appel d'offre public 15-14611	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 304,49 $
LANGEVIN & FOREST LTEE	DEU30212	17 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	35 Plaques de Merisier + 50 Épinettes de structure - Atelier de menuiserie	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 568,62 $
LASALLE | NHC INC.	1248312	11 JANV. 2018	BIRON, PAULE	expert dossier 08-002165	Dépenses communes	Autres - Administration générale	2 855,66 $
L'ASSOCIATION DE TAXI DIAMOND DE MONTREAL LTEE	1250419	19 JANV. 2018	DOUCET, VERONIQUE	BC ouvert - Taxi Diamond pour une partie de la facture de décembre 2017 et pour les facture de 2018. - Service du développement économique	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	3 149,62 $
LE GROUPE BELLON PRESTIGE INC.	1248484	11 JANV. 2018	DESJARDINS, SYLVIE	Installation d'un abri d'hiver pour véhicule à la caserne 45 - Incidence 13867	Gestion et planification immobilière	Gestion des installations - Séc. incendie	8 852,69 $
LE GROUPE MASTER INC.	DEP18999	19 JANV. 2018	PERIARD, MICHEL	Installer air climatisé dans le local 5465 (planification)	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 006,84 $
LES CEINTURES MEGA INC.	1233401	09 JANV. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP SPVM - CEINTURES	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	17 118,74 $
LES CHAINES & ENGRENAGES GLOBAL	DEU27949	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	A/O SI17046-BF0000-B, REAPPROVISIONNEMENT MAILLONS POUR CHAINES 142V	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	36 745,62 $
LES CONSULTANTS S.M. INC.	1247979	10 JANV. 2018	CORBEIL, JASMIN	17-1884-i-001 - Élaboration des documents requis pour la réalisation d'une alimentation d'urgence pour les pompes de refoulement de la salle mécanique de la place Vauquelin	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	4 556,46 $
LES CONSULTANTS S.M. INC.	DEP14566	16 JANV. 2018	MARCOUX, CHRISTIAN	Projet 2013-23 Services professionnels pour préparer les plans et devis pour fourniture et installation de plates-formes d'accès à l'usine de Pierrefonds.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 993,34 $
LES CONSULTANTS S.M. INC.	DEP14566	15 JANV. 2018	MARCOUX, CHRISTIAN	Projet 2013-23 Services professionnels pour préparer les plans et devis pour fourniture et installation de plates-formes d'accès à l'usine de Pierrefonds.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	11 907,52 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES CONTROLES I.S.I. INC.	1251218	23 JANV. 2018	BORNAIS, LUC	2018 - Assistance technique sur appel de l'interface Wonderware	Environnement	Protection de l'environnement	5 721,82 $
LES DISTRIBUTEURS LITRON LTEE	1249295	16 JANV. 2018	BORNAIS, LUC	2018 - Pièces électriques	Environnement	Protection de l'environnement	4 199,50 $
LES EMBALLAGES CROWN	1247223	08 JANV. 2018	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP SPVM - SACS PLASTIQUE	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	2 138,96 $
LES EMBALLAGES CROWN	1251793	25 JANV. 2018	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP SPVM - SACS	Approvisionnement	Matériel de bureau, papeterie et imprimerie	2 448,31 $
LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.	DEP18939	10 JANV. 2018	MARTEL, SIMON	Remplace le DEP15327 - BCO2017/2018 - Lots #6 et #7 - Contrat de déneigement, d'épandage d'abrasifs et de fondants - Appel d'offre public 15-14611	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 354,73 $
LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.	DEP18939	11 JANV. 2018	MARTEL, SIMON	Remplace le DEP15327 - BCO2017/2018 - Lots #6 et #7 - Contrat de déneigement, d'épandage d'abrasifs et de fondants - Appel d'offre public 15-14611	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	1 677,36 $
LES ENTREPRISES CANBEC CONSTRUCTION INC.	DEP18940	11 JANV. 2018	MARTEL, SIMON	Remplace le DEP15316 - BCO 2017/2018 - Lot #1 - Contrat de déneigement, d'épandage d¿abrasifs et de fondants - Appel d'offre public 15-14611	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 429,84 $
LES ENTREPRISES D'ELECTRICITE GELINAS INC	DEU30328	29 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	REPARATION SYSTEME DE CABLE CHAUFFANT - BATIMENT PRODUITS CHIMIQUES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	13 160,18 $
LES ENTREPRISES DUCKBILL INC.	1247769	10 JANV. 2018	CARDINAL, ALAIN	Achat de positionneur modifié à la plaquette (coussin) pour remplacer bon de commande # 1053651	Police	Activités policières	2 519,70 $
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	DEU29303	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	Motoréducteur Nord Gear avec Adapteur - Pompage des écumes	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	11 904,27 $
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	DEU29477	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	Assécheur Atlas Copco pour Atelier de Peinture	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 614,21 $
LES ENTREPRISES ELECTRIQUES L.M. INC.	DEU30069	04 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	RÉDUCTEUR WINSMITH E26MDTD POUR ÉPAISSISSEUR 668-M37-051	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 027,53 $
LES ENTREPRISES G. D'AMICO INC.	DEP19037	10 JANV. 2018	MARTEL, SIMON	Remplace le DEP15626 - BCO2017/2018 - Lot #4 - Usine Dorval - Contrat de déneigement, d'épandage d'abrasifs et de fondants - Appel d'offre public 15-14611	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 031,52 $
LES ENTREPRISES HENRI RAVARY LTEE - CANADIAN TIRE	1251369	24 JANV. 2018	GROULX, LOUISE	BON DE COMMANDE OUVERT - ACHAT DIVERS ARTICLES - ÉQUIPES SPÉCIALITÉS	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 624,69 $
LES ENTREPRISES P. CORMIER	1247224	08 JANV. 2018	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP SPVM - VESTES SECURITE HV	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 047,25 $
LES ENTREPRISES P. CORMIER	1251783	25 JANV. 2018	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP SPVM - VESTE SECURITE HV	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	2 047,25 $
LES EQUIPEMENTS D'ARPENTAGE CANSEL INC.	DEP19895	19 JANV. 2018	TURCOTTE, CAROLINE	Remplacement des têtes d'impression et achat de cartouches d'encre pour imprimante de plans	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 937,94 $
LES EQUIPEMENTS POLYCHEM INC.	DEP19811	11 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	Renflouement d'inventaire du magasin de la Direction de l'eau potable de capteur pour détecteur de fuite d'hydrogène en prévision de diverses activités d'entretien	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 435,72 $
LES GRUES BELLERIVE INC.	1210750	12 JANV. 2018	FONTAINE, RICHARD	AO SI17023-BF0000-ST, LOCATION DE GRUES AVEC OPERATEUR SUR DEMANDE - 24 MOIS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	48 294,25 $
LES GRUES BELLERIVE INC.	DEU30163	18 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Grue pour le chargement des Batardeaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 674,56 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LES INDUSTRIES PAMILIO INC.	1236167	22 JANV. 2018	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP SPVM - TUQUES	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	5 464,60 $
LES INDUSTRIES PAMILIO INC.	1248727	12 JANV. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP SPVM - CHANDAILS DE LAINE (entente 1062327)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	19 543,43 $
LES INSTALLATIONS LORIMAX ELECTRIQUE INC.	1252055	26 JANV. 2018	BONNEAU, ISABELLE	Démantèlement du câblage électrique relié au mobilier de l'édifice Lucien-Saulnier - Incidence 14824	Gestion et planification immobilière	Administration, finances et approvisionnement	2 584,08 $
LES ISOLATIONS GENERALES A.P.T. INC.	DEU30382	29 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Isolation à la Chaufferie et Ligne de condensat	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 590,57 $
LES MANUFACTURIERS VOLTON (1991) LTEE	DEU29639	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	(UNITE) REPARATION GAINE CHAUFFANTE DESSIN SOUQ32313 14'' X 18" X 3/16" 600V 2000W	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 168,83 $
LES MANUFACTURIERS VOLTON (1991) LTEE	DEU30376	29 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Aérateur à réparer - Bassin d'Épuration 5	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 292,93 $
LES PLASTIQUES CY-BO INC	DEU29505	08 JANV. 2018	FONTAINE, RICHARD	REAPPROVISIONNEMENT RAILS D'USURES EN UHMW POUR CONVOYEURS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	20 469,57 $
LES PRODUITS SANITAIRES LEPINE INC.	DEU29888	04 JANV. 2018	SHOONER, MICHEL	REAPPROVIONNEMENT FONDANT À GLACE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 346,32 $
LES PRODUITS SANITAIRES LEPINE INC.	DEU30342	25 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	31-17-001(UNITE) SEL A DEGLACER NON-DOMMAGEABLE (ORGANIQUE / NATURELLE)EN CHAUDIERE DE 40 LBS AVALANCHE OU PRO2000	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 579,16 $
LES REVETEMENTS SCELL-TECH INC.	1252657	29 JANV. 2018	TREMBLAY, KATIE	Service thermoplastique marquage.- projet 1568- Rue De Miniac-Saint-Laurent - Service des infrastructures, voirie et transports	Infrastructures, voirie et transports	Transport - Soutien tech. et fonct.- À répartir	2 939,65 $
LES TOILES & CABLES LASALLE INC.	1249403	16 JANV. 2018	LECOURS, SYLVAIN	Bâches jaunes et oranges - Soumission 248509	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	9 711,35 $
LES TOILES & CABLES LASALLE INC.	1250090	18 JANV. 2018	LECOURS, SYLVAIN	Bâches Noires 14"x9"	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	4 829,43 $
LINDE CANADA LIMITEE	1249581	16 JANV. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP SPVM - GANTS ET MITAINES DE TIR (ENTENTE 1064989)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	24 889,91 $
LINDE CANADA LIMITEE	1251456	24 JANV. 2018	BOULET, SUZANNE	Glace sèche et Méthane. Bon de commande ouvert pour 2018	Environnement	Protection de l'environnement	4 199,50 $
LINDE CANADA LIMITEE	1253214	31 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	2018 - FOURNITURE DE BOUTEILLES DE GAZ INDUSTRIEL SUR DEMANDE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 498,75 $
LINDE CANADA LIMITEE	1253215	31 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	FRAIS DE LOCATION DE BOUTEILLES DE GAZ INDUSTRIELS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 624,69 $
LINDE CANADA LIMITEE	DEU30190	22 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	8 Mélanges de Gaz variés - Générateur d'hydrogène	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 068,74 $
LOCATION DE LINGE OLYMPIQUE LTEE	1247684	09 JANV. 2018	ARBIC, DENISE	Location et lavage de sarraus pour l'année 2018 - Laboratoire Crémazie	Environnement	Traitement des eaux usées	4 199,50 $
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	1026652	22 JANV. 2018	FONTAINE, RICHARD	LOCATION D'EQUIPEMENTS ET D'OUTILS SUR DEMANDE SUR UNE PERIODE DE 24 MOIS	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 674,56 $
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	1251207	23 JANV. 2018	BORNAIS, LUC	2018 - Location - Outil - CESM et G. Parc	Environnement	Entretien et aménag. des parcs et terrains de jeux	5 249,37 $
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	1251207	23 JANV. 2018	BORNAIS, LUC	2018 - Location - Outil - CESM et G. Parc	Environnement	Protection de l'environnement	1 889,77 $
LOCATION D'OUTILS SIMPLEX S.E.C.	DEU26050	22 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Location d'une voiturette électrique pour les peintres	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 529,32 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
LUBEQUIP (MC)	1229566	11 JANV. 2018	SAVAGE, CLAUDE	ACQUISITION DE RÉSERVOIRS ET INSTALLATION DE DIVERS ÉQUIPEMENTS	Materiel roulant et ateliers	Autres - Transport	22 340,18 $
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEP19138	19 JANV. 2018	MARSAN, ANDRE	URGENT- Atwater - Besoin de câble pour prochain arrêt électrique d'usine	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 620,02 $
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEP20007	25 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	UPI - Électricité	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 947,53 $
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEP20056	29 JANV. 2018	REBSELJ, VINCENT	Lachine - Diffuseurs pour aérothermes	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 329,03 $
LUMEN DIVISION DE SONEPAR CANADA INC.	DEU29938	04 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	10 Contacts et 4 Réducteurs - Station Ile-des-Soeurs	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 724,56 $
M.D. CHARLTON CO.LTD.	1251832	25 JANV. 2018	LAROCQUE, YVES	VPB à deux housses	Police	Activités policières	13 341,02 $
M2I INC.	DEU30104	09 JANV. 2018	FONTAINE, RICHARD	PAV - REMISE A NEUF DE BATARDEAUX	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	22 677,30 $
M2I INC.	DEU30369	26 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Palonnier de batardeaux réparé - Opération des Eaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 461,96 $
MAHEU & MAHEU INC.	1172044	09 JANV. 2018	SHOONER, MICHEL	2017 - SERVICES D'UN EXTERMINATEUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	14 911,96 $
MAHEU & MAHEU INC.	1247729	10 JANV. 2018	SHOONER, MICHEL	2018 - SERVICES D'UN EXTERMINATEUR	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 249,37 $
MAHEU & MAHEU INC.	1249297	16 JANV. 2018	BORNAIS, LUC	2018 - Service de gestion parasitaire	Environnement	Protection de l'environnement	3 149,62 $
MANULIFT E.M.I. LTEE	DEU26301	22 JANV. 2018	FONTAINE, RICHARD	Location d'un Manulift 4 mois - Pont racleur Décanteur 1	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	37 053,94 $
MARCEL RACINE ET FILS INC	1231904	22 JANV. 2018	PARR, GUYLAINE	Ajouter un montant pour travaux imprévisibles_17-6154 Exécution de travaux,réparation de pompes de circulation du système géothermique de chauffage de la maison Thomas-Brunet, parc-nature du Cap-Saint-Jacques, de gré à gré	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	9 209,50 $
MARCO GAGGINO AVOCAT INC.	1252527	29 JANV. 2018	BIRON, PAULE	avocats dossier 17-002080 fact 10963	Affaires juridiques	Affaires civiles	6 338,62 $
MARK DAVID CANADA INC.	DEU30327	24 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	85-18-450(UNITE) ENGRENAGE DE DEMARRAGE BOMBARDIER 23511923-1 GENERATRICE BOMBARDIER 251-G (1 SECTION SEULEMENT)	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 383,23 $
MARK VANDZURA ENTREPRISES LTEE - CANADIAN TIRE	1247723	10 JANV. 2018	LAROCQUE, YVES	Articles divers - 2018	Police	Activités policières	2 624,69 $
MARMEN INC.	DEU29908	02 JANV. 2018	SHOONER, MICHEL	1 cartouche de rechange rebâtie	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 162,77 $
MARMEN INC.	DEU29940	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	BUDGET 2018 FABRICATION DE PIÈCES DE RECHANGE POUR POMPES EBARA	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 236,29 $
MARMEN INC.	DEU30036	02 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	2 cartouches de rechange rebâties pour broyeurs Seepex	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 325,53 $
MARMEN INC.	DEU30040	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	9 PIÈCES COULÉES ET USINÉES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	10 608,98 $
MARMEN INC.	DEU30404	30 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	4 Impulseurs Netzsch reconditionnées - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 430,52 $
MARTIN & LEVESQUE INC.	1246440	03 JANV. 2018	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP SPVM - VETEMENTS DE PLUIE (ENTENTE 1044929)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	41 316,34 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MARTIN & LEVESQUE INC.	1249666	17 JANV. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP SPVM - BLOUSONS DE PLUIE (ENTENTE 1044929_	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	13 409,83 $
MARTIN & LEVESQUE INC.	1249668	17 JANV. 2018	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP SPVM - BLOUSONS DE PLUIE (ENTENTE 1044929)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	5 214,93 $
MATHESON VALVES & FITTING LTD	DEU30154	12 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	25 Roues a chaîne Babbitt - Machine absorbtion 03	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 472,47 $
MAXXAM ANALYTIQUE	1248572	12 JANV. 2018	LAROCHE, LAURENT	Analyses externes DB - 2018	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	1 469,83 $
MAXXAM ANALYTIQUE	1248572	19 JANV. 2018	LAROCHE, LAURENT	Analyses externes DB - 2018	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	992,14 $
MAXXAM ANALYTIQUE	1248575	29 JANV. 2018	ARBIC, DENISE	Analyses externes Crémazie- 2018	Environnement	Traitement des eaux usées	13 513,96 $
MAXXAM ANALYTIQUE	1249271	16 JANV. 2018	BORNAIS, LUC	2018 - Analyses de lixiviat usine soumission B70012 mise à jour 2018.	Environnement	Protection de l'environnement	3 529,68 $
MD-UN	1251356	24 JANV. 2018	GAUTHIER, PHILIPPE	Neothane patch magnétique 24X24X1/2 - Équipe GIMD	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	9 354,39 $
MEGA TECHNICAL HOLDINGS LTD	1246942	05 JANV. 2018	MASSE, PAUL	Aménagement de véhicules banalisés (Kia Forte, Mazda et Honda Civic) selon la soumission de l'appel d'offres 17-16568.	Materiel roulant et ateliers	Activités policières	29 685,21 $
MEGASECUR SE INC.	1250758	22 JANV. 2018	GIRARD, SYLVIE	Water-Gate WL-1450	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	17 751,28 $
MEGS INC.	1172045	22 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	FOURNITURE D'ARGON LIQUIDE EN VRAC	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 099,75 $
MEGS INC.	1174790	08 JANV. 2018	BIEN-AIME, JEAN-HARRY	Commande ouverte 2017 - fourniture gaz laboratoire Des Baillets	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	6 190,19 $
MEGS INC.	1247887	10 JANV. 2018	ARBIC, DENISE	Commande ouverte 2018 - fourniture gaz laboratoire Crémazie	Environnement	Traitement des eaux usées	11 023,69 $
MEGS INC.	1247891	10 JANV. 2018	LAROCHE, LAURENT	Commande ouverte 2018 - fourniture gaz laboratoire Des Baillets	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	3 307,10 $
METAUX PROFUSION INC.	1249131	15 JANV. 2018	TOUSIGNANT, YVES	Tubes rectangle acier	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 588,47 $
METAUX PROFUSION INC.	DEU30241	19 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	6 Tubes en bronze et Modules de comptoir - Décantation et Salle des commandes	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 413,37 $
MICHEL GARAND	1246711	04 JANV. 2018	PICARD, STEVE-ERIC	Bon de commande ouvert pour les plaquettes d'identification pour le SPVM pour 2018	Police	Activités policières	10 498,75 $
MICRO SYSTEMATION / MSAB INC.	1250704	22 JANV. 2018	DESBIENS-COTE, MARTIN	Renouvellement logiciel.	Police	Activités policières	3 307,11 $
MILLIPORE (CANADA) LTEE	1249472	16 JANV. 2018	LAROCHE, LAURENT	Matériel de laboratoire	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	4 393,93 $
MINISTERE DU DEVELOPPEMENT DURABLE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES PARCS	1037495	11 JANV. 2018	SAINT-DENIS, DANIEL	REDEVANCES 2015 POUR ÉLIMINATION DES CENDRES	Service de l'eau	Déchets domestiques et assimilés - élimination	2 246 411,25 $
MOHAMAD OSSEYRANE	1252589	29 JANV. 2018	BIRON, PAULE	expert dossier 08-002165 fact 2018VDM-1	Dépenses communes	Autres - Administration générale	10 417,38 $
MOTEURS ELECTRIQUES LAVAL LTEE	DEP19807	10 JANV. 2018	VENDETTI, PERRY	CDN - Réparation du moteur de la pompe V2	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	4 210,00 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
MOTEURS ELECTRIQUES LAVAL LTEE	DEP19992	24 JANV. 2018	VENDETTI, PERRY	Châteaufort - Inspection et entretien des démarreurs progressifs des pompes Y	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	7 800,57 $
MOUSQUETONS & CIE INC.	DEP17604	11 JANV. 2018	LACHANCE, YVON JUNIOR	Inspection et certification annuelle des harnais, barricades, potences et treuils	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	12 178,75 $
MP CANADA INC	1252673	29 JANV. 2018	BIRON, PAULE	expert dossier 16-001137 fact 189	Dépenses communes	Autres - Administration générale	5 774,31 $
MULTIRECYCLE	1248544	11 JANV. 2018	GIRARD, SYLVIE	BCO - 2018 // Récupération des rebus et des matières recyclables des ateliers de la DRM au 6650 Notre-Dame Est.	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 624,69 $
NEDCO	DEP19600	24 JANV. 2018	VENDETTI, PERRY	Réseau Réservoirs - Châteaufort - Éclairage d'urgence, remplacer les 3 blocs d'urgence défectueux - Mc-Tavish - Éclairage d'urgence, remplacer les 5 fixtures d'urgence défectueuse - Vincent d'Indy - Remplacer les disjoncteurs, chauffage ni	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	8 420,94 $
NEDCO	DEP19955	22 JANV. 2018	REBSELJ, VINCENT	Remplacement d'aérothermes au corridor des bassin d'eau claire sud	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 688,75 $
NEDCO	DEP20059	29 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	UDB - Relais - D. Robert - 1 soumission	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 269,31 $
NETZSCH CANADA INC	DEU28690	08 JANV. 2018	FONTAINE, RICHARD	REAPPROVISIONNEMENT POMPE NETZSCH	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	43 725,19 $
NETZSCH CANADA INC	DEU30377	29 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	1 Dispositif et 6 Garnitures Netzsch - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 403,70 $
NICRAM ENVIRO INC	1246292	16 JANV. 2018	ARBIC, DENISE	Réparation équipement de laboratoire	Environnement	Inspection des aliments	2 056,00 $
NOUVELLE TECHNOLOGIE (TEKNO) INC.	DEU28994	16 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	1 TAMIS NEPTUNE 8'' MODEL 52000-304	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	48,29 $
NOUVELLE TECHNOLOGIE (TEKNO) INC.	DEU28994	25 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	1 TAMIS NEPTUNE 8'' MODEL 52000-304	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 814,31 $
OPALE INTERNATIONAL INC.	1247124	08 JANV. 2018	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP SPVM - HOUSSES VPB	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	49 054,49 $
OPALE INTERNATIONAL INC.	1249603	16 JANV. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP SPVM - COLS CHEMINEE ET COLS ROULES (ENTENTE 1069460)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	15 335,55 $
ORAPI CANADA LTEE	DEU29785	11 JANV. 2018	SHOONER, MICHEL	attendre ORAPI	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 043,48 $
PANASONIC CANADA INC.	1253096	30 JANV. 2018	GAGNE-TRINQUE, MALINE	Pièces pour CF-19 PTM	Police	Activités policières	19 571,24 $
PAPINEAU SANDBLAST AU JET INC.	DEU29987	15 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	DIVERS TRAVAUX DE SABLAGE AU JET DE SABLE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	1 312,34 $
PAPINEAU SANDBLAST AU JET INC.	DEU29987	03 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	DIVERS TRAVAUX DE SABLAGE AU JET DE SABLE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	13 753,36 $
PAPINEAU SANDBLAST AU JET INC.	DEU30312	24 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	SANDBLAST DU GMP 15	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 511,84 $
PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	2018periode01	12 JANV. 2018	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2018 - Période 01 - Paquette et Associes	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	9 273,86 $
PAQUETTE & ASSOCIES, HUISSIERS DE JUSTICE S.E.N.C.R.L.	2018periode02	29 JANV. 2018	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - Huissiers de justice 2018 - Période 02 - Paquette et Associes	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	8 978,54 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PARADIS & DEBOST	1250941	22 JANV. 2018	BOUVRETTE, JEAN	Service d'un expert en échéancier relatif au projet de rénovation et agrandissement du 10351 Sherbrooke est - Incidence 15030	Gestion et planification immobilière	Activités policières	22 507,22 $
PEAUSEIDON EAU DE SOURCE NATURELLE	1250588	19 JANV. 2018	PAQUETTE, FREDERIC	Livraison d'eau 2018	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	3 000,00 $
PETITE CAISSE - SPVM	sdf2206	29 JANV. 2018	FILIATRAULT, NADINE	Petite caisse	Police	Activités policières	4 500,00 $
PETITE CAISSE ENQUETE VDM	1248711	12 JANV. 2018	BARTH, SIMONETTA	Frais de local FÉVRIER 2018	Police	Activités policières	11 592,40 $
PETITE CAISSE ENQUETE VDM	1249179	15 JANV. 2018	BARTH, SIMONETTA	Frais d'observation JANVIER 2018	Police	Activités policières	8 311,50 $
PETITE CAISSE ENQUETE VDM	1249186	15 JANV. 2018	BARTH, SIMONETTA	Frais de local FÉVRIER 2018	Police	Activités policières	6 576,69 $
PETITE CAISSE ENQUETE VDM	1251992	25 JANV. 2018	BARTH, SIMONETTA	Frais de communication DÉCEMBRE-JANVIER 2018	Police	Activités policières	9 817,46 $
PITNEY BOWES DU CANADA LTEE	1232502	12 JANV. 2018	BRUNELLE, MANON	Contrat de location 0040657454 de 36 mois du système d'insertion Relay 2000 - Période du 24 juillet 2017 au 23 octobre 2017	Évaluation foncière	Évaluation	5 039,40 $
PLANETE COURRIER INC.	DEP16019	09 JANV. 2018	PERIARD, MICHEL	BCO2017 - Cueillette des échantillons d'eau des usines Atwater et Des Baillets - Remplace DEP12168	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 316,79 $
PLASTICON CANADA INC.	DEU30166	15 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Impelleur réparé avec Supports - Tour de lavage 01	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 800,54 $
PLOMBERIE CHARBONNEAU INC.	1250713	22 JANV. 2018	BOUVRETTE, JEAN	Modification de conduits d'eau chaude existants à la caserne 73 - Incidence 14508	Gestion et planification immobilière	Gestion des installations - Séc. incendie	6 273,00 $
PMG TECHNOLOGIES INC.	1248391	11 JANV. 2018	CHAPUT, CHRISTIAN	Essais de déploiement de coussins gonflables - troisième position de l'ordinateur - 74561 Évolution bureautique ACQ# 2018-01-10 : essais de déploiement coussins gonflables dans des auto-patrouilles du SPVM	Technologies de l'information	Gestion de l'information	4 317,76 $
POMPACTION INC.	DEP19799	10 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	Renflouement d'inventaire du magasin de la Direction de l'eau potable de kit valve et diaphragme pour pompe Grundfos en prévision de diverses activités d'entretien	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 339,30 $
POMPIERS AUXILIAIRES DE MONTREAL	1246643	04 JANV. 2018	L'HOSTIE, SYLVAIN	Achat d'articles promotionnels pour les Pompiers Auxiliaires de Montréal (PAM)	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 144,54 $
PRESTIGE SECURKEY INC	1247500	09 JANV. 2018	DESJARDINS, SYLVIE	Bon de commande ouvert pour l'année 2018 - pour la réparation et l'installation de serrures dans divers bâtiments du SIM	Gestion et planification immobilière	Sout. mat. et tech. - Gestion des immeubles GPI - À répartir	2 099,75 $
PRESTON PHIPPS INC	DEU30228	18 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	2 Aerothermes pour la Station Rhéaume	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 244,14 $
PRIMO INSTRUMENT INC.	DEP19871	17 JANV. 2018	REBSELJ, VINCENT	Appareils Fluke pour ateliers électro/électrique et divers	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 865,52 $
PRIMO INSTRUMENT INC.	DEP19931	19 JANV. 2018	VENDETTI, PERRY	Câble de remplacement pour HI-POT	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 539,91 $
PRODUITS CHIMIQUES CCC LTEE	DEU30006	03 JANV. 2018	SHOONER, MICHEL	4 BARILS (45 gallons) D'ACIDE PHOSPHORIQUE pour nettoyage UTO	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 213,87 $
PRODUITS CHIMIQUES MAGNUS LTEE.	DEP19950	19 JANV. 2018	MARTEL, SIMON	Produits chimiques pour bouilloires	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 632,99 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
PRODUITS CHIMIQUES MAGNUS LTEE.	DEU30070	04 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	Produits chimiques pour le traîtement de l'eau	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 849,12 $
PRODUITS PRAXAIR	1248195	11 JANV. 2018	MANTZAVRAKOS, MYRTA	Glace sèche. BC ouvert 2018	Environnement	Inspection des aliments	6 000,00 $
PROFIL PLUS	1250404	19 JANV. 2018	CHAPUT, CHRISTIAN	74250 - Système de gestion des ressources humaines PTI 2017 - Profil + - Services de placement configuration Oracle EBS RH et paie 5 octobre 2017 - Révision de modèle de prestation de services - gré à gré - Umberto Cicchetti	Technologies de l'information	Gestion du personnel	8 466,19 $
PSP	1251780	25 JANV. 2018	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP SPVM - SACS PATROUILLEURS	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 674,56 $
PUROLATOR COURRIER LTEE	1172093	10 JANV. 2018	SHOONER, MICHEL	SERVICE DE TRANSPORT DE PETITS COLIS POUR 2017	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	12 954,19 $
PUROLATOR COURRIER LTEE	1248092	10 JANV. 2018	SHOONER, MICHEL	SERVICE DE TRANSPORT DE PETITS COLIS POUR 2018	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 199,50 $
PUROLATOR COURRIER LTEE	DEP16008	08 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	BCO2017 - Service de messagerie pour la DEP, #cpt 0179455 - Remplace DEP12034	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 060,56 $
PUROLATOR COURRIER LTEE	DEP19779	08 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	BCO2018 - Service de messagerie pour la DEP, #cpt 0179455 - Remplace DEP16008	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 490,32 $
QUEBEC LINGE CO	1251229	23 JANV. 2018	BORNAIS, LUC	2018 - Location de vêtements au CESM compte client: 900005268	Environnement	Protection de l'environnement	2 309,72 $
QUEBEC LINGE CO	DEU27399	18 JANV. 2018	SHOONER, MICHEL	LAVAGE DE VÊTEMENTS POUR LA STATION D'ÉPURATION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	1 574,81 $
QUEBEC LINGE CO	DEU27399	17 JANV. 2018	SHOONER, MICHEL	LAVAGE DE VÊTEMENTS POUR LA STATION D'ÉPURATION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	524,94 $
QUEEN ELIZABETH HOTEL LP	1246327	04 JANV. 2018	DOUCET, VERONIQUE	Fairmount Queen Elizabeth - HLF 2017 - Frais - Déplacement, hébergement et repas	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	34 014,43 $
RACICOT CHANDONNET LTEE	1249317	16 JANV. 2018	BIRON, PAULE	avocats dossier 17-001371	Dépenses communes	Autres - Administration générale	8 211,32 $
RACICOT CHANDONNET LTEE	1252503	29 JANV. 2018	BIRON, PAULE	avocats dossier 17-001371 fact 29306	Affaires juridiques	Affaires civiles	3 048,57 $
RAMPART INTERNATIONAL CORP	1249465	16 JANV. 2018	LAROCQUE, YVES	Étui à chargeur	Police	Activités policières	5 585,62 $
RAMPART INTERNATIONAL CORP	1250889	22 JANV. 2018	BRULE, ISABELLE	Silencieux	Police	Activités policières	2 456,71 $
RCI ENVIRONNEMENT	1172097	22 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	SERVICE DE CONTENANTS À DÉCHETS POUR 2017	Service de l'eau	Déchets domestiques et assimilés - élimination	20 423,38 $
RCI ENVIRONNEMENT	1216153	22 JANV. 2018	SHOONER, MICHEL	SERVICE DE CONTENANTS À DÉCHETS POUR 2017	Service de l'eau	Déchets domestiques et assimilés - élimination	13 941,61 $
RCI ENVIRONNEMENT	1250753	22 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	SERVICE DE CONTENANTS À DÉCHETS POUR 2018	Service de l'eau	Déchets domestiques et assimilés - élimination	5 249,37 $
RCI ENVIRONNEMENT	1253487	31 JANV. 2018	GIRARD, SYLVIE	CF - Renouvellement de la location d'un conteneur de 8 verges cubes pour 2018	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 120,75 $
REFTECH INTERNATIONAL INC.	DEU29853	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	DESCRIPTION	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	8 315,01 $
REMATEK INC.	DEP19897	19 JANV. 2018	PERIARD, MICHEL	Besoin de batteries pour auto-recureuse	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 897,15 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
REMORQUAGE AMERICAN AUTO CENTRE	1250867	22 JANV. 2018	PERRY, REMI	CF - Achat de véhicules pour la formation désincarcération pour l'année 2017	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	8 608,98 $
RENEE DUPRAS	201765	09 JANV. 2018	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Couru 2017 - Services judiciaires - Sténographie - Renée Dupras - 2017 - Facture # 2017-65	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 000,12 $
RENEE DUPRAS	201805	31 JANV. 2018	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Couru 2017 - Services judiciaires - Sténographie - Renée Dupras - 2018 - Facture # 2018-05	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 235,59 $
REPARATEX INC	1246738	04 JANV. 2018	PICARD, STEVE-ERIC	Bon de commande ouvert pour la réparation de classeurs et la fabrication de clés pour l'ensemble du APVM pour 2018	Police	Activités policières	2 099,75 $
RESTO PLATEAU	1247901	10 JANV. 2018	VAILLANCOURT, GAETAN	Facture repas de détenu de décembre 2017	Police	Activités policières	2 382,25 $
RESTO PLATEAU	1248090	10 JANV. 2018	PAQUETTE, KARINE	Repas des détenus - SPVM Soutien Est	Police	Activités policières	2 436,05 $
RESTO PLATEAU	1250871	22 JANV. 2018	THERIAULT, ERIC	FACTURATION REPAS DES DÉTENUS DÉCEMBRE 2017. Facture: 519055, Datée du 31-12-2017	Police	Activités policières	3 517,00 $
REVAY ET ASSOCIES LIMITEE	1248303	11 JANV. 2018	BIRON, PAULE	expert dossier 15-003570	Dépenses communes	Autres - Administration générale	13 866,22 $
REVAY ET ASSOCIES LIMITEE	1252674	29 JANV. 2018	BIRON, PAULE	expert dossier 15-003570 fact 1497	Dépenses communes	Autres - Administration générale	16 246,82 $
ROGERS AT&T***	1248852	15 JANV. 2018	BROUILLETTE, CHANTALE	Frais de téléphonie cellulaire du secteur Est_Année 2018	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	2 398,66 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1184774	10 JANV. 2018	FONTAINE, RICHARD	FOURNITURE DE SERVICES CELLULAIRES 2017 (VOIX ET DONNÉES)	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	71 391,50 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1247461	09 JANV. 2018	LEVEILLE, MARIE-LYNE	Frais de cellulaires - Facture décembre 2017	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	2 162,52 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1248186	11 JANV. 2018	MANTZAVRAKOS, MYRTA	Frais mensuels téléphones cellulaires	Environnement	Inspection des aliments	21 496,25 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1249247	16 JANV. 2018	DESAUTELS, ANNE	Services de cellulaire 2018 (12 voix, 5 voix et données et les forfaits d'été) - parc-nature du Cap-St-Jacques	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	3 989,52 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1252181	26 JANV. 2018	LAMARRE, JEAN	BC ouvert 2018 Téléphone cellulaire pour l'Optimisation des réseaux - DGSRE	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	15 748,12 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1837134324	11 JANV. 2018	VALCOURT, NANCY	Forfaits Rogers Décembre 2018 (Entente #1137408) approuvée par S.Carrière	Sécurité incendie de Montréal	Prévention - Séc. incendie	5 055,76 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1837134324	11 JANV. 2018	VALCOURT, NANCY	Forfaits Rogers Décembre 2018 (Entente #1137408) approuvée par S.Carrière	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	7 975,73 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1837134324	11 JANV. 2018	VALCOURT, NANCY	Forfaits Rogers Décembre 2018 (Entente #1137408) approuvée par S.Carrière	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	372,32 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1847659577	31 JANV. 2018	VALCOURT, NANCY	(Entente cadre #1137408) Rogers Janvier 2018 approuvée par S.Carrière	Sécurité incendie de Montréal	Prévention - Séc. incendie	5 058,29 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1847659577	31 JANV. 2018	VALCOURT, NANCY	(Entente cadre #1137408) Rogers Janvier 2018 approuvée par S.Carrière	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	8 226,57 $
ROGERS COMMUNICATIONS CANADA INC.	1847659577	31 JANV. 2018	VALCOURT, NANCY	(Entente cadre #1137408) Rogers Janvier 2018 approuvée par S.Carrière	Sécurité incendie de Montréal	Sécurité civile	370,48 $
ROGERS COMMUNICATIONS INC.	00157122017180111	12 JANV. 2018	BOUDREAU, DANIEL	Rogers couru manuel 2017	Police	Activités policières	11 023,69 $
ROGERS COMMUNICATIONS INC.	tr00157112017171230	12 JANV. 2018	BOUDREAU, DANIEL	Rogers couru manuel 2017	Police	Activités policières	12 598,50 $
ROLAND GRENIER CONSTRUCTION LIMITEE	1247746	10 JANV. 2018	BONNEAU, ISABELLE	Réalisation du curetage de deux fenêtres de l'hôtel de ville dans le cadre des relevés à faire sur l'enveloppe de l'édifice - Incidence 15193	Gestion et planification immobilière	Autres - Administration générale	3 069,08 $
RONA INC	1250467	19 JANV. 2018	GROULX, LOUISE	DIVERS ARTICLES DE QUINCAILLERIE - FORMATION ÉQUIPES SPÉCIALITÉS	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 099,75 $
ROY BELANGER AVOCATS	1250629	19 JANV. 2018	PRUD'HOMME, MARTIN	avocats dossiers police lot A décembre 2017	Police	Activités policières	12 309,78 $
ROY BELANGER AVOCATS	1250636	19 JANV. 2018	PRUD'HOMME, MARTIN	avocats dossiers police lot B décembre 2017	Police	Activités policières	32 034,31 $
ROY BELANGER AVOCATS	1250643	19 JANV. 2018	PRUD'HOMME, MARTIN	avocats dossiers police lot C décembre 2017	Police	Activités policières	4 669,32 $
ROY BELANGER AVOCATS	1250649	19 JANV. 2018	PRUD'HOMME, MARTIN	avocats dossiers police lot D décembre 2017	Police	Activités policières	4 900,29 $
ROY BELANGER AVOCATS	1250653	19 JANV. 2018	PRUD'HOMME, MARTIN	avocats dossiers police JLL décembre 2017	Police	Activités policières	5 144,39 $
ROY BELANGER AVOCATS	1251271	23 JANV. 2018	PRUD'HOMME, MARTIN	avocats dossiers police lot A novembre 2017	Police	Activités policières	31 697,72 $
ROY BELANGER AVOCATS	1251274	23 JANV. 2018	PRUD'HOMME, MARTIN	avocats dossiers police lot B novembre 2017	Police	Activités policières	27 685,90 $
ROY BELANGER AVOCATS	1251275	23 JANV. 2018	PRUD'HOMME, MARTIN	avocats dossiers police lot C novembre 2017	Police	Activités policières	37 990,25 $
ROY BELANGER AVOCATS	1251276	23 JANV. 2018	PRUD'HOMME, MARTIN	avocats dossiers police lot Dnovembre 2017	Police	Activités policières	5 107,06 $
ROY BELANGER AVOCATS	1251277	23 JANV. 2018	PRUD'HOMME, MARTIN	avocats dossiers police lot E novembre 2017	Police	Activités policières	2 749,62 $
RYDER EQUIPEMENTS DE MANUTENTION	DEU28680	16 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Chariot élévateur	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 706,07 $
SANEXEN SERVICES ENVIRONNEMENTAUX INC.	DEP19953	24 JANV. 2018	REBSELJ, VINCENT	BCO2018 - Décontamination de mercure aux réacteurs Ultra Violet à l'usine Des Baillets - Appel d'offres public 17-16010 de 12 mois	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	23 760,29 $
SANTINEL INC.	1249927	17 JANV. 2018	PICARD, STEVE-ERIC	Achat de defribrillateur	Police	Activités policières	2 627,77 $
SCIENTIFIQUE INSTRUMENTATION INC.	1250401	24 JANV. 2018	ARBIC, DENISE	Installation d'un adoucisseur	Environnement	Protection de l'environnement	2 982,61 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SCIENTIFIQUE INSTRUMENTATION INC.	1250401	24 JANV. 2018	ARBIC, DENISE	Installation d'un adoucisseur	Environnement	Traitement des eaux usées	2 982,63 $
SCIENTIFIQUE INSTRUMENTATION INC.	1252428	29 JANV. 2018	ARBIC, DENISE	Réparation équipement	Environnement	Traitement des eaux usées	1 399,95 $
SCIENTIFIQUE INSTRUMENTATION INC.	1252428	29 JANV. 2018	ARBIC, DENISE	Réparation équipement	Environnement	Protection de l'environnement	1 399,91 $
SCP SCIENCE	1252088	26 JANV. 2018	ARBIC, DENISE	Matériel de laboratoire	Environnement	Approv. et traitement de l'eau potable	2 245,30 $
SEGUIN MACHINERIE LTEE	DEU30323	24 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	3 Outils pour l'Atelier Usinage des Eaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 572,19 $
SERRURIER BEAUBIEN	1249738	17 JANV. 2018	MOISE, CARL	2018 - Contrat de gré à gré avec Serrurier Beaubien pour la réparation de cadenas et fourniture de clés dans les 7 écocentres.	Environnement	Matériaux secs - traitement	3 553,83 $
SERVICES MATREC INC.	1247457	09 JANV. 2018	BROUILLETTE, CHANTALE	Pour l'année 2018 - Location- Toilettes chimiques - pour :12300 boul. Gouin est,(12 mois) - 12980 boul. Gouin est (5 mois), 2425 boul. Gouin Est (5 mois) - SGPVMR - Section entretien Est	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	2 255,13 $
SIEMENS CANADA LIMITED	DEP19828	25 JANV. 2018	MARTEL, SIMON	Entretien 5 ans des composantes électrique à l'usine Pte-Claire	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	22 827,43 $
SIGNEL SERVICES INC	1252796	30 JANV. 2018	SAVIGNAC, PIERRE-PAUL	Accorder un contrat à Signel services inc. pour différents impression de panneaux de signalisation/indications diverses sur le Mont-Royal	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	3 393,20 $
SOC POUR L'ACTION L'EDUCATION ET LA SENSIBILISATION ENVIRONNEMENTALE DE MONTREAL	1247935	16 JANV. 2018	RABY, MICHEL	2018 - Sensibilisation Plateau	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - traitement	13 182,23 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9640773480	09 JANV. 2018	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Couru 2017 - Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2017 - Procédure judiciaire	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 222,41 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9641960444	12 JANV. 2018	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2017 - Période 30-12-2017 @ 05-01-2018	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	3 981,76 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9642565069	31 JANV. 2018	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2018 - Procédure judiciaire	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	7 086,24 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9642594068	23 JANV. 2018	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2018 - Période 06-01-2018 @ 12-01-2018	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	13 381,47 $
SOCIETE CANADIENNE DES POSTES	9643225917	26 JANV. 2018	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Services judiciaires - poste/messagerie - Poste Canada manifeste - Année 2018 - Période 13-01-2018 @ 19-01-2018	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	9 518,86 $
SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUEBEC (S.A.A.Q.)	90040300	29 JANV. 2018	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Couru 2017 - services judiciaires - Société de l'assurance automobile du Québec - Décembre 2017 - facture # 90040300 - CG06-0270	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	5 519,13 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
SOCIETE DE L'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUEBEC (S.A.A.Q.)	90040301	29 JANV. 2018	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Couru 2017 - Services judiciaires - Société de l'assurance automobile du Québec - Décembre 2017 - facture # 90040301 - CG06-0270	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	209 105,40 $
SOCIETE DE SAUVETAGE ET SA VERSION ANGLAISE LIFESAGING SOCIETY	1251354	24 JANV. 2018	GAUTHIER, PHILIPPE	FORMATION BON ET VHS - AUTOMNE 2017	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	3 269,75 $
SOCIETE QUEBECOISE D'INFORMATION JURIDIQUE (SOQUIJ)	DEP19963	22 JANV. 2018	MARSAN, ANDRE	BCO2018 - Frais pour enquêtes et analyses de dossiers pour l'année 2018 - Remplace DEP16209	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	13 648,37 $
SOCIETE XYLEM CANADA	DEU28506	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	POMPE DELPHIS DELORME	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	19 529,77 $
SOCIETE XYLEM CANADA	DEU30029	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	Réparation de la pompe au lac des Régates	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 142,89 $
SOLARWINDS	DEU29722	02 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	LICENCES SOLARWINDS MAINTENANCE RENEWAL 01-25-2018 TO 01-25-2019	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	22 595,54 $
SOLIDCAD UNE COMPAGNIE CANSEL	DEU29985	08 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	RENOUVELLEMENT AUTODESK AUTOCAD CIVIL 3D	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 771,67 $
SOLINOV INC.	1249740	17 JANV. 2018	RABY, MICHEL	2018 - Expert conseil pour mandat d'accompagnement	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - traitement	14 960,72 $
SOLUTIONS ANALYTIQUES NOVATECH INC.	DEU29966	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	95-80-047(UNITE) DETECTEUR DE GAZ " SCOTT " UNIVERSEL MOD: 4600MB SORTIE 4/20ma SANS CAPTEUR P/N 4600-01-1-1-2-1	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 503,95 $
SOLUTIONS CONSORTECH INC.	DEU29988	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	FME PROFESSIONAL EDITION (LICENCE FIXE)	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 149,62 $
SOLUTIONS DE SECURITE DAMA INC.	DEU30168	15 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	26 Cylindres, 25 barillets et 25 clefs pour Atelier Menuiserie	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 263,01 $
SOLUTIONS VOCALTEK INC.	1250555	25 JANV. 2018	CHARRON, DIANE	Licences de poste reconnaissance vocale	Police	Activités policières	1 887,15 $
SOLUTIONS VOCALTEK INC.	1250555	19 JANV. 2018	CHARRON, DIANE	Licences de poste reconnaissance vocale	Police	Activités policières	1 297,65 $
SOUDURE J.P.WELDING	DEU30378	29 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	RÉPARATION DE 9 LONGUEURS DE CHAÎNE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 017,38 $
SPI SANTE SECURITE INC.	1248684	12 JANV. 2018	BOULET, SUZANNE	Certification harnais	Environnement	Réseaux d'égout	3 149,62 $
SPI SANTE SECURITE INC.	DEP17249	15 JANV. 2018	MARTEL, SIMON	MP Certification annuelle - antichutes, harnais et équipements d'espace clos.	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 490,72 $
SPI SANTE SECURITE INC.	DEU25772	02 JANV. 2018	SHOONER, MICHEL	ST_formation protection respiratoire SPI	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 509,22 $
SPI SANTE SECURITE INC.	DEU29930	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	95-80-045(UNITE) DETECTEUR DE GAZ PORTATIF MSA, ALTAIR 4X 4 GAZ CAT. NO. 10107602	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 095,08 $
SPI SANTE SECURITE INC.	DEU29934	03 JANV. 2018	SHOONER, MICHEL	(UNITE) CADENAS ZENEX VERT ARCEAU DE NYLON, CLÉ MAITRESSE SE, ENGRAVÉ 1 COTÉ ET CLÉ ESTAMPÉE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 736,71 $
SPI SANTE SECURITE INC.	DEU30409	30 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Mandat d'expertise en lien avec projet cadenassage	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 349,12 $
SSQ GROUPE FINANCIER	de180115dasresshum	15 JANV. 2018	COLLIN, MARIO	Assurance collective - Pompiers retraités villes liées - Contrat # 15J00 - du 1er janvier 2018 au 31 janvier 2018	Dépenses communes	Autres - Administration générale	13 096,35 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEP19935	19 JANV. 2018	MARTEL, SIMON	2018 UPC - DIVERS (Conciergerie, EPI, OUTIL, ETC.)	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	2 345,48 $
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU29982	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	(UNITE) LAMPE DE TRAVAIL MAKITA DML805	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	5 378,96 $
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU30081	05 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	Monte-Matériaux avec Transpalette pour les Opératopns des Eaux	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 966,64 $
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU30205	17 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	2 Toupies à la Mesuiserie + 8 Pulvérisateurs à Plomberie des Boues	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 860,68 $
STEPH OUTILLAGE 2010 INC.	DEU30245	19 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	30 Ancrages DBI Sala et 132 Crèmes Glaxal - Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 291,98 $
STEPHEN ANGERS AVOCAT INC.	1245966	19 JANV. 2018	PRUD'HOMME, MARTIN	avocats dossier police #5775 JJ	Police	Activités policières	3 984,28 $
SUMMIT CANADA DISTRIBUTORS	1245912	09 JANV. 2018	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP SPVM - GANSES DE CEINTURE, MENOTTES, ENTRAVES	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	188,98 $
SUMMIT CANADA DISTRIBUTORS	1245912	08 JANV. 2018	BEAULIEU, JOHANNE	REAPP SPVM - GANSES DE CEINTURE, MENOTTES, ENTRAVES	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	3 727,06 $
SUMMIT CANADA DISTRIBUTORS	1249461	16 JANV. 2018	LAROCQUE, YVES	Chargeur 416	Police	Activités policières	6 572,22 $
SUMMIT CANADA DISTRIBUTORS	1251800	25 JANV. 2018	LAROCQUE, YVES	Étui Taser	Police	Activités policières	3 764,81 $
TACEL LIMITEE	DEU30373	29 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Éclairage Carmanah pour la Station Carrière	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 379,03 $
TECHNOLOGIA FORMATION	1246146	08 JANV. 2018	CHAPUT, CHRISTIAN	70190 Technologia - formation Docker facture 98913 - Stéphanie Poulin - 2017-11-29	Technologies de l'information	Gestion de l'information	6 482,56 $
TECHNORM INC.	1246909	05 JANV. 2018	DESJARDINS, SYLVIE	Consultation technique relativement à la faisabilité de la réalisation des rénovations sismiques en deux phases de la caserne 27 - Incidence 14389	Gestion et planification immobilière	Gestion des installations - Séc. incendie	3 018,40 $
TECKNO-VALVE R.S. INC.	DEU29581	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	74-14-061(UNITE) JOINT A ROTULE "OPW-ES" AVEC BRIDES 150# DE 6" . NO: 3440F-0604-D672, RAYON COURT EN ACIER ,JOINT EN "EPT". INFO POUR VDM:(REMPLACE 74-14-012)	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 766,38 $
TEEL TECHNOLOGIES CANADA	1247766	10 JANV. 2018	DESBIENS-COTE, MARTIN	Renouvellement logiciel DVR examiner	Police	Activités policières	4 025,22 $
TEKNISCIENCE INC.	1250437	19 JANV. 2018	ARBIC, DENISE	Produits chimiques de laboratoire	Environnement	Traitement des eaux usées	1 541,63 $
TEKNISCIENCE INC.	1250437	19 JANV. 2018	ARBIC, DENISE	Produits chimiques de laboratoire	Environnement	Protection de l'environnement	2 557,19 $
TEN 4 BODY ARMOR INC.	1249224	15 JANV. 2018	LABELLE, MARC-ANDRÉ	REAPP SPVM - PANNEAUX BALISTIQUES (ENTENTE 1244972)	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	65 000,41 $
TENAQUIP LIMITED	1249739	17 JANV. 2018	MOISE, CARL	2018 - Fourniture d'équipements pour les écocentres #client: 854217	Environnement	Matériaux secs - traitement	15 748,12 $
TENAQUIP LIMITED	DEP19870	17 JANV. 2018	REBSELJ, VINCENT	Fusil à chauffer pour département mécanique (P. Boily) - Lampe frontale et Lampe de poche Pelican pour ateliers électro/électrique divers - Support pour tuyaux et barres (D. Robert)	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	5 869,08 $
TENAQUIP LIMITED	DEU27973	16 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	PORTE DE SÉCURITÉ POUR PASSERELLES DE POMPE EBARA	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 425,77 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
TENAQUIP LIMITED	DEU30106	08 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Lave-Botte pour Admininistration + Outils pour le magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 915,40 $
TENAQUIP LIMITED	DEU30185	16 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	ARMOIRE DE SÉCURITÉ POUR LA PEINTURE ET LES ENCRES COMBUSTIBLE EX SURE-GRIP (TÉNAQUIP) NO SAQ088	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	6 163,12 $
TEXTUALIS	1250585	19 JANV. 2018	PERRY, REMI	CF - Traduction anglais au français - Document de formation	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	11 028,76 $
THERMO FISHER SCIENTIFIC (MISSISSAUGA) INC.	DEU30274	22 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Skimmer et Platinum Cones - Laboratoire	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	7 680,24 $
TOTAL CANADA INC.	1248498	11 JANV. 2018	SHOONER, MICHEL	GRAISSE TOUT USAGE AU LITHIUM	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 008,78 $
TOTAL CANADA INC.	1249416	16 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	2018 - REAPPROVISIONNEMENT HUILES ET GRAISSES DE MARQUE TOTAL	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	4 199,50 $
TRANSCAT CANADA INC.	DEU29605	22 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Instruments de métrologie Ulrich - Laboratoire	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 215,34 $
TRANS-QUEBEC AUDIO-VISUEL INC.	1249513	16 JANV. 2018	DOUCET, VERONIQUE	Paiement de la facture # 23529 pour location d'équipement d'éclairage et de sonorisation.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	2 414,71 $
TRICOTS DRISDELLE	1230725	04 JANV. 2018	ROUSSIN, VERONIQUE	REAPP SPVM - BAS	Approvisionnement	Vêtement et équipement de travail	18 880,11 $
TS SERVICES PROFESSIONNELS DE CUISINE	1249545	16 JANV. 2018	GIRARD, SYLVIE	Bon de commande ouvert pour la réparation des réfrigérateurs pour les bâtiments du SIM, pour l'année 2018	Sécurité incendie de Montréal	Dir., adm. et soutien - Séc. incendie	2 099,75 $
TTI ENVIRONNEMENT INC.	1248151	10 JANV. 2018	MOISE, CARL	2018 - Collecte des résidus alimentaires au 801 Brenan et 827 Crémazie	Environnement	Matières recyclables - matières organiques - traitement	5 905,55 $
U. CAYOUETTE INC.	1251358	24 JANV. 2018	GUAY, MARIELLE	FORMATION DÉPLACEMENT DE CHARGE - BOIS ET MÊCHE DE BÉTON	Sécurité incendie de Montréal	Interventions - Séc. incendie	2 458,54 $
ULTIDENT	1252320	26 JANV. 2018	DESBIENS-COTE, MARTIN	Acquisition gant.	Police	Activités policières	2 552,25 $
USI-POMPES INC.	DEU30298	23 JANV. 2018	FONTAINE, RICHARD	Pompe Ingersoll Rand réparée - Eau de procédé 5	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	18 193,28 $
VALENTINE BONHOMME-VACHON	1249868	17 JANV. 2018	CHAPUT, CHRISTIAN	70150 - Service de consultant pour la rédaction de billets pour le blogue simplicité - 75 $ / h - devis 24-11-207 - Stéphanie Poulin - 2017-12-21 - STI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	10 773,00 $
VALIQUETTE, MARTIN, MONTMARQUET, POISSANT ET ASSOCIES INC.	1249082	15 JANV. 2018	GAUTHIER, FRANCOIS CHARLES	expert dossier 12-000915	Dépenses communes	Autres - Administration générale	3 779,55 $
VALLEY ASSOCIATES INC.	1247488	09 JANV. 2018	BUSSIERES, CLAUDE	Grenade incapacitante	Police	Activités policières	49 386,54 $
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP19846	19 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	Pte-Claire - 2018 - Projet chlore RPC (Analyseur chlore)	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 438,36 $
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP19889	19 JANV. 2018	DUMAS, STEPHANE	URGENT Achat de microsable pour le procédé	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	3 472,36 $
VEOLIA, EAU TECHNOLOGIES CANADA INC.	DEP20000	24 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	Inventaire magasin	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	7 167,16 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
VETEMENTS CLUB UOMO	1253074	30 JANV. 2018	PELLETIER, NATHALIE	Confection de rebords de pantalons d'uniforme et de jupes	Police	Activités policières	6 283,50 $
VGA COMMUNICATION INC.	1248407	11 JANV. 2018	PERRAS, SYLVAIN	Acquisition d'équipements de captation avec Service de diffusion, de support, d'entretien et de formation - Salle Peter McGill - Appel d'offres 17-16492 - STI	Technologies de l'information	Gestion de l'information	24 110,11 $
VIBRISS S.E.N.C.	DEU30360	26 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Débitmètre Greyline - Réservoir au Bloc B	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 425,22 $
VIDEOTRON S.E.N.C	1247194	08 JANV. 2018	PICARD, STEVE-ERIC	Bon de commande ouvert pour facturation mensuelle pour le QG	Police	Activités policières	9 133,90 $
VIRTUEL TI INC.	DEU30042	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	LICENCES CITRIX SHAREFILE	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	19 306,94 $
VISION SOLUTIONS DE PROCEDES INC.	DEP19973	23 JANV. 2018	KAMIL, HOUDA	Renflouement d¿inventaire du magasin de la Direction de l¿eau potable de transmetteur indicateur de débit Siemens en prévision de diverses activités d¿entretien	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	6 784,98 $
VISION TECH	1249757	17 JANV. 2018	MOISE, CARL	2018 - 13 display aux del (LED) 160*48cm (63"*18.88") Pixel config: 160*48; Brigtness: >4000CD / M2	Environnement	Matériaux secs - traitement	20 980,20 $
VIVIANNE ROZSA	417	26 JANV. 2018	COLAMEO LAMBERT, ALEXANDRE	Affaires civiles - Interprête - Vivianne Rozsa - Traduction urgent de jugement	Affaires juridiques	Cour municipale et magistrature	6 196,78 $
VIVRE EN VILLE	1239387	22 JANV. 2018	CLOUTIER, MARIEKE	2017 - Pour études de cas concernant la requalification durable d'ancienne friches industrielles en conservant leur vocation industrielle	Environnement	Protection de l'environnement	5 695,57 $
VWR INTERNATIONAL	DEP18225	16 JANV. 2018	MARTEL, SIMON	Projet PTI - UPI - Ensembles d'équipement Hach	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	19 808,66 $
WARTSILA CANADA INCORPOREE	1249768	17 JANV. 2018	FONTAINE, RICHARD	FABRICATION DE 4 ANNEAUX D'USURE POUR GROUPES MOTO POMPES	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	59 065,97 $
WATER LOSS RESEARCH & ANALYSIS LTD	1251357	24 JANV. 2018	LOGE, HERVE	Frais d'inscription formation ''contrôle des fuites et la régulation de pression'' pour Jean Lamarre, Monique Caja et Chrystelle Doutetien qui aura lieu du 15 au 21 avril 2018 au Royaume-Uni - Optimisation des réseaux - DGSRE	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	8 000,00 $
WESTECH INDUSTRIAL LTD	DEU29986	03 JANV. 2018	HALLE, BRUNO	96-50-011(UNITE) KIT DE PROBE "AMETEK" THERMOX 2000 P/N: 95350WE AVEC FILTRE CV/HP 253-24	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	2 577,44 $
WOLSELEY CANADA INC.	DEU30046	10 JANV. 2018	VERREAULT, MICHEL	Plomberie pour Atelier des Boues et Magasin	Service de l'eau	Traitement des eaux usées	3 277,55 $
WOLVERINE SUPPLIES	1249471	16 JANV. 2018	LAROCQUE, YVES	Télescope	Police	Activités policières	5 776,41 $
WSP CANADA INC.	DEU30330	29 JANV. 2018	FONTAINE, RICHARD	Offre de services professionnels révisée pour la surveillance des travaux et de soutien technique - bassin Lavigne	Service de l'eau	Réseaux d'égout	21 312,46 $
XEROX CANADA LTEE	DEP19787	09 JANV. 2018	BONIFAY, ROMAIN	BCO2018 - Copies d'imprimante Xerox pour la Section projets réseau principal #client 957444870	Service de l'eau	Réseau de distribution de l'eau potable	2 430,00 $
YVES BOISSY	DEP17172	24 JANV. 2018	MARSAN, ANDRE	BCO2017 - Contrats de services professionnels pour photographie	Service de l'eau	Approv. et traitement de l'eau potable	4 852,12 $
YVES KEROACK PHOTO	1247437	09 JANV. 2018	DESAUTELS, ANNE	Service - Photographie hiver 2018 parcs-nature Cap-Saint-Jacques, l'Anse-à-l'Orme et Bois-de l'Île-Bizard (prise de vue, production de photographies, déplacements, stationnement et repas...)	Grands parcs, verdissement et mont Royal	Planification et gestion des parcs et espaces verts	6 895,58 $

VILLE DE MONTRÉAL – AGGLOMÉRATION

FACTURES ET BONS DE COMMANDE POUR UN MONTANT DE PLUS DE 2 000 $ OCTROYÉS PAR LES FONCTIONNAIRES

POUR LA PÉRIODE DU 1er AU 31 JANVIER 2018

NOM FOURNISSEUR	NUMÉRO BON DE COMMANDE FACTURE	DATE	APPROBATEUR	DESCRIPTION	SERVICE	ACTIVITÉ	MONTANT
YVES R. HAMEL ET ASSOCIES INC.	1246452	03 JANV. 2018	CHAPUT, CHRISTIAN	68008 SÉRAM - Acquisition services professionnels pour validation couverture SÉRAM comme convenu avec "Yves R. Hamel" - Service des technologies de l¿information	Technologies de l'information	Autres - Sécurité publique	17 480,42 $
ZINS BEAUCHESNE ET ASSOCIES LTEE	1252308	29 JANV. 2018	DOUCET, VERONIQUE	Zins Beauchesne et associés - marchés d'exportation outre-mer bioalimentaires - Secteur Assomption - Longue-Pointe, - Conseiller - Étude d'impact, faisabilité.	Développement économique	Industries et commerces - Prom. et dév.écon.	47 244,61 $
						Total:	10 135 250,54 $

Article 6.01

Les activités des commissions permanentes

Bilan 2017

Déposé au conseil municipal le 19 février 2018
et au conseil d'agglomération le 22 février 2018

Commissions permanentes Montréal

Service du greffe
Division des élections, du soutien aux commissions
et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R.134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

La Commission :

Présidente

M^me^ Cathy Wong
Arrondissement de Ville-Marie

Vice-présidents

M. Sterling Downey
Arrondissement de Verdun

M. François Limoges
Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie

Membres

M^me^ Mary Deros
Arrondissement de Villeray–St-Michel–Parc-Extension

M^me^ Andrée Hénault
Arrondissement d'Anjou

M^me^ Christine Gosselin
Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie

M. Normand Marinacci
Arrondissement de l'Île-Bizard–Sainte-Geneviève

M^me^ Sue Montgomerey
Arrondissement de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce

M. Jérôme Normand
Arrondissement d'Ahuntsic–Cartierville

M. Jocelyn Pauzé
Arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie

M^me^ Chantal Rossi
Arrondissement de Montréal-Nord

Montréal, le 19 février 2018

M^me^ Valérie Plante
Mairesse de Montréal
Hôtel de ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Madame la Mairesse,

Dans l'objectif de faire connaître les activités des commissions permanentes, instances instituées depuis trente ans déjà à la Ville de Montréal, la Commission de la présidence du conseil a pris l'initiative de produire, conformément au Règlement sur les commissions permanentes du conseil municipal (06-009), et ce pour une troisième année consécutive, le bilan annuel des activités des commissions. Nous avons donc l'honneur de déposer, au nom de la Commission de la présidence du conseil, le rapport intitulé *Les activités des commissions permanentes – Bilan 2017.*

Nous vous prions d'agréer, Madame la Mairesse, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Cathy Wong
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Linda Lajeunesse
Secrétaire recherchiste

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 4

Mission 4

Commissions actuelles 5

Faits saillants de l'année 2017 6

Commission sur la culture, le patrimoine et les sports 7

Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation 9

Commission sur le développement social et la diversité montréalaise 11

Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs 12

Commission sur l'examen des contrats 13

Répartition des contrats étudiés en 2017 selon les critères d'examen 14

Commission sur les finances et l'administration 16

Commission sur l'inspecteur général 17

Commission de la présidence du conseil 19

Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal 21

Commission de la sécurité publique 22

Commission sur le transport et les travaux publics 24

Conclusion 25

La Commission de la présidence du conseil remercie l'équipe de la Division des élections, du soutien aux commissions et de la règlementation de leur collaboration à la collecte de données : Me Emmanuel Tani-Moore, greffier adjoint et chef de division; M^{mes} Julie Demers, Myriam Laforce, Linda Lajeunesse et Élisabeth Rivest ainsi que M. Pierre G. Laporte.

Introduction

Dès 1987, sous l'Administration de Jean Doré, les six premières commissions permanentes du conseil municipal sont mises en place dans l'objectif de démocratiser l'appareil municipal. À titre de première municipalité autorisée par le gouvernement du Québec à se doter de telles instances d'aide à la prise de décisions, la Ville de Montréal faisait alors figure de proue. Les commissions permanentes de la Ville de Montréal sont donc parmi les plus anciennes instances consultatives a avoir été instituées au Québec, précédant même le Bureau de consultation de Montréal, créé en 1989, lui-même à l'origine de la création, en 2002, de l'Office de consultation publique de Montréal (OCPM), un organisme indépendant qui mène essentiellement des consultations publiques sur des projets d'urbanisme et d'aménagement du territoire de compétence municipale qui lui sont confiés par le conseil municipal ou le comité exécutif de la Ville de Montréal.

Depuis trente ans maintenant que les commissions permanentes de la Ville de Montréal permettent à la population montréalaise d'être mieux informée à propos d'enjeux municipaux qui la concerne. Ainsi, de multiples consultations publiques ont été menées dans l'objectif d'éclairer la réflexion et la prise de décision des élu.es sur des sujets d'intérêt pour la population montréalaise. En assurant la mise en œuvre de processus de consultation publique pertinents, les commissions stimulent la participation citoyenne, année après année, en offrant la possibilité aux Montréalaises et aux Montréalais de prendre part au débat et de faire valoir ainsi leurs points de vue aux élu.es sur une multitude de dossiers d'intérêt public au pallier municipal.

Mission

Les commissions permanentes sont des instances de consultation publique qui reçoivent les commentaires ou les représentations de toute personne à l'égard des objets inscrits à leur programme d'activités. Elles procèdent aux consultations qu'elles jugent appropriées, et ce, dans leurs champs de compétence respectifs. En plus d'exercer leur droit d'initiative afin de permettre aux Montréalaises et aux Montréalais d'influencer la position des élu.es dans des dossiers sensibles et dont les enjeux ont incidence sur la population, les commissions permanentes reçoivent différents mandats des conseils municipal et d'agglomération.

La mission des commissions permanentes consiste donc plus précisément à :

- favoriser la participation de la population aux débats d'intérêt public;
- éclairer la prise de décision des membres des conseils.

Ainsi, les commissions permanentes font les recommandations qu'elles jugent appropriées au conseil municipal et au conseil d'agglomération, dont elles relèvent directement.

Quant à la Commission de la sécurité publique, elle a pour fonction d'étudier toute question en lien avec la sécurité publique, que ce soit à la demande du conseil d'agglomération, du comité exécutif ou de sa propre initiative. Elle donne également au conseil tous les avis prévus par la loi, en plus de détenir le pouvoir de formuler ses recommandations directement au comité exécutif. La Commission de la sécurité publique est la seule qui doit obligatoirement être créée en vertu de la loi : sa composition, de neuf membres en incluant la personne qui représente le gouvernement du Québec, est définie à l'article 72 de la *Charte de la Ville de Montréal* (RLRQ, c. C-11.4).

Bien qu'elles exercent un réel pouvoir d'influence auprès de l'Administration, les commissions permanentes sont des instances essentiellement consultatives dotées d'un pouvoir de recommandation. Par conséquent, le caractère des opinions contenues dans les avis, recommandations et rapports des commissions n'est ni décisionnel ni exécutoire, et ce, contrairement aux décisions des conseils d'arrondissement, du conseil municipal, du comité exécutif et du conseil d'agglomération.

Commissions actuelles

En 2017 et depuis l'élection générale du 3 novembre 2013, les commissions permanentes instituées sont au nombre de 11. Sur chacune d'elles siégeaient entre sept et 12 commissaires, pour un total de 114 sièges[1] en 2017. Les nominations sont effectuées par le conseil municipal et le conseil d'agglomération parmi l'ensemble des élu.es de la Ville de Montréal et les mairesses et les maires des villes liées, qui siègent au conseil d'agglomération, et ce, tout les quatre ans à la suite de chaque élection générale. Des changements peuvent être apportés en cours de mandat.

La plupart des commissions permanentes étudient tant des dossiers de compétence municipale que d'agglomération. Néanmoins, deux commissions permanentes n'étudient que des dossiers de compétence d'agglomération. Il s'agit de la Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal et la Commission de la sécurité publique. De plus, une commission porte son attention sur des dossiers exclusivement de compétence municipale. Il s'agit de la Commission de la présidence du conseil.

Les commissions qui étudient des dossiers à la fois de compétence municipale et d'agglomération réservent deux sièges aux mairesses et aux maires des villes liées, dont un à la vice-présidence de la commission. À la suite de l'exercice de révision du rôle et des responsabilités des commissions permanentes réalisé en 2010 par la Commission de la présidence du conseil, chaque commission regroupe désormais les deux volets, municipal et agglomération. Avant cet exercice de révision, un même dossier devait être traité par deux commissions, soit en parallèle ou conjointement.

Le tableau ci-dessous illustre les 11 commissions, leur niveau de compétence et le nombre de membres qui siégeaient sur chacune d'elles en 2017.

Nom de la commission	Compétence	Nombre de membres
Culture, patrimoine et sports	Municipale et agglomération	11
Développement économique, urbain et habitation	Municipale et agglomération	11
Développement social et diversité montréalaise	Municipale et agglomération	11
Eau, environnement, développement durable et grands parcs	Municipale et agglomération	11
Examen des contrats	Municipale et agglomération	11
Finances et administration	Municipale et agglomération	11
Inspecteur général	Municipale et agglomération	12
Présidence du conseil	Municipale	9
Schéma d'aménagement et développement de Montréal	Agglomération	7
Sécurité publique	Agglomération	9
Transport et travaux publics	Municipale et agglomération	11

[1] Il est à noter que les membres des conseils peuvent être membre de plus d'une commission permanente.

Faits saillants de l’année 2017

Bien que les activités des commissions permanentes aient été suspendues en raison de l’élection générale du 5 novembre, les commissions permanentes ont tout de même tenu une cinquantaine d’assemblées publiques et une centaine de séances de travail. Ainsi, quelques centaines de personnes ont pu prendre part à ces différents processus de consultation publique où elles ont pu déposer un mémoire et faire part de leurs opinions aux commissaires. Ainsi, un total de cent vingt rapports, faisant état de ces différents dossiers de consultations publiques, ont été produits et déposés sur le portail de la Ville de Montréal.

Les principaux processus menés en 2017 ont porté sur les dossiers suivants : le projet de Politique de développement culturel 2017-2022; le projet de Plan d’action en patrimoine 2017-2022; l’optimisation du potentiel de développement et d’innovation des établissements d’enseignement supérieur à Montréal; le Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal; la Politique de développement social; le Bilan général des actions de l’agglomération de Montréal pour lutter contre le profilage racial et le profilage social 2012-2016; L’aménagement des bâtiments dans une perspective de développement durable sur le territoire de la Ville de Montréal; L’évaluation de la possibilité de réaliser un projet-pilote de « Water Square » à Montréal, *Vers de nouvelles solutions en matière de gestion des eaux pluviales*; l’Étude publique du Rapport du vérificateur général de la Ville de Montréal – exercice 2016 et la cohabitation sécuritaire entre les usagers vulnérables et les véhicules lourds en milieu urbain, dans l’optique de la « Vision zéro » en matière de sécurité routière.

De plus, l’année 2017 a été l’occasion de continuer d’expérimenter de nouvelles façons d’entendre la voix des Montréalaises et des Montréalais. Ainsi, les commissaires ont pris en compte des opinions transmises par courriel, et ce, au même titre qu’un mémoire présenté devant la commission. Les communications entourant les processus de consultation publique font systématiquement mention de cette approche, qui a permis à plusieurs personnes de faire entendre leur point de vue pour une première fois. Aussi, depuis 2016, une plateforme d’interactions citoyennes, mise en place avec le soutien du Service des technologies de l’information, est utilisée pour rejoindre un plus grand nombre de personnes et différents segments de la population, ce qui permet d’augmenter le nombre et la diversité des opinions et qui s’ajoutent à celles émises aux commissaires en séances publiques.

En ce qui concerne la promotion des activités. Des efforts sont déployés, d’une part, sur Facebook et Twitter, sur la page d’accueil du portail de la Ville de Montréal et sur l’Intranet, avec le soutien du Service des communications et du Webmestre de la Ville de Montréal. D’autre part, les commissions permanentes ont poursuivi leur collaboration avec les services responsables de la production des contenus de consultation afin d’augmenter la visibilité des projets de consultation publique auprès de leurs parties prenantes. Finalement, le fait de publiciser les différentes étapes des processus de consultation publique, via l’infolettre, a permis d’informer la population montréalaise aux différentes étapes des processus et de diffuser les rapports de consultation ainsi que les réponse du comité exécutif aux recommandations des commissions.

En terminant, les commissions permanentes de la Ville de Montréal poursuivent leurs actions en tant que principales instances de consultation publique des conseils municipal et d’agglomération. Le nombre d’activités qu’elles mènent; leur composition, des plus représentatives; leur fonctionnement éprouvé ainsi que leur mission en font foi. Quant à leur raison d’être, elle est indéniable puisque ces instances permettent à la population montréalaise de faire entendre sa voix sur des dossiers spécifiques depuis les 30 dernières années, ce qui lui assure une participation démocratique au débat, aiguillant ainsi la prise de décisions des membres du conseil municipal et du conseil d’agglomération, qui la représente.

Le bilan annuel 2017 de chacune des 11 commissions est présenté ci-après, et ce, de manière distincte.

Commission sur la culture, le patrimoine et les sports

Mission

La Commission sur la culture, le patrimoine et les sports assure le suivi de la Politique du patrimoine et du plan d'action *Montréal, métropole culturelle*, politique de développement culturel de la Ville de Montréal. Ainsi, peut lui être soumis tout dossier en lien avec le patrimoine; le réseau des bibliothèques; le *Réseau Accès Culture,* qui assure l'accessibilité de la culture à la population dans les différents quartiers de la Ville de Montréal; les ateliers d'artistes et l'art public.

La Commission se préoccupe également des aspects liés à la coordination montréalaise de l'offre de services en sports et loisirs; le volet relatif à la prestation de services en ces domaines relevant plutôt des arrondissements. Enfin, la Commission traite de l'élite sportive et d'événements sportifs d'envergure, dont le Tour de l'Île.

Membres de la Commission – jusqu'à l'élection générale 2017

- M[me] Michèle D. Biron, présidente, conseillère d'arrondissement, Arr. de Saint-Laurent
- M[me] Christine Gosselin, vice-présidente, conseillère d'arrondissement, Arr. Le Plateau–Mont-Royal
- M. Michel Gibson, vice-président, maire, Ville de Kirkland
- M[me] Marie Cinq-Mars, conseillère de la ville, Arrondissement d'Outremont
- M. Robert Coutu, maire, Ville de Montréal-Est
- M[me] Michelle Di Genova Zammit, conseillère d'arrondissement, Arr. d'Anjou
- M. Manuel Guedes, conseiller d'arrondissement, Arr. de Rivière-des-Prairies−Pointe-aux-Trembles (RDP–PAT)
- M. Pierre L'Heureux, conseiller d'arrondissement, Arr. de Verdun
- M[me] Nathalie Pierre-Antoine conseillère d'arrondissement, Arr. de RDP–PAT
- M. Giovanni Rapanà, conseiller de la ville, Arr. de RDP–PAT
- M[me] Anne-Marie Sigouin, conseillère de la ville, Arr. Le Sud-Ouest

Objets d'étude en séances publiques :

- Mandat CM17 0167 : consultation publique portant sur les orientations contenues dans le projet de Politique de développement culturel 2017-2022 de la Ville de Montréal.
- Mandat CM17 0173 : consultation publique portant sur les orientations contenues dans le projet de Plan d'action en patrimoine 2017-2022 de la Ville de Montréal.

Objets d'étude en séances de travail :

- Aucun autre sujet traité

Nombre de séances :

- assemblées publiques : 16
- séances de travail : 8

Rapports :

- Rapport et recommandations *« Savoir conjuguer la créativité et l'expérience culturelle citoyenne à l'ère du numérique* : consultation publique sur le projet de Politique de développement culturel 2017-2022 *»* – Dépôt au CM du 15 mai 2017.
- Rapport et recommandations « Plan d'action en patrimoine 2017-2022 de la Ville de Montréal », – Dépôt au CM du 12 juin

Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation

Mission

La Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation est chargée d'étudier les dossiers ayant une incidence sur le développement économique et urbain de la métropole et s'intéresse plus particulièrement aux orientations, aux stratégies, aux actions et aux outils qui visent le développement ainsi que la promotion du territoire. La commission est compétente en matière d'analyse et d'examen de dossiers ayant trait à l'accueil des touristes dans l'agglomération; aux centres locaux de développement (CLD); aux centres de congrès, au port et à l'aéroport; aux parcs industriels; aux embranchements ferroviaires ainsi qu'à toute aide destinée spécifiquement à une entreprise.

Cette commission se penche également sur tout projet touchant l'urbanisme et l'habitation. Ainsi, les règlements de la Ville en matière de construction, d'habitation, de salubrité et d'entretien des logements ou les modifications qui y sont apportées ainsi que les bilans périodiques de la mise en œuvre du Plan d'urbanisme lui sont également soumis.

Membres de la Commission – jusqu'à l'élection générale 2017

- M. Richard Deschamps, président, conseiller de la ville, Arrondissement de LaSalle
- M. Michel Gibson, maire, vice-président, Ville de Kirkland
- M. Peter McQueen, vice-président, conseiller de la ville, Arr. de Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce
- M. Éric Alan Caldwell, conseiller de la ville, Arr. de Mercier–Hochelaga–Maisonneuve
- M. Maurice Cohen, conseiller d'arrondissement, Arr. de Saint-Laurent
- M. Robert Coutu, maire, Ville de Montréal-Est
- M^{me} Mary Deros, conseillère de la ville, Arr. de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension (VSMPE)
- M. Richard Guay, conseiller de la ville, Arr. de RDP–PAT
- M^{me} Sylvie Lo Bianco, conseillère d'arrondissement, Arr. de Montréal-Nord (MTL-Nord)
- M^{me} Marie Potvin, conseillère d'arrondissement, Arr. d'Outremont
- M^{me} Lili-Anne Tremblay, conseillère d'arrondissement, Arr. de Saint-Léonard

Objet d'étude en séances publiques :

- Optimiser le potentiel de développement économique et d'innovation des institutions d'enseignement supérieur à Montréal
- Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal;

Objets d'étude en séances de travail :

- Suivi du mandat CM14 0948 - Étude de l'évolution des hausses de loyers pour les commerçants, leurs conséquences sur l'économie de Montréal et les solutions pour les limiter;
- Suivi du mandat CM15 0372 et CM15 1290 - Motion concernant l'implantation d'un méga centre commercial à l'angle des autoroutes 15 et 40, à Ville Mont-Royal;
- Plan d'action de lutte à l'insalubrité des logements 2014-2017;

- Gestion des HLM : Présentation des activités de l'Office municipal de l'habitation de Montréal (OMHM) par la directrice générale, M^{me} Danielle Cécile, et le directeur général adjoint, M. Serge Villandré;
- Outil Zoom Grand Montréal - Présentation de Montréal International et de la CMM
- Quatre séances de travail réservées à la formulation des recommandations dans le cadre de la consultation publique sur l'optimisation du potentiel de développement des établissements d'enseignement supérieur à Montréal;

Nombre de séances :

- Assemblées publiques : 5
- Séances de travail : 9

Rapports :

- Rapport et recommandations « *L'avenir du secteur manufacturier à Montréal* », – Dépôt au CM du 23 janvier 2017 et au CG du 26 janvier 2017.

- Rapport et recommandations « *Règlement relatif à la cession pour fins d'établissement, de maintien et d'amélioration de parcs, de terrains de jeux et de préservation d'espaces naturels sur le territoire de la Ville de Montréal* », – Dépôt au CM du 19 juin 2017.

- Rapport et recommandations «*Optimiser le potentiel de développement et d'innovation des établissements d'enseignement supérieur à Montréal*», – Dépôt au CM du 21 août 2017 et au CG du 24 août 2017.

Commission sur le développement social et la diversité montréalaise

Mission

La Commission sur le développement social et la diversité montréalaise est responsable de l'étude de dossiers ayant trait aux diverses facettes de la qualité du milieu de vie des Montréalais inclus dans l'offre de services de la Ville de Montréal qui administre l'enveloppe provenant du Fonds de lutte contre la pauvreté, et ce dans le cadre d'une entente conclue avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité Sociale (MESS). De plus, la commission s'intéresse au développement social, à la diversité sociale et à certaines problématiques urbaines, dont le logement social et l'aide aux sans-abris. Elle agit en concertation avec les trois conseils consultatifs : le Conseil interculturel de Montréal, le Conseil jeunesse de Montréal et le Conseil des Montréalaises dans leur champ d'action respectif.

Membres de la Commission – jusqu'à l'élection générale 2017

- M. Benoit Dorais, président, maire d'arrondissement, Arr. Le Sud-Ouest
- M. Michel Gibson, vice-président, maire, Ville de Kirkland
- M^{me} Sylvia Lo Bianco, vice-présidente, conseillère d'arrondissement, Arr. de MTL-Nord
- M^{me} Marie-Eve Brunet, conseillère d'arrondissement, Arr. de Verdun
- M. Robert Coutu, maire, Ville de Montréal-Est
- M. Sterling Downey, conseiller de la ville, Arr. de Verdun
- M. Michel Gibson, maire, Ville de Kirkland
- M^{me} Justine Mclntyre, conseillère de la ville, Arr. de Pierrefonds-Roxboro
- M^{me} Lorraine Pagé, conseillère de la ville, Arr. d'Ahuntsic-Cartierville
- M. Giovani Rapanà, conseiller de la ville, Arr. de RDP-PAT
- M^{me} Chantal Rossi, conseillère de la ville, Arr. de Montréal-Nord
- M^{me} Sophie Thiébaut, conseillère d'arrondissement, Arr. Le Sud-Ouest

Objets d'étude en séances publiques :

- Politique de développement social
- Bilan général des actions de l'agglomération de Montréal pour lutter contre le profilage racial et le profilage social 2012 – 2016 *(mandat conjoint avec la Commission de la sécurité publique)*

Objets d'étude en séances de travail :

- Aucun autre sujet traité

Nombre de séances :

- assemblée publique : 11
- séances de travail : 12

Rapports :

- Rapport et recommandations « *Vers une Politique de développement social* », – Dépôt au CM du 24 avril 2017 et au CG du 27 avril 2017.
- Rapport et recommandations *« Bilan général des actions de l'agglomération de Montréal pour lutter contre le profilage racial et le profilage social 2012 – 2016 »,* – Dépôt au CM du 25 septembre 2017 et au CG du 28 septembre 2017.

Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs

Mission

Les dossiers portés à l'attention de la Commission sur l'eau, l'environnement, le développement durable et les grands parcs touchent divers aspects propres à la production et à la distribution de l'eau potable, au traitement des eaux usées, au développement durable ainsi qu'à la collecte, à la valorisation et à l'élimination des matières résiduelles. De plus, la Commission analyse divers dossiers provenant du Service des grands parcs et du verdissement, notamment en ce qui a trait à la gestion des écoterritoires, des lacs et cours d'eau municipaux et du Service de l'Espace pour la vie, responsable du Biodôme, de l'Insectarium, du Jardin botanique et du Planétarium.

Membres de la Commission – jusqu'à l'élection générale 2017

- M[me] Elsie Lefebvre, présidente, conseillère de la ville, Arr. de VSMPE
- M. Dominic Perri, vice-président, conseiller de la ville, Arr. de Saint-Léonard
- M[me] Maria Tutino, vice-présidente, mairesse, Ville de Baie-D'Urfé
- M[me] Catherine Clément-Talbot, conseillère de la ville, Arr. de Pierrefonds-Roxboro
- M[me] Marie-Eve Brunet, conseillère d'arrondissement, Arr. de Verdun
- M. Gilles Déziel, conseiller d'arrondissement, Arr. de RDP-PAT
- M[me] Michelle Di Genova Zammit, conseillère d'arrondissement, Arr. d'Anjou
- M[me] Jane Guest, mairesse, Ville de Senneville
- M[me] Marie Potvin, conseillère d'arrondissement, Arr. d'Outremont
- M. Sylvain Ouellet, conseiller de la ville, Arr. de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension
- M[me] Maja Vodanovic, conseillère d'arrondissement, Aarr. de Lachine

Objets d'étude en séances publiques :

- Mandat CM16 0611 : L'aménagement des bâtiments dans une perspective de développement durable sur le territoire de la Ville de Montréal

Objets d'étude en séances de travail :

- L'aménagement des bâtiments dans une perspective de développement durable sur le territoire de la Ville de Montréal : préparation des recommandations
- Mandat CM16 0997 : Évaluer la possibilité de réaliser un projet-pilote de « Water Square » : étude du dossier et préparation des recommandations

Nombre de séances :

- assemblées publiques : 1
- séances de travail : 9

Rapports :

- Rapport et recommandations *« L'aménagement des bâtiments dans une perspective de développement durable sur le territoire de la Ville de Montréal »,* – Dépôt au CM du 24 avril 2017.
- Rapport et recommandations *« Vers de nouvelles solutions en matière de gestion des eaux pluviales : Évaluation de la possibilité de réaliser un projet-pilote de « Water Square » à Montréal »*, – Dépôt au CM du 25 septembre 2017.

Commission sur l’examen des contrats

Mission

La Commission sur l’examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi de ceux-ci. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus. Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils quant à la valeur ou à certaines autres caractéristiques (nombre restreint de soumissions conformes, écarts importants entre l'évaluation initiale et le prix de la soumission retenue, l'octroi à un consortium, etc.).

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le Règlement sur la Commission permanente du conseil municipal sur l'examen des contrats (11-007) et le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008). Compte tenu du caractère confidentiel et stratégique des informations contenues dans une soumission, l'accès aux travaux de la Commission est limité aux personnes concernées pour le traitement du dossier visé. Chaque membre de la Commission est tenu au respect de la plus stricte confidentialité quant aux informations reçues dans le cadre de l'examen d'un dossier.

Membres de la Commission – jusqu’à l’élection générale 2017

- M^{me} Émilie Thuillier, présidente, conseillère de la ville, Arr. d’Ahuntsic-Cartierville
- M^{me} Paola Hawa, vice-présidente, maire, Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue
- M^{me} Karine Boivin Roy, vice-présidente, conseillère de la ville, Arr. de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve (M–HM)
- M^{me} Dida Berku, conseillère municipale, Ville de Côte-Saint-Luc
- M. Richard Celzi, conseiller de la ville, Arr. de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve
- M^{me} Marie Cinq-Mars, mairesse, Arr. d’Outremont
- M. Richard Deschamps, conseiller de la ville, Arr. de LaSalle
- M. Marc-André Gadoury, conseiller de la ville, Arr. de Rosemont – La Petite-Patrie
- M. Luc Gagnon, conseiller d’arrondissement, Arr. de Verdun (mandat débuté en mars 2017)
- M. Manuel Guedes, conseiller d’arrondissement, Arr. de RDP – PAT
- M^{me} Louise Mainville, conseillère de la ville, Arr. Le Plateau-Mont-Royal (mandat terminé en février 2017)
- M^{me} Lili-Anne Tremblay, conseillère d’arrondissement, Arr. de Saint-Léonard

Objets d’étude en séance publique :

Cette commission ne tient pas de séances publiques.

Objets d’étude en séances de travail :

La Commission étudie divers contrats qui lui sont soumis par le comité exécutif et qui répondent aux critères d’examen définis par les résolutions CM11 0202 et CG11 0082.

Nombre de séances :

- assemblée publique : 0
- séances de travail : 25

Répartition des contrats étudiés en 2017 selon les critères d'examen*
(au 25 septembre)

Critères d'examen	Nombre de contrats
Contrats de plus de 10 M$	29
Contrats de biens et services ou d'exécution de travaux d'une valeur de plus de 2 M$	
• Une seule soumission conforme reçue à un appel d'offres	5
• Aucun appel d'offres effectué – fournisseur considéré unique	2
• Contrat accordé à un consortium	0
• Écart de prix de 20 % entre l'adjudicataire et le 2e plus bas soumissionnaire conforme	7
• Écart de plus de 20 % entre l'estimation et la soumission de l'adjudicataire	30
• L'adjudicataire en est à son 3e octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent	3
• Transaction immobilière conclue de gré à gré à un montant différent de la juste valeur marchande	5
Contrats de services professionnels de plus de 1 M$	
• Une seule soumission conforme reçue à un appel d'offres	7
• Aucun appel d'offres effectué – fournisseur considéré unique	1
• Contrat accordé à un consortium	0
• Écart de prix de 20 % entre l'adjudicataire et le 2e plus bas soumissionnaire conforme ou celui ayant obtenu la 2e meilleure note totale suite à l'utilisation d'une grille d'évaluation	9
• Écart de plus de 20 % entre l'estimation et la soumission de l'adjudicataire	6
• L'adjudicataire en est à son 3e octroi de contrat consécutif pour un contrat récurrent	0
Contrats que le comité exécutif ou un conseil d'arrondissement juge nécessaire de soumettre à la Commission	0

* Plusieurs contrats répondaient à plus d'un critère

Rapports :

- 98 rapports portant sur des mandats reçus du comité exécutif
    - Service des infrastructures, de la voirie et des transports (34)
    - Service des technologies de l'information (18)
    - Service de la gestion et de la planification immobilière (15)
    - Service de l'eau (13)
    - Service de l'approvisionnement (6)
    - Service du matériel roulant et des ateliers (3)
    - Service des grands parcs, du verdissement et du Mont-Royal (2)
    - Arrondissement de Ville-Marie (2)
    - Service de l'environnement (2)
    - Service de la concertation des arrondissements (1)
    - Service des finances (1)
    - Service des ressources humaines (1)

- Commentaires et recommandations *« Commentaires et recommandations faisant suite aux remarques contenues dans le rapport annuel 2016 de la Vérificatrice générale portant sur le mandat de la Commission permanente sur l'examen des contrats »*, – Dépôt au CM du 21 août 2017 et au CG du 24 août 2017.

- Rapport et recommandations *« Bilan de la sixième année d'activité de la Commission permanente sur l'examen des contrats »,* – Dépôt au CM du 27 mars 2017 et au CG du 30 mars 2017.

Commission sur les finances et l'administration

Mission

La Commission sur les finances et l'administration axe ses études sur les enjeux financiers et administratifs d'intérêt pour la Ville et pour l'agglomération de Montréal, incluant les services administratifs et le capital humain. Chaque année, la Commission étudie les prévisions budgétaires des services et organismes de compétence municipale et d'agglomération, le programme triennal d'immobilisations (PTI) et les budgets des sociétés paramunicipales. Elle procède également à l'étude publique du rapport annuel de la vérificatrice générale.

Cette commission se penche également sur divers sujets d'intérêt relatif au fonctionnement administratif de la Ville de Montréal : régimes de retraite; programmes visant la préparation de la relève en main-d'œuvre; processus de préparation et d'étude du budget et du PTI; états financiers annuels; impacts des crises financières sur les finances de la Ville; gestion de la performance et développement des compétences des employés municipaux; évaluation foncière; gestion des immeubles; modalités d'accès aux services et communications entre la Ville et sa population.

Membres de la Commission – jusqu'à l'élection générale 2017

- M. Alan Desousa, président, maire, Arr. de Saint-Laurent
- M^{me} Laurence Lavigne Lalonde, vice-présidente, conseillère de la ville, Arr. de MHM
- M. Georges Bourelle, vice-président, maire, Ville de Beaconsfield
- M^{me} Catherine Clément-Talbot, conseillère de la ville, Arr. de Pierrefonds-Roxboro
- M. Yves Gignac, conseiller d'arrondissement, Arr. de Pierrefonds-Roxboro
- M. Richard Guay, conseiller de la ville, Arr. de RDP–PAT
- M^{me} Justine Mclntyre, conseillère de la ville, Arr. de Pierrefonds-Roxboro
- M. Sylvain Ouellet, vice-président, conseiller de la ville, Arr. de VSMPE
- M^{me} Laura Palestini, conseillère d'arrondissement, Arr. de Lasalle
- M. Dominic Perri, vice-président, conseiller de la ville, Arr. de Saint-Léonard

Objets d'étude en séance publique :

- Étude publique du Rapport du vérificateur général de la Ville de Montréal pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2016

Objets d'étude en séances de travail :

- Présentation du Service des TI, de ses grands projets et de certaines ententes-cadres de services professionnels des TI
- Élaboration de recommandations suite à l'étude publique du Rapport du vérificateur général pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2016
- Fardeau fiscal des OBNL locataires

Nombre de séances :

- Assemblées publiques : 2
- Séances de travail : 5

Rapport :

- Rapport et recommandations « Étude publique du Rapport du vérificateur général de la Ville de Montréal – exercice 2016 », – Dépôt au CM du 21 août 2017 et au CG du 24 août 2017

Commission sur l'inspecteur général

Mission

La Commission permanente sur l'inspecteur général a pour fonction d'étudier toute question se rapportant au mandat de l'inspecteur général et de faire au conseil les recommandations qu'elle juge appropriées. Elle exerce cette fonction soit à la demande du conseil ou du comité exécutif, soit de sa propre initiative.

Les modalités de fonctionnement de la Commission sont prévues dans le Règlement sur la Commission permanente du conseil municipal sur l'inspecteur général (14-013) et le Règlement sur la Commission permanente du conseil d'agglomération sur l'inspecteur général (RCG 14-014). Compte tenu du caractère confidentiel et stratégique des informations échangées, l'accès aux travaux de la Commission est limité aux personnes concernées. Chaque membre de la Commission est tenu au respect de la plus stricte confidentialité quant aux informations reçues.

Membres de la Commission – jusqu'à l'élection générale 2017

- M^{me} Lorraine Pagé, présidente, conseillère de la ville, Arr. d'Ahuntsic-Cartierville
- M. Richard Bergeron, vice-président, conseiller de la ville, Arr. de Ville-Marie
- M. Benoit Dorais, vice-président, maire, Arr. Le Sud-Ouest
- M^{me} Érika Duchesne, vice-présidente, conseillère de la ville, Arr. de Rosemont – La Petite-Patrie
- M. Edgar Rouleau, vice-président, maire, Cité de Dorval
- M^{me} Manon Barbe, mairesse, Arr. de LaSalle
- M. Éric Alan Caldwell, conseiller de la ville, Arr. de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve
- M^{me} Manon Gauthier, conseillère de la ville, Arr. de Verdun
- M. Jean-Marc Gibeau, conseiller de la ville, Arr. de Montréal-Nord
- M. Beny Masella, maire, Ville de Montréal-Ouest
- M^{me} Marie-Andrée Mauger, conseillère d'arrondissement, Arr. de Verdun
- M^{me} Lili-Anne Tremblay, conseillère d'arrondissement, Arr. de Saint-Léonard

Objets d'étude en séance publique :

Cette commission ne tient pas de séance publique.

Objets d'étude en séances de travail :

En raison du caractère confidentiel des informations contenues aux dossiers, l'étude de ceux-ci se déroule à huis clos.

Nombre de séances :

- assemblée publique : 0
- séances de travail : 5

Rapports :

- Commentaires et recommandations faisant suite au mandat reçu du conseil municipal (CM16 1192) portant sur l'élargissement du mandat du Bureau de l'inspecteur général – Dépôt au CM du 27 mars 2017
- Commentaires et recommandations faisant suite au Rapport de recommandations de l'inspecteur général visant divers contrats octroyés (ou prévus d'être octroyés) à l'organisme à but non lucratif Montréal en histoires dans le cadre du 375e anniversaire de Montréal – Dépôt au CG du 30 mars 2017
- Commentaires et recommandations faisant suite au Rapport de l'inspecteur général : Résiliation et recommandations relativement à l'octroi de contrats visant la location de remorqueuses lors d'opérations de déneigement – vigie de la décision du 26 septembre 2016 – Dépôt au CG du 27 avril 2017
- Commentaires et recommandations faisant suite au Rapport de l'inspecteur général sur l'industrie du remorquage déposé au conseil municipal le 24 avril 2017 et au conseil d'agglomération le 27 avril 2017 – Dépôt au CG du 15 juin 2017
- Commentaires et recommandations faisant suite au Rapport annuel de l'inspecteur général pour l'exercice terminé le 31 décembre 2016 – Dépôt au CG du 15 juin 2017
- Commentaires et recommandations faisant suite au Rapport de l'inspecteur général concernant l'octroi d'un contrat pour la fourniture de batteries d'accumulateurs pour véhicules (appels d'offres 15-14023 et 16-15500).- Dépôt au CG du 30 novembre 2017
- Commentaires et recommandations faisant suite au Rapport de l'inspecteur général sur la résiliation du contrat visant la reconstruction de belvédères, de passerelles et de sentiers au parc-nature du Bois-de-l'Île-Bizard (appel d'offres 16-6853) - Dépôt au CG du 30 novembre 2017

Commission de la présidence du conseil

Mission

La Commission de la présidence du conseil s'intéresse aux aspects liés à la démocratie, à la participation citoyenne et au fonctionnement des instances municipales. Périodiquement, elle procède à la révision du Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal (06-051), en plus d'assurer le suivi et la révision du Code d'éthique et de conduite des membres du conseil de la Ville et des conseils d'arrondissement qu'elle a élaboré en 2009. Cette commission permanente a également été associée au processus de sélection du tout premier conseiller en éthique de la Ville de Montréal et, tout récemment, de son successeur qui lui fait annuellement rapport de ses travaux.

La Commission de la présidence du conseil a également procédé à la révision du rôle et des responsabilités des commissions permanentes du conseil. De plus, elle exerce un rôle d'influence auprès des autres commissions en ce qui concerne l'encadrement de certaines pratiques. En outre, la Commission est le partenaire privilégié des trois conseils consultatifs du conseil municipal (Conseil interculturel de Montréal, Conseil jeunesse de Montréal et Conseil des Montréalaises) ainsi que du Bureau de l'ombudsman de Montréal et de l'Office de consultation publique de Montréal.

Membres de la Commission – jusqu'à l'élection générale 2017

- M. Frantz Benjamin, président, conseiller de la ville, arrondissement de VSMPE
- M. Francesco Miele, vice-président, conseiller de la ville, Arr. de Saint-Laurent
- M. Sylvain Ouellet, vice-président, conseiller de la ville, Arr. de VSMPE
- M^{me} Catherine Clément-Talbot, conseillère de la ville, Arr. de Pierrefonds-Roxboro
- M^{me} Mary Deros, conseillère de la ville, Arrondissement de VSMPE
- M. Jean-Marc Gibeau, conseiller de la ville, Arrondissement de Montréal-Nord
- M^{me} Andrée Hénault, conseillère de la ville, Arrondissement d'Anjou
- M. Normand Marinacci, maire, Arrondissement de L'Île-Bizard−Sainte-Geneviève
- M^{me} Louise Mainville, conseillère de la ville, Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal

Objets d'étude en séances publique :

- Rapport annuel 2016 de l'Office de consultation publique de Montréal
- Rapport annuel 2016 de l'Ombudsman de Montréal

Objets d'étude en séances de travail :

- Jeune conseil de Montréal : Présentation des règlements adoptés lors de la 30^{e} simulation tenue du 20 au 22 janvier 2017 ;
- Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) et du SPVM : Présentation de leur bilan annuel respectif (nombre d'événements, accueils, manifestations, incidents, méthodes) et les perspectives pour la gestion des activités de l'hôtel de ville ;
- Bureau de la présidence du conseil : Présentation de l'Aperçu 2016, incluant le bilan d'utilisation du service de halte-garderie à l'hôtel de ville de Montréal ;

- Aide-conseil à l'éthique pour les élu.es et le personnel politique : Présentation du rapport annuel 2016 de Me Guy Gilbert, précisions sur le processus d'embauche en vue de son remplacement et accueil du nouveau conseiller à l'éthique, Me Marc Lalonde;
- Conseil des Montréalaises : Présentation de « La conciliation famille-travail : un défi de taille pour les élu.es de Montréal, recherche exploratoire et avis » déposé au conseil municipal ;
- Activités de communication d'Élection Montréal en vue de favoriser la participation électorale le 5 novembre 2017: Présentation du président et du secrétaire d'élection ;
- Interprétation des propos antiparlementaires et des procédures d'assemblée : Discussion ;
- Rémunération des élu.es : études des impacts des changements fiscaux annoncés ;

Nombre de séances :

- Assemblées publiques : 2
- Séances de travail : 6

Rapport :

- Bilan annuel des activités des commissions permanentes « Les activités des commissions permanentes : Bilan 2016 », – Dépôt au CM du 23 janvier 2017

Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal

Mission

La Commission sur le schéma d'aménagement et de développement de Montréal, créée en 2014 par le conseil d'agglomération conformément à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, chapitre A-19.1), est chargée de l'étude des modifications au schéma d'aménagement et de développement de Montréal.

Membres de la Commission – jusqu'à l'élection générale 2017

- M. Lionel Perez, président, conseiller de la ville, arrondissement de CDN–NDG
- M^{me} Paola Hawa, vice-présidente, maire, Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue
- M^{me} Manon Barbe, mairesse, Arrondissement de LaSalle
- M. Georges Bourelle, maire, Ville de Beaconsfield
- M. Claude Dauphin, maire, Arr. de Lachine
- M. Richard Ryan, conseiller de la ville, Arr. Le Plateau-Mont-Royal
- M^{me} Monique Vallée, conseillère de la ville, Arrondissement de LaSalle

Objet d'étude en séances publiques :

Aucune modification ponctuelle au schéma d'aménagement n'a été présentée en 2017.

Objets d'étude en séances de travail :

Aucune séance tenue en 2017.

Nombre de séances :

- assemblées publiques : 0
- séances de travail : 0

Rapport :

Aucun travaux en 2017.

Commission de la sécurité publique

Mission

En vertu de l'article 73 de la Charte de la Ville de Montréal, la Commission de la sécurité publique a le mandat d'étudier toute question relative au Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) et à la sécurité civile et de faire les recommandations qu'elle juge appropriées au conseil d'agglomération.

La Commission assure le suivi de grands dossiers tels la mise en œuvre du schéma de couverture des services policiers, le Plan directeur en matière de relations avec les citoyens, la brigade urbaine et les centres d'urgence 9-1-1.

Au niveau de la sécurité incendie, la Commission s'intéresse à l'application du plan d'action découlant du schéma de couverture de risques en matière de sécurité incendie, pour les volets intervention et prévention, de même qu'au suivi de l'implantation du programme des premiers répondants ainsi qu'à la réglementation relative à la prévention incendie et aux alarmes non fondées. La Commission reçoit annuellement le bilan des activités du SIM.

En ce qui a trait à la sécurité civile, la Commission assure le suivi du bilan de l'état de préparation de l'agglomération, des mesures d'urgence et plans d'action mis en œuvre par le Centre de sécurité civile dont, à titre d'exemple, les plans particuliers d'intervention relatifs aux crues hivernales et printanières des cours d'eau entourant l'île, à la chaleur accablante ainsi qu'aux pandémies de grippe.

Membres de la Commission – jusqu'à l'élection générale 2017

- M^{me} Anie Samson, présidente, maire, Arrondissement de VSMPE
- M. Alex Norris, vice-président, conseiller de la Ville, Arr. Le Plateau-Mont-Royal
- M. Philippe Roy, vice-président, maire, Ville Mont-Royal
- M. John Belvedere, maire, Ville de Pointe-Claire
- M^{me} Marie-Ève Brunet, conseillère de la ville, Arr. de Verdun
- M. Gilles Déziel, conseiller d'arrondissement, Arr. de RDP–PAT
- Mme Monica Ricourt, conseillère d'arrondissement, MTL-Nord
- M. Edgar Rouleau, maire, Cité de Dorval
- VACANT, poste de représentant du gouvernement du Québec

Objets d'étude en séance publique :

- Plan pour rassurer et améliorer le lien de confiance des citoyens envers le SPVM
- Bilan général des actions de l'agglomération de Montréal pour lutter contre le profilage racial et le profilage social 2012-2016 *(mandat conjoint avec la Commission sur le développement social et la diversité montréalaise)*
- Rapport des activités du Service de sécurité incendie de Montréal et Bilan annuel du Service de police de la Ville de Montréal

Objets d'étude en séances à huis clos :

En raison du caractère confidentiel des informations contenues aux dossiers, l'étude de ceux-ci se déroule huis clos.

Nombre de séances :

- Assemblées publiques : 9
- Séances à huis clos : 18

Rapports :

- Rapport et recommandations « *Bilan général des actions de l'agglomération de Montréal pour lutter contre le profilage racial et le profilage social 2012-2016* » – Dépôt au CM du 25 septembre 2017 et au CAG du 28 septembre 2017

Commission sur le transport et les travaux publics

Mission

La Commission sur les transports et les travaux publics étudie toute question relevant de la compétence de la Ville et de l'agglomération en matière de transport et d'infrastructures des réseaux routiers. La Commission est également en lien avec la Commission des services électriques de Montréal.

Les travaux de cette commission peuvent également porter sur l'étude de dossiers en rapport avec le transport actif et collectif, l'enlèvement de la neige et la propreté de la Ville.

Membres de la Commission – jusqu'à l'élection générale 2017

- M. Michel Bissonnet, président, maire, Arrondissement de Saint-Léonard
- M. Michel Gibson, vice-président, maire, Ville de Kirkland
- M^{me} Marianne Giguère, vice-présidente, conseillère d''arrondissement, Arr. Le Plateau-Mont-Royal
- M. Maurice Cohen, conseiller d'arrondissement, Arr. de Saint-Laurent
- M^{me} Mary Deros, conseillère de la ville, Arrondissement de VSMPE
- M^{me} Suzanne Décarie, conseillère de la ville, Arr. de RDP–PAT
- M. Marc-André Gadoury, conseiller de la ville, Arr. de Rosemont – La Petite-Patrie
- M^{me} Paola Hawa, mairesse, Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue
- M. Pierre L'Heureux, conseiller d'arrondissement, Arr. de Verdun
- M^{me} Monica Ricourt, conseillère d'arrondissement, Arr. de Montréal-Nord
- M. Craig Sauvé, conseiller de la ville, Arrondissement Le Sud-Ouest

Objets d'étude en séances publiques :

- La place du camion dans la Ville, plus précisément un état de situation de la problématique de cohabitation entre les usagers vulnérables et les véhicules lourds en milieu urbain et pistes de solutions dans une optique « Vision Zéro »;
- Motion pour une « Vision Zéro » dans les opérations de déneigement (CM17 0091).

Objets d'étude en séances de travail :

- Mandat CM15 0334 - Déterminer des mesures administratives, fiscales ou incitatives en vue d'accroître l'utilisation du transport collectif et actif par les employés de la Ville de Montréal pour les déplacements domicile-travail - volet municipal

Nombre de séances :

- assemblées publiques : 4
- séances de travail : 4

Rapport :

- Rapport et recommandations *« Cohabitation sécuritaire entre les usagers vulnérables et les véhicules lourds en milieu urbain, dans l'optique de la « Vision zéro » en matière de sécurité routière »* – Dépôt au CM du 15 mai 2017 et au CG du 18 mai 2017

Conclusion

Depuis leur création, il y a 31 ans de cela, les commissions permanentes de la Ville de Montréal ont permis à la population, et ce, qu'il s'agisse de citoyennes et de citoyens ou de membres de la société civiles, gens d'affaires et organismes de représentation citoyenne et de défense de droits, de se prononcer sur différents enjeux et de faire valoir leurs points de vue auprès des personnes élues pour les représenter.

En outre, les efforts déployés visant à susciter la participation citoyenne au débat public se sont multipliés au cours des trente dernières années. D'une part, au palier municipal, des initiatives de participation citoyenne sont menées en arrondissement sur différents sujets sensibles, qui touchent spécifiquement la population locale. À l'échelle de la Ville de Montréal et de l'agglomération de Montréal, ces occasions d'influencer la prise de décision au municipal s'ajoutent donc aux consultations publiques des commissions permanentes, de même qu'à celles de l'OCPM. À cela peuvent également s'ajouter les consultations publiques initiées par la population en vertu du droit d'initiative en matière de consultation publique. Ce ne sont donc pas les occasions qui manquent. C'est pourquoi les outils d'interactions avec les publics et les stratégies de diffusion de l'information doivent continuer de se diversifier et de s'affiner afin de réussir à capter l'intérêt de la population et à la rejoindre en grand nombre et dans toute sa diversité, et ce, dans l'objectif de recueillir l'éventail de points de vue possibles dans le cadre de chacun des processus consultatifs.

Ainsi, il faut pouvoir continuer d'innover pour mettre en place des actions visant à déployer différents moyens de communication en vue d'informer la diversité de citoyennes et de citoyens de la tenue des activités de consultation publique.

Il importe plus que jamais d'identifier les méthodes d'interaction optimales à privilégier pour stimuler la participation citoyenne, notamment, et non limitativement, au moyen des nouvelles technologies. Il s'agit essentiellement de s'assurer de mener des consultations publiques sur des sujets qui interpellent la population et de le faire de la manière la plus pertinente et efficace possibles, en toute transparence, et ce, afin d'assurer la crédibilité de chaque processus de consultation publique. Bien que saluées par plusieurs pour leur souplesse, les nouvelles technologies de l'information soulèvent aussi des questionnements quant aux modalités de cueillette des opinions et des autres données, de même qu'à leur potentiel d'utilisation. Dans ce contexte, il importe de rappeler à la population l'engagement des commissions permanentes à entendre et à prendre en considération tous les points de vue exprimés par chacune des personnes qui prennent part aux exercices de consultation publique et qui prennent la peine de formuler une opinion.

En terminant, le site web des commissions permanentes peut être consulté à l'adresse suivante : www.ville.montreal.qc.ca/commissions. De plus, il est possible de suivre les commissions permanentes sur Twitter et Facebook et de s'abonner à l'infolettre pour recevoir toute l'information concernant les activités de consultation publique.

VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX
(Décret 969-2005)

Article 7.01

EXTRAIT DE PROCÈS-VERBAL

SÉANCE ORDINAIRE du Conseil municipal de Dollard-des-Ormeaux tenue au 12001 boulevard De Salaberry, Dollard-des-Ormeaux, le 16 janvier 2018 à 19 h 30

EXTRACT FROM MINUTES

REGULAR MEETING of the Municipal Council of Dollard-des-Ormeaux held at 12001 De Salaberry Boulevard, Dollard-des-Ormeaux, on January 16, 2018 at 7:30 p.m.

---

18 0125

DEMANDE À LA VILLE DE MONTRÉAL DE RÉVISER SON BUDGET 2018 INFLATIONNISTE

ATTENDU QUE le conseil d'agglomération a déposé, le 10 janvier dernier, son budget 2018 qui, s'il est adopté, se traduira par une augmentation moyenne de 5,3 % des quotes-parts qui seront versées à l'agglomération par les 15 villes de banlieue de l'île de Montréal, soit un montant de trois fois supérieur au taux d'inflation de 1,7 % qui est prévu pour 2018;

ATTENDU QUE ledit budget d'agglomération 2018 a été préparé par la nouvelle administration Plante-Dorais uniquement, sans consultation préalable avec la Ville de Dollard-des-Ormeaux, ni avec aucune autre des villes de banlieue;

ATTENDU QUE l'adoption du budget d'agglomération 2018 tel que proposé se traduira par une augmentation de 2,1 M $ de la quote-part que devra verser la Ville, soit 5,3 % de plus qu'en 2017;

ATTENDU QUE le montant versé par la Ville à l'agglomération en 2017 était de 40,1 M $, soit 47,8 % de son budget total de 83,8 M $ ce qui, de l'avis de la Ville, représente déjà plus que sa juste part des services dispensés par l'agglomération;

ATTENDU QUE le conseil estime que cette nouvelle augmentation de 2,1 M $ de la quote-part à verser à l'agglomération en 2018 est à la fois injuste et tout à fait inacceptable;

Il est
proposé par le Conseiller Johnson
appuyé par le Conseiller Brownstein

QUE le conseil informe la mairesse de Montréal qu'il estime tout à fait inacceptables les augmentations des quotes-parts prévues au budget d'agglomération 2018;

REQUEST FOR THE CITY OF MONTREAL TO REVISE ITS INFLATIONARY 2018 BUDGET

WHEREAS the Agglomeration Council deposited its 2018 Budget on January 10, 2018 which, if adopted, will result in an average increase of 5.3% to the Agglo quotes-parts that will be assessed to the 15 suburban cities on the island of Montreal, an amount three times greater than the 1.7% rate of inflation projected for 2018;

WHEREAS said 2018 Agglomeration Budget was prepared by the new Plante-Dorais administration without any prior consultation with the City of Dollard-des-Ormeaux or any of the other suburban cities;

WHEREAS adoption of the proposed 2018 Agglomeration Budget will result in a 2.1 M$ increase in the quote-part that will be assessed to the City (5.3% greater than 2017);

WHEREAS the City's payment to the Agglomeration in 2017 was 40.1 M $ (47.8% of the total City budget of 83.8 M$) which, in Council's opinion, is already more than its fair share for services rendered by the Agglomeration;

WHEREAS the Council finds this new 2.1 M$ increase in the 2018 Agglo quote-part both unfair and totally unacceptable;

It is
moved by Councillor Johnson
seconded by Councillor Brownstein

THAT Council advise the Mayor of Montreal that it finds the proposed increase in the 2018 Agglomeration quotes-parts totally unacceptable; and

... 2

(signé) Alex Bottausci
Maire / Mayor

(signé) Sophie Valois
Greffière / City Clerk

COPIE CONFORME, le 17 janvier 2018

Sophie Valois, Greffière / City Clerk

VILLE DE DOLLARD-DES-ORMEAUX
(Décret 969-2005)

EXTRAIT DE PROCÈS-VERBAL

SÉANCE ORDINAIRE du Conseil municipal de Dollard-des-Ormeaux tenue au 12001 boulevard De Salaberry, Dollard-des-Ormeaux, le 16 janvier 2018 à 19 h 30

EXTRACT FROM MINUTES

REGULAR MEETING of the Municipal Council of Dollard-des-Ormeaux held at 12001 De Salaberry Boulevard, Dollard-des-Ormeaux, on January 16, 2018 at 7:30 p.m.

---

18 0125 (suite)

QUE le conseil accorde son appui sans réserve au maire Bottausci et à ses collègues maires de l'Association des municipalités de banlieue dans leurs efforts concertés de collaboration avec l'administration Plante-Dorais pour réexaminer le budget d'agglomération 2018 et y apporter les rajustements nécessaires afin qu'il se traduise par une augmentation moyenne des quotes-parts ne dépassant pas le taux d'inflation prévu en 2018; et

THAT Council render its full support to Mayor Bottausci and his fellow mayors of the Association of Suburban Municipalities in their collective efforts to collaborate with the Plante-Dorais administration to reexamine the 2018 Agglomeration Budget and make the necessary adjustments that will result in an average budget increase to our quotes-parts that will not exceed the projected 2018 rate of inflation; and

QUE des copies de la présente résolution soient envoyées à la Ville de Montréal, à M. Carlos Leitão, député de Robert-Baldwin et ministre des Finances, et à M. Martin Coiteux, Ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et ministre responsable de la région de Montréal.

THAT copies of this resolution be sent to the City of Montreal, Mr. Carlos Leitão, MNA for Robert-Baldwin and Minister of Finance, and Mr. Martin Coiteux, Minister of Municipal Affairs and Land Occupancy and Minister responsible for the Montréal region.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

CARRIED UNANIMOUSLY

SD2018-100-0013

(signé) Alex Bottausci
Maire / Mayor

(signé) Sophie Valois
Greffière / City Clerk

COPIE CONFORME, le 17 janvier 2018

Sophie Valois, Greffière / City Clerk

Article 7.02

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE CÔTE-SAINT-LUC

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL, TENUE LE LUNDI 15 JANVIER 2018, AU 5801, BOULEVARD CAVENDISH, À CÔTE-SAINT-LUC, À 20 H

180102
ADOPTION D'UNE RÉSOLUTION VISANT À REJETER LE BUDGET D'AGGLOMÉRATION 2018 TEL QUE PROPOSÉ

ATTENDU QUE le conseil d'agglomération a déposé, le 10 janvier dernier, son budget 2018 qui, s'il est adopté, se traduira par une augmentation moyenne de 5,3 % des quotes-parts qui seront versées à l'agglomération par les 15 villes de banlieue de l'île de Montréal, soit un montant de trois fois supérieur au taux d'inflation de 1,7 % qui est prévu pour 2018;

ATTENDU QUE ledit budget d'agglomération 2018 a été préparé par la nouvelle administration Plante-Dorais uniquement, sans consultation préalable avec la Ville de Côte Saint-Luc (« Ville ») ni avec aucune autre des villes de banlieue;

ATTENDU QUE, le 2 août 2017, le MAMOT a publié de nouvelles règles permettant d'établir la quote-part annuelle selon le « potentiel fiscal » pour toutes les municipalités desservies par l'agglomération de Montréal;

ATTENDU QU'en septembre 2017, la Ville a reçu un remboursement de quote-part de 798 541 $ de la Ville de Montréal en vertu des nouvelles règles, et qu'elle prévoyait un remboursement additionnel d'approximativement 872 000 $ pour l'année financière 2018, totalisant une réduction de quote-part d'approximativement 1 671 000 $ en 2018;

ATTENDU QUE la Ville a déterminé que le montant de quote-part pour l'année 2018, d'après le remboursement susmentionné, serait basé sur 27 172 000 $, plus une augmentation d'indexation raisonnable;

ATTENDU QUE la Ville a prévu dans son budget une augmentation d'indexation de 2% (500 000 $) pour la quote-part générale basée sur le taux d'inflation estimé pour 2018;

ATTENDU QUE l'adoption du budget d'agglomération 2018 tel que proposé se traduira par une augmentation de 1 818 000 $ dans la quote-part versée par la Ville, soit 6,7 % de plus que le montant déterminé par la Ville avant l'augmentation d'indexation;

ATTENDU QUE le montant versé par la Ville à l'agglomération en 2017 était de 28 002 790 $, soit 40 % de son budget total de 68 M $, ce qui, de l'avis du Conseil, représente déjà plus que sa juste part pour les services dispensés par l'agglomération;

ATTENDU QUE le Conseil estime que cette nouvelle augmentation de 1,8 M $ dans la quote-part à verser à l'agglomération pour l'année 2018 est à la fois injuste et tout à fait inacceptable;

Il fut

PROPOSÉ PAR LE CONSEILLER STEVEN ERDELYI
APPUYÉ PAR LA CONSEILLÈRE RUTH KOVAC

EXTRAIT CONFORME

Me Frédérique Bacal
Assistante-greffière

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE DE CÔTE-SAINT-LUC

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL, TENUE LE LUNDI 15 JANVIER 2018, AU 5801, BOULEVARD CAVENDISH, À CÔTE-SAINT-LUC, À 20 H

ET RÉSOLU :

«QUE le Conseil informe la mairesse de Montréal qu'il estime tout à fait inacceptable l'augmentation des quotes-parts prévues au budget d'agglomération 2018;

QUE le Conseil accorde son appui au maire Mitchell Brownstein et à ses collègues maires de l'Association des municipalités de banlieue dans leurs efforts concertés de collaboration avec l'administration Plante-Dorais pour réexaminer le budget d'agglomération 2018 et y apporter les ajustements nécessaires afin qu'il se traduise par une augmentation moyenne des quotes-parts ne dépassant pas le taux d'inflation prévu en 2018;

QUE copie de la présente résolution soit transmise au député de D'Arcy McGee, M. David Birnbaum, et au Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.»
ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

EXTRAIT CONFORME

Me Frédérique Bacal
Assistante-greffière

Article 7.03

DORVAL

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil du lundi 22 janvier 2018

CM1801 045
5p Résolution visant à rejeter le budget d'agglomération 2018 tel qu'adopté le 10 janvier

Attendu que le conseil d'agglomération a déposé, le 10 janvier dernier, son budget 2018 qui, s'il est adopté, se traduira par une augmentation moyenne de 5,3 % des quotes-parts qui seront versées à l'agglomération par les 15 villes de banlieue de l'île de Montréal, soit un montant de trois fois supérieur au taux d'inflation de 1,7 % qui est prévu pour 2018;

Attendu que ledit budget d'agglomération 2018 a été préparé par la nouvelle administration Plante-Dorais uniquement, sans consultation préalable avec la Cité de Dorval ni avec aucune autre des villes de banlieue;

Attendu que l'adoption du budget d'agglomération 2018 tel que proposé se traduira par une augmentation de 2,9 M $ de la quote-part que devra verser la Cité de Dorval, soit 4.2 % de plus qu'en 2017;

Attendu que le montant versé par la Cité de Dorval à l'agglomération en 2017 était de 69,1 M $, soit 54.9% de son budget total de 125,9 M, ce qui, de l'avis de la Ville, représente déjà plus que sa juste part des services dispensés par l'agglomération;

Attendu que le conseil estime que cette nouvelle augmentation de 2,9 M $ de la quote-part à verser à l'agglomération en 2018 est à la fois injuste et tout à fait inacceptable;

SUR PROPOSITION DU CONSEILLER CHRISTOPHER VON RORETZ
APPUYÉE PAR LE CONSEILLER PAUL TRUDEAU

IL EST RÉSOLU:

Que le conseil municipal de la Cité de Dorval informe la mairesse de Montréal qu'il estime tout à fait inacceptable les augmentations des quotes-parts prévues au budget d'agglomération 2018;

Que le conseil municipal de la Cité de Dorval accorde son appui sans réserve au maire Edgar Rouleau et à ses collègues maires de l'Association des municipalités de banlieue dans leurs efforts concertés de collaboration avec l'administration Plante-Dorais pour réexaminer le budget d'agglomération 2018 et y apporter les rajustements nécessaires afin qu'il se traduise par une augmentation moyenne des quotes-parts ne dépassant pas le taux d'inflation prévu en 2018; et

Que copie de la présente résolution soit envoyée au député de la circonscription de Marquette monsieur François Ouimet et aux journaux locaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

(signé) Edgar Rouleau
Maire

(signé) Chantale Bilodeau
Greffière

2018-01-13306

CITÉ DE DORVAL CITY OF DORVAL
COPIE AUTHENTIQUE
Louise Vinet
Greffière adjointe

N° 13797

RÉSOLUTIONS DU CONSEIL

WESTMOUNT

COUNCIL RESOLUTIONS

RÉSOLUTION N° 2018-01-18

LORS DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE WESTMOUNT TENUE LE 15 JANVIER 2018:

RESOLUTION No 2018-01-18

AT THE REGULAR SITTING OF THE MUNICIPAL COUNCIL OF THE CITY OF WESTMOUNT HELD ON JANUARY 15, 2018:

Sont présents / Were present:

La mairesse / The Mayor : C.M. Smith, présidente / Chairman
Les conseillers / Councillors : A. Bostock
M. Brzeski
P.A. Cutler
M. Gallery
K. Kez
C. Lulham
C. Peart
J. Shamie

Formant le conseil au complet. / Forming the entire council.

22. AFFAIRE NOUVELLE : RÉSOLUTION VISANT À REJETER LE BUDGET D'AGGLOMÉRATION 2018 TEL QUE PROPOSÉ

22. NEW BUSINESS : RESOLUTION TO REJECT THE 2018 AGGLOMERATION BUDGET AS PROPOSED

ATTENDU QUE le conseil d'agglomération a déposé, le 10 janvier dernier, son budget 2018 qui, s'il est adopté, se traduira par une augmentation moyenne de 5,3 % des quotes-parts qui seront versées à l'agglomération par les 15 villes de banlieue de l'île de Montréal, soit un montant de trois fois supérieur au taux d'inflation de 1,7 % qui est prévu pour 2018;

WHEREAS the Agglomeration Council deposited its 2018 Budget on January 10, 2018, which, if adopted, will result in an average increase of 5.3% to the Agglomeration quotes-parts that will be assessed by the 15 suburban cities on the island of Montreal, an amount three times greater than the 1.7% rate of inflation projected for 2018;

ATTENDU QUE ledit budget d'agglomération 2018 a été préparé par la nouvelle administration Plante-Dorais uniquement, sans consultation préalable avec la Ville de Westmount ni avec aucune autre des villes de banlieue;

WHEREAS said 2018 Agglomeration Budget was prepared by the new Plante-Dorais administration without any prior consultation with the City of Westmount or any of the other suburban cities;

ATTENDU QUE l'adoption du budget d'agglomération 2018 tel que proposé se traduira par une augmentation de 3,5M $ de la quote-part que devra verser la Ville, soit 6,7 % de plus qu'en 2017;

WHEREAS adoption of the proposed 2018 Agglomeration Budget will result in a $3.5M increase in the quote-part that will be assessed by the City, which is 6.7% more than in 2017;

ATTENDU QUE le montant versé par la Ville à l'agglomération en 2017 était de 52,7M $, soit 49,8 % de son budget total de 105,8M $, ce qui, de l'avis de la Ville, représente déjà plus que sa juste part des services dispensés par l'agglomération;

ATTENDU QUE le conseil estime que cette nouvelle augmentation de 3,5M $ de la quote-part à verser à l'agglomération en 2018 est à la fois injuste et tout à fait inacceptable.

Il est proposé par la conseillère Kez, appuyé par le conseiller Shamie

QUE le conseil informe la mairesse de Montréal qu'il estime tout à fait inacceptables les augmentations des quotes-parts prévues au budget d'agglomération 2018;

QUE le conseil accorde son appui sans réserve à la mairesse Smith et à ses collègues maires de l'Association des municipalités de banlieue dans leurs efforts concertés de collaboration avec l'administration Plante-Dorais pour réexaminer le budget d'agglomération 2018 et y apporter les rajustements nécessaires afin qu'il se traduise par une augmentation moyenne de nos quotes-parts ne dépassant pas le taux d'inflation prévu en 2018; et

QUE des copies de la présente résolution soient envoyées au président de l'Assemblée nationale et député de la circonscription de Westmount-Saint-Louis, M. Jacques Chagnon, ainsi qu'aux journaux locaux.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

WHEREAS the City's payment to the Agglomeration in 2017 was $52.7M (49.8% of the total City budget of $105.8M) which, in Council's opinion, is already more than its fair share for services rendered by the Agglomeration;

WHEREAS Council finds this new $3.5M increase in the 2018 Agglomeration quote-part both unfair and totally unacceptable.

It was moved by Councillor Kez, seconded by Councillor Shamie

THAT Council advise the Mayor of Montreal that it finds the proposed increase in the 2018 Agglomeration quotes-parts totally unacceptable; and

THAT Council render its full support to Mayor Smith and her fellow mayors of the Association of Suburban Municipalities in their collective efforts to collaborate with the Plante-Dorais administration to reexamine the 2018 Agglomeration Budget and make the necessary adjustments that will result in an average budget increase to our quotes-parts that will not exceed the projected 2018 rate of inflation; and

THAT copies of this resolution be sent to the President of the National Assembly and member for the riding of Westmount-Saint-Louis, Mr. Jacques Chagnon, as well as the local newspapers.

CARRIED UNANIMOUSLY

Christina M. Smith
Mairesse / Mayor

Martin St-Jean
Greffier de la ville / City Clerk

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 07.05

2018/02/22 17:00

(2)

Dossier # : 1180498001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division Stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2017.

Il est recommandé :
de prendre acte du bilan sur le Fonds de contribution à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* en date du 31 décembre 2017.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2018-01-31 17:06

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1180498001**
Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division Stratégies et produits résidentiels
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	Habitation 2015-2020
Objet :	Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2017.

CONTENU

CONTEXTE

En 2005, le comité exécutif adoptait la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* qui constitue l'un des outils de mise en œuvre du Plan d'urbanisme et des orientations de la Ville en matière d'habitation. Au moment de l'adoption de la Stratégie, le contexte juridique ne permettait pas d'exiger l'inclusion de logements abordables par voie réglementaire, ce qui a mené la Ville à adopter une approche incitative. Par ailleurs, le 16 juin 2017, la *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs* a introduit un nouveau pouvoir habilitant dans la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (LAU). Les municipalités du Québec peuvent désormais : « (...) par règlement et conformément à des orientations définies à cette fin dans le plan d'urbanisme, assujettir la délivrance de tout permis pour la construction d'unités résidentielles à la conclusion d'une entente entre le demandeur et la municipalité en vue d'améliorer l'offre en matière de logement abordable, social ou familial ». La Ville a donc mis en place un comité de travail qui se penchera sur cette question.
La Stratégie d'inclusion actuelle vise deux grands objectifs :

· Le maintien de la mixité sociale en encourageant le développement, dans les grands sites, d'une gamme diversifiée de logements pour répondre aux besoins de citoyens ayant des revenus variés, favorisant ainsi la création de communautés mixtes et inclusives ;

· Le soutien de la production de logements abordables, en facilitant la réalisation de logements sociaux et communautaires et en stimulant la production de copropriétés abordables.

Les cibles visées par la Stratégie à son adoption sont l'inclusion de 15 % de logements sociaux et communautaires et de 15 % de logements abordables privés dans le cadre de la réalisation de projets résidentiels de 200 logements et plus nécessitant une modification réglementaire importante. Certains objectifs « familles » ont été ajoutés à la suite de l'adoption de la Politique familiale de Montréal en 2008. Depuis décembre 2015, la Stratégie vise des projets de 100 logements et plus.

Dans le contexte particulier de projets où le promoteur et les autorités de la Ville et de l'arrondissement concerné conviennent qu'il n'est ni souhaitable ni pertinent d'inclure sur site des composantes de logements sociaux et communautaires et de logements abordables privés, ou encore lorsque l'identification de projets hors site s'avère difficile voire impossible, le recours à une contribution financière constitue alors le moyen pour le promoteur de se conformer à la Stratégie d'inclusion.

La création du Fonds permettant la gestion des contributions financières reçues des promoteurs a été autorisée par le comité exécutif le 14 mars 2012 par la résolution CE12 0338. Cette résolution permettait :

1- d'approuver la création d'un Fonds de contribution à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels (« le Fonds »),* afin de favoriser la réalisation de logements sociaux et communautaires, de logements abordables privés et de logements pour familles ;

2- de créer deux comptes de dépôt corporatifs dédiés à cet effet dont un pour le logement social et communautaire et un autre pour le logement abordable privé ou pour familles.

Les objets et principes de base de la Stratégie demeurent inchangés. Elle demeure de nature incitative et vise le développement de logements sociaux et communautaires et de logements abordables privés.

Lors de la création du Fonds, la Direction de l'habitation du Service de la mise en valeur du territoire s'est engagée à informer périodiquement le comité exécutif et les arrondissements des contributions reçues, des sommes affectées et de l'état général du fonds. Des bilans ont été présentés annuellement depuis 2012. Le présent sommaire vise donc à présenter un nouveau bilan en date du 31 décembre 2017.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0068 (2017-03-30) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2016.
CG16 0171 (2015-03-24) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2015.

CM15 1498 (2015-12-14) - Accepter que tous les promoteurs signataires d'ententes comportant l'obligation de réaliser des logements abordables privés puissent se prévaloir, à leur choix, soit des critères tels que stipulés dans leur entente, soit de critères modifiés dans le cadre de l'application de la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans le nouveaux projets résidentiels.

CE15 2254 (2015-12-09) - Adopter les modifications à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels.

CG15 0066 (2015-02-26) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2014.

CG14 0068 (2014-02-27) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2013.

CE13 0439 (2013-04-10) - Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie

d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2012.

CE12 0338 (2012-03-14) - Création d'un Fonds de contribution à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* afin de favoriser la réalisation de logements sociaux et communautaires, de logements abordables privés et de logements pour familles.

CE05 1708 (2005-08-24) - Adoption de *la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels.*

DESCRIPTION

A. Fonctionnement du Fonds de contribution

La dotation du Fonds

Les contributions financières des promoteurs pour le *logement social et communautaire* , résultant d'ententes conclues par la Ville en vertu de la Stratégie d'inclusion, doivent être déposées dans le Fonds, y compris les contributions négociées en arrondissement en vertu de stratégies locales et pour des projets comportant depuis décembre 2015 moins de 100 logements. Chaque contribution doit être accompagnée d'une lettre d'entente entre le promoteur et la Ville ou d'une lettre d'engagement du promoteur confirmant que la contribution est destinée aux seules fins de réalisation de logements sociaux et communautaires.

Les contributions pour le *logement privé abordable ou pour familles* prennent forme lors de l'encaissement par la Ville des lettres de garantie bancaire, fournies par les promoteurs dans le cadre d'accords de développement ou d'ententes d'inclusion pour la réalisation de logements privés abordables ou pour familles, dont les conditions n'ont pas été respectées.

Les contributions financières résultant d'ententes conclues avant la mise sur pied du Fonds doivent aussi y être déposées.

L'utilisation du Fonds

Les sommes versées au Fonds de contribution peuvent servir à deux fins :

1- au développement de logements sociaux et communautaires (en priorité pour l'achat d'immeubles spécifiquement requis pour le développement de nouveaux projets sociaux et communautaires ou, en second lieu, pour compléter le montage financier de projets en élaboration ;

2- au développement de logements privés abordables ou pour familles (pour l'achat d'immeubles destinés au développement de nouveaux logements privés abordables ou pour familles ou pour le financement de subventions pour des projets de logements abordables privés ou pour familles).

Chaque affectation de sommes provenant du Fonds fait l'objet d'un dossier décisionnel préparé par la Direction de l'habitation. Ce dossier fait état des détails du projet auquel les sommes sont destinées. L'arrondissement d'où provient la contribution est invité à intervenir dans le dossier. Cette affectation est approuvée selon les règles de délégation en vigueur.

Le calcul du montant de la contribution pour les logements sociaux et communautaires

La méthode de calcul utilisée pour déterminer le montant de la contribution est basée sur la

différence entre la valeur marchande (prédéterminée) par logement du terrain prêt à construire du secteur moins la capacité de payer des organismes (par logement) pour les projets sociaux subventionnés par le programme AccèsLogis, programme gouvernemental dans le cadre duquel les logements sociaux et communautaires sont réalisés.

B. Bilan du Fonds de contribution au 31 décembre 2017

Logement social et communautai r e

Le solde disponible pour ce volet se chiffrait à 6 553 723 $ le 31 décembre 2016. Au cours de l'année 2017, onze contributions provenant de projets réalisés dans six arrondissements (Ville-Marie, CDN-NDG, Le Sud-Ouest, Rosemont-La-Petite-Patrie, Verdun et Hochelaga-Maisonneuve) ont été reçues pour un total de 4 702 424 $ amenant le total du fonds à un montant de 11 256 147 $. Le tableau présenté en pièce jointe détaille chacune de ces transactions.

Aucun déboursé n'a été fait au cours de l'année.

Un montant de 220 000 $ est réservé pour le projet de la Coopérative d'habitation La Montagne Verte
(CG16 0319 - 19 mai 2016) situé dans l'arrondissement Ville-Marie.
Logement abordable privé

Une contribution de 480 000 $ a été faite en 2017 au profit de l'arrondissement du Sud-Ouest portant le solde disponible pour ce volet à 740 000 $.

JUSTIFICATION

Lors de la création du Fonds de contribution, la Direction de l'habitation s'est engagée à informer annuellement le comité exécutif et les arrondissements sur les contributions reçues, les sommes affectées et l'état général du Fonds.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Au 31 décembre 2017, le solde du Fonds de contribution pour le volet logement social et communautaire était de 11 256 147 $; celui pour le volet logement abordable privé et familles, de 740 000 $.
Le Fonds ne rapporte pas d'intérêts étant donné le caractère transitoire des sommes qui y sont déposées et du fait qu'il n'a pas été créé par règlement. Ces comptes ne sont pas des réserves financières ni des fonds réservés. Légalement , aucun intérêt n'est calculé sur des comptes de dépôts.

Les deux comptes corporatifs liés au Fonds de contribution à la *Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels* sont sous la gouverne du Service des finances. La Direction de l'habitation tient à jour mensuellement un rapport détaillé (auxiliaire) pour chacun des deux comptes qui fait état de la dotation et de l'utilisation des fonds par arrondissement.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La création d'un Fonds de contribution, comme instrument de mise en oeuvre de la Stratégie d'inclusion, s'inscrit dans l'orientation du Plan de développement durable visant à assurer la qualité des milieux de vie résidentiels. Le Fonds permet d'accueillir les contributions qui seront ultérieurement utilisées afin de réaliser des logements sociaux et communautaires ainsi que des logements abordables privés dont l’un des objectifs est de

réduire le solde migratoire entre Montréal et sa périphérie en retenant des jeunes ménages familiaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le Fonds permet d'accepter et de disposer, en toute transparence, des contributions lorsque l'inclusion de logements abordables sur site ou hors site n'est pas possible.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y aura pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le prochain bilan sera préparé en date du 31 décembre 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectués, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Christian BORYS)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-Claude GIRARD
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 2-3323
Télécop. : 2.3883

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-15

Julia DAVIES
c/d Division de la planification des stratégies résidentielles

Tél : 514 872-9513
Télécop. : 514 872-3883

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Marianne CLOUTIER
Directrice - Habitation
Tél : 514 872-3882
Approuvé le : 2018-01-30

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Luc GAGNON
Directeur de service
Tél : 514 872-5216
Approuvé le : 2018-01-31

Service de la mise en valeur du territoire
Direction de l'habitation

Fonds de contribution à l'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels
État de situation - 31 décembre 2017

	Ahuntsic-Cartierville	CDN-NDG	Le Sud-Ouest	Rosemont-La-Petite-Patrie	Ville-Marie	Villeray-St-Michel-Parc-Extension	Saint-Léonard	Verdun	Plateau Mont-Royal	Hochelaga-Maisonneuve	TOTAL
Volet Logement social et communautaire											
Solde au 31 décembre 2016	500 000 $	599 250 $	2 007 626 $	198 803 $	1 984 244 $	51 500 $	600 000 $	117 300 $	495 000 $	- $	6 553 723 $
Contributions approuvées par CM/CG, versées en 2017 à un projet de logement social (montant déboursé)											
- Aucune	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	0 $
Sous-total	- $	0 $	- $	- $	0 $	- $	- $	- $	- $	- $	0 $
Contributions reçues en 2017											
- Projet Vue	- $	858 500 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	858 500 $
- 280, rue de la Montagne	- $	- $	546 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	546 000 $
- Griffntown îlot Ste-Anne,bloc 3	- $	- $	294 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	294 000 $
- Norampac	- $	- $	- $	55 342 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	55 342 $
- Quad Windsor -Tour des Canadiens 2	- $	- $	- $	- $	698 182 $	- $	- $	- $	- $	- $	698 182 $
- Le Bourbon Ste-Catherine	- $	- $	- $	- $	369 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	369 000 $
- Union sur le Parc- Séminaire des Franciscains	- $	- $	- $	- $	1 798 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	1 798 000 $
- 205-207, rue Rielle	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	4 600 $	- $	- $	4 600 $
- 380, rue Wilibrord	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	23 000 $	- $	- $	23 000 $
- 3299-3309, rue de Verdun	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	13 800 $	- $	- $	13 800 $
- Le Botanik	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	42 000 $	42 000 $
Sous-total	- $	858 500 $	840 000 $	55 342 $	2 865 182 $	- $	- $	41 400 $	- $	42 000 $	4 702 424 $
Solde au compte au 31 décembre 2017	**500 000 $**	**1 457 750 $**	**2 847 626 $**	**254 145 $**	**4 849 426 $**	**51 500 $**	**600 000 $**	**158 700 $**	**495 000 $**	**42 000 $**	**11 256 147 $**
Contributions réservées par CM/CG mais non encore versées											
- Coopérative d'habitation La Montagne Verte (CG16 0319)	- $	- $	- $	- $	(220 000) $	- $	- $	- $	- $	- $	(220 000 $)
Sous-total	- $	0 $	- $	- $	(220 000) $	- $	- $	- $	- $	- $	(220 000 $)
Solde disponible au 31 décembre 2017	**500 000 $**	**1 457 750 $**	**2 847 626 $**	**254 145 $**	**4 629 426 $**	**51 500 $**	**600 000 $**	**158 700 $**	**495 000 $**	**42 000 $**	**11 036 147 $**
Volet Logement abordable privé et familles											
Solde au 31 décembre 2016	- $	- $	- $	260 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	260 000 $
Contributions versées ou reçues durant l'année 2017											
- Griffintown phases II et III	- $	- $	480 000 $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	- $	480 000 $
Solde au compte au 31 décembre 2017	**- $**	**- $**	**480 000 $**	**260 000 $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**- $**	**740 000 $**

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1180498001

Unité administrative responsable :	Service de la mise en valeur du territoire , Direction de l'habitation , Division Stratégies et produits résidentiels
Objet :	Dépôt du bilan sur le Fonds de contribution à la Stratégie d'inclusion de logements abordables dans les nouveaux projets résidentiels en date du 31 décembre 2017.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1180498001 Bilan fonds logements abordables.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Christian BORYS
Conseiller budgétaire

Tél : 514 872-5676

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-18

Jacques BERNIER
Chef de division - Point de service - Développement
Tél : 514-872-3417
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.01

2018/02/22
17:00

(1)

Dossier # : 1177383003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projets Réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Hydro-Québec, fournisseur unique, pour la fourniture et l'installation d'une nouvelle ligne d'alimentation électrique de 25 kV pour la station de pompage Closse, pour une somme maximale de 382 344,38 $, taxes incluses.

Il est recommandé :
1 - d'accorder, conformément à la loi, un contrat de gré à gré à Hydro-Québec, pour la fourniture et l'installation d'une nouvelle ligne d'alimentation électrique de 25 kV pour la station de pompage Closse, au prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 382 344,38 $, taxes incluses, conformément à l'offre de service en date du 10 novembre 2017;

2 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2018-01-19 10:25

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177383003**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projets Réservoirs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat à Hydro-Québec, fournisseur unique, pour la fourniture et l'installation d'une nouvelle ligne d'alimentation électrique de 25 kV pour la station de pompage Closse, pour une somme maximale de 382 344,38 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

Le présent dossier fait partie intégrante du projet de mise à niveau de la station de pompage Closse située au 1000 rue Lambert-Closse dans l'arrondissement de Ville-Marie . La station sert de relève aux stations de pompage McTavish et Châteaufort pour l'alimentation en eau du centre de l'île de Montréal et du réservoir Vincent d'Indy. La station Closse sera utilisée en continu pendant la période de grande consommation d'eau durant les travaux de mise à niveau de la station de pompage McTavish, prévue en 2021.
Dans le cadre du contrat de mise à niveau de la station de pompage Closse, des frais incidents de 642 353,83 $ (taxes incluses) ont été autorisés afin de couvrir entre autre les coûts associés à la mise en place de nouveaux câbles et de massifs électriques pour la nouvelle alimentation électrique de la station Closse. Ces travaux doivent être effectués par Hydro-Québec à titre de fournisseur unique.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0309 - 24 août 2017 - Accorder un contrat à Procova Inc. pour la réalisation des travaux nécessaires à la mise à niveau de la station de pompage Closse - Dépense totale de 4 924 712,68 $, taxes incluses - Appel d'offres public 10205 - (4 soumissionnaires).
CG14 0356 - 21 août 2014 - Accorder un contrat à Les Services exp inc. pour les services professionnels d'ingénierie relatifs aux infrastructures municipales et aux équipements connexes de la Direction de l'eau potable, pour une somme maximale de 7 460 722,32 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13413 (6 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat de gré à gré à Hydro-Québec, pour la fourniture et l'installation d'une nouvelle ligne d'alimentation électrique de 25 kV pour la station de pompage Closse.
Suite aux modifications apportées au réseau de distribution d'Hydro-Québec, qui passera à 25 kV dans la zone où se trouve la station de pompage Closse, et pour se conformer à ces changements, l'entrée électrique de la station passera de 12 kV à 25 kV. Les travaux sont sommairement décrits ci-dessous :

- Retrait des câbles d'alimentation 12 kV pour l'installation existante;
- construction de nouveaux massifs de conduits souterrains (travaux civils exécutés par la Commission des services électriques de Montréal CSEM);
- fourniture et installation de câbles moyenne tension 25 kV ,du puits d'accès d'Hydro-Québec situé sur la rue Atwater jusqu'au cabinet de sectionnement (CSI) ;
- fourniture et installation d'un cabinet de sectionnement ;
- branchement souterrain par Hydro-Québec .

JUSTIFICATION

Hydro-Québec est la seule organisation à intervenir sur le réseau électrique au Québec pour effectuer des raccordements électriques à son réseau; l'estimation finale des coûts est effectuée par cette dernière puis transmise au demandeur pour approbation et signature sous forme d'entente préalable aux travaux (voir lettre d'acceptation en pièce jointe). Suite à l'approbation de la dépense par la Ville, Hydro-Québec procédera à l'exécution de ces travaux .

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total des travaux estimé par Hydro-Québec (voir lettre d'acceptation en pièce jointe) est de 382 344,38 $, taxes incluses.

La dépense de 382 344,38 $, taxes incluses, représente un coût net de 349 131,38 $, lorsque diminuée des ristournes fédérales et provinciales.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.*

Les crédits requis pour financer la dépense proviennent des incidences du contrat accordé à Procova Inc. par la résolution CG17 0309 du 24 août 2017.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La gestion des infrastructures de production de l'eau potable répond à l'une des priorités du *Plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l'eau ».*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces travaux sont requis afin de permettre le fonctionnement de la station de pompage Closse et l'installation des infrastructures requises pour la nouvelle alimentation de 25 kV.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Octroi du contrat : Février 2018
Début des travaux : Mars 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sophie VOYER, Service des communications
Marie DESORMEAUX, Service des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Kamen RAEV
Ingénieur

Tél : 514-872-9288
Télécop. : 514-872-2898

Jean-Christophe DAMÉ
Chef de section

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-21

Marie-Josée M GIRARD
C/d Projets majeurs

Tél : 514 872-4631
Télécop. : 514-872-2898

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2018-01-10

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2018-01-19

Hydro Québec Distribution

Gatineau, le 10 Novembre 2017

201, rue Jarry Ouest
Montréal, Québec H2P1S7
Tél.: (514) 385-8888 #3521
Téléc.:
C.élec.: Romeo.Cristobal@hydro.qc.ca

VILLE DE MONTREAL
303 - 003E Notre-Dame Est
Montréal QC
H2Y 3Y8

Ci-après le « demandeur »

Acceptation de travaux au coût estimé (DCL-21758535)

Madame, Monsieur,

Nous vous faisons parvenir notre estimation du coût des travaux que nous devons exécuter à votre demande.

- ☐ Déplacement de lignes de distribution
- ☐ Enfouissement de lignes de distribution
- ☐ Intervention touchant les services d'éclairage
- ☐ Travaux à proximité des lignes
- ☐ Embellissement des lignes
- ☑ Autre: Intervention au niveau du branchement et travaux civils CSEM

Les travaux auront lieu au 1000, rue rue Lambert-Closse, Montréal (QC), vers le .

Le demandeur s'engage à payer à Hydro-Québec, lorsque cette dernière émettra une facture, le coût estimé des travaux exécutés à sa demande. Les taxes applicables seront calculées au taux en vigueur au moment de la facturation.

Hydro-Québec demeure propriétaire de l'installation et des matériaux nécessaires à l'exécution des travaux.

Le coût de nos travaux est estimé à 332 545,67 $.

Si vous désirez que nous procédions à ces travaux, veuillez nous faire parvenir en guise d'acceptation une copie de cette lettre dûment signée.

Si dans les trente (30) jours suivant l'envoi de cette lettre nous ne recevons aucune réponse de votre part, nous fermerons ce dossier, aucun travail ne sera réalisé et vous serez entièrement responsable de tous les dommages que votre propriété et nos installations pourraient subir par la suite.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec la Clientèle Affaires au 1-800-463-9900.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos meilleurs sentiments.

Cristobal Romeo
Techn. Chef gr Élect Projet

J'accepte qu'Hydro-Québec procède aux travaux décrits plus haut. Je m'engage à acquitter en entier la ou les factures émises en vertu de la présente entente dans les 21 jours suivant la date de facturation. À défaut d'avoir intégralement acquitté toute facture à l'échéance, je dois me considérer comme ayant été mis en demeure de payer. Un tel défaut entraîne l'application des frais d'administration prévus à l'article 12.3 des Tarifs et conditions du Distributeur.

Signature du client (demandeur) Date de signature

Retourner à Cristobal Romeo par télécopieur au ou par courrier au 201, rue Jarry Ouest Montréal, Québec H2P1S7.

c. c. :

Hydro Québec Distribution

Sommaire

Établissement de la contribution aux coûts des travaux

Projet: DCL-21758535
Client payeur: 100017994
Scénario: DCL-21758535

Statut: Approuvé
Date: 2017/11/10

VILLE DE MONTREAL
303 - 003E Notre-Dame Est
Montréal QC H2Y 3Y8

	Aérien		Souterrain		
			Travaux Électriques		Ouvrages Civils
	Installation	Enlèvement	Installation	Enlèvement	
Main-d'oeuvre et équipement					
Main-d'oeuvre pour effectuer les travaux			53 612,40	9 632,00	
Biens et services					
Biens et services fournis par des tiers					20 279,45
Travaux forestiers					
Frais d'acquisition					
Frais de gestion de contrats					
Autres dépenses					
Total cumulatif:			***53 612,40***	***9 632,00***	***20 279,45***
Matériaux					
Matériel requis aux travaux de construction			102 006,58		
Frais d'acquisition			2 040,13		
Frais de gestion des matériaux			12 240,79		
Frais de matériel mineur			7 140,46		
Total cumulatif:			***177 040,36***	***9 632,00***	***20 279,45***
Prov. pour le réinvest. en fin de vie utile			39 657,04		
Frais de gestion des demandes et ingénierie			64 142,43	2 851,07	
Prov. pour l'exploitation et l'entretien futur			18 943,32		
Total cumulatif:			***299 783,15***	***12 483,07***	***20 279,45***
Servitudes					
Acquisition de servitudes					
Frais de gestion des demandes et ingénierie					
Frais de compagnie de communication					
Frais de compagnie de communication					
Travaux à prix unitaires					
Branchement					
Ligne					
Total cumulatif:			***299 783,15***	***12 483,07***	***20 279,45***

Coût total des travaux :	**332 545,67$**
Valeur du réseau de référence :	(0,00$)
Allocation applicable / Autre crédit :	(0,00$)
Contribution globale avant taxes:	**332 545,67$**
TPS (5,00%):	16 627,28$
TVQ (9,975%):	33 171,43$
Total:	**382 344,38$**

Coût des travaux non remboursable : *332 545,67 $*

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177383003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projets Réservoirs
Objet :	Accorder un contrat à Hydro-Québec, fournisseur unique, pour la fourniture et l'installation d'une nouvelle ligne d'alimentation électrique de 25 kV pour la station de pompage Closse, pour une somme maximale de 382 344,38 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Information_comptable_DEP_1177383003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposée au budget
Service des finances
Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Eau/Env.
Tél : (514) 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-10

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère budgétaire
Service des finances

Tél : 514 872-2648
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Eau/Env.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.02

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1174435010

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cité des Arts du cirque
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte de reconnaissance d'un droit de propriété superficiaire, détenu par la Cité des Arts du cirque, portant sur l'immeuble sis au 2345, rue Jarry Est, délimité par les rues Jarry, Paul-Boutet, des Regrattiers, Michel-Jurdant et le boulevard Crémazie, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, connu et désigné comme étant le lot 6 103 891 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-1962-07 (mandat 16-0137-T)

Il est recommandé :

d'approuver un projet d'acte de reconnaissance d'un droit de propriété superficiaire détenu par la Cité des Arts du cirque, portant sur l'immeuble sis au 2345, rue Jarry Est, délimité par les rues Jarry, Paul-Boutet, des Regrattiers, Michel-Jurdant et le boulevard Crémazie, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, connu et désigné comme étant le lot 6 103 891 du cadastre du Québec.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2018-01-18 10:28

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1174435010**
Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cité des Arts du cirque
Projet :	-
Objet :	Approuver un projet d'acte de reconnaissance d'un droit de propriété superficiaire, détenu par la Cité des Arts du cirque, portant sur l'immeuble sis au 2345, rue Jarry Est, délimité par les rues Jarry, Paul-Boutet, des Regrattiers, Michel-Jurdant et le boulevard Crémazie, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, connu et désigné comme étant le lot 6 103 891 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-1962-07 (mandat 16-0137-T)

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er avril 2003, la Ville de Montréal loue à la Cité des arts du cirque (la « Cité »), pour une durée de 25 ans, un emplacement délimité par les rues Jarry, Paul-Boutet, des Regrattiers, Michel-Jurdant et le boulevard Crémazie, désigné par le lot 1 740 693 du cadastre du Québec (l'« Immeuble »), le tout tel qu'illustré par un liséré aux plans en pièces jointes. Un bail avec renonciation au bénéfice de l'accession a été signé à cet effet devant Me Jean R. Roy, notaire, le 1er avril 2003 et publié au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous les numéros 10 496 804 et 20 147 845 (le « Bail »).
Conformément à ses obligations prévues au Bail, la Cité a réalisé la construction et l'aménagement du chapiteau des arts et du pavillon d'accueil (les « Constructions ») ainsi que les aménagements urbains sur l'Immeuble.

Le 29 octobre 2015, à la demande de la Cité, la durée initiale du Bail a été prolongée de 5 ans, de façon à ce qu'il se termine de plein droit et sans avis le 31 mars 2033.

Afin de permettre un meilleur développement et d'optimiser l'utilisation de ses ressources, la Cité désire transformer sa marge de crédit de garantie par les recevables en une marge de crédit avec garantie hypothécaire. Par conséquent, une opération cadastrale a été complétée afin de créer un lot distinct pour les Constructions et aménagements urbains réalisés par la Cité.

Le présent sommaire vise à approuver un acte par lequel la Ville reconnaît que l'autorisation d'ériger les Constructions et aménagements urbains sur l'Immeuble comprenait et emportait la faculté pour la Cité de détenir en pleine propriété, dite superficiaire, ces

Constructions et aménagements urbains, et ce, pendant toute la durée du Bail. Cet acte de reconnaissance d'un droit de propriété superficiaire permettra de rendre les droits de la Cité opposables aux tiers et ainsi permettre à cette dernière de publier, le cas échéant, une hypothèque contre le lot 6 103 891 du cadastre du Québec, correspondant à la propriété superficiaire détenue par la Cité.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

7 novembre 2017 - D1176895054 - D'approuver le projet de remplacement du lot 1 740 693 du cadastre du Québec, situé au sud-est de la rue des Regrattiers et au sud-ouest de la rue Paul-Boutet, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, préparé par monsieur Martin Gascon, arpenteur-géomètre, le 10 mai 2017, minute 14098.
29 octobre 2015 - CG15 0618 - Accepter la proposition présentée par la Cité des arts du cirque de prolonger de 5 ans le bail immobilier visant l'emplacement délimité par les rues Jarry, Paul-Boutet, des Regrattiers, Michel-Jurdant et le boulevard Crémazie, dans l'arrondissement de Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension, entériné par le conseil municipal le 16 décembre 2002 (CM02 0972), de façon à ce qu'il se termine de plein droit et sans avis le 31 mars 2033, le tout sans aucune autre modification à ce document qui demeure applicable dans son intégralité.

16 décembre 2002 - CM02 0972 - Approuver le projet de bail comportant la propriété superficiaire des constructions, par lequel la Ville loue à la Cité des arts du cirque, l'emplacement délimité par les rues Jarry, Paul-Boutet, des Regrattiers, Michel-Jurdant et le boulevard Crémazie, constitué du lot 1 740 693 du cadastre du Québec, et ce, afin de donner suite à l'entente signée avec la ministre d'État à la Culture et aux Communications du Québec et ministre de la Culture et des Communications.

DESCRIPTION

Parmi les engagements mentionnés au Bail, la Cité devait réaliser, au plus tard le 31 mars 2004, les Constructions et aménagements sur l'Immeuble. Le Bail stipule que, pendant la durée dudit Bail, la Ville renonce au bénéfice de l’accession. La Cité est donc propriétaire des Constructions et aménagements urbains qu’elle a réalisés sur l’Immeuble pendant toute la durée du Bail.
Afin de permettre la publication de l’acte de reconnaissance d’un droit de propriété superficiaire, la Ville a procédé à une opération cadastrale du lot 1 740 693 du cadastre du Québec afin de créer trois nouveaux lots distincts, soit :

· le lot 6 103 892, correspondant à une partie du tréfonds détenu par la Ville;

· le lot 6 103 891, correspondant à la propriété superficiaire détenue par la Cité;

· le lot 6 119 947, surplombant la propriété superficiaire, qui demeure la propriété de la Ville.

Au niveau du terme, le droit de propriété superficiaire a été consenti pour un terme maximal équivalent à la durée restante du Bail, soit le 31 mars 2033, sous réserve cependant d'une option de renouvellement du Bail pour une période supplémentaire de 15 ans. À l’arrivée du terme ou de son renouvellement, le cas échéant, la Cité s’engage, conformément au Bail, à céder gratuitement le lot 6 103 891 à la Ville, libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque.

Également, puisque le ministère de la Culture et des Communications a été impliqué dans les ententes pour la création de la Cité des arts du cirque, l'autorisation de celui-ci est requise pour grever les Constructions d'une hypothèque. En pièce jointe, une lettre de ce ministère mentionnant qu'il est favorable, sous réserve de l'approbation de la Ville.

JUSTIFICATION

Considérant les motifs suivants :

· Le recours à une marge de crédit hypothécaire permettra à la Cité un meilleur développement et d'optimiser l'utilisation de ses ressources.

· L'acte de reconnaissance du droit de propriété superficiaire permettra à la Cité d'avoir un droit réel, opposable aux tiers, répondant ainsi à l'exigence de son créancier.

· Toutes les conditions du bail continueront à s'appliquer dans son intégralité.

· La Cité contribue à faire de Montréal une capitale internationale des arts du cirque.

· La Cité n'est pas en défaut de respecter ses obligations contenues au Bail.

Pour ces motifs, il y aurait lieu d'obtenir l'aval des autorités municipales afin d'approuver le projet d'acte.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

L'acte de reconnaissance d'un droit de propriété superficiaire est fait sans contrepartie.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du projet d'acte

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Caroline BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Michèle PICARD, Service de la culture
Marc-André HERNANDEZ, Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension
Daniel BROUSSEAU, Service des infrastructures_voirie et transports

Lecture :

Daniel BROUSSEAU, 12 janvier 2018
Michèle PICARD, 7 novembre 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Dany LAROCHE
Conseiller en immobilier

Tél : 514 872-0070
Télécop. : 514 872-8350

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-26

Denis SAUVÉ
Chef de division

Tél : 514 872-2125
Télécop. : 514 872-8350

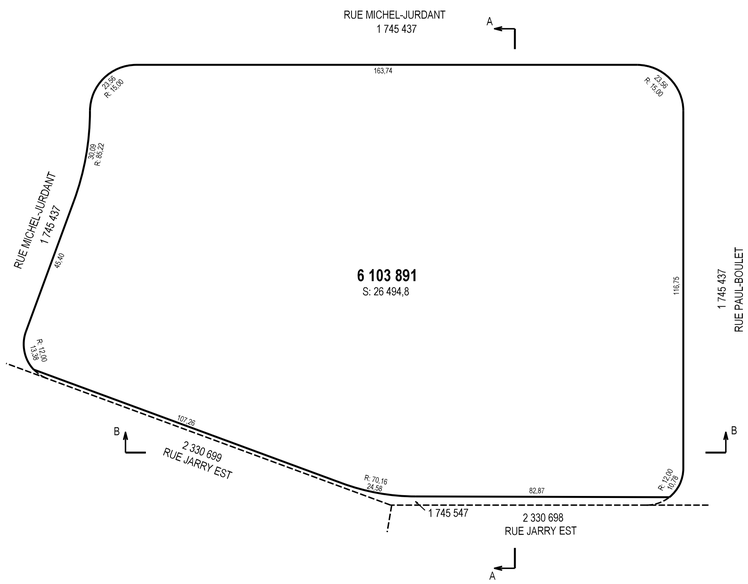
APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières et de la sécurité
Tél : 514 868-3844
Approuvé le : 2018-01-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

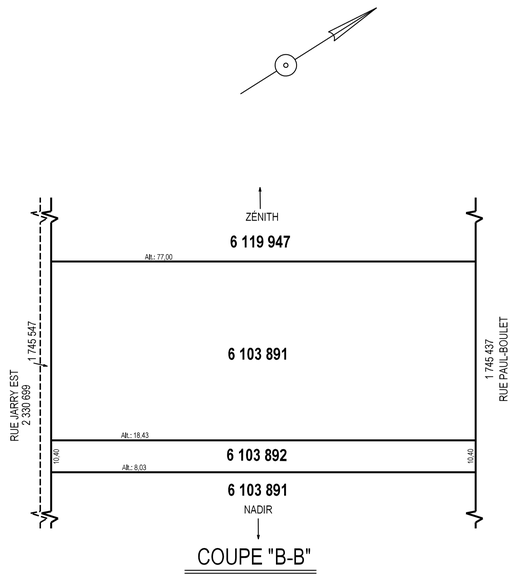
Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2018-01-17

PLAN CADASTRAL

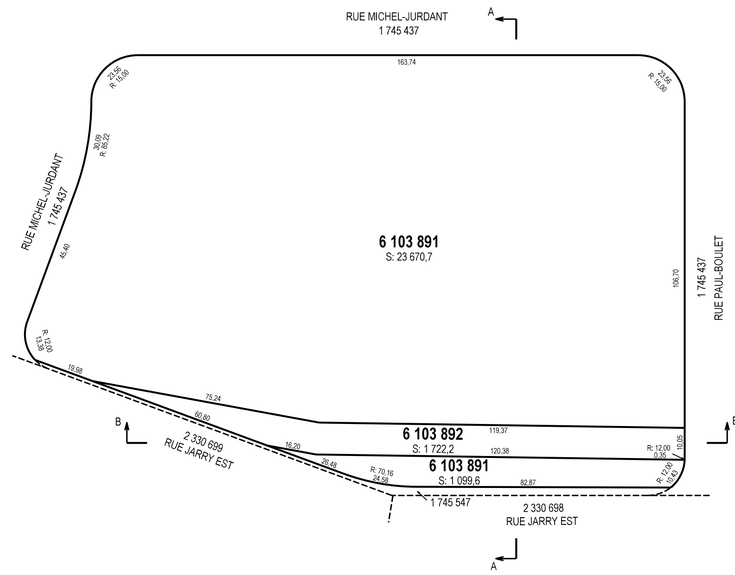


VUE EN PLAN DU LOT 6 103 891

DU NADIR À L'ALTITUDE 8,03

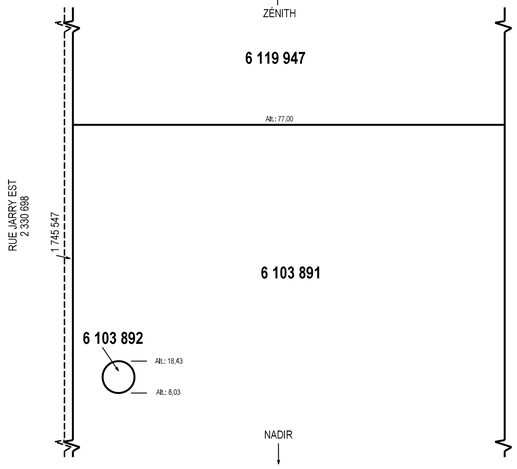


COUPE "B-B"

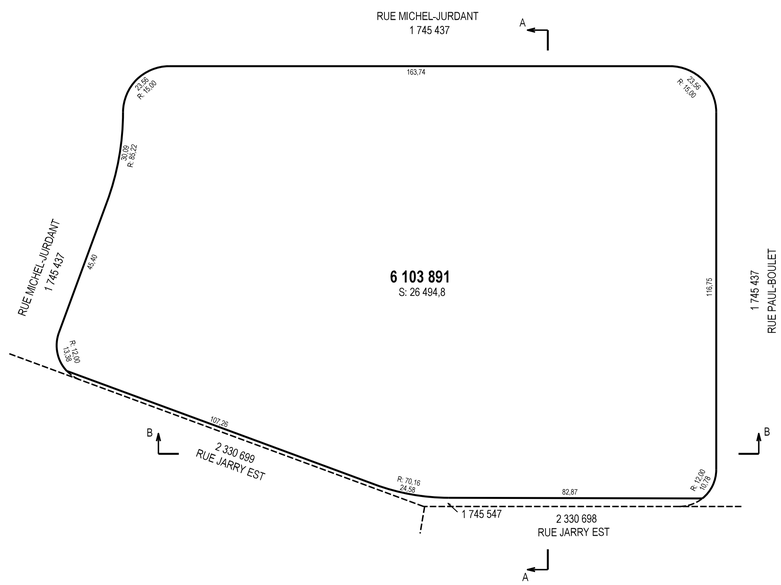


VUE EN PLAN DES LOTS 6 103 891 ET 6 103 892

DE L'ALTITUDE 8,03 À L'ALTITUDE 18,43

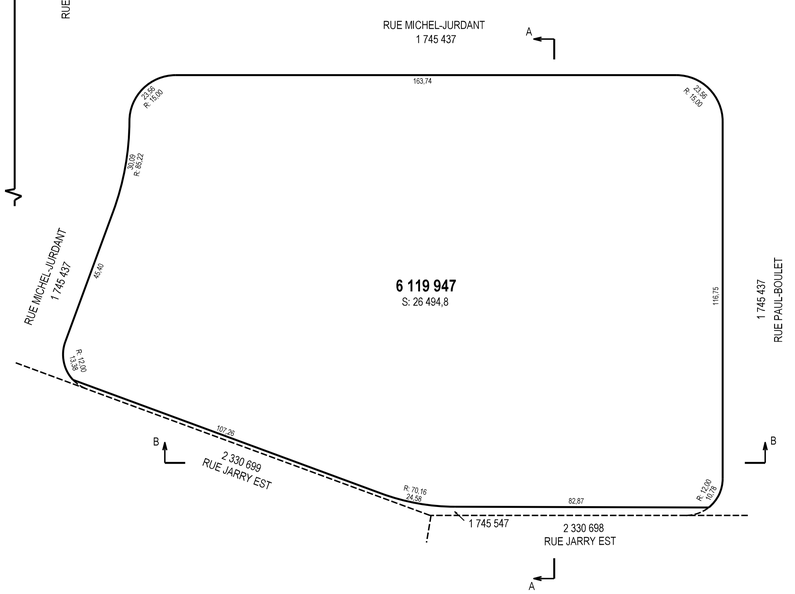


COUPE "A-A"



VUE EN PLAN DU LOT 6 103 891

DE L'ALTITUDE 18,43 À L'ALTITUDE 77,00



VUE EN PLAN DU LOT 6 119 947

DE L'ALTITUDE 77,00 JUSQU'AU ZÉNITH

Lots représentés sur ce feuillet (en totalité ou en partie) :
6 103 891 à 6 103 892 et 6 119 947

PLAN CADASTRAL COMPLÉMENTAIRE : PC-39346

FEUILLET
1 DE 1

DOSSIER: 1152832 ÉCHELLE: 1:1000

- Limite de lot
- Limite de lot bornant
- Différence d'altitude
- Différence de hauteur
- Ouverture au plancher
- Ouverture au plafond
- Périmètre extérieur du bâtiment

PORTÉE DU CADASTRE :
Le plan cadastral immatricule les immeubles en les situant en position relative, en indiquant leurs limites, leurs mesures et leur contenance. Il est présumé exact. De plus, dans le cadastre du Québec, la présomption d'exactitude qui s'attache au plan cadastral et qui est prévue au deuxième alinéa de l'article 3027 C.c.Q. reçoit application. Cependant, cette présomption est simple, c'est-à-dire qu'elle peut être détruite par la preuve contraire.

DOCUMENT JOINT :
Un document joint complète ce plan cadastral.

Les mesures indiquées sur ce document sont exprimées en unités du système international.

Les altitudes orthométriques inscrites sur ce plan sont en référence au Datum CGVD2013.

CADASTRE VERTICAL

PLAN CADASTRAL COMPLÉMENTAIRE
CADASTRE DU QUÉBEC

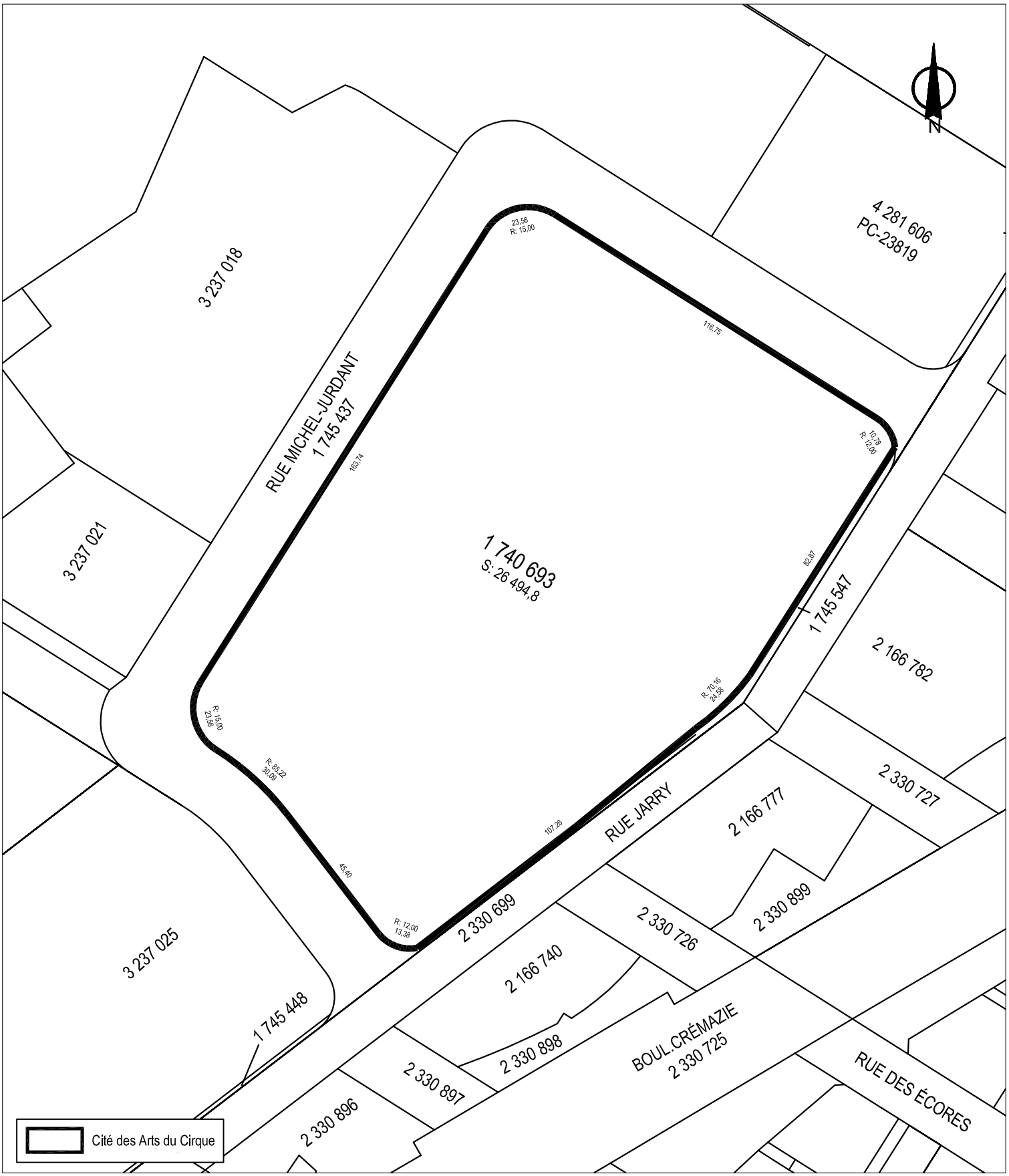
Circonscription foncière: Montréal
Municipalité(s): Montréal (Ville)

Fait conformément aux dispositions de l'article (des articles) 3043, al.1 C.c.Q.

Préparé à Montréal
Signé numériquement par: Martin Gascon
a.-g. (matricule 2409)
Minute: 14098 datée du 10 mai 2017
Dossier a.-g.: 1705-24

Copie authentique de l'original, le

Pour le ministre



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Plan C : plan de cadastre
Dossier : 31H05-005-1962-07
Production : CL
Échelle : 1:1500
Date : 22-07-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.



SERVICE DE LA GESTION ET DE LA PLANIFICATION IMMOBILIÈRE
DIVISION ÉVALUATION ET TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES
SECTION TRANSACTIONS IMMOBILIÈRES

Villeray
Saint-Michel
Parc-Extension
Montréal

Plan P : photo aérienne
Dossier : 31H05-005-1962-07
Production : CL
Échelle : -
Date : 22-07-15

Les informations contenues dans le présent document sont fournies sous toutes réserves et à titre indicatif uniquement.

Ministère
de la Culture et
des Communications
Québec
Direction générale de Montréal

Le 29 juin 2017

Monsieur Stéphane Lavoie
Directeur général
Cité des arts du cirque
2345, rue Jarry Est
Montréal (Québec) H1Z 4P3

Objet : Demande d'autorisation d'aliénation des droits relatifs aux immeubles

Monsieur le Directeur général, Stéphane

Nous accusons réception de la lettre du 2 mai 2017 dans laquelle vous faites part au Ministère de votre intention de transformer la marge de crédit garantie par les recevables de la TOHU en une marge de crédit avec garantie hypothécaire.

Tel que le stipule l'article 4.17 de la convention qui lie votre organisme à la Ville et au Ministère, une autorisation des bailleurs de fonds est requise pour procéder à ce changement. Puisque cette modification vous permettrait d'optimiser l'utilisation de vos ressources financières et que vous avez déjà reçu l'approbation de la Fédération des Caisses populaires, le Ministère est favorable à cette demande, sous réserve de l'approbation de la Ville de Montréal.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

La directrice générale,

Hélène Binette

Hélène Binette

480, boul. Saint-Laurent, bureau 600
Montréal (Québec) H2Y 3Y7
Téléphone : 514 873-2255
Télécopieur : 514 864-2448
Courriel : dm@mcc.gouv.qc.ca
www.mcc.gouv.qc.ca

Index des immeubles

Circonscription foncière :	Montréal	**Dates de mise à jour du Registre**	
Cadastre :	Cadastre du Québec	**Droits :**	2015-06-
Lot :	1 740 693	**Radiations :**	2015-05-
Date d'établissement :	2000-11-06 Soumis à l'article 19 de la Loi sur le cadastre		
Plan :	Liste des plans		
Concordance :			

Date de présentation	Numéro d'inscription	Nature de l'acte	Qualité	Nom des parties	Remarques	Avis d'adresse	
2014-02-13	20 559 293	Hypothèque	Créancier Constituant	CAISSE D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE DESJARDINS CITÉ DES ARTS DU CIRQUE	1 500 000,00 $	6 001 059	
2013-07-25	20 147 845	Bail immobilier	Locataire Locateur	CITÉ DES ARTS DU CIRQUE VILLE DE MONTRÉAL			
2013-07-25	20 147 845	Servitude	Requérant	VILLE DE MONTRÉAL			
2004-09-21	11 714 509	Hypothèque légale (construction)	Créancier Débiteur	Solotech Inc. Cité des Arts du Cirque	518 895,53 $		T
2004-07-21	11 554 752	Hypothèque	Créancier Constituant	CAISSE D'ÉCONOMIE DESJARDINS DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS (QUÉBEC) CITÉ DES ARTS DU CIRQUE	3 000 000,00 $	6 001 059	T
2004-02-09	11 066 964	Préavis d'exercice d'un droit hypothécaire Vente sous contrôle de Justice	Créancier Débiteur	Groupe Dubé et Associés Cité des Arts du Cirque	Réf. : 10 990 348		T
2003-12-24	10 990 348	Hypothèque légale (construction)	Créancier Débiteur	Groupe Dubé et Associés Inc. Cité des Arts du Cirque	220 204,12 $	6 095 986	T
2003-06-17	10 496 804	Avis de bail	Locataire Locateur	Cité des Arts du Cirque Ville de Montréal		6 019 444	
2000-11-06	À 09:00.DEPOSE, CF.LOT (S) REMPLACE (S), (RENOVATION) PTIE 336, PTIE 337, PTIE 338 PAROISSE DE SAULT-AU-RECOLLET						

2013 -07- 25 9:40
Heure ; minute

20 147 845 1020118002

CODE : NR 1180

L'AN DEUX MILLE TROIS, ----------

le premier avril.

Devant Me Jean R. ROY, notaire à Montréal, province de Québec, Canada.

COMPARAÎSSENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier janvier deux mille deux (2002) en vertu de la Charte de la Ville de Montréal (L.R.Q., c. C-11.4), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Suzanne JOBIN, avocate et greffière-adjointe par intérim, ----------

dûment autorisé(e) aux présentes en vertu de la Charte de la Ville de Montréal et des documents suivants:

a) la résolution CM02 0079, adoptée par le conseil municipal à sa séance du vingt-cinq mars deux mille deux (2002), copie certifiée de cette résolution demeurant annexée à l'original de la minute numéro 1754 du notaire instrumentant soussigné;

b) la résolution CM 02097 adoptée par le conseil municipal à sa séance du seize décembre deux mille deux (2002) --

---

copie certifiée de cette résolution demeurant annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant et le notaire instrumentant soussigné;

ci-après nommée le « Locateur »

JRR/fg (17-10-02)

ET

CITÉ DES ARTS DU CIRQUE, association personnifiée légalement constituée par lettres patentes émises par l'Inspecteur général des institutions financières le deux novembre mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (1999), suite au dépôt de la requête prévue à la Partie III de la *Loi sur les compagnies*, du Québec, (L.R.Q., chapitre C-38), ayant son siège au 8400, 2e Avenue à Montréal, province de

Québec, H1Z 4M6, agissant et représentée par Monsieur Charles-Mathieu BRUNELLE, directeur général, ---------- dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son Conseil d'administration adoptée à l'assemblée du dix-sept mars deux mille trois dont copie certifiée demeure annexée aux présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant et le notaire soussigné,

ci-après nommée le « Locataire »

Lesquelles Parties, afin de donner suite à l'entente signée avec la ministre d'État à la Culture et aux Communications du Québec et ministre de la Culture et des Communications, laquelle entente a été approuvée par résolution du conseil municipal le onze septembre deux mille un (2001) (CO01- 02575) et par résolution du Locataire le vingt-huit juin deux mille un (2001),

ci-après : «l'Entente», conviennent d'établir la propriété superficiaire mentionnée dans cette Entente de sorte que celle-ci résulte de la renonciation au bénéfice de l'accession dans le cadre d'un bail, comme suit, savoir :

1.0 LIEUX LOUÉS

1.1 Le Locateur loue au Locataire, qui accepte, l'emplacement ci-après désigné, délimité par les rues Jarry, Paul-Boutet, des Regrattiers, Michel Jurdant et le boulevard Crémazie, à Montréal, savoir :

DÉSIGNATION

Le lot numéro UN MILLION SEPT CENT QUARANTE MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-TREIZE (1 740 693) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ci-après : « les Lieux

MILLE SIX CENT QUATRE-VINGT-TREIZE (1 740 693) du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, ci-après : « les Lieux Loués », d'une superficie de vingt-six mille quatre cent quatre-vingt-quatorze mètres carrés et huit dixièmes (26 494,8 m.c.) selon le cadastre, lesquels sont montrés au plan annexé aux présentes après avoir été reconnu véritable et signé pour identification par les parties et le notaire soussigné.

Les Lieux Loués sont sujets à la servitude d'utilité publique suivante établie par destination du propriétaire, savoir :

SERVITUDE

Le Locateur, à titre de propriétaire, établit en faveur de la partie en tréfonds des Lieux Loués, décrite ci-après comme **fonds dominant**, contre la surface du sol située au dessus de ce **fonds dominant**, décrite ci-après comme **fonds servant**, une servitude permettant le maintien, l'entretien, la réparation et le remplacement de la conduite en tréfonds.

2.0 DURÉE

2.1 Ce bail est consenti pour une période de vingt-cinq (25) ans commençant à la date des présentes.

2.2 Sous réserve des dispositions contenues au paragraphe 2.3 ci-après, ce bail se terminera de plein droit et sans avis à la date prévue selon le paragraphe 2.1 ci-dessus et l'occupation des Lieux Loués après cette date par le Locataire n'aura pas pour effet de

prolonger la durée de ce bail ni de le reconduire. Le Locataire sera alors présumé occuper les Lieux Loués contre la volonté du Locateur.

2.3 Le Locateur convient que le Locataire pourra renouveler les présentes, aux mêmes conditions, pour un terme de quinze (15) ans, sous réserve du respect des exigences suivantes:

Pour exercer cette option, le Locataire devra en aviser le Locateur, par écrit, au moins six (6) mois avant l'échéance du présent bail, à défaut de quoi cette option sera nulle et non avenue.

Le Locataire devra, soit agrandir les constructions telles que définies ci-après au paragraphe 5.4 (les Constructions), soit en construire une nouvelle sur les Lieux Loués, pour un coût total d'au moins dix millions de dollars (10 000 000,00 $), en dollars de l'année 2002, montant indexé, à chaque année, selon l'indice général des prix à la consommation pour la région de Montréal, publié par Statistiques Canada.

Ce montant indiqué ci-dessus devra se qualifier à titre de dépenses admissibles au sens de l'Annexe E de l'Entente, étant toutefois entendu que le coût des équipements, du mobilier spécialisé et des services d'installation ne pourra excéder vingt pour cent (20%) du coût total précité.

3.0 DÉCLARATIONS DU LOCATEUR

Le Locateur déclare et garanti ce qui suit, savoir :

3.1 Il est propriétaire des Lieux Loués pour les avoir acquis, avant le dépôt du cadastre du Québec, de MIRON INC. aux termes d'un

acte de vente reçu devant Me Yvon DELORME, notaire, le vingt-neuf juin mil neuf cent quatre-vingt-quatre (1984) sous le numéro 4274 de ses minutes, publié le cinq juillet mil neuf cent quatre-vingt-quatre (1984) sous le numéro 3 495 063.

3.2 Il ne fournit aucune garantie quant à l'état et la qualité du sol des Lieux Loués, aux entiers risques et périls du Locataire **lequel reconnaît expressément** que toutes déclarations ou représentations de quelque nature que ce soit du Locateur, de ses employés et représentants, de même que la remise au Locataire, par ces derniers, de quelques documents, rapports, études ou analyses pour faciliter et mener à terme son projet, ne sauraient modifier l'absence de garantie relativement à l'état et la qualité des sols.

3.3 Il existe un égout abandonné situé près de la rue des Regrattiers, tel que montré au plan annexé ci-après.

4.0 OBLIGATIONS DU LOCATEUR

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées par les présentes, le Locateur :

4.1 S'engager à donner libre accès aux Lieux Loués aux employés du Locataire en tout temps pendant la durée des présentes, de même qu'au public, le cas échéant, aux fins prévues au paragraphe 5.3 ci-après.

4.2 Renoncer, pour toute la durée de l'Entente et des présentes, à la règle de l'accession pour les Constructions, plantations,

ou autres ouvrages qui seront faits sur les Lieux Loués, reconnaissant au Locataire la pleine et entière propriété de ces Constructions, plantations ou autres ouvrages.

4.3 Accorder au Locataire, qui accepte, toutes les servitudes réelles de construction permettant à ce dernier, d'une façon générale et non limitative, de construire, d'ériger, d'entretenir, de réparer, de modifier, de rénover, et de reconstruire les Constructions, plantations ainsi que tous les autres ouvrages réalisés sur les Lieux Loués, de même que toutes les servitudes réelles d'appui, de vues et de passage nécessaires au Locataire pour le plein exercice de tous les droits lui découlant de la renonciation à la règle de l'accession faite ci-dessus, utiles à l'exploitation des Constructions, ouvrages et plantations dont il est propriétaire.

Permettre au Locataire d'exercer ces servitudes sur toute l'étendue des Lieux Loués sous réserve de ce qui est prévue à l'Entente.

Ces servitudes grèveront les Lieux Loués, propriété du Locateur, à titre de Fonds Servant, en faveur des Constructions, propriété du Locataire, à titre de Fonds Dominant.

4.4 Offrir au Locataire, à ses employés et mandataires, de façon générale, toute sa collaboration pour faciliter et mener à terme le projet visé par l'Entente.

5.0 <u>OBLIGATIONS DU LOCATAIRE</u>

Outre les obligations auxquelles il est tenu en vertu du Code civil du Québec, dans la mesure où celles-ci ne sont pas modifiées

par les présentes, le Locataire s'engage à ce qui suit :

5.1 Prendre les Lieux Loués dans l'état où ils se trouvent présentement.

5.2 N'utiliser les Lieux Loués qu'aux seules fins de la Cité des arts du Cirque, tel que prévu dans l'Entente.

5.3 Conclure avec diligence la convention prévue à l'article 4.19 de l'Entente.

5.4 Réaliser, et ce au plus tard le trente et un mars deux mille quatre (2004) :

a) la construction et l'aménagement du chapiteau des arts et du pavillon d'accueil, appelés aux présentes «Les Constructions», pour un coût d'au moins dix millions de dollars (10 000 000,00 $) se qualifiant à titre de dépenses admissibles au sens de l'Annexe E de l'Entente; et

b) les aménagements urbains sur les Lieux Loués, pour un coût d'au moins un million six cent mille dollars (1 600 000,00 $),

5.5 Obtenir, pour toute modification substantielle des plans et devis définitifs approuvés par le Locateur, l'approbation préalable de ce dernier avant que les travaux visés par cette modification ne soient entrepris.

5.6 Permettre l'accès au chantier au Locateur afin qu'il lui soit possible de contrôler en tout temps la conformité des travaux avec les plans et devis préalablement approuvés et, à cet effet, assurer à ce dernier une entière collaboration.

Si les travaux ne sont pas exécutés tel que prévus, le

Locateur avisera le Locataire de la nature du problème à corriger et ce dernier devra, avant de poursuivre ses travaux, faire les modifications requises. Si le Locataire n'obtempère pas à une telle demande dans un délai de dix (10) jours ouvrables de l'avis de défaut, le Locateur pourra faire ce qui est nécessaire pour remédier lui-même au problème signalé à l'avis de défaut et ce, aux frais du Locataire.

5.7 Respecter tous les règlements, lois ou autres dispositions législatives en matière de construction ou en toutes autres matières relatives aux bâtiments et à leurs utilisations, le Locateur n'ayant aucune responsabilité à cet égard malgré quelqu'approbations qu'il ait pu donner au Locataire conformément aux présentes.

5.8 Maintenir en bon état les Constructions et, à cette fin, les entretenir et y effectuer toutes les réparations utiles, étant donné que le Locataire assume toutes les responsabilités d'un propriétaire quant aux Lieux Loués. À l'occasion de tous tels travaux, tenir compte de la nature des occupations, de la fréquentation et des heures d'ouverture des lieux afin que les activités qui s'y tiennent soient perturbées le moins possible.

5.9 Assumer le paiement des taxes d'eau et d'affaires afférentes aux Lieux Loués, ainsi que, s'il y a lieu, le paiement de toutes autres taxes ou permis afférents à ces lieux, pouvant être imposés au Locataire ou au Locateur en rapport avec l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire, applicables en vertu de toutes lois, ordonnances, règlements et arrêtés en conseil des gouvernements et agences des gouvernements fédéral, provincial ou municipal.

5.10 Souscrire, à ses frais, les polices d'assurances suivantes pour les sommes convenues, savoir :

a) une police d'assurance dite tous risques du chantier (avec l'avenant selon le formulaire numéro 2100 approuvé par le BAC);

b) une police d'assurance responsabilité civile dite «wrap up» quant à la réalisation des Constructions, accordant une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00 $) par sinistre pour les dommages pouvant survenir pour toute la durée de réalisation des travaux de constructions, et libérant le Locateur, ses employés, les membres de son Conseil municipal et de son Comité exécutif de tous dommages, réclamations, blessures, pertes, dépenses et responsabilité de toute nature attribuable ou découlant directement ou indirectement de l'usage des Lieux Loués.

c) une police d'assurance responsabilité civile (formule étendue) et la maintenir en vigueur pour toute la durée des présentes;

Cette police d'assurance responsabilité civile des particuliers ou des entreprises, selon ses activités, doit accorder une protection pour dommages corporels et dommages matériels d'au moins DEUX MILLIONS DE DOLLARS (2 000 000,00 $) par sinistre pour les dommages pouvant survenir pendant la durée des présentes, et libérer le Locateur, ses employés, les membres de son Conseil municipal et de son Comité exécutif de tous dommages, réclamations, blessures, pertes,

dépenses et responsabilité de toute nature attribuable ou découlant directement ou indirectement de l'usage des Lieux Loués.

d) une police d'assurance dite «tous risques sur les Constructions» couvrant la valeur de remplacement des Constructions;

e) une police d'assurance bris de machine.

Ces polices devront nommer le Locateur comme assuré additionnel et les indemnités payables en vertu de ces polices d'assurance ci-dessus mentionnées le seront conjointement au Locataire et au Locateur. Elles devront contenir un avenant précisant qu'elles ne pourront être annulées réduites, modifiées ou résiliées sans un avis préalable d'au moins soixante (60) jours donné par l'assureur au Locateur, par courrier recommandé ou poste certifiée à l'adresse mentionnée à l'article 9.0 ci-après.

Le Locataire doit fournir la preuve de telles assurances en remettant une copie des polices d'assurance au Locateur dès leur émission ainsi que leur renouvellement.

Sauf pour l'assurance dite «wrap-up» pour la construction qui aura une franchise ne dépassant pas CINQ MILLE DOLLARS (5 000,00 $) mentionnée ci-dessus en « b) », aucune franchise stipulée dans ces polices ne sera applicable au Locateur.

5.11 Obtenir de son entrepreneur général et de tous les sous-contractants de ce dernier, une preuve d'assurance automobile et les fournir au Locateur.

5.12 Remettre au Locateur une copie du ou des cautionnement(s) d'exécution qu'il doit exiger aux fins de la réalisation de l'ensemble des travaux qu'il a l'obligation d'exécuter et ce, pour une valeur équivalant à la moitié du coût de ces travaux.

5.13 S'il advenait que les Constructions soient détruites ou endommagées par un incendie ou autrement, entreprendre le plus tôt possible mais dans un délai n'excédant jamais douze (12) mois du sinistre, sauf cas fortuit ou force majeure, et par la suite poursuivre avec diligence la reconstruction ou la restauration de ces Constructions pour les remettre dans l'état le plus près possible de celui existant avant le sinistre ou dans tout état à être convenu entre les parties et ce, au plus tard dans les vingt-quatre (24) mois de ce sinistre.

Les Indemnités d'assurances qui devront être déposées au compte conjoint du Locataire et du Locateur seront alors libérées au fur et à mesure que progresseront les travaux de restauration ou de reconstruction, et ce, jusqu'à concurrence des dépenses faites à cet effet telles qu'établies par l'architecte responsable des travaux.

Advenant que les indemnités payées par les assureurs soient insuffisantes pour compléter la restauration ou la reconstruction des Constructions, le Locataire devra compléter les travaux et payer le coût excédent ces Indemnités.

Toutefois, si la perte ou le dommage survient après la vingtième (20e) année des présentes, le Locataire pourra à sa discrétion restaurer ou reconstruire les Constructions. S'il décide de ne pas

reconstruire ou de ne pas restaurer, la totalité des indemnités d'assurance appartiendra au Locateur et le bail prendra fin.

5.14 Tenir le Locateur indemne de tout dommage, de quelque nature que ce soit, de toute réclamation, de tout jugement, y compris les frais et prendre fait et cause du Locateur et intervenir dans toutes actions intentées contre le Locateur résultant directement ou indirectement des présentes, tant des Constructions que de l'utilisation des Lieux Loués par le Locataire, sauf en cas de négligence du Locateur, de ses employés, préposés, mandataires ou représentants.

5.15 Céder gratuitement au Locateur, à l'arrivée du terme des présentes ou de leur renouvellement, libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge toutes les Constructions et tous les accessoires y incorporés, en bon état, sous réserve de l'usure normale.

5.16 Ne pas céder, vendre ou transporter ses droits qui découlent des présentes, notamment de la renonciation à la règle de l'accession faite ci-dessus au paragraphe 4.2 ci-dessus, en tout ou en partie, sans avoir préalablement obtenu le consentement du Locateur.

5.17 Respecter ses obligations en vertu de l'Entente de subvention entre le Locateur, la Ministre d'État à la Culture et aux Communications du Québec et ministre de la Culture et des Communications et le Locataire faute de quoi il sera en défaut aux termes des présentes.

5.18 Accorder au Locateur, gratuitement et sur demande, toutes les servitudes réelles que ce dernier jugera nécessaire afin que le

public ait accès aux Lieux Loués et aux Constructions, aux conditions que le Locateur déterminera, tel que prévu à l'Entente.

5.19 Accorder au Locateur, gratuitement et sur demande, toutes les servitudes réelles permettant à celui-ci, d'une façon générale et non limitative, de poser, de construire, d'ériger, d'entretenir, de maintenir, de réparer, de modifier, de rénover et de reconstruire les services d'utilités publiques, y compris tous les appareils et les accessoires s'y rapportant, desservant notamment les Lieux Loués, incluant, sans limitation, toutes les infrastructures d'utilités publiques : les lignes de gaz naturel, les lignes d'électricité et de télécommunication, les conduites d'eau et d'égout, de même que toutes les servitudes réelles d'appui, de vues et de passage nécessaires au Locateur pour le plein exercice de tous les droits lui découlant de telles servitudes, utiles à l'exploitation, au maintien et au bon fonctionnement des services d'utilités publiques.

Le Locateur pourra exercer ces servitudes sur toute l'étendue des Lieux Loués.

Ces servitudes grèveront les Constructions à titre de Fonds Servant.

5.20 Interdire l'usage du tabac dans les Constructions érigées sur les Lieux Loués ainsi que dans leurs accès et s'assurer que cette interdiction soit respectée par toute personne se trouvant dans tels lieux.

5.21 Assumer le coût des frais administratifs reliés aux

présentes, le coût de la publication et des copies requises, dont une pour le Locataire.

6.0 CONSIDÉRATION

6.1 Ce bail est consenti gratuitement, en considération du respect des engagements pris par le Locataire aux termes des présentes et aux termes de l'Entente. Le respect par le Locataire de ces engagements constituent des conditions essentielles sans lesquelles le Locateur n'aurait jamais consentie au présent bail.

7.0 DÉFAUT

7.1 En vertu des présentes, chaque fois qu'une des circonstances suivantes (ci-après appelées "cas de défaut") se produit, le Locataire est en défaut et enfreint les dispositions du présent bail, notamment:

a) s'il ne respecte pas toutes et chacune des clauses et obligations énoncées à l'Entente et aux présent bail, notamment l'obligation de construire ;

b) s'il cède, transfère, sous-loue les Lieux à un tiers ou lui en permet l'occupation ou l'usage, ou grève les Lieux Loués, sauf de la façon autorisée par les présentes;

c) s'il déserte ou abandonne les Lieux Loués;

d) s'il est insolvable, en état de faillite ou s'il fait une cession générale de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers;

e) si un séquestre ou syndic est nommé pour recevoir et/ou administrer tout ou partie de la propriété du Locataire;

f) s'il est en défaut de se conformer à quelqu'une autres conventions et que tel défaut continue pendant quinze (15) jours après qu'il en ait été avisé par écrit par le Locateur.

8.0 RÉSILIATION DU BAIL

8.1 Sous réserve de l'article 1604 du Code civil du Québec, tant que dure tels « cas de défaut », le Locateur peut, s'il le désire, aviser par écrit le Locataire de son intention de mettre fin au présent bail sur avis de soixante (60) jours, en indiquant le défaut reproché. Si, à l'expiration de ce délai de soixante (60) jours, le Locataire n'a toujours pas remédié au défaut reproché, le Locateur pourra à son choix donner au Locataire un dernier avis à l'effet que le bail sera résilié dans dix (10) jours de la réception de ce dernier avis, sous réserve des droits du Locataire de contester telle résiliation devant le tribunal compétent avant l'expiration de ce délai de dix (10) jours. Dans ce cas, le Locateur reprendra possession des Lieux Loués aura le droit de garder toutes les

constructions, ouvrages et plantation sur les Lieux Loués, à titre de dommages liquidés, sans aucune indemnité pour le Locataire et les tiers.

9.0 AVIS

9.1 Tout avis à être donné en vertu du présent bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes ou encore transmis par télécopieur :

Pour le Locateur :
Ville de Montréal
Ressources matérielles et informatiques ,
Immeubles , Gestion immobilière ,
Gestion des baux et des transactions
385, rue Sherbrooke Est, 5e étage
Montréal, Québec H2X 1E3
Télécopieur : (514) 872-5279

Pour le Locataire :
La Cité des arts du cirque
8129, boulevard Saint-Michel
Montréal (Québec) H1Z 3E3
Télécopieur : (514) 729-9964

Avec copie à :

Brouillette, Charpentier, Fortin
1100, boulevard René-Lévesque Ouest
Bureau 2500
Montréal (Québec) H3B 5C9
À l'attention de Me André Ryan
Télécopieur : (514) 397-8515

9.2 Tout avis transmis par courrier recommandé ou certifié sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas

contraire, l'avis devra être soit remis de la main à la main soit signifié par huissier ou transmis par télécopieur. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis, de sa signification par huissier ou de transmission par télécopieur, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise, de sa signification ou de sa transmission.

9.3 Les adresses ci-devant indiquées peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élue domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure judiciaire de Montréal.

10.0 FORCE MAJEURE

10.1 Aucune des parties aux présentes ne peut être considérée en défaut dans l'exécution de ses obligations en vertu des présentes si telle exécution est retardée, retenue ou empêchée par suite de force majeure. La force majeure est toute cause ne dépendant pas de la volonté des parties aux présentes, qu'elles n'ont pu raisonnablement avoir prévue et contre laquelle elles n'ont pu se protéger. La force majeure comprend, mais sans limitation, tout cas fortuit, toute grève, tout arrêt partiel ou complet de travail, tout lock-out, tout incendie, toute émeute, toute intervention par les autorités civiles ou militaires, tout acquiescement aux règlements ou aux ordonnances de toutes autorités gouvernementales et tout fait de guerre (déclarée ou non).

11.0 ÉLECTION DE DOMICILE

11.1 Les parties conviennent, pour toute réclamation ou

poursuite judiciaire pour quelque motif que ce soit, relative aux présentes, de choisir le district judiciaire de Montréal, province de Québec, Canada, comme le lieu approprié pour l'audition de ces réclamations ou poursuites judiciaires à l'exclusion de tout autre district judiciaire qui peut avoir juridiction sur un tel litige selon les prescriptions de la loi.

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro MILLE SEPT CENT QUATRE-VINGT-TREIZE (1793) ----------

du répertoire du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, la Ville signe en présence du notaire soussigné.

VILLE DE MONTRÉAL

par : _____
Suzanne JOBIN
Avocate et greffière-adjointe par intérim

CITÉ DES ARTS DU CIRQUE

par : _____
Charles-Mathieu BRUNELLE

par : _____

_____
Jean R. ROY, notaire

POUR COPIE CONFORME à la minute faisant partie du greffe de Me Jean R. ROY, notaire démissionnaire, dont le domicile professionnel était situé au275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, expédiée par moi, Me Céline DUMAIS, notaire, résidant à Deux-Montagnes et exerçant à Montréal, cessionnaire avec la permission de la Chambre des notaires du Québec, tel qu'il appert d'une résolution en date du vingt-trois février deux mille douze (2012).

Copie expédiée le 23 juillet 2013

_____
Céline DUMAIS, notaire

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1174435010

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction des transactions immobilières et de la sécurité , Division transactions immobilières
Objet :	Approuver un projet d'acte de reconnaissance d'un droit de propriété superficiaire, détenu par la Cité des Arts du cirque, portant sur l'immeuble sis au 2345, rue Jarry Est, délimité par les rues Jarry, Paul-Boutet, des Regrattiers, Michel-Jurdant et le boulevard Crémazie, dans l'arrondissement de Villeray - Saint-Michel - Parc-Extension, connu et désigné comme étant le lot 6 103 891 du cadastre du Québec. N/Réf. : 31H12-005-1962-07 (mandat 16-0137-T)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, le projet d'acte de reconnaissance d'un droit de propriété superficiaire ci-joint, préparé par Me François Forget, notaire. Aucune vérification quant aux titres de propriété et quant à la capacité de l'autre partie à l'acte n'a été effectuée, celle-ci relevant entièrement de la responsabilité du notaire instrumentant, en l'occurrence, Me Forget. Nous avons reçu confirmation du représentant de la Cité des Arts du Cirque est d'accord avec le projet d'acte soumis et qu'il s'engage à le signer sans modification.

N/D : 17-002207

FICHIERS JOINTS

acte de reconnaissance (06-12-2017)-version propre.rtf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Caroline BOILEAU
notaire
Tél : 514-872-6423

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-11

Marie-Andrée SIMARD
notaire et chef de division
Tél : 514-872-6423
Division : Droit contractuel

Acte de reconnaissance d'un droit de propriété superficiaire

Dossier 13F01960461

L'AN DEUX MILLE DIX-HUIT

Le

DEVANT M^e^ FrançoisFORGET, notaire à Montréal, province de Québec

COMPARAISSENT :

VILLE DE MONTRÉAL, personne morale de droit public constituée le premier (1^er^) janvier deux mille deux (2002) en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec* (RLRQ, chapitre C-11.4) (la « **Charte** »), ayant son siège au numéro 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par

dûment autorisé(e) en vertu de la Charte et :

a) de la résolution numéro CG06 0006, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du vingt-trois (23) janvier deux mille six (2006); et

b) de la résolution numéro CG● ●, adoptée par le conseil d'agglomération à sa séance du ●,

copie certifiée de ces résolutions demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée la « **Ville** »;

ET :

CITÉ DES ARTS DU CIRQUE, personne morale légalement constituée par lettres patentes en vertu de la Partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, 1985, chapitre C-38), émises le deux (2) novembre mil neuf cent quatre-vingt-dix-neuf (1999), immatriculée sous le numéro 1148923601 en vertu de la *Loi sur la publicité légale des entreprises* (RLRQ, chapitre P-44.1), ayant son siège au 2345, rue Jarry Est, ville de Montréal, province de Québec, H1Z 4P3, agissant et représentée par ●, dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le ● et dont copie certifiée demeure annexée à l'original des présentes après avoir été reconnue véritable et signée pour identification par le représentant avec et en présence du notaire soussigné.

Ci-après nommée la « **Cité des Arts** »;

La Ville et la Cité des Arts sont également désignés collectivement comme les « **Parties** ».

LESQUELLES, pour les fins du présent acte de reconnaissance d'un droit de propriété superficiaire, déclarent au préalable ce qui suit :

1. PRÉAMBULE

ATTENDU que la Ville est propriétaire d'un immeuble anciennement connu et désigné comme étant le lot numéro 1 740 693 du cadastre du Québec, dans la circonscription foncière de Montréal, pour l'avoir acquis de MIRON INC. aux termes d'un acte de vente reçu par M^e^ Yvon Delorme, notaire, le vingt-neuf (29) juin mil neuf cent quatre-vingt-quatre (1984), dont copie a été publiée au

bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous le numéro 3 495 063;

ATTENDU qu'un bail a été consenti sur le lot 1 740 693 dudit cadastre en faveur de la Cité des Arts aux termes d'un acte reçu par M^{e} Jean R. Roy, notaire, le premier (1er) avril deux mille trois (2003), dont copies ont été publiées au bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Montréal sous les numéros 10 496 804 et 20 147 845 (ci-après le « **Bail** »);

ATTENDU qu'aux termes du Bail, la Ville a renoncé, pendant la durée du Bail, au bénéfice de l'accession en faveur de la Cité des Arts;

ATTENDU qu'aux termes de la résolution CG15 0618, la Ville a accepté la demande de la Cité des Arts de prolonger de cinq (5) ans la durée initiale prévue au Bail;

ATTENDU que la Cité des Arts a réalisé sur ledit lot 1 740 693 dudit cadastre, entre autres constructions et aménagements, le bâtiment portant le numéro 2345, rue Jarry Est, Montréal, Québec, H1Z 4P3, conformément aux obligations de construire stipulées dans le Bail;

ATTENDU que la Ville, pour les fins des présentes, a procédé à une opération cadastrale du lot 1 740 693 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal afin de créer trois nouveaux lots distincts, soit le lot 6 103 892 dudit cadastre correspondant à une partie du tréfonds demeurant la propriété de la Ville, le lot 6 103 891 dudit cadastre correspondant à la propriété superficiaire détenue par la Cité des Arts et le lot 6 119 947 dudit cadastre, surplombant la propriété superficiaire, demeurant la propriété de la Ville;

ATTENDU que les Parties désirent, par les présentes, régulariser la situation juridique relatée ci-dessus et reconnaître l'existence d'un droit de propriété superficiaire en faveur de la Cité des Arts afin que cette dernière puisse publier son droit et le rendre opposable aux tiers;

CECI ÉTANT EXPOSÉ, les Parties aux présentes conviennent de ce qui suit :

2. RECONNAISSANCE D'UN DROIT DE PROPRIÉTÉ SUPERFICIAIRE

Par les présentes, la Ville reconnaît expressément que l'autorisation d'ériger les constructions et aménagements sur l'Immeuble contenue au Bail comprenait et emportait la faculté pour la Cité des Arts de détenir en pleine propriété, dite superficiaire, ces constructions et aménagements au fur et à mesure de leur réalisation, et ce, pendant toute la durée du Bail. Cette propriété superficiaire est aujourd'hui connue et désignée comme suit :

DÉSIGNATION

Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro **SIX MILLIONS CENT TROIS MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-ONZE (6 103 891)** du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

Ci-après nommé l'« **Immeuble** »

3. TERME

Conformément au Bail et à la prolongation de la durée initiale du Bail accordée par la Ville en vertu de la résolution numéro CG15 0618 adoptée par le conseil d'agglomération le vingt-cinq (25) octobre deux mille quinze (2015), le droit de propriété superficiaire se termine le trente et un (31) mars deux mille trente-trois (2033), sous réserve cependant d'une option de renouvellement en faveur de la Cité des Arts pour une période supplémentaire d'une durée de quinze (15) ans.

À l'arrivée du terme ou de son renouvellement, le cas échéant, la Cité des Arts s'engage, conformément au Bail, à céder gratuitement l'Immeuble à la Ville, libre de toute hypothèque, redevance, priorité ou charge quelconque.

4. SERVITUDES

La Ville reconnaît également que, conformément à l'article 1111 du *Code civil du Québec,* le lot numéro SIX MILLIONS CENT TROIS MILLE HUIT CENT QUATRE-VINGT-DOUZE (6 103 892) du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal est affecté, à titre de fonds servant, des servitudes nécessaires à l'exercice du droit superficiaire en faveur de l'Immeuble, à titre de fonds dominant,.

5. SURVIE DES CONVENTIONS ANTÉRIEURES

Les Parties reconnaissent que les présentes sont faites sans novation et sans autre dérogation ni modification aux dispositions des conventions antérieures qui les lient, notamment le Bail, lesquelles demeurent en vigueur, compte tenu des adaptations nécessaires, et sauf contradiction avec les présentes. En cas de contradiction, les dispositions des présentes prévaudront.

6. POLITIQUE DE GESTION CONTRACTUELLE DE LA VILLE

La Ville a adopté une politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) et elle a remis copie de ladite politique à la Cité des Arts.

En vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

7. MENTIONS EXIGÉES EN VERTU DE L'ARTICLE 9 DE LA LOI CONCERNANT LES DROITS SUR LES MUTATIONS IMMOBILIÈRES

VILLE DE MONTRÉAL et CITÉ DES ARTS DU CIRQUE, ci-après nommées « le Cédant » et « le Cessionnaire » respectivement, aux fins de la présente déclaration, établissent :

a) Les nom, prénom, dénomination sociale et adresse du Cédant et du Cessionnaire dans la comparution sont exacts;

b) L'Immeuble est situé dans la municipalité de Montréal;

c) Le montant de la contrepartie est de ZÉRO DOLLAR (0,00 $)

d) Le montant constituant la base d'imposition du droit de mutation est de CINQ MILLIONS NEUF CENT SOIXANTE-HUIT MILLE DOLLARS (5 968 000,00 $);

e) Le montant du droit de mutation est de CENT QUARANTE MILLE DEUX CENTS DOLLARS (140 200,00 $);

f) Il n'y a aucun droit de mutation ni droit suppletif payable aux termes du présent acte parce qu'il ne constitue pas un transfert au sens de la loi, n'ayant pour but que de reconnaître le droit de propriété du Cessionnaire dans l'Immeuble;

g) Que l'Immeuble visé par le transfert est un immeuble corporel seulement et qu'il ne comprend pas de meubles visés à l'article 1.0.1 de la *Loi concernant les droits sur les mutations immobilières*

DONT ACTE à Montréal, sous le numéro

des minutes du notaire soussigné.

LECTURE FAITE, sauf au représentant de la Ville qui a expressément dispensé le notaire de lui faire lecture de l'acte, les Parties signent en présence du notaire soussigné.

VILLE DE MONTRÉAL
Par :

_____

CITÉ DES ARTS DU CIRQUE
Par :

_____

_____
François FORGET, notaire

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL DEMEURÉ EN MON ÉTUDE

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.03

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1177030002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Accorder un soutien financier de 400 000 $, soit 100 000 $ par année pendant 4 ans, à BOMA-Québec, pour réaliser le projet Défi-Énergie en immobilier, dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan de développement durable 2016-2020 / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder un soutien financier de 400 000 $, soit 100 000 $ par année pendant 4 ans, à BOMA-Québec, pour réaliser le projet Défi-Énergie en immobilier, dans le cadre de l'équipe de mobilisation Montréal prospère et responsable du Plan de développement durable 2016-2020
2. que la contribution financière soit conditionnelle au dépôt du montage financier du projet complété pour les années 2019, 2020 et 2021 seulement;
3. d'approuver un projet de convention entre la Ville et Boma-Québec établissant les modalités de versement de ce soutien financier;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2018-01-12 15:40

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177030002**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 a) promouvoir la réduction à la source, le réemploi, le recyclage et la valorisation
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	Plan stratégique de développement durable
Objet :	Accorder un soutien financier de 400 000 $, soit 100 000 $ par année pendant 4 ans, à BOMA-Québec, pour réaliser le projet Défi-Énergie en immobilier, dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan de développement durable 2016-2020 / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Depuis plus de 10 ans, la démarche montréalaise de développement durable connaît un succès qui repose sur la mobilisation et l'engagement tant de la collectivité que de l'Administration municipale à travailler ensemble, côte à côte, à la création de la ville durable à laquelle les montréalais aspirent.
Adopté en juin 2016, Montréal durable 2016-2020 est le troisième plan de développement durable de la collectivité montréalaise. Il s'adresse aux organisations de tous les secteurs de la société civile et des administrations du territoire de l'agglomération montréalaise : institutions, entreprises, industries, organismes à but non lucratif, associations, services centraux et administrations locales et régionales. Montréal durable 2016-2020 repose sur ce réseau d'acteurs qui se mobilisent, collaborent et partagent la responsabilité de l'atteinte de cibles collectives de développement durable.

Pour sa mise en oeuvre, Montréal durable 2016-2020 propose un plan d'action à réaliser, des Équipes de mobilisation pour concrétiser la réalisation des actions, une plateforme collaborative pour stimuler l'émergence de projets et d'initiatives en développement durable et des projets phares d'aménagement qui permettront à Montréal de se démarquer.

Les Équipes de mobilisation

Quatre Équipes de mobilisation ont été constituées, soit une pour chacune des priorités d'intervention du plan Montréal durable 2016-2020 :

Équipe – Montréal, sobre en carbone

Équipe – Montréal, ville verte
Équipe – Montréal, des quartiers où il fait bon vivre
Équipe – Montréal, prospère et responsable

Ces Équipes de mobilisation de Montréal durable 2016-2020 sont des partenariats entre la société civile et la Ville de Montréal qui table sur les capacités, l'impact potentiel et le pouvoir d'agir des parties prenantes en maximisant leur contribution par la réalisation d'actions concrètes et mesurables. Ces équipes misent ainsi sur le partage de la responsabilité entre l'Administration municipale et la collectivité pour accélérer le développement et la transformation de Montréal en une ville durable.

Le leadership de l'Équipe Montréal, prospère et durable est assumé par la Directrice du Service de développement économique (SDÉ).

L'Équipe de mobilisation, prospère et responsable a décidé d'appuyer le Défi-Énergie en immobilier (DÉI) de BOMA-Québec. BOMA-Québec est une organisation sans but lucratif qui représente le plus important regroupement de propriétaires et de gestionnaires d'immeubles commerciaux de la province. Le DÉI sera une compétition conviviale et stimulante visant la réduction de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre (GES) des bâtiments commerciaux par la collaboration et la coopération entre les gestionnaires immobiliers et les locataires.

Le présent dossier concerne l'octroi d'une contribution financière de 400 000 $, de 2018 à 2021, à l'organisation BOMA-Québec, pour appuyer la réalisation du DÉI.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16_0437 - 22 juin 2016 - Adopter le plan Montréal durable 2016-2020

DESCRIPTION

Bien que les secteurs commerciaux et institutionnels ne soient pas les plus grands émetteurs de GES, la superficie de plancher de ce secteur a augmenté de 41% au Québec entre 1990 et 2013, faisant augmenter de pair la consommation énergétique et le volume de GES. Pour réduire l'empreinte environnementale de ce secteur en croissance, l'Équipe, prospère et responsable souhaite lancer un défi amical aux propriétaires et locataires d'édifices commerciaux et institutionnels, les mettre en compétition afin qu'ils améliorent leur efficacité énergétique.
Le succès du DÉI se définira selon ces objectifs:

- SENSIBILISER un maximum de gestionnaires immobiliers aux enjeux énergétiques
- ÉDUQUER via la création d'une plateforme d'échange sur les bonnes pratiques d'efficacité énergétique dans les bâtiments commerciaux
- UNIFIER en améliorant la collaboration entre les propriétaires et les locataires concernant les bonnes habitudes de consommation énergétique
- SOUTENIR et augmenter l'implication des professionnels en efficacité énergétique dans le secteur de l'immobilier
- PERFORMER est l'objectif central, le fondement même du concours, soit réduire la consommation d'énergie et les émissions de GES dans le secteur de l'immobilier commercial

L'entente de contribution précise les modalités de versement de la Ville de Montréal à BOMA-Québec. Cette contribution est conditionnelle au montage financier complet pour les années 2019, 2020 et 2021. Cette contribution n'est cependant pas conditionnelle en 2018.

Cette contribution servira à :

· Rassembler les partenaires;

· Favoriser la collaboration entre la collectivité et la Ville de Montréal;

· Promouvoir les opportunités d'affaires montréalaises facilitant l'atteinte des résultats détaillés dans le plan d'action;

· Éduquer les entreprises montréalaises sur l'importance de développer leur responsabilité sociale et mesurer la diminution de la consommation énergétique;

· Éduquer les entreprises sur l'importance de tenir compte de la dépense énergétique dans les décisions, les processus et les pratiques stratégiques et économiques des entreprises;

· Promouvoir l'efficacité énergétique comme mesure d'adaptation aux changements climatiques.

Le budget

Le budget prévisionnel du DÉI est le suivant:

Coûts

Année 1 - investir dans les outils de démarrage et promotion, lancement en novembre

Année 2 - élaborer protocole de visite, visiter les immeubles, promotion, remise de prix

Année 3 - visiter les immeubles, promotion, remise de prix

Année 4 - visiter les immeubles, promotion, remise de prix, bilan

Budget Année 1		**Budget Année 2, 3 et 4**	
Site Web	15 000 $	Visite des immeubles	50 000 $
Outils de promotion (guides)	15 000 $	Communication	25 000 $
Publicité	20 000 $	Publicité	30 000 $
Communications	20 000 $	Événement reconnaissance	25 000 $
Événement de lancement	25 000 $	Prix	10 000 $
Événement reconnaissance	25 000 $	Honoraires de coordination	50 000 $
Honoraires de gestion, coordonation	50 000 $	Divers	10 000 $
Divers	5 000		
	175 000 $		**200 000 $**

D'autres partenaires font actuellement l'objet de négociations.

Montréal serait un partenaire fondateur, avec une contribution de 100 000 $ par année pendant 4 ans, ce qui représente 50 % des coûts totaux du projet. Un projet d'intervention vient établir les conditions et modalités de versement de la contribution financière.

JUSTIFICATION

Le Défi-Énergie proposé par BOMA-Québec dans le cadre de l'équipe de mobilisation du Plan de développement durable 2016-2020 a déjà été réalisé à Toronto sous le nom Race-to-reduce, et a eu une franc succès en terme de participation et de réduction de la

consommation énergétique. De 2011 à 2014, 176 bâtiments ont été mis en concurrence pour 38 millions de pi2 et une réduction de la consommation énergétique de 12,1 %. Le DÉI peut avoir un impact similaire à Montréal, toutes proportions gardées, et contribuer à la réduction de la consommation énergétique des immeubles commerciaux montréalais de plus de 10 % et des émissions de gaz à effet de serre.

BOMA-Québec propose d'appliquer à l'agglomération un modèle déjà éprouvé, donc moins risqué. Le partage des risques et des ambitions avec de grandes organisations ainsi qu'avec le Gouvernement du Québec, via Transition Énergétique Québec (TEQ) est également fort intéressant en terme de mobilisation et de couverture.

Par ailleurs, les résultats escomptés aideraient la Ville de Montréal à atteindre sa cible de réduction de gaz à effet de serre. La Ville a ratifié en 2015 la Déclaration de l'Hôtel de Ville de Paris et s'est engagée à réduire de 80 % les émissions de GES d'ici 2050. Cet engagement s'ajoute à celui de réduire de 30 % les émissions de GES de la collectivité montréalaise d'ici 2020 par rapport à leur niveau de 1990.

Ce partenariat s'inscrit directement dans la mise en oeuvre du Plan d'action 2015-2017 du développement économique afin que Montréal se développe en tant que Ville verte. Ses ambitions en termes d'efficacité énergétique et de diminution d'émissions de GES sur le territoire seront déterminantes afin que l'industrie des technologiques propres se façonne.

Plusieurs organisations se sont montrées intéressées à être partenaire de l'Équipe de mobilisation Montréal, prospère et responsable qu'est le DÉI. Elles pourront y participer par la promotion et la mobilisation de l'initiative et en soumettant un immeuble au défi.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour chacune les 4 années, la contribution financière de 100 000 $ proviendra du budget de fonctionnement du SDÉ.

Cette dépense sera assumée entièrement par l'Agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le Défi-Énergie dans le cadre de Montréal prospère et responsable contribuera à faire de Montréal un leader nord-américain dans la gestion responsable de la consommation énergétique et des rejets de GES des entreprises privées. De façon plus spécifique, il facilitera l'atteinte des seuils de réduction des GES de la communauté montréalaise.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette initiative vise la promotion de meilleures performances énergétiques dans les immeubles commerciaux et les immeubles à bureaux de Montréal, et donne le ton pour la province du Québec toute entière.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un lancement officiel de la compétition DÉI sera fait au printemps avec les partenaires financiers officiels à ce moment. Notons que TEQ a déja accepté de verser 30 000$ au Défi Énergie, ainsi que Énergir avec une contribution de 15 000$, afin de démarrer le projet, notamment en développant le site web de l'initiative.
Aussi, un gala annuel sera organisé pour remettre une reconnaissance symbolique aux locataires et propriétaires d'immeubles s'étant démarqués.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Lancement du DÉI : printemps 2018
Soirée reconnaissance an 1 : printemps 2019
Soirée reconnaissance an 2: printemps 2020
Soirée reconnaissance an 3: printemps 2021
Fin du DÉI: printemps 2021

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Julie GODBOUT)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Danielle LUSSIER, Direction générale
Isabelle A GAUTHIER, Direction générale

Lecture :

Sylvie B BERTRAND, 29 juin 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Valérie POULIN
Conseillère économique

Tél : 514-872-7046
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-18

Véronique DOUCET
Directrice

Tél : 514 872-3116
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET

Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2017-09-01

Août 2017

Une initiative de

BOMA QUÉBEC

DÉFI ÉNERGIE en immobilier

1ère édition

Programme de partenariat et plan de visibilité

Affirmez votre leadership en vous associant à la première grande compétition de performance énergétique au Québec

LE DÉFI ÉNERGIE EN IMMOBILIER
UNE COMPÉTITION SALUTAIRE POUR L'ENVIRONNEMENT !

Dans sa *Politique énergétique 2030*, le gouvernement du Québec s'est doté de cibles ambitieuses et exigeantes, notamment celles d'améliorer de 15 % l'efficacité énergétique et de réduire de 40 % la consommation de produits pétroliers. La Ville de Montréal vise aussi une réduction de GES dans son plan de développement durable 2016-2020.

Afin de favoriser la transition vers une économie à faible empreinte carbone, le gouvernement a la volonté d'agir sur la consommation énergétique des ménages et des entreprises par l'entremise d'initiatives visant à réduire la consommation énergétique du patrimoine bâti. En tant qu'association phare du secteur de l'immobilier commercial, BOMA Québec entend jouer un rôle de premier plan afin de contribuer à l'atteinte des objectifs fixés.

BOMA Québec est le plus important regroupement de propriétaires et de gestionnaires d'immeubles commerciaux de la province. Leader dans le domaine depuis sa fondation en 1927, BOMA Québec favorise activement l'adoption de principes de gestion efficiente et responsable des immeubles, notamment par son programme BOMA BEST®, une certification environnementale d'avant-garde aujourd'hui reconnue par l'ensemble de l'industrie.

Aujourd'hui, BOMA Québec se dote d'un véhicule supplémentaire pour poursuivre cette vision avec le nouveau DÉFI ÉNERGIE EN IMMOBILIER et convie les forces vives du gouvernement, du milieu des affaires et de l'immobilier à l'appuyer dans cette importante démarche.

Affirmez votre leadership et associez-vous à la toute première compétition de performance énergétique au Québec !

SE DONNER LES MOYENS ET LE POUVOIR D'AGIR ENSEMBLE

Réalisant que les cibles de la *Politique énergétique 2030* sont ambitieuses, mais nécessaires, BOMA Québec entend agir comme une véritable courroie de transmission entre la Politique énergétique 2030 et le secteur immobilier du Québec en lançant le **DÉFI** ÉNERGIE EN IMMOBILIER.

Le DÉFI ÉNERGIE EN IMMOBILIER sera une compétition conviviale et stimulante **s'échelonnant sur 4 ans et visant la réduction de la consommation d'énergie et des émissions de GES des bâtiments commerciaux par la collaboration et la coopération entre les gestionnaires immobiliers et les locataires.**

Le défi sera ouvert à tous les gestionnaires de bâtiments immobiliers, qu'ils soient membres ou non de BOMA Québec. Tous les acteurs du secteur de l'immobilier seront ainsi invités à affirmer et à démontrer leur leadership en matière de performance énergétique et de réduction de l'empreinte carbone.

RACE TO REDUCE

L'initiative s'inspire d'autres initiatives à succès qui ont eu lieu et qui sont en cours dans la région de Toronto, notamment l'initiative à succès RACE 2 REDUCE – The Smart Energy Building Challenge de BOMA Toronto. Le projet de BOMA Québec tient compte du contexte québécois et des objectifs spécifiques de la Politique énergétique 2030 du Québec.

DE GRANDS OBJECTIFS

1. SENSIBILISER - Sensibiliser un maximum de gestionnaires immobiliers aux enjeux énergétiques

2. ÉDUQUER - Créer une plateforme d'échange sur les bonnes pratiques d'efficacité énergétique dans les bâtiments commerciaux

3. UNIFIER - Améliorer la collaboration entre les propriétaires et les locataires concernant les bonnes habitudes de consommation énergétique

4. SOUTENIR - Augmenter l'implication des professionnels en efficacité énergétique dans le secteur de l'immobilier

5. PERFORMER - C'est l'objectif central, le fondement même du concours, soit réduire la consommation d'énergie et les émissions de GES dans le secteur de l'immobilier commercial

La réalisation de ces grands objectifs permettra d'atteindre des résultats nationaux et même mondiaux. À titre d'exemple, si 15 % des bâtiments du secteur commercial et institutionnel du Québec réduisaient leur consommation d'énergie de 10 %, cela représenterait une réduction d'environ 2,45 millions de GJ d'énergie et de 60 000 tonnes de CO_2 par année, soit environ 12 000 voitures de moins sur les routes.



LE DÉROULEMENT DU DÉFI ÉNERGIE EN IMMOBILIER EN UN COUP D'ŒIL

Cette première édition du DÉI se déroulera sur 4 ans. Le concours est ouvert à tous les immeubles commerciaux du Québec, membre ou non de BOMA Québec. La participation est volontaire, bien que fortement encouragée, tant pour les gestionnaires que leurs locataires.

Lors de leur inscription, les participants devront entrer leurs données énergétiques au gestionnaire de portfolio Energy Star (GPES) et remplir les formulaires détaillés associés à la catégorie à laquelle ils s'inscrivent.

- Lancement du DÉI : printemps 2018
- Soirée reconnaissance an 1 : printemps 2019
- Soirée reconnaissance an 2 : printemps 2020
- Soirée reconnaissance an 3 : printemps 2021

NIVEAUX DE COMPÉTITION ET PRIX

Pour mobiliser le secteur et motiver les participants, plusieurs catégories de prix seront définies dans le cadre du DÉI. Celles-ci seront élaborées dans le but de favoriser la collaboration, l'excellence et la persévérance. Les critères d'analyse pour chaque catégorie sont en cours d'étude.

Trois niveaux de compétitions se répèteront au fil des ans :

1. COLLABORATION

Pour les gestionnaires immobiliers et les locataires qui s'inscriront ensemble. Récompense sur la base du pourcentage des espaces locatifs participants.

2. ACTIONS ET INITIATIVES INNOVANTES

Dépôt d'initiatives et d'indicateurs de performance par les participants (un gestionnaire, un locataire ou les deux). Le choix des gagnants sera effectué par un juge et/ou un jury.

3. AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE

Cette catégorie distribuera les prix selon les différentes dimensions et classes de bâtiments et sera divisée en deux sous-catégories :

- La plus basse consommation énergétique et la plus faible empreinte carbone en chiffres absolus.
- La plus grande réduction de consommation d'énergie et de l'empreinte carbone en pourcentage par rapport à une année de référence.

AU SUJET DES PARTICIPANTS

BOMA Québec représente le plus important regroupement de propriétaires et de gestionnaires d'immeubles commerciaux de la province. Ses quelques 400 membres détiennent et gèrent plus de 85 % des édifices à bureaux de Classe A au Québec, soit au-delà de 50 millions de pieds carrés. Ils représentent le plus important placement immobilier commercial.

S'associer au DÉFI ÉNERGIE EN IMMOBILIER, c'est profiler votre organisation en leader sur les questions entourant l'efficacité énergétique et exposer celle-ci aux plus importants donneurs d'ouvrages en services professionnels, en entretien, en sécurité, en construction et en aménagements locatifs du secteur immobilier commercial.

NOTRE PROGRAMME DE PARTENARIAT 2017 - 2021

PARTENAIRES PLURIANNUELS (4 ANS)

Partenaires fondateurs

Les partenaires fondateurs sont des acteurs de premier plan et des leaders très importants pour la réussite de cette initiative. Ils permettront notamment d'assurer une stabilité financière à long terme en plus de contribuer au bon déroulement du DÉI en nommant un représentant pour siéger au Comité de direction du projet. Pour leur engagement exceptionnel, ces partenaires bénéficieront d'une visibilité premium tout au long du projet.

Partenaire fondateur principal

Partenaires fondateurs

Engagement annuel : 100 000 $
Total sur 4 ans : 400 000 $

- Maximum de 3 partenaires

Grands partenaires publics et privés

Les grands partenaires publics et privés sont des organisations chefs de file, publiques et privées, reconnues pour leurs pratiques d'efficacité énergétique et souhaitant démontrer la profondeur de leur engagement. Elles sont de précieuses alliées qui offriront un soutien financier récurrent pour toute la durée du concours. Elles bénéficieront d'une visibilité de premier plan sur l'ensemble des communications et relations publiques du DÉI.

Engagement annuel : 25 000 $ ou 50 000 $
Total sur 4 ans: 100 000 $ ou 200 000 $

PARTENAIRES ANNUELS

Partenaires collaborateurs

Les partenaires collaborateurs sont des organisations engagées et proactives qui contribuent à propulser le DÉI sur une base annuelle, financièrement ou par l'entremise de services essentiels au bon déroulement et au rayonnement de l'initiative au Québec (partenaires scientifiques et techniques, partenaires juridique, partenaire média, etc.). Ils sont de précieux alliés qui adhèrent aux principes et aux pratiques que promeut et défend le DÉI. Ils bénéficient d'une visibilité sur les principaux outils de communication du concours.

Engagement annuel : entre 10 000 $ et 25 000 $



PLAN DE VISIBILITÉ	PARTENAIRES FONDATEURS	GRANDS PARTENAIRES PUBLICS ET PRIVÉS	PARTENAIRES COLLABORATEURS
STRATÉGIE WEB			
Site web			
Zone Partenaire fondateur principal – section du site web exclusive dédiée à la valorisation du partenaire et/ou d'une initiative, d'un programme, etc.			
Positionnement logo page d'accueil	Bandeau premium	X	X
Logo section partenaires	X	X	X
Publication d'un communiqué section Nouvelles	X	X	
Infolettre trimestrielle et express			
Positionnement logo	Bandeau premium	X	X
Mentions fréquentes par DÉI	X	X	
Parution d'un article	Chaque édition	2 pour partenariat de 50 000 $ 1 pour partenariat de 25 000 $	
Réseaux sociaux			
Positionnement logo	Bandeau premium	X	X
Mentions fréquentes par DÉI	X	X	
Parution d'un article	X		
Présence du logo sur les bannières web et réseaux sociaux disponibles aux immeubles participants pour autopromotion (« Fier participants du DÉI »…)	X		

PLAN DE VISIBILITÉ	PARTENAIRE FONDATEUR PRINCIPAL	PARTENAIRES FONDATEURS	GRANDS PARTENAIRES PUBLICS ET PRIVÉS	PARTENAIRES COLLABORATEURS
OUTILS DE COMMUNICATION TRADITIONNELS ET NUMÉRIQUES				
Programme de la Soirée reconnaissance, dépliant de promotion destiné aux participants, affiches et outils d'autopromotion, production vidéo promotion DÉI (à confirmer selon les budgets), Guide informatif et Documents techniques de soutien remis aux participants.				
• Positionnement premium en page couverture et entête	X			
• Positionnement premium en page couverture		X		
• Positionnement privilège			X	X
• Possibilité de rédaction d'un article (si applicable selon document)	X	X		
• Publicité (si applicable selon document – à la discrétion de DÉI)	Pleine page	Pleine page	½ page	1/3 page pour partenaire de 25 000 $ 1/4 page pour partenaire de 10 000 $
ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX				
Cocktail de lancement du concours et soirée reconnaissance				
Cocktail VIP Soirée reconnaissance à l'image du partenaire	X			
Possibilité d'allocution et remise de prix	X	X	X	
Une place à la table d'honneur	X	X	X	
Mention d'honneur	X	X	X	X
Visibilité premium à l'écran (positionnement simple logo)	X	X		
Visibilité prestige de groupe			X	X
Possibilité d'une diffusion vidéo (fournie par le partenaire)	X	X	X	
Possibilité d'un prix dédié (présenté par le partenaire)	X	X	X	
Application de commandite sur mesure à discuter*	X	X	X	X

PLAN DE VISIBILITÉ	PARTENAIRE FONDATEUR PRINCIPAL	PARTENAIRES FONDATEURS	GRANDS PARTENAIRES PUBLICS ET PRIVÉS	PARTENAIRES COLLABORATEURS
PLACEMENT et COMMANDITE MÉDIAS				
Positionnement du logo	En en-tête avec logo DÉI	Positionnement premium	X	Selon format
Promotion et liens sponsorisés dans les réseaux sociaux	X	X		
RELATIONS DE PRESSE				
Positionnement du logo dans montage infographique	En en-tête avec logo DÉI	Positionnement premium	X	
Mention	X	X	X	X
Prise de parole lors des conférences de presse	X	X	X	
AUTRES				
Accès aux données d'efficacité énergétiques recueillies dans le gestionnaire de portfolio Energy Start (GPES)	X	X	X	
Accès aux informations relatives aux mesures mises en place par les participants pour réduction de leur consommation.	X	X	X	

Note : Nous sommes conscients que les partenaires du DÉI peuvent avoir des objectifs de communication spécifiques. Nous sommes ouverts à considérer d'autres stratégies et outils pouvant être favorables à une visibilité accrue de nos proches collaborateurs. Dans cette optique, le DÉI accorde à tous ses partenaires et alliés la possibilité de réaliser une activation de commandite dans le cadre de ses événements, sous réserve que les propositions soient équitables pour les autres partenaires et jugées raisonnables et pertinentes par le comité de direction du DÉI. Le DÉI se réserve le droit de refuser de telles demandes si elles s'avèrent inappropriées ou possiblement conflictuelles. Il est expressément entendu que toute telle activation de commandite est à la charge complète du partenaire.

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

N° d'inscription TPS : 121364749
N° d'inscription TVQ : 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **BOMA-QUÉBEC,** personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), ayant son siège social au 500, rue Sherbrooke Ouest, Bureau 900, Montréal, Québec H3A 3C6, agissant et représentée par Linda Carbone, directrice générale, dûment autorisée ainsi qu'elle le déclare et selon la résolution no 20170830 du conseil d'administration en date du 30 août 2017;

N° d'inscription T.P.S. : R107600124
N° d'inscription T.V.Q. : 1006103321

Ci-après appelée « BOMA »

BOMA et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE BOMA agit pour « améliorer les connaissances, les méthodes, les outils et les pratiques de gestion visant à augmenter la valeur de l'actif immobilier » ;

ATTENDU QUE BOMA sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager BOMA à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à BOMA;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de BOMA pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la directrice du Service du développement économique ou son représentant dûment autorisé.

2.7 « **Unité administrative** » : le Service du développement économique de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE BOMA

En considération des sommes versées par la Ville, BOMA s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution financière ne pourra servir à appuyer la mission globale de BOMA;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard le 1er décembre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 juin 2019 pour la première année et la période du 1er juillet d'une année au 31 juin de l'année suivante pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de BOMA pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, BOMA accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier, à déposer auprès du Responsable, le Rapport annuel, les rapports d'activités ainsi que les rapports d'étape, le cas échéant, requis par ce dernier et comportant les informations qu'il requiert, telles que, mais non limitativement, la ventilation des activités et l'utilisation des sommes allouées;

4.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec H3A 3P1), ses états financiers vérifiés, séparément, le cas échéant, de ceux des autres secteurs d'activités de BOMA conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente Convention au Responsable ses états financiers séparément, le cas échéant, de ceux des autres secteurs d'activités de BOMA, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie du règlement de régie interne de BOMA;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux conseils d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. BOMA s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention.

4.8 Séance du conseil municipal

Dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

4.9 Déclarations et garanties

BOMA déclare et garantit :

4.9.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

4.9.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

4.9.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

4.9.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par BOMA de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de quatre cent mille dollars (400 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

La somme sera remise à BOMA en quatre versements :

5.2.1 Pour l'année 2018 :

5.2.1.1 une somme maximale de cent mille dollars (100 000 $) dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention ;

5.2.2 Pour l'année 2019 :

5.2.2.1 une somme maximale de cent mille dollars (100 000 $), au plus tard le 1er mars 2019 et après le dépôt auprès du Responsable de la preuve que le montage financier du projet est complété;

5.2.3 Pour l'année 2020 :

5.2.3.1 une somme maximale de cent mille dollars (100 000 $), au plus tard le 1er mars 2019, et après le dépôt auprès du Responsable de la preuve que le montage financier du projet est complété;

5.2.4 Pour l'année 2021 :

5.2.4.1 une somme maximale de cent mille dollars (100 000 $), au plus tard le 1er mars 2021. et après le dépôt auprès du Responsable de la preuve que le montage financier du projet est complété;

Chaque versement est conditionnel à ce que BOMA ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

5.3 Ajustement de la contribution financière

Le Responsable peut exiger la remise par BOMA de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

BOMA ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 BOMA doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 BOMA doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

BOMA doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec BOMA.

6.3 BOMA doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de BOMA.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si BOMA n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si BOMA fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de BOMA passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par BOMA pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si BOMA perd son statut d'organisme sans but lucratif;.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, le Responsable avise par écrit BOMA du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que BOMA n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, BOMA refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à BOMA cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à BOMA.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 BOMA doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, une police d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, la police doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation de la police. Aucune franchise stipulée dans la police ne sera applicable à la Ville.

10.3 BOMA s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police ou du certificat de la police. BOMA doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 Représentations de BOMA

BOMA n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

12.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de BOMA

BOMA fait élection de domicile au 500, rue Sherbrooke Ouest, Bureau 900, Montréal (Québec) H3A 3C6, et tout avis doit être adressé à l'attention de Linda Carbone, directrice générale. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, BOMA fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, De La Gauchetière Ouest, Montréal (Québec) H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

12.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le .....e jour de 2018

BOMA-QUÉBEC

Par : _____
Linda Carbone, directrice générale

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de …… 20__ (Résolution CG17 .....).

ANNEXE 1

DESCRIPTION DU PROJET DÉFI-ÉNERGIE EN IMMOBILIER DE BOMA-QUÉBEC

La nouvelle Politique énergétique du Québec cible une diminution des émissions de gaz à effet de serre (GES) notamment par l'amélioration de 15 % de l'efficacité avec laquelle l'énergie est utilisée. De plus, les secteurs commercial et public représentaient 15 % de la consommation d'énergie en 2013, ce qui leur donne un poids considérable sur la consommation d'énergie du Québec.

Les gestionnaires immobiliers du Québec sont conscientisés à l'importance de l'utilisation efficace de l'énergie dans leurs bâtiments et du contrôle des émissions GES. Ils prennent action pour gérer certains de ces aspects, mais ils ont exprimé leur volonté de contribuer davantage.

L'initiative Race to Reduce de CivicAction a eu lieu dans la région de Toronto de 2011 à 2014. Il s'agissait d'une course à la réduction de la consommation énergétique entre les gestionnaires immobiliers. Une de ses particularités est qu'elle promouvait la collaboration entre les propriétaires et les locateurs d'immeubles.

Suite au succès de cette initiative qui a vu ses participants réduire leur consommation d'énergie de 12,1 % en 4 ans, d'autres courses similaires ont fait leur apparition sur le territoire canadien, et le Québec compte bien suivre la mouvance.

L'édition québécoise de Race to Reduce proposée par BOMA-Québec se nomme Défi-énergie en immobilier. Sa conception s'appuie sur les bases de Race to Reduce, et est adaptée au marché québécois.

Le défi-énergie en immobilier est une compétition conviviale et stimulante visant la réduction de la consommation d'énergie et des émissions de GES des bâtiments commerciaux par la collaboration et la coopération entre les gestionnaires immobiliers et les locataires.

Plus spécifiquement les objectifs poursuivis sont :

- Réduire la consommation d'énergie et les émissions de GES dans le secteur immobilier commercial;
- Accroître la collaboration entre les propriétaires et les locataires concernant les bonnes habitudes de consommation énergétique;
- Viser un taux de participation élevé dans tous les types de bâtiments (immeubles à bureaux, centre d'achat, etc.);
- Créer une plateforme d'échange sur les bonnes pratiques d'efficacité énergétique dans les bâtiments commerciaux.

Le défi-énergie en immobilier est panquébécois et cible l'ensemble des bâtiments commerciaux. Il vise la réduction de la consommation de toutes les sources d'énergie, notamment l'électricité et le gaz naturel.
Le défi-énergie débutera à l'automne 2017 pour une durée de quatre ans. Chaque année, des prix seront remis aux participants ayant de bonnes performances énergétiques.

En effet, plusieurs catégories de prix permettront de récompenser autant ceux qui ont une très faible consommation que ceux qui ont grandement réduit leur consommation. La bonne

collaboration entre les propriétaires et les locataires sera également soulignée. Des prix pourraient également être octroyés dans chacune des classes de bâtiments, les inscriptions le permettant.

Les participants, propriétaires et locataires d'immeubles commerciaux, devront s'inscrire en ligne. Un site permettra également de diffuser de l'information sur le projet et d'offrir des outils aidant les participants dans leur démarche d'amélioration des performances énergétiques des bâtiments.

Le défi-énergie en immobilier permettra d'aider les gouvernements du Québec et du Canada à atteindre leurs cibles de réduction de consommation énergétique et d'émissions de GES. Il permettra également de sensibiliser propriétaires et citoyens à l'importance de gestion de la consommation énergétique, et donc de la collaboration entre propriétaires et locataires lors d'application de mesures d'efficacité énergétique. Le défi contribuera également à l'atteinte des objectifs de la Ville de Montréal en matière de réduction des GES.

ANNEXE 2
PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S’assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d’au moins une caméra lorsqu’il y a une captation de l’événement par une chaîne de télévision ou lors d’une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l’avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d’événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d’événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l’encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l’activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l’adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l’Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d’un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177030002

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Objet :	Accorder un soutien financier de 400 000 $, soit 100 000 $ par année pendant 4 ans, à BOMA-Québec, pour réaliser le projet Défi-Énergie en immobilier, dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan de développement durable 2016-2020 / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1177030002 - BOMA-Québec.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie GODBOUT
Préposée au budget
Tél : 514-872-0721

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-28

Isabelle FORTIER
Conseillere budgetaire
Tél : 514 872-9366
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point Ser. Développement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.04

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1177242002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec IBM Canada Ltée une entente-cadre d'une durée de trois (3) ans pour l'acquisition d'équipements de télécommunication (Accès et Périmètre) avec support, entretien et formation - Appel d'offres public 17-16251 (lot 1) - Deux soumissionnaires - 959 334,21 $ taxes incluses

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de trois (3) ans, incluant une possibilité de renouvellement annuel pour deux années consécutives, pour l'acquisition d'équipements de télécommunication (Accès et Périmètre) avec support, entretien et formation ;
2. d'accorder à IBM Canada Ltée, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix unitaires de sa soumission, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16251 ;

Firme	Description	Montant estimé (3 ans)
IBM Canada Ltée.	• Lot 1 - acquisition, formation, support et entretien de commutateurs d'accès usagers.	959 334,21 $

3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service des Technologies de l'Information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2018-01-26 16:36

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177242002**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec IBM Canada Ltée une entente-cadre d'une durée de trois (3) ans pour l'acquisition d'équipements de télécommunication (Accès et Périmètre) avec support, entretien et formation - Appel d'offres public 17-16251 (lot 1) - Deux soumissionnaires - 959 334,21 $ taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

En 2016, la Ville de Montréal (Ville) a changé son modèle de gestion du réseau de transmission de données, avec le développement d'un réseau de télécommunications urbaines multiservices à très haut débit afin d'assurer des services de première ligne aux citoyens. Pour ce faire, un nouveau modèle de gestion pour la transmission de données a été établi incluant :

1. Le déploiement par phases d'un réseau propriétaire de fibres optiques à la Ville en fonction de la faisabilité, rentabilité et criticité de chaque site à connecter;
2. L'ouverture du marché pour la location de circuits (MAN) et l'Internet;
3. Des ententes-cadres pour l'acquisition des équipements et des services de télécommunications;
4. Le rapatriement de la maîtrise d'œuvre à l'interne pour gagner en agilité et en efficacité;
5. La possibilité d'implanter de nouvelles solutions à moyen terme au niveau de l'infrastructure et du mobilier urbain numérique.

Dans le cadre du 3e volet du nouveau modèle de gestion de télécommunications pour la transmission de données, la Ville veut se doter d'ententes-cadres pour l'acquisition d'équipements de télécommunication permettant d'assurer la sécurité, les accès et la gestion des flux de données dans le réseau de télécommunication, incluant le support, l'entretien et la formation. Le Service des TI a donc lancé l'appel d'offres public 17-16251, en date du 28 juin 2017, publié sur le site SEAO ainsi que dans le journal Le Devoir.

La Ville étant soucieuse de toujours obtenir le meilleur rapport technologie/prix, l'appel d'offres a été offert à tous les manufacturiers et fournisseurs de solutions de télécommunication. L'objectif final pour la Ville est d'acquérir des équipements qui seront en mesure de supporter l'architecture cible qu'elle projette mettre en place.

Dans le cadre de cet appel d'offres, quatre (4) addenda ont été publiés :

No. addenda	Date	Portée
1	2017-07-07	Demande d'information impliquant des précisions sur les clauses *20.1 Soumissionnaire proposé et Adjudicataire, 20.2 Ressources affectées à l'exécution du contrat* des Instructions au soumissionnaire (section I) et *27 . Enquête de sécurité* des Clauses particulières (section III)
2	2017-07-13	Demande d'information, remplacement des clauses *1. Objet* , *5. Prolongation du contrat* et *7.6 Modalité de paiement* du devis technique (section V) et report de la date d'ouverture des soumissions
3	2017-07-19	Demande d'information et mise à jour de l'annexe A du devis technique (section V)
4	2017-07-26	Demande d'information et report de la date d'ouverture des soumissions

Au total, trente-neuf (39) jours ont donc été accordés aux soumissionnaires pour préparer leurs soumissions.

L'ouverture des soumissions s'est tenue le lundi 7 août 2017. Deux soumissionnaires ont répondu. Le délai de validité des soumissions est de deux cent dix (210) jours calendrier suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions.

Étant donné que certains de ces équipements de télécommunication sont utilisés par les services de sécurité publique, une enquête de sécurité est nécessaire pour les firmes adjudicataires et leurs administrateurs.

IBM Canada Ltée présente une enquête de sécurité valide ainsi que leurs administrateurs.

Le présent dossier vise donc à conclure avec IBM Canada Ltée une entente-cadre d'une durée de trois (3) ans pour l'acquisition d'équipements de télécommunication (Accès et Périmètre) incluant support, entretien et formation, pour un montant maximum de 959 334,21 $ taxes incluses.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG08 0026 - 2008-02-05 - Mise en oeuvre RASOP, volet télécommunications - Accorder aux firmes TELUS et Bell Mobilité trois contrats pour la fourniture des services de télécommunications, pour les durées et montants indiqués en regard de chacun d'eux, conformément aux appels d'offres publics 07-10382 et incluant une provision de 20% pour des besoins additionnels / transmission de données (TELUS, 10 ans, 57 M$), 07-10420 / Téléphonie filaire (TELUS, 7 ans, 42 M$) et 07-10421 / Téléphonie cellulaire (Bell Mobilité, 4 ans, 9 M$).

DESCRIPTION

Dans son appel d'offres, la Ville a regroupé les contrats sous trois (3) lots. Les lots sont identifiés selon les types d'équipements suivants :

- Lot 1 : acquisition, support, entretien et formation de commutateurs d'accès usagers. Les équipements de ce lot visent à :
    - Déployer un réseau d'accès normalisé à l'ensemble de la Ville;
    - Remplacer certains équipements qui atteindront bientôt leur fin de vie;

        - Créer une infrastructure capable de supporter de nouveaux services et besoins.
    - Lot 2 : acquisition, support, entretien et formation de routeurs Internet. Les équipements de ce lot visent à :
        - Partager la charge sur les deux liens en manipulant les routes Internet;
        - Ajouter des liens Internet pour supporter le réseau sans-fil de la Ville;
        - Créer une infrastructure capable de supporter de nouveaux services et besoins.
    - Lot 3 : acquisition, support, entretien et formation de routeurs de chiffrement et de sécurité. IPSec. Les équipements de ce lot visent à remplacer les équipements actuels et répondre aux besoins grandissants.

La présente entente-cadre d'acquisition d'équipements de télécommunication avec support, entretien et formation vise le lot 1 de l'appel d'offres 17-16251. Les autres lots de l'appel d'offres ont été octroyés selon la procédure habituelle de délégation de pouvoir et d'autorisation de dépenses.

JUSTIFICATION

Le Service des TI gère son réseau qui relie les édifices municipaux sur l'ensemble du territoire, soit plus de 500 édifices. Le Service des TI a récupéré les actifs et les équipements impartis et par le fait même, la gestion des achats d'équipements ainsi que les activités de support et d'entretien de ces actifs et les formations associées.
À l'origine, les coûts d'acquisition de nouveaux équipements, de support, d'entretien et de formation, étaient absorbés dans l'entente de l'ancien adjudicataire. Depuis, la Ville a repris la gestion des contrats et a effectué cet appel d'offres pour acquérir des équipements, des formations, du support et de l'entretien.

Le résultat du processus d'appel d'offres indique qu'il y a eu huit preneurs de cahier des charges. De ce nombre, deux firmes (25%) ont déposé une soumission pour le lot 1. Parmi les preneurs du cahier des charges qui n'ont pas déposé de soumission, trois firmes ont transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement.

- Deux firmes mentionnent un devis trop spécialisé;
- Une firme ne possède pas l'accréditation de l'AMF.

Présentation des résultats pour le lot 1 : Commutateurs d'accès usagers

Firmes soumissionnaires	Prix soumis (taxes incl.)	Autre (préciser)	Total
IBM Canada Ltée	959 334,21 $		959 334,21 $
Bell Canada	1 254 882,50 $		1 254 882,50 $
Dernière estimation réalisée	3 377 275,65 $		3 377 275,65 $
Coût moyen des soumissions conformes *(total du coût des soumissions conformes / nombre de soumissions)*			1 107 108,35 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%) *((coût moyen des soumissions conformes – la plus basse) / la plus basse) x 100*			15,40 %
Écart entre la plus haute et la plus basse conformes ($) *(la plus haute conforme – la plus basse conforme)*			295 548,29 $
			30,81 %

Écart entre la plus haute et la plus basse conformes (%) *((la plus haute conforme – la plus basse conforme) / la plus basse) x 100*	
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) *(la plus basse conforme – estimation)* Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%) *((la plus basse conforme – estimation) / estimation) x 100*	- 2 417 941,44 $ -71,59 %
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($) *(la deuxième plus basse – la plus basse)* Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%) *((la deuxième plus basse – la plus basse) / la plus basse) x 100*	295 548,28 $ 30,81 %

Explications des écarts :

Des escomptes hors norme (une augmentation inattendue de 20% du taux d'escompte par rapport à un taux déjà très avantageux obtenu dans un appel d'offres similaire en 2016) ont été offerts. Une analyse détaillée des appels d'offres précédents d'acquisition d'équipements tant en télécommunication qu'en infrastructure démontre que les escomptes offerts sont plus élevés que dans le passé et que l'estimation initiale était valide en fonction des résultats d'appels d'offres à ce jour.

Le présent dossier donne suite à un contrat assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics conformément au décret 435-2015 adopté le 27 mai 2015. L'adjudicataire recommandé, IBM Canada Limitée, détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Les achats d'équipements seront assumés au PTI 2018-2020 et/ou au budget de fonctionnement du Service des TI pour la durée des ententes. Les équipements seront acquis au fur et à mesure de l'expression des besoins des projets et selon leurs disponibilités budgétaires. Tous les besoins futurs d'achat de ces équipements seront régis par le processus d'autorisation de dépenses en fonction d'une entente. Les engagements, les virements de crédits et le partage des dépenses seront évalués à ce moment selon la nature du projet.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ces ententes-cadres permettront l'achat d'équipements pour la mise en place de la nouvelle architecture réseau de la Ville. Elles permettront également d'adresser les besoins futurs de connectivité pour répondre aux initiatives de la Ville Intelligente. Enfin elles permettront d'adresser les futurs besoins de connectivité liés aux nouveaux outils mis en place dans les différents services pour répondre aux besoins des citoyens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier au CE - 7 février 2018;
- Approbation du dossier au CM – 19 février 2018;
- Approbation du dossier au CG – 22 février 2018;
- Octroi du contrat – février 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Bernard BOUCHER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Christine BRIEN KILIAN
Conseillère en Analyse et Contrôle de Gestion

Tél : 514 872-7078
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-01

Demis NUNES
Chef de Division Connectivité Dorsale & Opérations

Tél : 514-887-9047
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2018-01-26

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 29 septembre 2014

IBM CANADA LIMITEE
A/S MONSIEUR DENIS DESBIENS
1360, BOUL RENÉ-LÉVESQUE OUEST, BUREAU 400
MONTRÉAL (QC) H3G 2W6

N° de décision : 2014-CPSM-1040688
N° de client : 3000155242

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- FINANCEMENT MONDIAUX IBM
- IBM PUBLIC HEALTH SOLUTION FOR DISEASE
- LES SERVICES D'AFFAIRES MONDIAUX IBM
- LES SERVICES TECHNOLOGIQUES MONDIAUX IBM
- LOTUS DÉVELOPPEMENT CANADA
- SERVICES DE TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DES AMÉRIQUES
- SERVICES MONDIAUX IBM
- TIVOLI

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). IBM CANADA LIMITEE est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **28 septembre 2017** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nouvelle recherche

Dernière mise à jour : **mercredi, 31 janvier 2018 à 19:30**

Résultat de recherche par nom ou numéro pour : ibm

Nombre de résultats trouvés : 3

Nom	Autres noms d'affaires	Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)	Numéro de client à l'Autorité	Adresse du siège social	Ville	Province/ État	Code postal	Pays
IBM CANADA LIMITÉE	FINANCEMENT MONDIAUX IBM IBM PUBLIC HEALTH SOLUTION FOR DISEASE LES SERVICES D'AFFAIRES MONDIAUX IBM LES SERVICES TECHNOLOGIQUES MONDIAUX IBM LOTUS DÉVELOPPEMENT CANADA SERVICES MONDIAUX IBM SERVICES DE TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DES AMÉRIQUES TIVOLI	1165702128	3000155242	3600, STEELES AVE E	MARKHAM	ON	L3R 9Z7	CANADA
LES INDUSTRIES BLAIS INC.	BLAIS INDUSTRIES INC. CONSTRUCTION IB MAURITANIE	1166151309	3000235923	155, BOUL INDUSTRIEL	ROUYN-NORANDA	QC	J9X 6P2	CANADA
SOCIÉTÉ CONSEIL GROUPE LGS	IBM BUSINESS CONSULTING SERVICES LGS ECOMMERCE + LGS GROUP CONSULTING CORPORATION SERVICES-CONSEILS EN AFFAIRES IBM	1142691709	3000161226	275, AV VIGER E, 4E ÉTAGE	MONTRÉAL	QC	H2X 3R7	CANADA

Nouvelle recherche

Si vous avez des commentaires ou des questions concernant ce registre, nous vous invitons à le faire par le biais de la demande d'information.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1177242002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Objet :	Conclure avec IBM Canada Ltée une entente-cadre d'une durée de trois (3) ans pour l'acquisition d'équipements de télécommunication (Accès et Périmètre) avec support, entretien et formation - Appel d'offres public 17-16251 (lot 1) - Deux soumissionnaires - 959 334,21 $ taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-16251 Det Cah Final.pdf
17-16251 Intervention lot 1.pdf
17-16251 Tableau des prix lot 1.pdf
17-16251 PV.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Bernard BOUCHER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5290

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-12

Denis LECLERC
C/S App. strat. en Biens
Tél : 514-872-5241
Division : Division De L Acquisition De Biens Et Services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16251

No du GDD : 1177242002

Titre de l'appel d'offres : Acquisition d'équipements de télécommunication (Accès et périmètres) avec support, entretien et formation

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 28 - 6 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 17 - 7 - 2017

Ouverture faite le : 7 - 8 - 2017

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 4

Date du dernier addenda émis : 26 - 7 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 39 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 2

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 25

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 210 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 5 - 3 - 2018

Date d'échéance révisée : 5 - 3 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Bell Canada	1 254 822,50		
IBM Canada ltée	959 334,21	√	

Information additionnelle

En considération des avis de désistements: Deux firmes mentionnent un devis trop spécialisé, une firme ne possède pas l'accréditation de l'AMF.

Préparé par : Bernard Boucher

Le 12 - 12 - 2017

Appel d'offres public 17-16251
Acquisition d'équipements de télécommunication (Accès et Périmètre) avec support, entretien et formation

Lot 1 - Commutateurs

		IBM			Bell		
		Prix 3 ans	Prix An 4	Prix An 5	Prix 3 ans	Prix An 4	Prix An 5
Sous-total des **équipements** (avant taxes):		834 385,05 $	166 892,37 $	163 354,43 $	1 091 439,44 $	210 171,22 $	204 901,13 $
Sous-total de la **formation** (avant taxes):		- $	- $	- $	- $	- $	- $
Sous-total du support et **entretien** (avant taxes):		- $	- $	- $	- $	- $	- $
Total		834 385,05 $	166 892,37 $	163 354,43 $	1 091 439,44 $	210 171,22 $	204 901,13 $
TPS	5,00%	41 719,25 $	8 344,62 $	8 167,72 $	54 571,97 $	10 508,56 $	10 245,06 $
TVQ	9,975%	83 229,91 $	16 647,51 $	16 294,60 $	108 871,08 $	20 964,58 $	20 438,89 $
		959 334,21 $	**191 884,50 $**	**187 816,76 $**	**1 254 882,50 $**	**241 644,36 $**	**235 585,07 $**

Adjudicataire recommandé pour lot 1

	Total sans taxes	TPS	TVQ	Total avec taxes
Lot 1 IBM	**834 385,05 $**	**5,00%**	**9,975%**	**959 334,21 $**

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16251
Numéro de référence : 1086494
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition d'équipements de télécommunication (Accès et périmètres) avec support, entretien et formation

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
alcatel-Lucent 3843 jean guy samson Saint-Hubert, QC, j3y8v1 NEQ : 1164297245	Monsieur Richard Léveille Téléphone : 514 891-0206 Télécopieur :	**Commande : (1317704)** 2017-07-17 9 h 22 **Transmission :** 2017-07-17 9 h 22	2790313 - 17-16251 Addenda N° 1 2017-07-17 9 h 22 - Téléchargement 2792724 - 17-16251 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-17 9 h 22 - Téléchargement 2795317 - 17-16251 Addenda N° 3 2017-07-19 9 h 07 - Courriel 2798632 - 17-16251 Addenda N° 4 - Report de date 2017-07-26 14 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Bell Canada 930, rue d'Aiguillon, RC-140 Québec, QC, G1R5M9	Monsieur Philippe Robitaille Téléphone	**Commande : (1310433)** 2017-06-28 14 h 04	2790313 - 17-16251 Addenda N° 1 2017-07-07 16 h 05 - Courriel

	NEQ : 1172462849	: 418 691-4039 Télécopieur : 418 691-4095	**Transmission :** 2017-06-28 14 h 04	2792724 - 17-16251 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-13 13 h 29 - Courriel 2795317 - 17-16251 Addenda N° 3 2017-07-19 9 h 07 - Courriel 2798632 - 17-16251 Addenda N° 4 - Report de date 2017-07-26 14 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Cisco Systems Canada Cie. 500 Grande-Allée Est, Suite#201 Québec, QC, G1R 2J7 NEQ : 1147366851	Madame Marie-Claude Dallaire Téléphone : 418 634-5648 Télécopieur :	**Commande : (1310791)** 2017-06-29 9 h 02 **Transmission :** 2017-06-29 9 h 02	2790313 - 17-16251 Addenda N° 1 2017-07-07 16 h 05 - Courriel 2792724 - 17-16251 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-13 13 h 29 - Courriel 2795317 - 17-16251 Addenda N° 3 2017-07-19 9 h 07 - Courriel 2798632 - 17-16251 Addenda N° 4 - Report de date 2017-07-26 14 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	IBM Canada ltée 140, Grande Allée Est 5e étage Québec, QC, G1R 5N6 http://www.ibm.com NEQ : 1165702128	Madame Gabrielle Savard Téléphone : 418 521-8257 Télécopieur : 418 523-6868	**Commande : (1311214)** 2017-06-29 15 h 41 **Transmission :** 2017-06-29 15 h 41	2790313 - 17-16251 Addenda N° 1 2017-07-07 16 h 04 - Courriel 2792724 - 17-16251 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-13 13 h 29 - Courriel 2795317 - 17-16251 Addenda N° 3 2017-07-19 9 h 07 - Courriel 2798632 - 17-16251 Addenda N° 4 - Report de date

				2017-07-26 14 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Informatique ProContact inc. 3249, Jean-Béraud Laval, QC, H7T 2L2 http://www.procontact.ca NEQ : 1171381446	Monsieur Ali Fajr Téléphone : 514 292-2224 Télécopieur :	**Commande : (1313162)** 2017-07-05 16 h 24 **Transmission :** 2017-07-05 16 h 24	2790313 - 17-16251 Addenda N° 1 2017-07-07 16 h 04 - Courriel 2792724 - 17-16251 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-13 13 h 29 - Courriel 2795317 - 17-16251 Addenda N° 3 2017-07-19 9 h 07 - Courriel 2798632 - 17-16251 Addenda N° 4 - Report de date 2017-07-26 14 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Melissa Beauparlant - Juniper Networks 420 rue Parc-des-Erables La Prairie, QC, J5R 6j2 http://www.juniper.net NEQ :	Madame Melissa Beauparlant Téléphone : 514 712-6461 Télécopieur :	**Commande : (1310592)** 2017-06-28 16 h 03 **Transmission :** 2017-06-28 16 h 03	2790313 - 17-16251 Addenda N° 1 2017-07-07 16 h 04 - Courriel 2792724 - 17-16251 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-13 13 h 29 - Courriel 2795317 - 17-16251 Addenda N° 3 2017-07-19 9 h 07 - Courriel 2798632 - 17-16251 Addenda N° 4 - Report de date 2017-07-26 14 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Réseau de transport de la Capitale. 720, des Rocailles Québec, QC, G2J 1A5 NEQ :	Madame KORA ROBERGE Téléphone : 418 627-	**Commande : (1312548)** 2017-07-04 16 h 08 **Transmission**	Mode privilégié : Ne pas recevoir

		2351 Télécopieur : 418 641-6716	: 2017-07-04 16 h 08	
☐	Rogers Communication Canada Inc 800 rue de la Gauchetière Ouest, 6ième étage Montréal, QC, H5A 1K3 NEQ : 1163917611	Monsieur Fabien Mariou Téléphone : 438 837-0542 Télécopieur :	**Commande : (1311215)** 2017-06-29 15 h 42 **Transmission :** 2017-06-29 15 h 42	2790313 - 17-16251 Addenda N° 1 2017-07-07 16 h 04 - Courriel 2792724 - 17-16251 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-13 13 h 29 - Courriel 2795317 - 17-16251 Addenda N° 3 2017-07-19 9 h 07 - Courriel 2798632 - 17-16251 Addenda N° 4 - Report de date 2017-07-26 14 h 47 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

Sélectionner Annuler

© 2003-2017 Tous droits réservés

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.05

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1177541008

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser un transfert de 125 781,65 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour compléter les travaux correctifs à la caserne de pompiers 64 (3330) située au 3175, chemin Remembrance, arrondissement de Lachine, dans le cadre du contrat accordé à la firme Construction D.L.T. (2014) inc. (CG17 0188) pour les travaux d'installation d'un système de captation des gaz à la source et travaux correctifs aux casernes de pompiers n° 38 (0762), n° 56 (3051) et n° 64 (3330) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 491 225,75 $ à 1 617 007,40 $, taxes incluses.

Il est recommandé :

1. d'autoriser le transfert d'une somme de 125 781,65 $, taxes incluses, du poste des dépenses incidentes au poste des dépenses contingentes pour compléter les travaux correctifs à la caserne de pompiers n° 64, dans le cadre de la réalisation de travaux d'installation d'un système de captation des gaz à la source et travaux correctifs aux casernes de pompiers n° 38 (0762), n° 56 (3051) et n° 64 (3330), comprenant tous les frais incidents, le cas échéant;
2. d'accorder à Construction D.L.T. (2014) inc. (CG17 0188) ce surplus contractuel, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 491 225,75 $ à 1 617 007,40 $, taxes incluses;
3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2018-01-28 12:12

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177541008**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser un transfert de 125 781,65 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour compléter les travaux correctifs à la caserne de pompiers 64 (3330) située au 3175, chemin Remembrance, arrondissement de Lachine, dans le cadre du contrat accordé à la firme Construction D.L.T. (2014) inc. (CG17 0188) pour les travaux d'installation d'un système de captation des gaz à la source et travaux correctifs aux casernes de pompiers n° 38 (0762), n° 56 (3051) et n° 64 (3330) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 491 225,75 $ à 1 617 007,40 $, taxes incluses.

CONTENU

CONTEXTE

En mai 2017, un contrat de travaux d'installation d'un système de captation des gaz à la source et travaux correctifs aux casernes de pompiers n° 38, 56 et 64 d'une valeur de 1 491 225,75 $ a été octroyé à la firme Construction D.L.T. (2014) inc. Les contingences pour ce projet étaient de 15 %. Le chantier a débuté le 27 juin 2017 et l'avancement de celui-ci, à la fin décembre 2017, est à 70 %. Des contingences sur l'ensemble du contrat sont présentement engagées à 45 %.
Les travaux prévus au contrat pour la caserne 64 consistaient principalement à :

- L'installation d'un nouveau système de captation des gaz à la source pour quatre (4) baies;
- L'installation d'une nouvelle unité de ventilation au toit;
- La réfection de deux (2) bassins de toiture.

Lors de l'étape de la conception préliminaire pour l'installation de la nouvelle unité de ventilation à la caserne 64, des relevés ont été effectués au chantier par les professionnels pour vérifier la capacité portante des éléments structuraux de la toiture. Ces relevés n'ont pas permis d'analyser la structure existante, car celle-ci était dissimulée sous un plafond de plâtre. De plus, les plans de structure de la construction de 1961 et de l'agrandissement de 1977 n'étaient pas suffisamment détaillés. Les professionnels ont donc complété les plans avec une conception sommaire de renforts structuraux basée sur de l'information incluse aux plans existants d'architecture. Lors des travaux, les professionnels ont été en mesure d'évaluer plus précisément les renforts structuraux requis. Une directive de changement a

par la suite été émise par les professionnels.

La majoration du contrat à l'entrepreneur avec le transfert du montant des incidences permettra de terminer le chantier dans sa totalité. Aucune augmentation du montant total de la dépense ne sera nécessaire et celle-ci demeurera à 1 640 348,33 $, incluant les taxes, contingences et incidences.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

18 mai 2017 - CG17 0188 - Accorder un contrat à Construction D.L.T. (2014) inc. pour les travaux d'installation d'un système de captation des gaz à la source et travaux correctifs aux casernes de pompiers n° 38, 56 et 64 situées au 14201, rue Sherbrooke Est, dans l'arrondissement de Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles, au 230, boulevard Chèvremont, dans l'arrondissement de l'Île-Bizard-Sainte–Geneviève et au 3175, rue Remembrance, dans l'arrondissement de Lachine, respectivement - Dépense totale de 1 640 348,33 $ taxes incluses - Appel d'offres public 5855 (3 soum.)
30 avril 2015 - CG15 0250 - Approuver cinq projets de convention de cession entre Dessau inc. et Stantec experts-conseils ltée par lesquels Dessau inc. cède à Stantec experts -conseils ltée tous ses droits, titres et intérêts dans les contrats de services professionnels concernés, selon les mêmes termes et conditions.

26 mars 2015 - CG15 0148 - Accorder un contrat de services professionnels en gestion de projets à Macogep inc. pour réaliser la mise aux normes des systèmes de captation des gaz des bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal pour une somme maximale de 984 847,34 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-14003 - (2 soum.) / Approuver un projet de convention à cette fin.

29 janvier 2015 - CG15 0013 - Accorder quatre contrats de services professionnels en architecture et en ingénierie à Girard Côté Bérubé Dion architectes inc. et Dessau inc. (lots 1, 2 et 4) et Parizeau Pawulski architectes s.e.n.c., Dupras Ledoux inc. et MDA experts-conseils (lot 3) pour réaliser la mise aux normes des systèmes de captation des gaz des bâtiments du Service de sécurité incendie de Montréal pour une dépense totale de 2 690 504,31 $, taxes incluses - Appel d'offres public 14-13764 (6 soum.) / Approuver les projets de convention à cette fin.

28 août 2008 - CG08 0400 - Octroyer un contrat à la firme Nederman Canada Ltd pour l'achat et l'installation de systèmes de captation des gaz à la source dans les garages des casernes 26, 38, 40, 44 et 62 - autoriser une dépense de 248 131,00 $ taxes incluses, (fournisseur unique) - appel de proposition no 00-6972.

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande l'augmentation de la valeur maximale du contrat de construction à Construction D.L.T. (2014) inc. pour terminer les travaux de renforts structuraux requis pour l'installation d'une nouvelle unité de ventilation à la caserne n° 64. Toutes les autres clauses du contrat demeurent les mêmes.

JUSTIFICATION

Les conditions existantes lors de la phase de la conception ne permettaient pas d'évaluer les renforts requis pour l'installation de la nouvelle unité de ventilation.

Après l'évaluation des renforts structuraux requis, une directive de changement a été produite qui inclut notamment les travaux suivants afin d'installer la nouvelle unité de ventilation :

- L'ajout de colonnettes au toit pour supporter la nouvelle unité de ventilation;
- L'ajout de renforts aux poutrelles existantes du toit;
- L'ouverture du plafond de plâtre pour accéder aux éléments de structure et fermeture du plafond en gypse à la fin des travaux.

Afin de permettre de compléter les travaux, un montant additionnel de 125 781,65 $ taxes incluses est requis. Des économies réalisées dans les dépenses incidentes permettent le transfert d'une partie de cette somme aux dépenses contingentes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le présent sommaire recommande de majorer le montant du contrat initial de Construction D.L.T. (2014) inc. en le portant de 1 491 225,75 $ à 1 617 007,40 $, taxes et contingences incluses, soit un transfert de 125 781,65 $ des dépenses incidentes aux dépenses contingentes. Ce montant permettra de finaliser les travaux. Cela représente une augmentation de 8,43 % du contrat de l'entrepreneur.

Les travaux contingents ci-dessus mentionnés sont des dépenses en immobilisation. Ils sont assumés à 100 % par l'Agglomération. Le montant de contingences dans le contrat initial de l'entrepreneur était de 194 507,71 $ taxes incluses, ce qui représente 15% de la valeur du contrat. Ce montant sera majoré à un montant total de 320 289,36$, ce qui représente 24,7% de la valeur du contrat initial.

Le montant des incidences sera réduit de 149 122,58 $ à 23 340,93 $, taxes incluses, ce qui permettra de couvrir les dépenses incidentes pour la poursuite du projet.

Le montant total du contrat à accorder augmente à 1 617 007,40 $ incluant les contingences et les taxes.

La dépense déjà autorisée demeure la même soit : 1 640 348,33 $ incluant les contingences, les incidences et les taxes et sera financé par le règlement d’emprunt de compétence d'agglomération RCG 15-008 du règlement – Travaux requis pour la captation des gaz à la source dans les casernes de pompiers ainsi que par le règlement d’emprunt RCG 16-046 - Travaux de rénovation et de protection d'immeubles.

Le coût des travaux est prévu au Programme triennal d'immobilisations (PTI) du Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI).

Cette dépense est assumée à 100 % par l'Agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Un plan d’élimination de déchets de construction est inclus dans le contrat de l’entrepreneur général.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si les travaux ne sont pas complétés, la nouvelle unité de ventilation ne pourra être installée dans le cadre de ce contrat. Des frais d'entreposage pour cette unité seront à défrayer par la Ville. Ceci aurait pour effet de perdre la garantie de cette unité de ventilation d'une durée d'un an.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Relativement au présent dossier d'augmentation du contrat, aucune opération de communication n'est requise.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Contrat : 14792 - Mandat : 17618-2-015

Augmentation du contrat construction au CG:	février 2018
Réalisation des travaux :	février 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Carole GUÉRIN, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

Carole GUÉRIN, 21 décembre 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie DESSUREAULT
Gestionnaire immobilier

Tél : 514 872-0435
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-21

Jean BOUVRETTE
C/D services techniques

Tél : 514-868-0941
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Michel SOULIÈRES
Directeur - gestion de projets immobiliers
Tél : (514) 872-2619

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049

Approuvé le : 2018-01-22

Approuvé le : 2018-01-26

Tableau des coûts du projet

Projet :	**Installation d'un système de captation des gaz et travaux correctifs**				Mandat :	17618-2-015	
	Casernes 38-56-64				Contrat :	14792	
Date :	**10-avr-17**						
Étape :	**Octroi de contrat**						
				Budget	**Tps 5,0%**	**Tvq 9,975%**	**Total**
Contrat :	**Travaux forfaitaires***	**%**		**$**			
	installation système captation des gaz			1 127 826,09			
	Sous-total :		100,0%	**1 127 826,09**	**56 391,30**	**112 500,65**	**1 296 718,04**
	Contingences de construction		15,0%	169 173,91	**8 458,70**	**16 875,10**	**194 507,71**
	Total - Contrat :			**1 297 000,00**	**64 850,00**	**129 375,75**	**1 491 225,75**
Incidences :							
	Total - Incidences :		**10,0%**	**129 700,00**	**6 485,00**	**12 937,58**	**149 122,58**
Ristournes :	**Coût des travaux (Montant à autoriser)**			**1 426 700,00**	**71 335,00**	**142 313,33**	**1 640 348,33**
	Tps	100,00%			71 335,00		71 335,00
	Tvq	50,0%				71 156,66	
	Coût après ristourne (Montant à emprunter)			**1 426 700,00**		**71 156,66**	**1 497 856,67**

* prix déposé par le plus bas soumissionnaire

Méthode d'estimation des contingences : Les contingences ont été évaluées en se basant sur des projets similaires et en considérant que les travaux sont effectués dans un bâtiment existant.

Rythme des déboursés : Les travaux seront réalisés en 2017.

Cette dépense sera déboursée dans une proportion de 60% pour les travaux de captation des gaz et de 40% pour les travaux de protection des immeubles (la réfection de la toiture, travaux de plomberie).

Tableau des coûts du projet

Projet :	**Installation d'un système de captation des gaz et travaux correctifs**				Mandat :	17581-2-001	
	Casernes 38-56-64				Contrat :	14792	
Date :	**19-déc-17**						
Étape :	**Crédits supplémentaires**						
				Budget	**Tps 5,0%**	**Tvq 9,975%**	**Total**
Contrat :	**Travaux forfaitaires***	**%**		**$**			
	installation système captation des gaz			1 127 826,09			
	Sous-total :		100,0%	**1 127 826,09**	**56 391,30**	**112 500,65**	**1 296 718,05**
	Contingences de construction		24,7%	278 573,04	**13 928,65**	**27 787,66**	**320 289,36**
	Total - Contrat :			**1 406 399,13**	**70 319,96**	**140 288,31**	**1 617 007,40**
Incidences :							
	Total - Incidences :		**1,4%**	**20 300,87**	**1 015,04**	**2 025,01**	**23 340,93**
Ristournes :	**Coût des travaux (Montant à autoriser)**			**1 426 700,00**	**71 335,00**	**142 313,33**	**1 640 348,33**
	Tps	100,00%			71 335,00		71 335,00
	Tvq	50,0%				71 156,66	
	Coût après ristourne (Montant à emprunter)			**1 426 700,00**		**71 156,66**	**1 497 856,67**

* prix déposé par le plus bas soumissionnaire

Rythme des déboursés : Les travaux seront réalisés dans une proportion de 70% en 2017 et 30% en 2018.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177541008

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction de la gestion de projets immobiliers , Division projets sécurité publique
Objet :	Autoriser un transfert de 125 781,65 $, taxes incluses, des dépenses incidentes aux dépenses contingentes, pour compléter les travaux correctifs à la caserne de pompiers 64 (3330) située au 3175, chemin Remembrance, arrondissement de Lachine, dans le cadre du contrat accordé à la firme Construction D.L.T. (2014) inc. (CG17 0188) pour les travaux d'installation d'un système de captation des gaz à la source et travaux correctifs aux casernes de pompiers n° 38 (0762), n° 56 (3051) et n° 64 (3330) majorant ainsi le montant total du contrat de 1 491 225,75 $ à 1 617 007,40 $, taxes incluses.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1177541008 - information comptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-21

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.06

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1187669003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie Construction Bau-Val inc. , pour des travaux de construction d'un collecteur sanitaire sous la rue Ottawa entre les rues du Séminaire et Dalhousie - Griffintown Lot-3B. Arrondissement du Sud-Ouest. Dépense totale de 9 327 000,00 $ (contrat:8 727 000,00 $ et incidences : 600 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 337702 - 2 soumissionnaires conformes.

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense maximale de 9 327 000,00 $, taxes incluses, pour la réalisation des travaux de construction d'un égout collecteur sous la rue Ottawa entre les rues du Séminaire et Dalhousie - Griffintown Lot - 3B dans le cadre des travaux municipaux requis en vue du redéveloppement du secteur Griffintown , comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;
2. d'accorder à la compagnie Construction Bau-Val inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 8 727 000,00 $, taxes et contingences incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 337702;
3. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100% par l'agglomération.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-01-23 10:56

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187669003**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie Construction Bau-Val inc. , pour des travaux de construction d'un collecteur sanitaire sous la rue Ottawa entre les rues du Séminaire et Dalhousie - Griffintown Lot-3B. Arrondissement du Sud-Ouest. Dépense totale de 9 327 000,00 $ (contrat:8 727 000,00 $ et incidences : 600 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 337702 - 2 soumissionnaires conformes.

CONTENU

CONTEXTE

En 2013, la Ville de Montréal a adopté le Programme particulier d'urbanisme (PPU) du secteur Griffintown afin d'améliorer la qualité de l'espace public dans ce secteur en requalification. Le Service de la mise en valeur du territoire (SMVT) est mandaté afin de coordonner la mise en œuvre de certaines des interventions identifiées pour concrétiser la vision de développement du secteur. Plus particulièrement, la Direction de l'habitation (DH) est mandatée pour coordonner la réalisation du projet des Bassins du Nouveau Havre tandis que la Direction de l'urbanisme (DU) est mandatée pour coordonner les interventions municipales identifiées au Dossier d'approbation de projet (DAP) approuvé en juin 2016. À cet effet, le collecteur sanitaire de la rue Ottawa à été identifié pour être construit dès 2018. De plus, le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts secondaires sur le territoire de la Ville de Montréal.

Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

Dans le cadre de la requalification du secteur Griffintown, la Ville a opté pour l'installation d'un réseau séparatif. En ce qui a trait à la rue Ottawa entre les rues du Séminaire et Dalhousie, le présent contrat comprend des travaux de construction d'un collecteur sanitaire pour desservir l'ensemble du secteur Griffintown. Une première phase de travaux pour la

construction de ce collecteur à été réalisé dans le cadre du projet de réaménagement de l'autoroute Bonaventure.

La direction de l'épuration des eaux usées (DÉEU) a mandaté la Division des grands projets - portefeuille # 2 du SIVT afin de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

En vertu de la loi 76, l'appel d'offres a été publié du 27 novembre 2017 au 15 janvier 2018. La période initiale de l'appel d'offres a été fixée à 3 semaines du 27 novembre 2017 au 18 décembre 2017. La période finale a été fixée à 7 semaines (incluant les deux semaines des vacances de la construction) du 27 novembre 2017 au 15 janvier 2018. La soumission est valide pendant les cent vingt (120) jours qui suivent sa date d'ouverture, soit jusqu'au 15 mai 2018.

L'appel d'offres a été publié dans le journal Le Devoir et sur le site électronique d'appel d'offres SEAO. La durée de publication a été de 21 jours initialement et a été prolongée à 49 jours finalement, ce qui est conforme au délai minimal requis par la Loi sur les cités et villes.

Un (1) addenda fut émis afin d'aviser l'ensemble des preneurs du cahier des charges des modifications faites aux documents d'appel d'offres :

- Addenda n° 1 publié le 6 décembre 2017 : Modification de la date d'ouverture des soumissions au 15 janvier 2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0352 - Le 24 août 2017 - Accorder un contrat à Les entreprises Michaudville inc. pour des travaux de réfection des infrastructures et aménagement de surface de la rue Ottawa, entre les rues Guy et du Séminaire - Griffintown Lot-3A, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 7 831 000 $, taxes incluses - Appel d'offres public 337601 (4 soum.)
CG16 0652 - Le 1 décembre 2016 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2017 -2019 de la Ville de Montréal (volet agglomération) (1163843006);

CG16 0480 - Le 25 août 2016 - Accorder un contrat au Groupe T.N.T. inc. pour des travaux de réfection des infrastructures et aménagement de surface des rues Olier, du Séminaire et Young - Griffintown Lot-1, dans l'arrondissement du Sud-Ouest - Dépense totale de 5 510 677,25 $, taxes incluses - Appel d'offres public 331701 - 9 soumissionnaires (1163493001)

CG15 0660 - Le 19 novembre 2015 - Adoption du Programme triennal d'immobilisations 2016-2018 de la Ville de Montréal (volet agglomération) (1153843005);

CG15 0468 - Le 20 août 2015 - Accorder un contrat à Catalogna et Frères Ltée, pour la construction d’une conduite d’eau principale de 600 mm de diamètre et abandon de la conduite d’eau existante dans l’axe de la rue Guy, du Canal de Lachine à la rue William (Les Bassins du Nouveau Havre). Arrondissement: Le Sud-Ouest. Dépense totale de 1 551 380,39 $ (contrat: 1 374 380,39 $ + incidences: 177 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 227703 - 4 soumissionnaires

CM14 0931 - 16 septembre 2014 - Accorder un contrat à Les Entreprises Michaudville inc., pour la construction d’un égout séparatif (sanitaire, pluvial) et reconstruction de conduites d’eau secondaire, de chaussée, de trottoirs, de bordures, et travaux d’aménagement paysager et d’éclairage, là où requis, dans la rue Basin, d’un point à l’ouest de la rue des Seigneurs à la rue Richmond et dans la rue Richmond, du parc du Canal Lachine à la rue William. Arrondissement: Le Sud-Ouest. Dépense totale de 4 600 000,00 $ (contrat: 4 158

000,00 $ + incidences: 442 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 227702 - 1 soumissionnaire (1144822043);

CE14 1317 - 27 août 2014 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour la phase 2 des travaux de déplacement d'une conduite d'eau potable principale de 600mm, incluant l'abandon de la conduite existante, dans l'axe de la rue Guy, entre le canal Lachine et la rue William, dans le cadre du projet «Les Bassins du Nouveau Havre» (1143227001);

CM13 0478 - 27 mai 2013 - Adoption, avec changements, du règlement intitulé « Règlement modifiant le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) », afin d'y intégrer le programme particulier d'urbanisme du secteur Griffintown révisé à la suite de la consultation publique tenue par l'OCPM (1134543001);

CG12 0150 - 17 mai 2012 - Accorder un contrat à Louisbourg SBC, s.e.c., Division Construction Louisbourg pour la construction d'une conduite d'eau principale, d'une chambre de vannes et d'une chambre de mesure de débit dans la rue Basin dans le cadre du projet Les Bassins du Nouveau Havre (Phase 1). - Arrondissement: Le Sud-Ouest. - Dépense totale de 624 435,84 $, taxes incluses (contrat: 566 435,84 $ + incidences: 58 000,00 $) - Appel d'offres public 227701 - 5 soumissionnaires. (1120266017);

CE11 2136 - 21 décembre 2011 - Autorisation pour le lancement d'un appel d'offres public pour la construction d'une chambre de vanne dans la rue Basin, d'une chambre de mesure de débit dans le parc 4 Sud, à la limite de la rue Basin, et d'une portion de la conduite d'aqueduc de 600 mm reliant les deux chambres, dans le cadre du projet Les Bassins du Nouveau Havre. (1114175002);

CE11 1644 - 19 octobre 2011 - Autorisation pour le lancement d'un appel d'offres public pour la construction d'une chambre de vanne dans la rue Basin dans le cadre du projet « Les Bassins du Nouveau Havre » (1115333001);

D2104243071 - 17 décembre 2010 - Approbation du projet de remplacement du lot 4 527 069 par 31 lots portant les numéros 4 498 991 à 4 499 021 (2104243071);

CG10 0408 - 25 novembre 2010 - Approbation d'un projet d'entente sur les travaux municipaux avec la SIC pour la réalisation du projet « Les Bassins du Nouveau Havre » (1104175002);

CM09 0702 - 25 août 2009 - Adoption du Règlement autorisant la construction d'immeubles à des fins résidentielles et commerciales sur le lot 1 852 819 du cadastre du Québec (1083468009);

CM09 0674 - 25 août 2009 - Adoption de l'accord de développement pour le projet « Les Bassins du Nouveau Havre » (1094175003);

CM09 0154 - 30 mars 2009 - Acceptation par le conseil municipal de procéder à la conclusion des protocoles de l'entente sur les travaux municipaux du projet « Les Bassins du Nouveau Havre » (1081587001).

DESCRIPTION

Les travaux de ce contrat consistent en la construction de 546 mètres d'égout collecteur sanitaire de 1 200 mm de diamètre par la technique de micro-tunnelier. Ces travaux comprends également la construction de 7 regards d'égout et comporte des travaux de déviations des réseaux de l'aqueduc secondaire, de gaz Métropolitain, de la CSEM et de Bell Canada ainsi que des réfection de surface à proximité des nouveaux regards d'égout. La localisation de l'ensemble des travaux du présent contrat apparaît en pièce jointe au

document «Plan clé Griffintown Lot 3B».
Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 793 363,64 $ (taxes incluses), soit une moyenne pondérée de 10 % du coût des travaux tel qu'inscrit au bordereau de soumission.

Les dépenses incidentes comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de communication et de gestion des impacts, de marquage et signalisation, de travaux et surveillance par la CSEM et Gaz Métro ainsi que les frais de laboratoire pour le contrôle qualitatif des matériaux et pour la surveillance des sols excavés. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Incidences et ristournes» en pièce jointe.

Le processus d'appel d'offres public # 337702 s'est déroulé du 27 novembre 2017 au 15 janvier 2018. Sur treize (13) preneurs de cahier des charges, Deux (2) firmes ont déposé une soumission et onze (11) n'en ont pas déposé; soit une proportion respective de 15 % et 85%.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission ci-dessous résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, les écarts de prix entre les soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat :

RÉSULTATS D'OUVERTURE DE SOUMISSION *(taxes incluses)*

	FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES*	PRIX	CONTINGENCES	TOTAL
1	**Construction Bau- Val inc.** (Licence RBQ #1134-9958-52) (Attestation Revenu Québec valide au 31 janvier 2018)	7 933 636,36 $	793 363,64 $	8 727 000,00 $
2	Groupe TNT inc.	8 807 038,21 $	880 703,82 $	9 687 742,03 $
	Estimation des professionnels externes	8 711 272,11 $	871 127,21 $	9 582 399,32 $
	Coût moyen des soumissions reçues ($)			**9 207 371,02 $**
	Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			**5,5%**
	Écart entre la plus haute et la plus basse conforme		**($)**	**960 742,03 $**
			(%)	**11,0%**
	Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		**($)**	**-855 399,32 $**
			(%)	**-8,9%**
	Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse		**($)**	**960 742,03 $**
			(%)	**11,0%**

Les prix de soumission et les expériences du maître d'oeuvre furent vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Les documents fournis avec les 2 plus basses soumissions conformes furent vérifiés (cautionnement, lettre d'engagement, licence de la Régie du bâtiment, attestation de Revenu Québec, certificat d'attestation et déclaration relative aux conflits d'intérêt).

L'estimation de contrôle de la firme LEGICO-CHP (estimation des professionnels externes) est établie à partir des documents d'appel d'offres et selon les prix des matériaux et des équipements ainsi que le taux de la main d'oeuvre réels du marché actuel.

L'écart entre le prix soumis par le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation de soumission est de -855 399,32 $, soit -8.9%.

Compte tenu que cet écart est favorable, la Division gestion de projet et économie de la construction (DGPEC) recommande l'octroi du contrat.

Le présent dossier donne suite à un appel d'offres assujetti à la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics (Loi 1) conformément au décret # 1049-2013 adopté le 23 octobre 2013. L'adjudicataire recommandé, Construction Bau-Val inc., détient une attestation de l'Autorité des marchés financiers, laquelle est en vigueur jusqu'au 4 décembre 2019. Une copie de cette attestation se trouve en pièce jointe au dossier.

Des validations ont été faites selon lesquelles l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licence restreinte de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ) ni du Registre des entreprises non admissibles (RENA). Une attestation valide délivrée le 15 janvier 2018 par Revenu Québec, a été déposée avec sa soumission.

L'adjudicataire recommandé est conforme en vertu de la Politique de gestion contractuelle de la Ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total du contrat à octroyer est de 8 727 000,00 $ (taxes incluses) incluant un montant de 7 933 636,36 $ (taxes incluses) pour les travaux et un montant de 793 363,64 $ (taxes incluses) pour les contingences.
La dépense totale est donc de 9 327 000,00 $ (taxes incluses) car le montant requis pour couvrir les dépenses incidentes est de 600 000.00 $ (taxes incluses). Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération et représente un coût net de 8 516 794,19$ lorsque diminuée des ristournes fédérale et provinciale.

Le détail des informations budgétaires et comptables se retrouve dans l'intervention du Service des finances.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération. Elle est répartie de la façon suivante dans le PTI 2018-2020 du Service de l'eau:

· 100 % est prévu au budget triennal de la DÉEU du Service de l'eau.

Le sommaire de la répartition des coûts est présenté dans le document «Incidences et ristournes» en pièce jointe au dossier.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le présent projet consiste principalement à construire un égout collecteur sanitaire afin de desservir l'ensemble du secteur Griffintown. Ainsi, les eaux sanitaires générées par la densification du secteur se trouvent à être dirigées directement à l'intercepteur sud-est pour être traitées à l'usine d'épuration Jean R. Marcotte, le tout en prenant considération l'action 7 du Plan de développement durable de la collectivité montréalaise 2016-2020.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, le Service de l'eau nous informe que le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché implique possiblement des refoulements d'égout plus fréquent liés à la densification du secteur Griffintown.
Afin de réaliser un maximum de travaux reliés à la mise en place du collecteur sanitaire cette année, le début du contrat est prévu à partir du 1e mars 2018. Le fait de reporter cet octroi à un conseil ultérieur à celui de février aurait un impact sur le phasage des travaux prévus aux documents d'appel d'offres et sur l'intégration avec le chantier contigu de la DEEU. En effet, tout retard dans l'octroi du contrat fera en sorte que les deux chantiers se réaliseront en même temps et par le fait même cela augmentera les risques de conflits.

Une coordination entre les divers chantiers en cours dans le secteur sera faite, en particulier avec le projet du bassin de rétention William de la DEEU bordé par les rues Ann/Dalhousie et William/Ottawa.

L'impact sur la circulation est plutôt mineur puisqu'il s'agit de rue local. La section intitulée « Maintien de la circulation, de la signalisation temporaire et de la gestion des impacts» est présente au devis.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES:
Octroi du contrat : 22 février 2018 au conseil d'agglomération
Début des travaux : Mars 2018
Fin des travaux : Décembre 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds : ; Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

---

Parties prenantes

Jean-Pierre BOSSÉ, Service des infrastructures_voirie et transports
André LEMIEUX, Service de l'eau

Lecture :

André LEMIEUX, 18 janvier 2018
Jean-Pierre BOSSÉ, 18 janvier 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Rémi BRABANT-BLAQUIÈRE
Ingénieur

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-18

Jean-Pierre BOSSÉ
Chef de division

Tél :	514-463-3291	**Tél :**	514-280-2342
Télécop. :		**Télécop. :**	000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur

Tél :	514 872-6855
Approuvé le :	2018-01-23

Montréal Division de l'urbanisme
Atelier d'aménagement et de design urbain

□ : TRAVAUX LOT 3B

GRIFFINTOWN
Voir échelle graphique

Montréal

RÉSULTATS D'OUVERTURE DE SOUMISSION

SOUMISSION NO **337702** **RELANCE :** **OUI**
ANNONCE NO 44 DATE DE L'ANNONCE: 27/11/2017
DATE D'OUVERTURE 15/01/2018
DÉCRET 1049-2013
CHARGÉ DE PROJET: Rémi Barbant Blaquiére

TITRE: Construction d'un collecteur sanitaire sous la rue Ottawa entre les rues Du Séminaire et Dalhousie Griffintown Lot-3B

PRÉPARÉ PAR: Majida Tabit DATE DE TRAITEMENT: 17-Jan-18

RÉSULTATS D'OUVERTURE DE SOUMISSION *(taxes incluses)*

	FIRMES SOUMISSIONNAIRES CONFORMES*	PRIX	CONTINGENCES	TOTAL
1	**Construction Bau- Val inc.** (Licence RBQ #1134-9958-52) (Attestation Revenu Québec valide au 31 janvier 2018)	7 933 636.36 $	793 363.64 $	8 727 000.00 $
2	Groupe TNT inc.	8 807 038.21 $	880 703.82 $	9 687 742.03 $
	Estimation des professionnels externes	8 711 272.11 $	871 127.21 $	9 582 399.32 $
	Coût moyen des soumissions reçues ($)			**9 207 371.02 $**
	Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			**5.5%**
	Écart entre la plus haute et la plus basse conforme		**($)**	**960 742.03 $**
			(%)	**11.0%**
	Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation		**($)**	**-855 399.32 $**
			(%)	**-8.9%**
	Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse		**($)**	**960 742.03 $**
			(%)	**11.0%**

En ce qui concerne les informations relatives à l'analyse des résultats de soumission, veuillez vous référer aux rubriques "Description" et "Justification" du document "Complément au guide de rédaction des dossiers décisionnels".

	FIRMES SOUMISSIONNAIRES NON CONFORMES	PRIX	CONTINGENCES	TOTAL
1				
2				

Caution Conforme

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 14 juillet 2017

CONSTRUCTION BAU-VAL INC.
A/S MONSIEUR JEAN-PIERRE MALO
87, RUE ÉMILIEN-MARCOUX
SUITE 101
BLAINVILLE (QC) J7C 0B4

N° de décision : 2017-CPSM-1024809
N° de client : 2700017843

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous LES PAVAGES DORVAL, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). CONSTRUCTION BAU-VAL INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **4 décembre 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 337702
Numéro de référence : 1118965
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Construction d'un collecteur sanitaire sous la rue Ottawa entre les rues Du Séminaire et Dalhousie Griffintown Lot-3B

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Allen Entrepreneur Général Inc. 118 de la Gare Saint-Henri, QC, G0R 3E0 http://www.allen-entrepreneurgeneral.com NEQ : 1142398784	Madame Linda Hanbury Téléphone : 418 882-2277 Télécopieur :	**Commande : (1366909)** 2017-11-29 11 h 28 **Transmission :** 2017-11-29 11 h 28	2853979 - 2017-12-05_337702 ADDENDA_1_Incluant report de date 2017-12-06 14 h 50 - Courriel 2853986 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (devis) 2017-12-06 14 h 52 - Courriel 2853987 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (bordereau) 2017-12-06 14 h 52 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101 Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com NEQ : 1143718063	Madame France Laverdure Téléphone : 514 636-4400 Télécopieur : 514 636-9937	**Commande : (1366205)** 2017-11-28 8 h 25 **Transmission :** 2017-11-28 8 h 28	2853979 - 2017-12-05_337702 ADDENDA_1_Incluant report de date 2017-12-06 14 h 50 - Courriel 2853986 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (devis) 2017-12-06 14 h 52 - Courriel 2853987 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (bordereau) 2017-12-06 14 h 52 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Demathieu & Bard (CDB) Inc. 170 boul Roland-Godard Saint-Jérôme, QC, J7Y 4P7 NEQ : 1147057740	Monsieur Nicolas Lauzier Téléphone : 450 569-8043 Télécopieur : 450 431-4235	**Commande : (1366418)** 2017-11-28 11 h 48 **Transmission :** 2017-11-28 11 h 48	2853979 - 2017-12-05_337702 ADDENDA_1_Incluant report de date 2017-12-06 14 h 50 - Courriel 2853986 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (devis) 2017-12-06 14 h 52 - Courriel 2853987 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (bordereau) 2017-12-06 14 h 52 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Construction G-nesis Inc. 4915, Louis-B.-Mayer Laval, QC, H7P 0E5 NEQ : 1167215343	Madame Annie Gascon Téléphone : 514 370-8303 Télécopieur : 450 681-7070	**Commande : (1366485)** 2017-11-28 13 h 33 **Transmission :** 2017-11-28 13 h 33	2853979 - 2017-12-05_337702 ADDENDA_1_Incluant report de date 2017-12-06 14 h 50 - Courriel 2853986 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (devis) 2017-12-06 14 h 52 - Courriel 2853987 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (bordereau) 2017-12-06 14 h 52 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Decast Ltd. 8807 Simcoe road #56 Utopia, ON, L0M 1T0 NEQ :	Monsieur Benoit Tanguay Téléphone : 705 734-2892 Télécopieur : 705 734-2270	**Commande : (1367051)** 2017-11-29 15 h 31 **Transmission :** 2017-11-29 20 h 35	2853979 - 2017-12-05_337702 ADDENDA_1_Incluant report de date 2017-12-06 14 h 50 - Courriel 2853986 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (devis) 2017-12-06 14 h 52 - Courriel 2853987 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (bordereau) 2017-12-06 14 h 52 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Environnement Routier NRJ Inc . 23 av Milton Lachine Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.nrj.ca NEQ : 1142611939	Madame Anick Pelletier Téléphone : 514 481-0451 Télécopieur : 514 481-2899	**Commande : (1366693)** 2017-11-29 7 h 44 **Transmission :** 2017-11-29 7 h 44	2853979 - 2017-12-05_337702 ADDENDA_1_Incluant report de date 2017-12-06 14 h 50 - Courriel 2853986 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (devis) 2017-12-06 14 h 52 - Courriel 2853987 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (bordereau) 2017-12-06 14 h 52 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Excavation Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca NEQ : 1142482703	Monsieur Olivier Gaignard Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1366722)** 2017-11-29 8 h 46 **Transmission :** 2017-11-29 8 h 46	2853979 - 2017-12-05_337702 ADDENDA_1_Incluant report de date 2017-12-06 14 h 50 - Courriel 2853986 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (devis) 2017-12-06 14 h 52 - Courriel 2853987 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (bordereau) 2017-12-06 14 h 52 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Forage Marathon Cie. Ltée. 1335 Rue du Parc Saint-Lazare, QC, J7T 1Z3 NEQ : 1149880362	Monsieur Denis Théberge Téléphone : 450 218-2208	**Commande : (1368314)** 2017-12-04 11 h 39 **Transmission :** 2017-12-04 11 h 39	2853979 - 2017-12-05_337702 ADDENDA_1_Incluant report de date 2017-12-06 14 h 50 - Courriel

		Télécopieur : 450 218-3506		2853986 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (devis) 2017-12-06 14 h 52 - Courriel 2853987 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (bordereau) 2017-12-06 14 h 52 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Forterra - St-Eustache, Québec 699 blvd Industriel Saint-Eustache, QC, J7R 6C3 NEQ : 1142136077	Madame Carole Haley Téléphone : 450 623-2200 Télécopieur : 450 623-3308	**Commande : (1366329)** 2017-11-28 10 h 11 **Transmission :** 2017-11-28 10 h 11	2853979 - 2017-12-05_337702 ADDENDA_1_Incluant report de date 2017-12-06 14 h 50 - Courriel 2853986 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (devis) 2017-12-06 14 h 52 - Courriel 2853987 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (bordereau) 2017-12-06 14 h 52 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Forterra - St-Eustache, Québec 699 blvd Industriel Saint-Eustache, QC, J7R 6C3 NEQ : 1142136077	Madame Carole Haley Téléphone : 450 623-2200 Télécopieur : 450 623-3308	**Commande : (1366835)** 2017-11-29 10 h 10 **Transmission :** 2017-11-29 11 h 09	2853979 - 2017-12-05_337702 ADDENDA_1_Incluant report de date 2017-12-06 14 h 50 - Courriel 2853986 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (devis) 2017-12-06 14 h 52 - Courriel 2853987 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (bordereau) 2017-12-06 14 h 52 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Groupe TNT Inc. 4085 Rang St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2 http://www.groupetnt.com NEQ : 1160480704	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 664-6478	**Commande : (1365936)** 2017-11-27 12 h 29 **Transmission :** 2017-11-27 13 h 49	2853979 - 2017-12-05_337702 ADDENDA_1_Incluant report de date 2017-12-06 14 h 50 - Courriel 2853986 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (devis) 2017-12-06 14 h 52 - Courriel 2853987 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (bordereau) 2017-12-06 14 h 52 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Hobas Québec 4847 Ambroise Lafortune, suite 201 Boisbriand, QC, J7H 0A4 NEQ : 1168350818	Monsieur Philippe Fischer Téléphone : 514 574-0810 Télécopieur : 450 951-6608	**Commande : (1371027)** 2017-12-13 9 h 03 **Transmission :** 2017-12-13 9 h 05	2853979 - 2017-12-05_337702 ADDENDA_1_Incluant report de date 2017-12-13 9 h 03 - Téléchargement 2853986 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (devis) 2017-12-13 9 h 03 - Téléchargement

				2853987 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (bordereau) 2017-12-13 9 h 03 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com NEQ : 1145052065	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1366608)** 2017-11-28 15 h 44 **Transmission :** 2017-11-28 15 h 44	2853979 - 2017-12-05_337702 ADDENDA_1_Incluant report de date 2017-12-06 14 h 50 - Courriel 2853986 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (devis) 2017-12-06 14 h 52 - Courriel 2853987 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (bordereau) 2017-12-06 14 h 52 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com NEQ : 1142707943	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1366790)** 2017-11-29 9 h 36 **Transmission :** 2017-11-29 9 h 36	2853979 - 2017-12-05_337702 ADDENDA_1_Incluant report de date 2017-12-06 14 h 50 - Courriel 2853986 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (devis) 2017-12-06 14 h 52 - Courriel 2853987 - 2017-12-05 Formulaire de soumission Addenda 1 (bordereau) 2017-12-06 14 h 52 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

© 2003-2018 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187669003

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 2
Objet :	Accorder un contrat à la compagnie Construction Bau-Val inc. , pour des travaux de construction d'un collecteur sanitaire sous la rue Ottawa entre les rues du Séminaire et Dalhousie - Griffintown Lot-3B. Arrondissement du Sud-Ouest. Dépense totale de 9 327 000,00 $ (contrat:8 727 000,00 $ et incidences : 600 000,00 $), taxes incluses. Appel d'offres public 337702 - 2 soumissionnaires conformes.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1187669003_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget
Tél : (514) 280-4020

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-22

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgétaire
Tél : 514 280-4195
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Eau/Env.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.07

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1187526002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Mécanique CNC (2002) inc., pour l'exécution de travaux en régie contrôlée sur les équipements du Service de l'eau, pour une somme maximale de 1 451 916,62 $, taxes incluses - Appel d'offres public SP17079-170314-C - 3 soumissionnaires.

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat à Mécanique CNC (2002) inc. pour l'exécution de travaux en régie contrôlée sur les équipements du Service de l'eau, pour une somme maximale de 1 451 916,62 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public SP17079-170314-C;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2018-01-29 10:07

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1187526002**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Mécanique CNC (2002) inc., pour l'exécution de travaux en régie contrôlée sur les équipements du Service de l'eau, pour une somme maximale de 1 451 916,62 $, taxes incluses - Appel d'offres public SP17079-170314-C - 3 soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) est responsable de l'entretien des équipements de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station), des intercepteurs, des grands collecteurs, ainsi que de nombreuses stations de pompage et de nombreux édicules et chambres de vannes nécessitant une maintenance rigoureuse afin de les maintenir dans un état optimal de fonctionnement et de disponibilité pour rencontrer les exigences opérationnelles de traitement et de rejets.
Des travaux d'entretien ou de réparation sont à exécuter en tout temps, rapidement et souvent dans des circonstances dont l'ampleur de ceux-ci ne peut être constatée qu'à la dernière minute sur place (ex. : arrêt temporaire de fonctionnement, bris d'une vanne, réparation urgente, etc.) .

Afin de faire face à différentes éventualités opérationnelles pour l'exécution de travaux (vacances, exécution de travaux spécialisés par une main-d'oeuvre non disponible à la Station, etc.), il est impératif de pouvoir compléter les équipes de la DEEU par une main-d'œuvre d'appoint et spécialisée telle que prévu dans la convention collective des cols bleus.

Cette convention prévoit que des travaux peuvent être réalisés par de la main-d'œuvre contractuelle si un des critères suivants est rencontré :

• travaux d'amélioration;

• échéancier de réalisation serré;

• main-d'œuvre interne de la division d'entretien n'est pas disponible pour réaliser ces travaux dans un délai raisonnable;

• main-d'œuvre interne de la division d'entretien n'est pas qualifiée pour réaliser ces travaux.

Un appel d'offres public a donc été lancé le 28 novembre 2017 et publié sur le site SÉAO et dans le journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 20 décembre 2017. La validité des soumissions est de 90 jours. Aucun addenda n'a été publié dans le cadre de cet appel d'offres.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CE17 1556 – 13 septembre 2017 - Accorder à Mécanique CNC (2002) inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'exécution de travaux en régie contrôlée sur les équipements de la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 413 391,48 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public SP17031-BF0000-C – 2 soumissionnaires;
CG14 0083 - 27 février 2014 - Accorder un contrat à Gastier M.P. inc. pour des travaux en régie contrôlée sur des équipements de la Direction de l'épuration des eaux usées, pour une somme maximale de 1 129 145 $, taxes incluses - Appel d'offres public 2065-AE (3 soum.);

CG10 0135 - 22 avril 2010 - Accorder à Mécanique CNC (2002) inc., plus bas soumissionnaire conforme, un contrat pour l'exécution de travaux mécaniques en régie contrôlée sur les équipements de la Direction de l'épuration des eaux usées, pour une durée de 2 ans à compter du mois de juin 2010, aux prix de sa soumission, soit au prix total approximatif de 871 680,94 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 2045-AE.

DESCRIPTION

Les responsables opérationnels de la DEEU doivent être en mesure d'assurer le fonctionnement des équipements en tout temps et de faire face à différentes situations de manque de personnel, disponibilité du personnel, vacances, urgence, etc.
Le bris de convoyeurs de filtres-presses, la réparation de béton, vanne défectueuse ou refusant de s'ouvrir ou de se fermer, l'arrêt d'une pompe, une panne électrique dans des stations de pompage sont des exemples de travaux sur des équipements qui se doivent d'être non seulement exécutés, mais remis en opération le plus rapidement possible.

Les travaux comprennent la fourniture de main-d'œuvre à taux horaires dans différentes disciplines de la mécanique de chantier ainsi que des montants prévus au contrat pour le transport, la location d'équipements, l'achat de matériaux, la fourniture d'outillage et de biens consommables sur présentation de pièces justificatives.

La durée du contrat sera de trois ans ou jusqu'à l'épuisement des crédits.

Aucune contingence n'est prévue au contrat.

JUSTIFICATION

Six (6) entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres et trois (3) d'entre elles ont déposé une soumission. Aucune entreprise parmi les trois autres qui n'ont pas soumissionné n'a fourni une raison à son désistement.
Tableau d'analyse des soumissions

Firmes soumissionnaires	**Prix** (avec taxes)	**Contingences** (avec taxes)	**Total** (avec taxes)
1- Mécanique CNC (2002) inc.	**1 451 916,61**	**-**	**1 451 916,61**
2- Gastier inc.	1 462 666,40	-	1 462 666,40
3- CENTCO	1 819 094,21	-	1 819 094,21
Estimation interne	1 459 932,95	-	1 459 932,95
Coût moyen des soumissions reçues			1 577 892,41 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			8,68%
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)			367 177,60 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)			25,29%
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne ($)			(8 016,33)
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (%)			-0,55%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)			10 749,78
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)			0,74%

Le prix soumis par le plus bas soumissionnaire est favorable de 0,55% par rapport à l'estimation interne. Il est donc recommandé d'octroyer le contrat à la firme Mécanique CNC (2002) inc. au prix de sa soumission, soit 1 451 916,61 $, taxes incluses.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec ont été faites - Mécanique CNC (2002) inc. 1470 rue Graham Bell, Boucherville (Québec) - NEQ 1161024147. L'entreprise a fourni l'attestation de Revenu Québec valide jusqu'au 28 février 2018.

Conformément au décret 1049-2013 du 23 octobre 2013, Mécanique CNC (2002) inc. détient son attestation valide de l'Autorité des Marchés Financiers. Ce document a été reproduit en pièces jointes.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour l'exécution de travaux en régie contrôlée sur les équipements du Service de l'eau est de 1 451 916,62 $ taxes incluses.
Ceci représente un montant de 1 325 793,4 $, net de ristournes de taxes.

Un montant de 725 958,31 $ (50%) sera comptabilisé au budget de fonctionnement de la Direction de l'épuration des eaux usées du Service de l'eau et un montant de 145 192 $ au budget de fonctionnement de la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau.

La différence de 580 766,30 $ (40%) sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération, à moins de disponibilité de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Sans le recours à une main-d'œuvre spécialisée et d'appoint à très court terme pour accomplir divers travaux urgents et non prévisibles, le fonctionnement optimal des équipements sous la responsabilité du Service de l'eau, pourrait être compromis.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Octroi du contrat: février 2018
· Fin des travaux : février 2021 ou à l'épuisement des fonds

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Chantale POTVIN, Service des communications
Marie DESORMEAUX, Service des communications
Dominique DEVEAU, Service de l'eau

Lecture :

Marie DESORMEAUX, 25 janvier 2018
Dominique DEVEAU, 24 janvier 2018
Chantale POTVIN, 24 janvier 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sally DAGHER

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-24

Michel VERREAULT

Ingénieure - Administratrice de contrats

Tél : 5142804418
Télécop. : 5142804387

Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514 280-4364
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2018-01-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2018-01-29

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 10 janvier 2017

MÉCANIQUE CNC (2002) INC.
A/S MONSIEUR ADELARD MOREAU
1470, RUE GRAHAM-BELL
BOUCHERVILLE (QC) J4B 6H5

N° de décision : 2017-CPSM-1002228
N° de client : 2700016568

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). MÉCANIQUE CNC (2002) INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **26 juin 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187526002

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Mécanique CNC (2002) inc., pour l'exécution de travaux en régie contrôlée sur les équipements du Service de l'eau, pour une somme maximale de 1 451 916,62 $, taxes incluses - Appel d'offres public SP17079-170314-C - 3 soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1187526002_DRSRE_Info_comtable.xlsx 1187526002_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget
Tél : (514) 280-4020

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-26

Claudine LEBOEUF
Conseillère budgétaire
Tél : 514 280-6614
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Eau/Env.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.08

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1187526004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Provoca inc. pour les travaux d'architecture, d'électricité et de mécanique pour le réaménagement du laboratoire d'analyse à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 4 531 045,18 $, taxes incluses – appel d'offres public SP17055-130929-C – 5 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder un contrat à Procova inc. pour les travaux d'architecture, d'électricité et de mécanique pour le réaménagement du laboratoire d'analyse à la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 4 531 045,18 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public SP17055-130929-C;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2018-01-29 09:33

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1187526004**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Provoca inc. pour les travaux d'architecture, d'électricité et de mécanique pour le réaménagement du laboratoire d'analyse à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 4 531 045,18 $, taxes incluses – appel d'offres public SP17055-130929-C – 5 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Les fonctions principales du laboratoire d'analyse de la station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte (Station) se résument comme suit :

· assurer la protection de l'environnement et des écosystèmes en produisant les analyses requises par le ministère du Développement durable, de l'environnement et de la lutte contre les changements climatiques (MDDELCC);

· améliorer les procédés de traitement à la Station par des projets d'optimisation en collaboration avec les départements d'opération et d'entretien;

· assister la Direction des eaux usées (DEEU) en réalisant le suivi et l'étalonnage des nombreux instruments et analyseurs utilisés pour ses opérations;

· contrôler la qualité des produits chimiques utilisés à la Station pour ses opérations de traitement;

· contrôler la qualité des produits chimiques utilisés par les unités de traitement des odeurs (UTO) des collecteurs et égouts.

Toutefois, le laboratoire devra être adapté et réaménagé pour les raisons suivantes :

· de nouvelles exigences réglementaires provenant du MDDELCC, du ministère des Affaires municipales, des régions et de l'occupation du territoire (MAMROT) et du Programme d'accréditation des laboratoires d'analyse (PALA), nécessitent de nouvelles installations;

· de nouveaux aménagements sont requis pour inclure une salle fermée à température et humidité contrôlées et également pour améliorer la disposition de plusieurs instruments et équipements d'analyse acquis au fil des années;

· l'état du laboratoire représente un risque pour la sécurité des employés lors de la manipulation des produits chimiques dangereux dû à la dégradation du mobilier, du revêtement de plancher et de la plomberie.

· l'espace, actuellement ouvert entre les bureaux et le laboratoire, ne permet pas de sécuriser l'accès au laboratoire et de contrôler adéquatement les polluants contenu dans l'air;

· l'ajout d'un laboratoire de microbiologie est nécessaire afin d'analyser et de contrôler la qualité de l'effluent en provenance du nouveau procédé de désinfection à l'ozone qui sera mis en place dans quelques années à la Station.

De plus, l'aménagement actuel du laboratoire représente des problèmes d'espace. À la conception du laboratoire en 1976, celui-ci occupait un espace d'environ 750 mètres carrés. En 1994, il a été réaménagé afin d'intégrer les ingénieurs de procédés, réduisant ainsi l'espace du laboratoire et des bureaux à environ 650 mètres carrés. Notons que cet espace compte actuellement 7 techniciens, 1 aide-technicien, 3 technologues, 2 chimistes et une microbiologiste, en plus de tous les équipements du laboratoire.

Un appel d'offres public pour le réaménagement du laboratoire a donc été lancé le 24 octobre 2017 sur le site SEAO et dans le journal Le Devoir. L'ouverture des soumissions a eu lieu le 24 janvier 2018. La validité des soumissions est de 120 jours. Bien que le bordereau de soumission n'incluait pas de contingences, un montant constituant 20% de la valeur des travaux doit être prévu pour tenir compte des travaux dans le laboratoire existant et de l'âge du bâtiment. Neuf (9) addenda ont été émis :

· Addenda no 1 – 23 novembre 2017 : modification aux documents d'appel d'offres et réponses à des questions;

· Addenda no 2 – 14 décembre 2017 : modification aux documents d'appel d'offres et réponses à des questions;

· Addenda no 3 – 19 décembre 2017 : réponses à des questions;

· Addenda no 4 – 9 janvier 2018 : réponses à des questions;

· Addenda no 5 – 10 janvier 2018 : réponses à des questions;

· Addenda no 6 – 10 janvier 2018 : réponses à des questions;

· Addenda no 7 – 11 janvier 2018 : réponses à des questions;

· Addenda no 8 – 16 janvier 2018 : report de la date de dépôt des soumissions;

· Addenda no 9 – 16 janvier 2018 : réponses à des questions;

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s’applique pas.

DESCRIPTION

Le projet comprend deux phases; la construction d’un laboratoire temporaire, et ensuite, l’aménagement du nouveau laboratoire.

Le laboratoire temporaire permettra d’effectuer les analyses minimalement requises par le MDDELCC et celles nécessaires pour assurer les opérations de la Station durant les travaux de réfection.

Le nouvel aménagement est conçu d’une manière à assurer une synergie entre les laboratoires de chimie et de microbiologie. Certains espaces comme les salles des balances, de lavage, de réception/expédition et la chambre froide, de même que les services comme l'eau osmosée, les gaz et les hottes seront partagés entre le laboratoire de chimie et de microbiologie, ce qui permettra d'optimiser l’utilisation de l’espace.

Le projet de réaménagement du laboratoire, permettra à la DEEU d’obtenir :

· un laboratoire de chimie (environ 325 mètres carrés) incluant une salle des fours et des balances, une salle de chimie humide, une salle analytique pour les spectrophotomètres, ICP et analyseur de mercure;

· un nouveau laboratoire de microbiologie (environ 50 mètres carrés) incluant une salle de préparation des milieux de culture et une salle d'analyse;

· des espaces communs aux deux laboratoires (environ 375 mètres carrés) incluant; une salle de réception/expédition/entreposage avec chambre froide, un entrepôt pour les réactifs et solvants, en plus des espaces de bureaux.

À la fin des travaux, le laboratoire temporaire sera démantelé et l’espace qu’il occupait sera transformé en bureaux.

JUSTIFICATION

Vingt (20) entreprises se sont procuré les documents d'appel d'offres, dont plusieurs sous-traitants et deux (2) associations professionnelles. Cinq (5) entreprises ont déposé une soumission. Un seul avis de désistement a été reçu d’une des entreprises qui n’ont pas soumissionné. Cette dernière mentionnait que son carnet de commande était complet.
Tableau d'analyse des soumissions

Firmes soumissionnaires	**Prix** (avec taxes)	**Contingences** (avec taxes)	**Total** (avec taxes)
1- Procova inc.	**3 775 870,98**	**755 174,20**	**4 531 045,18**
2- Roland Grenier Construction Ltée	3 936 991,20	787 398,24	4 724 389,44
3- Trempro Construction inc.	3 953 764,30	790 752,86	4 744 517,16
4- Construction Genfor Ltée	3 986 183,25	797 236,65	4 783 419,90
5- Développement Atrium inc.	4 019 526,00	803 905,20	4 823 431,20
Estimation du professionnel	3 764 316,85	752 863,37	4 517 180,22
Coût moyen des soumissions reçues			4 627 717,31 $
Écart entre la moyenne et la plus basse conforme (%)			2,13%

Écart entre la plus haute et la plus basse conforme ($)	193 344,26 $
Écart entre la plus haute et la plus basse conforme (%)	4,27%
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne ($)	13 864,95
Écart entre la plus basse conforme et l'estimation interne (%)	0,31%
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse ($)	193 344,26
Écart entre la deuxième plus basse et la plus basse (%)	4,27%

L'écart entre le plus bas soumissionnaire conforme et l'estimation interne est défavorable de 0,31 %.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises à licences restreintes de la Régie du bâtiment du Québec et de la RENA ont été faites - Procova inc., 1924, rue Vallières, Laval (Québec) H7M 3B3 – NEQ : 1143985894.

L’entreprise a fourni l’attestation de Revenu Québec valide jusqu’au 30 avril 2018.

L’autorisation à contracter de l'Autorité des marchés financiers n'est pas requise dans le cadre de ce contrat. Toutefois, Procova inc. a fourni une telle autorisation, laquelle est jointe au présent dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour les travaux d'architecture, d'électricité et de mécanique pour le réaménagement du laboratoire d'analyse à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte est de 4 531 045,18 $, taxes incluses.
Ceci représente un montant de 4 137 448,19 $ net de ristournes de taxes.

Cette dépense sera financée par emprunt à la charge de l’agglomération à moins de disponibilité de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l’intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l’agglomération puisqu’elle concerne l’assainissement des eaux qui est une compétence d’agglomération en vertu de la Loi sur l’exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le présent contrat n’est pas octroyé, les travaux de réaménagement nécessaires, entre autres pour le maintien de la sécurité des employés du laboratoire, ne seraient pas réalisés. De plus, les analyses de microbiologie nécessaires à la suite de l’introduction du procédé de désinfection ne seraient plus réalisables.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Début du contrat : mars 2018;
Fin des travaux : novembre 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie DESORMEAUX, Service des communications
Chantale POTVIN, Service des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sally DAGHER
Ingénieure - Administratrice de contrats

Tél : 5142804418
Télécop. : 5142804387

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-26

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514 280-4364
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2018-01-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2018-01-26

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 13 mars 2017

PROCOVA INC.
A/S MONSIEUR ÉRIC LEQUIN
1924, RUE VALLIÈRES
LAVAL (QC) H7M 3B3

N° de décision : 2017-CPSM-1016474
N° de client : 3000144068

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). PROCOVA INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **29 janvier 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : SP17055-130929-C
Numéro de référence : 1111777
Statut : En attente de conclusion du contrat
Titre : Travaux d'architecture, d'électricité et de mécanique pour le réaménagement du laboratoire d'analyse à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte

Important : Veuillez noter que cette liste ne comporte que les fournisseurs ayant demandé à être diffusés publiquement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) 5930, boul. Louis-H.-La Fontaine (Anjou) Montréal, QC, H1M1S7	Madame Line Daigle Téléphone : 514 353-9960 Télécopieur : 514 353-4825	**Commande : (1355257)** 2017-10-27 7 h 47 **Transmission :** 2017-10-27 7 h 47	2849091 - Addenda 1 (devis) 2017-11-23 15 h 23 - Courriel 2849092 - Addenda 1 (plan) 2017-11-23 15 h 48 - Messagerie 2849093 - Addenda 1 (bordereau) 2017-11-23 15 h 23 - Téléchargement 2857236 - Addenda 2 (devis) 2017-12-14 13 h 31 - Courriel 2857237 - Addenda 2 (plan) 2017-12-14 13 h 47 - Messagerie 2857238 - Addenda 2 (bordereau) 2017-12-14 13 h 31 - Téléchargement 2858812 - Addenda 3 2017-12-19 9 h 28 - Courriel 2862662 - Addenda 4 2018-01-09 14 h 42 - Courriel 2863211 - Addenda 5 2018-01-10 13 h 57 - Courriel 2863381 - Addenda 6 2018-01-10 17 h 29 - Courriel 2863692 - Addenda 7 2018-01-11 10 h 39 - Courriel

			2865346 - Addenda 8 (report de date) 2018-01-16 9 h 27 - Courriel 2866084 - Addenda 9 2018-01-17 13 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Association Patronale des Entreprises en Construction (APECQ) 6550, chemin de la Côte-de-Liesse Montréal, QC, H4T 1E3 http://www.apecq.org	Monsieur Andy Cimelli Téléphone : 514 739-2381 Télécopieur : 514 341-9514	**Commande : (1354972)** 2017-10-26 11 h 01 **Transmission :** 2017-10-26 11 h 01	2849091 - Addenda 1 (devis) 2017-11-23 15 h 23 - Courriel 2849092 - Addenda 1 (plan) 2017-11-23 15 h 39 - Messagerie 2849093 - Addenda 1 (bordereau) 2017-11-23 15 h 23 - Téléchargement 2857236 - Addenda 2 (devis) 2017-12-14 13 h 31 - Courriel 2857237 - Addenda 2 (plan) 2017-12-14 13 h 39 - Messagerie 2857238 - Addenda 2 (bordereau) 2017-12-14 13 h 31 - Téléchargement 2858812 - Addenda 3 2017-12-19 9 h 28 - Courriel 2862662 - Addenda 4 2018-01-09 14 h 42 - Courriel 2863211 - Addenda 5 2018-01-10 13 h 57 - Courriel 2863381 - Addenda 6 2018-01-10 17 h 29 - Courriel 2863692 - Addenda 7 2018-01-11 10 h 39 - Courriel 2865346 - Addenda 8 (report de date) 2018-01-16 9 h 27 - Courriel 2866084 - Addenda 9 2018-01-17 13 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Candev Construction Inc. 5195 rue Buchan Montréal, QC, H4P 1S4 http://www.candev-gc.com	Madame Francine Lafleur Téléphone : 514 731-0166 Télécopieur : 514 731-6530	**Commande : (1371593)** 2017-12-14 13 h 37 **Transmission :** 2017-12-14 13 h 55	2849091 - Addenda 1 (devis) 2017-12-14 13 h 37 - Messagerie 2849092 - Addenda 1 (plan) 2017-12-14 13 h 37 - Messagerie 2849093 - Addenda 1 (bordereau) 2017-12-14 13 h 37 - Téléchargement 2857236 - Addenda 2 (devis) 2017-12-14 13 h 37 - Messagerie 2857237 - Addenda 2 (plan) 2017-12-14 13 h 37 - Messagerie 2857238 - Addenda 2 (bordereau) 2017-12-14 13 h 37 - Téléchargement 2858812 - Addenda 3 2017-12-19 9 h 28 - Courriel 2862662 - Addenda 4 2018-01-09 14 h 42 - Courriel 2863211 - Addenda 5 2018-01-10 13 h 57 - Courriel 2863381 - Addenda 6 2018-01-10 17 h 29 - Courriel 2863692 - Addenda 7 2018-01-11 10 h 39 - Courriel 2865346 - Addenda 8 (report de date) 2018-01-16 9 h 27 - Courriel 2866084 - Addenda 9 2018-01-17 13 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Cybco Inc 7089 Route Transcanadienne Montréal, QC, H4T 1A2	Monsieur Pierre-André Caron Téléphone : 514 284-2228 Télécopieur : 514 284-6576	**Commande : (1362148)** 2017-11-15 14 h 29 **Transmission :** 2017-11-15 16 h 18	2849091 - Addenda 1 (devis) 2017-11-23 15 h 23 - Courriel 2849092 - Addenda 1 (plan)

			2017-11-23 15 h 36 - Messagerie 2849093 - Addenda 1 (bordereau) 2017-11-23 15 h 23 - Téléchargement 2857236 - Addenda 2 (devis) 2017-12-14 13 h 31 - Courriel 2857237 - Addenda 2 (plan) 2017-12-14 13 h 36 - Messagerie 2857238 - Addenda 2 (bordereau) 2017-12-14 13 h 31 - Téléchargement 2858812 - Addenda 3 2017-12-19 9 h 28 - Courriel 2862662 - Addenda 4 2018-01-09 14 h 42 - Courriel 2863211 - Addenda 5 2018-01-10 13 h 57 - Courriel 2863381 - Addenda 6 2018-01-10 17 h 29 - Courriel 2863692 - Addenda 7 2018-01-11 10 h 39 - Courriel 2865346 - Addenda 8 (report de date) 2018-01-16 9 h 26 - Courriel 2866084 - Addenda 9 2018-01-17 13 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Genfor Ltée. 2850 boul Saint-Martin Est Bureau 203 Laval, QC, H7E 5A1 http://www.genfor.qc.ca	Monsieur Emmanuel Haché Téléphone : 450 661-2040 Télécopieur : 450 661-2092	**Commande : (1354286)** 2017-10-25 9 h 07 **Transmission :** 2017-10-25 9 h 12	2849091 - Addenda 1 (devis) 2017-11-23 15 h 23 - Télécopie 2849092 - Addenda 1 (plan) 2017-11-23 15 h 36 - Messagerie 2849093 - Addenda 1 (bordereau) 2017-11-23 15 h 23 - Téléchargement 2857236 - Addenda 2 (devis)

			2017-12-14 13 h 32 - Télécopie 2857237 - Addenda 2 (plan) 2017-12-14 13 h 37 - Messagerie 2857238 - Addenda 2 (bordereau) 2017-12-14 13 h 31 - Téléchargement 2858812 - Addenda 3 2017-12-19 9 h 29 - Télécopie 2862662 - Addenda 4 2018-01-09 14 h 43 - Télécopie 2863211 - Addenda 5 2018-01-10 13 h 58 - Télécopie 2863381 - Addenda 6 2018-01-10 17 h 29 - Télécopie 2863692 - Addenda 7 2018-01-11 10 h 40 - Télécopie 2865346 - Addenda 8 (report de date) 2018-01-16 9 h 27 - Télécopie 2866084 - Addenda 9 2018-01-17 14 h 18 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Développement Atrium inc. 25 chemin de Lavaltrie Lavaltrie, QC, J5T2H3 http://atrium-dev.com/	Madame Isabelle Labbé Téléphone : 450 935-1373 Télécopieur : 450 935-1473	**Commande : (1358840)** 2017-11-07 7 h 03 **Transmission :** 2017-11-07 7 h 18	2849091 - Addenda 1 (devis) 2017-11-23 15 h 23 - Courriel 2849092 - Addenda 1 (plan) 2017-11-23 15 h 41 - Messagerie 2849093 - Addenda 1 (bordereau) 2017-11-23 15 h 23 - Téléchargement 2857236 - Addenda 2 (devis) 2017-12-14 13 h 31 - Courriel 2857237 - Addenda 2 (plan) 2017-12-14 13 h 41 - Messagerie 2857238 - Addenda 2 (bordereau)

			2017-12-14 13 h 31 - Téléchargement 2858812 - Addenda 3 2017-12-19 9 h 28 - Courriel 2862662 - Addenda 4 2018-01-09 14 h 42 - Courriel 2863211 - Addenda 5 2018-01-10 13 h 57 - Courriel 2863381 - Addenda 6 2018-01-10 17 h 29 - Courriel 2863692 - Addenda 7 2018-01-11 10 h 39 - Courriel 2865346 - Addenda 8 (report de date) 2018-01-16 9 h 27 - Courriel 2866084 - Addenda 9 2018-01-17 13 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Gastier M.P. Inc. 10400 boul du Golf Montréal, QC, H1J 2Y7 http://www.gastier.com	Madame Andrea Vargas Téléphone : 514 325-4220 Télécopieur : 514 325-3822	**Commande : (1355974)** 2017-10-30 12 h 50 **Transmission :** 2017-10-30 12 h 50	2849091 - Addenda 1 (devis) 2017-11-23 15 h 23 - Courriel 2849092 - Addenda 1 (plan) 2017-11-23 15 h 43 - Messagerie 2849093 - Addenda 1 (bordereau) 2017-11-23 15 h 23 - Téléchargement 2857236 - Addenda 2 (devis) 2017-12-14 13 h 31 - Courriel 2857237 - Addenda 2 (plan) 2017-12-14 13 h 42 - Messagerie 2857238 - Addenda 2 (bordereau) 2017-12-14 13 h 31 - Téléchargement 2858812 - Addenda 3 2017-12-19 9 h 28 - Courriel 2862662 - Addenda 4 2018-01-09 14 h 42 - Courriel

			2863211 - Addenda 5 2018-01-10 13 h 57 - Courriel 2863381 - Addenda 6 2018-01-10 17 h 29 - Courriel 2863692 - Addenda 7 2018-01-11 10 h 39 - Courriel 2865346 - Addenda 8 (report de date) 2018-01-16 9 h 27 - Courriel 2866084 - Addenda 9 2018-01-17 13 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Groupe Plombaction Inc. 575 boul Pierre-Roux Est Victoriaville, QC, G6T 1S7	Madame Nathalie Lacourse Téléphone : 819 752-6064 Télécopieur : 819 752-3039	**Commande : (1356523)** 2017-10-31 11 h 19 **Transmission :** 2017-10-31 11 h 19	2849091 - Addenda 1 (devis) 2017-11-23 15 h 23 - Courriel 2849092 - Addenda 1 (plan) 2017-11-23 15 h 34 - Messagerie 2849093 - Addenda 1 (bordereau) 2017-11-23 15 h 23 - Téléchargement 2857236 - Addenda 2 (devis) 2017-12-14 13 h 31 - Courriel 2857237 - Addenda 2 (plan) 2017-12-14 13 h 35 - Messagerie 2857238 - Addenda 2 (bordereau) 2017-12-14 13 h 31 - Téléchargement 2858812 - Addenda 3 2017-12-19 9 h 28 - Courriel 2862662 - Addenda 4 2018-01-09 14 h 42 - Courriel 2863211 - Addenda 5 2018-01-10 13 h 57 - Courriel 2863381 - Addenda 6 2018-01-10 17 h 29 - Courriel 2863692 - Addenda 7 2018-01-11 10 h 39 - Courriel

			2865346 - Addenda 8 (report de date) 2018-01-16 9 h 26 - Courriel 2866084 - Addenda 9 2018-01-17 13 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
GSQ 997 Duchesneau Québec, QC, G1W 4B2	Madame Christine Simard Téléphone : 418 576-8098 Télécopieur : 418 872-7756	**Commande : (1362932)** 2017-11-17 9 h 09 **Transmission :** 2017-11-17 9 h 09	2849091 - Addenda 1 (devis) 2017-11-23 15 h 23 - Courriel 2849092 - Addenda 1 (plan) 2017-11-23 15 h 38 - Messagerie 2849093 - Addenda 1 (bordereau) 2017-11-23 15 h 23 - Téléchargement 2857236 - Addenda 2 (devis) 2017-12-14 13 h 31 - Courriel 2857237 - Addenda 2 (plan) 2017-12-14 13 h 39 - Messagerie 2857238 - Addenda 2 (bordereau) 2017-12-14 13 h 31 - Téléchargement 2858812 - Addenda 3 2017-12-19 9 h 28 - Courriel 2862662 - Addenda 4 2018-01-09 14 h 42 - Courriel 2863211 - Addenda 5 2018-01-10 13 h 57 - Courriel 2863381 - Addenda 6 2018-01-10 17 h 29 - Courriel 2863692 - Addenda 7 2018-01-11 10 h 39 - Courriel 2865346 - Addenda 8 (report de date) 2018-01-16 9 h 27 - Courriel 2866084 - Addenda 9 2018-01-17 13 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Honeywell Ltée 2366 rue Galvani Québec, QC, G1N 4G4 http://www.honeywell.com	Madame Dorothée Babin Téléphone : 418 688-4841 Télécopieur : 418 688-7807	**Commande : (1354913)** 2017-10-26 9 h 57 **Transmission :** 2017-10-26 9 h 57	2849091 - Addenda 1 (devis) 2017-11-23 15 h 23 - Courriel 2849092 - Addenda 1 (plan) 2017-11-23 15 h 47 - Messagerie 2849093 - Addenda 1 (bordereau) 2017-11-23 15 h 23 - Téléchargement 2857236 - Addenda 2 (devis) 2017-12-14 13 h 31 - Courriel 2857237 - Addenda 2 (plan) 2017-12-14 13 h 46 - Messagerie 2857238 - Addenda 2 (bordereau) 2017-12-14 13 h 31 - Téléchargement 2858812 - Addenda 3 2017-12-19 9 h 28 - Courriel 2862662 - Addenda 4 2018-01-09 14 h 42 - Courriel 2863211 - Addenda 5 2018-01-10 13 h 57 - Courriel 2863381 - Addenda 6 2018-01-10 17 h 29 - Courriel 2863692 - Addenda 7 2018-01-11 10 h 39 - Courriel 2865346 - Addenda 8 (report de date) 2018-01-16 9 h 27 - Courriel 2866084 - Addenda 9 2018-01-17 13 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Lambert Somec Inc.. 1505 rue des Tanneurs Québec, QC, G1N 4S7	Madame Lucie Deschênes Téléphone : 418 687-1640 Télécopieur : 418 780-3226	**Commande : (1354880)** 2017-10-26 9 h 31 **Transmission :** 2017-10-26 9 h 31	2849091 - Addenda 1 (devis) 2017-11-23 15 h 23 - Courriel 2849092 - Addenda 1 (plan)

			2017-11-23 15 h 43 - Messagerie 2849093 - Addenda 1 (bordereau) 2017-11-23 15 h 23 - Téléchargement 2857236 - Addenda 2 (devis) 2017-12-14 13 h 31 - Courriel 2857237 - Addenda 2 (plan) 2017-12-14 13 h 42 - Messagerie 2857238 - Addenda 2 (bordereau) 2017-12-14 13 h 31 - Téléchargement 2858812 - Addenda 3 2017-12-19 9 h 28 - Courriel 2862662 - Addenda 4 2018-01-09 14 h 42 - Courriel 2863211 - Addenda 5 2018-01-10 13 h 57 - Courriel 2863381 - Addenda 6 2018-01-10 17 h 29 - Courriel 2863692 - Addenda 7 2018-01-11 10 h 39 - Courriel 2865346 - Addenda 8 (report de date) 2018-01-16 9 h 27 - Courriel 2866084 - Addenda 9 2018-01-17 13 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Lavytech Électrique Inc. 341 a rue marion Repentigny, QC, j5z4w8	Monsieur Carl Bouchard Téléphone : 450 581-9595 Télécopieur : 450 581-7627	**Commande : (1359811)** 2017-11-09 8 h 09 **Transmission :** 2017-11-09 8 h 09	2849091 - Addenda 1 (devis) 2017-11-23 15 h 23 - Courriel 2849092 - Addenda 1 (plan) 2017-11-23 15 h 44 - Messagerie 2849093 - Addenda 1 (bordereau) 2017-11-23 15 h 23 - Téléchargement 2857236 - Addenda 2 (devis)

			2017-12-14 13 h 31 - Courriel 2857237 - Addenda 2 (plan) 2017-12-14 13 h 43 - Messagerie 2857238 - Addenda 2 (bordereau) 2017-12-14 13 h 31 - Téléchargement 2858812 - Addenda 3 2017-12-19 9 h 28 - Courriel 2862662 - Addenda 4 2018-01-09 14 h 42 - Courriel 2863211 - Addenda 5 2018-01-10 13 h 57 - Courriel 2863381 - Addenda 6 2018-01-10 17 h 29 - Courriel 2863692 - Addenda 7 2018-01-11 10 h 39 - Courriel 2865346 - Addenda 8 (report de date) 2018-01-16 9 h 27 - Courriel 2866084 - Addenda 9 2018-01-17 13 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Les Services Électriques Blanchette Inc. 2451 boul Fernand-Lafontaine Longueuil, QC, J4N 1N7	Madame Diane Turenne Téléphone : 450 442-1166 Télécopieur : 450 442-4206	**Commande : (1354813)** 2017-10-26 8 h 49 **Transmission :** 2017-10-26 8 h 52	2849091 - Addenda 1 (devis) 2017-11-23 15 h 23 - Courriel 2849092 - Addenda 1 (plan) 2017-11-23 15 h 46 - Messagerie 2849093 - Addenda 1 (bordereau) 2017-11-23 15 h 23 - Téléchargement 2857236 - Addenda 2 (devis) 2017-12-14 13 h 31 - Courriel 2857237 - Addenda 2 (plan) 2017-12-14 13 h 46 - Messagerie 2857238 - Addenda 2 (bordereau)

			2017-12-14 13 h 31 - Téléchargement 2858812 - Addenda 3 2017-12-19 9 h 28 - Courriel 2862662 - Addenda 4 2018-01-09 14 h 42 - Courriel 2863211 - Addenda 5 2018-01-10 13 h 57 - Courriel 2863381 - Addenda 6 2018-01-10 17 h 29 - Courriel 2863692 - Addenda 7 2018-01-11 10 h 39 - Courriel 2865346 - Addenda 8 (report de date) 2018-01-16 9 h 27 - Courriel 2866084 - Addenda 9 2018-01-17 13 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Norgereq Ltée. 4073 rue Saint-Hubert Montréal, QC, H2L 4A7 http://www.norgereq.com	Monsieur Mustapha Bakali Téléphone : 514 596-0476 Télécopieur : 514 596-1045	**Commande : (1365438)** 2017-11-24 11 h 24 **Transmission :** 2017-11-24 14 h 32	2849091 - Addenda 1 (devis) 2017-11-24 11 h 24 - Messagerie 2849092 - Addenda 1 (plan) 2017-11-24 11 h 24 - Messagerie 2849093 - Addenda 1 (bordereau) 2017-11-24 11 h 24 - Téléchargement 2857236 - Addenda 2 (devis) 2017-12-14 13 h 31 - Courriel 2857237 - Addenda 2 (plan) 2017-12-14 13 h 40 - Messagerie 2857238 - Addenda 2 (bordereau) 2017-12-14 13 h 31 - Téléchargement 2858812 - Addenda 3 2017-12-19 9 h 28 - Courriel 2862662 - Addenda 4 2018-01-09 14 h 42 - Courriel

			2863211 - Addenda 5 2018-01-10 13 h 57 - Courriel 2863381 - Addenda 6 2018-01-10 17 h 29 - Courriel 2863692 - Addenda 7 2018-01-11 10 h 39 - Courriel 2865346 - Addenda 8 (report de date) 2018-01-16 9 h 27 - Courriel 2866084 - Addenda 9 2018-01-17 13 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Procova Inc. 1924, rue Vallieres Laval, QC, H7M 3B3 http://www.procova.ca	Monsieur Étienne Archambault Téléphone : 450 668-3393 Télécopieur :	**Commande : (1355867)** 2017-10-30 10 h 42 **Transmission :** 2017-10-30 11 h 18	2849091 - Addenda 1 (devis) 2017-11-23 15 h 23 - Courriel 2849092 - Addenda 1 (plan) 2017-11-23 15 h 35 - Messagerie 2849093 - Addenda 1 (bordereau) 2017-11-23 15 h 23 - Téléchargement 2857236 - Addenda 2 (devis) 2017-12-14 13 h 31 - Courriel 2857237 - Addenda 2 (plan) 2017-12-14 13 h 35 - Messagerie 2857238 - Addenda 2 (bordereau) 2017-12-14 13 h 31 - Téléchargement 2858812 - Addenda 3 2017-12-19 9 h 28 - Courriel 2862662 - Addenda 4 2018-01-09 14 h 42 - Courriel 2863211 - Addenda 5 2018-01-10 13 h 57 - Courriel 2863381 - Addenda 6 2018-01-10 17 h 29 - Courriel 2863692 - Addenda 7 2018-01-11 10 h 39 - Courriel

			2865346 - Addenda 8 (report de date) 2018-01-16 9 h 26 - Courriel 2866084 - Addenda 9 2018-01-17 13 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Roland Grenier Construction 9150 rue Claveau Montréal-Est, QC, H1J 1Z4	Monsieur Patrick Grenier Téléphone : 514 252-1818 Télécopieur : 514 252-1924	**Commande : (1354252)** 2017-10-25 8 h 20 **Transmission :** 2017-10-25 8 h 20	2849091 - Addenda 1 (devis) 2017-11-23 15 h 23 - Courriel 2849092 - Addenda 1 (plan) 2017-11-23 15 h 46 - Messagerie 2849093 - Addenda 1 (bordereau) 2017-11-23 15 h 23 - Téléchargement 2857236 - Addenda 2 (devis) 2017-12-14 13 h 31 - Courriel 2857237 - Addenda 2 (plan) 2017-12-14 13 h 45 - Messagerie 2857238 - Addenda 2 (bordereau) 2017-12-14 13 h 31 - Téléchargement 2858812 - Addenda 3 2017-12-19 9 h 28 - Courriel 2862662 - Addenda 4 2018-01-09 14 h 42 - Courriel 2863211 - Addenda 5 2018-01-10 13 h 57 - Courriel 2863381 - Addenda 6 2018-01-10 17 h 29 - Courriel 2863692 - Addenda 7 2018-01-11 10 h 39 - Courriel 2865346 - Addenda 8 (report de date) 2018-01-16 9 h 27 - Courriel 2866084 - Addenda 9 2018-01-17 13 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

			Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Roland Grenier Construction 9150 rue Claveau Montréal-Est, QC, H1J 1Z4	Monsieur Cyrille Tondu Téléphone : 514 252-1818 Télécopieur :	**Commande : (1354516)** 2017-10-25 13 h 14 **Transmission :** 2017-10-25 13 h 14	2849091 - Addenda 1 (devis) 2017-11-23 15 h 23 - Courriel 2849092 - Addenda 1 (plan) 2017-11-23 15 h 49 - Messagerie 2849093 - Addenda 1 (bordereau) 2017-11-23 15 h 23 - Téléchargement 2857236 - Addenda 2 (devis) 2017-12-14 13 h 31 - Courriel 2857237 - Addenda 2 (plan) 2017-12-14 13 h 47 - Messagerie 2857238 - Addenda 2 (bordereau) 2017-12-14 13 h 31 - Téléchargement 2858812 - Addenda 3 2017-12-19 9 h 28 - Courriel 2862662 - Addenda 4 2018-01-09 14 h 42 - Courriel 2863211 - Addenda 5 2018-01-10 13 h 57 - Courriel 2863381 - Addenda 6 2018-01-10 17 h 29 - Courriel 2863692 - Addenda 7 2018-01-11 10 h 39 - Courriel 2865346 - Addenda 8 (report de date) 2018-01-16 9 h 27 - Courriel 2866084 - Addenda 9 2018-01-17 13 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Sutera Inc. 3100 Boulevard De la Concorde Est, Bureau#213 Laval, QC, H7E 2B8 http://www.groupesutera.com	Monsieur Emanuel Sutera Téléphone : 514 605-6591 Télécopieur : 450 937-2772	**Commande : (1355115)** 2017-10-26 14 h 30 **Transmission :** 2017-10-26 15 h 40	2849091 - Addenda 1 (devis) 2017-11-23 15 h 23 - Courriel 2849092 - Addenda 1 (plan)

			2017-11-23 15 h 42 - Messagerie 2849093 - Addenda 1 (bordereau) 2017-11-23 15 h 23 - Téléchargement 2857236 - Addenda 2 (devis) 2017-12-14 13 h 31 - Courriel 2857237 - Addenda 2 (plan) 2017-12-14 13 h 41 - Messagerie 2857238 - Addenda 2 (bordereau) 2017-12-14 13 h 31 - Téléchargement 2858812 - Addenda 3 2017-12-19 9 h 28 - Courriel 2862662 - Addenda 4 2018-01-09 14 h 42 - Courriel 2863211 - Addenda 5 2018-01-10 13 h 57 - Courriel 2863381 - Addenda 6 2018-01-10 17 h 29 - Courriel 2863692 - Addenda 7 2018-01-11 10 h 39 - Courriel 2865346 - Addenda 8 (report de date) 2018-01-16 9 h 27 - Courriel 2866084 - Addenda 9 2018-01-17 13 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Trempro Construction Inc. 112 rue Industrielle #200 Delson, QC, J5B 1W4 http://www.tremproconstruction.com	Madame Karine Mailly Téléphone : 514 903-5460 Télécopieur : 514 903-5450	**Commande : (1355312)** 2017-10-27 8 h 54 **Transmission :** 2017-10-27 9 h 47	2849091 - Addenda 1 (devis) 2017-11-23 15 h 23 - Courriel 2849092 - Addenda 1 (plan) 2017-11-23 15 h 45 - Messagerie 2849093 - Addenda 1 (bordereau) 2017-11-23 15 h 23 - Téléchargement 2857236 - Addenda 2 (devis)

			2017-12-14 13 h 31 - Courriel 2857237 - Addenda 2 (plan) 2017-12-14 13 h 44 - Messagerie 2857238 - Addenda 2 (bordereau) 2017-12-14 13 h 31 - Téléchargement 2858812 - Addenda 3 2017-12-19 9 h 28 - Courriel 2862662 - Addenda 4 2018-01-09 14 h 42 - Courriel 2863211 - Addenda 5 2018-01-10 13 h 57 - Courriel 2863381 - Addenda 6 2018-01-10 17 h 29 - Courriel 2863692 - Addenda 7 2018-01-11 10 h 39 - Courriel 2865346 - Addenda 8 (report de date) 2018-01-16 9 h 27 - Courriel 2866084 - Addenda 9 2018-01-17 13 h 32 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Ventilation Manic Inc.. 12,905 rue Jean-Grou, Bureau 200 Montréal, QC, H1A 3N6 http://www.ventilationmanic.com	Monsieur Daniel Turner Téléphone : 514 498-7903 Télécopieur : 514 498-8365	**Commande : (1354400)** 2017-10-25 10 h 38 **Transmission :** 2017-10-25 10 h 38	2849091 - Addenda 1 (devis) 2017-11-23 15 h 23 - Courriel 2849092 - Addenda 1 (plan) 2017-11-23 15 h 44 - Messagerie 2849093 - Addenda 1 (bordereau) 2017-11-23 15 h 23 - Téléchargement 2857236 - Addenda 2 (devis) 2017-12-14 13 h 31 - Courriel 2857237 - Addenda 2 (plan) 2017-12-14 13 h 44 - Messagerie 2857238 - Addenda 2 (bordereau)

2017-12-14 13 h 31 - Téléchargement

2858812 - Addenda 3
2017-12-19 9 h 28 - Courriel

2862662 - Addenda 4
2018-01-09 14 h 42 - Courriel

2863211 - Addenda 5
2018-01-10 13 h 57 - Courriel

2863381 - Addenda 6
2018-01-10 17 h 29 - Courriel

2863692 - Addenda 7
2018-01-11 10 h 39 - Courriel

2865346 - Addenda 8 (report de date)
2018-01-16 9 h 27 - Courriel

2866084 - Addenda 9
2018-01-17 13 h 32 - Courriel

Mode privilégié (devis) : Courrier électronique
Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2018 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187526004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Provoca inc. pour les travaux d'architecture, d'électricité et de mécanique pour le réaménagement du laboratoire d'analyse à la Station d'épuration des eaux usées Jean-R.-Marcotte, pour une somme maximale de 4 531 045,18 $, taxes incluses – appel d'offres public SP17055-130929-C – 5 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1187526004_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget
Tél : (514) 280-4020

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-26

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgétaire
Tél : 514 280-4195
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Eau/Env.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.09

2018/02/22
17:00

(1)

Dossier # : 1177858001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projet d'usines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver les quatre (4) projets d'avenants modifiant les conventions de services professionnels intervenues entre la Ville de Montréal et les firmes mentionnées dans le présent dossier décisionnel afin de modifier les modalités de paiement

Il est recommandé :
d'approuver les quatre (4) projets d'addenda modifiant les conventions de services professionnels intervenues entre la Ville de Montréal et les firmes ci-dessous, afin de préciser les modalités de paiement des honoraires :

- WSP Canada inc. et Viau Bastien Gosselin architectes inc., pour la modernisation et la réfection des stations de pompage et des réservoirs;

- SNC-Lavalin inc. et Provencher Roy + Associés Architectes inc., pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir McTavish;

- SNC-Lavalin inc. et Cobalt Architectes inc., pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Dollard-des-Ormeaux;

- SNC-Lavalin inc. et Cobalt Architectes inc., pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2018-01-29 09:34

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177858001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projet d'usines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Approuver les quatre (4) projets d'avenants modifiant les conventions de services professionnels intervenues entre la Ville de Montréal et les firmes mentionnées dans le présent dossier décisionnel afin de modifier les modalités de paiement

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'eau potable du Service de l'eau (DEP) doit réaliser, au cours des prochaines années, plusieurs projets de mise à niveau de certaines infrastructures stratégiques dont elle est responsable.

Pour réaliser l'ensemble des travaux, quatre (4) contrats de services professionnels en ingénierie et en architecture ont été accordés aux firmes ci-dessous :

- WSP Canada inc. et Viau Bastien Gosselin architectes inc. pour la modernisation et la réfection des stations de pompage et des réservoirs;
- SNC-Lavalin inc. et Provencher Roy + Associés Architectes inc. pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir McTavish;
- SNC-Lavalin inc. et Cobalt Architectes inc. pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Dollard-des-Ormeaux;
- SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. (Cobalt Architectes inc. depuis le 22 mars 2017), pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds.

Les contrats initiaux prévoyaient que le coordonnateur (soit la firme d'ingénieurs), émettait une seule facture regroupant les honoraires de l'architecte et de l'ingénieur. La Ville devait émettre un seul chèque au coordonnateur qui, par la suite, devait transférer le paiement dû à l'architecte. Le présent sommaire vise à modifier le mécanisme de paiement en exigeant que chaque professionnel émette une facture pour ses honoraires.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0448 - 28 septembre 2017 - Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture à WSP Canada inc. et Viau Bastien Gosselin architectes inc. pour la modernisation et la réfection des stations de pompage et des réservoirs - Dépense totale de 7 903 397,07 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16162 (7 soumissionnaires)
CG17 0367 - 24 août 2017 - Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture à SNC-Lavalin inc. et Provencher Roy + Associés Architectes inc. pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir McTavish, pour une somme maximale de 17 553 353,97 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15611 (4 soumissionnaires)

CG17 0313 - 24 août 2017 - Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture à SNC-Lavalin inc. et Cobalt Architectes inc. pour la mise à niveau de la station de pompage et du réservoir Dollard-des-Ormeaux, pour une somme maximale de 3 473 409,17 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15509 (6 soumissionnaires)

CG17 0081 - 30 mars 2017 - Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture à SNC-Lavalin inc. et Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc. pour la mise à niveau de l'usine de Pierrefonds, pour une somme maximale de 2 719 254,18 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-15596 (5 soumissionnaires)

DESCRIPTION

Actuellement, les quatre (4) conventions de services professionnels sont structurées de la même façon. Les honoraires des professionnels sont versés au coordonnateur qui doit ensuite remettre à chacun des professionnels, la somme correspondante à ses honoraires. Cette façon de faire n'est pas optimum. La Ville requiert que les fournisseurs émettent leurs propres factures plutôt que des états de compte qui combinent les factures de plusieurs fournisseurs.

Par conséquent, les avenants joints au présent sommaire décisionnel visent à modifier le mécanisme de paiement en exigeant que chaque professionnel émette une facture pour ses honoraires. En retour, la Ville émet directement le chèque au professionnel. Le coordonnateur est donc désaissi de cette responsabilité.

Ce changement n’a aucun effet sur le montant approuvé pour chacune des quatre (4) conventions de services professionnels.

JUSTIFICATION

Ces quatre (4) avenants sont justifiés pour assurer un meilleur contrôle dans notre gestion des contrats.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette entente n'entraîne aucune augmentation du coût des contrats initiaux.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette façon de faire n'est pas optimum, il y a des risques d'erreurs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du conseil d'agglomération : février 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Michel S SIMARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marie DESORMEAUX, Service des communications

Lecture :

Marie DESORMEAUX, 25 janvier 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Faical BOUZID
C/s - Ingenierie d'usine

Tél : 514 868-5144
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-21

Marie-Josée M GIRARD
C/d Projets majeurs

Tél : 514 872-4631
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2018-01-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2018-01-26

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1177858001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projet d'usines
Objet :	Approuver les quatre (4) projets d'avenants modifiant les conventions de services professionnels intervenues entre la Ville de Montréal et les firmes mentionnées dans le présent dossier décisionnel afin de modifier les modalités de paiement

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme les quatre avenants suivants :

FICHIERS JOINTS

D180122 - Avenant no_1 Réservoirs 17-16162.pdf

D180122 - Avenant no_1 McTavish 17-15611.pdf

D180122 - Avenant no_1 DDO 17-15509.pdf

D180122 - Avenant no_1 Pierrefonds 17-15596.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Michel S SIMARD
Avocat - Droit contractuel
Tél : 872-4582

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-23

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 872-8323
Division : Droit contractuel

Appel d'offres public nº 17-16162

Avenant nº 1

(Convention de services professionnels approuvée
par la résolution CG17 0448 du 28 septembre 2017)

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
22 JAN 2018
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la **« Ville »**

ET : **VIAU BASTIEN GOSSELIN ARCHITECTES INC.**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1435, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 200, Laval, Québec, H7S 2C6, agissant et représentée par Mme Stéphanie Bastien, déclarant être autorisée à agir aux fins des présentes;

Nº d'inscription T.P.S. : 102069507
Nº d'inscription T.V.Q. : 1002869922

Ci-après appelée l' « **Architecte** »

ET : **WSP CANADA INC.**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 1600, boulevard René-Levesque Ouest, Montréal, Québec, H3H 1P9, agissant et représentée par M. Gaétan Demers, déclarant être autorisé à agir aux fins des présentes;

Nº d'inscription T.P.S. : 140150269RT001
Nº d'inscription T.V.Q. : 101750404TQ0001

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** »

L'Architecte et l'Ingénieur sont également ci-après collectivement appelés le « **Contractant** »

ATTENDU QUE la Ville a approuvé, par la résolution CG17 0448, la conclusion d'une convention de services professionnels (ci-après le « Contrat ») avec le Contractant;

ATTENDU QUE les parties souhaitent revoir les modalités de paiement sans que cela affecte la somme maximale prévue au Contrat;

Appel d'offres public nº 17-16162

Avenant nº 1

(Convention de services professionnels approuvée
par la résolution CG17 0448 du 28 septembre 2017)

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 8.2 du Contrat est remplacé par le suivant :

« 8.2 Les honoraires et dépenses sont facturés de façons distinctes par l'Architecte et l'Ingénieur qui doivent les remettre mensuellement au Coordonnateur pour émission à la Ville.

Les factures de chacune des firmes sont acquittées distinctement par la Ville par paiement direct; un à l'ordre de la firme d'ingénierie et l'autre à l'ordre de la firme d'architecture. »

2. L'article 15 de l'Annexe 1 du Contrat portant sur les clauses administratives particulières est remplacé par le suivant :

« **15. Gestion du contrat**

Afin de développer une saine relation d'affaires avec l'adjudicataire, la Ville souhaite inviter celui-ci à participer à des rencontres de gestion de contrat. Cette gestion contractuelle permettra de mieux coordonner la réalisation des engagements et l'état d'avancement des livrables selon les obligations contractuelles prévues au contrat.

Des rencontres s'effectueront sur une base périodique, selon un échéancier à déterminer par les parties.

La personne mandatée qui participera à ces rencontres doit posséder le niveau de délégation de pouvoir suffisant pour assurer le respect des termes, clauses et conditions du contrat.

Quant à la facturation des honoraires et dépenses, l'Architecte et l'Ingénieur sont responsables de produire chacun leur facture respective et de la remettre mensuellement au Coordonnateur.

Indépendamment du paiement, la responsabilité professionnelle de la firme d'architectes et de la firme d'ingénieurs envers la Ville demeure inchangée. »

3. Tous les autres termes et conditions du Contrat demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS (3) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2018

VIAU BASTIEN GOSSELIN ARCHITECTES INC.

Par : _____
Stéphanie Bastien, architecte associée

Le e jour de 2018

WSP CANADA INC.

Par : _____
Gaétan Demers, vice-président infrastructures

Cet avenant n° 1 a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le .....e jour de ..... 2018 (CG18 .....).

Appel d'offres public nº 17-15611

Avenant nº 1

(Convention de services professionnels approuvée
par la résolution CG17 0367 du 24 août 2017)



ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la **« Ville »**

ET : **PROVENCHER ROY + ASSOCIÉS ARCHITECTES INC.**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 276, rue Saint-Jacques, bureau 700, Montréal, Québec, H2Y 1N3, agissant et représentée par Mme Martine Tremblay, déclarant être autorisée à agir aux fins des présentes;

N° d'inscription T.P.S. : .....
N° d'inscription T.V.Q. : .....

Ci-après appelée l' « **Architecte** »

ET : **SNC-LAVALIN INC.**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 455, boulevard René-Levesque Ouest, Montréal, Québec, H2Z 1Z3, agissant et représentée par M. André Binette, Directeur Infrastructure de l'eau, déclarant être autorisé à agir aux fins des présentes;

N° d'inscription T.P.S. : 134298132 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1014851123 TQ0001

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** »

L'Architecte et l'Ingénieur sont également ci-après collectivement appelés le « **Contractant** »

ATTENDU QU'au moment de soumissionner, le numéro d'entreprise du Québec (ci-après le « NEQ ») de l'Architecte était le 1168830322 et que suite à une fusion avec la société Provencher Roy Studio inc. le 1^er^ juin 2017, le NEQ de l'Architecte a changé pour le 1172835382;

ATTENDU QUE la Ville a approuvé, par la résolution CG17 0367, la conclusion d'une convention de services professionnels (ci-après le « Contrat ») avec le Contractant;

ATTENDU QUE les parties souhaitent revoir les modalités de paiement sans que cela affecte la somme maximale prévue au Contrat;

MA 9/17

Appel d'offres public nº 17-15611

Avenant nº 1

(Convention de services professionnels approuvée
par la résolution CG17 0367 du 24 août 2017)

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 8.2 du Contrat est remplacé par le suivant :

« 8.2 Les honoraires et dépenses sont facturés de façons distinctes par l'Architecte et l'Ingénieur qui doivent les remettre mensuellement au Coordonnateur pour émission à la Ville.

Les factures de chacune des firmes sont acquittées distinctement par la Ville par paiement direct; un à l'ordre de la firme d'ingénierie et l'autre à l'ordre de la firme d'architecture. »

2. L'article 12 de l'Annexe 1 du Contrat portant sur les clauses administratives particulières est remplacé par le suivant :

« **12. Gestion du contrat**

Afin de développer une saine relation d'affaires avec l'adjudicataire, la Ville souhaite inviter celui-ci à participer à des rencontres de gestion de contrat. Cette gestion contractuelle permettra de mieux coordonner la réalisation des engagements et l'état d'avancement des livrables selon les obligations contractuelles prévues au contrat.

Des rencontres s'effectueront sur une base périodique, selon un échéancier à déterminer par les parties.

La personne mandatée qui participera à ces rencontres doit posséder le niveau de délégation de pouvoir suffisant pour assurer le respect des termes, clauses et conditions du contrat.

Quant à la facturation des honoraires et dépenses, l'Architecte et l'Ingénieur sont responsables de produire chacun leur facture respective et de la remettre mensuellement au Coordonnateur.

Indépendamment du paiement, la responsabilité professionnelle de la firme d'architectes et de la firme d'ingénieurs envers la Ville demeure inchangée. »

10/17

3. Tous les autres termes et conditions du Contrat demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS (3) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2018

PROVENCHER ROY + ASSOCIÉS ARCHITECTES INC.

Par : _____
Martine Tremblay, chargée de projet

Le e jour de 2018

SNC-LAVALIN INC.

Par : _____
André Binette, directeur infrastructure de l'eau

Cet avenant nº 1 a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le .....e jour de ..... 2018 (CG18 .....).

Appel d'offres public nº 17-15509

Avenant nº 1

(Convention de services professionnels approuvée par la résolution CG17 0313 du 24 août 2017)



ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la **« Ville »**

ET : **COBALT ARCHITECTES INC.**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 400, avenue Atlantic, bureau 402, Montréal, Québec, H2V 1A5, agissant et représentée par M. Martin Côté, secrétaire, déclarant être autorisé à agir aux fins des présentes;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 144176534 RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1089061471 TQ0001

Ci-après appelée l' « **Architecte** »

ET : **SNC-LAVALIN INC.**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 455, boulevard René-Levesque Ouest, Montréal, Québec, H2Z 1Z3, agissant et représentée par M. André Binette, Directeur Infrastructure de l'eau, déclarant être autorisé à agir aux fins des présentes;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 134298132 RT0001
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1014851123 TQ0001

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** »

L'Architecte et l'Ingénieur sont également ci-après collectivement appelés le « **Contractant** »

ATTENDU QUE la Ville a approuvé, par la résolution CG17 0313, la conclusion d'une convention de services professionnels (ci-après le « Contrat ») avec le Contractant;

ATTENDU QUE les parties souhaitent revoir les modalités de paiement sans que cela affecte la somme maximale prévue au Contrat;

Appel d'offres public nº 17-15509

Avenant nº 1

(Convention de services professionnels approuvée
par la résolution CG17 0313 du 24 août 2017)

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 8.2 du Contrat est remplacé par le suivant :

« 8.2 Les honoraires et dépenses sont facturés de façons distinctes par l'Architecte et l'Ingénieur qui doivent les remettre mensuellement au Coordonnateur pour émission à la Ville.

Les factures de chacune des firmes sont acquittées distinctement par la Ville par paiement direct; un à l'ordre de la firme d'ingénierie et l'autre à l'ordre de la firme d'architecture. »

2. L'article 14 de l'Annexe 1 du Contrat portant sur les clauses administratives particulières est remplacé par le suivant :

« **14. Gestion du contrat**

Afin de développer une saine relation d'affaires avec l'adjudicataire, la Ville souhaite inviter celui-ci à participer à des rencontres de gestion de contrat. Cette gestion contractuelle permettra de mieux coordonner la réalisation des engagements et l'état d'avancement des livrables selon les obligations contractuelles prévues au contrat.

Des rencontres s'effectueront sur une base périodique, selon un échéancier à déterminer par les parties.

La personne mandatée qui participera à ces rencontres doit posséder le niveau de délégation de pouvoir suffisant pour assurer le respect des termes, clauses et conditions du contrat.

Quant à la facturation des honoraires et dépenses, l'Architecte et l'Ingénieur sont responsables de produire chacun leur facture respective et de la remettre mensuellement au Coordonnateur.

Indépendamment du paiement, la responsabilité professionnelle de la firme d'architectes et de la firme d'ingénieurs envers la Ville demeure inchangée. »

Appel d'offres public nº 17-15509

Avenant nº 1

(Convention de services professionnels approuvée
par la résolution CG17 0313 du 24 août 2017)

---

3. Tous les autres termes et conditions du Contrat demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS (3) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2018

COBALT ARCHITECTES INC.

Par : _____
Martin Côté

Le e jour de 2018

SNC-LAVALIN INC.

Par : _____
André Binette

Cet avenant nº 1 a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le .....e jour de ..... 2018 (CG18 .....).

Appel d'offres public nº 17-15596

Avenant nº 1

(Convention de services professionnels approuvée par la résolution CG17 0081 du 30 mars 2017)

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
22 JAN. 2018
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la **« Ville »**

ET : **COBALT ARCHITECTES INC.**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 400, avenue Atlantic, bureau 402, Montréal, Québec, H2V 1A5, agissant et représentée par M. Martin Côté, secrétaire, déclarant être autorisé à agir aux fins des présentes;

N° d'inscription T.P.S. : 144176534 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1089061471 TQ0001

Ci-après appelée l' « **Architecte** »

ET : **SNC-LAVALIN INC.**, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 455, boulevard René-Levesque Ouest, Montréal, Québec, H2Z 1Z3, agissant et représentée par M. André Binette, Directeur Infrastructure de l'eau, déclarant être autorisé à agir aux fins des présentes;

N° d'inscription T.P.S. : 134298132 RT0001
N° d'inscription T.V.Q. : 1014851123 TQ0001

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** »

L'Architecte et l'Ingénieur sont également ci-après collectivement appelés le « **Contractant** »

ATTENDU QUE la Ville a approuvé, par la résolution CG17 0081, la conclusion d'une convention de services professionnels (ci-après le « Contrat ») avec le Contractant;

ATTENDU QUE l'Architecte, auparavant connu sous le nom de Girard Côté Bérubé Dion Architectes inc., se nomme, depuis le 22 mars 2017, Cobalt Architectes inc., ce dernier étant toujours le même Architecte avec le même numéro d'entreprise à qui la Ville a confié le volet des services professionnels en architecture à la suite de l'appel d'offres public n° 17-15596;

Appel d'offres public nº 17-15596

Avenant nº 1

(Convention de services professionnels approuvée
par la résolution CG17 0081 du 30 mars 2017)

ATTENDU QUE les parties souhaitent revoir les modalités de paiement sans que cela affecte la somme maximale prévue au Contrat;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. L'article 8.2 du Contrat est remplacé par le suivant :

« 8.2 Les honoraires et dépenses sont facturés de façons distinctes par l'Architecte et l'Ingénieur qui doivent les remettre mensuellement au Coordonnateur pour émission à la Ville.

Les factures de chacune des firmes sont acquittées distinctement par la Ville par paiement direct; un à l'ordre de la firme d'ingénierie et l'autre à l'ordre de la firme d'architecture. »

2. L'article 10 de l'Annexe 1 du Contrat portant sur les clauses administratives particulières est remplacé par le suivant :

« **10. Gestion du contrat**

Afin de développer une saine relation d'affaires avec l'adjudicataire, la Ville souhaite inviter celui-ci à participer à des rencontres de gestion de contrat. Cette gestion contractuelle permettra de mieux coordonner la réalisation des engagements et l'état d'avancement des livrables selon les obligations contractuelles prévues au contrat.

Des rencontres s'effectueront sur une base périodique, selon un échéancier à déterminer par les parties.

La personne mandatée qui participera à ces rencontres doit posséder le niveau de délégation de pouvoir suffisant pour assurer le respect des termes, clauses et conditions du contrat.

Quant à la facturation des honoraires et dépenses, l'Architecte et l'Ingénieur sont responsables de produire chacun leur facture respective et de la remettre mensuellement au Coordonnateur.

Indépendamment du paiement, la responsabilité professionnelle de la firme d'architectes et de la firme d'ingénieurs envers la Ville demeure inchangée. »

16/17

3. Tous les autres termes et conditions du Contrat demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN TROIS (3) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2018

COBALT ARCHITECTES INC.

Par : _____
Martin Côté, architecte

Le e jour de 2018

SNC-LAVALIN INC.

Par : _____
André Binette, directeur infrastructure de l'eau

Cet avenant nº 1 a été approuvé par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le .....e jour de ..... 2018 (CG18 .....).

MA

17/17

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.10

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1175343001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - intelligence d'affaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec l'organisme à but non-lucratif Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM) une entente-cadre de gré à gré afin d'obtenir de l'expertise de pointe en recherche et développement informatique, pour une durée de douze mois, pour une somme maximale de 1 385 908,65 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de 12 mois, pour la fourniture sur demande d'une expertise de pointe en recherche et développement informatique ;
2. d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré par lequel le Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM) s'engage à fournir à la Ville les services professionnels requis à cette fin, pour une somme maximale de 1 385 908,65 $, taxes incluses, conformément à son offre de service, et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention ;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même le budget du Service des technologies de l'information, et ce au rythme des besoins à combler.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2018-01-24 09:44

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1175343001**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - intelligence d'affaires
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Conclure avec l'organisme à but non-lucratif Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM) une entente-cadre de gré à gré afin d'obtenir de l'expertise de pointe en recherche et développement informatique, pour une durée de douze mois, pour une somme maximale de 1 385 908,65 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

En 2017, le Service des technologies de l'information (Service des TI) a mis en place un programme de recherche et développement adapté aux besoins de la Ville avec les paramètres suivants :

- Planification d'un engagement de l'ordre de 10 M$ sur 3 ans en R&D;
- Création d'un pôle de R&D conjoint entre la Ville, les universités et les centres de recherche;
- Réalisation principalement des axes suivants :
    1. La cybersécurité et la résilience informatique;
    2. L'intelligence d'affaires et l'analyse des données massives;
    3. L'intelligence artificielle;
    4. L'internet des objets et les télécommunications.

Le deuxième axe de ce programme de R&D, a trait aux technologies utilisant les données massives ainsi qu'à l'infrastructure informatique qui permet de réaliser des projets pilotes et des prototypes basés sur ces technologies. C'est dans ce cadre que la Ville requiert les services du Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM) pour certaines activités de recherche et développement pour les projets du plan triennal d'investissement, tant pour le volet d'intelligence d'affaires que pour le volet de données massives.

Le présent dossier décisionnel vise donc à conclure une entente de gré à gré avec l'organisme à but non-lucratif Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM) afin d'obtenir de l'expertise de pointe en recherche et développement, pour une période de douze mois, pour une somme maximale de 1 385 908,65 $ taxes incluses et d'approuver un projet de convention à cette fin.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0045 - 23 février 2017 : Conclure avec l'organisme à but non-lucratif Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM) une entente-cadre de gré à gré afin d'obtenir de l'expertise de pointe en recherche et développement informatique, pour la période du 1er mars 2017 au 31 décembre 2017, pour une somme maximale de 899 219,48 $, taxes incluses / Approuver une projet de convention à cette fin;
BC 1175248 - 17 janvier 2017 : Accorder, de gré à gré, un contrat de services professionnels à Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM) afin de réaliser un projet d'analyse et d'industrialisation en intelligence d'affaires, pour une somme maximale de 98 821,01 $;

CG15 0774 - 17 décembre 2015 : Conclure une entente de gré à gré avec le Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM) afin d'obtenir de l'expertise de pointe en informatique, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2016, pour une somme maximale de 736 399,18 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le présent dossier décisionnel a pour objectif de permettre au Service des TI d'obtenir auprès du CRIM des expertises de pointe en recherche et développement appliqués principalement pour les projets suivants :

Domaines d'affaires	Principaux projets en R&D
Intelligences d'Affaires	70330 - Données ouvertes
	70540.01 - Intelligence d'affaires – Infrastructures et outils – Plateforme analytique
	70750 - Intelligence d'affaires - Finances
	70311 - Tableaux de bord 311
Sécurité publique	68420 - Modernisation des systèmes de soutien aux opérations et à la prévention du SIM
	68305 - Modernisation des opérations policières
Gestion du territoire	74860 - Geo-Trafic
	74840 - Gestion des parcours génériques
	74925 - Assistant à la gestion des interventions dans les rues (AGIR)
	69205 - Modernisation de la plateforme géomatique
Solutions numériques	72660 - Réforme des services d'accueil - Espace pour la vie
Architecture et sécurité	60110 - Programme de sécurité et de continuité TI

JUSTIFICATION

La diversité des solutions à implanter et les technologies disponibles requièrent une approche de recherche et développement avec des partenaires externes pour assurer l'innovation et l'utilisation des TI avec les meilleures solutions et pratiques. En effet, ces projets introduiront des technologies dont les modèles d'utilisation et de possession viennent fortement modifier les pratiques existantes à la Ville en matière de technologies de l'information. Pour tirer le plein avantage de ces technologies modernes, il est nécessaire de pouvoir évaluer les solutions disponibles, les pratiques et les tendances afin de réduire la durée des cycles traditionnels des projets technologiques et d'accroître les résultats attendus.
Le Service des TI souhaite établir une relation forte et un partenariat avec les centres de recherche et les universités de la région de Montréal, dont le CRIM. Les applications de ce partenariat supporteront les besoins en TI de l'ensemble des services de la Ville. L'objectif est de supporter les projets clés prévus au PTI 2018-2020 et dans le cadre des initiatives de

la ville intelligente et numérique.

Le CRIM a une compétence affirmée en R&D dans le domaine des technologies de l'information, notamment en analytique avancée et en technologie du logiciel. Aussi, le CRIM est en mesure de fournir des expertises de pointe pour supporter les travaux de R&D de nombreux projets en TI à la Ville. En plus de ses chercheurs, experts et architectes TI, le CRIM offre aussi ses laboratoires et plateformes d'expérimentation spécialisés pour la R&D. Il nous permettra dans un environnement sécurisé :

- D'évaluer et d'expérimenter les solutions informatiques indépendamment des éditeurs et fournisseurs;
- De bénéficier, en fonction de nos besoins, d'expertises rares à un coût optimal;
- De développer rapidement les pôles d'expertises à l'interne sur les technologies novatrices nécessaires à la Ville.

La Ville peut octroyer ce contrat de gré à gré au Centre de recherche en informatique de Montréal inc. (CRIM) conformément à l'article 573.3 (2.1°) de la Loi sur les cités et villes qui prévoit une telle exception pour les organismes à but non lucratif.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de services de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés financiers (AMF). L'organisme à but non-lucratif Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM) a obtenu son accréditation le 14 février 2017, et cette dernière demeure valide.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La valeur de cette entente-cadre d'une durée de douze mois est d'un montant maximum de 1 385 908,65 $ taxes incluses, pour les projets suivants :

Domaines d'affaires	**Principaux projets en R&D**	Montant estimé sans taxes	Montant estimé avec taxes
Intelligences d'Affaires	70330 – Données ouvertes	120 000,00 $	137 970,00 $
	70540.01 – Intelligence d'affaires – Infrastructures et outils – Plateforme analytique	120 000,00 $	137 970,00 $
	70750 – Intelligence d'affaires finances	25 000,00 $	28 743,75 $
	70311 - Tableaux de bord 311	40 000,00 $	45 990,00 $
Sécurité publique	68420 - Modernisation des systèmes de soutien aux opérations et à la prévention du SIM	105 000,00 $	120 723,75 $

	68305 - Modernisation des opérations policières	75 000,00 $	86 231,25 $
Gestion du territoire	74860 - Geo-Trafic	150 000,00 $	172 462,50 $
	74840 - Parcours	150 000,00 $	172 462,50 $
	74925 - AGIR	150 000,00 $	172 462,50 $
	69205 - Modernisation de la plateforme géomatique	95 000,00 $	109 226,25 $
Solutions numériques	72660 - Réforme des services d'accueil - Espace pour la vie	75 000,00 $	86 231,25 $
Architecture et sécurité	60110 - Programme de sécurité	100 400,00 $	115 434,90 $
	Totaux	**1 205 400,00 $**	**1 385 908,65 $**

L'augmentation de la valeur de cette entente-cadre par rapport à l'année 2017 s'explique comme suit :
La période couvrant l'entente est supérieure de deux (2) mois;
La majorité des projets identifiés passe d'une phase d'exploration à une phase de réalisation nécessitant une augmentation de la capacité de production;
Les projets touchent des domaines à haute valeur ajoutée (par exemples : apprentissage profond, intelligence artificielle, ...) pour lesquelles nous avons une expertise très limitée à la Ville;

Les services de R&D seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins de la Ville.

Il faut noter qu'à titre de membre, la Ville bénéficie d'une réduction de 20% par rapport au tarif non-membre du CRIM.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Cette entente-cadre permettra au Service des TI d'augmenter sa capacité à réaliser sa programmation du PTI 2018-2020, en générant les impacts suivants :

- Assurer la livraison des projets clés prévus au PTI;
- Accélérer le développement de l'expertise de nos employés par la collaboration d'experts reconnus.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier par le CE – 7 février 2018;
Approbation du dossier par le CM – 19 février 2018;
Approbation du dossier par le CG – 22 février 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Martine GÉLINAS
Conseillère en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-8275
Télécop. : 514 280-9109

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-16

Martin-Guy RICHARD
Directeur

Tél : 514 945-8929
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Martin-Guy RICHARD
Directeur

Tél : 514 945-8929
Approuvé le : 2018-01-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2018-01-23

Grille de tarifs

Pour l'exercice 2017-2018

Personnel scientifique et technique		Tarifs journaliers	
		Membres	Non membres
Personnel senior	**Niveau 2** - *Directeur* - *Chercheur principal*	**1 300 $**	**1 625 $**
	Niveau 1 - *Directeur de projet* - *Chercheur senior* - *Conseiller senior*	**1 200 $**	**1 500 $**
Personnel intermédiaire	**Niveau 2** - *Chercheur* - *Conseiller* - *Analyste senior*	**1 100 $**	**1 375 $**
	Niveau 1 - *Agent de recherche senior* - *Gestionnaire de projet* - *Postdoctorant*	**850 $**	**1 075 $**
Personnel junior	**Niveau 3** - *Agent de recherche* - *Analyste*	**650 $**	**825 $**
	Niveau 2 - *Agent de recherche junior* - *Programmeur* - *Agent de projet* - *Technicien*	**500 $**	**665 $**
	Niveau 1 - *Étudiant* - *Stagiaire*	**400 $**	**500 $**
Autres spécialistes		**Établi selon le mandat**	**Établi selon le mandat**

La tarification offerte aux membres représente une réduction de 20 % par rapport au tarif non membre.

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 14 février 2017

CENTRE DE RECHERCHE INFORMATIQUE DE MONTRÉAL INC.
A/S MONSIEUR FRANÇOYS LABONTÉ
405, OGILVY, BUREAU 101
MONTRÉAL (QC) H3N 1M3

N° de décision : 2017-CPSM-1009823
N° de client : 3001148918

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous CENTRE DE RECHERCHE INFORMATIQUE DE MONTRÉAL, COMPUTER RESEARCH INSTITUTE OF MONTRÉAL et CRIM, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). CENTRE DE RECHERCHE INFORMATIQUE DE MONTRÉAL INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **13 février 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1175343001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - intelligence d'affaires
Objet :	Conclure avec l'organisme à but non-lucratif Centre de recherche informatique de Montréal (CRIM) une entente-cadre de gré à gré afin d'obtenir de l'expertise de pointe en recherche et développement informatique, pour une durée de douze mois, pour une somme maximale de 1 385 908,65 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

ConventionCRIM_2018.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-19

Olivier TACHÉ
Avocat
Tél : 514-872-6886
Division : Contrats

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
18 JAN. 2018
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET : **CENTRE DE RECHERCHE INFORMATIQUE DE MONTRÉAL INC.**, une personne morale légalement constituée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), ayant son siège social au 405, avenue Ogilvy, bureau 101, Montréal, Québec, H3N 1M3, agissant et représentée par Monsieur Françoys Labonté, son directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare;

Ci-après appelée le « **CRIM** »

Ci-après individuellement ou collectivement appelées une « Partie » ou les « **Parties** »

ATTENDU QUE le CRIM possède une compétence affirmée dans le domaine des technologies de l'information. Le CRIM possède notamment des compétences de pointe regroupées en trois axes que sont l'interaction et les interfaces personne-système, l'analytique avancée ainsi que la science et la technologie du logiciel. Plusieurs des expertises de ces axes sont d'intérêt pour la VILLE dont :

- l'analyse d'images et de vidéos;
- la vidéosurveillance;
- la réalité augmentée;
- les applications en mobilité;
- l'intelligence artificielle;
- la cybersécurité;
- les données massives;
- la science des données;
- les plateformes en logiciel libre.

ATTENDU QUE le CRIM conduit des activités de recherche et développement, et d'accompagnement technologique sur des sujets relevant de ces activités.

ATTENDU QUE la VILLE met en œuvre un ambitieux plan de transformation (le « Plan ») de ses services informatiques afin de faciliter l'accès, l'utilisation et le partage d'information tant à l'interne qu'avec des intervenants externes.

ATTENDU QUE le Plan implique, entre autres, la conception, le déploiement et la validation de technologies émergentes comprenant l'analytique avancée et la science des données communément appelées les technologies des données massives (*Big Data*).

ATTENDU QUE le Plan comporte des défis technologiques qui sont d'intérêt pour le CRIM et qui lui permettront de poursuivre le développement de son expertise et de ses compétences de pointe.

ATTENDU QUE le CRIM a contribué au Plan en 2016 et en 2017 sur les sujets suivants :

- l'analyse de données du service des finances;

- l'analyse et la construction de preuves de concept de solutions de visualisations;

- l'architecture de solutions d'analyse de données massives;

- la réalisation de preuves de concept d'analyse prédictive des risques d'accidents de la route;

- la réalisation de modules d'un système d'aide à la décision pour le service des incendies;

- l'analyse de données de différentes sources et services dans un contexte de mobilité urbaine.

ATTENDU QUE la VILLE et le CRIM souhaitent collaborer au développement et à l'amélioration de plusieurs de ces sujets.

ATTENDU QUE le CRIM possède une expertise sur les technologies du *Big Data* ainsi qu'une infrastructure informatique qui permet de réaliser des projets pilotes et des prototypes basés sur ces technologies.

ATTENDU QUE le CRIM désire fournir à la VILLE du personnel technique avec les expertises pertinentes pour la réalisation de ses projets relatifs à son Plan selon les modalités de la présente Convention.

ATTENDU QUE, selon la nature et les besoins des Projets Spécifiques, les Parties mettront à la disposition l'aménagement physique nécessaire pour le personnel technique soit dans un édifice du CRIM ou de la VILLE.

ATTENDU QUE, selon la nature et les besoins des projets de la VILLE, le CRIM pourra aussi rendre disponible son infrastructure informatique pour réaliser certains projets pilotes ou certains prototypes de la VILLE.

ATTENDU QUE les Parties désirent que la réalisation de projets se fasse dans un mode collaboratif favorisant le transfert de connaissances et de savoir-faire.

ATTENDU QUE les Parties désirent collaborer, échanger sur le plan technique et participer conjointement aux efforts de recherche et de développement de certains projets en cours à la VILLE.

ATTENDU QUE, selon la nature et les besoins des Projets Spécifiques, les Parties rendront disponible du personnel technique avec les expertises pertinentes pour travailler dans les locaux du CRIM ou de la VILLE.

ATTENDU QUE la VILLE a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de *la Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au CRIM.

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Code Source** » désigne un ensemble d'instructions écrites dans un langage de programmation informatique de haut niveau, compréhensible par un être humain entraîné pour ce faire, tel qu'un informaticien, permettant d'obtenir un programme pour un ordinateur.

1.2 « **Convention** » désigne la présente Convention de collaboration, ses annexes et le préambule.

1.3 « **Annexe I** » : Devis descriptif

1.4 « **Annexe II** » : Grille de tarifs

1.5 « **Annexe III** » : Fiche descriptive de projet (fiche de mandat)

1.6 « **Date effective** » désigne la date d'entrée en vigueur de la Convention telle que définie à l'article 3.

1.7 « **Directeur** » désigne le directeur du Service des technologies de l'information.

1.8 « **Divulgations** » signifie le fait de porter à la connaissance de l'autre Partie ou de tiers, ou de laisser porter à leur connaissance les Résultats, ou toute autre Information Confidentielle sur quel que support que ce soit.

1.9 « **Domaine de collaboration** » désigne un grand domaine de collaboration de recherche comprenant différents Projets Spécifiques tel que décrit à l'Annexe I.

1.10 « **Droits de propriété intellectuelle** » désigne les droits des Parties et comprend notamment les inventions, les brevets, les marques de commerce, les droits d'auteur (les logiciels), les dessins industriels, le savoir-faire, les secrets industriels ou commerciaux et tout autre droit de nature semblable, que ceux-ci soient sujets ou non à des formalités d'enregistrement afin d'être opposables.

1.11 « **Droits de propriété intellectuelle antérieurs** » signifie tous les Droits de propriété intellectuelle conçus, développés, acquis ou autrement obtenus par l'une ou l'autre des Parties antérieurement à la signature de la présente Convention.

1.12 « **Droits de propriété intellectuelle externes** » signifie tous les Droits de propriété intellectuelle conçus, développés, acquis ou autrement obtenus par l'une ou l'autre des Parties concomitamment et indépendamment de l'exécution de la présente Convention ou en dehors du cadre des Projets Spécifiques ou des études.

1.13 « **Durée** » a le sens donné à l'article 3 de la Convention.

1.14 « **Force majeure** » signifie un événement imprévisible et irrésistible; y est assimilée la cause étrangère qui présente ces mêmes caractères.

1.15 « **Information(s) Confidentielle(s)** » désigne toutes les informations techniques, commerciales, financières, opérationnelles, ou de quelque nature que ce soit, communiquées par une Partie à l'autre Partie, ou à laquelle une Partie a accès dans le cadre de l'exécution de la Convention en regard de l'autre Partie, à l'occasion de l'exécution de la Convention et dans le cadre des Projets Spécifiques, sous quelque forme que ce soit, directement ou indirectement, par remise de documents ou par voie de fourniture de produits, échantillons, matériels, Résultats, Codes Sources, logiciels, données, ou oralement, en particulier lors de réunions ou d'entretiens avec des employés des Parties ou portées à leur connaissance à l'occasion de démonstrations ou de visites d'unités et d'installations du CRIM ou de la VILLE qui concernent l'autre Partie.

1.16 « **Objet** » a le sens défini à l'article 2 de la Convention.

1.17 « **Partie** ou **Parties** » a le sens défini dans l'en-tête de la Convention.

1.18 « **Projet(s) Spécifique(s)** » désigne les projets découlant de la présente Convention dans le Domaine de collaboration. Chaque Projet Spécifique est défini dans une fiche de description de Projet Spécifique. La fiche de description est à l'Annexe III de la Convention.

1.19 « **Publications** » désigne les mémoires de maîtrise, thèses de doctorat, articles, séminaires et autres présentations écrites sur quelque support que ce soit.

1.20 « **Résultats** » désigne toutes les informations et les connaissances, brevetables ou non, y compris les brevets, savoir-faire, Code Source, données, plans, maquettes et prototypes, méthodologies, algorithmes, logiciels, bases de données, modèles, fonctionnalités, et ce, quel qu'en soit le support, générées dans le cadre de la Convention et relativement aux Projets Spécifiques, et tous les documents qui les formalisent, qu'ils soient protégeables ou non par des titres privatifs.

ARTICLE 2
OBJET

2.1 La VILLE entend retenir les services professionnels du CRIM qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente Convention, à fournir des services professionnels en matière de recherche, d'analyse, de développement, de conseil stratégique dans les domaines informatiques précités.

2.2 En réponse à une demande du Directeur, le CRIM devra, pour chacun des contrats qui lui sera octroyé, proposer un échéancier ainsi qu'une estimation des honoraires détaillés indiquant les ressources nécessaires et le nombre d'heures projeté pour chacune de celles-ci, qui sera défini dans une fiche descriptive de projet spécifique (Annexe III).

ARTICLE 3
DURÉE

Sous réserve de l'article 14 (Résiliation), la présente Convention prend effet à compter de la date de la signature de la dernière des Parties à signer et se termine après douze mois ou lorsque le total des honoraires versés aura atteint un million trois cent quatre-vingt-cinq mille neuf cent huit dollars et soixante-cinq sous (1 385 908,65 $), taxes incluses, suivant la situation la plus hâtive, le CRIM demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la VILLE.

ARTICLE 4
INTERPRÉTATION

Le texte de la présente Convention prévaut sur toute disposition ou condition des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 5
EXÉCUTION DES SERVICES PROFESSIONNELS

5.1 Le CRIM déclare que les services professionnels visés par la présente Convention s'inscrivent dans le cadre de sa mission et qu'il a les compétences ainsi que les ressources humaines et matérielles requises pour les exécuter.

5.2 Le recours à la sous-traitance est interdit, sauf de manière accessoire, et le CRIM s'engage à faire exécuter l'essentiel des travaux par ses propres ressources.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CRIM

Le CRIM s'engage à :

6.1 rendre les services prévus à la présente Convention selon les règles de l'art;

6.2 exécuter la Convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations étant entendu que le CRIM conserve le libre choix des moyens d'exécution du travail confié;

6.3 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente Convention;

6.4 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la VILLE;

6.5 assumer tous les frais relatifs à l'exécution de la présente Convention;

6.6 divulguer à la VILLE tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la VILLE de biens ou de services ayant une relation avec la présente Convention;

6.7 remettre à la VILLE les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.8 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.9 soumettre à la VILLE une ou des factures détaillées pour chacun des contrats confiés dans le cadre de l'exécution de la Convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du CRIM, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par l'Agence du revenu du Canada aux fins de la taxe sur les produits et services et par Revenu Québec aux fins de la taxe de vente du Québec, le cas échéant;

6.10 prendre fait et cause pour la VILLE et la tenir indemne, en capital, intérêts et frais, de toute réclamation formulée ou de toute décision prise par les autorités fiscales, à cet égard;

6.11 transmettre à la VILLE, selon les modalités et la fréquence qu'elle lui indique, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect des échéanciers et de la performance générale des activités.

ARTICLE 7
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La VILLE doit :

7.1 assurer au CRIM la collaboration du Directeur;

7.2 remettre au CRIM les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la Convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

7.3 communiquer avec diligence au CRIM la décision du Directeur sur tout document soumis par le CRIM;

7.4 acquitter la ou les factures visées à l'article 6.9 dans les trente (30) jours de leur approbation, pourvu qu'elles comportent toutes les informations requises par cet article.

ARTICLE 8
PLANIFICATION DES SERVICES PROFESSIONNELS

Les Parties s'engagent à collaborer étroitement à la planification des services attendus du CRIM dans le but de répondre aux attentes de la VILLE et de respecter les délais prescrits.

ARTICLE 9
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

9.1 coordonner l'exécution de la convention;

9.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le CRIM quant à l'interprétation de la Convention;

9.3 refuser les travaux, recherches et rapports du CRIM qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la Convention;

9.4 exiger du CRIM la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 10
HONORAIRES

10.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le CRIM, la VILLE s'engage à lui verser une somme maximale de un million trois cent quatre-vingt-cinq mille neuf cent huit dollars et soixante-cinq sous (1 385 908,65 $), taxes incluses, couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du CRIM, le cas échéant.

10.2 Cette somme est payable sur présentation, à l'adresse prévue à l'article 10.6, de factures détaillées par projet, conformément aux articles 6.9 ci-dessus et à l'article 10 de l'Annexe I.

10.3 La prétention du CRIM selon laquelle son activité n'est pas taxable n'engage aucunement la responsabilité de la VILLE et aucune somme additionnelle ne lui sera versée à titre de taxe.

10.4 Aucun paiement d'honoraires versé au CRIM ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente Convention.

10.5 Aucun travail ne peut être effectué sans l'émission, par le Directeur, d'une fiche descriptive de projet.

10.6 Adresse de facturation : Ville de Montréal
Attention : Sylvain Perras

801, rue Brennan
9e étage
Montréal (Québec), H3C 0G4
Tél. : 514-872-4034

ARTICLE 11
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 10.1, le CRIM :

11.1 garantit à la VILLE être l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur dont il se sert aux fins d'exécuter la présente Convention;

11.2 dans la mesure où la propriété de ceux-ci n'a pas été attribuée au CRIM conformément à l'article 13.2, cède à la VILLE tous ses droits d'auteur dans les Résultats et renonce à ses droits moraux à l'égard de ceux-ci;

11.3 tient la VILLE indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

11.4 Les Parties reconnaissent que pour faciliter l'échange et pour accomplir les objectifs de la présente Convention, il est probable que des Informations Confidentielles soient échangées entre les Parties, autant pour la préparation que pendant l'exécution des Projets Spécifiques. L'Information Confidentielle partagée par les Parties peut représenter des actifs importants et des secrets commerciaux appartenant aux Parties qui reconnaissent ainsi l'importance et la sensibilité de ces informations. Ces Informations Confidentielles ne peuvent être divulguées par la Partie qui les reçoit, à un tiers, sans l'autorisation écrite et préalable de l'autre Partie.

11.5 La confidentialité ne s'applique toutefois pas aux informations qui :

11.5.1 sont déjà connues de la Partie à laquelle elles sont divulguées autrement qu'en les ayant obtenues de l'autre Partie sous le couvert de la confidentialité;

11.5.2 deviennent partie intégrante du domaine public, sans qu'il y ait violation de la présente obligation de confidentialité;

11.5.3 sont divulguées par un tiers ayant légalement le droit de le faire;

11.5.4 doivent être divulguées en raison de la loi ou de la réglementation. La Partie qui entend divulguer cette Information Confidentielle doit en aviser l'autre Partie afin qu'elle puisse avoir l'opportunité d'entreprendre les démarches pour s'y opposer à temps, si elle le juge à propos.

11.6 Pendant la durée de la présente Convention, aucune Partie ne peut émettre de communiqué public en ce qui concerne l'exécution de la Convention sans avoir obtenu l'approbation écrite préalable de l'autre Partie qui peut revoir le contenu du communiqué et y apporter les modifications raisonnables qu'elle juge appropriées.

11.7 Le CRIM reconnaît que le Code Source des logiciels, les manuels et instructions s'y rapportant ainsi que les informations les concernant qui sont fournis par la VILLE sous quelle que forme que ce soit, constituent de l'Information confidentielle et sont des actifs importants et des secrets commerciaux appartenant à la VILLE. Le CRIM s'engage à prendre toutes les démarches nécessaires, auprès, notamment, de ses employés, étudiants, stagiaires et consultants, pour en préserver la confidentialité et pour que leur utilisation se fasse conformément au présent engagement de confidentialité

11.8 La VILLE reconnaît que le Code Source des logiciels, les manuels et instructions s'y rapportant ainsi que les informations les concernant qui sont fournis par le CRIM sous quelle que forme que ce soit, constituent de l'Information confidentielle et sont des actifs importants et des secrets commerciaux appartenant au CRIM. La VILLE s'engage à prendre toutes les démarches nécessaires, auprès, notamment, de ses employés, étudiants, stagiaires et consultants, pour en préserver la confidentialité et pour que leur utilisation se fasse conformément au présent engagement de confidentialité.

11.9 Les Parties reconnaissent qu'un bris de confidentialité de leur part peut causer des dommages irréparables à l'autre Partie, pour lesquels le paiement de dommages-intérêts ne serait pas approprié. Les Parties pourront obtenir toute injonction pour protéger leurs droits, en plus de tous les autres recours qui leur sont offerts.

11.10 En aucun temps, une Partie ne peut utiliser les signatures, marques de commerce ou logo de l'autre Partie sans avoir obtenu préalablement l'accord écrit de cette Partie.

ARTICLE 12
PUBLICATIONS-DIVULGATION

12.1 La Partie qui souhaite publier ou divulguer des informations découlant de la présente Convention, doit demander l'accord préalable et écrit de l'autre Partie et doit mentionner le motif de la Publication ou de la Divulgation dans un avis à l'autre Partie. Les Parties s'entendront pour convenir ensemble du délai requis pour la lecture de tout projet de Publication ou de Divulgation relative à la présente Convention.

12.2 La Partie qui doit donner son accord à la Publication ou à la Divulgation peut supprimer ou modifier certaines précisions qui seraient de nature à porter préjudice à l'utilisation industrielle et commerciale des Résultats ou qui seraient des Informations Confidentielles. De telles suppressions ou modifications ne doivent cependant pas porter atteinte à la valeur scientifique de la Publication.

12.3 Cette Partie peut également demander à retarder la Publication ou la Divulgation, pour une période maximale de dix-huit (18) mois, si certaines informations doivent faire l'objet d'une protection au titre de la propriété intellectuelle, ou ne pas donner de suite favorable à la demande de publication ou de communication par une décision motivée, si elle estime qu'une telle Divulgation ou Publication est de nature à porter atteinte à ses

intérêts.

ARTICLE 13
PROPRIETE INTELLECTUELLE

13.1 Tous les Droits de propriété intellectuelle antérieurs et externes demeurent la propriété de la Partie qui les a développés. La présente Convention n'a donc pas pour effet de transférer, en totalité ou en partie, tout Droit de propriété intellectuelle antérieur ou externe à l'autre Partie ou à qui que ce soit, à moins d'une entente spécifique écrite à cet effet entre les Parties pour exécuter les Projets Spécifiques.

13.2 À moins d'une mention spécifique contraire dans la Fiche de description d'un Projet Spécifique, la VILLE aura la propriété exclusive des Résultats et des Droits de propriété intellectuelle développés dans le cadre de tout Projet Spécifique. La VILLE pourra concéder une licence d'utilisation de ces Résultats et des Droits de propriété intellectuelle, non transférable et non exclusive, au CRIM. Dans le cas où les Parties conviendraient, au préalable, dans la Fiche de description d'un Projet Spécifique, que le CRIM est propriétaire des Résultats et des Droits de propriété intellectuelle développés dans le cadre d'un Projet Spécifique, ce dernier devra concéder à la VILLE une licence d'utilisation de ces Résultats et des Droits de propriété intellectuelle libre de redevances, non transférable et non exclusive sans limitation de territoire.

13.3 Pour la durée respective de chacun des Projets Spécifiques et pour leur réalisation uniquement, les Parties s'octroient mutuellement une licence d'utilisation libre de redevances à des fins internes de recherche et de développement et d'accompagnement technologique pour l'utilisation des Droits de propriété intellectuelle antérieurs et externes fournis par les Parties, et ceci seulement dans la mesure où ces Droits de propriété intellectuelle antérieurs et externes en question sont nécessaires aux fins visées par un Projet Spécifique et que la Partie détentrice de tels droits consent librement à octroyer une telle licence. Cette licence est non exclusive, incessible et prend fin à l'échéance du Projet Spécifique pour lequel de tels droits sont nécessaires.

ARTICLE 14
RÉSILIATION

14.1 La VILLE peut mettre fin à cette Convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

14.2 Le Contractant doit alors livrer à la VILLE tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

14.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 15
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

15.1 La responsabilité de la VILLE pouvant lui être imputée en raison de la présente Convention et des faits et omission s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 10.1.

15.2 Les Parties s'engagent à collaborer pleinement pour la réalisation de la présente Convention. Chaque Partie s'engage à faire tous les efforts nécessaires pour l'exécution des obligations qui lui incombent.

ARTICLE 16
NON-SOLLICITATION

Le CRIM et la VILLE s'engagent pendant la durée de la présente Convention et pour une période de douze (12) mois suivant l'expiration de celle-ci, à ne pas solliciter un employé de l'autre Partie pour des emplois, mandats ou services, sans avoir au préalable obtenu l'approbation écrite de ladite Partie.

ARTICLE 17
RESPONSABILITÉ ET INDEMNISATION

17.1 Pendant la durée de la présente Convention, la VILLE s'engage à tenir indemne et à dédommager le CRIM, ses mandataires et ses représentants, de quelque réclamation, dommage ou action occasionné au CRIM et résultant directement de la négligence de la VILLE dans l'exécution des obligations lui incombant en vertu de la présente Convention, sauf dans la mesure où la réclamation, le dommage ou l'action, selon le cas, est attribuable à la négligence du CRIM ou si le CRIM y a contribué.

17.2 Pendant la durée de la présente Convention, le CRIM s'engage à tenir indemne et à dédommager la VILLE, ses mandataires et ses représentants, de quelque réclamation, dommage ou action occasionnée à la VILLE et résultant directement de la négligence du CRIM dans l'exécution des obligations lui incombant en vertu de la présente Convention, sauf dans la mesure où la réclamation, le dommage ou l'action, selon le cas, est attribuable à la négligence de la VILLE, ou si la VILLE y a contribué.

ARTICLE 18
CESSION

La présente Convention ne peut être cédée par l'une des Parties en tout ou en partie sans l'autorisation écrite de l'autre Partie. Toute cession effectuée sans ce consentement est nulle et non avenue.

ARTICLE 19
FORCE MAJEURE

19.1 Les Parties conviennent qu'elles n'encourent aucune responsabilité et ne sont tenues

d'aucune obligation de réparation des dommages subis par l'une ou l'autre du fait de l'inexécution ou de l'exécution défectueuse de toutes ou partie de leurs obligations contractuelles, lorsque cette inexécution ou cette exécution défectueuse a pour cause la survenance d'un événement de Force majeure.

19.2 Les obligations contractuelles des Parties affectées par l'événement de Force majeure sont alors suspendues pendant toute la durée de l'événement de Force majeure ainsi que pour une période de temps raisonnable requise par celle-ci afin d'y remédier.

19.3 La Partie qui désire invoquer l'événement de Force majeure doit en informer, si possible, l'autre Partie dans les meilleurs délais, en précisant la nature de l'événement de Force majeure invoqué, sa durée probable, et les conséquences qu'il emporte sur l'exécution de la présente Convention.

19.4 Toute Partie qui invoque un événement de Force majeure a l'obligation de mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour en limiter sa portée et sa durée.

19.5 Si l'événement de Force majeure se prolonge en empêchant l'exécution de la présente Convention, alors la présente Convention peut être résiliée de plein droit. Dans ce cas, la VILLE doit acquitter le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives et le CRIM doit livrer à la VILLE les biens livrables précisés dans la Fiche de description d'un Projet Spécifique que l'événement de Force majeure ne l'empêche pas de livrer.

ARTICLE 20
CONDITIONS GÉNÉRALES

20.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

20.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

20.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

20.4 Représentations du CRIM

Le CRIM n'est pas le mandataire de la VILLE et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

20.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable de chacune des deux (2) Parties.

20.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

20.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

20.8 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

20.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

20.10 Élection de domicile de l'Organisme

Le CRIM fait élection de domicile au 405, avenue Ogilvy, bureau 101, Montréal (Québec) H3N 1M3, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la VILLE sa nouvelle adresse, le CRIM fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

20.11 Élection de domicile de la VILLE

La VILLE fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 9^{e} étage, Montréal (Québec), H3C 0G4 et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur.

ARTICLE 21
APPLICATION CONTINUE

Les articles 11, 12, 13 et 16 de cette Convention survivront à la fin ou la résiliation de celle-ci en plus des articles qui continuent à lier les Parties au-delà du terme de la Convention de par leur rédaction ou par l'effet de la loi.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES À MONTRÉAL À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2017

CENTRE DE RECHERCHE INFORMATIQUE DE MONTRÉAL INC.,

Par : _____
Françoys Labonté, directeur général

Cette Convention a été approuvée par le .....de la Ville de Montréal, le ..... e jour du mois de ..... 2018 (Résolution .....).

ANNEXE I

Devis descriptif

Services professionnels en matière de recherche, d'analyse, de développement, de conseil stratégique et d'appui au développement dans les domaines de l'interaction et les interfaces personne-système, de l'analytique avancée ainsi que la science et la technologie du logiciel.

Service des technologies de l'information

Contrat de gré à gré :
Services professionnels / matière de recherche, d'analyse, de développement, de conseil stratégique et d'appui au développement dans les domaines de l'interaction et les interfaces personne-système, de l'analytique avancée ainsi que la science et la technologie du logiciel.

Objet du contrat

Entente-cadre pour de l'appui professionnel et technique en matière de recherche, d'analyse, de développement, de conseil stratégique matière de recherche, d'analyse, de développement, de conseil stratégique et d'appui au développement dans les domaines de l'interaction et les interfaces personne-système, de l'analytique avancée ainsi que la science et la technologie du logiciel.

1. DÉFINITIONS

Directeur	Directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé. Il est le gestionnaire du présent contrat.
CRIM	Centre de recherche informatique de Montréal
Ville	Ville de Montréal

2. CONTEXTE DE RÉALISATION

Dans le cadre de la réalisation du Plan stratégique de la ville intelligente et numérique et de sa transformation, le Service des technologies de l'information (STI) de la Ville de Montréal doit faire appel à des expertises externes de pointe.

Selon le sujet, le STI estime approprié de faire appel à de l'expertise externe pour venir en appui à ses ressources internes afin de répondre adéquatement et rapidement aux mandats qui lui sont confiés par l'Administration municipale et de permettre à ses ressources d'acquérir des ressources de pointe.

Par conséquent, le STI souhaite faire appel au CRIM qui, pendant douze mois, lui offrira de l'appui professionnel et technique en matière de recherche, d'analyse, de conseil stratégique, de développement dans certains domaines de pointe.

Domaines généraux de collaboration

De manière générale, les champs de collaboration entre le CRIM et la Ville de Montréal seront les suivants:

- l'analyse d'images et de vidéos;
- la vidéosurveillance,
- la réalité augmentée;
- les applications en mobilité;
- l'intelligence artificielle;
- la cybersécurité;
- les données massives;
- la science des données;
- les plateformes en logiciel libre.

3. ACTIVITÉS ET SERVICES PROFESSIONNELS ATTENDUS

Les activités et services professionnels attendus du contractant seront relatifs aux sujets suivants :

- Recherche et développement en matière d'infrastructures, d'outils d'analyse de standards liées à l'utilisation des mégadonnées;
    - Recherche et développement en matière d'intelligence d'affaires prédictive et prescriptive;
- Développement et conception algorithmique;
    - Développement et conception d'algorithmes et d'agents semi-intelligents (intelligence artificielle) liés à la mobilité urbaine;
- Conception et développement d'applications liés à la mobilité urbaine;
    - Recherche et développement sur l'utilisation de la biométrie en milieu urbain, notamment la reconnaissance des formes et la vidéosurveillance, incluant l'analyse de l'information provenant de capteurs;
    - Soutien au développement de l'expertise interne;
- Recherche, développement en matière de plateformes libres;
- Tout autre mandat jugé approprié par le Directeur du STI.

4. DEVIS SPÉCIFIQUES

Chacune des demandes de services professionnels adressées au CRIM par le Directeur fera l'objet d'un devis spécifique précisant :

- les services professionnels attendus;
- les documents, politiques, projet de loi, etc. à considérer selon le cas;
- le calendrier de réalisation;
- toutes autres considérations pouvant influencer le contenu ou les modalités de remises des services professionnels requis, le cas échéant.

5. RÉUNIONS DE TRAVAIL

Le Directeur ou le CRIM pourront, pour faciliter la réalisation du mandat, convoquer au besoin des réunions de travail. Dans un tel cas, les parties devront offrir leur pleine collaboration à la tenue de ces réunions.

6. AUTORITÉ DU DIRECTEUR

Les mandats seront réalisés sous l'autorité du Directeur qui pourra trancher, en dernier recours, toutes questions relatives. Seul le Directeur peut accepter les livrables et activités comme étant conformes à la présente mission.

7. LIVRABLES ATTENDUS

Pour chacun des mandats réalisés dans le cadre de l'entente, le Directeur précisera au CRIM, par écrit, les livrables attendus, selon les paramètres définis à l'ANNEXE III.

8. RÉPONSE DU CRIM AUX CONTRATS PROPOSÉS

Pour chacun des mandats proposés par le Directeur, le CRIM déposera par écrit une soumission donnant le détail des honoraires requis ainsi qu'une proposition de calendrier de travail.

9. OCTROI DES CONTRATS SPÉCIFIQUES

L'octroi des contrats spécifiques pour chacun des mandats est assujetti au processus d'approbation par les instances ou selon les règles de délégation, le cas échéant.

10. HONORAIRES

Le calcul des honoraires
La Ville de Montréal paiera au CRIM les honoraires prévus à chacune des fiches descriptives de projet approuvées par le Directeur.

Ces sommes sont payables comme suit et leur somme ne peut dépasser le montant maximal de l'entente tel qu'indiqué à l'article 10 de la présente convention:

Les services professionnels seront utilisés au fur et à mesure de l'expression des besoins. Par conséquent, le paiement sera effectué proportionnellement à la quantité des heures travaillées à l'intérieur du mandat au taux horaire soumissionné et sur la base de factures détaillées et accompagnées des pièces justificatives.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du CRIM si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au CRIM ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

Sont également inclus dans la réalisation de chacun des mandats :

- toutes tâches administratives requises;
- toutes les communications requises afin de mener à bien la mission;
- l'impression des rapports et des documents demandés à la mission;
- la livraison, aux bureaux de la Ville, des livrables demandés;
- la rédaction des comptes-rendus des rencontres de suivi avec la Ville;
- les frais généraux liés à la réalisation des contrats.

Les modalités de paiement
Les modalités de paiement seront les suivantes :

- facturation mensuelle en fonction des travaux effectués suite à l'exécution des fiches mandats approuvées.

11. CALENDRIER DE RÉALISATION

Réalisation de la mission	Débute à la date de la signature de la dernière des Parties à signer et se termine après douze mois ou lorsque le total des honoraires versés aura atteint le maximum permis dans l'entente cadre.

ANNEXE II
Grille de tarifs

(Document joint)

Annexe III
Fiche descriptive de projet (fiche de mandat)

Projet # :

Nom du projet : _____

de projet VILLE : _____

de projet CRIM : _____

Chargé de projet CRIM : _____

Téléphone / courriel : _____

Chargé de projet VILLE : _____

Téléphone / courriel : _____

DÉFINITION DU PROJET (à compléter par le CRIM et la VILLE)	
Mise en contexte / besoin(s) identifié(s)	
Objectif(s) du projet	
Approche / piste(s) de solution	
Bien(s) livrable(s)	

PLANIFICATION DU PROJET (à compléter par le CRIM)	
Effort requis (jour-personne)	
Budget	
Calendrier	
Personnel assigné	
Prérequis à soumettre par la VILLE (personnel, matériel, données, informations)	

DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DÉVELOPPÉS AU COURS DU PROJET (à compléter par le CRIM et la VILLE)

SIGNATURES	
VILLE _____ Prénom et nom Titre Date : _____	CRIM _____ Françoys Labonté, Ph. D., ing. Directeur général Date : _____

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.11

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1184474001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projet d'usines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes Les Services EXP inc. et Réal Paul Architecte inc. pour la modernisation des usines de production d'eau potable de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 3 619 460,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16432 - (3 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

Il est recommandé :

1. d'approuver un projet de convention par lequel Les Services EXP inc. et Réal Paul Architecte inc., firmes ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engagent à fournir à la Ville les services professionnels requis respectivement en ingénierie et en architecture pour la modernisation des usines de production d'eau potable de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 3 619 460,40 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16432 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2018-01-29 11:55

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184474001**

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projet d'usines
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 18 f) fournir aux citoyennes et aux citoyens de la ville l'accès à une eau potable de qualité et en quantité suffisante
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	Gestion de l'eau
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes Les Services EXP inc. et Réal Paul Architecte inc. pour la modernisation des usines de production d'eau potable de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 3 619 460,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16432 - (3 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

La Direction de l'eau potable du Service de l'eau (DEP) doit s'adjoindre de nouveaux services professionnels d'une équipe multidisciplinaire en ingénierie et en architecture, et ce dans le but principal de poursuivre les travaux de surveillance liés à la réfection des équipements électrique et mécanique ainsi qu'à l'installation de pompes à l'usine Atwater. Ces travaux qui sont actuellement en cours devraient se terminer en 2023.
En juin 2011, un contrat de services professionnels a été accordé à la firme SNC-Lavalin inc pour la réalisation des études, des plans et des devis et pour la surveillance des travaux s'adressant aux équipements des usines Charles J. Des Baillets et Atwater ainsi qu'à ceux de la station de pompage de McTavish. Ce contrat de services professionnels arrive présentement à terme.

Ces nouveaux services professionnels permettront également de réaliser d'autres travaux de modernisation dans les usines de production d'eau potable de la Ville de Montréal.

Un appel d'offres public a été publié dans le quotidien *Le Devoir* ainsi que sur le système électronique d'appel d'offres (SEAO) le 15 novembre 2017. L'ouverture des soumissions a eu lieu au Service du greffe le 4 décembre 2017. La durée de la publication a été de dix-huit (18) jours. La validité des soumissions est de cent cinquante (150) jours suivant la date fixée pour l'ouverture des soumissions, soit jusqu'au 3 mai 2018.

Un (1) addenda a été émis le 17 novembre 2017 pour préciser le processus de facturation et de paiement des factures des firmes d'ingénierie et d'architecture.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG11 0211 - 22 juin 2011 - Accorder deux contrats de services professionnels pour des services d'ingénierie afin de réaliser la réfection des équipements des usines de production d'eau potable, des stations de pompage et des réservoirs de l'agglomération de Montréal, soit à SNC-Lavalin inc. pour une somme maximale de 12 597 823,65 $, taxes incluses, et à Genivar inc. pour une somme maximale de 6 501 884,88 $, taxes incluses - Appel d'offres public 11-11570 (5 soumissionnaires).

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à accorder un contrat de services professionnels aux firmes Les Services EXP inc. et Réal Paul Architecte inc. pour la modernisation des usines de production d'eau potable de la Ville de Montréal.

Le présent contrat couvre principalement la prestation de services reliés à la surveillance bureau et en résidence durant la réalisation de travaux de réfection d'équipements électriques et mécaniques ainsi que d'installation de pompes à l'usine Atwater. Les services suivants pourront également être réalisés, que ce soit à l'usine Atwater ou à une autre usine de production d'eau potable :

a) la réalisation d'études;
b) la préparation des plans et devis;
c) les services de consultation, d'expertise, d'estimation, de planification, d'évaluation et de contrôle de la qualité.

Les principaux domaines d'expertise requis pour ce mandat sont :

a) l'architecture;
b) la mécanique de procédé;
c) l'alimentation et la distribution électrique;
d) la mécanique et l'électricité du bâtiment;
e) l'automatisation et le contrôle;
f) la structure;
g) le génie civil;
h) toute discipline connexe requise pour réaliser les mandats confiés.

Les services professionnels faisant l'objet du présent mandat seront exécutés selon les conditions de la convention de services professionnels jointe au présent dossier.

La rémunération des professionnels pour la prestation des services prévus à la présente convention est calculée selon les taux horaires présentés dans l'offre de service.

Un montant de 172 355,26 $, taxes incluses, pour dépenses admissibles (5%) a été ajouté au montant du contrat pour toutes autres dépenses accessoires jugées pertinentes dans le cadre du mandat.

JUSTIFICATION

À la suite de l'appel d'offres public 17-16432, à deux (2) enveloppes, il y a eu neuf (9) preneurs du cahier des charges. La liste des preneurs du cahier des charges se trouve dans l'intervention du Service de l'approvisionnement.

De ce nombre, cinq (5) d'entre eux font partie des trois (3) soumissions reçues (en tant que cocontractants ingénieurs-architectes) et parmi les quatre (4) preneurs de cahier des charges qui n'ont pas soumissionné :

- un (1) preneur n'avait pas les ressources nécessaires disponibles;
- un (1) preneur a indiqué que son carnet de commande était complet;
- deux (2) preneurs n'ont pas retourné l'avis de désistement.

Le comité de sélection, composé de trois (3) membres, a siégé le 18 décembre 2017. L'analyse des offres a permis de constater que les trois (3) soumissionnaires (cocontractants ingénieurs-architectes) sont conformes, ayant tous obtenu la note de passage de 70 %. Après établissement des pointages finaux, le comité de sélection recommande que le mandat soit accordé aux cocontractants ayant obtenu le plus haut pointage final, soit les firmes Les Services EXP inc. et Réal Paul Architecte inc.

Le comité de sélection en est arrivé aux résultats présentés au tableau suivant :

Firmes soumissionnaires conformes	**Pointage intérimaire**	**Pointage final**	**Prix de base soumis (taxes incluses)**	**Dépenses admissibles (taxes incluses)**	**Prix total (taxes incluses)**
Les Services EXP inc. / Réal Paul Architecte inc.	91,3 %	0,39	3 447 105,14 $	172 355,26 $	3 619 460,40 $
SNC-Lavalin inc. / COBALT architectes inc.	86,0 %	0,37	3 501 941,89 $	175 097,09 $	3 677 038,98 $
WSP Canada inc. / Viau Bastien Gosselin Architectes inc.	79,0 %	0,33	3 692 151,93 $	184 607,60 $	3 876 759,53 $
Dernière estimation réalisée à l'interne	Non applicable	Non applicable	3 838 062,68 $	191 903,14 $	4 029 965,82 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)* Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(410 505,42 $) (10,19 %)
Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note finale – adjudicataire)* Écart entre la 2ème meilleure note finale et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note finale – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*					57 578,58 $ 1,59 %

Il est à noter qu'une erreur de calcul a été trouvée dans le bordereau de soumission de WSP Canada inc. / Viau Bastien Gosselin Architectes inc., ce qui fait en sorte que le montant final de la soumission a augmenté de 1 000,13 $, taxes incluses, soit de 3 875 759,40 $, taxes incluses, à 3 876 759,53 $, taxes incluses.

Le soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage final, Les Services EXP inc. et Réal Paul Architecte inc., a présenté une offre favorable de 10,19 % (- 410 505,42 $) par rapport à l'estimation.

Les validations requises à l'effet que les soumissionnaires recommandés Les Services EXP inc. /Réal Paul Architecte inc. ne font pas partie de la liste du Registre des entreprises non admissibles (RENA) ont été faites.

Ce contrat est visé par la *Loi sur l'intégrité en matière des contrats publics (LIMCP),* en vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entrée en vigueur le 2 novembre 2015.

La firme Les Services EXP inc. détient une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) datée du 27 juillet 2017 : Autorisation No 2017-CPSM-1041269, No de client : 2700027173. La fin de validité de cette autorisation est le 13 mars 2020. Une copie de l'autorisation est jointe au présent dossier.

La firme Réal Paul Architecte inc. détient une autorisation de l'AMF datée du 20 février 2017 : Autorisation No 2017-CPSM-1010702, No de client : 3001138812. La fin de validité de cette autorisation est le 19 février 2020. Une copie de l'autorisation est jointe au présent dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total relatif au contrat à octroyer est de 3 619 460,40 $, taxes incluses, comprenant le coût du contrat d'un montant de 3 447 105,14 $, ainsi qu'un montant de 172 355,26 $, taxes incluses, pour dépenses admissibles.
La dépense de 3 619 460,40 $, taxes incluses, représente un coût net de 3 305 049,78 $, lorsque diminuée des ristournes fédérales et provinciales.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération, puisqu'elle concerne la production de l'eau potable qui est une compétence d'agglomération en vertu de la « *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations ».*

Cette dépense sera financée par l'emprunt à la charge de l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La gestion des infrastructures de production de l'eau potable répond à l'une des priorités du *Plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Optimiser la gestion de l'eau ».*

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Un retard dans l'octroi du présent dossier pourrait entraîner la suspension des travaux de réfection des équipements électriques et mécaniques ainsi que des travaux d'installation des pompes en cours à l'usine Atwater.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication, en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation du dossier décisionnel : février 2018
Début du mandat : avril 2018
Fin du contrat : avril 2023

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Robert NORMANDEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Fanny LALONDE-GOSSELIN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Chantale POTVIN, Service des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

André PÉPIN
Ingénieur

Tél : 514 872-4721
Télécop. : 514 872-2898

Faïçal Bouzid, Chef de section,
Projets d'usines
Tél. : 514-868-5144

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-22

Marie-Josée M GIRARD
C/d Projets majeurs

Tél : 514 872-4631
Télécop. : 514 872-2898

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André MARSAN
Directeur de l'eau potable
Tél : 514 872-5090
Approuvé le : 2018-01-29

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2018-01-29

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 20 février 2017

RÉAL PAUL ARCHITECTE INC.
A/S MONSIEUR RÉAL PAUL
5605, DE GASPÉ, BUREAU 403
MONTRÉAL (QC) H2T 2A4

Nº de décision : 2017-CPSM-1010702
N° de client : 3001138812

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). RÉAL PAUL ARCHITECTE INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **19 février 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 27 juillet 2017

LES SERVICES EXP INC.
A/S MADAME AHN HAE-JIN
56, QUEEN ST E
SUITE 301
BRAMPTON (ON) L6V 4M8

Nº de décision : 2017-CPSM-1041269
N° de client : 2700027173

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Madame,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- DELSAER-GESTIONNAIRES DE PROJETS
- DELSAER-PROJECT MANAGERS
- EXP SERVICES INC.
- GÉODÉFOR
- LABORATOIRE DE CONSTRUCTION 2000
- LES CONSULTANTS L.B.C.D.
- LES LABORATOIRES SHERMONT
- PROCD TECHNOLOGIES
- PROJI-CONTROLE
- TEKNIKA HBA

le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). LES SERVICES EXP INC. demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **13 mars 2020** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Autres mandats de l'Autorité / Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Madame, nos salutations distinguées.



Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **RÉAL PAUL ARCHITECTE INC.**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 5605 avenue de Gaspé, bureau 403, Montréal, Québec, H2T 2A4, agissant et représentée par M. Réal Paul, déclarant être expressément autorisé à agir aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le 23 novembre 2017;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 819053588 RT0001;
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1222167155 TQ0001;

Ci-après appelée l' « **Architecte** »

ET : **LES SERVICES EXP INC.,** personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 1000, avenue St-Charles, bureau 1008, Vaudreuil-Dorion, Québec, J7V 8P5, agissant et représentée par M. Pierre Labbé dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution de son conseil d'administration adoptée le 28 octobre 2013;

N^{o} d'inscription T.P.S. : 894637008 RT0001;
N^{o} d'inscription T.V.Q. : 1217145241 TQ0001;

Ci-après appelée l' « **Ingénieur** »

Ci-après collectivement appelés le « **Contractant** »

Ville	Architecte	Ingénieur

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du service de l'eau ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : les termes de référence pour services professionnels, en date du 15 novembre 2017 relatifs aux services professionnels en ingénierie et architecture pour la modernisation des usines de production d'eau potable;

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 4 décembre 2017;

1.4 « **Coordonnateur** » : le Contractant désigne l'Ingénieur, lequel s'engage à assumer la gestion et la coordination des plans et devis et cahier des charges et des addenda pour l'ensemble des disciplines impliquées dans la réalisation de l'ouvrage et sans s'y limiter, à respecter les termes et conditions de la présente convention.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services de l'Ingénieur et de l'Architecte qui s'engagent, chacun dans leur champ de compétence, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 qui font partie intégrante des présentes sans qu'il soit nécessaire de les joindre physiquement, à rendre les services professionnels en ingénierie et en architecture pour les travaux d'ingénierie et d'architecture relatifs à la modernisation et de réfection à l'usine de production d'eau potable Atwater et pour divers travaux dans d'autres usines de la Ville de Montréal.

La responsabilité de coordination, qu'elle soit exercée par l'Ingénieur ou l'Architecte, ne doit pas être considérée comme conférant à ce dernier un pouvoir d'intervention dans le champ exclusif de compétence de l'autre.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

Ville	Architecte	Ingénieur

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.3 Malgré toute disposition à l'effet contraire, la convention peut être modifiée entre la Ville et un professionnel sans la nécessité d'approbation ou d'intervention de l'autre professionnel, pourvu qu'une telle modification n'affecte pas les droits de cet autre professionnel.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS ET AUTORITÉ DE LA VILLE

5.1 Obligations

5.1.1 La Ville doit :

a) assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

b) remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

c) communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

5.2 Autorité

5.2.1 Seul le Directeur a pleine compétence pour :

a) gérer l'exécution de la présente convention;

b) décider de toute question soulevée par l'Architecte et l'Ingénieur quant à l'interprétation de la convention de services et des autres documents faisant partie des présentes;

c) refuser les travaux, recherches et rapports de l'Architecte et de l'Ingénieur qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux exigences de la Ville exprimées conformément aux présentes;

Ville	Architecte	Ingénieur

d) exiger de l'Architecte et de l'Ingénieur la rectification et la correction de leurs travaux et rapports à leurs frais.

5.2.2 Seul le Directeur peut autoriser le Coordonnateur à exécuter ou faire exécuter un service supplémentaire et connexe à l'objet de la présente convention.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

6.1 Généralités

6.1.1 Le Contractant doit confier l'exécution de la présente convention à l'équipe désignée à l'offre de service, exécuter son travail avec soin et assiduité, en collaboration étroite avec le chargé de projet de la Ville et respecter les procédures en usage à la Ville. Le Contractant doit assigner, en tout temps, un Coordonnateur compétent et s'assurer que tout le personnel requis pour l'exécution complète de la présente convention soit fourni. Le Coordonnateur doit assister à toutes les réunions. Il est réputé avoir la compétence et l'autorité requises pour prendre toutes les décisions relatives à la coordination des présentes. Toutes les directives verbales et écrites qui lui sont transmises par le Directeur sont réputées avoir été transmises directement au Contractant.

6.1.2 Le Contractant ne peut refuser d'exécuter un service requis par le Directeur dans le cadre de la présente convention ou en retarder l'exécution, sauf s'il met en danger la vie des personnes ou l'intégrité de l'ouvrage.

6.1.3 Le Contractant doit exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié.

6.1.4 Le Contractant doit respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2.

6.1.5 Le Coordonnateur doit assurer la coordination de tous les professionnels ou spécialistes dont les services sont requis par la Ville pour compléter l'ouvrage. De plus, il doit concilier et coordonner tous les documents de toutes les disciplines et les faire parvenir au Directeur dans les délais prescrits.

6.1.6 Le Contractant doit assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes.

6.1.7 Le Contractant doit obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin.

Ville	Architecte	Ingénieur

6.1.8 Le Contractant doit divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention.

6.1.9 Le Contractant doit remettre à la Ville les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés.

6.1.10 Le Contractant doit assumer ses frais généraux tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres.

6.1.11 Le Contractant doit soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ.

6.1.12 Le Contractant doit transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités.

6.1.13 Le Contractant doit transmettre au Directeur, selon les modalités que lui indique le Directeur, les comptes rendus des réunions de coordination ou de chantier ainsi que les rapports de surveillance de chantier.

6.1.14 Le Contractant doit s'assurer que la réglementation relative aux produits contenant de l'amiante soit respectée durant les travaux et que les plans et devis et cahiers des charges reflètent la situation réelle de façon à protéger la santé et assurer la sécurité des occupants et des travailleurs.

6.1.15 Le Contractant ne doit d'aucune manière porter atteinte aux droits et prérogatives de la Ville.

6.2 Documents

6.2.1 Le Coordonnateur remet à la Ville une version informatique finale du cahier des charges, compatible avec les logiciels utilisés par la Ville, selon les exigences mentionnées au devis technique.

6.2.2 Le Coordonnateur remet au Directeur, à la fin des travaux, une copie reproductible des dessins, plans et devis et cahier des charges « tel que construit » relevant de sa coordination, incluant tous les avenants. Doivent aussi accompagner ces documents tous les manuels d'instructions requis au cahier des charges, ainsi qu'une copie des dessins sur support informatique compatible avec les logiciels utilisés par la Ville.

6.2.3 Si le Directeur demande au Coordonnateur d'obtenir un document ou de procéder à un relevé, l'Architecte et l'Ingénieur seront responsables de tout coût

Ville	Architecte	Ingénieur

supplémentaire encouru pour la réalisation de l'ouvrage, découlant de l'inexactitude de tout tel document ou relevé.

6.2.4 Le Coordonnateur doit signaler au Directeur toute modification apportée à des documents fournis ou approuvés par le Directeur, et ce, à toutes les phases du projet. Le Directeur aura toute autorité pour refuser une modification non autorisée préalablement, par écrit.

6.2.5 Si le Directeur l'exige, l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de corriger ou reprendre à leurs frais les documents non conformes qu'ils ont produits et devront rémunérer le ou les autres professionnels dont les services sont aussi requis en raison de cette correction. La Ville ne peut être tenue responsable d'aucune conséquence de telle correction.

6.2.6 Le Coordonnateur s'engage à ce que les comptes rendus des réunions parviennent aux représentants de la Ville, dans les deux (2) jours suivant la tenue des réunions périodiques et dans les cinq (5) jours de toute autre réunion.

6.2.7 Si la présente convention est résiliée ou suspendue par la Ville, l'Architecte et l'Ingénieur seront tenus de remettre à la Ville une copie complète des documents les plus récents sur le support approprié.

6.3 Droits de propriété intellectuelle

6.3.1 L'Architecte et l'Ingénieur cèdent à la Ville tous leurs droits de propriété sur les documents produits dans le cadre de la présente convention et renoncent à leurs droits moraux.

6.3.2 L'Architecte et l'Ingénieur garantissent à la Ville qu'ils sont les seuls propriétaires ou les usagers autorisés de tous les droits de propriété intellectuelle, y compris les droits d'auteur relatifs aux documents produits dans le cadre de la présente convention. À cet égard, ils s'engagent à prendre fait et cause pour la Ville et la tenir indemne de toute réclamation, décision ou jugement prononcé à son encontre en capital, intérêts et frais.

6.4 Présentation des échéanciers

6.4.1 Le Coordonnateur doit présenter tous les échéanciers sous forme de diagramme de Gantt selon les exigences mentionnées au devis technique.

6.4.2 L'inventaire des tâches ainsi que la liste des jalons et événements clés du projet doivent être soumis au Directeur pour approbation.

6.4.3 Les activités de l’échéancier doivent indiquer la durée en jours de calendrier et la date de début et de fin pour chacune de celles, les dates des jalons et événements clés ainsi que les périodes de congés statutaires. Une fois acceptées par le Directeur, ces dates doivent être respectées tout au long de

Ville	Architecte	Ingénieur

l'étape et validées de nouveau par le Coordonnateur et le Directeur à chaque étape.

6.5 Codes et règlements

6.5.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent respecter les lois, codes et règlements applicables à l'ouvrage. Ils sont responsables des frais encourus par la Ville qui résulteraient de l'inobservation de ces lois, codes et règlements.

6.5.2 Le Coordonnateur doit obtenir toutes les acceptations et approbations requises des autorités compétentes.

6.5.3 Le Coordonnateur doit vérifier l'existence de services publics et privés sur le site du projet et aviser le Directeur des délais ou coûts supplémentaires reliés à la protection ou à la relocalisation de ces services.

6.6 Produits et intérêts

6.6.1 L'Architecte et l'Ingénieur ne doivent avoir aucun intérêt pécuniaire dans l'acquisition ou l'utilisation, durant l'exécution de la présente convention, des matériaux ou services ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'ouvrage. Ils ne devront recevoir de tiers aucune commission, indemnité ou autre rémunération ayant quelque relation directe ou indirecte avec l'ouvrage.

6.6.2 Toutefois, la possession de moins de 1 % des actions réellement émises d'une personne morale dont les valeurs sont inscrites à la bourse ne sera pas considérée comme intérêt pécuniaire.

6.7 Assurances

6.7.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent chacun remettre au Directeur, dans les dix (10) jours de la signature de la présente convention, l'original ou une copie certifiée d'une police d'assurance responsabilité civile au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par accident ou par événement, et un certificat d'assurance responsabilité professionnelle au montant de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) par réclamation.

6.7.2 L'Architecte et l'Ingénieur devront soumettre annuellement à la Ville une preuve de renouvellement de ces polices d'assurance sous forme de copies dûment certifiées du certificat de renouvellement. À défaut par l'Architecte et l'Ingénieur de renouveler ces polices, la Ville pourra le faire à leurs frais.

6.7.3 Les polices d'assurance doivent être maintenues en vigueur, aux frais de l'Architecte et de l'Ingénieur, à compter de la signature de la présente convention, jusqu'à l'écoulement d'une période de douze (12) mois après la date de fin des travaux pour l'assurance responsabilité civile et jusqu'à l'écoulement de sa responsabilité aux termes du Code civil du Québec pour l'assurance responsabilité professionnelle.

Ville	Architecte	Ingénieur

6.7.4 Si le projet est résilié ou suspendu avant le début de la construction, l'Architecte et l'Ingénieur peuvent mettre fin à la police d'assurance responsabilité civile dans les trente (30) jours de la réception de l'avis de résiliation ou dans les cent vingt (120) jours de la réception de l'avis de suspension, selon le cas.

6.7.5 Les polices d'assurance ci-avant mentionnées doivent comporter un avenant stipulant qu'elles ne peuvent être modifiées ou annulées sans un préavis d'au moins trente (30) jours à la Ville. Dans le cas de l'assurance responsabilité civile, cet avenant doit, en outre, désigner la Ville comme coassurée.

6.8 Préparation et administration de la preuve

6.8.1 L'Architecte et l'Ingénieur doivent collaborer, sans frais supplémentaires, à la préparation et à l'administration de la preuve raisonnablement requises par la Ville en cas de litige opposant cette dernière à un tiers en raison des travaux visés par la présente convention.

ARTICLE 7
MODALITÉS DE PAIEMENT

7.1 Le Contractant soumet à la Ville des comptes d'honoraires que cette dernière acquitte dans les trente (30) jours de leur approbation par le Directeur en fonction des services rendus, étant entendu que la Ville ne verse aucun intérêt pour paiement effectué en retard. Ces comptes doivent être conformes aux conditions ci-après énoncées.

7.2 En ce qui concerne les services payés selon la méthode horaire, les honoraires s'y rapportant seront payés mensuellement sur approbation d'un compte d'honoraires accompagné d'un relevé de temps ainsi que d'un rapport d'activités relatif à l'état d'avancement des services ou de l'ouvrage, selon le cas.

7.3 En ce qui concerne les services supplémentaires rendus par le personnel du Contractant, le temps que le Contractant et son personnel ont consacré aux services supplémentaires depuis le dernier jour inclus au compte précédent devra être inscrit sur chaque compte.

7.4 Aucune majoration du salaire payé à un membre du personnel du Contractant n'est admissible pour le temps supplémentaire, sauf sur autorisation préalable écrite du Directeur.

7.5 En ce qui concerne les services supplémentaires exécutés par un tiers, le Contractant devra soumettre au Directeur un compte accompagné des pièces justificatives attestant les honoraires dus au tiers dont il a retenu les services, en conformité avec cet article.

7.6 Tout compte d'honoraires du Contractant doit indiquer clairement et séparément le montant des taxes fédérale et provinciale sur les produits et services payables pour les services rendus. À défaut de quoi, tout compte non conforme sera refusé et retourné au

Ville	Architecte	Ingénieur

Contractant pour correction sans aucuns frais pour la Ville pour cause de retard de paiement.

7.7 Ni un rapport sur l'état des travaux, ni un paiement effectué par la Ville ne doivent être interprétés comme une admission que les travaux et services sont, en totalité ou en partie, complets, satisfaisants ou conformes à la présente convention.

ARTICLE 8
HONORAIRES

8.1 En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de trois millions six cent dix-neuf mille quatre cent soixante et quarante centimes (3 619 460,40 $) taxes incluses, couvrant tous les honoraires calculés aux taux horaires indiqués à l'Annexe 2, les débours prévus à la convention et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

8.2 Le Coordonnateur présente à la Ville deux (2) factures. Une pour ses propres honoraires et dépenses et, l'autre pour les honoraires et dépenses de la firme non-coordonnatrice préparée par cette dernière. La firme coordonnatrice doit cependant vérifier toutes les factures y comprise celle de la firme non-coordonnatrice avant d'acheminer le tout à la Ville.

Les factures sont acquittées par la Ville au moyen de deux chèques distincts; un à l'ordre de la firme d'ingénierie et l'autre au nom de la firme d'architecture.

Les chèques remis libèrent entièrement la Ville de ses obligations à l'égard de l'Architecte et de l'Ingénieur.

La responsabilité professionnelle de la firme d'architectes et de la firme d'ingénieurs envers la Ville demeure inchangée.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
RÉSILIATION

10.1 La Ville peut résilier ou suspendre la présente convention, en tout temps, par avis écrit. Dès que le Directeur soumet à la Ville une recommandation à cet effet, il en avise l'Architecte et l'Ingénieur qui doivent cesser immédiatement l'exécution des services prévus à la présente convention, en attendant la décision de la Ville.

Ville	Architecte	Ingénieur

10.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation ou de la suspension et les remettre dans les dix (10) jours ouvrables de l'envoi de l'avis.

10.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 11
CONDITIONS GÉNÉRALES

11.1 ÉLECTION DE DOMICILE

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

11.2 AYANTS DROIT ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX

La présente convention lie les ayants droit et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

11.3 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue l'entente complète entre les parties et annule toute autre entente ou pourparlers antérieurs, verbaux ou écrits.

11.4 MODIFICATION

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

11.5 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

Cette convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

11.6 VALIDITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

Ville	Architecte	Ingénieur

11.7 LOIS APPLICABLES

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

11.8 LIEN D'EMPLOI

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

Ville	Architecte	Ingénieur

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 20

ARCHITECTE

Par : _____
Réal Paul, Architecte

Le e jour de 20

INGÉNIEUR

Par : _____
Pierre Labbé, ing.

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le .....e jour de ..... 20..... (Résolution CG.....).

Ville	Architecte	Ingénieur

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1184474001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projet d'usines
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes Les Services EXP inc. et Réal Paul Architecte inc. pour la modernisation des usines de production d'eau potable de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 3 619 460,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16432 - (3 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-16432 Preneurs du cahier des charges.pdf
17-16432 tableau.pdf
17-16432 intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert NORMANDEAU
Agent d'approvisionnement
Tél : 514 868 3709

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-23

Richard DAGENAIS
Chef de section
Tél : 514 872-2608
Division : Service de l'approvisionnement

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16432

No du GDD : 1184474001

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels en ingénierie et architecture pour la modernisation des usines de production d'eau potable de la Ville de Montréal

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 15 - 11 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 4 - 12 - 2017

Ouverture faite le : 4 - 12 - 2017

Date du comité de sélection : 18 - 12 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 1

Date du dernier addenda émis : 17 - 11 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 18 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 9

Nbre de soumissions reçues : 3

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de réponses : 33,33

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 150 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 3 - 5 - 2018

Date d'échéance révisée : 3 - 5 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Les Services exp inc / Réal Paul Architecte inc	3 619 460,40 $	√	
SNC-Lavalin inc./ COBALT architectes inc.	3 677 038,98 $		
WSP Canada Inc./ VIAU BASTIEN GOSSELIN ARCHITECTES INC.	3 876 759,53 $		

Information additionnelle

Cinq (5) preneurs sont soumissionnaires. Un preneur n'a pas les ressources nécessaires disponibles. Un preneur a un carnet de commande complet. Deux (2) preneurs n'ont pas retourné d'avis de désistement.

Préparé par : Robert Normandeau

Le 23 - 1 - 2018

17-16432 - Services professionnels en ingénierie et architecture pour la modernisation des usines de production d'eau potable de la Ville de Montréal

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 20%	Méthodologie proposée 20%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 15%	Qualification et expérience du personnel affecté au mandat 20%	Qualification et expérience du coordonnateur de projet 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Les Services exp inc / Réal Paul Architecte inc	4,33	18,33	18,67	14,00	17,67	18,33	91,3	3 619 460,40 $	0,39	1
SNC-Lavalin inc./ COBALT architectes inc.	4,00	18,00	17,33	13,67	18,00	15,00	86,0	3 677 038,98 $	0,37	2
WSP Canada Inc./ VIAU BASTIEN GOSSELIN ARCHITECTES INC.	3,67	15,33	16,00	13,33	15,67	15,00	79,0	3 876 759,53 $	0,33	3
							-		-	
							-		-	

Comité	
Date	18-12-2017
Heure	13 h 30
Lieu	255 Boul Crémazie Est suit 400

Multiplicateur d'ajustement
10000

Agent d'approvisionnement	Robert Normandeau

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 17-16432
Numéro de référence : 1116063
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels en ingénierie et architecture pour la modernisation des usines de production d'eau potable de la Ville de Montréal

	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
◯	.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Madame Karima Aïnenas Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1362420)** 2017-11-16 9 h 11 **Transmission :** 2017-11-16 9 h 11	2846920 - 17-16432 Addenda No. 1 2017-11-17 14 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
◯	Beaudoin Hurens 255 Crémazie Est, 9e Étage Montréal, QC, H2M 1L5 http://www.beaudoinhurens.ca NEQ : 1148115281	Monsieur Charles Mousseau, ing Téléphone : 514 384-4220 Télécopieur : 514 383-6017	**Commande : (1362092)** 2017-11-15 13 h 22 **Transmission :** 2017-11-15 13 h 22	2846920 - 17-16432 Addenda No. 1 2017-11-17 14 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
◯	Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Annie Boivin Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 514 281-1632	**Commande : (1362001)** 2017-11-15 10 h 56 **Transmission :** 2017-11-15 10 h 56	2846920 - 17-16432 Addenda No. 1 2017-11-17 14 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
◯	COBALT architectes 400, avenue Atlantic Bureau 402 Montréal, QC, H2V1A5 http://gcbdarch.com NEQ : 1168801083	Madame Vanessa Côté-Courtemanche Téléphone : 514 849-0430 Télécopieur : 514 849-8049	**Commande : (1363356)** 2017-11-20 8 h 41 **Transmission :** 2017-11-20 8 h 41	2846920 - 17-16432 Addenda No. 1 2017-11-20 8 h 41 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
◯	Legico CHP Consultants 4080 boul. Le Corbusier bur. 203 Laval, QC, H7L5R2 NEQ : 1166631847	Madame Vanessa Mosselli Téléphone : 514 842-1355 Télécopieur :	**Commande : (1362005)** 2017-11-15 10 h 59 **Transmission :** 2017-11-15 10 h 59	2846920 - 17-16432 Addenda No. 1 2017-11-17 14 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
◯	Les Services Exp Inc 1001, boulevard de Maisonneuve Ouest Bureau 800-B Montréal, QC, H3A 3C8 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1362219)** 2017-11-15 15 h 40 **Transmission :** 2017-11-15 15 h 40	2846920 - 17-16432 Addenda No. 1 2017-11-17 14 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
◯	Réal Paul Architecte Inc. 5605 avenue de Gaspé bureau 403 Montréal, QC, H2T 2A4 NEQ : 1170528856	Madame Geneviève Chemouil Téléphone : 514 954-0003 Télécopieur : 514 954-0111	**Commande : (1362454)** 2017-11-16 9 h 40 **Transmission :** 2017-11-16 9 h 40	2846920 - 17-16432 Addenda No. 1 2017-11-17 14 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
◯	Stantec Experts-conseils ltée 600-1060 boulevard Robert-Bourassa Montréal, QC, H3B 4V3 NEQ : 1170241336	Madame Claudine Talbot Téléphone : 418 626-2054 Télécopieur :	**Commande : (1362015)** 2017-11-15 11 h 07 **Transmission :** 2017-11-15 11 h 07	2846920 - 17-16432 Addenda No. 1 2017-11-17 14 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
◯	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 5355, boul. des Gradins Québec, QC, G2J 1C8 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1362127)** 2017-11-15 14 h 04 **Transmission :** 2017-11-15 14 h 04	2846920 - 17-16432 Addenda No. 1 2017-11-17 14 h 25 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1184474001

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'eau potable , Projets majeurs , Projet d'usines
Objet :	Accorder un contrat de services professionnels en ingénierie et en architecture aux firmes Les Services EXP inc. et Réal Paul Architecte inc. pour la modernisation des usines de production d'eau potable de la Ville de Montréal, pour une somme maximale de 3 619 460,40 $, taxes incluses - Appel d'offres public 17-16432 - (3 soumissionnaires) / Approuver un projet de convention à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD1184474001_DEP_InfoComptable.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Fanny LALONDE-GOSSELIN
Préposée au budget
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de service Eau-Environnement
Tél : (514) 872-0893

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-24

Leilatou DANKASSOUA
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-2648
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier
Point de service Eau-Environnement

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.12

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1187526003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Hatch corporation pour la fourniture de services professionnels de surveillance et d'assistance technique en cours des travaux d'excavation et de soutènement des tunnels et puits d'accès du bassin de rétention Lavigne pour une somme maximale de 638 111,25 $, taxes incluses – Appel d'offres public 17-16500- 5 soumissionnaires dont 1 conforme / Approuver un projet de convention à cet fin

Il est recommandé:

1. d'accorder à la firme Hatch corporation un contrat de services professionnels de surveillance et d'assistance technique en cours des travaux d'excavation et de soutènement des tunnels et puits d'accès du bassin de rétention Lavigne d'un montant total de 638 111,25 $ taxes incluses;
2. d'approuver un projet de convention par lequel la firme Hatch corporation ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, s'engage à fournir à la Ville les services professionnels pour la réalisation de la surveillance et d'assistance technique en cours des travaux d'excavation et de soutènement des tunnels et puits d'accès du bassin de rétention Lavigne pour une somme de 638 111,25 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16500 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
3. d'autoriser le directeur de la Direction de l'épuration des eaux usées à signer la convention de services professionnels et tout document y donnant suite;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2018-01-29 09:33

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187526003**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à Hatch corporation pour la fourniture de services professionnels de surveillance et d'assistance technique en cours des travaux d'excavation et de soutènement des tunnels et puits d'accès du bassin de rétention Lavigne pour une somme maximale de 638 111,25 $, taxes incluses – Appel d'offres public 17-16500- 5 soumissionnaires dont 1 conforme / Approuver un projet de convention à cet fin

CONTENU

CONTEXTE

Les travaux de construction de la phase 1 du projet du bassin de rétention Lavigne ont été octroyés par la Ville le 24 août 2017 (CG17 0364). Le contrat a été accordé à l'entreprise EBC inc. et les travaux ont débuté le 23 octobre 2017.

Cette première phase consiste à réaliser les travaux suivants:

· 2000 m de conduites 1800 mm installées en tunnel ;

· l'excavation (seulement) du bassin de rétention ;

· la construction de deux structures de chute et d'accès : Du Golf et Ranger ;

· la construction d'une structure d'accès (Marlborough) ;

· le raccordement à l'intercepteur Nord.

La réalisation de ces travaux majeurs nécessite une surveillance pointue de la part de la Ville. Des professionnels spécialisés doivent être impliqués à temps plein et doivent être présents au chantier.

Une surveillance spéciale de travaux doit être menée par des professionnels ayant des connaissances dans le domaine de la géologie, des excavations profondes dans le roc et dans les travaux de creusage de tunnels.

Ce type de surveillance ne peut malheureusement pas être effectué par les services techniques de la Ville en raison de l'absence de l'expertise et le manque de disponibilité des professionnels.

Pendant la période d'analyse des soumissions reçues pour les travaux de construction, la Direction de l'épuration des eaux usées (DEEU) a lancé un appel d'offres public (numéro 17-16072) pour s'adjoindre une firme pour la réalisation du mandat de surveillance des travaux. Une seule soumission a été déposée et s'est avérée non conforme techniquement n'ayant pas obtenu le pointage minimal requis (70 points). L'appel d'offres a donc été annulé.

Afin de poursuivre ces travaux majeurs, la DEEU a été contrainte de recourir à un mandat de gré à gré pour couvrir la surveillance des travaux entamés depuis le 23 octobre 2017. La firme retenue pour ce contrat de gré à gré de 25 000 $ était Hatch. Elle a soumissionné sur le nouvel appel d'offres et l'a remporté.

Un nouvel appel d'offres public a donc été lancé le 20 novembre 2017 et l'ouverture des soumissions s'est effectuée le 20 décembre 2017. La validité des soumissions est de 180 jours. Cinq addenda ont été émis :

· Addenda 1 en date du 27 novembre 2017 : révision de documents d'appel d'offres et réponses à des questions

· Addenda 2 en date du 1e décembre 2017 : réponses à des questions

· Addenda 3 en date du 1er décembre 2017 : report de date de dépôt des soumissions

· Addenda 4 en date du 8 décembre 2017 : report de date de dépôt des soumissions

· Addenda 5 en date du 15 décembre 2017 : réponses à des questions et ajout de précisions

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0364 – 24 août 2017 – Accorder un contrat à EBC inc. pour le bassin de rétention Lavigne - Phase 1 : construction des conduites en tunnel et des structures d'accès aux arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Saint-Laurent - Dépense totale de 39 910 131,88 $, taxes incluses - Appel d'offres public 5048A-EC-105-12 (5 soum.)

BC - DEU28886 - 17 octobre 2017 - Surveillance et soutien technique en géologie des travaux d'excavation des puits et des tunnels - Bassin de rétention Lavigne - Phase 1 - Selon la proposition numéro 1938-17-4423 rév.1 datée du 29-09-2017 - Fournisseur Hatch corporation - 21 641,05 $

DESCRIPTION

Le présent contrat vise à octroyer un mandat de services professionnels à une firme externe pour la surveillance et l'assistance technique pendant les travaux d'excavation et de

soutènement des tunnels et des puits d’accès de la phase 1 du projet du bassin de rétention Lavigne.

JUSTIFICATION

Dix (10) firmes se sont procuré les documents d'appel d'offres et cinq (5) ont déposé une soumission. La liste des preneurs des documents est incluse dans l'intervention du Service de l'approvisionnement ainsi que les motifs de désistements des entreprises n'ayant pas soumissionnées. Une seule soumission sur les cinq reçues a obtenu un pointage intérimaire supérieur à l'exigence minimale de 70 %.

Tableau d'analyse des soumissions

Firmes soumissionnaires	Note Intérimaire	Note finale	Prix de la soumission (taxes incluses)	Total (taxes incluses)
1- Hatch	**76,50**	**1,98**	**638 111,25**	**638 111,25**
2- CIMA+ S.E.N.C	61,80			
3- SNC Lavalin GEM Québec inc.	59,50			
4- Englobe corp	58,70			
5- Golder associés ltée.	54,00			
Estimation interne			705 946,50	705 946,50
Écart entre l'estimation et l'adjucataire ($) (l'adjucataire - l'estimation)				-67 835,25 $
Écart entre l'estimation et l'adjucataire (%) (l'adjucataire - l'estimation)/estimation x 100)				-9,61%

Veuillez vous référer à l'intervention du Service de l'approvisionnement pour toutes les informations relatives à l'analyse des soumissions.

L'écart entre l'estimation interne et celle de Hatch corporation est favorable de 9,61 %. Il est donc recommandé d’octroyer le contrat au seul soumissionnaire conforme, Hatch corporation.

Les validations requises indiquant que l'adjudicataire recommandé ne fait pas partie de la liste des entreprises de la RENA ont été faites.

Les firmes devaient détenir une attestation de l'Autorité des marchés financiers pour soumissionner dans le cadre de ce contrat en vertu du décret 795-2014 du 10 septembre 2014, et la firme Hatch inc. détient une telle attestation laquelle est jointe au présent dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût pour la fourniture de services professionnels de surveillance et d’assistance technique en cours des travaux d’excavation et de soutènement des tunnels et puits d’accès du bassin de rétention Lavigne est de 638 111,25 $ taxes incluses.

Ceci représente un montant de 582 680,63$ $ net de ristournes de taxes.

Cette dépense est admissible à une subvention estimée à 310 763,00 $ au programme

Chantiers Canada – Volet Grands Projets. La portion non subventionnée de 271 917,63 $ sera financée par emprunt à la charge de l'agglomération à moins de disponibilité de la réserve.

Le détail des informations comptables se retrouve dans l'intervention financière du Service des finances.

Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération puisqu'elle concerne l'assainissement des eaux qui est une compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Pratiquer une gestion responsable des ressources réduisant les débordements au fleuve.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le contrat n'est pas octroyé, la Ville ne serait pas en mesure d'effectuer la surveillance des travaux d'excavations profondes et de creusage de tunnels du bassin Lavigne en raison du manque de personnel spécialisé à l'interne. Ceci compromettrait la réalisation du projet de construction du bassin Lavigne selon la qualité requise et les règles de l'art.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

· Début du contrat: février 2018;
· Fin des travaux : août 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Stéphanie SIMONEAU)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Patricia TEULLET-FEBRES)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Chantale POTVIN, Service des communications
Marie DESORMEAUX, Service des communications

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sally DAGHER
Ingénieure - Administratrice de contrats

Tél : 5142804418
Télécop. : 5142804387

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-26

Michel VERREAULT
Surintendant administration et soutien à l'exploitation

Tél : 514 280-4364
Télécop. : 514 280-4387

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard FONTAINE
Directeur(trice) du traitement des eaux usees
Tél : 514 280-3706
Approuvé le : 2018-01-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2018-01-26

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 22 mars 2017

HATCH CORPORATION
A/S MONSIEUR MICHAEL HOLME SCHATZ
5, PLACE VILLE-MARIE
SUITE 200
MONTRÉAL (QC) H3B 2G2

N° de décision : 2017-CPSM-1018511
N° de client : 2700032112

Objet : Renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « **Autorité** ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous CORPORATION HATCH, le renouvellement de son autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « **LCOP** »). HATCH CORPORATION demeure donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette nouvelle autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **24 novembre 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Richard Fontaine dûment autorisé(e) aux fins des présentes en vertu du Règlement RCE 02-004, article 6

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

SOCIÉTÉ : **Hatch Corporation** société d'ingénieurs, ayant sa principale place d'affaires au 5, place Ville Marie, bureau 1400, Montréal, Québec, Canada, H3B 2G2, représentée par Nicolas Théberge, ing., déclarant lui-même être associé et être expressément autorisé par ses coassociés à agir aux fins des présentes;

Ci-après appelé(e) le « **CONTRACTANT** »

N° d'inscription T.P.S. : R102296308
N° d'inscription T.V.Q. : 1202373824

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : Le Directeur de la Direction de l'épuration des eaux usées de la Ville de Montréal ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : Les termes de référence pour services professionnels de l'appel d'offres en date du 20 novembre 2017 relatifs à des services professionnels de surveillance et d'assistance technique en cours des travaux d'excavation et de soutènement des tunnels et puits d'accès du bassin de rétention Lavigne

1.3 « **Annexe 2** » : l'offre de service présentée par le Contractant le 20 décembre 2017.

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention et des Annexes 1 et 2 jointes aux présentes, à fournir des services professionnels de surveillance et d'assistance technique en cours des travaux d'excavation et de soutènement des tunnels et puits d'accès du bassin de rétention Lavigne

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition des Annexes 1 et 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

3.2 Le texte de l'Annexe 1 prévaut sur toute disposition ou condition de l'Annexe 2 qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 respecter l'échéancier, les orientations et les modes de fonctionnement décrits à la présente convention et aux Annexes 1 et 2;

6.3 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.4 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.5 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.6 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.7 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.8 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.9 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 décider, de façon définitive, de toute question soulevée par le Contractant quant à l'interprétation de la convention et des Annexes 1 et 2;

7.3 refuser les travaux, recherches et rapports du Contractant qu'il juge de mauvaise qualité ou non conformes aux dispositions de la convention ou des Annexes 1 et 2;

7.4 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de 638 111,25 $ couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable selon les modalités, méthodes et conditions prévues au Cahier des charges.

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant:

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Richard Fontaine
Directeur

Le e jour de 20

Hatch Corporation

Par : _____
Nicolas Théberge, Ing., M.Sc.A, M.B.A.
Vice-Président Sénior

Cette convention a été approuvée par la résolution ____ _____.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1187526003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Hatch corporation pour la fourniture de services professionnels de surveillance et d'assistance technique en cours des travaux d'excavation et de soutènement des tunnels et puits d'accès du bassin de rétention Lavigne pour une somme maximale de 638 111,25 $, taxes incluses – Appel d'offres public 17-16500- 5 soumissionnaires dont 1 conforme / Approuver un projet de convention à cet fin

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Intervention 17-16500.pdf Procès verbal.pdf Résultat Global.pdf

Liste détenteurs cahier des charges.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Patricia TEULLET-FEBRES
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514-872-1032

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-26

Danielle CHAURET
Chef de section ress.matérielles
Tél : 514 872-1027
Division : Service de l'approvisionnement , Direction

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16500

No du GDD : 1187526003

Titre de l'appel d'offres : Services professionnels de surveillance et d'assistance technique en cours des travaux d'excavation et de soutènement des tunnels et puits d'accès bassin de rétention Lavigne

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 20 - 11 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 6 - 12 - 2017

Ouverture faite le : 20 - 12 - 2017

Date du comité de sélection : 18 - 1 - 2018

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 15 - 12 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 29 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 10

Nbre de soumissions reçues : 5

% de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 4

% de rejets : 80

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
CIMA + S.E.N.C	pointage intérimaire inférieur à 70%
Golder associés ltée.	pointage intérimaire inférieur à 70%
SNC Lavalin GEM Québec inc.	pointage intérimaire inférieur à 70%
Englobe corp.	pointage intérimaire inférieur à 70%

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance initiale : 18 - 6 - 2018

Date d'échéance révisée : 18 - 6 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Hatch	$ 638 111,25	√	

Information additionnelle

(1) désistement en raison de délais de soumission insuffisants.
(1) désistement en raison de manque des certains spécialistes demandés.
(1) désistement en raison de spécifications demandées non rencontrées.

Préparé par : Patricia Teullet

Le 26 - 1 - 2018

17-16500 - Services professionnels de surveillance et d'assistance technique en cours des travaux d'excavation et de soutènement des tunnels et puits d'accès bassin de rétention Lavigne

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et la problématique 15%	Expérience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Expérience et expertise des membres de l'équipe de travail 25%	Capacité de production et échéancier 20%	Approche et méthodologie proposée 15%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
CIMA + S.E.N.C	2,67	8,83	12,67	16,67	11,33	9,67	61,8			Non conforme
HATCH	3,33	13,33	16,50	17,50	14,17	11,67	76,5	638 111,25 $	1,98	1
GOLDER ASSOCIÉS LTÉE.	3,50	10,50	14,33	16,17		9,50	54,0			Non conforme
SNC LAVALIN GEM QUÉBEC INC.	3,33	9,00	13,33	9,00	14,33	10,50	59,5			Non conforme
ENGLOBE CORP.	1,67	10,83	13,33	9,00	13,33	10,50	58,7			Non conforme
Agent d'approvisionnement	**Patricia Teullet**									

Comité	
Date	
Heure	0 h 00
Lieu	255 boul. Crémazie Est 4e étage

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 17-16500
Numéro de référence : 1116636
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Services professionnels de surveillance et d'assistance technique en cours des travaux d'excavation et de soutènement des tunnels et puits d'accès bassin de rétention Lavigne

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
.SNC-Lavalin inc. 455 Boul René-Lévesque Ouest, 7e étage Montréal, QC, H2Z 1Z3 NEQ : 1142775999	Madame Karima Aïnenas Téléphone : 514 393-8000 Télécopieur :	**Commande : (1363958)** 2017-11-21 10 h 05 **Transmission :** 2017-11-21 10 h 05	2850080 - AO 17-16500 Addenda # 1 2017-11-27 11 h 35 - Courriel 2852186 - 17-16500 Addenda # 2 (devis) 2017-12-01 10 h 03 - Courriel 2852187 - 17-16500 Addenda # 2 (plan) 2017-12-01 10 h 03 - Courriel 2852468 - 17-16500 Addenda # 3 Prolongation date d'ouverture 2017-12-01 16 h 40 - Courriel 2855266 - AO 17-16500 Addenda # 4 Prolongation date d'ouverture 2017-12-08 16 h 17 - Courriel 2857982 - 17-16500 Addenda # 5 (devis) 2017-12-15 14 h 42 - Messagerie 2857983 - 17-16500 Addenda # 5 (plan) 2017-12-15 14 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
Cima+s.e.n.c. 3400, boul. du souvenir bureau 600 Laval, QC, H7V 3Z2 http://www.cima.ca NEQ : 3340563140	Madame Hélène Chouinard Téléphone : 514 337-2462 Télécopieur : 450 682-1013	**Commande : (1364982)** 2017-11-23 11 h 55 **Transmission :** 2017-11-23 11 h 55	2850080 - AO 17-16500 Addenda # 1 2017-11-27 11 h 35 - Courriel 2852186 - 17-16500 Addenda # 2 (devis) 2017-12-01 10 h 03 - Courriel 2852187 - 17-16500 Addenda # 2 (plan) 2017-12-01 10 h 03 - Courriel 2852468 - 17-16500 Addenda # 3 Prolongation date d'ouverture 2017-12-01 16 h 40 - Courriel

				2855266 - AO 17-16500 Addenda # 4 Prolongation date d'ouverture 2017-12-08 16 h 17 - Courriel 2857982 - 17-16500 Addenda # 5 (devis) 2017-12-15 15 h 01 - Messagerie 2857983 - 17-16500 Addenda # 5 (plan) 2017-12-15 14 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Englobe 1200, boul. Saint-Martin Ouest, bureau 400 Laval, QC, H7S2E4 http://www.englobecorp.com NEQ : 1167280206	Madame Isabelle Langlois Téléphone : 514 281-5173 Télécopieur : 450 668-5532	**Commande : (1363953)** 2017-11-21 10 h 01 **Transmission :** 2017-11-21 10 h 01	2850080 - AO 17-16500 Addenda # 1 2017-11-27 11 h 35 - Courriel 2852186 - 17-16500 Addenda # 2 (devis) 2017-12-01 10 h 03 - Courriel 2852187 - 17-16500 Addenda # 2 (plan) 2017-12-01 10 h 03 - Courriel 2852468 - 17-16500 Addenda # 3 Prolongation date d'ouverture 2017-12-01 16 h 40 - Courriel 2855266 - AO 17-16500 Addenda # 4 Prolongation date d'ouverture 2017-12-08 16 h 17 - Courriel 2857982 - 17-16500 Addenda # 5 (devis) 2017-12-15 14 h 42 - Messagerie 2857983 - 17-16500 Addenda # 5 (plan) 2017-12-15 14 h 39 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	GHD Consultants Limitée 4600 boul de la Côte-Vertu Montréal, QC, H4S 1C7 http://www.ghd.com NEQ : 1171077796	Monsieur Philippe Savoie Téléphone : 514 333-5151 Télécopieur : 514 333-4674	**Commande : (1363819)** 2017-11-20 18 h 17 **Transmission :** 2017-11-20 18 h 18	2850080 - AO 17-16500 Addenda # 1 2017-11-27 11 h 36 - Télécopie 2852186 - 17-16500 Addenda # 2 (devis) 2017-12-01 10 h 03 - Télécopie 2852187 - 17-16500 Addenda # 2 (plan) 2017-12-01 10 h 28 - Messagerie 2852468 - 17-16500 Addenda # 3 Prolongation date d'ouverture 2017-12-01 16 h 41 - Télécopie 2855266 - AO 17-16500 Addenda # 4 Prolongation date d'ouverture 2017-12-08 16 h 18 - Télécopie

				2857982 - 17-16500 Addenda # 5 (devis) 2017-12-15 15 h 02 - Messagerie 2857983 - 17-16500 Addenda # 5 (plan) 2017-12-15 15 h 02 - Messagerie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Golder Associates Ltd. 7250, rue du Mile End, , 3e étage Montréal, QC, H2R 3A4 NEQ :	Madame Lillian Borgal Téléphone : 905 567-4444 Télécopieur :	**Commande : (1363626)** 2017-11-20 13 h 47 **Transmission :** 2017-11-20 13 h 47	2850080 - AO 17-16500 Addenda # 1 2017-11-27 11 h 35 - Courriel 2852186 - 17-16500 Addenda # 2 (devis) 2017-12-01 10 h 03 - Courriel 2852187 - 17-16500 Addenda # 2 (plan) 2017-12-01 10 h 03 - Courriel 2852468 - 17-16500 Addenda # 3 Prolongation date d'ouverture 2017-12-01 16 h 40 - Courriel 2855266 - AO 17-16500 Addenda # 4 Prolongation date d'ouverture 2017-12-08 16 h 17 - Courriel 2857982 - 17-16500 Addenda # 5 (devis) 2017-12-15 14 h 45 - Messagerie 2857983 - 17-16500 Addenda # 5 (plan) 2017-12-15 14 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Hatch Ltèe 5 Place Ville Marie Suite 1 400 Montréal, QC, H3B2G2 http://www.hatch.com NEQ : 1161819306	Madame Jennifer Rivard Téléphone : 514 861-0583 Télécopieur : 514 397-1651	**Commande : (1363507)** 2017-11-20 11 h 08 **Transmission :** 2017-11-20 11 h 08	2850080 - AO 17-16500 Addenda # 1 2017-11-27 11 h 35 - Courriel 2852186 - 17-16500 Addenda # 2 (devis) 2017-12-01 10 h 03 - Courriel 2852187 - 17-16500 Addenda # 2 (plan) 2017-12-01 10 h 03 - Courriel 2852468 - 17-16500 Addenda # 3 Prolongation date d'ouverture 2017-12-01 16 h 40 - Courriel 2855266 - AO 17-16500 Addenda # 4 Prolongation date d'ouverture 2017-12-08 16 h 17 - Courriel 2857982 - 17-16500 Addenda # 5 (devis)

				2017-12-15 14 h 44 - Messagerie 2857983 - 17-16500 Addenda # 5 (plan) 2017-12-15 14 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	L.D.A. 388, Blainville Est, bureau 500 Sainte-Thérèse, QC, J7E 1N4 http://www.ldaservicesconseils.com NEQ : 1164886336	Madame Marylène Brien Téléphone : 450 433-66200 Télécopieur :	**Commande : (1365381)** 2017-11-24 10 h 33 **Transmission :** 2017-11-24 10 h 33	2850080 - AO 17-16500 Addenda # 1 2017-11-27 11 h 35 - Courriel 2852186 - 17-16500 Addenda # 2 (devis) 2017-12-01 10 h 03 - Courriel 2852187 - 17-16500 Addenda # 2 (plan) 2017-12-01 10 h 03 - Courriel 2852468 - 17-16500 Addenda # 3 Prolongation date d'ouverture 2017-12-01 16 h 40 - Courriel 2855266 - AO 17-16500 Addenda # 4 Prolongation date d'ouverture 2017-12-08 16 h 17 - Courriel 2857982 - 17-16500 Addenda # 5 (devis) 2017-12-15 14 h 44 - Messagerie 2857983 - 17-16500 Addenda # 5 (plan) 2017-12-15 14 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Labo S.M. inc 6209, rue Marivaux Montréal, QC, h1p 3h6 http://www.groupesm.com NEQ : 1143022672	Madame Cinthia Fournier Téléphone : 450 651-0981 Télécopieur :	**Commande : (1364540)** 2017-11-22 13 h 02 **Transmission :** 2017-11-22 13 h 02	2850080 - AO 17-16500 Addenda # 1 2017-11-27 11 h 35 - Courriel 2852186 - 17-16500 Addenda # 2 (devis) 2017-12-01 10 h 03 - Courriel 2852187 - 17-16500 Addenda # 2 (plan) 2017-12-01 10 h 03 - Courriel 2852468 - 17-16500 Addenda # 3 Prolongation date d'ouverture 2017-12-01 16 h 40 - Courriel 2855266 - AO 17-16500 Addenda # 4 Prolongation date d'ouverture 2017-12-08 16 h 17 - Courriel 2857982 - 17-16500 Addenda # 5 (devis) 2017-12-15 14 h 59 - Messagerie

				2857983 - 17-16500 Addenda # 5 (plan) 2017-12-15 14 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les Services Exp Inc 8487, 19e Avenue Montréal, QC, H1Z 4J2 NEQ : 1167268128	Madame Ginette Laplante Téléphone : 819 478-8191 Télécopieur : 819 478-2994	**Commande : (1363649)** 2017-11-20 14 h 08 **Transmission :** 2017-11-20 14 h 08	2850080 - AO 17-16500 Addenda # 1 2017-11-27 11 h 35 - Courriel 2852186 - 17-16500 Addenda # 2 (devis) 2017-12-01 10 h 03 - Courriel 2852187 - 17-16500 Addenda # 2 (plan) 2017-12-01 10 h 03 - Courriel 2852468 - 17-16500 Addenda # 3 Prolongation date d'ouverture 2017-12-01 16 h 40 - Courriel 2855266 - AO 17-16500 Addenda # 4 Prolongation date d'ouverture 2017-12-08 16 h 17 - Courriel 2857982 - 17-16500 Addenda # 5 (devis) 2017-12-15 15 h - Messagerie 2857983 - 17-16500 Addenda # 5 (plan) 2017-12-15 14 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	WSP Canada Inc. (Pour AO sur invitation pour tout le Québec) 1135, boulevard Lebourgneuf Québec Québec, QC, G2K 0M5 http://www.wspgroup.com NEQ : 1148357057	Madame Martine Gagnon Téléphone : 418 623-2254 Télécopieur : 418 624-1857	**Commande : (1364094)** 2017-11-21 13 h 40 **Transmission :** 2017-11-21 13 h 40	2850080 - AO 17-16500 Addenda # 1 2017-11-27 11 h 35 - Courriel 2852186 - 17-16500 Addenda # 2 (devis) 2017-12-01 10 h 03 - Courriel 2852187 - 17-16500 Addenda # 2 (plan) 2017-12-01 10 h 03 - Courriel 2852468 - 17-16500 Addenda # 3 Prolongation date d'ouverture 2017-12-01 16 h 40 - Courriel 2855266 - AO 17-16500 Addenda # 4 Prolongation date d'ouverture 2017-12-08 16 h 17 - Courriel 2857982 - 17-16500 Addenda # 5 (devis) 2017-12-15 14 h 45 - Messagerie 2857983 - 17-16500 Addenda # 5 (plan) 2017-12-15 14 h 40 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2018 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1187526003

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de l'épuration des eaux usées , Support à l'exploitation
Objet :	Accorder un contrat à Hatch corporation pour la fourniture de services professionnels de surveillance et d'assistance technique en cours des travaux d'excavation et de soutènement des tunnels et puits d'accès du bassin de rétention Lavigne pour une somme maximale de 638 111,25 $, taxes incluses – Appel d'offres public 17-16500- 5 soumissionnaires dont 1 conforme / Approuver un projet de convention à cet fin

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1187526003_InfoCompt_DEEU.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Stéphanie SIMONEAU
Préposée au budget
Tél : (514) 280-4020

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-26

Iva STOILOVA-DINEVA
Conseillère budgétaire
Tél : 514 280-4195
Division : Div. Conseil Et Soutien Financier - Point De Serv. Eau/Env.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.13

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1187386001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la recapitalisation du fonds PME MTL (FLI) visant 4 organismes du réseau PME MTL / Approuver les addendum aux Conventions de prêt et cession de créances intervenues entre la Ville et les 4 organismes visés

Autoriser la recapitalisation du Fonds PME MTL (FLI) visant 4 organismes du réseau PME MTL
Approuver les addendum aux Conventions de prêt et cession de créances intervenues entre la Ville et les 4 organismes visés

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2018-01-26 07:15

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1187386001**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Autoriser la recapitalisation du fonds PME MTL (FLI) visant 4 organismes du réseau PME MTL / Approuver les addendum aux Conventions de prêt et cession de créances intervenues entre la Ville et les 4 organismes visés

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de l'article 284 de la *Loi concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016* (ci-après la Loi), l'agglomération de Montréal détient, depuis le 20 avril 2015, les droits, obligations, actifs et passifs des centre locaux de développement (CLD), maintenant dissous, liés aux Fonds locaux d'investissement (FLI) et aux Fonds locaux de solidarité (FLS), ainsi que les contrats de prêt établis en vertu de ces fonds. Suivant la Loi, la Ville a créé en 2016 le Fonds d'investissement PME MTL. Ce Fonds est constitué de l'actif des FLI et des FLS au 31 décembre 2015. La gestion du Fonds PME MTL est assurée par les six (6) organismes PME MTL en vertu d'ententes de délégation et de conventions de prêt et cession de créances (ci-après Convention de prêt).

Les ententes de délégation intervenues entre la Ville de Montréal et chacun des six (6) organismes PME MTL ont pour objet de définir les rôles et les responsabilités de chacun en matière de développement économique local et de soutien à l'entrepreneuriat pour la période 2016-2021, les conditions et modalités de réalisation, les politiques d'aide à l'entrepreneuriat ainsi que les modalités de gestion du Fonds d'investissement PME MTL et des fonds de subvention Fonds jeunes entreprises et Fonds d'économie sociale.

En vertu des ententes de délégation, la Ville a convenu de faire un prêt à chacun des organismes PME MTL à même le Fonds d'investissement PME MTL, selon les conditions et modalités prévues à la Convention de prêt qui prévoit un prêt sans intérêt. Ces prêts sont consentis pour un terme échéant le 31 mars 2021, soit à la date d'échéance du Fonds PME MTL. Dans chacun des cas, les sommes prêtées sont celles indiquées aux articles 9.1 et 9.2 des ententes de délégation.

Lors de la réorganisation du réseau de développement économique local, la mise en oeuvre de la Loi a entraîné le transfert à la Ville des contrats de prêts consentis par les 19 anciens CLD et les Corporations de développement économique communautaires (CDEC), ainsi que le solde au crédit variable à l'investissement inscrit au FLS.

Le présent dossier vient proposer une modification à la convention de prêt et cession de créances initiale afin d'accorder un nouveau prêt sans intérêt totalisant 2 700 000 $ à 4 organismes du réseau PME MTL afin de recapitaliser leur fonds PME MTL (FLI).

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0244 - 15 juin 2017 - Approuver le projet d'addenda 1 à la convention de prêt et cession de créances intervenue entre la Ville de Montréal et PME MTL Grand Sud-Ouest (CG16 0713) / Autoriser l'intervention de la Ville à l'Entente visant la relance du Fonds local de solidarité MTL Grand Sud-Ouest et la conversion partielle du prêt de Fonds locaux de solidarité FTQ en contribution
CG16 0713 – 22 décembre 2016 – Approuver les conventions de prêt et cession de créances entre la Ville de Montréal et les six (6) organismes PME MTL.

CG16 0345 – 19 mai 2016 – Mettre fin aux treize (13) conventions de crédit variable avec les Fonds locaux de solidarité FTQ et rembourser la somme de 2 290 000 $ inscrite au crédit variable FLS.

CG16 0347 – 19 mai 2016 – Approuver la répartition de l'enveloppe 2016-2021 dédiée aux six (6) organismes PME MTL / Accorder une contribution financière annuelle totale de 7 761 578,00 $ aux six (6) organismes PME MTL afin d'offrir l'accompagnement et le financement aux entreprises durant les années 2016-2021, dans le cadre de l'entente relative au Fonds de développement du territoire entre le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et la Ville et de l'entente relative au Fonds d'investissement PME MTL / Accorder une contribution financière non récurrente de 7 181 833,80 $ à titre de partage des actifs nets des anciens organismes CLD/CDEC / Accorder un prêt de 25 674 192 $ dans le cadre du Fonds d'investissement PME MTL et de 4 176 376 $ dans le cadre des Fonds locaux de solidarité FTQ / Approuver les projets d'entente de délégation à cet effet.

CG16 0344 – 19 mai 2016 – Approuver l'entente entre la Ville et le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire et la ministre des Petites et moyennes entreprises, de l'Allègement réglementaire et du Développement économique régional relative à la création du Fonds d'investissement PME MTL.

CG16 0202 – 24 mars 2016 – Soumettre pour approbation au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du Territoire le projet d'entente relative à la création du Fonds d'investissement PME MTL.

CG15 0775 – 17 décembre 2015 – Rembourser au Gouvernement du Québec la dette de 24 378 449 $ de la Ville de Montréal pour les Fonds locaux d'investissement (FLI) / Rembourser au Gouvernement du Québec sa contribution de 1 600 000 $ aux Fonds locaux de solidarité (FLS) / Mandater le Service du développement économique afin qu'il procède, en collaboration avec le Service des finances et le Service des affaires juridiques à la création d'un Fonds d'investissement Montréal et de ses encadrements et mécanismes de suivi.

CG17 0244 - 15 juin 2017 - Approuver le projet d'addenda 1 à la convention de prêt et cession de créances intervenue entre la Ville de Montréal et PME MTL Grand Sud-Ouest (CG16 0713) / Autoriser l'intervention de la Ville à l'Entente visant la relance du Fonds local de solidarité MTL Grand Sud-Ouest et la conversion partielle du prêt de Fonds locaux de solidarité FTQ en contribution

DESCRIPTION

Les organismes du réseau PME MTL ont atteint au cours de l'exercice financier 2017 un niveau d'investissement en entreprises jusqu'alors jamais constaté ayant pour incidence

une diminution marquée du capital disponible pour investissements.
Il est donc proposé que la Ville contribue au Fonds PME MTL (FLI) sous la forme de prêts sans intérêt, selon les termes inscrits à la Convention de prêt, pour une somme totalisant 2 700 000$ attribuée aux 4 organismes PME MTL suivants:

- PME MTL Centre-Est 800 000$
- PME MTL Est de l'Île 500 000$
- PME MTL Grand Sud-Ouest 800 000$
- PME MTL Ouest de l'Île 600 000$

Lors de la mise en place du Fonds PME MTL, les fonds consolidés ont permis de capitaliser, pour l'ensemble du réseau PME MTL, la somme de 29 851 068$. La contribution supplémentaire de 2 700 000$ portera la valeur du capital investi à 32 676 068$, soit 28 374 192$ pour le fonds PME MTL et 4 301 876$ pour le fonds FLS.

JUSTIFICATION

Le niveau de capitalisation du fonds PME MTL (FLI) des organismes visés étant faible, les sommes disponibles ne permettent pas au Fonds de jouer son rôle de locomotive auprès des entrepreneurs. La recapitalisation du fonds PME MTL (FLI) est nécessaire afin de :

- continuer les activités du fonds PME MTL (FLI) des organismes visés;
- permettre de respecter la politique d'investissement commune de Fonds PME MTL qui prévoit un investissement conjoint des deux Fonds (Fonds PME MTL et FLS) dans les contrats de prêt consentis.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce prêt vient s'ajouter à la somme déjà avancée à chacun des organismes visés dans le cadre du dossier 1165175019. Cette avance de fonds au niveau du FLI est considérée comme une opération sur les comptes du bilan, les fonds étant prélevés sur les surplus liés au transfert des CLD, et n'a aucun effet sur le budget opérationnel de l'Agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Faute du prêt de la Ville, les organismes visés du réseau PME MTL n'auront pas un fonds PME MTL (FLI) suffisant à court terme pour appuyer les projets des entrepreneurs de leur territoire.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Mise en oeuvre des addendum.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières (Nathalie M BOUCHARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Diane MAINGUY
conseillère en analyse et contrôle de gestion

Tél : (514) 872-8340
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-22

Géraldine MARTIN
Directrice

Tél : (514) 872-2248
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2018-01-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1187386001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Autoriser la recapitalisation du fonds PME MTL (FLI) visant 4 organismes du réseau PME MTL / Approuver les addendum aux Conventions de prêt et cession de créances intervenues entre la Ville et les 4 organismes visés

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à leur forme et leur validité les quatre addenda à intervenir entre la Ville de Montréal et les organismes suivants : PME MTL Est de l'Île, PME MTL Centre est, PME MTL Ouest de l'Île et PME MTL Grand Sud-ouest.

FICHIERS JOINTS

PME MTL Centre-Est Addenda 1 - recapitalisation.docx

PME MTL Est de l'Île Addenda 1 - recapitalisation.docx

PME MTL Grand Sud-Ouest Addenda 2 - recapitalisation.docx

PME MTL Ouest de l'Île Addenda 1 - recapitalisation.docx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-23

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873
Division : Droit contractuel

ADDENDA 1
À LA CONVENTION DE PRÊT ET CESSION DE CRÉANCES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, ici représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution CG06 0006;

(ci-après appelée la « VILLE »)

ET : **PME MTL CENTRE-EST**, personne morale légalement constituée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont le siège social est situé au 6224, rue Saint-Hubert, Montréal, Québec, H2S 2M2, agissant et représentée par Monsieur Jean-François Lalonde, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

(ci-après appelée l'« ORGANISME »)

ATTENDU QUE la Loi confie à la VILLE le pouvoir de prendre toute mesure afin de favoriser le développement local et régional et le soutien à l'entrepreneuriat sur son territoire et qu'elle peut confier l'exercice de ces pouvoirs à des organismes à but non lucratif;

ATTENDU QUE la VILLE et l'ORGANISME avaient conclu la convention de prêt et cession de créances, approuvée par le conseil d'agglomération en date du 22 décembre 2016, (ci-après la « Convention de prêt »), laquelle prévoit que la VILLE accorde un prêt à terme de 6 498 840,00 $ aux fins du Fonds PME MTL;

ATTENDU QUE la VILLE souhaite répondre aux besoins de recapitalisation du Fonds PME MTL de l'ORGANISME et accorder une somme additionnelle de 800 000,00 $, laquelle doit être utilisée exclusivement aux fins du Fonds PME MTL;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le tableau de l'article 2 de la Convention de prêt est remplacé par le tableau suivant :

Provenance	Fonds PME MTL (anciennement FLI) ($)	FLS ($)	Total ($)
Prêt à terme au 1er janvier 2016	**6 498 840 $**	**1 332 383 $**	**7 831 223 $**
Recapitalisation Fonds PME	**800 000 $**		**800 000 $**
Total	**7 298 840 $**	**1 332 383 $**	**8 631 223 $**

2. Tous les autres termes et conditions de la Convention de prêt demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu le présent addenda, en acceptent les termes et y apposent leur signature.

Le _____e jour de _____ 2018 à

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Me Yves Saindon
Greffier

Le _____e jour de _____ 2018 à

PME MTL CENTRE-EST

_____
Jean-François Lalonde
Directeur général

ADDENDA 1
À LA CONVENTION DE PRÊT ET CESSION DE CRÉANCES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, ici représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution CG06 0006;

(ci-après appelée la « VILLE »)

ET : **PME MTL EST DE L'ÎLE**, personne morale légalement constituée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont le siège social est situé au 7305, boul. Henri-Bourassa Est, bureau 200, Montréal, Québec, H1E 2Z6, agissant et représentée par Madame Annie Bourgoin, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes, tel qu'elle le déclare;

(ci-après appelée l'« ORGANISME »)

ATTENDU QUE la Loi confie à la VILLE le pouvoir de prendre toute mesure afin de favoriser le développement local et régional et le soutien à l'entrepreneuriat sur son territoire et qu'elle peut confier l'exercice de ces pouvoirs à des organismes à but non lucratif;

ATTENDU QUE la VILLE et l'ORGANISME avaient conclu la convention de prêt et cession de créances, approuvée par le conseil d'agglomération en date du 22 décembre 2016, (ci-après la « Convention de prêt »), laquelle prévoit que la VILLE accorde un prêt à terme de 1 895 158,00 $ aux fins du Fonds PME MTL;

ATTENDU QUE la VILLE souhaite répondre aux besoins de recapitalisation du Fonds PME MTL de l'ORGANISME et accorder une somme additionnelle de 500 000,00 $, laquelle doit être utilisée exclusivement aux fins du Fonds PME MTL;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le tableau de l'article 2 de la Convention de prêt est remplacé par le tableau suivant :

Provenance	Fonds PME MTL (anciennement FLI) ($)	FLS ($)	Total ($)
Prêt à terme au 1er janvier 2016	**1 895 158 $**	**301 996 $**	**2 197 154 $**
Recapitalisation Fonds PME	**500 000 $**		**500 000 $**
Total	**2 395 158 $**	**301 996 $**	**2 697 154 $**

2. Tous les autres termes et conditions de la Convention de prêt demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu le présent addenda, en acceptent les termes et y apposent leur signature.

Le _____e jour de _____ 2018 à

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Me Yves Saindon
Greffier

Le _____e jour de _____ 2018 à

PME MTL EST DE L'ÎLE

_____
Annie Bourgoin
Directrice générale

ADDENDA 2
À LA CONVENTION DE PRÊT ET CESSION DE CRÉANCES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, ici représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution CG06 0006;

(ci-après appelée la « VILLE »)

ET : **PME MTL GRAND SUD-OUEST**, personne morale légalement constituée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont le siège social est situé au 3617, rue Wellington, Verdun, Québec, H4G 1T9, agissant et représentée par Madame Marie-Claude Dauray, directrice générale, dûment autorisée aux fins des présentes, tel qu'elle le déclare;

(ci-après appelée l'« ORGANISME »)

ATTENDU QUE la Loi confie à la VILLE le pouvoir de prendre toute mesure afin de favoriser le développement local et régional et le soutien à l'entrepreneuriat sur son territoire et qu'elle peut confier l'exercice de ces pouvoirs à des organismes à but non lucratif;

ATTENDU QUE la VILLE et l'ORGANISME avaient conclu la convention de prêt et cession de créances, approuvée par le conseil d'agglomération en date du 22 décembre 2016, (ci-après la « Convention de prêt »), laquelle prévoit que la VILLE accorde un prêt à terme de 1 659 078,00 $ aux fins du Fonds PME MTL;

ATTENDU QUE avec l'accord des Fonds locaux de solidarité FTQ (Fonds FLS/FTQ) et les partenaires du milieu, dans le but de relancer le fonds FLS, la VILLE et l'ORGANISME ont conclu, le 15 juin 2017, une entente permettant à la VILLE d'accorder une somme supplémentaire de 125 000,00 $, sous forme de prêt à terme, pour utilisation aux fins du FLS;

ATTENDU QUE la VILLE souhaite répondre aux besoins de recapitalisation du Fonds PME MTL de l'ORGANISME et accorder une somme additionnelle de 800 000,00 $, laquelle doit être utilisée exclusivement aux fins du Fonds PME MTL;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le tableau de l'article 2 de la Convention de prêt est remplacé par le tableau suivant :

Provenance	Fonds PME MTL (anciennement FLI) ($)	FLS ($)	Total ($)
Prêt à terme au 1er janvier 2016	**1 659 078 $**	**229 911 $**	**1 888 989 $**
Relance du FLS – contribution additionnelle		**125 000 $**	**125 000 $**
Recapitalisation Fonds PME	**800 000 $**		**800 000 $**
Total	**2 459 078 $**	**354 911 $**	**2 813 989 $**

2. Tous les autres termes et conditions de la Convention de prêt demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu le présent addenda, en acceptent les termes et y apposent leur signature.

Le _____e jour de _____ 2018 à

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Me Yves Saindon
Greffier

Le _____e jour de _____ 2018 à

PME MTL GRAND SUD-OUEST

_____
Marie-Claude Dauray
Directrice générale

ADDENDA 1
À LA CONVENTION DE PRÊT ET CESSION DE CRÉANCES

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public, dont la principale adresse est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, ici représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes par la résolution CG06 0006;

(ci-après appelée la « VILLE »)

ET : **PME MTL OUEST DE L'ÎLE**, personne morale légalement constituée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, dont le siège social est situé au 7300, Autoroute Transcanadienne, 4^{e} étage, Pointe-Claire, Québec, H9R 1C7, agissant et représentée par Monsieur Nicolas Roy, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

(ci-après appelée l'« ORGANISME »)

ATTENDU QUE la Loi confie à la VILLE le pouvoir de prendre toute mesure afin de favoriser le développement local et régional et le soutien à l'entrepreneuriat sur son territoire et qu'elle peut confier l'exercice de ces pouvoirs à des organismes à but non lucratif;

ATTENDU QUE la VILLE et l'ORGANISME avaient conclu la convention de prêt et cession de créances, approuvée par le conseil d'agglomération en date du 22 décembre 2016, (ci-après la « Convention de prêt »), laquelle prévoit que la VILLE accorde un prêt à terme de 3 098 096,00 $ aux fins du Fonds PME MTL;

ATTENDU QUE la VILLE souhaite répondre aux besoins de recapitalisation du Fonds PME MTL de l'ORGANISME et accorder une somme additionnelle de 600 000,00 $, laquelle doit être utilisée exclusivement aux fins du Fonds PME MTL;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Le tableau de l'article 2 de la Convention de prêt est remplacé par le tableau suivant :

Provenance	Fonds PME MTL (anciennement FLI) ($)	FLS ($)	Total ($)
Prêt à terme au 1er janvier 2016	**3 098 096 $**	**316 749 $**	**3 414 845 $**
Recapitalisation Fonds PME	**600 000 $**		**600 000 $**
Total	**3 698 096 $**	**316 749 $**	**4 014 845 $**

2. Tous les autres termes et conditions de la Convention de prêt demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, les parties reconnaissent avoir lu le présent addenda, en acceptent les termes et y apposent leur signature.

Le _____e jour de _____ 2018 à

VILLE DE MONTRÉAL

_____
Me Yves Saindon
Greffier

Le _____e jour de _____ 2018 à

PME MTL OUEST DE L'ÎLE

_____
Nicolas Roy
Directeur général

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières

Dossier # : 1187386001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Entrepreneuriat
Objet :	Autoriser la recapitalisation du fonds PME MTL (FLI) visant 4 organismes du réseau PME MTL / Approuver les addendum aux Conventions de prêt et cession de créances intervenues entre la Ville et les 4 organismes visés

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1187386001- Direction Comptabilité.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Nathalie M BOUCHARD
Conseillère en gestion - finances

Tél : 872-0325

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-24

Raoul CYR

Directeur - comptabilité et informations financières
Tél : 872-3158
Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.14

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1164565011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à États-Unis d'Amérique pour une période de 5 ans, du 1er avril 2018 au 31 mars 2023, des espaces à l'intérieur de la voûte de télécommunication du mont Royal et sur la tour de la Ville située sur le mont Royal, pour l'installation d'équipements de radiocommunication pour un loyer total de 138 186,66 $, excluant les taxes. Bâtiment 0128-108

Il est recommandé :

1. d'approuver le projet de bail, par lequel la Ville de Montréal loue à États-Unis d'Amérique, pour une période de 5 ans, à compter du 1er avril 2018, des espaces situés à l'intérieur de la voûte de télécommunication du mont Royal, pour l'installation d'équipements de radiocommunication, moyennant un loyer total de 138 186,66 $ excluant les taxes, le tout selon les termes et conditions prévus au projet de bail;
2. d'imputer ce revenu conformément aux informations financières inscrites au sommaire décisionnel.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2018-01-22 13:48

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1164565011**

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc du Mont-Royal
Projet :	-
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à États-Unis d'Amérique pour une période de 5 ans, du 1er avril 2018 au 31 mars 2023, des espaces à l'intérieur de la voûte de télécommunication du mont Royal et sur la tour de la Ville située sur le mont Royal, pour l'installation d'équipements de radiocommunication pour un loyer total de 138 186,66 $, excluant les taxes. Bâtiment 0128-108

CONTENU

CONTEXTE

Le Gouvernement des États-Unis est représenté au Québec par deux consulats généraux des États-Unis, un à Montréal et l'autre à Québec. Depuis 1990, le Bureau du Consulat général des États-Unis Montréal (Consulat) est situé dans l'immeuble de SNC-Lavalin à l'angle de la rue Saint-Alexandre et du boul. René-Lévesque Ouest. L'antenne du Consulat se trouve actuellement à cet endroit. Dans le cadre de leurs fonctions, les officiers du Consulat sont répartis à divers endroits sur l'île de Montréal (dont l'aéroport Montréal-Trudeau) et doivent rester en communication avec le Bureau général du Consulat.
En 2018, le Consulat prévoit déménager son bureau au 1134, rue Sainte-Catherine Ouest à Montréal, mais il ne sera pas en mesure de déplacer son antenne à cet endroit, car cela réduirait considérablement la couverture du signal radio. Afin d'assurer une couverture complète sur l'île de Montréal, le Consulat cherchait un nouveau site pour ses transmissions de radiocommunication. Le Consulat a donc ciblé le site du mont Royal comme nouvel emplacement, car c'est l'endroit à Montréal qui offre la plus grande couverture de transmission. À cet effet, il a adressé une demande à la Ville de Montréal pour louer des espaces à l'intérieur de la voûte de télécommunication du mont Royal (Voûte) et sur la tour de la Ville située sur le mont Royal, afin d'y installer ses équipements de radiocommunication.

Le Consulat des États-Unis est à Montréal depuis très longtemps y restera encore très longtemps. Le bureau du Consulat a déménagé à plusieurs reprises depuis son existence, et à chaque fois, il était contraint de déplacer ses équipements de radiocommunication. La relocalisation des équipements de radiocommunication sur le mont Royal permettrait au Consulat d'avoir un site de transmission stable, indépendamment de l'emplacement de ses bureaux administratifs.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Le présent dossier recommande d'approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à États-Unis d'Amérique (É.U.A) des espaces à l'intérieur de la voûte de télécommunication du mont Royal et sur la tour située sur le mont Royal pour l'installation d'équipements de radiocommunication. Le terme du bail est de 5 ans, soit du 1er avril 2018 au 31 mars 2023. Il contient trois options de renouvellement de 5 ans et une option de résiliation permettant aux deux parties de résilier le bail sans pénalité.
Pour amorcer la négociation, la Ville a retenu les services d'une pigiste pour procéder à la traduction du bail type de la Ville. Ainsi, une version anglaise de courtoisie a été préparée aux frais de la Ville pour les États-Unis d'Amérique.

La négociation des conditions du bail a été relativement longue en raison de quelques changements inhabituels demandés par les États-Unis d'Amérique. Le SGPI, en collaboration avec le Service des affaires juridiques (SAJ), a finalement convenu d'une entente à la satisfaction des deux parties.

Il importe cependant de mentionner que la clause 3 h) n'est pas totalement conforme aux pratiques de la Ville, mais les risques sont très minimes. En effet, le bail type de la Ville contient une clause qui stipule que le locataire s'engage à prendre fait et cause pour la Ville et à intervenir dans toutes actions intentées contre cette dernière résultant du bail. Or la clause a été modifiée pour indiquer que les États-Unis acceptent plutôt de dédommager la Ville et d'assister cette dernière dans sa défense dans l'éventualité d'une réclamation découlant du fait des États-Unis d'Amérique.

JUSTIFICATION

Les représentants du Service des technologies de l'information (STI) ont rencontré les représentants du Consulat afin de comprendre et évaluer leur besoin pour valider si le site de la Voûte pouvait les accueillir. Après analyse du dossier, le STI a conclu qu'il y avait assez d'espace dans la Voûte pour répondre à leur besoin et a mandaté le Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI) pour conclure un bail de location.
À titre informatif, la Ville partage déjà la Voûte avec d'autres occupants externes tels que la Sûreté du Québec, le Centre de services partagés du Québec, Environnement Canada et la Société de transport de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La recette totale est la suivante :

	2018 (9 mois)	**2019**	**2020**	**2021**	**2022**	**2023 (3 mois)**	**Recettes totales 2018 à 2023**
Loyer avant taxes	20 600,00 $	26 796,00 $	27 331,92 $	27 878,56 $	28 436,13 $	7 144,05 $	138 186,66 $
TPS	1 030,00 $	1 339,80 $	1 366,60 $	1 393,93 $	1 421,81 $	357,20 $	
TVQ	2 054,85 $	2 672,90 $	2 726,36 $	2 780,89 $	2 836,50 $	712,62 $	
Loyer Total	23 684,85 $	30 808,70 $	31 424,88 $	32 053,37 $	32 694,44 $	8 213,87 $	158 880,11 $

Le loyer annuel pour la première année du bail est établi à 26 400 $ + taxes puis sera majoré de 2 % par année par la suite. Voir le détail du loyer en pièce jointe.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Le bail n'est pas en lien avec la politique de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant que l'approbation du bail soit refusée, le Consulat devra trouver un autre site de radiocommunication avant de déménager dans son nouveau bureau et privera la Ville d'un revenu.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

L'approbation du bail est prévue au conseil d'agglomération du 22 février 2018.
En vertu du décret 787-95 du 14 juin 1995, l'approbation du bail n’est pas conditionnelle à l’autorisation du ministre, conformément à l'article 23 de la Loi sur le ministère des relations internationales (RLRQ, chapitre M-25.1).

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Marie-Chantal VILLENEUVE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Demis NUNES, Service des technologies de l'information

Lecture :

Demis NUNES, 10 janvier 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Annie BERTRAND
Conseillère en immobilier

Tél : 514 280-4275
Télécop. : 514 280-3597

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-02-28

Guylaine CORMIER
Chef de division Locations

Tél : 514-872-8484
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Francine FORTIN
Directrice des transactions immobilières
Tél : 514-868-3844
Approuvé le : 2018-01-12

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Marie-Claude LAVOIE
Directrice de service SGPI
Tél : 514 872-1049
Approuvé le : 2018-01-18

Calculs de loyers

	Loyer 2018 (9 mois)	Loyer 2019 (3 mois)	Loyer 2019 (9 mois)	Loyer 2020 (3 mois)	2020 (9 mois)	Loyer 2021 (3 mois)	2021 (9 mois)	Loyer 2022 (3 mois)	2022 (9 mois)	Loyer 2023 (3 mois)	Loyer total pour 5 ans
Loyer mensuel par fréquence	1 100,00 $	1 100,00 $									
Nb de fréquence	2	2									
Loyer annuel	26 400,00 $	26 400,00 $	26 928,00 $	26 928,00 $	27 466,56 $	27 466,56 $	28 015,89 $	28 015,89 $	28 576,21 $	28 576,21 $	
Loyer	19 800,00 $	6 600,00 $	20 196,00 $	6 732,00 $	20 599,92 $	6 866,64 $	21 011,92 $	7 003,97 $	21 432,16 $	7 144,05 $	
Ouverture de dossier	800										
Loyer total annuel	20 600,00 $	6 600,00 $	20 196,00 $	6 732,00 $	20 599,92 $	6 866,64 $	21 011,92 $	7 003,97 $	21 432,16 $	7 144,05 $	138 186,66 $
TPS	1 030,00 $	330,00 $	1 009,80 $	336,60 $	1 030,00 $	343,33 $	1 050,60 $	350,20 $	1 071,61 $	357,20 $	
TVQ	2 054,85 $	658,35 $	2 014,55 $	671,52 $	2 054,84 $	684,95 $	2 095,94 $	698,65 $	2 137,86 $	712,62 $	
Total annuel	23 684,85 $	7 588,35 $	23 220,35 $	7 740,12 $	23 684,76 $	7 894,92 $	24 158,45 $	8 052,82 $	24 641,62 $	8 213,87 $	158 880,11 $
Ristourne de TPS	1 030,00 $	330,00 $	1 009,80 $	336,60 $	1 030,00 $	343,33 $	1 050,60 $	350,20 $	1 071,61 $	357,20 $	
Ristourne de TVQ	1 027,43 $	329,18 $	1 007,28 $	335,76 $	1 027,42 $	342,47 $	1 047,97 $	349,32 $	1 068,93 $	356,31 $	
Loyer annuel net	21 627,43 $	6 929,18 $	21 203,28 $	7 067,76 $	21 627,34 $	7 209,11 $	22 059,89 $	7 353,30 $	22 501,09 $	7 500,36 $	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1164565011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à États-Unis d'Amérique pour une période de 5 ans, du 1er avril 2018 au 31 mars 2023, des espaces à l'intérieur de la voûte de télécommunication du mont Royal et sur la tour de la Ville située sur le mont Royal, pour l'installation d'équipements de radiocommunication pour un loyer total de 138 186,66 $, excluant les taxes. Bâtiment 0128-108

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons, quant à sa validité et à sa forme, le bail ci-joint.

FICHIERS JOINTS

Bail - Consulat É-U - 10 janv. 2018.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Chantal VILLENEUVE
Avocate
Tél : 514-872-2138

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-10

Marie-Andrée SIMARD
Notaire, Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
9 JAN. 2018
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

BAIL

ENTRE: **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son siège au 275, rue Notre-Dame Est, à Montréal, province de Québec, Canada, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^e^ Yves SAINDON, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution numéro CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19).

Ci-après nommée la «**Ville**»

ET: **LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE**, agissant par Lenton K. DAVIES, Directeur de l'administration, Consulat général des États-Unis, ayant son domicile au 315, Place D'Youville, Bureau 500, à Montréal, province de Québec, Canada, H2Y 0A4, dûment autorisé aux fins des présentes tel qu'il le déclare.

Ci-après nommé le «**Locataire**»

Ce bail (ci-après nommé le «**Bail**») est conclu entre la Ville et le Locataire, lesquels sont ci-après collectivement nommés les «**Parties**».

LESQUELLES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

1. OBJET

La Ville accorde au Locataire le droit d'utiliser un espace dans la voûte lui appartenant située au 1100, voie Camilien-Houde, sur le Mont-Royal (ci-après nommé les «**Lieux**»), pour y installer, maintenir et opérer des équipements de radiocommunication.

Le Locataire prend les Lieux avec tous les droits les grevant ainsi que les ouvrages de quelque nature que ce soit s'y trouvant. Le Locataire devra respecter les droits des tiers rattachés à toutes telles occupations.

Par ailleurs, le Locataire s'engage à respecter toutes les exigences raisonnables de la Ville relativement à l'accès aux Lieux.

2. DROITS DU LOCATAIRE

La Ville accorde au Locataire les droits suivants, savoir:

a) Le droit d'exploiter, pour son usage propre, un ensemble d'émetteur-récepteur en mode duplex opérant dans la bande quatre cents mégahertz (400 MHz).

b) Le droit d'utiliser les Lieux pour y loger ses appareils susmentionnés.

c) Le droit pour le personnel d'entretien du Locataire de circuler pour se rendre et de pénétrer dans les Lieux accompagné par un représentant de la Ville. À cette fin, le Locataire devra obtenir tous les permis requis pour circuler en véhicule dans le parc du Mont-Royal. La Ville devra émettre

LA VILLE	LOCATAIRE
MCV	

tous tels permis dans les meilleurs délais suivant la demande du Locataire. Pour obtenir l'assistance d'un représentant de la Ville, le Locataire devra communiquer avec le Centre d'expertise de radiocommunication au (438) 993-2099.

d) Le droit de faire installer des lignes téléphoniques par la compagnie de téléphone locale. Les lignes téléphoniques doivent se terminer dans les cabinets d'équipement du Locataire.

3. OBLIGATIONS DU LOCATAIRE

Le Locataire s'engage à :

a) Assumer les frais d'installation et d'entretien de ses équipements ainsi que tous autres frais encourus du fait de son occupation des Lieux, à l'exception toutefois des frais d'énergie électrique et d'entretien ménager des Lieux, lesquels sont assumés par la Ville.

b) Fournir les équipements nécessaires au multicouplage d'émission et de réception des appareils de radiocommunication.

c) Fournir les plans et schémas de connexion et d'installation de ses équipements.

d) Fournir les fiches techniques de ses équipements.

e) Permettre au représentant de la Ville de vérifier les travaux effectués par le Locataire.

f) Obtenir, au préalable, l'autorisation écrite de la Ville pour toute modification qu'il voudra apporter à son installation initiale telle qu'approuvée par la Ville.

g) Garder, en tout temps, les Lieux propres.

h) Renoncer à réclamer à la Ville tout dommage quel qu'il soit, tenter de disposer de toute réclamation ou à assister la Ville dans sa défense contre toute telle réclamation découlant du fait du Locataire ou de ses agents ou employés.

Chaque Partie, respectivement, doit être responsable pour tous dommages aux Lieux et qui seraient causés par sa propre faute ou négligence ou celle de ses agents ou employés.

i) Respecter en tout temps les lois et règlements fédéraux, provinciaux ou municipaux en vigueur ainsi que les instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville.

j) Aviser immédiatement la Ville, par écrit, de toute défectuosité, fuite, de tout incendie ou dommage causé de quelque façon que ce soit aux Lieux.

k) Permettre à la Ville de faire toutes réparations urgentes et nécessaires, d'exécuter tout acte d'entretien dans les Lieux, sans aucune déduction ni diminution de loyer ou indemnité, en autant que les travaux soient complétés avec une diligence raisonnable.

LA VILLE	LOCATAIRE
MCV	

4. CONDITIONS D'UTILISATION

a) La Ville fournit l'énergie électrique 120/208 volts C.A. 60Hz nominal provenant d'Hydro-Québec et d'une génératrice d'urgence qui lui appartient pour alimenter les appareils situés dans les Lieux qui consomment, au total, un maximum de 600 watts.

b) La Ville permet au Locataire de multicoupler son équipement sur l'une des antennes existantes du pylône que la Ville aura préalablement identifiée.

c) La Ville permet au Locataire d'utiliser les supports de câbles existants dans les Lieux.

d) Tout déplacement des installations du Locataire, quelle qu'en soit la cause, est aux frais du Locataire.

e) L'installation des équipements et le raccordement de ceux-ci aux sources d'énergie électrique sont aux frais du Locataire.

f) Le Locataire fournit tous les filtres de couplage d'émission et de réception nécessaires pour raccorder ses appareils à l'antenne.

g) Le Locataire doit s'assurer que la fréquence radio qu'il met en service ne cause pas d'interférence et ne produit pas d'intermodulation aux équipements existants.

h) Il est strictement interdit au Locataire de faire quelque réglage que ce soit sur les filtres de couplage des autres usagers et les coûts associés à tous changements de fréquence, si les fréquences d'utilisation sont modifiées, sont aux frais du Locataire.

i) Dans le cas d'interférence avec d'autres systèmes radio présents sur le site, le Locataire doit établir lui-même, à ses frais, que toute telle interférence n'est pas causée par son appareillage.

j) S'il est établi que l'appareillage du Locataire cause de l'interférence avec d'autres systèmes radio présents sur le site et qu'il devient nécessaire d'ajouter des circulateurs, filtres ou autres accessoires pour le couplage des appareils du Locataire, ce dernier doit les fournir et les installer à ses frais.

k) À l'occasion de l'installation ou de l'entretien de ses équipements, le Locataire doit, avant d'ouvrir le circuit d'antenne pour y raccorder ses équipements, s'assurer de ne pas interrompre des communications prioritaires des autres usagers.

l) En cas d'urgence, le Locataire doit fournir l'accès à son équipement.

m) La Ville assume tous les coûts d'entretien ménager des Lieux.

n) La Ville assume la climatisation des Lieux ainsi que tous les frais d'entretien des équipements de climatisation.

o) Lors de la première installation, la Ville fournira, à ses frais, l'assistance

LA VILLE	LOCATAIRE
MCV	

d'un représentant technique pour indiquer au Locataire l'emplacement des équipements et des raccordements.

p) Le Locataire doit soumettre une demande de licence radio auprès d'Industrie Canada afin d'obtenir l'autorisation d'exploiter ses équipements sur les Lieux. Le Locataire doit également payer le coût annuel de la licence radio payable à Industrie Canada.

5. CONDUITE RÉPRÉHENSIBLE

a) Lorsque l'utilisation des Lieux est partagée avec d'autres utilisateurs, le personnel du Locataire y ayant accès doit avoir une conduite irréprochable.

b) Si des mésententes surviennent entre les usagers ou que des plaintes parviennent à la Ville faisant état de conduite répréhensible, la Ville pourra exiger qu'une tierce personne indépendante, désignée par elle, accompagne le personnel de certains usagers ou de tous les usagers à l'occasion d'installations ou de visites d'entretien. Si le Locataire est ainsi accompagné, il devra assumer les frais occasionnés.

c) Nonobstant le paragraphe b) ci-dessus, si le personnel du Locataire a une conduite répréhensible sur les Lieux, alors la Ville, sous réserve de tous ses autres droits et recours et après avoir donné au Locataire la possibilité de corriger la situation, pourra à son entière discrétion résilier le présent Bail sur simple préavis écrit de trente (30) jours à cet effet expédié au Locataire.

6. MULTICOUPLAGE

La Ville se réserve le droit de modifier les équipements de multicouplage des systèmes de radiocommunication installés sur l'emplacement dont elle est propriétaire. Le multicouplage utilisé respectera cependant toutes les règles techniques qui ont cours en radiocommunication et sera appliqué après consultation avec les usagers.

7. LOYER

Ce Bail est consenti en considération des loyers suivants, payables en dollars canadiens, lesquels sont établis en fonction des équipements du Locataire et du tarif fixé par la Ville.

Ainsi, pour la période du 1er avril 2018 au 31 mars 2019, le loyer annuel sera de VINGT-SIX MILLE QUATRE CENTS DOLLARS (26 400,00 $), payable par versements mensuels, égaux et consécutifs de DEUX MILLE DEUX CENTS DOLLARS (2 200,00 $) chacun, à l'avance le premier (1er) jour de chaque mois à compter du 1er avril 2018, auxquels s'ajoutent la TPS et la TVQ. Ce montant est établi suivant un tarif de MILLE CENT DOLLARS (1 100,00 $) par mois par fréquence et par ensemble émetteur-récepteur opérant en mode duplex.

Un montant forfaitaire de HUIT CENTS DOLLARS (800,00 $) correspondant aux frais d'étude de dossier doit être ajouté au montant du loyer payable le 1er avril 2018, auquel s'ajoutent la TPS et la TVQ.

À compter du 1er avril 2019, et à chacune des années subséquentes, le loyer

annuel sera équivalent au loyer annuel de l'année précédente majoré de deux pour cent (2%), auquel s'ajoutent la TPS et la TVQ.

Le Locataire pourra, pendant la durée de ce Bail, sur préavis écrit de trois (3) mois donné à la Ville, ajouter ou retirer d'autres équipements dans les Lieux. Dans ce cas, le loyer annuel sera ajusté à compter de la date de tout tel ajout ou retrait.

Tous les versements de loyer sont payables d'avance le premier (1er) jour de chaque mois, sans demande préalable de la Ville et sans aucune réduction, compensation ni déduction, à l'ordre de «**Ville de Montréal**». Toute somme non payée à échéance portera intérêts, à compter de la date d'échéance jusqu'à la date du paiement, au taux fixé par le conseil municipal sur les sommes dues à la Ville. Le taux en vigueur à la date des présentes est de dix pour cent (10%) par année.

Toute référence à une taxe dans ce Bail est sans préjudice à toute exemption à laquelle le Locataire pourrait avoir droit en vertu de toute loi ou règlement international, fédéral, provincial ou municipal.

8. CESSION, SOUS-LOCATION

Le Locataire ne peut céder, ni sous-louer, ni autrement disposer de ses droits dans le présent Bail sans avoir obtenu au préalable le consentement écrit de la Ville.

9. INCOMPATIBILITÉ

Advenant une incompatibilité entre leurs appareillages respectifs, les Parties conviennent de collaborer pour en déterminer la cause et, une fois cette dernière établie, la partie responsable s'engage à prendre aussitôt, à ses entiers frais, tous les moyens requis pour supprimer toute telle incompatibilité.

Si, pour remédier convenablement à une incompatibilité, il s'avère moins coûteux ou plus simple du point de vue technique de modifier les appareils de l'une ou l'autre des Parties, celles-ci s'engagent à effectuer cette modification, et ce, même si leur appareillage n'est pas la cause directe de l'incompatibilité, sous réserve toutefois que cette modification ne nuise ni au fonctionnement ni au rendement de leurs équipements et que le coût de toute telle modification soit assumé par la partie responsable de l'incompatibilité.

10. RESPONSABILITÉ

Les Parties ne pourront être tenues responsables de l'interruption du service et des dommages causés aux équipements ou aux installations de l'une ou de l'autre qui résultent de cause naturelle, d'un cas de force majeure, d'une grève, d'un arrêt de travail, de sabotage, de vol, d'incendie ou de vandalisme, ou de toute autre cause indépendante de leur volonté ou qui survient sans leur faute ou négligence grossière.

11. RÉSILIATION PAR LA VILLE

La Ville se réserve en tout temps le droit de résilier ce Bail pour les motifs suivants:

LA VILLE	LOCATAIRE
MCV	

a) si le Locataire cesse ses opérations de quelque façon que ce soit; ou

b) si le Locataire fait défaut de remplir l'une ou l'autre des conditions et obligations qui lui incombent en vertu des présentes.

Pour ce faire, la Ville doit transmettre un avis de résiliation au Locataire énonçant les motifs de résiliation et le Locataire aura trente (30) jours pour remédier aux défauts énoncés à l'avis, à défaut de quoi le présent Bail sera automatiquement résilié à compter de la date de réception de cet avis, sans préjudice aux droits de la Ville de réclamer toute somme, tous frais ou déboursés encourus, le tout sans aucune compensation ni indemnité, pour quelque cause ou raison que ce soit, pour le Locataire. La Ville, agissant de bonne foi et raisonnablement, sera la seule et unique juge aux fins de déterminer si le Locataire a remédié aux défauts énoncés dans le délai imparti.

12. RÉSILIATION PAR LE LOCATAIRE

Le Locataire se réserve en tout temps le droit de résilier ce Bail si la Ville fait défaut de remplir l'une ou l'autre des conditions et obligations qui lui incombent en vertu des présentes.

Pour ce faire, le Locataire doit transmettre un avis de résiliation à la Ville énonçant les motifs de résiliation et la Ville aura trente (30) jours pour remédier aux défauts énoncés à l'avis, à défaut de quoi le présent Bail sera automatiquement résilié à compter de la date de réception de cet avis, sans préjudice aux droits du Locataire de réclamer toute somme, tous frais ou déboursés encourus, le tout sans aucune compensation ni indemnité, pour quelque cause ou raison que ce soit, pour la Ville. Le Locataire, agissant de bonne foi et raisonnablement, sera le seul et unique juge aux fins de déterminer si la Ville a remédié aux défauts énoncés à l'avis dans le délai imparti.

13. RÉSILIATION UNILATÉRALE

Chacune des Parties pourra résilier le présent Bail sur préavis écrit de six (6) mois à cet effet à l'autre partie, le tout sans préjudice ni compensation, de quelque nature que ce soit, de part et d'autre.

14. REMISE EN ÉTAT

À la fin du Bail, le Locataire devra, à ses frais, enlever les équipements ainsi que les systèmes électriques, téléphoniques et de fibres optiques. De plus, le Locataire devra disposer des débris et remettre les Lieux dans leur état initial, sauf l'usure normale. Tous les travaux devront être réalisés dans les trente (30) jours suivant la fin du Bail, le tout à l'entière satisfaction de la Ville agissant raisonnablement. Si le Locataire refuse ou néglige d'effectuer les travaux requis dans le délai stipulé ci-dessus, la Ville pourra, sans y être tenue et sans préjudice à tous ses autres droits et recours, effectuer tous les travaux qu'elle jugera nécessaires, le tout à sa seule discrétion et aux frais raisonnables du Locataire. Tout bien appartenant au Locataire ou à toute autre personne laissé dans ou sur les Lieux après la résiliation ou à l'échéance du Bail est réputé avoir été abandonné au profit de la Ville et cette dernière pourra en disposer à sa guise, sans qu'elle ne doive quelque compensation ni indemnité que ce soit au Locataire ou à des tiers.

LA VILLE	LOCATAIRE
MCV	

15. DURÉE

Ce Bail est consenti pour un terme de cinq (5) ans à compter du premier (1er) avril deux mille dix-huit (2018) et se terminant le trente et un (31) mars deux mille vingt-trois (2023).

Sous réserve des dispositions contenues au paragraphe suivant, ce Bail se terminera de plein droit et sans avis à la date ci-dessus stipulée et l'occupation des Lieux après cette date par le Locataire n'aura pas pour effet de prolonger le terme de ce Bail ni de le reconduire. Le Locataire sera alors présumé occuper les Lieux contre la volonté de la Ville.

La Ville accorde au Locataire l'option de renouveler le Bail à son échéance pour trois (3) termes additionnels et consécutifs de cinq (5) ans chacun, aux mêmes termes et conditions. Pour exercer une option, le Locataire devra en aviser la Ville par écrit, au moins six (6) mois avant l'échéance du Bail ou de l'option en cours. Si le Locataire ne donne pas un tel avis écrit dans le délai prescrit, la Ville devra alors demander par écrit au Locataire son intention quant à l'option de renouvellement. Le Locataire devra, dans un délai de trente (30) jours à compter de la demande de la Ville, donner un avis écrit de son intention de se prévaloir de l'option, à défaut de quoi cette option et toutes celles restantes, le cas échéant, deviendront nulles et non avenues.

16. DOMMAGE ET DESTRUCTION

Si, pendant la durée du Bail, les Lieux sont, en tout ou en partie, endommagés ou détruits par incendie ou par toute autre cause, et que, de l'avis de la Ville, les Lieux sont devenus, en tout ou en partie, impropres à l'usage prévu aux présentes, la Ville pourra, à son choix, décider de réparer ou non les Lieux.

Si la Ville décide de ne pas procéder aux réparations, elle en avisera le Locataire dans un délai n'excédant pas trente (30) jours du sinistre, et, sans encourir aucune responsabilité envers le Locataire pour les dommages subis lors d'un tel événement, le Bail prendra alors fin et le Locataire devra évacuer les Lieux et ne sera tenu de payer son loyer que jusqu'à la date de tels dommages ou destruction. Ainsi, la Ville devra rembourser au Locataire, au prorata, tout montant de loyer prépayé.

Si la Ville décide de procéder aux réparations, le Bail demeurera en vigueur et la Ville s'engage à effectuer ces réparations avec toute la diligence nécessaire, et le loyer sera alors réduit en proportion de la partie encore utilisable des Lieux jusqu'à la réintégration complète du Locataire dans ceux-ci. En aucun cas la Ville ne pourra être tenue responsable des dommages et inconvénients subis par le Locataire à moins d'une faute ou négligence de la part de la Ville, ses employés ou agents.

17. AVIS

Chacune des Parties élit domicile à son adresse ci-après mentionnée et convient que tout avis à être donné en vertu du Bail devra être soit posté par courrier recommandé, soit remis de la main à la main ou soit encore signifié par huissier aux adresses suivantes:

LA VILLE	LOCATAIRE
MCV	

VILLE

Service de la gestion et de la planification immobilière
Division évaluation et transactions immobilières
Section Locations
303, rue Notre-Dame Est, 2e étage
Montréal (Québec)
H2Y 3Y8

LOCATAIRE

US Consulate General - Montreal
315, Place d'Youville, Bureau 500
Montréal (Québec)
H2Y 0A4

Les adresses ci-dessus peuvent être modifiées sur avis écrit, mais ce, uniquement à l'intérieur du district judiciaire de Montréal. Si l'une des Parties négligeait d'aviser l'autre d'un changement d'adresse, cette partie sera réputée avoir élu domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure du district judiciaire de Montréal.

Tout avis transmis par courrier recommandé sera réputé avoir été reçu dans les cinq (5) jours suivant sa mise à la poste, si le service postal fonctionne normalement. Dans le cas contraire, l'avis devra être remis de la main à la main ou signifié par huissier. Dans le cas de remise de la main à la main de cet avis ou de sa signification par huissier, l'avis sera réputé avoir été reçu le jour même de sa remise ou de sa signification.

18. DIVERS

Ce Bail est régi par les lois du Québec.

Les rubriques précédant les clauses de ce Bail n'y figurent que pour la commodité de sa consultation à titre de référence seulement et ne peuvent servir à l'interpréter.

Lorsque le contexte l'exige, tout mot écrit au singulier comprend aussi le pluriel et vice versa, tout mot écrit au masculin comprend aussi le féminin et vice versa, et tout mot désignant des personnes désigne les sociétés, coopératives, compagnies, corporations et sociétés par actions.

En cas de contradiction entre le texte du Bail et celui des annexes, les termes, clauses et conditions du Bail auront préséance sur ceux des annexes.

Le fait que l'une ou l'autre des dispositions de ce Bail soit jugée invalide, illégale ou non exécutoire, n'affecte pas la validité, la légalité et le caractère exécutoire des autres dispositions des présentes.

Les Parties conviennent que ce Bail constitue une entente complète et rescinde toute entente antérieure, convention, pourparler, offre de location, garantie ou autre accord intervenu entre elles antérieurement à la signature du Bail et que ce dernier ne peut être modifié que par une modification écrite ou une nouvelle convention toute aussi formelle que le présent Bail.

LA VILLE	LOCATAIRE
MCV	

Le fait que le Locataire ou la Ville n'ait pas exigé de l'autre l'exécution d'une quelconque obligation contenue au Bail ou qu'il n'ait pas exercé un droit prévu au Bail, ne peut en aucun cas être considéré comme une renonciation à l'exécution de telle obligation ou à l'exercice de tel droit.

Le Locataire convient qu'il sera strictement interdit de faire usage du tabac dans les Lieux. Il s'engage à voir à ce que cette interdiction soit respectée par toute personne se trouvant dans les Lieux à sa demande.

Toutes les obligations financières du Locataire aux termes du présent Bail sont sujettes à la disponibilité des sommes attribuées par le Congrès des États-Unis d'Amérique.

19. LOI SUR LE MINISTÈRE DES RELATIONS INTERNATIONALES

En vertu du décret 787-95 du 14 juin 1995, le présent Bail n'est pas sujet à l'autorisation du ministre des Relations internationales du Québec conformément aux dispositions de l'article 23 de la *Loi sur le ministère des relations internationales* (RLRQ, chapitre M-25.1.1).

20. LANGUE

La version française du présent Bail est la seule qui a force légale et est exécutoire, la version anglaise n'ayant été produite que par pure commodité pour le Locataire.

EN FOI DE QUOI, les Parties ont signé le présent Bail, en double exemplaire, à la date indiquée en regard de leur signature respective.

Le _____ jour de _____ 2018.

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves SAINDON

Le _____ jour de _____ 2018.

LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Par : _____
Lenton K. DAVIES

La présente convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le ..... e jour de ..... 2018 (Résolution CG.....).

LA VILLE	*LOCATAIRE*
MCV	

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1164565011

Unité administrative responsable :	Service de la gestion et de la planification immobilière , Direction , Division évaluation et transactions immobilières , Section location
Objet :	Approuver le projet de bail par lequel la Ville loue à États-Unis d'Amérique pour une période de 5 ans, du 1er avril 2018 au 31 mars 2023, des espaces à l'intérieur de la voûte de télécommunication du mont Royal et sur la tour de la Ville située sur le mont Royal, pour l'installation d'équipements de radiocommunication pour un loyer total de 138 186,66 $, excluant les taxes. Bâtiment 0128-108

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS



Certification des fonds - GDD 1164565011.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposé(e) au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-05

Gilles BOUCHARD
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-0962
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.15

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1167065005

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 c) prendre des mesures visant à assurer la sécurité des citoyennes et des citoyens dans les espaces publics, notamment des parcs et des équipements collectifs et récréatifs
Compétence d'agglomération :	Sécurité publique
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 1,3 M$, dont 400 000 $ pour les actions réalisées en 2017 et 900 000 $ pour la réalisation du Plan d'action montréalais 2018, au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence / Autoriser un virement budgétaire de 400 000 $ en provenance des dépenses générales d'administration vers le Service de la diversité sociale et des sports / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :

1. d'accorder un soutien financier d'une somme de 1,3 M$ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, dont 400 000 $ pour les actions réalisées en 2017 et 900 000 $ provenant du budget régulier du Service de la diversité sociale et des sports pour la réalisation de son plan d'action annuel 2018;
2. d'autoriser un virement budgétaire de 400 000 $ en provenance des dépenses générales d'administration vers le Service de la diversité sociale et des sports afin de compléter le 1,3 M$;
3. d'approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal et le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
4. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel, après avoir opéré le virement budgétaire. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2018-01-26 16:54

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1167065005**
Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 c) prendre des mesures visant à assurer la sécurité des citoyennes et des citoyens dans les espaces publics, notamment des parcs et des équipements collectifs et récréatifs
Compétence d'agglomération :	Sécurité publique
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier de 1,3 M$, dont 400 000 $ pour les actions réalisées en 2017 et 900 000 $ pour la réalisation du Plan d'action montréalais 2018, au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence / Autoriser un virement budgétaire de 400 000 $ en provenance des dépenses générales d'administration vers le Service de la diversité sociale et des sports / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, également appelé CPRMV, a été créé en tant qu'organisme à but non lucratif (OBNL) en juin 2015 afin de faire face à la radicalisation grandissante qui sévissait un peu partout à travers le monde et qui prenait de l'ampleur en contexte occidental.
L'organisme a pour mission de développer une expertise de pointe, d'identifier les facteurs de risque et de protection et de baliser les créneaux de prévention et d'intervention au Québec.

Le Centre poursuit les objectifs suivants :

- mettre en place des actions concrètes pour agir en amont de la radicalisation menant à la violence et contrecarrer les discours violents;
- offrir un soutien psychosocial aux individus radicalisés ou en voie de se radicaliser, de même qu'à leurs proches, aux enseignants, aux intervenants du milieu et à la communauté dans son ensemble;
- faciliter la réinsertion sociale des individus radicalisés dans le but de les sortir des milieux radicaux, de les protéger et de les aider à évoluer dans un environnement social sain;
- mener des études et des recherches pour améliorer la compréhension du phénomène de la radicalisation violente et ainsi maximiser l'utilité et la force des interventions; et,

- faciliter la diffusion des connaissances acquises.

Il compte 18 employés. Il a une équipe multidisciplinaire qui permet une variété d'interventions sur le terrain. Les intervenants du CPRMV proviennent des domaines de la criminologie, de la science politique, des relations internationales, de la communication, de la psychologie, du travail social, de l'éducation spécialisée et de la sécurité publique.

De juin 2015 à décembre 2016, le CPRMV a été financé dans le cadre d'une entente tripartite conclue avec la Ville de Montréal et le ministère de la Sécurité publique. Chacun des partenaires financiers versait une somme de un million de dollars. Cette subvention assurait le financement de base de l'organisme et permettait son rayonnement sur le territoire montréalais, québécois et international, en plus d'assurer une complémentarité de l'offre sur l'ensemble de ces territoires.

Échue le 31 décembre 2016, la convention n'a pu être reconduite en 2017 pour les raisons suivantes :

- attente de la position du ministère de la Sécurité publique du Québec;
- réévaluation des interventions de l'organisme, pour s'assurer notamment que le territoire montréalais était desservi correctement, en fonction du montant investi par la Ville;
- présence d'un surplus de 622 592 $ aux états financiers de l'organisme au 31 décembre 2016; et,
- attente des orientations de la nouvelle Administration à la suite des élections municipales.

Entre temps, le CPRMV ayant besoin de liquidités a demandé une avance de fonds de 500 000 $ à la Ville. Celle-ci lui a été accordée le 28 septembre 2017. L'organisme s'est donc trouvé avec un manque à gagner de 400 000 $ pour l'année 2017, tout en sachant que la Ville avait prévu une contribution de 900 000 $. Le présent projet de convention viendra combler cet écart et lui permettra de réaliser son Plan d'action annuel montréalais 2018 avec le soutien financier nécessaire.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0416 du 28 septembre 2017
Accorder un soutien financier de 500 000 $, pour l'année 2017, au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence / Approuver le projet de convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier
CG15 0771 du 17 décembre 2015
Accorder un soutien financier de 1 M$ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) pour la réalisation de son plan d'action 2015-2016 / Approuver un projet de convention entre la Ville de Montréal, le ministre de la Sécurité publique et le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, établissant les modalités entre les trois parties pour une contribution de 2 M$ au CPRMV, soit 1 M$ de la Ville de Montréal et 1 M$ du ministère de la Sécurité publique
CM15 0979 du 17 août 2015
Accorder une avance de fonds de 200 000 $, sur la contribution prévue de 1 million $ au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence

DESCRIPTION

Depuis sa création en 2015, le CPRMV a reçu un financement provenant de la Ville de Montréal et du ministère de la Sécurité publique (MSP) afin d'accomplir les activités liées à sa mission et à son mandat. Par ailleurs, ce soutien financier conjoint lui a permis de réaliser son plan d'action et d'assurer le salaire des intervenants, les formations, les déplacements et toute autre initiative reliée à sa mission, tout en offrant une pérennité des actions dans la communauté.
Toutefois, les actions du CPRMV étant en sol montréalais, québécois et international, la Ville doit s'assurer que le financement municipal soit utilisé pour accomplir des actions sur le territoire de la métropole. Depuis 2017, le Centre est en pourparlers avec le MSP et la Ville afin de signer une nouvelle entente. Des délais occasionnés par différentes situations au MSP ont retardé sa signature. C'est pourquoi l'ancienne Administration a demandé au Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) de procéder à la préparation d'une entente entre la Ville et l'organisme pour les années 2017 et 2018.

La présente convention précise que l'organisme doit soumettre son Plan d'action annuel montréalais 2018 détaillant les actions à réaliser avec des indicateurs de résultats tangibles et concrets. Dans le processus de reddition de compte annuel, l'organisme devra établir les sommes allouées aux actions effectuées sur le territoire montréalais. Finalement, un comité de suivi composé de deux représentants de la Ville et de l'organisme assurera la supervision des actions du Centre. En outre, la Ville maintiendra un statut d'observateur au sein du conseil d'administration.

En conséquence, il est recommandé d'approuver un nouveau projet de convention entre la Ville de Montréal et le CPRMV pour permettre au Centre de compléter son année financière 2017 et poursuivre l'élaboration et la mise en œuvre de son Plan d'action annuel montréalais 2018 comprenant les volets suivants : l'appui à l'innovation, la formation et le développement des compétences, la prise en charge et la réinsertion sociale ainsi que le partenariat et l'engagement communautaire.

JUSTIFICATION

La Ville de Montréal est d'avis qu'une mobilisation collective face à l'intolérance, à l'injustice et à la discrimination représente un atout pour aider à résoudre des problèmes sociaux, à dynamiser la communauté et à favoriser le vivre ensemble.
En entérinant le projet de convention entre la Ville de Montréal et le Centre, la Ville maintient non seulement son approche préventive en soutenant le premier centre de prévention de la radicalisation au Canada, mais elle contribue directement à la réalisation et à l'actualisation du mandat du Centre.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total de ce dossier, soit 1,3 M$, sera financé par le budget de fonctionnement. De cette somme, 400 000 $ en provenance des dépenses générales d'administration, devront être virés au budget du Service de la diversité sociale et des sports.
Ce dossier est sans incidence sur le cadre financier de 2018.

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Organisme	Projet	Soutien accordé en 2017	Soutien recommandé pour 2018	Soutien Ville / Projet global
Centre de prévention de la radicalisation	Réalisation des actions 2017	500 000 $	400 000 $	100 %
	Réalisation du Plan d'action		900 000 $	100 %

menant à la violence	annuel montréalais 2018			

Un tableau en pièce jointe présente les contributions versées par la Ville à l'organisme pour d'autres projets.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ce projet s'inscrit dans l'action 9 du plan d'action Montréal durable 2016-2020 : « Lutter contre les inégalités et favoriser l'inclusion ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ce projet de convention précise les obligations du CPRMV pour l'année 2018, et ce, afin d'obtenir le financement nécessaire à la réalisation de son Plan d'action annuel sur le territoire montréalais et à son fonctionnement, notamment pour :

- l'embauche de personnel;
- la réalisation de son mandat principal;
- la formation de ses employés; et,
- le développement de son expertise en sol montréalais.

L'obtention de ces fonds permettra à l'organisme de mener à bien son mandat en offrant non seulement une meilleure qualité de vie aux citoyens, mais également un meilleur arrimage des actions locales pour prévenir, détecter et agir lors de cas de radicalisation. À titre de précurseur, il démystifiera la radicalisation pour un meilleur vivre ensemble.

Par ailleurs, le nouveau plan d'action du CPRVM détaillera davantage les activités à réaliser dans la métropole.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune opération de communication n'est prévue pour ce projet.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Février 2018 Présentation au comité exécutif
Février 2018 Présentation au conseil municipal
Février 2018 Présentation pour approbation au conseil d'agglomération

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Rasha HOJEIGE)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hong-Van TRAN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Audrey BADY
Conseillère en developpement communautaire

Tél : 514 872-8849
Télécop. : 514-872-9848

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-11-10

Agathe LALANDE
Chef de division - Lutte à la pauvreté et l'itinérance

Tél : 514 872-7879
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
Directrice
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2018-01-26

CENTRE DE **PRÉVENTION**
DE LA RADICALISATION
MENANT À LA VIOLENCE

Faire rayonner la prévention

Plan d'action 2018

Version du 2018/01/15

Créé en mars 2015 par la Ville de Montréal avec l'appui du gouvernement du Québec et avec la mobilisation de ses partenaires des milieux communautaires et institutionnels, le Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) est un organisme indépendant à but non lucratif (OBNL) basé à Montréal. Il a pour mission de développer une expertise et des actions de prévention face aux phénomènes de radicalisation menant à la violence dans toute leur diversité, d'identifier les facteurs de risque et de protection (aux niveaux sociétal, communautaire et individuel) qui y sont associés, d'assurer le partage des connaissances et le développement des compétences collectives sur ces enjeux, de baliser les créneaux de sensibilisation, de prévention et d'intervention au Québec, ainsi que de soutenir et d'outiller les proches, les enseignants, les intervenants de première ligne.

Les actions du Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence (CPRMV) s'inscrivent dans la lignée du Plan d'action gouvernemental 2015-2018 « *La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble* ». Il contribue par son travail, ses grandes orientations et ses activités à venir bonifier les différentes initiatives déjà engagées par le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal en matière de prévention de la radicalisation menant à la violence.

Le CPRMV aborde la radicalisation menant à la violence dans sa globalité et sous toutes ses formes : il vise ainsi à promouvoir la légitimité de la sensibilisation et la formation comme outil de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent, notamment en déboulonnant les mythes et les stéréotypes entourant ces phénomènes, mais également en s'assurant de diffuser des connaissances et des pratiques ancrées dans une expertise scientifique. Pour le CPRMV, il s'agit non seulement d'accroître les connaissances collectives et pratiques sur cet enjeu au Québec, mais également d'être en mesure de mettre en œuvre une série d'actions visant à assurer une résilience collective et individuelle face à des phénomènes qui viennent mettre à mal notre sécurité collective et notre vivre-ensemble.

Le CRPMV défend des valeurs de tolérance, d'inclusion et d'harmonie qui doivent permettre à tous et à toutes d'exprimer ses opinions, ses croyances, ses idées et ses valeurs dans le respect réciproque et dans le cadre démocratique choisi collectivement. Le CPRMV se caractérise par son approche novatrice, qui met de l'avant la prévention plutôt que la répression, l'accompagnement psychosocial et communautaire plutôt que la judiciarisation ou l'exclusion sociale. Cette approche préventive, à la fois mobilisatrice et multisectorielle, s'inscrit donc dans une volonté de proposer un traitement autre que policier ou judiciaire en réponse aux phénomènes de radicalisation menant à la violence et aux actes motivés par la haine.

Afin de mener à bien sa mission, le CPRMV s'est doté au moment de sa constitution de plusieurs grandes orientations stratégiques. Ces balises établies dans le plan d'action 2015-2016 lors de la création du CPRMV ont permis de structurer les champs d'action et les axes de développements prioritaires pour notre organisme. Qu'il s'agisse de la recherche, de la formation et du développement des compétences, de la prévention et de la sensibilisation communautaire ou encore de l'intervention, les actions et les initiatives entreprises au cours des deux dernières années ont contribué à établir le CPRMV comme un acteur incontournable dans le domaine de la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent au Québec, au Canada et à l'international. Le **plan d'action 2018** « **Faire rayonner la prévention** » vise à approfondir et à bonifier les grandes orientations stratégiques déjà existantes pour le CPRMV autour d'une série de nouveaux objectifs, projets et actions. Ainsi donc, ce plan d'action décrit (ci-après) les axes et les actions qui guideront le travail du CPRMV pour l'année à venir. Ces objectifs et actions viennent assurer une continuité avec le travail déjà engagé au cours de la dernière année. De plus, ils ont été élaborés à partir de l'expérience pratique du CPRMV et traduisent les axes prioritaires d'action identifiés dans le domaine à tous les niveaux sectoriels : recherche et mobilisation des connaissances, formation et développement des compétences, intervention et accompagnement et finalement sensibilisation communautaire, partenariats et communications.

Au cœur de la réalisation des orientations et des actions visées par le plan d'action 2018 se trouve la collaboration du CPRMV avec d'autres acteurs qui sont partie prenante au travail de prévention de la radicalisation menant à la violence au Québec. En continuité avec le Plan d'action gouvernemental 2015-2018 « La radicalisation au Québec : agir, prévenir, détecter et vivre ensemble », le CPRMV développera ses actions et ses initiatives en s'assurant d'une collaboration extensive et réciproque avec les acteurs déjà impliqués dans le domaine ou à venir.

DIRECTION								
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performances**	**Territoire visé pour nos activités**		**Échéancier**	**Mobilisation et budget**
					Ville de Montréal	**Reste du Québec**		
Offrir une couverture élargie du CPRMV sur l'ensemble du Québec afin que chaque citoyen puisse accéder aux services du CPRMV, indépendamment de sa situation géographique.	• Planifier l'ouverture des deux antennes locales du CPRMV à Québec et à Gatineau.	Direction	Assurer une compréhension locale des enjeux qui varient parfois d'une région à une autre.	Réduction des coûts des opérations du CPRMV dans ses régions. Augmentation du nombre des demandes de services.		100%	Avril 2018	Partenariat avec implication financière
Assurer la cohérence et la complémentarité des services du CPRMV avec les partenaires et les divers acteurs institutionnels au Québec.	• Établir des protocoles de collaboration avec les partenaires des milieux scolaires, de la santé et des services sociaux, communautaires, celles relatives à la sécurité et les ordres professionnels.		Définir les zones de collaboration entre partenaires afin d'assurer une concertation et une complémentarité dans l'offre de services en matière de prévention de la radicalisation menant à la violence dans l'ensemble du Québec.	Nombres de protocoles signés. Nombres d'intervention et activités organisés avec les partenaires.	40%	60%	En continu	Collaboration sans implication financière
Promouvoir l'ensemble des services du CPRMV à l'échelle du Québec afin que les citoyens puissent connaître cette initiative et avoir y recours en cas de besoin.	• Produire une campagne de publicité et la diffusion des produits de présentation (pamphlets, signets, etc.) du CPRMV.		Meilleure connaissance des services offerts par le CPRMV par le grand public et les professionnels.	Nombre du public et des professionnels rejoints.	50%	50%	En continu	Régulier
Faire rayonner l'expertise et le modèle de prévention du CPRMV	• Présenter le CPRMV dans les activités	Direction	Positionner Montréal et le Québec comme acteurs	Nombre de colloques participés.	50%	50%	En continu	Collaboration sans implication

DIRECTION							
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performances**	**Territoire visé pour nos activités**	**Échéancier**	**Mobilisation et budget**
					Ville de Montréal / **Reste du Québec**		
au niveau canadien et international.	(colloques, conférences, ateliers, etc.) et les forums canadiens et internationaux ; • Établir de partenariats et d'entente de collaboration au Canada et à l'international.		engagés dans la prévention de la radicalisation. Développer et adapter nos pratiques d'intervention et connaissance grâce au réseautage national et international.	Nombres de protocoles signés.			financière/ Partenariat avec implication financière
Outiller les intervenants de première ligne et les proches dans la compréhension du phénomène de la radicalisation menant à la violence et les actes motivés par la haine (incidents et crimes haineux).	Publier des outils (trousses, guides pratiques, etc.) sur différentes thématiques et domaines en lien avec les phénomènes de radicalisation menant à la violence et leur prévention.	Direction	Permettre aux parents, aux intervenants, aux enseignants, etc. d'avoir accès à des ressources et des conseils pratiques face aux enjeux divers associés à la radicalisation menant à la violence ou aux actes motivés par la haine (incidents et crimes haineux).	Nombre d'outils développés. Nombre d'outils distribués.	50%	50%	En continu	Partenariat avec implication financière
Acquérir, maintenir et optimiser les compétences du personnel en matière de préventions, de détection et d'intervention face au phénomène de la radicalisation violente.	Former le personnel sur différentes thématiques en lien avec la mission du CPRMV.		Enrichir les compétences du personnel du CPRMV afin de rendre plus efficiente leur intervention.	Nombre de formations offertes aux employés. Nombre des employés formés.	50%	50%	En continu	Collaboration sans implication financière/ Partenariat avec implication

DIRECTION								
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performances**	**Territoire visé pour nos activités**		**Échéancier**	**Mobilisation et budget**
					Ville de Montréal	**Reste du Québec**		
			Identifier les perspectives d'amélioration et de changement par la maîtrise des techniques d'intervention et d'évaluation.					financière
Établir les balises et les pratiques en matière de réinsertion sociale des contrevenants radicalisés ou des détenus condamnés pour des faits en lien avec la radicalisation ou l'extrémisme violent.	Développer un guide décrivant le processus et les pratiques de réinsertion sociale des contrevenants radicalisés ou des détenus condamnés pour des faits en lien avec la radicalisation ou l'extrémisme violent.	Direction	Mettre à contribution l'expertise de la communauté pour intervenir face aux situations de radicalisation violente et/ou assurer une réinsertion sociale des contrevenants ou détenus condamnés pour des faits en lien avec la radicalisation ou l'extrémisme violent.	Diffusion du guide.	50%	50%	Décembre 2018	Régulier

RECHERCHE ET APPUI À L'INNOVATION(RAI)								
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performances**	**Territoire visé pour nos activités**		**Échéancier**	**Mobilisation et budget**
					Ville de Montréal	**Reste du Québec**		

RECHERCHE ET APPUI À L'INNOVATION(RAI)								
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performances**	**Territoire visé pour nos activités**		**Échéancier**	**Mobilisation et budget**
					Ville de Montréal	**Reste du Québec**		
Développer et maintenir une vigie de connaissances scientifiques et pratiques sur les phénomènes de radicalisation et d'extrémisme violent, les actes motivés par la haine (incidents et crimes haineux), ainsi que les meilleures pratiques de prévention et d'intervention dans ces domaines.	Poursuivre et réaliser de projets de recherche s'inscrivant dans une perspective de recherche-action sur les thématiques prioritaires suivantes : • Enjeux et défis des « retournants » de Syrie/Iraq ; • État des lieux des crimes et des incidents haineux ; • Mieux comprendre l'extrémisme droite au Québec ; • Dispositifs de prévention des actes motivés par la haine et de prise en charge des victimes ; • Les familles face aux situations de radicalisation : enjeux et défis.	Équipe RAI, VoxPop Labs et Magik.net	Diffuser les connaissances et mieux connaître les tendances en matière de radicalisation, d'extrémisme violent et d'incidents haineux au Québec et à l'international afin d'adapter continuellement nos stratégies et nos pratiques de prévention et d'intervention.	Nombre de publications, articles et contributions scientifiques réalisés.	50%	50%	Novembre 2018	Projet non récurrent
Diffuser les connaissances et les « bonnes pratiques » en matière de prévention de la radicalisation		Équipe RAI	Optimiser les connaissances et les compétences d'intervention du grand public	Nombre de recueils de recherche publiés. Nombre de dossiers	50%	50%	En continu	Régulier

RECHERCHE ET APPUI À L'INNOVATION(RAI)								
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performances**	**Territoire visé pour nos activités**		**Échéancier**	**Mobilisation et budget**
					Ville de Montréal	**Reste du Québec**		
menant à la violence et de lutte contre les actes motivés par la haine auprès du grand public, des professionnels et des intervenants de première ligne.	Publier les recueils de la recherche.		et des intervenants de première ligne.	thématiques publiés.				
Assurer un transfert et une mobilisation des connaissances entre les milieux de recherche travaillant sur les enjeux de radicalisation menant à la violence et les praticiens (travailleurs spécialisés, travailleurs sociaux, psychologues, intervenants jeunesse, etc.) opérant dans le domaine.	Organiser une conférence et une école d'été sur les thématiques suivantes : • « Prévenir les crimes et incidents haineux au Québec » • École d'été sur la prévention de la radicalisation menant à la violence	Équipes RAI, FDC, PEC et partenaires externes	Améliorer l'expertise des professionnels sur les phénomènes de radicalisation menant à la violence vers les milieux de pratiques ; Favoriser un échange durable entre chercheurs et professionnels afin de mieux connaître les enjeux de terrain au profit d'une orientation des futures recherches dans le domaine ; Amener les professionnels et les intervenants de première ligne des différents milieux au Québec à accéder à une offre de formation continue sur les enjeux et les pratiques en matière de prévention de la radicalisation menant à la violence.	Nombre d'événements scientifiques organisés. Nombre de personne rejointes.	50%	50%	Décembre 2018	Collaboration sans implication financière/ Partenariat avec implication financière

RECHERCHE ET APPUI À L'INNOVATION(RAI)								
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performances**	**Territoire visé pour nos activités**		**Échéancier**	**Mobilisation et budget**
					Ville de Montréal	**Reste du Québec**		
Améliorer l'accès et le processus de signalement pour les victimes et témoins d'actes motivés par la haine (incidents et crimes haineux).	Poursuivre le développement d'une application mobile de signalement des actes haineux et d'accès aux ressources pour les victimes/témoins d'actes motivés par la haine.	Équipe RAI, PEC et Guarana	Offrir un accès facilité aux ressources de prise en charge et d'accompagnement des victimes ou témoins d'incidents et de crimes haineux.	Lancer l'application mobile. Volume de signalements des crimes et des incidents haineux par le biais de l'application mobile.	50%	50%	Mars 2018	Projet non récurrent
Assurer un contrôle et une évaluation éthique des projets de recherche menés par les chercheurs du CPRMV ou pour les projets de recherche faisant intervenir le CPRMV soit comme acteur de la recherche, soit comme terrain de recherche.	Finaliser le développement d'une politique d'éthique et de conduite responsable à l'égard de la recherche, ainsi que d'un comité d'éthique indépendant.	RAI	Assurer la conformité avec les normes éthiques et scientifiques en matière de recherche avec des êtres humains et mettre en place une procédure standardisée de certification éthique des projets de recherche initiés par et au sein du CPRMV.	Adaptions par la CA de la nouvelle politique d'éthique et de conduite responsable à l'égard de la recherche.	50%	50%	Février 2018	Projet non récurrent
Évaluer l'efficacité de nos actions de formation.	Engager un spécialiste externe pour l'évaluation de nos formations.	Équipe RAI et partenaires externes	Faire ressortir les acquis, l'efficacité pédagogique, l'impact ou encore les limites de nos formations afin de les bonifier et d'améliorer l'offre de services.	Remise du rapport d'évaluation de nos formations.	50%	50%	Mars 2018	Projet non récurrent
Évaluer le modèle organisationnel du CPRMV (prévention, formation et intervention) afin d'assurer un fonctionnement optimum et la	Réaliser les projets de recherche-évaluation en collaboration avec spécialistes		Démontrer la pertinence du modèle organisationnel de prévention du CPRMV au regard des modèles	Nombre de projets de recherche-évaluation menés. Mesures de bonification et d'ajustement prises pour	50%	50%	Décembre	Projet non

RECHERCHE ET APPUI À L'INNOVATION(RAI)								
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performances**	**Territoire visé pour nos activités**		**Échéancier**	**Mobilisation et budget**
					Ville de Montréal	**Reste du Québec**		
performance continue des services.	et partenaires externes.		internationaux de prévention de la radicalisation menant à la violence ; Bonifier les activités et des processus de travail du CPRMV.	assurer une amélioration du modèle organisationnel du CPRMV.			2018 (et au cours de 2019)	récurrent

FORMATION ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES (FDC)								
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performances**	**Territoire visé pour nos activités**		**Échéancier**	**Mobilisation et budget**
					Ville de Montréal	**Reste du Québec**		
Renforcer les connaissances et les compétences des professionnels et des intervenants de première ligne en matière de radicalisation menant à la violence sur	Diffuser les formations spécialisées du CPRMV sur la radicalisation menant à la violence et les actes motivés par la haine (crimes et incidents haineux) dans l'ensemble du Québec : • Milieux éducatifs • Santé et services sociaux • Milieux policiers et carcéraux • Milieux communautaires	Équipe FDC et partenaires	Optimiser les connaissances et les compétences pratiques des intervenants de première ligne et des acteurs issus des milieux de pratiques à propos des meilleures pratiques et des approches plus efficaces en matière de prévention de la radicalisation et des actes motivés par la haine.	Nombre de formation effectuées et volume de matériel didactique produit. Nombre de personnes formées. % d'actions de formation évaluées excellentes.	40%	60%	En continu	Régulier

FORMATION ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES (FDC)								
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performances**	**Territoire visé pour nos activités**		**Échéancier**	**Mobilisation et budget**
					Ville de Montréal	**Reste du Québec**		
l'ensemble du territoire du Québec.	• Secteur privé ;							
	Organiser, à échéance régulière, de journées portes ouvertes de formation du CPRMV sur l'ensemble du territoire québécois.	FDC, Regroupement des maisons des jeunes du Québec (RMDJQ), Réseau des carrefours jeunesse emploi du Québec (RCJEQ), Confédération des organismes familiaux du	Rejoindre de façon spontanée les intervenants des milieux moins interpellés par la radicalisation menant à la violence et faciliter l'accès des régions aux formations du CPRVM.	Nombre de formation effectuées. Nombre de personnes formées. % d'actions de formation évaluées excellentes.	30%	70%	En continu	Régulier

FORMATION ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES (FDC)								
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performances**	**Territoire visé pour nos activités**		**Échéancier**	**Mobilisation et budget**
					Ville de Montréal	**Reste du Québec**		
		Québec (COFAQ						
	Organiser de journées portes ouvertes d'ateliers (Identités et engagement, Wediactivist et Peut-on rire de tout?) pour faire connaître ces outils de sensibilisation aux intervenants	Équipe FDC et partenaires de chaque atelier (FJIM, OJIQ)	Faire connaître les ateliers et outils pédagogiques à la disposition des intervenants qui souhaitent agir en prévention de la radicalisation menant à la violence et contribuer au vivre-ensemble dans leur milieu.	Nombre de formation effectuées. Nombre de personnes formées. % d'actions de formation évaluées excellentes.	80%	20%	En continu	Régulier
Favoriser le partage des connaissances et des compétences en matière de radicalisation menant à la radicalisation par la formation en ligne (présentielle et non-présentielle).	Poursuivre le développement et la mise en place de la plateforme de formation en ligne selon les modèles : enseignement à distance et autoformation.	Équipes FDC, RAI et Tek-Kit	Assurer un accès facilité aux connaissances en matière de radicalisation menant à la violence pour les intervenants de première ligne et des acteurs issus des milieux de pratiques au Québec.	Lancement de la plateforme en ligne. Nombre de personnes formées. % d'actions de formation évaluées excellentes.	50%	50%	Mars 2018	Projet non récurrent
Créer des espaces de discussion sur des thématiques diverses (inclusion, identités, racisme, etc.) pour favoriser le vivre-	Diffuser l'atelier Identité et engagement auprès de différents milieux jeunesse.	Équipes FDC et Forum jeunesse de l'île de	Permettre aux jeunes de s'initier aux notions d'identité et d'engagement, grâce à des activités ludiques et dans un	Nombre d'ateliers organisés. Nombre de jeunes rejoints.	100%	0%	En continu	Régulier

FORMATION ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES (FDC)								
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performances**	**Territoire visé pour nos activités**		**Échéancier**	**Mobilisation et budget**
					Ville de Montréal	**Reste du Québec**		
ensemble.		Montréal (FJÎM)	espace sécuritaire.					
		Équipe FDC et autres forums jeunesses du Québec	Établir d'autres partenariats pour diffuser l'atelier à l'extérieur du territoire du FJIM	Nombre d'ateliers organisés. Nombre de jeunes rejoints.	0%	100%	En continu	Régulier
	Diffusion du jeu collaboratif Wediactivists.	Équipe FDC et les Offices jeunesse internationaux du Québec (OJIQ - Campagne non à la haine)	Permettre aux jeunes de s'initier aux notions de discours haineux en ligne, dans un espace sécuritaire.	Nombre d'ateliers organisés. Nombre de jeunes rejoints.	60%	40%	En continu	Régulier
	Création d'une version québécoise de Wediactivists	Équipe FDC et les Offices jeunesse internationaux du Québec (OJIQ - Campagne non à la haine)		Création de la version québécoise.	50%	50%	Novembre 2018	Projet non-récurrent
	Création et diffusion d'un nouvel atelier sur la liberté	Équipe FDC	Permettre aux jeunes de s'initier aux notions de liberté	Nombre d'ateliers organisés.	60%	40%	En continu	Régulier

FORMATION ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES (FDC)								
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performances**	**Territoire visé pour nos activités**		**Échéancier**	**Mobilisation et budget**
					Ville de Montréal	**Reste du Québec**		
	d'expression « Peut-on rire de tout? »		d'expression et explorer ses limites, grâce à des activités ludiques et dans un espace sécuritaire.	Nombre de jeunes rejoints				
	Développer des ateliers de sensibilisation autour d'œuvres littéraires et cinématographiques avec BAnQ.	Équipe FDC et Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ)	Contribuer au vivre-ensemble en offrant des espaces de discussion et de sensibilisation.	Nombre d'atelier développés. Nombre de participants aux ateliers. Appréciation de l'atelier par les participants.	80%	20%	Juin 2018	Projet non-récurrent
	Création d'un atelier et d'une guide pédagogique destiné aux enseignants pour accompagner la pièce de théâtre « Embrigadés »	Équipe FDC et Collectif les Pentures	Permettre aux jeunes d'explorer le phénomène de la radicalisation menant à la violence à travers une pièce de théâtre et leur offrir un espace sécuritaire pour en parler. Outiller les enseignants et les intervenants pour aborder les questions de la radicalisation menant à la violence avec plus d'aisance	Nombre d'ateliers donnés. Nombre de jeunes rejoints Nombre d'enseignants rejoints.	50%	50%	Décembre 2018	Régulier

PRISE EN CHARGE ET RÈINSERTION SOCIALE (PRS)

Objectifs	Actions	Mandataires (internes et externes)	Résultats attendus	Indicateurs de performances	Territoire visé pour nos activités		Échéancier	Mobilisation et budget
					Ville de Montréal	Reste du Québec		
Renforcer le processus et les pratiques d'évaluation des situations potentielles de radicalisation rapportées sur la plateforme *Info-Radical.*	Développer les outils nécessaires à la systématisation du processus d'évaluation et de tri des situations potentielles de radicalisation rapportées sur la plateforme *Info-Radical.* Valider les outils standardisés d'évaluation et de tri des situations potentielles de radicalisation rapportées sur la plateforme *Info-Radical.*	Équipes PRS et RAI	Assurer une utilisation standardisée des outils d'évaluation et de tri tout au long du processus de prise en charge et d'accompagnement des situations potentielles de radicalisation par les professionnels du CPRMV ; Permettre un suivi standardisé des diverses situations prises en charge par les professionnels du CPRMV et une évaluation à échéance régulière de chaque situation.	Rendre disponible les nouvelles procédures. Utilisation systématique de la nouvelle grille d'évaluation.	50%	50%	Décembre 2018	Régulier
Bonifier et diversifier les pratiques de prise en charge et d'accompagnement des situations potentielles de radicalisation rapportées au CPRMV.	Développer d'un guide interne décrivant le processus et les pratiques de prise en charge et d'accompagnement des situations de radicalisation rapportées au CPRMV ; Constituer un portfolio de partenaires et de ressources pouvant être mobilisé dans les processus de prise en charge ;	Équipes PRS et RAI	Assurer la cohérence et la continuité des stratégies et des pratiques de prise en charge des situations potentielles de radicalisation rapportées ; Approfondir les stratégies de prise en charge et d'accompagnement psychosocial / communautaire afin d'être en mesure de	Rendre disponible les nouveaux outils et programme.	50%	50%	Décembre 2018	Régulier

PRISE EN CHARGE ET RÈINSERTION SOCIALE (PRS)								
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performances**	**Territoire visé pour nos activités**		**Échéancier**	**Mobilisation et budget**
					Ville de Montréal	**Reste du Québec**		
	Développer un programme de mentorat pour les individus vulnérables, à risque de radicalisation, en situation de radicalisation ou en processus de réinsertion sociale ; Établir des ateliers d'intervention collectifs et des projets alternatifs comme stratégies d'intervention et de réinsertion sociale.		répondre à la diversité des situations traitées par les professionnels du CPRMV ; Mettre à contribution des personnes ressources et des mentors formés par le CPRVM vers qui diriger les individus vulnérables, à risque de radicalisation, en situation de radicalisation ou en processus de réinsertion sociale ; Assurer l'identification à un modèle positif et le développement d'un réseau social permettant une sortie ou une résilience face à la radicalisation ; Favoriser le développement de compétences cognitives et sociales des individus en situation de radicalisation au travers de projets d'engagement collectifs inspirants et mobilisateurs.					
		Équipes PRS						

PRISE EN CHARGE ET RÈINSERTION SOCIALE (PRS)								
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performances**	**Territoire visé pour nos activités**		**Échéancier**	**Mobilisation et budget**
					Ville de Montréal	**Reste du Québec**		
Construire nos dispositifs d'accompagnement, d'orientation et de prise en charge des auteurs et des victimes d'actes motivés par la haine.	Évaluer et développer nos stratégies de prise en charge et d'accompagnement des auteurs et des victimes d'actes motivés par la haine ; Développer un guide de prise en charge et d'accompagnement des auteurs et des victimes d'actes motivés par la haine.	et RAI	Assurer la prise en charge et l'orientation des auteurs d'actes motivés par la haine afin de s'assurer d'une non-aggravation vers la radicalisation menant à la violence ; Assurer la prise en charge et l'orientation des victimes d'actes motivés par la haine afin de s'assurer d'une continuité dans l'accompagnement des individus.	Rendre disponible les nouveaux outils et programme.	50%	50%	Décembre 2018	Régulier
Accompagner les proches et les familles touchés par des situations de radicalisation menant à la violence.	Bonifier notre modelé permettant d'assurer l'accompagnement des parents et des proches.	Équipes PRS, FDC et PEC	Adapter notre approche d'accompagnement et de prise en charge des familles et les proches touchés par des situations de radicalisation à leur besoin et réalité.	Rendre disponible le nouveau modèle.	50%	50%	Décembre 2018	Régulier
Assurer un soutien téléphonique professionnel par une approche globale qui intègre les dimensions	Rendre opérationnels partout au Québec 24/7 les services d'assistance téléphonique et en	PRS	Permettre aux familles, proches, intervenants, etc. de signaler librement toute	Nombre d'appel. Nombre d'intervention ou	40%	60%	En continu	Régulier

PRISE EN CHARGE ET RÈINSERTION SOCIALE (PRS)								
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performances**	**Territoire visé pour nos activités**		**Échéancier**	**Mobilisation et budget**
					Ville de Montréal	**Reste du Québec**		
psychologique et sociale, et qui s'adresse aux personnes qui ont un besoin d'information, de référence-orientation, d'avis professionnels ou de conseils.	ligne du CPRMV.		situation inquiétante Orienter la personne vers la ressource la plus appropriée, au besoin.	référence.				
Optimiser notre module de prise en charge et de réinsertion sociale face aux enjeux des retournant.	Engager un consultant pour faire le diagnostic de notre processus de prise en charge et de réinsertion.	PRS Consultant	Faire ressortir les acquis, l'efficacité et les limites de notre processus afin de les bonifier et d'améliorer l'offre de services.	Opérationnalisation de la nouvelle structure de prise en charge et de réinsertion sociale.	50%	50%	Mars 2018	Projet non récurrent

PARTENARIATS ET ENGAGEMENT COMMNAUTAIRE (PEC)								
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performances**	**Territoire visé pour nos activités**		**Échéancier**	**Mobilisation et budget**
					Ville de Montréal	**Reste du Québec**		
Promouvoir le CPRMV et de ses activités au Québec, au Canada et à l'international.	Communiquer les activités du CPRMV par différents moyens et plateformes : • Contenus sur les médias sociaux ; • Bulletin de nouvelles ; • Mentions médiatiques ;	Équipe PEC	Assurer une visibilité du CPRMV et de ses activités au niveau médiatique à l'échelle du Québec, du Canada et à l'international.	Nombre de communiqués de presse diffusés. Nombre d'articles publiés dans la presse, nombre de consultation de l'Intranet (et leur répartition par thèmes)				

PARTENARIATS ET ENGAGEMENT COMMNAUTAIRE (PEC)								
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performances**	**Territoire visé pour nos activités**		**Échéancier**	**Mobilisation et budget**
					Ville de Montréal	**Reste du Québec**		
	• Entrevues et participations à des activités médiatiques.			Nombre de demandes d'information.	50%	50%	En continu	Régulier
Sensibiliser le grand public (en particulier les jeunes) sur certains enjeux spécifiques associés à la radicalisation menant à la violence	Poursuivre le déploiement de la campagne de sensibilisation « Et SI J'avais tort ? » à l'échelle du Québec par le biais de : • Ateliers • Concours • Campagne de communication en ligne • Animation du site web de la campagne	Équipe PEC, Commission Canadienne de l'UNESCO et partenaires internationaux	Renforcer la résilience des jeunes face aux discours polarisants, conspirationnistes ou extrémistes ; Mettre à disposition des acteurs des milieux éducatifs et communautaires divers outils pédagogiques et du matériel audiovisuel et multimédia en lien avec la campagne « Et Si J'avais Tort ? » ; Favoriser l'engagement des jeunes dans un dialogue autour des thématiques associées aux phénomènes de radicalisation menant à la violence (esprit critique, polarisation, sentiment de stigmatisation, etc.).	Nombre d'ateliers et activités organisés.			Décembre 2018	Projet non récurrent
Promouvoir le vivre-ensemble,	Organiser deux événements à la mémoire des victimes de	Équipe PEC et	Renforcer la résilience des citoyens face aux discours	Nombre de citoyens rejoints				Collaboration sans implication

PARTENARIATS ET ENGAGEMENT COMMNAUTAIRE (PEC)								
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performances**	**Territoire visé pour nos activités**		**Échéancier**	**Mobilisation et budget**
					Ville de Montréal	**Reste du Québec**		
l'éducation au pluralisme et la tolérance auprès des jeunes québécois (12-25 ans).	l'attentat du Centre culturel islamique de Québec	partenaires	polarisants, conspirationnistes ou extrémistes.		50%	50%	30 janvier	financière/ Partenariat avec implication financière
	Organisation de groupes de discussion, d'activités sportives, artistiques, etc. afin de favoriser les valeurs de vivre-ensemble, de tolérance et de pluralisme auprès des jeunes : • Atelier *Identité et Engagement* • Atelier *WediActivits* • *Ateliers d'art*	Équipe PEC et partenaires	Favoriser l'engagement des jeunes dans un dialogue autour des thématiques associées au vivre-ensemble (esprit critique, polarisation, sentiment de stigmatisation, etc.). Engager le grand public et les milieux communautaires sur les enjeux de prévention de la radicalisation au travers de produits et de formats de sensibilisation non-conventionnels ou des offres/produits artistiques.	Nombre d'ateliers organisés. Nombre de jeunes rejoints.	50%	50%	En continu	Régulier
Positionner le CPRMV comme acteur incontournable de prévention au Québec face à la	Création d'une campagne de promotion de la ligne *Info-Radical* ;		Positionner le CPRMV comme acteurs engagés dans la prévention de la radicalisation.	Lancement de la campagne.			Décembre 2018	Projet non récurrent

PARTENARIATS ET ENGAGEMENT COMMNAUTAIRE (PEC)								
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performances**	**Territoire visé pour nos activités**		**Échéancier**	**Mobilisation et budget**
					Ville de Montréal	**Reste du Québec**		
radicalisation menant à la violence et aux actes motivés par la haine.	Organisation de plusieurs évènements ou activités publiques afin d'assurer une visibilité du CPRMV : • Activités organisées par le CPRMV à destination de ses partenaires ; • Activités organisées par les partenaires du CPRMV et implication dans le cadre de ces activités. Participation aux tables de concertation, aux forums communautaires ou espaces communautaires en lien avec les enjeux de radicalisation menant à la violence ; Établissement de partenariats avec les acteurs communautaires au Québec qui travaillent directement ou dans des domaines associés à la prévention de la radicalisation menant à la violence, ainsi que les actes motivés par la haine.		Diversifier les partenariats et les collaborations du CPRMV au Québec.	Nombre d'activités organisées avec les partenaires. Nombre de personnes jointes. Présence dans les tables de concertation	50%	50%	En continu	Régulier

PARTENARIATS ET ENGAGEMENT COMMNAUTAIRE (PEC)								
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performances**	**Territoire visé pour nos activités**		**Échéancier**	**Mobilisation et budget**
					Ville de Montréal	**Reste du Québec**		
Mieux sensibiliser les citoyens du Québec face aux actes motivés par la haine (incidents et crimes à caractère haineux).	Développer et diffuser une campagne de sensibilisation sur les actes motivés par la haine (incidents et crimes haineux), ainsi que les actions menées dans le domaine (formation, application mobile, etc.) par le CPRMV.	Équipe PEC, RAI et partenaires	Permettre aux citoyens de mieux connaître les ressources disponibles au CPRMV (radicalisation menant à la violence, mais également incidents haineux). Sensibiliser le grand public à l'impact des actes et des discours haineux sur le vivre-ensemble et sur le sentiment de sécurité de certains groupes et encourager le signalement des crimes et des incidents haineux dans l'ensemble du Québec.	Lancement de la campagne. Nombre de personnes rejointes.	50%	50%	Décembre 2018	Projet non récurrent
Développer le réseau de partenaires internationaux (ONG, OIG, etc.) du CPRMV	Établir des contacts et des ententes de collaboration avec les organisations internationales travaillant dans le domaine de la prévention de la radicalisation menant à la violence ; Mettre en œuvre des projets conjoints (formation, activités,	Équipe PEC	Assurer le renforcement des liens internationaux du CPRMV ; Permettre l'échange d'expertise et de pratiques entre le CPRMV et des acteurs internationaux de pointe dans le domaine de la prévention de la radicalisation menant à		50%	50%	En continu	Régulier

PARTENARIATS ET ENGAGEMENT COMMNAUTAIRE (PEC)								
Objectifs	**Actions**	**Mandataires (internes et externes)**	**Résultats attendus**	**Indicateurs de performances**	**Territoire visé pour nos activités**		**Échéancier**	**Mobilisation et budget**
					Ville de Montréal	**Reste du Québec**		
	outils) avec les partenaires internationaux.		la violence.					
Développer un support pédagogique en matière de prévention sur la base du récit de vie de jeunes et des fratries directement concernés par la radicalisation violente.	Le projet *Mon histoire* retracera le parcours identitaire de chaque jeune et des fratries sous forme vidéo, soutenu par un support pédagogique pour les intervenants (enseignants, éducateurs, animateurs de groupes de parole, etc.). Chaque jeune ou membre de la fratrie sera accompagné par une équipe de professionnels pour la réalisation de sa capsule vidéo. Lors du tournage, chaque personne filme librement son univers symbolique. Afin de respecter son anonymat, elle n'apparait pas sur l'écran.	PEC Jeunes SAVE Belgium	Contribuer à favoriser le lien et à prévenir le repli sur soi et le passage à l'acte par une meilleure compréhension des constructions identitaires et des appartenances de chacun(e). À partir de la collecte de récits de vie, le projet vise aussi à permettre aux professionnels en lien avec des jeunes (enseignants, éducateurs, animateurs de quartier, travailleurs sociaux, etc.) et à leurs proches (familles, fratries, pairs) de devenir des acteurs réflexifs, d'oser quitter le silence et de (re)trouver une place mobilisatrice tant éducationnelle que sociale au sein de notre société.	Nombre de vidéos produites.	50%	50%	Décembre 2018	Régulier

Financement octroyé à l'organisme depuis 2015

Organisme	Projet / Initiative	Soutiens accordés				Provenance du financement (Services centraux, arrondissements)
		3 années antérieures			Année en cours	
		2015	2016	2017	2018	
Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence	Avance de fonds pour la réalisation du Plan d'action 2015-2016 Sommaire : 115 0120 003 Résolution : CM15 0979	200 000 $	–	–	–	Direction générale
	Réalisation du Plan d'action 2015-2016 Sommaire : 115 7065 002 Résolution : CG15 0771	–	800 000 $	–	–	Service de la diversité sociale et des sports
	Avance de fonds pour la réalisation du Plan d'action montréalais 2017 Sommaire : 117 3220 005 Résolution : CG17 0416	–	–	500 000 $	–	Service de la diversité sociale et des sports

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1167065005

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Accorder un soutien financier de 1,3 M$, dont 400 000 $ pour les actions réalisées en 2017 et 900 000 $ pour la réalisation du Plan d'action montréalais 2018, au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence / Autoriser un virement budgétaire de 400 000 $ en provenance des dépenses générales d'administration vers le Service de la diversité sociale et des sports / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous approuvons quant à sa validité et à sa forme le document juridique ci-dessous.

FICHIERS JOINTS



Convention_visée_31janvier.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Rasha HOJEIGE
Avocate
Tél : 514-280-2609

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-26

Marie-Andrée SIMARD
Chef de division
Tél : 514-872-8323
Division : Droit contractuel

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE
1167065005

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est le 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par monsieur Yves Saindon, greffier, dûment autorisé en vertu de la résolution CG06 0006;

(ci-après appelée la « Ville »)

ET : **CENTRE DE PRÉVENTION DE LA RADICALISATION MENANT À LA VIOLENCE**, personne morale légalement constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies*, ayant son siège au 800, boulevard de Maisonneuve Est, 6e étage, bureau 602, Montréal, Québec, H2L 4L8, agissant et représentée aux présentes par M. Herman Deparice-Okomba, directeur général, dûment autorisé en vertu d'une résolution adoptée à une assemblée de son conseil d'administration tenue le 3 juillet 2015;

(ci-après appelé l'« Organisme »)

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la population québécoise est confrontée au phénomène de la radicalisation qui a mené plusieurs individus à s'engager dans un processus menant à la violence;

ATTENDU QUE la Ville croit qu'un soutien doit être offert aux individus radicalisés ou en voie de se radicaliser, à l'entourage de ces individus et aux différents intervenants de leur communauté;

ATTENDU QUE la Ville croit que des mesures de prévention sont nécessaires pour prévenir la problématique de la radicalisation menant à la violence;

ATTENDU QUE la Ville croit qu'une mobilisation collective face à l'intolérance, à l'injustice et à la discrimination est un atout pour aider à résoudre des problèmes sociaux, à dynamiser la communauté et à favoriser le « mieux-vivre » ensemble;

ATTENDU QUE la Ville a déjà versé une contribution financière de 500 000$ pour l'année 2017 en vertu d'une convention approuvée par la résolution CG 17 0416 pour permettre à l'Organisme de poursuivre ses activités;

ATTENDU QUE la Ville désire apporter un soutien financier à l'Organisme afin que celui-ci puisse réaliser son Projet sur le territoire de l'agglomération de Montréal;

ATTENDU QUE les Parties souhaitent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « Convention »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle en a transmis une copie à l'Organisme;

ATTENDU QU'en vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnels des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

EN CONSÉQUENCE DE CE QUI PRÉCÈDE, LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

Article 1
Objet

La présente convention établit les conditions et modalités du versement d'une contribution financière par la Ville à l'Organisme.

Article 2
Définitions et annexes

Dans la présente convention et l'Annexe 1, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient :

« **Directeur** » :	la Directrice du Service de la diversité sociale et des sports de la Ville ou son représentant dûment autorisé;
« **Annexe 1** » :	le plan d'action annuel montréalais de l'organisme 2018;
« **Annexe 2** » :	le protocole de visibilité mentionné à l'article 3.14 de la présente Convention;
« **Projet** » :	réalisation du plan d'action 2018 de l'Organisme **sur le territoire de l'agglomération de Montréal**; L'annexe mentionnée à la présente convention en fait partie intégrante; les parties déclarent en avoir pris connaissance et l'acceptent. En cas de conflit entre l'annexe et la présente convention, cette dernière prévaudra.
« **Rapport annuel** » :	document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;
« **Reddition de compte** » :	les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables, le rapport annuel d'activité ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet;
« **Responsable** » :	Johanne Derome du Service de la diversité sociale et des sports de la Ville ou son représentant dûment autorisé;

« **Unité administrative** » : le Service de la diversité sociale et des sports de la Ville.

Article 3
Obligations de l'Organisme

En considération de la contribution financière qui lui est versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

3.1 utiliser une somme minimale de 900 000$ de la contribution financière qui lui est versée (ci-après la « contribution spécifique ») exclusivement aux fins de la réalisation du Projet. En aucun cas, la contribution spécifique ne pourra servir à appuyer la mission globale de l'Organisme ou des activités ou des actions à l'extérieur du territoire de l'agglomération de Montréal, étant entendu que le solde de 400 000$ de la contribution financière versée par la Ville (ci-après la « contribution générale ») pourra, lui, être utilisé à ces fins; assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation financière globale de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4 de la présente Convention;

3.2 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable, toute somme non engagée à cette date pour la réalisation du Projet ;

3.3 rembourser immédiatement à la Ville tout montant utilisé à des fins autres que celles prévues à la présente Convention;

3.4 maintenir en tout temps, pendant la durée de cette Convention, son statut d'organisme à but non lucratif;

3.5 maintenir un conseil d'administration composé de neuf personnes dont le président et au moins quatre membres sont nommés sur les recommandations du comité exécutif de la Ville;

3.6 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

3.7 sur demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister aux assemblées générales et spéciales et à toutes les réunions du conseil d'administration, à titre d'observateur uniquement, y compris aux assemblées tenues à huis clos, et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

3.8 former un comité de suivi composé de deux représentants de la Ville mandatés par le Directeur et de deux représentants de l'Organisme;

3.9 former le comité de suivi dès la signature de la présente Convention;

3.10 effectuer un suivi régulier de la Convention et des actions de l'Organisme par l'entremise d'au moins trois rencontres annuelles du comité de suivi qui devront avoir lieu aux dates suivantes :

a) une première rencontre dans les trente (30) jours du dépôt de la Reddition de compte, des états financiers et du Rapport annuel;

b) une deuxième rencontre au courant du mois de septembre de chaque année pour faire le bilan semestriel;
c) une troisième rencontre au courant du mois de décembre en prévision de l'année à venir;

3.11 être présent, par l'intermédiaire de l'un de ses dirigeants, si le Directeur en fait la demande, lors d'une séance plénière du conseil municipal de la Ville selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal* (06-051), et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention;

3.12 assumer seul toute responsabilité légale à l'égard des tiers, à assumer seul la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention, garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 3.26 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

3.13 associer et inviter la Ville aux différents évènements en relation avec le Projet ;

3.14 faire clairement état de la participation financière de la Ville dans toute publication, publicité, communication, affichage, communiqué, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « Publication ») conformément au protocole de visibilité de la Ville (Annexe 2); faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par la Ville;

3.15 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

3.16 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

3.17 déposer la Reddition de compte au Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit être transmise au plus tard le 31 mars de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente Convention et le 31 mars pour la première année et la période du 1er avril d'une année au 31 mars de l'année suivante.

Nonobstant l'alinéa 2 du paragraphe ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

3.18 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme, le cas échéant, pour les sommes versées par la Ville, aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

3.19 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier se terminant le 31 décembre de chaque année;

3.20 autoriser le contrôleur général de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, tout document concernant les affaires et les comptes de l'Organisme, notamment les livres et registres comptables ainsi que les pièces justificatives. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de ces livres et registres et toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

3.21 transmettre au Directeur, au plus tard le 31 mars de l'année 2018 les résultats financiers prévisionnels de l'Organisme, tenir des comptes et registres appropriés et précis à l'égard des dépenses relatives à la contribution financière de la Ville et conserver et permettre de prendre copie de ces comptes et registres pendant une période d'au moins cinq (5) ans après la fin de la présente Convention, sous réserve d'autres dispositions légales afférentes;

3.22 lorsque requis par le Directeur, soumettre des rapports et mémoires sur des sujets d'intérêt public se rapportant à ses activités et compétences;

3.23 respecter les lois, règlements, décrets, arrêtés ministériels et normes applicables, et se conformer aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

3.24 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée;

3.25 céder à la Ville, et cède par les présentes, sans autre formalité, à titre gratuit, une licence non exclusive, pour la durée maximale prévue dans la loi, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants;

3.26 déposer auprès du Responsable son Rapport annuel dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la clôture de son exercice financier.

3.27 De plus, l'Organisme accepte d'assujettir la contribution financière de 500 000$ versée par la Ville en vertu de la convention approuvée par la résolution CG 17 0416 aux termes et conditions prévus dans la présente convention de contribution financière, en faisant les adaptations nécessaires. Entre autres, l'Organisme confirme que ladite contribution financière a été utilisée exclusivement pour la réalisation du Plan d'action 2017 et il fournira à cette fin, sur demande de la Ville, la Reddition de compte et le Rapport annuel en lien avec les activités de son plan d'action 2017.

3.28 L'organisme devra laisser toute la latitude à la Ville de Montréal d'entreprendre une démarche d'audit de gouvernance ainsi qu'un diagnostic organisationnel visant à porter un regard sur l'organisation, les stratégies, les processus, le rôle du conseil d'administration, la performance générale de l'organisation avec la firme que la Ville aura préalablement choisie dans une optique d'amélioration et de soutien à l'Organisation.

Article 4
Obligations de la Ville

4.1 En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune de ses obligations en vertu de la présente Convention, la Ville lui verse une contribution financière maximale d'un million trois cent mille dollars (1 300 000,00 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, dont un montant minimal de neuf cent mille dollars (900 000,00 $) doit être affecté exclusivement à la réalisation du Projet et un montant maximal de quatre cent mille dollars (400 000,00 $) pourra être utilisé pour appuyer la mission globale de l'Organisme. Cette somme est payable comme suit :

4.1.1 une somme maximale de 400 000,00 $ suite à la signature de la convention, conditionnellement à 'approbation par la Ville du Rapport annuel 2017 et des états financiers vérifiés 2017;

4.1.2 une somme maximale de 250 000,00 $ au plus tard le 31 mai 2018;

4.1.3 une somme maximale de 400 000,00 $ à la suite de l'approbation par le comité de suivi du bilan semestriel tel que mentionné au point 3.10b;

4.1.4 une somme maxime de 250 000,00$ suite à l'approbation par la Ville du Rapport annuel et des états financiers vérifiés pour l'année 2018;

4.1.5 Aucun intérêt ne sera payable par la Ville sur les sommes versées en retard, le cas échéant.

4.2 Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention.

4.3 Le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière globale versée par la Ville si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale prévue.

Article 5
Gouvernance et éthique

5.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

5.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

5.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues.

Article 6
Durée

La présente Convention prend effet à la date de sa signature et se termine, sous réserve des articles 7 et 9, le 31 décembre 2018.

Nonobstant l'expiration de la présente Convention, pour quelque raison que ce soit, incluant la résiliation, il est entendu que les articles 3.2, 3.11, 3.12, 3.17, 3.19, 3.21, 3.26 et 3.27 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

Article 7
Résiliation

La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de tente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

Toute somme non versée à l'Organisme à la date d'avis de résiliation cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme versée mais non encore engagée dans le Projet à la date dudit avis de résiliation.

Article 8
Cession

L'Organisme ne peut céder ni transférer ou vendre, en tout ou en partie, les droits et obligations découlant de la présente Convention sans l'autorisation écrite préalable de la Ville qui peut alors prévoir des conditions à cette fin. L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à des tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

Article 9
Défaut et résiliation

9.1 Il y a défaut :

9.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

9.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

9.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

9.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

9.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 9.1.1, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

9.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 9.1.2, 9.1.3 et 9.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

9.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 9.2 ou 9.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

Article 10
Déclarations et garanties

10.1 L'Organisme déclare et garantit :

10.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

10.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

10.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 3.25 de la présente Convention;

10.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

Article 11
Dispositions générales

11.1 Avis ou document

Tout avis ou document devant être transmis par une partie à l'autre en vertu de la présente Convention doit, pour être valide et lier les parties, être donné par écrit et être expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire, aux coordonnées de la partie concernée indiquées ci-après :

À la Ville : Ville de Montréal
Service de la Diversité sociale et des ports
801, rue Brennan, Pavillon Duke Nord
4e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4
À l'attention de Mme Johanne Derome, directrice

À l'Organisme : Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence
800, boulevard de Maisonneuve Est
Montréal (Québec) H2L 4L6
À l'attention du directeur général

Cependant, une partie pourra aviser l'autre d'une autre adresse à laquelle tout avis ou document subséquent devra lui être envoyé. Si l'Organisme change d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, il sera présumé avoir fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

11.2 Modification

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

11.3 Invalidité d'une clause

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

11.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de ces derniers ou les lier de toute autre façon.

11.5 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

11.6 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

11.7 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

11.8 Lois applicables

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2018

CENTRE DE PRÉVENTION DE LA RADICALISATION MENANT À LA VIOLENCE

Par : _____
Herman Deparice-Okomba, directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de 2018 (Résolution CG18).

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1167065005

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction , Division de la lutte à la pauvreté et à l'itinérance
Objet :	Accorder un soutien financier de 1,3 M$, dont 400 000 $ pour les actions réalisées en 2017 et 900 000 $ pour la réalisation du Plan d'action montréalais 2018, au Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence / Autoriser un virement budgétaire de 400 000 $ en provenance des dépenses générales d'administration vers le Service de la diversité sociale et des sports / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1167065005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hong-Van TRAN
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-1094

Mario Primard
Agent comptable analyste
Tél. : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-26

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et trésorier
Tél : 872-6630

Division :

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.16

2018/02/22
17:00

(1)

Dossier # : 1177315005

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier maximal de 240 000 $ à Plongeon Québec, pour la tenue d'une étape de la Série mondiale de plongeon de la Fédération internationale de natation pour les années 2018 à 2021 à Montréal. Autoriser un virement budgétaire en provenance des dépenses contingentes de 60 000 $ vers le Service de la diversité sociale et des sports pour l'année 2018. Autoriser un ajustement à la base budgétaire au montant de 180 000 $, soit 60 000 $ par année pour 2019, 2020 et 2021. Approuver le projet de convention de contribution à cette fin.

Il est recommandé de :
1. Accorder un soutien financier maximal de 240 000 $ à Plongeon Québec, pour la tenue d'une étape de la Série mondiale de plongeon de la Fédération internationale de natation pour les années 2018 à 2021 à Montréal;

2. Autoriser un virement budgétaire en provenance des dépenses contingentes de 60 000 $ vers le Service de la diversité sociale et des sports pour l'année 2018.;

3. Approuver le projet de convention de contribution entre la Ville et Plongeon Québec;

4. Autoriser un ajustement à la base budgétaire au montant de 180 000 $, soit 60 000 $ par année pour 2019, 2020 et 2021;

5. D'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel, après avoir opéré le virement budgétaire requis.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2018-01-26 17:03

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177315005**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Accorder un soutien financier maximal de 240 000 $ à Plongeon Québec, pour la tenue d'une étape de la Série mondiale de plongeon de la Fédération internationale de natation pour les années 2018 à 2021 à Montréal. Autoriser un virement budgétaire en provenance des dépenses contingentes de 60 000 $ vers le Service de la diversité sociale et des sports pour l'année 2018. Autoriser un ajustement à la base budgétaire au montant de 180 000 $, soit 60 000 $ par année pour 2019, 2020 et 2021. Approuver le projet de convention de contribution à cette fin.

CONTENU

CONTEXTE

La Fédération internationale de natation a confirmé la tenue de la Série mondiale de plongeon à Montréal pour les années 2018 à 2021. La Série mondiale de plongeon permet à la Ville d'atteindre les cibles de la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs adoptée en 2016. Diving Plongeon Canada (DPC) a transmis son plan d'affaires au Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) pour présenter la tenue de cette compétition dans les installations olympiques de Montréal. Le promoteur sollicite le soutien financier de la Ville pour la tenue de la Série en 2018, 2019, 2020 et 2021.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0634 24 novembre 2016 Adopter la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs.

DESCRIPTION

Cette compétition qui a vu le jour en 2007 est présentée quatre fois par année dans des villes et pays différents. Elle accueille les meilleurs athlètes mondiaux de plongeon qui se

mesurent dans des épreuves de niveau olympique. Du 21 au 23 avril derniers, la ville de Windsor au Canada a tenu avec succès la dernière étape de la compétition 2017. Cette représentation était également la dernière de l'entente signée par la ville de Windsor pour les années 2014 à 2017.
La tenue d'une étape de la Série mondiale de plongeon représente l'occasion d'accueillir à Montréal les 65 meilleurs plongeurs au monde qui proviennent de plus de 15 pays différents. Ce sont 250 personnes incluant les athlètes, les entraîneurs, les juges, et les bénévoles qui sont attendus durant six jours. Les athlètes présents sont sélectionnés en fonction des résultats obtenus lors des précédentes compétitions majeures telles que les championnats du monde, les Jeux olympiques, etc. De plus, le bassin olympique peut accueillir environ 2 000 spectateurs dans les gradins, dont 1 000 sièges sont situés devant le bassin de plongeon.

En 2017, les étapes de la Série mondiale de plongeon se sont tenues dans les villes de Beijing et Guangzhou en Chine, Kazan en Russie et Windsor au Canada. Chaque Série mondiale est retransmise à la télévision et sur Internet dans plus de 37 pays. Cet événement est produit selon les plus hauts standards tant au niveau de la compétition que de la médiatisation.

La valeur du soutien recommandé par le SDSS est de 60 000 $ par année, soit un total de 240 000 $ pour quatre ans. La Ville s'engagerait à verser ce soutien, conditionnellement à l'obtention par les promoteurs, d'engagements en argent, biens et services suffisants des autres bailleurs de fonds identifiés dans le montage financier du plan d'affaires. Il est à noter que le gouvernement du Québec, Sport Canada, Tourisme Montréal et la RIO ont confirmé leur soutien à l'événement par des lettres d'appui (disponibles en pièce jointe).

JUSTIFICATION

Les promoteurs ont besoin d'un appui financier de la Ville pour tenir ces Championnats à Montréal. La Série mondiale de plongeon serait une occasion pour Montréal de démontrer son leadership sur la scène sportive internationale et son savoir-faire événementiel. Les besoins financiers pour un événement de cette envergure dépassent les limites du Programme de soutien aux événements sportifs (PSES). La saine gestion financière, l'expertise et la capacité organisationnelle du promoteur sont reconnues. Cet événement se distingue également par le rayonnement qu'il procurerait à Montréal et par les retombées sociales et économiques qu'il générerait.
Cette compétition connaît un succès chaque année sur le plan organisationnel et médiatique. Depuis 2014, DPC est responsable de l'organisation d'une étape de la Série mondiale de plongeon à Windsor; elle dispose donc de l'expérience et de l'expertise nécessaires pour faire de cet événement une réussite. Sur le plan financier, les budgets de 2014 et 2015 étaient équilibrés, en 2016 un bénéfice a été observé. Dans tous les cas, DPC assume tous les risques financiers reliés à l'événement.

La simulation de l'impact économique présentée dans le plan d'affaires de DPC estime des retombées économiques au Québec de 2 154 715 $, dont 1 230 699 $ à Montréal. Le montant total des taxes générées est estimé à 494 248 $, dont 195 086 $ pour le gouvernement fédéral, 229 912 $ pour le gouvernement provincial, et 69 250 $ au niveau municipal.

La tenue de cet événement à Montréal est une opportunité pour les adeptes de ce sport d'être en contact avec les meilleurs athlètes et entraîneurs du monde. Un programme de formation créé en 2014 à Windsor appelé "On Deck" basé sur l'échange des connaissances serait offert à plusieurs entraîneurs, athlètes et juges.

DPC présente dans son plan d'affaires une entente de télédiffusion nationale sur CBC/Radio-Canada et RDS, totalisant plus de 39 heures de reportage en français et en anglais. Selon

les informations transmises par Lagardère Sports, l'événement serait retransmis devant plus de 409 millions de personnes dans le monde. La stratégie de diffusion grand public permettrait de promouvoir et d'attirer un plus vaste public sur les lieux de la compétition.

Aucune construction n'est nécessaire pour tenir cet événement. L'utilisation du bassin olympique, rénové en 2015 pour correspondre aux normes de la Fédération internationale de natation est une excellente occasion de promouvoir, au niveau international, la qualité des infrastructures disponibles à Montréal. Le Parc olympique dispose des meilleurs équipements sportifs en Amérique du Nord.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Un ajustement à la base budgétaire du Service de la diversité sociale et des sports, à hauteur de 60 000 $, en provenance du budget de contingence de la Ville serait requis pour l'exercice 2018. Un montant de 180 000 $, serait requis au budget de fonctionnement du Service de la diversité sociale et des sports, soit 60 000 $ par année pour les exercices 2019, 2020 et 2021. Cette dépense serait assumée entièrement par l'agglomération.

Selon le plan financier déposé par DPC, le budget total prévu pour la tenue de l'événement à Montréal est de 1 009 250 $ (voir le budget prévisionnel en pièce jointe).

Les revenus escomptés sont répartis ainsi :

Revenus publics : 477 750 $, soit 47 %

- Ville de Montréal : 60 000 $, 6 %
- Tourisme Montréal : 32 750 $, 3 %
- Gouvernement du Québec : 210 000 $ (voir lettre d'appui en pièce jointe), 21 %
- Sport Canada : 175 000 $, 17 %

Revenus des ventes de produits : 40 000 $, soit 4 %
Autres revenus autonomes (commandites) : 491 500 $, soit 49 %

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Conformément au *Plan de développement durable 2016-2020* de la Ville de Montréal, le SDSS sensibilisera la DPC à réaliser cet événement de manière écoresponsable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Si le présent dossier est accepté, DPC pourra entamer les démarches de planification pour l'accueil d'une étape des Séries mondiales de plongeon de 2018 à 2021.
Si le présent dossier est retardé ou refusé, le projet d'accueil de cette compétition pourrait ne pas être réalisé. Cela risque de nuire aux liens privilégiés existants entre la Ville et DPC et l'atteinte des cibles de la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs pourrait être compromise.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

En accord avec le service des communications, aucune opération de communication n'est prévue pour l'instant.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Les prochaines étapes dans l'évolution de ce dossier sont :
Janvier 2018 : la signature d'une entente entre Plongeon Québec et la Ville de Montréal;

26 avril 2018 : cocktail de bienvenue à l'hôtel de ville (à confirmer);
27 au 29 avril 2018 : la tenue de la première édition de la série d'événements.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs en vigueur.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie DOYON)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hong-Van TRAN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BÉLANGER
Conseillère en planification

Tél : 514-872-0631
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-18

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : 514-872-0035
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur

Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2018-01-22

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
directeur de service - diversite sociale et sports
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2018-01-25

PLONGEON QUÉBEC

4545, av. Pierre-De Coubertin
Montréal (Québec)
H1V 0B2

Téléphone : (514) 252-3096
Télécopieur : (514) 252-3094
Courriel : info@plongeon.qc.ca

Montréal,
Le 16 janvier 2018

Sujet : Demande de financement pour les Séries Mondiales FINA de plongeon 2018-2021

Mme Filato,

Suite au succès qu'a connu Plongeon Canada lors quatre années consécutives pendant lesquelles elle a été l'hôte de cet événement de grande notoriété à Windsor, en Ontario, la fédération nationale et la fédération provinciale (Plongeon Québec) demandent le soutien de la Ville de Montréal et de Tourisme Montréal pour accueillir cette compétition de calibre international au Centre sportif du Parc Olympique pendant quatre ans (2018-2021).

Les Séries Mondiales de plongeon, souvent appelé « mini-Olympiques », sont reconnus comme étant le circuit de plongeon le plus respecté du monde. Afin d'être invité à participer aux Séries Mondiales de la FINA, un athlète doit s'être classé parmi les 8 meilleurs lors des événements majeurs (Jeux Olympiques ou Championnats mondiaux) de la saison précédente ou parmi les 6 meilleurs lors d'une épreuve de plongeon synchronisé. Ceci garantit que seuls les meilleurs athlètes puissent se qualifier à chaque année. En tout, plus de 70 plongeurs parmi les meilleurs au monde, provenant de 15 nations, se déplacent à chaque ville de la Séries Mondiales afin de s'affronter pour des points de classement mondiaux et des bourses en argent. De même, plus de 50 entraîneurs et plus de 75 bénévoles participent aussi à la compétition. Parmi les villes ayant accueilli les Séries Mondiales de plongeon, on retrouve : Londres, Angleterre; Beijing, Chine; Moscou, Russie, ainsi que Dubai et Mexico.

Nous serions honorés d'être le pays hôte des Séries Mondiales de plongeon 2018-2021 au Centre sportif du Parc Olympique de Montréal. Grâce aux rénovations récentes, ces installations sont maintenant reconnues comme étant les meilleures installations de plongeon au monde et serviront d'excellente salle d'entraînement et de compétition pour les Séries Mondiales. Cela permettrait aussi à notre fédération de retourner au centre sportif où Plongeon Canada a tenu, avec succès, le Grand Prix Coupe Canada FINA de 2007 à 2012.

Comme le veut le contrat de diffusion pluriannuel avec CBC/ICI Radio-Canada, cet événement sera présenté à l'émission En route vers les Jeux Olympiques et disponible dans son entièreté sur le site par diffusion en continu sur CBCSports.ca et Radio-Canada.ca. En moyenne, la Série Mondiale compte 1 million de téléspectateurs canadiens chaque année, et nous en prévoyons le même nombre pour les quatre années à suivre. À l'international, cet événement est régulièrement diffusé dans plus de 12 pays (dont la Chine, la Russie, les Royaumes Unis, la France et le Mexique), rejoignant plus de 400 millions de foyers.

Tel que démontré dans le plan d'affaire de cet événement, cette compétition nécessite un partenariat joignant les trois niveaux de gouvernement, les trois niveaux de fédérations sportives ainsi qu'un soutien provenant du secteur privé.

Plongeon Canada agissant à titre d'hôte du comité organisateur et assumant tous les risques financiers pour cet événement, nous sollicitons une somme de 95 000 $ par année avec l'appui concerté de la Ville de Montréal et de Tourisme Montréal. Ces fonds sont essentiels pour s'assurer que l'événement atteint les standards mandatés par notre fédération internationale (FINA).

Le comité organisateur de Plongeon Canada a aussi sollicité le soutien du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada. Le comité organisateur hôte estime que son soutien concerté s'élèvera à environ 460 000 $ par année.

Grâce à la présence bien établie de notre sport à Montréal et à Québec, des legs importants ont été intégrées dans la planification de l'hébergement afin d'assurer que notre sport puisse continuer à se développer et que les communautés de plongeon locales reçoivent des bénéfices tangibles.

Plongeon Canada et Plongeon Québec espère travailler de nouveau avec la Ville de Montréal et Tourisme Montréal sur cet événement qui nous offrira sans aucun doute de grandes performances sportives, une occasion inédite de bâtir une communauté, ainsi qu'une excellente opportunité d'accroître la visibilité de Montréal sur le plan international.



_____

Claudie Dumais
Directrice exécutive

Ministère
de l'Éducation
et de l'Enseignement
supérieur
Québec

Direction de la gestion administrative et des contrôles des programmes
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique

Québec, le 25 août 2017

Madame Claudie Dumais
Directrice exécutive
Plongeon Québec
4545, avenue Pierre-De Coubertin
Montréal (Québec) H1V 0B2

Madame la Directrice,

Le ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur a pris connaissance de la demande d'aide financière de Plongeon Québec pour l'organisation et la tenue de la Série mondiale de plongeon FINA 2018.

Dans le cadre du Programme de soutien aux événements sportifs internationaux du Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique, le Ministère confirme l'admissibilité du dossier et qu'il accordera, pour la réalisation de cet événement, une aide financière pour un montant à être déterminé à la suite de l'analyse des documents que vous avez présentés, et ce, sous réserve de la disponibilité financière et de l'acceptation du ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

À la lumière de ces résultats, le Ministère sera en mesure de vous indiquer dès lors, le résultat de son analyse.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le directeur,

Normand Fauchon

Édifice Marie-Guyart, 19e étage
1035, rue De La Chevrotière
Québec (Québec) G1R 5A5
Téléphone : 418 646-2628, poste 3607
Télécopieur : 418 644-9474
www.education.gouv.qc.ca

REVENUS

	Prévisionnel - 2018	2018 et la première année au Québec
SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT PROVINCIAL		
Tourisme Québec	- $	
Ministère de la Culture et des Communications	- $	
Société de développement des entreprises culturelles (MCC)	- $	
Conseil des arts et des lettres du Québec (MCC)	- $	
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique (MELS)	210 000.00 $	
Secrétariat à la région métropolitaine	- $	
Secrétariat à la Capitale-Nationale	- $	
Ministre et député	- $	
Autres — précisez :	- $	
Sous-total	**210 000.00 $**	
SUBVENTIONS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL		
Sport Canada	175 000.00 $	
Développement économique du Canada (DEC)	- $	
Ministre et député	- $	
Autres — précisez :	- $	
Sous-total	**175 000.00 $**	
SUBVENTION DU SECTEUR MUNICIPAL		
Ville/municipalité — précisez : Ville de Montreal	60 000.00 $	
Municipalité régionale de comté	- $	
Tourisme Montreal	32 750.00 $	
Centre local de développement	- $	
Conférence régionale des élus	- $	
Autres — précisez :	- $	
Sous-total	**92 750.00 $**	
COMMANDITES DE SOCIÉTÉ D'ÉTAT		
Hydro-Québec	- $	
Loto-Québec	- $	
Société des alcools du Québec	- $	
Sous-total	**- $**	
COMMANDITES		
Secteur privé	45 000.00 $	
Autres — précisez :	-	
Sous-total	**45 000.00 $**	
RECETTES DE FRÉQUENTATION		
Billetterie	20 000.00 $	
Autres	-	
Sous-total	**20 000.00 $**	
VENTES DE PRODUITS		
FINA - Ventes des droits de television internationales	40 000.00 $	
Autres produits — précisez :	- $	
Sous-total	**40 000.00 $**	
AUTRES RECETTES (incluant les activités-bénéfices)		
Droits d'inscription	50 000.00 $	
Contributions des Plongeon Canada	165 000.00 $	
Contributions des Plongeon Quebec	15 000.00 $	
Autres — précisez :	- $	
Sous-total	**230 000.00 $**	
COMMANDITES EN PRODUITS ET SERVICES (indiquer détail en annexe)		
Sous-total	**196 500.00 $**	
TAXES	- $	
TOTAL DES REVENUS	**1 009 250.00 $**	

COMMAN
Sous-total

DITES EN PRODUITS ET SERVICES
Commanditaire privé - Hotel (Espace de reunion)
Commanditaire privé - Traiteur (Réduction des repas, et breuvages)
Commanditaire privé - Transport (Réduction des navettes)
Commanditaire privé - OMEGA (Gestion des résultats et locations d'équipements)
Commanditaire privé - Hosa (Uniforms des bénévoles, et officials)
Commanditaire privé - NVC (Cadeaux pour les gagnant et spectateurs)
Promotions municipal (Tourisme MTL)
Promotions (Stade olympique)
Federation International - FINA (Desplacement, Gestion de la Serie mondiale, Graphisme, Production de televisi
Autres — précisez :

3 000.00 $
2 500.00 $
1 000.00 $
40 000.00 $
5 000.00 $
5 000.00 $
15 000.00 $
20 000.00 $
##########
- $
##########

DÉPENSES

		Prévisionnel - 2018	2018 et la première année au Québec
ADMINISTRATION - Section A			
A1	Salaires employés permanents et charges sociales	111 000.00 $	- $
A2	Gestion, organisation et coordination - Firme externe	35 000.00 $	- $
A3	Autres salaires employés contractuels	25 000.00 $	- $
A4	Frais de déplacement et de représentation	10 000.00 $	- $
A5	Frais de préparation d'études (d'achalandage, retombées économiques)	- $	- $
A6	Frais de fonctionnement (fournitures de bureau, téléphonie, informatique)	5 000.00 $	- $
A7	Loyer	20 000.00 $	- $
A8	Accueil et billetterie	- $	- $
A9	Bénévoles (recrutement et valorisation)	3 000.00 $	- $
A10	Assurances	500.00 $	- $
A11	Frais bancaire, tenue de livres, créances douteuses et amortissement	- $	- $
A12	Imprimerie (Accreditation, billets, affiches, programme)	5 000.00 $	- $
A13	Réunions	2 000.00 $	
Sous-total		**216 500.00 $**	- $
PROGRAMMATION - Section B			
B1	Cachets, bourses, allocation forfaitaire	120 000.00 $	- $
B2	Frais de production	- $	- $
B3	Hébergement, repas, transport (artiste, athlètes, bénévoles, dignitaires)	157 600.00 $	- $
B4	Formation, officiels et jury, tests antidopage	15 000.00 $	- $
B5	Permis, frais de sanction, droits de présentation	150.00 $	- $
B6	Animation, annonceur et cérémonies	5 000.00 $	- $
B7	Production télévisuelle et webdiffusion	145 000.00 $	- $
Sous-total		**442 750.00 $**	- $
PROMOTION/MARKETING/COMMUNICATIONS - Section C			
C1	Intra-Québec	12 500.00 $	- $
C2	Canada (hors Québec)	1 000.00 $	- $
C3	Marchés extérieurs - précisez les pays :	- $	- $
C4	Relation publique et de presse	1 500.00 $	- $
C5	Frais de production des outils de promotion/marketing/Internet	4 500.00 $	- $
C6	Protocole, dignitaires	1 500.00 $	- $
C7	Photographie	2 500.00 $	- $
Sous-total		**23 500.00 $**	- $
GESTION DU SITE ET INSTALLATIONS - Section D			
D1	Aménagements temporaires et signalisation	18 000.00 $	- $
D2	Amélioration du site, entretien et immobilisation	5 000.00 $	- $
D3	Services techniques (son, éclairage, service sanitaire, chronométrage)	15 000.00 $	- $
D4	Sécurité, personnel médical	5 000.00 $	- $
D5	Location du site de compétition et d'équipements	35 000.00 $	- $
D6	Achat d'équipement	2 000.00 $	- $
Sous-total		**80 000.00 $**	- $
COÛTS DES PRODUITS DESTINÉS À LA REVENTE ET AUTOFINANCEMENT - Section E			
E1	Aliments et boissons	- $	- $
E2	Produits dérivés	- $	- $
E3	Soirées-bénéfices, boissons alcoolisées, permis d'alcool et permis de réunion	- $	- $
E4	Autres produits - précisez :	- $	- $
Sous-total		**- $**	- $
COMMANDITES EN PRODUITS ET SERVICES			
		196 500.00 $	
LEGS - Section F			
F1	Monétaire	**- $**	- $
F2	Développment du sport	30 000.00 $	
F3	Programmes culturel, et communautaire	5 000.00 $	
F4	Équipements - précisez : équipement d'entraînment,	15 000.00 $	
Sous-total		**50 000.00 $**	- $
TAXES			
	% remboursement TPS : 50 % remboursement TVQ : 0	- $	- $
TOTAL DES DÉPENSES		**1 009 250.00 $**	- $
SURPLUS / DÉFICIT		- $	- $

DIVING PLONGEON CANADA

Canadian Amateur Diving Association Inc.

L'association canadienne du plongeon amateur inc.

312 – 700
Industrial Ave.,
Ottawa, Ontario
K1G 0Y9

Tel: 613-736-5238
Fax: 613-736-0409
cada@diving.ca
www.diving.ca

Le 27 juillet, 2017

RE : Engagement envers la Série mondiale de plongeon 2018

Au nom du conseil d'administration de Plongeon Canada, nous nous engageons à supporter la Série mondiale de plongeon 2018.

C'est avec beaucoup d'excitation que nous sommes engagés à attirer les meilleurs plongeurs au monde à Montréal pour les quatre prochaines années (2018-2021).

Cette compétition est extrêmement importante pour Plongeon Canada parce qu'elle offre plusieurs occasions de développement du sport et de développement économique à la collectivité canadienne de plongeon et à la région hôtesse.

Plongeon Canada s'engage à investir dans la Série mondiale en plus d'assurer sa rentabilité et sa survie financière.

Cordialement vôtre,

Kelly Stark-Anderson
Présidente
Plongeon Canada

AQUATICS CANADA AQUATIQUES

Canada

speedo

DIVING PLONGEON CANADA

Canadian Amateur Diving Association Inc.

L'association canadienne du plongeon amateur inc.

312 – 700
Industrial Ave.,
Ottawa, Ontario
K1G 0Y9

Tel: 613-736-5238
Fax: 613-736-0409
cada@diving.ca
www.diving.ca

Le 27 juillet 2017

Evelyne Boisvert
Présidente
Plongeon Québec

Chère Mme Boisvert:

Veuillez accepter cette lettre comme confirmation officielle de Diving Plongeon Canada que notre association absout Plongeon Québec de tous les coûts reliés à l'organisation de la Série mondiale de plongeon 2018. Cela découle de la compréhension que toute la subvention d'organisation du gouvernement provincial du Québec sera utilisée pour couvrir les coûts reliés à l'événement.

Sincèrement,
Kelly Stark-Anderson
Présidente

c.c. Claudie Dumais, directrice exécutive, Plongeon Québec

AQUATICS CANADA AQUATIQUES
Canada
speedo

PARC OLYMPIQUE
L'ESPLANADE Financière Sun Life

Le Stade

La Tour

Le Centre sportif

L'Esplanade Financière Sun Life

Montréal, le 19 janvier 2018

M. Luc Denis
Directeur des sports
Ville de Montréal
801 rue Brennan, 4e étage, pavillon Prince
Montréal (Québec) H3C 0G4

Objet : **Lettre de confirmation d'une entente de principe entre la Régie des installations olympiques et Diving plongeon Canada Inc. pour la présentation de la Série mondiale de plongeon-FINA au printemps 2018.**

Monsieur Denis,

La présente lettre vise à confirmer l'entente de principe intervenue entre la Régie des installations olympiques et Diving plongeon Canada Inc. concernant la location d'espaces au Centre sportif du Parc olympique (CSPO) pour la tenue de la série mondiale de plongeon de la FINA du 27 au 29 avril 2018.

Il est entendu que l'entente de principe est conditionnelle à la signature par toutes les parties d'un contrat de location.

Acceptez, monsieur, l'expression de nos salutations les meilleures.

Me Marie Laprise
Avocate
Secrétariat général et Vice-présidence des Affaires juridiques et corporatives

Ligne directe : *(514) 252-4693*
Télécopieur : *(514) 252-6906*
Courriel : *marie.laprise@rio.gouv.qc.ca*

Ministère
de l'Éducation
et de l'Enseignement
supérieur
Québec
Bureau de la sous-ministre

Québec, le 6 décembre 2017

Madame Claudie Dumais
Directrice exécutive
Plongeon Québec
4545, avenue Pierre-De Coubertin
Montréal (Québec) H1V 0B2

Madame la Directrice,

Par la présente, je vous transmets la convention d'aide financière relative à la subvention de 210 000 $ accordée à Plongeon Québec pour l'organisation et la tenue de la Série mondiale de plongeon FINA 2018. Cette aide est accordée dans le cadre du Programme de soutien aux événements sportifs internationaux.

Cette convention prévoit notamment les modalités de versement ainsi que les conditions qui sont rattachées à son utilisation. Veuillez signer et dater les deux documents, puis retourner un exemplaire à l'adresse indiquée à l'article 8 de la convention.

Je vous invite, par ailleurs, à communiquer avec la Direction des communications du Ministère au 418 528-2265, poste 0, ou par courriel à dc@education.gouv.qc.ca pour convenir des modalités de visibilité gouvernementale.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre adjoint au loisir, au sport
et à l'aide financière aux études,

Robert Bédard

p. j. 2

c. c. M^me^ Stéphanie Jourdain, directrice des communications

Québec
1035, rue De La Chevrotière, 15e étage
Québec (Québec) G1R 5A5
Téléphone : 418 643-3810
Télécopieur : 418 644-4591
www.education.gouv.qc.ca

Canadian Heritage | Patrimoine canadien

Mr. Jeff Feeney
Director, Events and Communications
Diving Plongeon Canada
312-700 Industrial Avenue
Ottawa, Ontario
K1G 0Y9

JAN 0 4 2018

Title: 2018 FINA/NVC Diving World Series - Montreal

Dear Mr. Feeney:

On behalf of the Minister of Sport and Persons with Disabilities, it is my pleasure to inform you that your application for funding has been approved.

A contribution in the amount of $175,000 will be awarded to help your organization carry out its activities, under the Hosting Program, International Single Sport Events Component. This funding will be allocated over two government fiscal years 2017-2019 and will be subject to certain terms and conditions, the appropriation of funds by Parliament, and the budget levels of the Program.

One of our program representatives will be in contact with you in the near future to review the terms and conditions related to this funding.

In closing, I would like to take this opportunity to wish you and the members of your organization the greatest success in your endeavours.

Sincerely,

Dan Smith
Director General
Sport Canada

Canada

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1177315005

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Accorder un soutien financier maximal de 240 000 $ à Plongeon Québec, pour la tenue d'une étape de la Série mondiale de plongeon de la Fédération internationale de natation pour les années 2018 à 2021 à Montréal. Autoriser un virement budgétaire en provenance des dépenses contingentes de 60 000 $ vers le Service de la diversité sociale et des sports pour l'année 2018. Autoriser un ajustement à la base budgétaire au montant de 180 000 $, soit 60 000 $ par année pour 2019, 2020 et 2021. Approuver le projet de convention de contribution à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Nous validons quant à sa forme et à son contenu la convention de contribution financière à intervenir entre la Ville de Montréal et Plongeon Québec.

FICHIERS JOINTS

V-finale Convention Plongeon QC.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-19

Julie DOYON
Avocate
Tél : 514-872-6873
Division : Droit contractuel

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par M^{e} Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CM03 0836;

Numéro d'inscription TPS: 121364749
Numéro d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **PLONGEON QUÉBEC**, personne morale régie par la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif*, dont l'adresse principale est située au 4545, rue Pierre-de-Coubertin, Montréal, province de Québec, H1V 0B2, agissant et représentée par Claudie Dumais, directrice exécutive, dûment autorisée aux fins de la présente convention tel qu'elle le déclare;

Numéro d'inscription TPS :
Numéro d'inscription TVQ :
Numéro d'organisme de charité :

Ci-après appelée l'« **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la Fédération internationale de natation (ci-après appelée la « FINA ») a identifié Montréal comme ville hôtesse d'une étape de la Série mondiale de plongeon pour les années 2018 à 2021 et qu'elle a accordé à Diving Plongeon Canada (ci-après appelée « DPC ») et à l'Organisme le droit de l'organiser et de la tenir à Montréal (Annexe 3);

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de faire la promotion du plongeon et d'assurer le développement des athlètes, des différents acteurs, des intervenants et des structures sportives dans toutes les régions de la province afin que le Québec puisse poursuivre sa tradition d'excellence à tous les niveaux en matière de plongeon;

ATTENDU QUE l'Organisme souhaite être reconnu comme un chef de file dans le monde du plongeon et s'appuie sur la force de ses membres et de son personnel pour assumer son rôle d'expert et de centre de référence en plongeon au Québec;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE DPC s'est engagé à ce que son *association absout Plongeon Québec de tous les coûts reliés à l'organisation de la Série mondiale de plongeon 2018* (sic), comme en fait foi une copie de leur lettre (Annexe 3), étant entendu que la Ville n'assumera aucun déficit découlant de la tenue de la Série mondiale de plongeon;

ATTENDU QUE DPC et Plongeon Québec ont identifié les installations aquatiques du Parc olympique pour y tenir la Série mondiale de plongeon et que ce site a été approuvé par la FINA;

ATTENDU QUE DPC et Plongeon Québec se sont engagées à consentir à la communauté montréalaise du plongeon un legs d'une valeur de 50 000,00 $, dont copie de la résolution du conseil d'administration de Plongeon Québec est annexée à la présente convention (Annexe 2);

ATTENDU QUE DPC et Plongeon Québec ont sollicité la participation financière d'autres instances publiques et qu'elles ont obtenu, en sus de la contribution financière de la Ville, des engagements financiers des gouvernements du Canada et du Québec et de Tourisme Montréal pour soutenir l'organisation et la tenue d'une étape de la Série mondiale sur le territoire de la Ville pour les années 2018 à 2021;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : résolution no 2017-10-02-008 du conseil d'administration de Plongeon Québec;

2.3 « **Annexe 3** » : lettre de DPC du 27 juillet 2017;

2.4 « **Annexe 4** » : le tableau des versements de la contribution financière à l'Organisme par la Ville pour la réalisation du Projet et livrables attendus par l'Organisme à la Ville;

2.5 « **Annexe 5** » : le document intitulé « Liste des dépenses admissibles et non admissibles pour lesquelles la contribution de la Ville, à savoir 240 000,00 $, doit exclusivement être affectée »;

2.6 « **Annexe 6** » : exigence de la Ville en matière de visibilité : « Normes de visibilité »;

2.7 « **Responsable** » : la Directrice de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.8 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape et final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet, le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 4;

2.11 « **Unité administrative** » : le Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention établit les modalités et conditions de la contribution financière de la Ville, à savoir le versement d'une somme maximale de deux cent quarante mille dollars (240 000,00 $), pour permettre l'organisation et la tenue de la Série mondiale de plongeon sur le territoire de la Ville ainsi que les modalités et conditions de l'engagement de l'Organisme à organiser et tenir ladite Série mondiale de plongeon à Montréal et à consentir un legs, en argent ou en biens, d'une valeur monétaire de cinquante mille dollars (50 000,00 $) à la communauté du plongeon montréalaise.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 Montant de la contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de deux cent quarante mille dollars (240 000,00 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectées à la réalisation du Projet.

4.1.2 Versements

La somme payable à l'Organisme sera versée selon les modalités indiquées à l'Annexe 4 de la présente convention.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.2.1 signature de la convention : une somme maximale de quarante mille dollars (40 000,00 $) à la signature de la convention;

1er décembre 2018 : une somme maximale de vingt mille dollars (20 000,00 $) sous réserve de l'approbation préalable par le Responsable de la reddition de comptes (rapport annuel 2018 et pièces justificatives à l'appui);

4.1.2.2 1er février 2019 : une somme maximale de quarante mille dollars (40 000,00 $) sur réception des prévisions budgétaires de l'édition 2019 (Rapport prévisionnel des dépenses);

1er décembre 2019 : une somme maximale de vingt mille dollars (20 000,00 $) sous réserve de l'approbation préalable par le Responsable de la reddition de comptes (rapport annuel 2019 et pièces justificatives à l'appui);

4.1.2.3 1er février 2020 : une somme maximale de quarante mille dollars (40 000,00 $) sur réception des prévisions budgétaires de l'édition 2020 (Rapport prévisionnel des dépenses);

1er décembre 2020 : une somme maximale de vingt mille dollars (20 000,00 $) sous réserve de l'approbation préalable par le Responsable de la reddition de comptes (rapport annuel 2020 et pièces justificatives à l'appui);

4.1.2.4 1er février 2021 : une somme maximale de quarante mille dollars (40 000,00 $) sur réception des prévisions budgétaires de l'édition 2021 (Rapport prévisionnel des dépenses);

1er décembre 2021 : une somme maximale de vingt mille dollars (20 000,00 $) sous réserve de l'approbation préalable par le Responsable de la reddition de comptes (rapport annuel 2021 et pièces justificatives à l'appui);

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 RÉALISATION DU PROJET

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet, tout en respectant la liste des dépenses admissibles jointe à la présente convention à l'Annexe 5;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard le 1er décembre de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet;

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 PROMOTION ET PUBLICITÉ

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité joints, le cas échéant, à la présente convention à l'Annexe 6, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion;

5.3 ASSURANCES

5.3.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant par accident ou événement une protection minimale de cinq millions de dollars (5 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir

un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.3.2 remettre, à la signature de la présente convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.3.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.4 **ASPECTS FINANCIERS**

5.4.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable (Annexe 5);

Nonobstant le paragraphe ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

5.4.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable son Rapport annuel;

5.4.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.4.4 autoriser le Contrôleur général de la Ville ou son représentant à examiner, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, ses livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

5.4.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000,00 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et

transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.4.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000,00 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.4.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels. À cette fin, remettre au Responsable, le 1er décembre de chaque année, un tableau des revenus et dépenses réelles du Projet soutenu par la présente convention;

5.5 AUTORISATIONS ET PERMIS

5.5.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.5.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.6 RESPECT DES LOIS

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.7 STATUT D'OBSERVATEUR

5.7.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

5.7.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

5.8 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention, et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 9, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.9 **SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil municipal, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000,00 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance plénière du conseil municipal selon le *Règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne du conseil municipal*, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2021.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9, 5.10 et 9 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou

documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 10
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

10.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

10.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

10.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

10.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 11
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

11.1 L'Organisme déclare et garantit :

11.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

11.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

11.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 9 de la présente convention;

11.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci

ARTICLE 12
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

12.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

12.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

12.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

12.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

12.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

12.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

12.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci

est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

12.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D'ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

12.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 4545, rue Pierre-de-Coubertin, Montréal, province de Québec, H1V 0B2, et tout avis doit être adressé à l'attention de la directrice. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 801, rue Brennan, 4^{e} étage, Montréal, Québec, H3C 0G4 et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon

Le e jour de 20__

PLONGEON QUÉBEC

Par : _____
Claudie Dumais

La présente convention a été approuvée par le de la Ville de Montréal, le e jour de 20__ (Résolution)

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DE L'ORGANISME

PLONGEON QUÉBEC

4545, av. Pierre-De Coubertin
Montréal (Québec)
H1V 0B2

Téléphone : (514) 252-3096
Télécopieur : (514) 252-3094
Courriel : info@plongeon.qc.ca

Montréal,
Le 16 janvier 2018

Sujet : Demande de financement pour les Séries Mondiales FINA de plongeon 2018-2021

Mme Filato,

Suite au succès qu'a connu Plongeon Canada lors quatre années consécutives pendant lesquelles elle a été l'hôte de cet événement de grande notoriété à Windsor, en Ontario, la fédération nationale et la fédération provinciale (Plongeon Québec) demandent le soutien de la Ville de Montréal et de Tourisme Montréal pour accueillir cette compétition de calibre international au Centre sportif du Parc Olympique pendant quatre ans (2018-2021).

Les Séries Mondiales de plongeon, souvent appelé « mini-Olympiques », sont reconnus comme étant le circuit de plongeon le plus respecté du monde. Afin d'être invité à participer aux Séries Mondiales de la FINA, un athlète doit s'être classé parmi les 8 meilleurs lors des événements majeurs (Jeux Olympiques ou Championnats mondiaux) de la saison précédente ou parmi les 6 meilleurs lors d'une épreuve de plongeon synchronisé. Ceci garantit que seuls les meilleurs athlètes puissent se qualifier à chaque année. En tout, plus de 70 plongeurs parmi les meilleurs au monde, provenant de 15 nations, se déplacent à chaque ville de la Séries Mondiales afin de s'affronter pour des points de classement mondiaux et des bourses en argent. De même, plus de 50 entraîneurs et plus de 75 bénévoles participent aussi à la compétition. Parmi les villes ayant accueilli les Séries Mondiales de plongeon, on retrouve : Londres, Angleterre; Beijing, Chine; Moscou, Russie, ainsi que Dubai et Mexico.

Nous serions honorés d'être le pays hôte des Séries Mondiales de plongeon 2018-2021 au Centre sportif du Parc Olympique de Montréal. Grâce aux rénovations récentes, ces installations sont maintenant reconnues comme étant les meilleures installations de plongeon au monde et serviront d'excellente salle d'entraînement et de compétition pour les Séries Mondiales. Cela permettrait aussi à notre fédération de retourner au centre sportif où Plongeon Canada a tenu, avec succès, le Grand Prix Coupe Canada FINA de 2007 à 2012.

Comme le veut le contrat de diffusion pluriannuel avec CBC/ICI Radio-Canada, cet événement sera présenté à l'émission En route vers les Jeux Olympiques et disponible dans son entièreté sur le site par diffusion en continu sur CBCSports.ca et Radio-Canada.ca. En moyenne, la Série Mondiale compte 1 million de téléspectateurs canadiens chaque année, et nous en prévoyons le même nombre pour les quatre années à suivre. À l'international, cet événement est régulièrement diffusé dans plus de 12 pays (dont la Chine, la Russie, les Royaumes Unis, la France et le Mexique), rejoignant plus de 400 millions de foyers.

Tel que démontré dans le plan d'affaire de cet événement, cette compétition nécessite un partenariat joignant les trois niveaux de gouvernement, les trois niveaux de fédérations sportives ainsi qu'un soutien provenant du secteur privé.

Plongeon Canada agissant à titre d'hôte du comité organisateur et assumant tous les risques financiers pour cet événement, nous sollicitons une somme de 95 000 $ par année avec l'appui concerté de la Ville de Montréal et de Tourisme Montréal. Ces fonds sont essentiels pour s'assurer que l'événement atteint les standards mandatés par notre fédération internationale (FINA).

Le comité organisateur de Plongeon Canada a aussi sollicité le soutien du gouvernement du Québec et du gouvernement du Canada. Le comité organisateur hôte estime que son soutien concerté s'élèvera à environ 460 000 $ par année.

Grâce à la présence bien établie de notre sport à Montréal et à Québec, des legs importants ont été intégrées dans la planification de l'hébergement afin d'assurer que notre sport puisse continuer à se développer et que les communautés de plongeon locales reçoivent des bénéfices tangibles.

Plongeon Canada et Plongeon Québec espère travailler de nouveau avec la Ville de Montréal et Tourisme Montréal sur cet événement qui nous offrira sans aucun doute de grandes performances sportives, une occasion inédite de bâtir une communauté, ainsi qu'une excellente opportunité d'accroître la visibilité de Montréal sur le plan international.

Claudie Dumais
Directrice exécutive

ANNEXE 2

RÉSOLUTION NO 2017-10-02-008 DU CONSEIL D'ADMINSITRATION DE PLONGEON QUÉBEC

PLONGEON QUÉBEC

Résolution ayant pour objet
de présenter un projet dans le cadre du
Programme de soutien aux événements sportifs internationaux

Résolution n° 2017-10-02-008

Lors d'une séance ordinaire du conseil d'administration de Plongeon Québec, tenue le 2 octobre 2017, il est proposé par Guilaine Denis et dûment appuyé par Benoit Séguin :

- QUE Plongeon Québec endosse la tenue de l'évènement en collaboration avec Diving Plongeon Canada et la ville de Montréal et participera au bon déroulement de l'évènement.

- QUE Plongeon Québec autorise Madame Claudie Dumais, directrice exécutive à signer les documents relatifs à l'évènement au nom de Plongeon Québec.

- QUE Plongeon Québec ne sera pas responsable des risques financiers. Diving Plongeon Canada assurera ces risques pour l'évènement.

- QUE Plongeon Québec et la ville de Montréal recevront un leg d'une valeur de 50 000$ de la part de Diving Plongeon Canada.

Adopté.
Copie certifiée conforme
Signé à Montréal, ce 31e jour de juillet de l'an 2017.

Evelyn Brisset

ANNEXE 3

LETTRE DE DIVING PLONGEON CANADA À PLONGEON QUÉBEC

DIVING
PLONGEON
CANADA

Canadian Amateur Diving Association Inc.
L'association canadienne du plongeon amateur Inc.

312 - 700
Industrial Ave.,
Ottawa, Ontario
K1G 0Y9

Tel: 613-736-5238
Fax: 613-736-0409
cada@diving.ca
www.diving.ca

Le 27 juillet 2017

Evelyne Boisvert
Présidente
Plongeon Québec

Chère Mme Boisvert:

Veuillez accepter cette lettre comme confirmation officielle de Diving Plongeon Canada que notre association absout Plongeon Québec de tous les coûts reliés à l'organisation de la Série mondiale de plongeon 2018. Cela découle de la compréhension que toute la subvention d'organisation du gouvernement provincial du Québec sera utilisée pour couvrir les coûts reliés à l'événement.

Sincèrement,
Kelly Stark-Anderson
Présidente

c.c. Claudie Dumais, directrice exécutive, Plongeon Québec

ANNEXE 4

TABLEAU DES VERSEMENTS DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE À L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR LA RÉALISATION DU PROJET ET LIVRABLES ATTENDUS PAR L'ORGANISME À LA VILLE

2018			
Convention Art.	**Livrable**	**Échéance**	**Commentaires**
1er versement de 40 000 $ - À la signature de la convention			
5.1.2.1	Rapport annuel pour l'édition 2018 qui comprend : - Les résultats financiers de l'événement - Les faits saillants et les recommandations - Le rapport de visibilité - Une étude d'impacts économiques (STEAM par l'ACTS)	1er décembre 2018	
2e versement de 20 000 $ sur approbation préalable de la reddition de compte de l'édition 2018			

2019			
Convention Art.	**Livrable**	**Échéance**	**Commentaires**
5.1.2.2	Les prévisions budgétaires pour l'édition 2019 (Rapport des dépenses)	1er février 2019	
3e versement de 40 000 $ sur approbation des prévisions budgétaires de l'éd			
5.1.2.2	Rapport annuel pour l'édition 2019 qui comprend : - Les résultats financiers de l'événement - Les faits saillants et les recommandations - Le rapport de visibilité - Une étude d'impacts économiques (STEAM)	1er décembre 2019	
4e versement de 20 000 $ sur approbation préalable de la reddition de compte de l'édition 2019			

2020			
Convention Art.	**Livrable**	**Échéance**	**Commentaires**
5.1.2.3	Les prévisions budgétaires pour l'édition 2020 (Rapport des dépenses)	1er février 2020	
5e versement de 40 000 $ sur approbation des prévisions budgétaires de l'édition 2020			
5.1.2.3	Rapport annuel pour l'édition 2020 qui comprend : - Les résultats financiers de l'événement - Les faits saillants et les recommandations - Le rapport de visibilité - Une étude d'impacts économiques (STEAM)	1er décembre 2020	
6e versement de 20 000 $ sur approbation préalable de la reddition de compte de l'édition 2020			

2021			
Convention Art	**Livrable**	**Échéance**	**Commentaires**
5.1.2.4	Les prévisions budgétaires pour l'édition 2021 (Rapport des dépenses)	1er février 2021	
7e versement de 40 000 $ sur approbation des prévisions budgétaires de l'édition 2021			
5.1.2.4	Rapport annuel pour l'édition 2021 qui comprend : - Les résultats financiers de l'événemnt - Les faits saillants et les recommandations - Le rapport de visibilité - Une étude d'impacts économiques (STEAM)	1er décembre 2021	
8e versement de 20 000 $ sur approbation préalable de la reddition de compte de l'édition 2021			

ANNEXE 5

LISTE DES DÉPENSES ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES POUR LESQUELLES LA CONTRIBUTION DE LA VILLE, À SAVOIR 240 000,00 $, DOIT EXLUSIVEMENT ÊTRE AFFECTÉE

Dépenses admissibles :

- Les frais de location du site de la tenue des Championnats à Montréal.
- Les frais promotionnels de la tenue des Championnats à Montréal.
- Les dépenses liées aux bénévoles œuvrant dans la tenue des Championnats à Montréal.
- Toutes les dépenses liées à l'administration et aux opérations des Championnats à Montréal.
- Les dépenses liées aux protocoles et aux cérémonies.

Dépenses non-admissibles :

- Toutes les dépenses reliées aux services aux spectateurs.
- Les pertes de recettes de location du site des Championnats à Montréal engendrées par la tenue des Championnats.
- Les frais de location d'autres installations sportives que le site des Championnats à Montréal.
- Les dépenses reliées aux aménagements extérieurs du site de la tenue des Championnats à Montréal.
- Les dépenses reliées à l'hébergement, au transport et au repas des participants (membres des délégations des pays participants et représentants des organismes impliqués).
- Toute dépense reliée à une commission, un salaire ou à des honoraires versés par l'Organisme et ses partenaires dans l'organisation et la tenue des Championnats à Montréal à un membre de son conseil d'administration ou du conseil d'administration des partenaires ou tout salaire ou commission versé à un membre de la famille de ceux-ci.
- Toute dépense reliée à une commission, un salaire ou à des honoraires versés par l'Organisme et ses partenaires à l'un de leurs employés ou tout salaire ou commission versé à un membre de la famille de l'un de leurs employés.

ANNEXE 6

NORMES DE VISIBILITÉ

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de la présente Annexe.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente Annexe.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la collaboration dans toutes les communications relatives au Projet;
- Sur les médias sociaux, souligner la collaboration et remercier la Ville pour leur soutien;
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, par exemple et notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.;

  Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal.****;*

- Soumettre pour approbation (**visibilite@ville.montreal.qc.ca**) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence;
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
  - Offrir au cabinet du maire et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

1) Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;
- Les dites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (**visibilite@ville.montreal.qc.ca**) avant leur impression et leur diffusion;
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent document;
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminé) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité.
    - Un message sera préparé à cet effet par la Ville;
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant les normes de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca.

À noter : l'Organismes doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **''Communiquer avec nous''** sur https://mairedemontreal.ca/.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177315005

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Accorder un soutien financier maximal de 240 000 $ à Plongeon Québec, pour la tenue d'une étape de la Série mondiale de plongeon de la Fédération internationale de natation pour les années 2018 à 2021 à Montréal. Autoriser un virement budgétaire en provenance des dépenses contingentes de 60 000 $ vers le Service de la diversité sociale et des sports pour l'année 2018. Autoriser un ajustement à la base budgétaire au montant de 180 000 $, soit 60 000 $ par année pour 2019, 2020 et 2021. Approuver le projet de convention de contribution à cette fin.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification de fonds - GDD 1177315005.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hong-Van TRAN
Conseillère budgétaire
Tél : 514-872-1094

Mario Primard
Agent comptable analyste
Tél. : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-25

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et trésorier
Tél : 872-6630

Division :

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.17

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1174141003

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec l'organisme Excellence sportive de l'île de Montréal, se terminant le 31 décembre 2020 et octroyer une contribution financière totale et maximale de 975 000 $ en provenance du budget de fonctionnement du Service de la diversité sociale et des sports.

Il est recommandé de :

1. Accorder un soutien financier de 975 000 $ à Excellence sportive de l'île de Montréal, en provenance du budget de fonctionnement du Service de la diversité sociale et des sports, afin de contribuer au développement du sport de haut niveau et au rayonnement de l'île de Montréal pour la période du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020;
2. Approuver la convention entre la Ville de Montréal et cet organisme, établissant les modalités et conditions de versement de ce soutien financier;
3. Imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour un montant total et maximal de 975 000 $ selon une répartition de 325 000 $ par année.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2018-01-25 18:14

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1174141003**

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 22 a) soutenir et faire connaître, avec l'appui des partenaires du milieu, une offre de services diversifiée et complémentaire répondant aux besoins évolutifs de la population et promouvoir un mode de vie actif
Compétence d'agglomération :	Aide à l'élite sportive et événements sportifs d'envergure
Projet :	-
Objet :	Approuver la convention avec l'organisme Excellence sportive de l'île de Montréal, se terminant le 31 décembre 2020 et octroyer une contribution financière totale et maximale de 975 000 $ en provenance du budget de fonctionnement du Service de la diversité sociale et des sports.

CONTENU

CONTEXTE

La création d'Excellence sportive de l'île de Montréal (ESIM) résulte de la recommandation de la commission sur les grands équipements et activités d'intérêt d'agglomération qui a eu lieu en 2008. Dès lors, une démarche visant à créer une organisation pour assumer la coordination des interventions en sport de haut niveau à l'échelle de l'agglomération a été entamée par le comité exécutif.
Depuis 2013, le Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) soutient prioritairement ESIM pour l'offre de services spécialisés aux athlètes de la relève montréalaise, à leur groupes d'entraînement, à leurs entraîneurs et autres intervenants gravitant autour de ces athlètes.

Le présent dossier vise à renouveler, pour trois ans, l'entente avec (ESIM) qui a pris fin le 31 décembre 2017. Il s'agirait de la troisième convention sans interruption avec l'organisme depuis sa création en 2012.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0415 22 juin 2016 Approuver la convention avec l'organisme Excellence sportive de l'île de Montréal, se terminant le 31 décembre 2017 et octroyer une contribution financière totale et maximale de 490 000 $ provenant du Protocole d'entente sur l'aide financière de 175 M$ pour soutenir la stratégie Imaginer-Réaliser Montréal 2025.
CG15 0346 28 mai 2015 Approuver un addenda à la convention entre la Ville et ESIM de façon à permettre à la Ville d'effectuer le 2^{e} versement, soit

120 000 $, de sa contribution financière totale annuelle en 2015 et en 2016 dès que l'organisme aura obtenu, d'autres partenaires, une somme minimale de 200 000 $ en argent et/ou biens/services.

CG13 0177 30 mai 2013 Accorder un soutien financier de 950 000 $ à ESIM afin d'appuyer ses objectifs en matière de prospection d'événements sportifs majeurs, de soutien aux organisateurs d'événements et de coordination de services spécialisés pour les athlètes montréalais élite et relève, pour une durée de trois ans. Approuver le projet de convention à cet effet.

DESCRIPTION

ESIM a pour mission de contribuer au développement du sport de haut niveau et au rayonnement de l'île de Montréal en travaillant sur trois axes :

· Axe Athlète : ESIM fournit des services complémentaires au développement des athlètes de la relève sur l'île de Montréal et des intervenants sportifs qui les entourent;
· Axe Événement : ESIM coordonne le groupe des partenaires des événements sportifs de Montréal;
· Axe Synergie : ESIM assure le leadership nécessaire à la création d'une synergie pour optimiser le développement du sport de haut niveau et le rayonnement de l'île de Montréal.

Portée d'ESIM (résultats au 30 juin 2017), au total, une clientèle de plus de 2 500 athlètes :

· Plus de 270 athlètes identifiés « Élite » accrédités ESIM;
· Plus de 270 athlètes identifiés « Relève » accrédités ESIM;
· Près de 100 athlètes soutenus individuellement par ESIM;
· Plus de 1 200 athlètes de niveau « Espoir » et en développement;
· 75 groupes d'entraînement de haut niveau (GEHN) accrédités par ESIM.

Offre de services aux athlètes et intervenants sportifs :

· Sciences de l'entraînement (ex. : évaluation de la condition physique et de la performance);
· Soutien à l'entraînement (ex. : accès à des salles d'entraînement et à des plateaux sportifs spécialisés);
· Services médicaux et paramédicaux (ex. : physiothérapie, massothérapie, etc.);
· Services de développement personnel (ex. : parrainage, soutien aux demandes de bourses, etc.);
· Soutien aux intervenants sportifs (ex. : formation continue de l'entraîneur, prêt de matériel spécialisé, reconnaissance, etc.).

La dernière convention avec ESIM, d'une durée de 18 mois, a pris fin le 31 décembre 2017. Au cours de cette période, les objectifs ont été atteints (voir le rapport d'activités sur les programmes et services aux athlètes d'ESIM en pièce jointe) :

· Au cours de l'année 2016-2017, ESIM a soutenu huit événements d'envergure nationale et internationale grâce à la gestion et à l'appel de bénévoles, au prêt et à la location d'équipements et à son expertise-conseil;
· Au 30 septembre 2017, ESIM reconnaît 76 GEHN qui ont accès à ses services;
· Les sondages d'appréciation des services offerts par ESIM aux GEHN et aux athlètes individuels démontrent une satisfaction générale par plus de 90 % des répondants;

· L'offre de services est aligné avec celui de l'Institut national du sport du Québec (INSQ) sur la base de l'approche par « déterminants de la performance » développée par l'INSQ en collaboration avec les Centres régionaux d'entraînement multisports (CREM);
· ESIM est le CREM desservant le plus grand nombre d'athlètes et de GEHN au Québec.

Pour le prochain plan d'action, les cibles d'ESIM ont été augmentées en moyenne de 25 %. L'organisme prévoit, entre autres, développer deux pôles de services (est et ouest de l'île) afin de desservir l'ensemble du territoire montréalais.

Le SDSS recommande d'approuver une entente de 36 mois et d'octroyer une somme de 975 000 $. Le mandat prioritaire soutenu par la Ville serait l'offre de services spécialisés aux athlètes de la relève montréalaise, aux groupes d'entraînement, à leurs entraîneurs et autres intervenants. Les services spécialisés qui sont offerts aux athlètes sont identifiés en pièce jointe (rapport d'activités-programmes et services aux athlètes).

JUSTIFICATION

Le soutien de la Ville à ESIM est cohérent avec le modèle d'intervention en sport de haut niveau au Québec: l'offre de services spécialisés aux athlètes, complémentaires à l'entraînement déjà offert par les clubs sportifs locaux, est conférée aux CREM.
Parmi les projets qui seraient soutenus dans le cadre de cette entente, citons notamment : le rendez-vous ESIM des athlètes, le Sommet du sport de haut niveau, le programme de mentorat pour jeunes entraîneurs et l'implantation de points de services en entraînement dans l'ouest et dans l'est de l'île (plan d'action en pièce jointe).

Le soutien de la Ville est essentiel à la reconnaissance d'ESIM par le Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur (MÉES) et par l'INSQ à titre de CREM.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Il est prévu que le soutien financier de l'INS augmente considérablement pour 2017-2018 et les années subséquentes, passant de 125 000 $ à 350 000 $ annuellement. Cela porterait la part du budget de l'organisme financée par la Ville à moins de 50 % des revenus totaux.
Les prévisions budgétaires sont en annexe.
Le soutien financier de 975 000 $ pour une période de 36 mois est équivalent au soutien accordé à ESIM pour l'année 2017, soit 325 000 $ annuellement. Cette dépense serait assumée à 100 % par l'agglomération.

Soutien recommandé - Projet de convention 2018-2020 (échéance 31 décembre 2020) - Total de 975 000 $

Du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2018	Du 1er janvier 2019 au 31 décembre 2019	Du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2020
325 000 $	325 000 $	325 000 $

HISTORIQUE :
Soutien accordé - convention 2016-2017 (échéance 31 décembre 2017) - Total de 490 000 $

Du 1er juillet 2016 au 30 juin 2017	Du 1er juillet 2017 au 31 décembre 2017
325 000 $	165 000 $

Soutien accordé - convention initiale 2013-2016 (échéance 30 juin 2016) - Total de 950 000 $

Du 1er juillet 2013 au 30 juin 2014	Du 1er juillet 2014 au 30 juin 2015	Du 1er juillet 2015 au 30 juin 2016
300 000 $	325 000 $	325 000 $

Les modalités de la convention prévoient 12 versements conditionnels à la remise, par l'organisme, des livrables identifiés à la convention à la satisfaction du SDSS.

Les montants nécessaires à ce dossier sont prévus au budget du Service de la diversité sociale et des sports. Conséquemment, ce dossier ne comporte aucune modification au cadre financier de la Ville.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les mandats d'ESIM se réalisent par la concertation et la participation de nombreux intervenants montréalais en provenance de tous les milieux (sportif, scolaire, touristique, économique et institutionnel) mettant ainsi la collectivité au coeur du développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Principaux impacts à court terme :

- Sans le soutien financier de la Ville, ESIM perdrait le statut de CREM accordé par le MÉES. Montréal serait la seule agglomération d'importance au Québec à ne pas disposer d'un CREM. Faute de soutien financier suffisant, certains athlètes « Élite » montréalais risquent d'interrompre leur carrière avant d'atteindre leur plein potentiel ou décideront de la poursuivre ailleurs;
- La contribution de la Ville a un effet de levier pour l'obtention d'autres sources de financement par l'organisme. L'accord de soutien de la Ville est exigé de la part des autres partenaires financiers ou en biens/services, notamment par l'INSQ.

Principaux impacts à long terme :

- Le soutien de la Ville à ESIM contribue à maintenir le leadership de la métropole quant au nombre d'athlètes élite et relève. 502 athlètes de ces catégories sont identifiés par le MEES sur un total de 1994, ce qui représente 25 % des athlètes élite et relève au Québec;
- Les actions d'ESIM pour les événements sportifs sont un réel besoin de la communauté sportive. Elles génèrent des avantages et des retombées au plan sportif, médiatique et social ainsi que des legs engendrés par l'accueil d'événements majeurs à Montréal. Sans le soutien de la Ville, ESIM n'aura plus les ressources pour soutenir les promoteurs d'événements sportifs et ainsi contribuer à l'atteinte des cibles de la Stratégie montréalaise en matière d'événements sportifs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Un protocole de visibilité est en vigueur et doit être appliqué par l'organisme partenaire (annexe 3 de la convention).

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

22 février 2018 : soumission du dossier au conseil d'agglomération pour approbation;
Automne 2020 : négociation entre le SDSS et l'organisme pour le renouvellement de la convention à partir du 1er janvier 2021.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Catherine BÉLANGER
Conseillère en planification

Tél : 514 872-0631
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-19

Christine LAGADEC
c/d orientations

Tél : 514-872-0035
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Luc DENIS
Directeur

Tél : 514-872-0035
Approuvé le : 2018-01-23

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Johanne DEROME
directeur de service - diversite sociale et sports
Tél : 514-872-6133
Approuvé le : 2018-01-25

ESIM

Le JEUDI 29 JUIN 2017

Monsieur Dimitrios Jim Beis
Maire de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro
Membre du comité exécutif responsable de l'approvisionnement, des sports et loisirs
et des communautés d'origines diverses
Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est,
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Objet : Demande d'appui à l'Agglomération de Montréal de la part d'Excellence sportive de l'île de Montréal

Monsieur le Responsable des sports et loisirs au Comité exécutif,

Permettez-moi, en ma qualité de président d'Excellence sportive de l'Île de Montréal (ESIM), de solliciter officiellement l'appui financier de l'Agglomération de Montréal aux activités de notre organisation pour la période allant du 1er JANVIER 2018 au 31 DÉCEMBRE 2020 (36 mois).

Comme vous le savez déjà, ESIM est née de la volonté manifeste de l'ensemble des intervenants sportifs montréalais. Elle a pour mission de contribuer au développement du sport de haut niveau et au rayonnement sportif de notre métropole. En plus de voir à la coordination d'un important continuum de services aux athlètes de haut niveau répartis dans quelques 127 clubs ou associations sportives différentes sur l'ensemble du territoire montréalais, ESIM est engagée activement dans l'accompagnement de divers projets d'événements sportifs montréalais d'envergure nationale et internationale. ESIM demeure le seul et unique organisme dédié uniquement au sport et au rayonnement sportif de toute l'île de Montréal.

Grâce à l'appui de l'Agglomération depuis notre lancement, il nous a été possible de voir au développement et à la mise en opération de divers programmes et services qui positionnent de façon stratégique notre métropole parmi les villes d'importance sur la scène sportive canadienne. Nous sollicitons donc à nouveau l'appui financier de l'Agglomération de Montréal à raison de 325 000$ annuellement cette fois pour les années 2018, 2019 et 2020. Pour votre information, la collaboration de l'Agglomération obtenue jusqu'à maintenant nous a récemment permis de consolider l'appui financier d'autres partenaires dont l'Institut national du sport du Québec. L'appui sollicité auprès de l'Agglomération pour les trois prochaines années nous permettra donc de poursuivre encore plus à fond la réalisation de nos divers projets.

Vous remerciant à l'avance de votre précieuse collaboration, recevez, Monsieur le Responsable des sports et loisirs au Comité exécutif, l'expression de mes salutations les plus distinguées.

Richard W. Pound, O.C., O.Q., Ad. E, FCPA
Président

Excellence sportive de l'île de Montréal
Complexe sportif Claude-Robillard
1000, ave Émile-Journault, bureau 172
Montréal (Québec) Canada H2M 2E7
T 514 207-2279
esimontreal.ca

Ministère
de l'Éducation,
du Loisir et du Sport
Québec

Bureau du sous-ministre

Québec, le 6 décembre 2013

Monsieur Richard W. Pound
Président
Excellence sportive de l'île de Montréal
Conférence régionale des élus de Montréal
1550, rue Metcalfe, bureau 810
Montréal (Québec) H3A 1X6

Monsieur le Président,

Bien qu'encore cette année la programmation budgétaire du Secteur du loisir et du sport 2013-2014 comprenait le montant prévu dans la convention d'aide financière de l'Institut national du sport du Québec, y intégrant aussi le soutien aux centres d'entraînement unisports et aux centres régionaux d'entraînement multisports, le Conseil du trésor a rendu la même décision qu'en 2012-2013.

Je vous informe donc qu'aucun soutien financier ne vous sera accordé en 2013-2014 pour soutenir la mise en place de votre Centre régional d'entraînement multisports.

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) travaille présentement à l'écriture de la future Politique nationale du sport, du loisir et de l'activité physique d'où découlera un plan d'action. Soyez assuré que le MELS continuera de reconnaître l'existence d'un Centre régional d'entraînement multisports dans votre région.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le sous-ministre adjoint au loisir et au sport,



Luc Fournier

c. c. M. Marc Gélinas, président-directeur général de l'Institut national du sport du Québec

1035, rue De La Chevrotière, 16e étage
Québec (Québec) G1R 5A5
Téléphone : 418 643-3810
Télécopieur : 418 644-4517
www.mels.gouv.qc.ca

ANNEXE 1 : PLAN D'ACTIONS janvier 2018 à juin 2018 d'*Excellence sportive de l'Ile de Montréal (ESIM)* – Entente de collaboration avec la Ville de Montréal

OBJECTIFS	ACTIONS/LIVRABLES	ÉCHÉANCES	INDICATEURS	CIBLES
Offrir des services de qualité ayant un impact significatif sur les athlètes élite et relève, les GEHN, les entraîneurs et intervenants	Un panier de services qui réponde aux besoins des clientèles et qui génèrent des impacts/retombées significatifs. Un cadre de services clair en fonction des orientations de l'INSQ (en tenant compte des équipements et des autorisations accordées à ESIM) et du classement prioritaire des GEHN et des clientèles établies par ESIM.	Rapport de services remis aux dates suivantes : 1er Août 2018 pour la période se terminant le 30 juin 2018 Rapport de satisfaction de la clientèle présenté dans le rapport du 1er août 2018 pour la période se terminant le 30 juin 2018	n. de GEHN recevant au moins un service direct d'ESIM n. d'athlètes individuels de catégories relève ou élite (pas compris dans les GEHN) recevant au moins un service direct d'ESIM Ratio « effet multiplicateur» Niveau d'adéquation entre les services offerts et les besoins exprimés Niveau de satisfaction des clients par rapport aux services offerts Niveau d'adéquation entre le panier de services et les orientations de l'INSQ. Positionnement du niveau de services d'ESIM par rapport aux autres CREM au Québec.	De façon globale, desservir plus de 800 athlètes de haut niveau par des services qui génèrent des impacts positifs selon la répartition suivante: <u>n. de GEHN utilisateurs :</u> 85 GEHN au 30 juin 2018 <u>n. d'athlètes individuels</u> (en supplément des athlètes des GEHN) 100 athlètes individuels au 30 juin 2018 Un effet multiplicateur positif est observé pour ➢ les services médico-sportifs ex. via le programme d'Assurances des athlètes du Canada (PAAC) ratio 1:10 Des taux préférentiels pour les athlètes ESIM permettant des réductions pouvant aller jusqu'à 15% pour une majorité de fournisseurs de services accrédités ESIM ➢ l'accompagnement pour des initiatives de socio-financement à des GEHN et à des athlètes individuels (non-compris dans des GEHN ou pour des projets de socio-financement individuels) pour 15 GEHN et 40 athlètes individuels ayant permis d'amasser des sommes allant de 500$ à 5 000$ Les services offerts sont en adéquation à 75% avec les besoins exprimés lors de l'analyse des besoins et en fonction des paramètres de services des CREM (ex. Exclusion des demandes d'assistance financière pour des frais de compétitions et de camp d'entraînement pcq dépenses non admissibles) et ne tenant compte que des services considérés admissibles pour les CREM. Les clients se disent satisfait ou très satisfait des services offerts dans une proportion de 75 % et ne tenant compte que des services considérés admissibles pour les CREM Le panier de services sera en adéquation à 100% avec les orientations de l'INS Québec pour les athlètes élites et relève et selon les paramètres établis avec l'INS Québec pour les CREM. Se positionner parmi les deux premiers CREM en termes de nombre d'athlètes desservis et en termes de nombre de GEHN desservis par rapport aux autres CREM au Québec.

OBJECTIFS	ACTIONS/LIVRABLES	ÉCHÉANCES	INDICATEURS	CIBLES
Offrir des services de qualité ayant un impact significatif sur les athlètes élite et relève, les GEHN, les entraîneurs et intervenants	Exploiter, de façon optimale, une salle d'entraînement au CSCR dédiée aux athlètes montréalais, en priorité les athlètes identifiés élite et relève (DLTA).	Rapport de satisfaction de la clientèle produit le 1er Août 2018 pour la période se terminant le 30 juin 2018	n. de GEHN utilisateurs n. d'athlètes individuels utilisateurs (pas compris dans les GEHN) Adéquation des services offerts et des besoins de la clientèle	n. de GEHN utilisateurs : 25 GEHN au 30 juin 2018 (250 athlètes environ) n. d'athlètes individuels utilisateurs : (en plus des athlètes desservis directement dans les GEHN) 35 athlètes individuels au 30 juin 2018 **niveau de satisfaction des utilisateurs indiqué à 80% quant à** : • qualité de l'environnement (équipement, matériel, environnement général) • qualité des services offerts • qualité d'accès p/r aux demandes d'accès Les services offerts via la salle ESIM du CSCR sont en adéquation à 80 % avec les besoins exprimés et pour les services considérés admissibles. Ces services sont évalués pour la période se terminant le 30 juin 2018 avec rapport à produire au 1er août 2018.
Offrir des services de qualité ayant un impact significatif sur les athlètes élite et relève, les GEHN, les entraîneurs et intervenants	Implanter un «point de services en entraînement» dans une salle d'entraînement dans la région Ouest de l'île de Montréal à l'intention des athlètes montréalais, en priorité les athlètes identifiés élite et relève (DLTA).	Rapport de satisfaction de la clientèle produit le 1er Août 2018 pour la période se terminant le 30 juin 2018	n. de GEHN utilisateurs n. d'athlètes individuels utilisateurs (pas compris dans les GEHN) Adéquation des services offerts et des besoins de la clientèle	n. de GEHN utilisateurs : 12 GEHN au 30 juin 2018. n. d'athlètes individuels utilisateurs : (en plus des athlètes desservis directement dans les GEHN) 15 athlètes individuels au 30 juin 2018 **niveau de satisfaction des utilisateurs indiqué à 80% quant à** : • qualité de l'environnement (équipement, matériel, environnement général) • qualité des services offerts • qualité d'accès p/r aux demandes d'accès Les services offerts via la salle ESIM de l'Ouest de l'Île de Montréal sont en adéquation à 80 % avec les besoins exprimés et pour les services considérés admissibles. Ces services sont évalués pour la période se terminant le 30 juin 2018 avec rapport à produire au 1er août 2018.
Offrir des services de qualité ayant un impact significatif sur les athlètes élite et relève, les GEHN, les entraîneurs et intervenants	Implanter un programme de mentorat pour jeunes entraîneurs			Le programme de mentorat sportif pour les entraîneurs montréalais prévoit le recrutement et l'encadrement, au total, de 12 entraîneurs «juniors» divisés en trois cohortes différentes et aux périodes suivantes : ➢ Cohorte juin à octobre 2017 ➢ Cohorte septembre à décembre 2017 ➢ Cohorte janvier à avril 2018

OBJECTIFS	ACTIONS/LIVRABLES	ÉCHÉANCES	INDICATEURS	CIBLES
Contribuer à augmenter les retombées pour la communauté sportive montréalaise	Assurer la réalisation d'un Sommet en sport en Avril 2018	Au plus tard le 30 avril 2018 (dates confirmées à l'automne 2017)	➢ Programme d'activités de l'événement ➢ Plan de communication ➢ Prévisions budgétaires Considérant : Nombre de participants Taux de satisfaction des participants Coût des projets	➢ Un programme d'activités ➢ Un plan de communication spécifique pour l'événement ➢ Un document présentant des prévisions budgétaires spécifiques pour l'événement Considérant les éléments suivants : ➢ Un objectif de participation au Sommet de 200 personnes issues de 40 organisations différentes. ➢ Les participants disent que le Sommet satisfait ou satisfait tout à fait leurs attentes dans une proportion de 75% ➢ Un montant maximal de 32 500$ de la Contribution de la Ville de Montréal sera affecté à la réalisation de l'événement
Contribuer à augmenter les retombées sportives pour la communauté sportive montréalaise dans le cadre des événements sportifs majeurs.	Développement d'une présentation des divers services offerts par ESIM aux promoteurs et organisateurs montréalais d'événements sportifs	Production d'un document de présentation des programmes et services offerts par ESIM aux promoteurs et organisateurs montréalais d'événements sportifs au plus tard le 1er novembre 2017	Document de présentation des programmes et services offerts par ESIM aux promoteurs et organisateurs montréalais d'événements sportifs	➢ Un document de présentation

CONVENTION – CONTRIBUTION – CULTURE, SPORTS, LOISIRS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL,** personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par **Yves Saindon, greffier,** dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution **CG06 0006**;

N° d'inscription TPS: 121364749
N° d'inscription TVQ: 1006001374

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **EXCELLENCE SPORTIVE DE L'ÎLE DE MONTRÉAL**, personne morale constituée sous l'autorité de la partie III de la *Loi sur les compagnies* (RLRQ, c. C-38), dont l'adresse principale est le 1000 Émile-Journault, Montréal, Québec, H2M 2E7, agissant et représentée par Danièle Sauvageau, présidente et Raymond Côté, secrétaire-trésorier, dûment autorisés aux fins de la présente convention tel qu'ils le déclarent;

N° d'inscription TPS :
N° d'inscription TVQ :
Numéro d'organisme de charité :

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés à la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE l'Organisme a pour mission de contribuer au développement du sport de haut niveau et au rayonnement de l'île de Montréal en travaillant sur trois axes de façons distinctes : axe athlète, axe événement, axe synergie.

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville accepte de mettre à la disposition de l'Organisme, sujet à la disponibilité de ses ressources, des biens et services qui aideront l'Organisme à réaliser son Projet pour le bénéfice des citoyens;

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, c. C-19) et qu'elle a remis une copie de cette politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires).

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la présente convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente convention à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 **« Annexe 1 »** :	la demande de contribution financière déposée par l'Organisme pour la réalisation du Projet;
2.2 « **Annexe 2** » :	les installations et l'équipement mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;
2.3 « **Annexe 3** » :	exigence de la Ville en matière de visibilité, le cas échéant;
2.4 « **Annexe 4** » :	la description du projet (Plan d'action de l'organisme);
2.5 « **Annexe 5** » :	description de la reddition de compte du Projet;
2.6 « **Annexe 6** » :	liste des dépenses admissibles et non admissibles du Projet;
2.7 « **Annexe 7** » :	prévision budgétaire;
2.6 «**Responsable**» :	le (la) Directeur (trice) de la Direction de la culture, des sports, des loisirs et du développement social de l'Unité administrative ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Installations** » : les arénas, piscines, centres de loisirs, terrains sportifs et tout équipement et matériel mis à la disposition de l'Organisme par la Ville pour permettre à ce dernier de réaliser son Projet;

2.8 « **Projet** » : l'ensemble des activités, actions et interventions proposées par l'Organisme, les objectifs mesurables, les prévisions budgétaires ainsi que le calendrier du déroulement des activités pour une période déterminée et pour la réalisation duquel la Ville lui verse la contribution prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

2.9 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente convention;

2.10 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par le Responsable dans le cadre du Projet le tout tel que plus amplement spécifié à l'Annexe 5;

2.11 « **Session** » : N/A

2.12 « **Unité administrative** » : Service de la diversité sociale et des sports (SDSS) de la Ville.

ARTICLE 3
OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme et de la mise à la disposition des Installations de la Ville pour la réalisation du Projet de l'Organisme.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE LA VILLE

4.1 CONTRIBUTION FINANCIÈRE

4.1.1 **Montant de la contribution financière**

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente convention, la Ville s'engage à lui verser la somme maximale de neuf cent soixante-quinze mille dollars (975 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

4.1.2 **Versements**

4.1.2.1 Pour l'année 2018

4.1.2.1.1 Une somme maximale de cent trente mille dollars (130 000 $) à la signature de la convention et sur réception des documents suivants : Bilan des activités de l'année précédente, prévision budgétaires du 1er janvier au 30 juin 2018, plan d'action du 1er janvier au 30 juin 2018, à la satisfaction du SDSS;

4.1.2.1.2 Une somme maximale de soixante-cinq mille dollars (65 000 $) au 1er mai 2018 et sur réception des documents suivants : Plan d'action annuel et prévisions budgétaires pour la période du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019, à la satisfaction du SDSS;

4.1.2.1.3 Une somme maximale de quatre-vingt-cinq mille dollars (85 000 $) au 1er août 2018 et sur réception des informations suivantes pour la période du 1er janvier au 30 juin 2018: Rapport de services, rapport de satisfaction de la clientèle, rapport d'étape de réalisation du projet de mentorat aux entraîneurs juniors, rapport d'activité pour le sommet en sport de haut niveau et le rapport d'activités en lien avec les services offerts aux promoteurs d'événements sportifs, à la satisfaction du SDSS;

4.1.2.1.4 Une somme maximale de quarante-cinq mille dollars (45 000 $) au 1er octobre 2018 et sur réception des documents suivants : États financiers vérifiés au 30 juin 2018;

4.1.2.2 Pour l'année 2019 :

4.1.2.2.1 Une somme maximale de cent trente mille dollars (130 000 $) au 1er février 2019 et sur réception du bilan des activités de l'année précédente, à la satisfaction du SDSS;

4.1.2.2.2 Une somme maximale de soixante-cinq mille dollars (65 000 $) au 1er mai 2019 et sur réception des documents suivants : Plan d'action annuel et prévisions budgétaires pour la période du 1er juillet 2019 au 30 juin 2020, à la satisfaction du SDSS;

4.1.2.2.3 Une somme maximale de quatre-vingt-cinq mille dollars (85 000 $) au 1er août 2019 et sur réception des informations suivantes pour la période du 1er janvier au 30 juin 2019: Rapport de services, rapport de satisfaction de la clientèle, rapport d'étape de réalisation du projet de mentorat aux entraîneurs juniors, rapport d'activité pour le sommet en sport de haut niveau et le rapport d'activités en lien avec les services offerts aux promoteurs d'événements sportifs, à la satisfaction du SDSS;

4.1.2.2.4 Une somme maximale de quarante-cinq mille dollars (45 000 $) au 1er octobre 2019 et sur réception des documents suivants : États financiers vérifiés au 30 juin 2019;

4.1.2.3 Pour l'année 2020 :

4.1.2.3.1 Une somme maximale de cent trente mille dollars (130 000 $) au 1er février 2020 et sur réception du bilan des activités de l'année précédente, à la satisfaction du SDSS;

4.1.2.3.2 Une somme maximale de soixante-cinq mille dollars (65 000 $) au 1er mai 2020 et sur réception des documents suivants : Plan d'action et prévisions budgétaires pour la période du 1er juillet 2020 au 31 décembre 2020, à la satisfaction du SDSS;

4.1.2.3.3 Une somme maximale de quatre-vingt-cinq mille dollars (85 000 $) au 1er août 2020 et sur réception des informations suivantes pour la période du 1er janvier au 30 juin 2020: Rapport de services, rapport de satisfaction de la clientèle, rapport d'étape de réalisation du projet de mentorat aux entraîneurs juniors, rapport d'activité pour le sommet en sport de haut niveau et le rapport d'activités en lien avec les services offerts aux promoteurs d'événements sportifs, à la satisfaction du SDSS;

4.1.2.3.4 Une somme maximale de quarante-cinq mille dollars (45 000 $) au 1er octobre 2020 et sur réception des documents suivants : États financiers vérifiés au 30 juin 2020;

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente convention.

4.1.3 **Ajustement de la contribution financière**

4.1.3.1 Le Responsable peut suspendre tout paiement si l'Organisme refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations. Dans ce cas, le nombre de versements pourra être ajusté, selon les directives de la Ville.

4.1.3.2 Le Responsable peut suspendre ou annuler un versement ou encore exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, le Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

4.1.4 **Aucun intérêt**

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer à la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

4.2 **INSTALLATIONS**

La Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites à l'Annexe 2 de la présente convention pour lui permettre de réaliser son Projet.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération de la contribution versée par la Ville, l'Organisme s'engage à :

5.1 **RÉALISATION DU PROJET**

5.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

5.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 4.1.1 de la présente convention;

5.1.3 lorsque le Projet se réalise sur plus d'une année, transmettre au Responsable, au plus tard les 1er mai de chaque année de la présente convention, une mise à jour annuelle de la description détaillée du Projet (Plan d'action);

5.1.4 obtenir une autorisation écrite du Responsable avant de procéder à toute modification majeure au contenu du Projet, au calendrier de travail ou au budget prévu;

5.2 **PROMOTION ET PUBLICITÉ**

faire état de la participation de la Ville, conformément aux dispositions concernant les normes de visibilité décrites à l'Annexe 3, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être

préalablement approuvée par écrit par le Responsable avant sa diffusion. Le plan de communication d'ESIM, détaillant la place accordée à la visibilité de la Ville dans ses publications, doit être soumis au responsable annuellement.

5.3 **INSTALLATIONS**

5.3.1 utiliser les Installations mises à sa disposition aux seules fins décrites à la présente convention;

5.3.2 respecter toutes les obligations contenues à l'Annexe 2 relativement aux Installations qui y sont décrites;

5.3.3 faire connaître, lorsqu'ils se présentent, ses besoins en Installations pour la réalisation de son Projet;

5.3.4 partager avec d'autres organismes ou personnes les Installations mises à sa disposition par la Ville pourvu que les Installations soient utilisées pour des activités qui s'inscrivent dans le cadre du Projet;

5.4 **ASSURANCES**

5.4.1 souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur, pendant toute la durée de la présente convention, un contrat d'assurance-responsabilité civile, accordant une protection minimale de deux millions de dollars (2 000 000,00 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices par accident ou événement et dans laquelle la Ville est désignée coassurée. De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville;

5.4.2 remettre, à la signature de la présente convention, la police d'assurance ou le certificat d'assurance conforme aux exigences de l'article 5.4.1. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police, au moins quinze (15) jours avant son échéance;

5.5 **ASPECTS FINANCIERS**

5.5.1 déposer la Reddition de compte auprès du Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que le Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis du Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise au plus tard les 1er février, 1er mai, 1er août et 1er octobre de chaque année et doit couvrir la période comprise entre la signature de la présente convention et le 31

décembre 2018 pour la première année et la période du 1er janvier au 31 décembre pour les années subséquentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les soixante (60) jours de la Date de terminaison;

5.5.2 transmettre aux dates exigées par le Responsable le Rapport annuel;

5.5.3 signer une formule de confirmation d'utilisation des sommes versées par la Ville aux seules fins de la réalisation du Projet, sous une forme à convenir entre les Parties;

5.5.4 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou le Responsable ou leurs représentants, à examiner, en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente convention;

5.5.5 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, transmettre pour chaque année de la présente convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), les états financiers vérifiés de l'Organisme conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.6 dans la mesure où la contribution financière annuelle est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), transmettre pour chaque année de la présente convention au Responsable les états financiers de l'Organisme, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

5.5.7 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels.

5.6 **AUTORISATIONS ET PERMIS**

5.6.1 obtenir, à ses frais, toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente convention;

5.6.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

5.7 **RESPECT DES LOIS**

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville ainsi qu'à ceux des propriétaires des Installations ou des assureurs. Cette obligation s'applique notamment, mais sans s'y limiter, à l'obtention de permis lors de la tenue d'une activité ou d'un événement, au cours duquel la consommation d'alcool est prévue;

5.8 **STATUT D'OBSERVATEUR**

5.8.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre au Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente convention, une copie des Règlements généraux de l'Organisme;

5.8.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus au règlement de régie interne de l'Organisme;

5.9 **RESPONSABILITÉ**

garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente convention et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcé contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

5.10 **SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL**

lorsque la contribution financière annuelle est accordée par le conseil municipal, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et dans la mesure où le Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal, et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente convention.

ARTICLE 6
DURÉE

La présente convention prend effet à sa signature par les deux Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8 de la présente convention, le 31 décembre 2020.

Nonobstant la fin de la présente convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 5.5.1, 5.5.2, 5.5.4, 5.5.5, 5.5.6, 5.9 et 5.10 continueront de lier les Parties.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Aux fins de la présente convention, l'Organisme est en défaut :

7.1.1 si l'administration de ses affaires passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.2 s'il a fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 s'il refuse ou néglige d'exécuter une de ses obligations dans les quinze (15) jours d'un avis du Responsable l'enjoignant de s'exécuter;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnue comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas mentionnés au sous-paragraphe 7.1.3, le Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans un délai de quinze (15) jours. Le Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.1, 7.1.2 et 7.1.4, la présente convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente convention en application des articles 7.2, 7.3 ou 8.1, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville, dans un délai de cinq (5) jours suivant cette date, toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 Malgré l'article 6, la Ville peut, par avis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours adressé à l'Organisme, mettre fin à la présente convention. Cet avis devra respecter les conditions et spécifications prévues à l'article 13.11 de la présente convention.

8.2 Dans le cas prévu à l'article 8.1 de la présente convention, l'Organisme doit remettre à la Ville la portion non utilisée de la somme versée par cette dernière dans les cinq (5) jours d'une demande écrite du Responsable. À cet effet, l'Organisme est tenu dès réception de l'avis de résiliation de s'abstenir de dépenser toute somme versée par la Ville et non encore engagée. Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due.

8.3 Chaque Partie renonce à toute réclamation ou poursuite de quelque nature à l'encontre de l'autre Partie en cas de résiliation en vertu du présent article, sauf quant au remboursement, le cas échéant, de la portion non utilisée de la contribution financière mentionnée au paragraphe 4.1.1.

ARTICLE 9
REMISE DES INSTALLATIONS

9.1 Dans les vingt (20) jours de la Date de terminaison de la présente convention, l'Organisme doit libérer les Installations en les laissant dans leur état original, sous réserve de l'usure normale, réparer ou remplacer le matériel défectueux ou rendu inutilisable et procéder à l'enlèvement de ses biens. À défaut par l'Organisme de procéder à l'enlèvement de ses biens dans le délai imparti, la Ville pourra le faire aux frais de celui-ci, sans autre avis ni délai.

9.2 Si les Installations sont rendues substantiellement inutilisables par suite d'un incendie ou d'un autre sinistre, la Ville peut, à son choix et sans encourir aucune responsabilité envers l'Organisme pour les dommages que peut lui causer une telle décision, mettre fin à la présente convention en lui donnant un avis écrit à cet effet. Dans ce cas, la présente convention prend fin comme si son terme était écoulé, et l'Organisme doit libérer les Installations.

ARTICLE 10
PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Dans l'esprit de la loi canadienne sur les droits d'auteur, l'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 11
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

11.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

11.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par le Responsable à cet égard.

11.3 L'Organisme doit notamment informer le Responsable, par écrit, de tout contrat conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme ou de toute commission, salaire, honoraires, rabais ou avantage quelconque pouvant découler de la présente convention, autre qu'un don symbolique ou protocolaire, dont il pourrait bénéficier directement ou indirectement.

11.4 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer des frais concernant toute convention avec un tiers ou le salaire de tout employé qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 10 de la présente convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signé celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 ENTENTE COMPLÈTE

La présente convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 DIVISIBILITÉ

Une disposition de la présente convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 ABSENCE DE RENONCIATION

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 REPRÉSENTATIONS DE L'ORGANISME

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 MODIFICATION À LA PRÉSENTE CONVENTION

Aucune modification aux termes de la présente convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 LOIS APPLICABLES ET JURIDICTION

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 AYANTS DROIT LIÉS

La présente convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 CESSION

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L’Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente convention.

13.9 FORCE MAJEURE ET CAS FORTUIT

Les Parties ne seront pas responsables de l'inexécution de leurs obligations ou des pertes ou dommages qu'elles pourraient subir à la suite de telle inexécution si celle-ci est due à un cas de force majeure ou à un cas fortuit. Aux fins de la présente convention, sont assimilés à un cas de force majeure ou cas fortuit une grève ou toute autre cause hors du contrôle de chacune des Parties.

13.10 EXEMPLAIRE AYANT VALEUR D’ORIGINAL

La présente convention peut être signée séparément à même un nombre infini d’exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu’un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu’un original.

13.11 AVIS ET ÉLECTION DE DOMICILE

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l’Organisme

L’Organisme fait élection de domicile au 1000 Émile-Journault, Montréal, Québec, H2M 2E7, et tout avis doit être adressé à l'attention du président. Pour le cas où il changerait d’adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l’Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, et tout avis doit être adressé à l'attention du Responsable.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de ..... 20__

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
(Inscrire le nom et le titre de la personne autorisée)

Le .....e jour de ..... 20__

Excellence sportive de l'île de Montréal

Par : _____
Mme. Danièle Sauvageau, présidente

Par : _____
M. Raymond Côté, secrétaire-trésorier

La présente convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de …….. 20__ (Résolution …….).

ANNEXE 1

DEMANDE DE SOUTIEN FINANCIER DÉPOSÉE PAR L'ORGANISME POUR LA RÉALISATION DU PROJET

ESIM

Le JEUDI 29 JUIN 2017

Monsieur Dimitrios Jim Beis
Maire de l'arrondissement de Pierrefonds-Roxboro
Membre du comité exécutif responsable de l'approvisionnement, des sports et loisirs
et des communautés d'origines diverses
Ville de Montréal
275, rue Notre-Dame Est,
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Objet : Demande d'appui à l'Agglomération de Montréal de la part d'Excellence sportive de l'île de Montréal

Monsieur le Responsable des sports et loisirs au Comité exécutif,

Permettez-moi, en ma qualité de président d'Excellence sportive de l'île de Montréal (ESIM), de solliciter officiellement l'appui financier de l'Agglomération de Montréal aux activités de notre organisation pour la période allant du 1er JANVIER 2018 au 31 DÉCEMBRE 2020 (36 mois).

Comme vous le savez déjà, ESIM est née de la volonté manifeste de l'ensemble des intervenants sportifs montréalais. Elle a pour mission de contribuer au développement du sport de haut niveau et au rayonnement sportif de notre métropole. En plus de voir à la coordination d'un important continuum de services aux athlètes de haut niveau répartis dans quelques 127 clubs ou associations sportives différentes sur l'ensemble du territoire montréalais, ESIM est engagée activement dans l'accompagnement de divers projets d'événements sportifs montréalais d'envergure nationale et internationale. ESIM demeure le seul et unique organisme dédié uniquement au sport et au rayonnement sportif de toute l'île de Montréal.

Grâce à l'appui de l'Agglomération depuis notre lancement, il nous a été possible de voir au développement et à la mise en opération de divers programmes et services qui positionnent de façon stratégique notre métropole parmi les villes d'importance sur la scène sportive canadienne. Nous sollicitons donc à nouveau l'appui financier de l'Agglomération de Montréal à raison de 325 000$ annuellement cette fois pour les années 2018, 2019 et 2020. Pour votre information, la collaboration de l'Agglomération obtenue jusqu'à maintenant nous a récemment permis de consolider l'appui financier d'autres partenaires dont l'Institut national du sport du Québec. L'appui sollicité auprès de l'Agglomération pour les trois prochaines années nous permettra donc de poursuivre encore plus à fond la réalisation de nos divers projets.

Vous remerciant à l'avance de votre précieuse collaboration, recevez, Monsieur le Responsable des sports et loisirs au Comité exécutif, l'expression de mes salutations les plus distinguées.

Richard W. Pound, O.C., O.Q., Ad. E, FCPA
Président

Excellence sportive de l'île de Montréal
Complexe sportif Claude-Robillard
5000, rue Émile-Journault, bureau 132
Montréal (Québec) Canada H1M 2Y3
T 514 493-7779
esimontreal.ca

ANNEXE 2

INSTALLATIONS ET ÉQUIPEMENT MIS À LA DISPOSITION DE L'ORGANISME PAR LA VILLE POUR PERMETTRE À L'ORGANISME DE RÉALISER SON PROJET

A – Conditions générales

Sujet aux conditions énoncées ci-dessous, la Ville met à la disposition de l'Organisme les Installations décrites dans la partie B de la présente annexe :

1. L'Organisme ne doit effectuer aucune modification, transformation ou addition dans les Installations sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Responsable;

2. L'Organisme doit informer le Responsable sans délai et par écrit, de tout incendie, même mineur, survenu dans les Installations ainsi que de toutes défectuosités, fuites, bris ou dommages causés de quelque façon que ce soit aux Installations;

3. L'Organisme ne doit placer aucun équipement lourd affiches, bannières, pancartes ou autres accessoires publicitaires, incluant, sans limitation, des systèmes d'annonces lumineuses, à l'intérieur ou à l'extérieur des Installations sans obtenir au préalable le consentement écrit du Responsable;

   L'Organisme doit également respecter les normes de la Ville concernant l'identification des lieux prêtés, incluant le pavoisement, le tout conformément aux exigences et à la satisfaction de la Ville.

4. L'Organisme ne doit ni entreposer ni garder des produits de nature explosive, inflammable ou dangereuse dans les Installations;

5. L'Organisme doit veiller à ce que la demande et la consommation d'énergie électrique n'excèdent en aucun temps la capacité des installations électriques situées dans les Installations. Lorsqu'il y a utilisation du système d'amplification ou d'éclairage, l'Organisme devra affecter une personne fiable à cette tâche, identifiée par l'organisme, et faire connaître le nom de celle-ci au gestionnaire de l'installation au moins une semaine à l'avance. Aucune modification à ce système ne peut être faite sans l'autorisation écrite de la Ville.

6. L'Organisme doit veiller à ce que ne soient pas troublées la jouissance normale des Installations par les autres occupants ni celle des occupants des immeubles voisins.

7. L'Organisme doit s'assurer que les Installations sont utilisés de façon sécuritaire et conformément aux règles en vigueur. Ainsi, dans les cas où l'usage d'accessoires ou de matériel est compris dans la présente convention, la Ville n'est pas responsable de tout accident pouvant survenir suite au mauvais usage, défectuosité et vice caché du matériel et des accessoires.

L'Organisme doit notamment collaborer à la mise en œuvre et au maintien des procédures d'évacuation en cas de situation d'urgence.

B- INSTALLATIONS PRÊTÉES À L'ORGANISME

Locaux à usage exclusif d'ESIM

Nom de l'Installation	Adresse	Espace prêté	Date de début de la Session	Date de fin de la Session
Complexe sportif Claude-Robillard	1000 Émile-Journault	• Bureaux administratifs situés au rez-de-chaussée • Salle d'entraînement dédiée aux athlètes accrédités d'ESIM au 2e sous-sol • Local d'entreposage au rez-de-chaussée	1er janvier 2018	31 décembre 2020

Équipements

Article	N° Inventaire	Quantité
N/A		

ANNEXE 3

NORMES DE VISIBILITÉ

Ces normes de visibilité précisent les principes et les modalités de communication qui guideront l'Organisme dans la mise en œuvre de la présente convention.

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences de la présente Annexe.

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française comme cela est prévu à la présente Annexe.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la collaboration dans toutes les communications relatives au Projet;
- Sur les médias sociaux, souligner la collaboration et remercier la Ville pour leur soutien;
- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan;
- Apposer les logos de la Ville sur tous ses outils de communication imprimés et électroniques, par exemple et notamment les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciement, les certificats de participation, etc.;

  Les logos de Montréal devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : ***Fier partenaire de la Ville de Montréal.;***

- Soumettre pour approbation (**visibilite@ville.montreal.qc.ca**) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins **10 jours ouvrables** avant leur diffusion;
- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toute publicité télé ou web. Les logos de Montréal peuvent faire partie d'un regroupement de partenaires. Par contre, à titre de partenaire principal, il devra être mis en évidence;
- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs.

2.2. Relations publiques et médias

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les blogueurs, photographes, caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;
- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville:
  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance;
  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et le communiqué concernant le Projet;
  - Offrir au cabinet du maire et du comité exécutif la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de **20 jours ouvrables** à l'avance.

1) Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);
- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres partenaires sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);
- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11).

2.4. Publicité et promotion

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;
- Les dites photos ou vidéos devront être fournies sur demande. Une série de photographies post-événement devront également être remises;
- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;
- Le plan de communication d'ESIM, détaillant la place accordée à la visibilité de la Ville dans ses publications, doit être soumis au responsable annuellement;
- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels, prévus au plan de communication d'ESIM, par la Ville (**visibilite@ville.montreal.qc.ca**) avant leur impression et leur diffusion;
- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;
- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent document;
- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminé) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;
- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);
- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité.
    - Un message sera préparé à cet effet par la Ville;
- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;
- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;

- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics.

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant les normes de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca.

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **''Communiquer avec nous''** sur https://mairedemontreal.ca/.

ANNEXE 4

DESCRIPTION DU PROJET (Plan d'action)

PLAN D'ACTIONS janvier 2018 à juin 2018 d'*Excellence sportive de l'Ile de Montréal (ESIM)* –
Entente de collaboration avec la Ville de Montréal V-6

OBJECTIFS	ACTIONS/LIVRABLES	ECHEANCES	INDICATEURS	CIBLES
Offrir des services de qualité ayant un impact significatif sur les athlètes élite et relève, les GEHN, les entraîneurs et intervenants	Un panier de services qui répondent aux besoins des clientèles et qui génèrent des impacts/retombées significatifs. Un cadre de services clair en fonction des orientations de l'INSQ (en tenant compte des équipements et des autorisations accordées à ESIM) et du classement prioritaire des GEHN et des clientèles établies par ESIM.	Rapport de services remis aux dates suivantes : 1er Août 2018 pour la période se terminant le 30 Juin 2018 Rapport de satisfaction de la clientèle présenté dans le rapport du 1er Août 2018 pour la période se terminant le 30 Juin 2018	N. de GEHN recevant au moins un service direct d'ESIM N. d'athlètes individuels de catégories relève ou élite (pas compris dans les GEHN) recevant au moins un service direct d'ESIM Nombre d'athlètes recevant de l'information sur l'importance d'un programme d'assurances (ex. PAAC) pour la couverture de services médico-sportifs Liste des professionnels (on entreprises) offrant des taux préférentiels aux athlètes ESIM Nombre de sites de socio-financement Niveau d'adéquation entre les services offerts et les besoins exprimés (liste des besoins recueillis vs liste des services offerts) Niveau de satisfaction des clients par rapport aux services offerts Niveau d'adéquation entre le panier de services et les orientations de l'INSQ. Positionnement du niveau de services d'ESIM par rapport aux autres CREM au Québec.	De façon globale, desservir plus de 800 athlètes de haut niveau par des services qui génèrent des impacts positifs selon la répartition suivante: n. de GEHN utilisateurs : 85 GEHN au 30 Juin 2018 n. d'athlètes individuels (en supplément des athlètes des GEHN) 100 athlètes individuels au 30 Juin 2018 n. de GEHN utilisateurs : 85 GEHN au 30 Juin 2018 et n. d'athlètes individuels (en supplément des athlètes des GEHN) 100 athlètes individuels au 30 Juin 2018 auront reçu des informations sur l'importance d'un programme d'assurances pour la couverture des services médico-sportifs (ex. PAAC) ➢ Des taux préférentiels pour les athlètes ESIM permettant des réductions pouvant aller jusqu'à 15% ➢ Un accompagnement pour des initiatives de socio-financement à des GEHN et à des athlètes individuels (non-compris dans des GEHN ou pour des projets de socio-financement individuels) pour 10 GEHN et 25 athlètes individuels ayant permis d'amasser des sommes allant de 500$ à 5 000$ Les services offerts sont en adéquation à 75% avec les besoins admissibles exprimés lors de l'analyse des besoins et en fonction des paramètres de services des CREM (ex. Exclusion des demandes d'assistance financière pour des frais de compétitions et de camp d'entraînement pcq dépenses non admissibles) et ne tenant compte que des services considérés admissibles pour les CREM. Les clients se disent satisfait ou très satisfait des services offerts dans une proportion de 75 % et ne tenant compte que des services considérés admissibles pour les CREM Le panier de services sera en adéquation à 100% avec les orientations de l'INS Québec pour les athlètes élites et relève et selon les paramètres établis avec l'INS Québec pour les CREM. Se positionner parmi les deux premiers CREM en termes de nombre d'athlètes desservis et en termes de nombre de GEHN desservis par rapport aux autres CREM au Québec.

OBJECTIFS	ACTIONS/LIVRABLES	ECHEANCES	INDICATEURS	CIBLES
Offrir des services de qualité ayant un impact significatif sur les athlètes élite et relève, les GEHN, les entraîneurs et intervenants	Exploiter, de façon optimale, une salle d'entraînement au CSCR dédiée aux athlètes montréalais, en priorité les athlètes identifiés élite et relève (DLTA).	Rapport de satisfaction de la clientèle produit le 1er Août 2018 pour la période se terminant le 30 Juin 2018	N. de GEHN utilisateurs N. d'athlètes individuels utilisateurs (pas compris dans les GEHN) Adéquation des services offerts et des besoins de la clientèle	n. de GEHN utilisateurs : 25 GEHN au 30 Juin 2018 (250 athlètes environ) n. d'athlètes individuels utilisateurs : (en plus des athlètes desservis directement dans les GEHN) 35 athlètes individuels au 30 Juin 2018 **niveau de satisfaction des utilisateurs indiqué à 80% quant à** : • qualité de l'environnement (équipement, matériel, environnement général) • qualité des services offerts • qualité d'accès p/r aux demandes d'accès Les services offerts via la salle ESIM du CSCR sont en adéquation à 80 % avec les besoins exprimés et pour les services considérés admissibles. Ces services sont évalués pour la période se terminant le 30 Juin 2018 avec rapport à produire au 1er Août 2018.
Offrir des services de qualité ayant un impact significatif sur les athlètes élite et relève, les GEHN, les entraîneurs et intervenants	Exploiter, de façon optimale, un point de services dédié aux athlètes montréalais, en priorité les athlètes identifiés élite et relève (DLTA) dans l'Ouest de l'île de Montréal.	Rapport de satisfaction de la clientèle produit le 1er Août 2018 pour la période se terminant le 30 Juin 2018	N. de GEHN utilisateurs N. d'athlètes individuels utilisateurs (pas compris dans les GEHN) Adéquation des services offerts et des besoins de la clientèle	n. de GEHN utilisateurs : 12 GEHN au 30 Juin 2018. n. d'athlètes individuels utilisateurs : (en plus des athlètes desservis directement dans les GEHN) 15 athlètes individuels au 30 Juin 2018 **niveau de satisfaction des utilisateurs indiqué à 80% quant à** : • qualité de l'environnement (équipement, matériel, environnement général) • qualité des services offerts • qualité d'accès p/r aux demandes d'accès Les services offerts via la salle ESIM de l'Ouest de l'Île de Montréal sont en adéquation à 80 % avec les besoins exprimés et pour les services considérés admissibles. Ces services sont évalués pour la période se terminant le 30 Juin 2018 avec rapport à produire au 1er Août 2018.
Offrir des services de qualité ayant un impact significatif sur les athlètes élite et relève, les GEHN, les entraîneurs et intervenants	Implanter un programme de mentorat pour jeunes entraîneurs	Rapport d'étape de réalisation du projet produit le 1er Août 2018 pour la période se terminant le 30 Juin 2018.	Nombre d'entraîneurs «juniors» ayant complété le programme	Le programme de mentorat sportif pour les entraîneurs montréalais prévoit le recrutement et l'encadrement, au total, de 12 entraîneurs «juniors» divisés en trois cohortes différentes et aux périodes suivantes : ➢ 6 entraîneurs au total pour la cohorte juin à octobre 2017 et la cohorte Septembre à Décembre 2017 (objectif de 5/6 complétant le programme de mentorat) ➢ 6 entraîneurs pour la cohorte Janvier à Avril 2018 (objectif de 5/6 complétant le programme de mentorat)

OBJECTIFS	ACTIONS/LIVRABLES	ECHEANCES	INDICATEURS	CIBLES
Contribuer à augmenter les retombées pour la communauté sportive montréalaise	Assurer la réalisation d'un Sommet du sport en Avril 2018 Un rapport spécifique d'activités est produit incluant un bilan de l'activité et un plan d'actions et de suivi du Sommet	Au plus tard le 30 Avril 2018 Le 1er Août 2018 pour la période se terminant le 30 Juin 2018 (Sommet tenu en Avril 2018)	Nombre de participants Taux de satisfaction des participants Coût des projets	➢ Un objectif de participation au Sommet de 200 personnes issues de 40 organisations différentes. ➢ Les participants disent que le Sommet satisfait ou satisfait tout à fait leurs attentes dans une proportion de 75% ➢ Un montant maximal de 32 500$ de la Contribution de la Ville de Montréal sera affecté à la réalisation de l'événement
Contribuer à augmenter les retombées sportives pour la communauté sportive montréalaise dans le cadre des événements sportifs majeurs.	Un rapport spécifique d'activités est produit Une lettre d'entente de collaboration est convenue entre ESIM et Tourisme Montréal confirmant la complémentarité des services respectivement offerts	Le 1er Août 2018 pour la période se terminant le 30 Juin 2018	Nombre de comités organisateurs montréalais ayant reçu la collaboration d'ESIM Liste des services offerts par ESIM vs services offerts par Tourisme Montréal	➢ 4 comités organisateurs montréalais d'événements sportifs auront reçu la collaboration d'ESIM dans la planification, l'organisation, la direction ou l'évaluation de leur événement durant la période allant du 1er juillet 2017 au 30 juin 2018

ANNEXE 5

MODÈLE POUR LA REDDITION DE COMPTES

Remettre des photographies et/ ou vidéos officiels au Responsable, libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur le site Internet de la Ville ou tout autre support média

Transmettre au 31 janvier de chaque année:

- ❑ Un rapport de services pour la période du 1er juillet au 31 décembre de l'année précédente et qui comprend :
    - o L'évolution de l'atteinte des cibles du plan d'action
    - o Un rapport d'impact sur les athlètes individuels et les groupes d'entraînement:
        - Une description de l'état de la situation initiale des athlètes de haut niveau et de leur environnement;
        - une analyse des effets directs ou indirects, temporaires ou permanents, du projet sur les athlètes soutenus (performances, santé, etc.);
        - Les raisons pour lesquelles le projet a été retenu en regard des préoccupations du milieu sportif montréalais;
        - Les méthodes scientifiques ou techniques utilisées (démarche, critères d'impact, etc.) pour la réalisation de l'étude d'impact ainsi que les difficultés rencontrées.
- ❑ Un rapport de satisfaction de la clientèle en regard des services offerts par ESIM
- ❑ Un rapport de visibilité (publicités, dépliants, revue de presse, événements promotionnels, etc.)
- ❑ Un plan de communication détaillant la place accordée à la visibilité de la Ville dans ses publications

Transmettre au 30 avril de chaque année :

- ❑ Plan d'action annuel pour la période du 1er juillet de l'année en cours au 30 juin de l'année suivante
- ❑ Prévision budgétaire pour la période du 1er juillet au 30 juin de l'année suivante

Transmettre au 31 juillet de chaque année :

- ❑ Un rapport de services pour la période du 1er janvier au 30 juin de l'année précédente et qui comprend :
    - o L'évolution de l'atteinte des cibles du plan d'action

- Un rapport d'impact sur les athlètes individuels et les groupes d'entraînement:
  - Une description de l'état de la situation initiale des athlètes de haut niveau et de leur environnement;
  - une analyse des effets directs ou indirects, temporaires ou permanents, du projet sur les athlètes soutenus (performances, santé, etc.);
  - Les raisons pour lesquelles le projet a été retenu en regard des préoccupations du milieu sportif montréalais;
  - Les méthodes scientifiques ou techniques utilisées (démarche, critères d'impact, etc.) pour la réalisation de l'étude d'impact ainsi que les difficultés rencontrées.

- ❑ Un bilan annuel
- ❑ Un rapport de satisfaction de la clientèle par rapport aux services offerts
- ❑ Un rapport d'étape de réalisation des projets spécifiques du plan d'action

Transmettre au 30 septembre de chaque année:

- ❑ Les états financiers vérifiés d'ESIM
- ❑ Les états financiers vérifiés de la contribution financière de la Ville de Montréal

Transmettre 90 jours après la réalisation du Sommet du sport :

- ❑ Un rapport d'étape pour la réalisation du Sommet du sport de haut niveau qui comprend :
  - Nombre de participants
  - Taux de satisfaction des participants
  - Coût du projet
  - Recommandations découlant de la tenue de l'activité

ANNEXE 6

LISTE DES DÉPENSES ADMISSIBLES ET NON ADMISSIBLES

La contribution de la Ville peut financer :

- Un maximum de 50 % des charges salariales de l'organisme;
- un maximum de 32 500 $ (10 % de la contribution) pour le Sommet du sport de haut niveau;
- un maximum de 25 000 $ (8 % de la contribution) pour le RDV ESIM des athlètes
- les services aux athlètes et intervenants du milieu sportif montréalais de haut niveau, incluant les activités suivantes;
    - l'évaluation des besoins ainsi l'accréditation des GEHN et des athlètes individuels;
    - les services en sciences de l'entraînement (ex : évaluation de la performance), en soutien à l'entraînement (ex : accès à des plateaux sportifs spécialisés), médicaux et paramédicaux (ex : physiothérapie, massothérapie, etc.), en développement personnel (ex : parrainage) et aux intervenants sportifs (ex : formations continue de l'entraîneur, reconnaissance, etc.);
    - la création de vidéos promotionnelles pour les athlètes;
    - le projet d'accès à une salle d'entraînement dans l'ouest de l'île (Achat d'équipement, conception de l'aménagement, etc.);
    - le projet d'accès à une salle d'entraînement dans l'est de l'île (Contrôle d'accès);
    - le projet de mentorat pour les jeunes entraîneurs
    - les profils et la plateforme de socio-financement (ex : formations, « make a champ »)
- Tout autre projet approuvé par le responsable et qui sera intégré au plan d'action du Projet.

Les dépenses suivantes ne sont pas admissibles :

- Les coûts engendrés après le 31 décembre 2020;
- les coûts de réparation ou de maintenance généraux ou périodiques;
- les achats d'immeubles, de terrains et de servitudes;
- le frais juridiques;
- les frais de financement temporaire;
- les frais de déplacements des athlètes en compétition ou en camp d'entraînement.

ANNEXE 7

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1174141003

Unité administrative responsable :	Service de la diversité sociale et des sports , Direction des sports , Division des sports et de l'activité physique
Objet :	Approuver la convention avec l'organisme Excellence sportive de l'île de Montréal, se terminant le 31 décembre 2020 et octroyer une contribution financière totale et maximale de 975 000 $ en provenance du budget de fonctionnement du Service de la diversité sociale et des sports.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds - GDD 1174141003.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposée au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-25

Hong-Van TRAN
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-1094
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.18

2018/02/22 17:00

(2)

Dossier # : 1170206011

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré la firme Dyplex Communications Ltd., pour l'implantation et la souscription annuelle aux droits d'utilisation d'un logiciel multi-plateformes pour la surveillance pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 117 075,00 $USD (173 323,99 $ CDN), taxes incluses, pour une période de douze (12) mois/Approuver un projet de convention à cette fin/Autoriser un virement budgétaire de 158 300 $CDN, net de taxes, pour 2018 en provenance des dépenses générales d'administration de compétence d'agglomération vers le Service des technologies de l'information pour l'année 2018.

Il est recommandé :

1. d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, un projet de convention de gré à gré entre la Ville et la firme Dyplex Communications Ltd. (fournisseur unique), pour une période de douze (12) mois, pour l'implantation et la souscription à des droits d'utilisation d'un logiciel multi-plateformes pour la surveillance pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 117 075,00 $USD (173 323,99 $CDN), taxes incluses, conformément aux offres de service de cette firme (#209075 et #209076) en date du 6 septembre 2017 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
2. d'autoriser un virement budgétaire de 158 300,00 $CDN, net de taxes, en provenance du budget des dépenses générales d'administration de compétence d'agglomération vers le budget de fonctionnement 2018 du Service de la technologie et de l'information, conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du Service des finances;
3. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2018-02-07 10:32

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1170206011**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré la firme Dyplex Communications Ltd., pour l'implantation et la souscription annuelle aux droits d'utilisation d'un logiciel multi-plateformes pour la surveillance pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 117 075,00 $USD (173 323,99 $ CDN), taxes incluses, pour une période de douze (12) mois/Approuver un projet de convention à cette fin/Autoriser un virement budgétaire de 158 300 $CDN, net de taxes, pour 2018 en provenance des dépenses générales d'administration de compétence d'agglomération vers le Service des technologies de l'information pour l'année 2018.

CONTENU

CONTEXTE

Le travail des enquêteurs du SPVM dépend, de plus en plus, des outils technologiques de pointe qui permettent de faire rapidement des recherches sur les individus et les lieux physiques. La Ville détient actuellement plusieurs de ces outils qui ne sont toutefois pas intégrés, ce qui nuit à l'efficacité du travail des enquêteurs. En effet, les enquêteurs doivent questionner individuellement chacun des outils utilisés afin d'obtenir l'information requise. La Division des opérations spécialisées cherche à intégrer ces outils d'enquête sous une seule et même plateforme. Suite à une vigie effectuée par le SPVM et le Service des TI, le logiciel Sylver Eye, un produit de la firme Knowmadics, a été identifié comme étant le seul produit sur le marché actuel qui intègre toutes ces fonctionnalités de recherche et de surveillance. Le logiciel Sylver Eye facilitera le travail des enquêteurs en matière d'enquête : l'enquêteur travaillera seulement avec un seul outil et non pas avec une multitude de logiciels, comme il le fait actuellement, et sauvera du temps, un facteur essentiel lors des interventions policières. Silver Eye permet, par ailleurs, d'améliorer la sécurité de nos agents lors des opérations policières.

Sylver Eye est distribué par Dyplex Communications Ltd., seul revendeur autorisé au Canada.

L’objet de ce présent dossier décisionnel est d'accorder un contrat de gré à gré la firme Dyplex Communications Ltd., pour l'implantation et la souscription annuelle aux droits d'utilisation d'un logiciel multiplateformes pour la surveillance pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 117 075,00 $ USD (173 323,99 $ CDN), taxes incluses, pour une période de douze (12) mois, à approuver un projet de convention à cette fin, et à autoriser un virement budgétaire de 158 300,00 $ CDN, net de taxes, pour 2018 en provenance des dépenses générales d'administration vers le Service des technologies de l'information.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

Le présent contrat avec la firme Dyplex Communications Ltd comprend les items suivants :

- Les droits d'utilisation pour une période de douze (12) mois;
- L'implantation du logiciel Sylver Eye;
- Le support à la formation pour les formateurs de la Ville;
- L'entretien et le support des logiciels.

Le logiciel Sylver Eye comprend les caractéristiques suivants :

- Possibilité de transmission des données en temps réel;
- Facilité de partager les informations avec les autres corps policiers;
- Utilisation du logiciel sous les deux systèmes d'exploitation Internetwork Operating System d'Apple (IOS) ou Androïd;
- Disponibilité du logiciel en version française.

Sylver Eye remplacera les outils suivants :

-
  - Outil de gestion et analyse des balises;
  - Outil de positionnement en temps réel des balises;
  - Outils de visionnement de caméras de surveillance sur la route.

JUSTIFICATION

La souscription annuelle aux droits d'utilisation de Sylver Eye permet aux enquêteurs du SPVM d'avoir une plus grande marge de manoeuvre et autonomie lors des perquisitions, des opérations policières et de la surveillance des lieux physiques et des personnes. Ce produit est déjà utilisé par les nombreux corps policiers du Canada et des États-Unis.
Cet outil technologique va permettre une plus grande autonomie et la flexibilité nécessaire à la gestion des enquêtes en cours. À partir de son ordinateur ou d'une tablette, l'enquêteur pourra, par exemple, visualiser les images vidéo, analyser les positionnements cellulaires et les balises installées et transmettre en temps réel des photos à une équipe de surveillance. La plateforme permet également la gestion de la preuve recueillie et la gestion des accès à de l'information sensible.

La durée du contrat est d'une année. Étant donné que cette solution offre des fonctionnalités intéressantes et qu'elle a un impact sur les opérations du SPVM, la Ville

pourra apporter des ajustements lors du renouvellement, si nécessaire, notamment au niveau des quantités.

Ce contrat sera accordé, en vertu de l'article 573.3 (2) de la Loi sur les cités et villes à Dyplex Communications Ltd., puisqu'après que des vérifications documentées et sérieuses ont été effectuées pour s'assurer de l'unicité de ce fournisseur, il s'est avéré que Dyplex Communications Ltd. est la seule firme autorisée à vendre le logiciel Sylver Eye au Canada (pièces jointes).

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant maximal du contrat est de 173 323,99 $, taxes incluses.
Tableau de répartition des coûts (taxes incluses) :

Description	2018	TOTAL
Souscription aux droits d'utilisation du logiciel Sylver Eye (BF)	173 323,99 $	173 323,99 $
TOTAL	173 323,99 $	173 323,99 $

Dépenses non capitalisables (BF) :

La dépense de 173 323,99 $, taxes incluses, (158 267,90 $ net de taxes), sera imputé au budget de fonctionnement (BF) du Service des technologies de l'information jusqu'au terme du contrat, d'une durée d'un an à partir de l'octroi.

Cette dépenses sera financée, à 100 % par l'agglomération, par un virement budgétaire de 158 300 $, net de taxes, pour 2018 en provenance des dépenses générales d'administration de compétence d'agglomération, vers le Service des technologies de l'information."

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Le présent dossier décisionnel permet une flexibilité dans le travail quotidien des enquêteurs du SPVM et le logiciel acquis est utilisé par les différents corps policiers du Canada et des États-Unis. Le SPVM pourra bénéficier, de plus, des développements des autres clients de Sylver Eye.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Approbation du dossier par le CE: 14 février 2018;
- Approbation du dossier par le CM: 19 février 2018;
- Approbation du dossier par le CG: 22 février 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Gilles BOUCHARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Annabelle FERRAZ, Service de police de Montréal

Lecture :

Annabelle FERRAZ, 20 octobre 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Tien-Dung LÊ
Conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514 872-6933
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-11-09

Sébastien BERTEAU
Chef de division mesures d'urgences à la direction

Tél : 5142806963
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gervais THIBAULT
Directeur - Solutions d'affaires sécurité publique et justice
Tél : 514 280-3567
Approuvé le : 2017-11-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 514-280-6970
Approuvé le : 2018-01-25

June 15, 2017

Service de police de la Ville de Montréal (SPVM)
Section Soutien Technique
4545 Hochelaga, 2e etage
Montreal (Que) H1V1C2

To Whom It May Concern:

Dyplex is currently the only authorized reseller of Knowmadics SilverEye in Canada and Knowmadics, Inc is the sole owner and developer of SilverEye software.

If you have any questions or if I can be of assistance please contact me at (703) 665-7430 or via e-mail alana.burbidge@knowmadics.com.

Knowmadics Inc. Authorization:



Alana Burbidge
Director of Sales and Channel Management

DYPLEX COMMUNICATIONS LTD.
107 Woodbine Downs Blvd Units 7&8
Toronto, Ontario, Canada M9W 6Y1
Tel:416-675-2002 Fax: 416-675-1822
Email: info1@dyplex.com
www.dyplex.com

Le 16 juin 2017

SPVM
4545 Rue Hochelaga, 2ième étage
Montréal, QC H1V 1C2
Attention: Jean-François Taza

Bonjour Jean-François,

Sujet: Système SilverEye au Canada

Cette lettre confirme que Dyplex Communications Ltd. est le seul vendeur au Canada du système SilverEye de la compagnie Knowmadics, Inc.

Sincèrement,

J.P.Denis Loignon
Ventes techniques
Dyplex Communications Ltd.

Les coûts d'acqusition et d'intégration de la solution de géolocalisation au RAO

Item #	Description	Nombre d'unités	Prix unitaire en $ US avant taxes	Prix en $ US avant taxes	Prix en $ CAD avant taxes	Prix $ CAD, taxes incluses	Taux de change (2017-12-12, www.XE.com)	1.28763
1	Acquisition l'acquisition et l'implantation du logiciel Sylver Eye	1	$107 075.00	$107 075.00	$137 872.98	$158 519.46	TPS+TVQ	1.14975
2	Formation	1	$10 000.00	$10 000.00	$12 876.30	$14 804.53		
			Total	**$ 117 075.00**	**$ 150 749.28**	**$ 173 323.99**		

CONVENTION DE SERVICES PROFESSIONNELS

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Monsieur Yves Saindon, greffier dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la Loi sur les cités et villes;

Ci-après appelée la « **VILLE** »

ET :

Dyplex Communications LTD., personne morale ayant sa principale place d'affaires au 107, Woodbine Downs Blvd, Unit 6, Toronto, Ontario, M9W 6Y1, agissant et représentée par M. J.P. Denis Loignon, représentant des ventes techniques, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'il le déclare;

Ci-après appelé(e) le « **CONTRACTANT** »

N^{o} d'inscription T.P.S. : 101534667
N^{o} d'inscription T.V.Q. :

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ATTENDU QUE la Ville de Montréal a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite Politique au cocontractant;

ARTICLE 1
DÉFINITIONS

Dans la présente convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les termes suivants signifient: :

1.1 « **Directeur** » : le directeur du Service des technologies de l'information ou son représentant dûment autorisé;

1.2 « **Annexe 1** » : l'offre de service (soumission 209075 et 209076) présentée par le Contractant le 6 septembre 2017..

ARTICLE 2
OBJET

La Ville retient les services du Contractant qui s'engage, selon les termes et conditions de la présente convention à fournir la souscription à des droits d'utilisation et l'implantation d'un logiciel multi-plateformes pour la surveillance (Sylver Eye) pour le Service de police de la Ville de Montréal.

ARTICLE 3
INTERPRÉTATION

3.1 Le texte de la présente convention prévaut sur toute disposition ou condition.

ARTICLE 4
DURÉE

La présente convention entre en vigueur à sa signature par les parties ou à toute date ultérieure fixée par le Directeur et prend fin lorsque le Contractant a complètement exécuté ses services, celui-ci demeurant tenu au respect de ses autres obligations envers la Ville.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

La Ville doit :

5.1 assurer au Contractant la collaboration du Directeur;

5.2 remettre au Contractant les documents qu'elle jugera utiles à l'exécution de la convention, documents qui seront considérés exacts, à moins que le Directeur ne soit avisé sans délai et par écrit de leur inexactitude;

5.3 communiquer avec diligence au Contractant la décision du Directeur sur tout plan, rapport, proposition ou autre document soumis par le Contractant.

ARTICLE 6
OBLIGATIONS DU CONTRACTANT

Le Contractant doit :

6.1 exécuter la convention en collaboration étroite avec le Directeur et tenir compte de toutes ses instructions et recommandations sur la façon d'exécuter le travail confié;

6.2 assurer la confidentialité des données et des renseignements fournis par la Ville, de même que de ceux qui lui seraient révélés à l'occasion des services faisant l'objet des présentes;

6.3 obtenir l'autorisation écrite de la Ville avant d'utiliser ces données et renseignements à toute autre fin;

6.4 divulguer à la Ville tout intérêt qu'il peut avoir dans l'acquisition ou l'utilisation par la Ville de biens ou de services ayant une relation avec la présente convention;

6.5 remettre à la Ville, les documents ou autres éléments de production mis à sa disposition par celle-ci dans l'état où ils lui ont été livrés;

6.6 assumer ses frais généraux, tels le transport, les repas, les services de secrétariat et autres;

6.7 soumettre à la Ville une ou des factures détaillées tenant compte des heures attribuées à l'exécution de la convention et précisant le taux et le montant des taxes applicables aux services du Contractant, de même que le numéro d'inscription qui lui a été attribué par Revenu Canada pour les fins de la TPS et par Revenu Québec pour les fins de la TVQ;

6.8 transmettre au Directeur, selon les modalités et la fréquence que lui indique le Directeur, un rapport faisant état de l'avancement des travaux en regard notamment de l'évolution des coûts, du respect du calendrier et de la performance générale des activités;

ARTICLE 7
PRÉROGATIVES DU DIRECTEUR

À l'exclusion de toute autre personne ou autorité, le Directeur a pleine compétence pour :

7.1 coordonner l'exécution de la convention;

7.2 exiger du Contractant la rectification et la correction de ces travaux, recherches et rapports, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 8
HONORAIRES

En contrepartie de l'exécution des obligations assumées par le Contractant, la Ville s'engage à lui verser une somme maximale de cent dix sept milles soixante quinze dollars US ou cent soixante treize milles trois cent vingt et trois dollars et quatre vint dix neuf sous canadiens 117 075,00 $USD (173 323,99 $CDN) couvrant tous les honoraires et toutes les taxes applicables aux services du Contractant.

Cette somme est payable à la fin des travaux (installation, formation).

Toutefois, la Ville n'acquittera pas les honoraires du Contractant si les factures de ce dernier ne comportent pas toutes les informations requises quant à la TPS et à la TVQ.

Aucun paiement d'honoraires versé au Contractant ne constitue une reconnaissance du fait que les services rendus par celui-ci sont satisfaisants ou conformes aux termes de la présente convention.

ARTICLE 9
LIMITE DE RESPONSABILITÉ

La responsabilité de la Ville pouvant lui être imputée en raison de la présente convention et des faits ou omissions s'y rapportant ne peut en aucun cas excéder la somme maximale mentionnée à l'article 8.

ARTICLE 10
DROITS D'AUTEUR

En considération des honoraires prévus à l'article 8, le Contractant: :

10.1 cède à la Ville tous ses droits d'auteur se rapportant aux rapports, études et autres documents réalisés dans le cadre de la présente convention, et renonce à ses droits moraux;

10.2 garantit la Ville qu'il est l'unique propriétaire ou l'usager autorisé des droits d'auteur relatifs aux rapports, études et documents dont il se sert aux fins d'exécuter la présente convention;

10.3 tient la Ville indemne de toute réclamation quant à ces droits, y compris les droits moraux, s'engage à prendre fait et cause pour cette dernière dans toute action intentée contre elle en raison de ces droits et à l'indemniser de tout jugement rendu à son encontre en capital, intérêts et frais.

ARTICLE 11
RÉSILIATION

11.1 La Ville peut mettre fin à cette convention en tout temps, sur simple avis écrit, en acquittant le coût des services alors rendus, sur présentation de pièces justificatives.

11.2 Le Contractant doit alors livrer à la Ville tous les rapports, études, données, notes et autres documents préparés à la date de l'avis de résiliation.

11.3 Le Contractant n'a aucun recours contre la Ville pour la perte de profits anticipés ni pour des dommages occasionnés du fait de cette résiliation.

ARTICLE 12
CONDITIONS GÉNÉRALES

12.1 **ÉLECTION DE DOMICILE**

Aux fins des présentes, chaque partie élit domicile à l'adresse indiquée à la première page de la présente convention ou à toute autre adresse dont elle aura préalablement avisé l'autre partie par courrier recommandé.

12.2 **HÉRITIERS ET REPRÉSENTANTS LÉGAUX**

La présente convention lie les héritiers et représentants légaux des parties, étant toutefois entendu que les droits et obligations de l'une des parties ne peuvent être cédés à un tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l'autre partie.

12.3 **MODIFICATION**

Aucune modification aux termes de cette convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit des parties.

12.4 **VALIDITÉ**

Une disposition de la présente convention jugée invalide par le tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

12.5 **LOIS APPLICABLES**

La présente convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

12.6 **LIEN D'EMPLOI**

La présente convention ne crée d'aucune façon un lien d'emploi entre les parties.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 20

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon, greffier de la Ville

Le e jour de 20

Dyplex Communications LTD

Par : _____
(Nom et titre de la personne autorisée)

Cette convention a été approuvée par la résolution _____.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1170206011

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Objet :	Accorder un contrat de gré à gré la firme Dyplex Communications Ltd., pour l'implantation et la souscription annuelle aux droits d'utilisation d'un logiciel multi-plateformes pour la surveillance pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), pour une somme maximale de 117 075,00 $USD (173 323,99 $ CDN), taxes incluses, pour une période de douze (12) mois/Approuver un projet de convention à cette fin/Autoriser un virement budgétaire de 158 300 $CDN, net de taxes, pour 2018 en provenance des dépenses générales d'administration de compétence d'agglomération vers le Service des technologies de l'information pour l'année 2018.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1170206011 agg.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire
Soutien et conseil financier
Brennan
Tél : 514- 872-0962

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-07

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et trésorier

Tél : 514 872-6630
Division : Service des finances

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.19

2018/02/22 17:00

(2)

Dossier # : 1176634002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 1,322 069,79 $, pour le support et la maintenance de l'infrastructure de radiocommunication et des ordinateurs véhiculaires du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), pour une période de 2 ans, soit du 1 mars 2018 au 29 février 2020, dans le cadre du contrat à Bell Mobilité - Division Radio (CG13 0047), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 896 176,00 $ à 4 218 245,79 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin / Autoriser un virement budgétaire de 87 400,00 $ en 2018, en provenance des dépenses générales d'administration de compétence d'agglomération à cette fin / Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service des TI de 84 000,00 $ pour 2019 et les années subséquentes

Il est recommandé :

1. d'accorder à la firme Bell Mobilité - Division Radio (BMR) la prolongation prévue au contrat pour le support et la maintenance de l'infrastructure de radiocommunication et des ordinateurs véhiculaires du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), conformément à l'appel d'offres public #12-12413, pour une période de 2 ans soit du 1 mars 2018 au 29 février 2020, pour un montant total maximal de 1,322 069,79 $ taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 2 896 176,00$ $ à 4 218 245,79 $, taxes incluses.

2. d'autoriser un virement budgétaire de 87 400,00 $, au net, en provenance des dépenses générales d'administration de compétence d'agglomération vers le budget de fonctionnement 2018 du Service de la technologie et de l'information, conformément aux informations financières inscrites à l'intervention du Service des finances.

3. d'autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire de 84 000$ du Service des Technologies de l'information pour 2019 et les années subséquentes.

4. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

5. d'approuver le projet de convention à cette fin.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2018-02-07 10:31

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1176634002**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de la prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 1,322 069,79 $, pour le support et la maintenance de l'infrastructure de radiocommunication et des ordinateurs véhiculaires du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), pour une période de 2 ans, soit du 1 mars 2018 au 29 février 2020, dans le cadre du contrat à Bell Mobilité - Division Radio (CG13 0047), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 896 176,00 $ à 4 218 245,79 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin / Autoriser un virement budgétaire de 87 400,00 $ en 2018, en provenance des dépenses générales d'administration de compétence d'agglomération à cette fin / Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service des TI de 84 000,00 $ pour 2019 et les années subséquentes

CONTENU

CONTEXTE

Le Système de Gestion des Interventions (SGI) est au cœur des activités opérationnelles du Service de sécurité Incendie de Montréal (SIM). Il permet la répartition des appels d'urgence ainsi que la gestion des opérations et des communications sur le territoire de l'île de Montréal. Il est actuellement utilisé par plus de 2400 pompiers, 24 heures par jour et 365 jours par année. Il soutient la gestion de plus de 127 500 interventions par année. Il est composé principalement d'une solution pour les communications entre véhicules, déployée en 2004, ainsi qu'un système de répartition assisté par ordinateur (RAO), mis en service en 2007.
Le SGI permet d'acheminer aux intervenants du SIM plusieurs types d'informations pertinentes relatives aux interventions, telles que le type de bâtiment, la présence de matières dangereuses et la localisation des bornes d'incendie. Son utilisation contribue à la réduction du temps de réponse lors d'un appel d'urgence et à l'amélioration des processus de répartition du SIM, ce qui contribue à assurer la sécurité des citoyens et celle des intervenants du SIM. Le SGI est constitué d'un ensemble de composantes dont

l'infrastructure de radiocommunication et des ordinateurs véhiculaires.

En février 2013, suite à l'appel d'offres public #12-12413, un contrat a été octroyé à la firme Bell Mobilité - Division Radio (BMR) (CG13 0047), pour une période cinq ans, pour le support et la maintenance de l'infrastructure de radiocommunication et des ordinateurs véhiculaires du SIM. Cet appel d'offres comportait la possibilité d'une prolongation de l'entente pour un maximum de trois périodes supplémentaires de 12 mois.

L'objet du présent dossier vise donc à autoriser, conformément à l'appel d'offres public # 12 -12413, la prolongation du contrat octroyé à la firme Bell Mobilité - Division Radio (BMR) pour le support et la maintenance de l'infrastructure de radiocommunication et des ordinateurs véhiculaires du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), pour la période du 1 mars 2018 au 29 février 2020, pour un montant total maximal de 1,322 069,79 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 2 896 176,00$ à 4 218 245,79 $, taxes incluses. Le dossier consiste également à approuver un projet de convention à cette fin, à autoriser un virement budgétaire de 87 400 $ (au net) en 2018 en provenance des dépenses générales d'administration vers le budget du Service des TI, ainsi qu'à autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service des TI de 84 000 $ (au net) pour 2019 et les années subséquentes.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0687 - 16 décembre 2016 - Adopter le règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes (RCG 06-054)
CG13 0047 - 28 février 2013 - Accorder un contrat à Bell Mobilité - Division Radio, pour le support et la maintenance de l'infrastructure de radiocommunication et des ordinateurs véhiculaires du Service de sécurité incendie de Montréal, pour une période de 5 ans, soit du 1er mars 2013 au 28 février 2018, pour une somme maximale de 2 896 176 $, taxes incluses, avec l'option de prolongation pour 3 années additionnelles - Appel d'offres public 12-12413 (2 soumissionnaires. - 1 seul conforme)/Approuver le projet de convention à cet effet.

CE13 0063 - 23 janvier 2013 - Accorder un contrat de gré à gré à Bell Mobilité Inc. - Division Radio, afin de fournir le support et la maintenance de l'infrastructure de radiocommunication et des ordinateurs véhiculaires du Service de sécurité incendie de Montréal, pour une période de 3 mois, soit du 1er décembre 2012 au 28 février 2013, pour une somme maximale de 90 000 $, taxes incluses/Approuver le projet de convention à cet effet.

CG12 0467 - 20 décembre 2012 - Conclure avec Hypertec Systèmes inc., une entente-cadre d'une durée de 60 mois, pour la fourniture d'ordinateurs véhiculaires robustes pour le Service de sécurité incendie de Montréal - Appel d'offres public 12-12409/Autoriser l'acquisition de 256 ordinateurs véhiculaires robustes dans le cadre de l'entente-cadre, pour une dépense maximale de 1 308 637,86 $, taxes incluses.

CG12 0270 - 23 août 2012 - Autoriser une dépense additionnelle de 250 344,98 $, taxes incluses, pour la mise à niveau de la passerelle Dataradio-IP de l'infrastructure radio du SGI du SIM dans le cadre du contrat accordé à BMR, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 853 539,58 $ à 2 103 884,56 $, taxes incluses.

CG08 0014 – 31 janvier 2008 – Octroyer un contrat à BMR pour le support et l'entretien de l'infrastructure de radiocommunication et des ordinateurs véhiculaires du SIM, pour une somme maximale de 1 853 539,58 $, taxes incluses, pour une durée de 60 mois, soit du 1er décembre 2007 au 30 novembre 2012.

CE07 1279 - 15 août 2007 - Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour un contrat de support et d'entretien de l'infrastructure de radiocommunication et des

ordinateurs véhiculaires du SGI du SIM, selon les critères de sélection et leur pondération spécifiés au devis.

CM03 0897 - 25 novembre 2003 - Octroyer un contrat à Bell Mobilité Radio inc. pour l'entretien des ordinateurs mobiles et des équipements de radiocommunication du Système de gestion des interventions (SGI) - Dépense de 2 596 768 $, taxes incluses - Appel d'offres public 03-7915.

DESCRIPTION

Le Service des TI souhaite maintenir l'accès aux services de la firme BMR pour deux années supplémentaires. Les principaux services inclus dans ce contrat de support et de maintenance sont :

- Le service préventif qui assure la vérification complète ainsi que les ajustements nécessaires pour tous les équipements et logiciels énoncés;
- Le service de mise à jour d'appoint des logiciels utilisés pour les opérations du SIM sur les ordinateurs véhiculaires;
- Le service d'installation et de désinstallation des équipements mobiles ainsi que leurs accessoires et le service de relocalisation des équipements radio en caserne;
- Le service de déploiement des nouveaux ordinateurs véhiculaires;
- La gestion des demandes de services;
- Le service d'entretien correctif qui consiste à maintenir et rétablir le service de tous les équipements, incluant le diagnostic, la correction des défauts de fonctionnement, la remise en marche des composantes & équipements, les mises au point des équipements, la calibration des équipements de radiocommunication, et la mise jour des logiciel;
- La gestion de l'inventaire (équipements, composantes, logiciels et pièces couverts par l'entente).

JUSTIFICATION

L'infrastructure de radiocommunication véhiculaire et les ordinateurs véhiculaires sont des composantes essentielles au fonctionnement global du SGI et jouent un rôle crucial sur le plan opérationnel. Ces composantes assurent les communications et la transmission d'informations pertinentes aux interventions entre le Centre de communications et les ordinateurs véhiculaires. À ce titre, les services offerts par la firme BMR sont requis afin d'assurer le support et la maintenance de l'infrastructure de radiocommunication et des ordinateurs véhiculaires du SIM.
Les informations transmises via l'infrastructure véhiculaire contribuent à assurer la sécurité des citoyens et celle des intervenants du SIM. Ces composantes doivent être disponibles 24 heures par jour, 365 jours par année. La prolongation de ce contrat de support et de maintenance permettra d'assurer le fonctionnement des composantes de l'infrastructure de radiocommunication véhiculaire, des ordinateurs véhiculaires, et permettra ainsi d'assurer la continuité des opérations.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de services de plus de 1 M $ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés financiers (AMF).

- La firme Bell Mobilité Inc. a obtenu son accréditation le 14 mai 2014 et cette dernière a été renouvelée en 2017. Bell Mobilité Inc. est inscrite à l'AMF sous le numéro de client 3000185095.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût total maximal de cette prolongation de contrat sera assumé comme suit :
Tableau de répartition des coûts (taxes incluses) :

Description	2018 (10 mois)	2019 (12 mois)	2020 (2 mois)	Total
Support et maintenance de l'infrastructure de radiocommunication et des ordinateurs véhiculaires (BF)	550 862,41 $	661 034,90 $	110 172,48 $	1 322 069,79 $
Total	550 862,41 $	661 034,90 $	110 172,48 $	1 322 069,79 $

Un montant maximal de 1 322, 069,79 $, taxes incluses, (1 207 225,94 $ net de taxes) sera imputé au budget de fonctionnement 2018-2020 du Service des TI.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense, provenant des budgets du Service des technologie et de l'information, ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget d'agglomération.

En effet, la restructuration administrative effectuée en 2017, a généré des déplacements de dépenses de compétence locale vers des dépenses de compétence d'agglomération et inversement. Toute choses étant égale par ailleurs, ces déplacements ont modifié les budgets identifiés à chaque compétence sans pour autant que les activités opérationnelles reliées à ces budgets aient subi des modifications. Il convient donc de rétablir l'équilibre (des charges imputées à chaque compétence) qui prévalait avant la réorganisation. Cette correction s'est faite à travers le taux des dépenses mixtes d'administration de compétence d'agglomération qui est établi dans le règlement sur les dépenses mixtes. Le calcul de celui-ci pour le budget 2017, a donc été révisé afin de neutraliser l'effet du transfert fiscal causé par la réorganisation administrative. Ce taux est adopté par le conseil d'agglomération via le règlement RCG 06-054. La méthodologie d'établissement de ce taux est conforme au travail réalisé en 2006 sur le sujet par le groupe de travail créé par la commission du conseil d'agglomération sur les finances et l'administration et formé de représentants des municipalités reconstituées et du Service des finances de la Ville de Montréal. Elle permet de maintenir l'équilibre fiscal des dépenses identifiées à l'agglomération lors de restructurations administratives de la Ville de Montréal.

Cette dépense sera également financée, pour l'année 2018, par un virement budgétaire de 87 370,56 $, au net, en provenance des dépenses générales d'administration de compétence d'agglomération vers le budget du Service des TI, ainsi que par un ajustement de la base budgétaire du Service des TI de 84 012,95 $, net de taxes, pour l'année 2019 et les années subséquentes.

Tableau comparatif des coûts annuels d'entretien (taxes incluses):

Période	Coût annuel d'entretien (taxes incluses)	Coût mensuel d'entretien (taxes incluses)	Écart en $ (mensuel)	Écart en %
2013 (10 mois)	463 650,48 $	46 365,05 $	n/a	n/a
2014	509 955,29 $	42 496,27 $	-3 868,77 $	-8 %
2015	549 843,65 $	45 820,30 $	3 324,03 $	8 %

2016	549 843,65 $	45 820,30 $	0,00 $	0 %
2017	549 843,65 $	45 820,30 $	0,00 $	0 %
2018	664 711,90 $	55 392,66 $	9572,34$	21 %
2019	661 034,90 $	55 086,24 $	-306,42 $	-1 %
2020 (2 mois)	110 172,48 $	55 086,24 $	0,00 $	0 %

La hausse de 21 % relative au coût d'entretien & de support du nouveau contrat (par rapport au contrat précédent) s'explique par le recours à une garantie prolongée pour les équipements véhiculaires. En effet, la garantie du manufacturier viendra à échéance à la fin de février 2018. Cette hausse était déjà prévue et autorisée par les instances (CG13 0047).

Bien que le dossier engendre une hausse de 9572,34 $ (mensuelle) des coûts d'entretien et du budget de fonctionnement, cela permettra d'accroître la vie utile de 2 ans et de réduire globalement le coût de propriété de la solution. En effet, les coûts de remplacement de la solution sont nettement plus élevés.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Étant donné que le SGI est directement lié à la protection des citoyens, il est impératif que l'ensemble des composantes utilisées soit opérationnel et supporté 24 heures par jour et 365 jours par année.
La prolongation de ce contrat pour une période de vingt quatre (24) mois supplémentaires permettra un fonctionnement optimal de l'infrastructure de radiocommunication et des ordinateurs véhiculaires du SIM.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Présentation du dossier au CE: 14 février 2018;
- Présentation du dossier au CM: 19 février 2018;
- Présentation du dossier au CG: 22 février 2018;

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, règlements et encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Suzana CARREIRA CARVALHO)

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Bernard BOUCHER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Gilles BOUCHARD)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Sylvain CARRIÈRE, -

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucia DELLA SALA
Conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 514 868-3912
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-11-17

Sébastien BERTEAU
Chef de division mesures d'urgences à la direction

Tél : 514 280-6963
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gervais THIBAULT
Directeur - Solutions d'affaires sécurité publique et justice
Tél : 514 280-3567
Approuvé le : 2017-11-27

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 514 280-6970
Approuvé le : 2018-01-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1176634002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Objet :	Exercer l'option de la prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 1,322 069,79 $, pour le support et la maintenance de l'infrastructure de radiocommunication et des ordinateurs véhiculaires du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), pour une période de 2 ans, soit du 1 mars 2018 au 29 février 2020, dans le cadre du contrat à Bell Mobilité - Division Radio (CG13 0047), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 896 176,00 $ à 4 218 245,79 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin / Autoriser un virement budgétaire de 87 400,00 $ en 2018, en provenance des dépenses générales d'administration de compétence d'agglomération à cette fin / Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service des TI de 84 000,00 $ pour 2019 et les années subséquentes

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

City of Montreal Extension 18aug17.pdf12-12413 BMR renouvellement.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Bernard BOUCHER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5290

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-08

Denis LECLERC
C/S App. strat. en Biens
Tél : 514-872-5241
Division : Division De L Acquisition De Biens Et Services

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

PAR TÉLÉCOPIE

Le 16 août 2017

Monsieur Gary Semplonius
Bell Mobilité Inc.
200, boulevard Bouchard, 4 Co
Dorval (Québec) H9S 5X5

Télécopieur : 514 420-8315

Objet : Prolongation de contrat
Appel d'offres n° 12-12413
SUPPORT ET MAINTENANCE DE L'INFRASTRUCTURE RADIOCOMMUNICATION ET ORDINATEURS VÉHICULAIRES DU SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIES DE MONTRÉAL

Monsieur,

Par la présente, la Ville de Montréal vous signifie son intention de recommander la prolongation du contrat pour l'appel d'offres n°12-12413. Cette option est définie à la clause 8 des « Clauses administratives particulières » du cahier des charges de l'appel d'offres cité en objet.

Sous réserve des autorisations relevant des autorités compétentes, la prolongation du contrat serait effective pour une période 24 mois, et ce, selon les termes et conditions de votre soumission présentée le 3 décembre 2012 dans le cadre de l'appel d'offres12-12413.

Nous vous serions gré de bien vouloir nous signifier vos intentions par courriel à bur_soumissions@ville.montreal.qc.ca **au plus tard le 18 août 2017** afin que nous puissions compléter les processus administratifs confirmant la prolongation du contrat.

Si des informations additionnelles s'avéraient nécessaires, n'hésitez pas à communiquer avec le soussigné.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.

J'accepte la prolongation : _____ Aug. 18/17
Nom en majuscules et signature — Date

En acceptant la prolongation de ce contrat, je m'engage à fournir, dans les trente (30) jours qui précèdent la fin du contrat régulier, si initialement exigé dans l'appel d'offres, une garantie d'exécution sous forme de chèque visé, de traite bancaire ou de cautionnement au 50 % de la valeur annuelle du contrat.

Je refuse la prolongation : _____ _____
Nom en majuscules et signature — Date

Bernard Boucher
Agent d'approvisionnement II
Courriel : bernard.boucher@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-5290

BB/wv

c.c. M. Daniel Cauchon
M. Stéphane Camirand

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

Le 1 décembre 2017

Avis favorable avec commentaires

Appel d'offres no 12-12413

Titre : SUPPORT ET MAINTENANCE DE L'INFRASTRUCTURE RADIOCOMMUNICATION ET ORDINATEURS VÉHICULAIRES DU SERVICE DE SÉCURITÉ INCENDIES DE MONTRÉAL

Conformément aux clauses 4, 5 et 9 des clauses administratives particulières de l'appel d'offres 12-12413:

4. Durée du contrat

Sous réserve des conditions mentionnées dans les documents des instructions au soumissionnaire et clauses générales de l'appel d'offres, le contrat convenu avec le fournisseur est effectif pour une période de soixante (60) mois à partir de l'émission du bon de commande.

5. Prolongation du contrat

Sur avis écrit de la Ville donner à l'adjudicataire au moins quatre-vingt-dix (90) jours calendrier avant la date présumée de fin du contrat et suite à une entente écrite intervenue entre les deux parties, le présent contrat pourra être prolongé de douze (12) mois chacun, pour un maximum de trois (3) prolongations.

Tout renouvellement du contrat convenu avec le fournisseur devra respecter l'intégralité des termes du présent appel d'offres.

9. Indexation des prix

Les prix soumis demeurent fermes pour toutes commandes émises dans la première année suivant l'adjudication du contrat.

Pour les produits
À la date anniversaire, et pour les années subséquentes, sur avis écrit du fournisseur, l'indexation se fera selon le taux de variation sur 12 mois de l'indice des prix à la consommation (IPC) publié par Statistique Canada dans la dernière édition disponible à la date anniversaire sous la référence : : *Indices de prix des produits industriels, par industrie et groupes d'industries – Fabrication de produits informatiques et électroniques. : Tableau 3-18. (Janvier 2012)./ No 62-011-X au catalogue.*

$$P_1 = P_0 * \left[\left(\frac{M_{0\,IPC}}{M_{-1\,IPC}} \right) \right]$$

Avec :

P_0	Prix en vigueur au début du contrat
P_1	Prix indexé
$M_{0\ IPC}$	Moyenne de la valeur mensuelle des indices (IPC) pour les 12 mois postérieurs au début de contrat ou postérieurs à la dernière indexation, selon le plus tardif des deux événements.

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

$M_{-1\ IPC}$ Moyenne de la valeur mensuelle des indices (IPC) pour les 12 mois précédents au début de contrat

Pour le service

Les prix soumis demeurent fermes pour toutes commandes émises dans la première année suivant l'adjudication du contrat.

À la date anniversaire, et pour les années subséquentes, sur avis écrit du fournisseur, l'indexation se fera selon le taux de variation sur 12 mois de l'indice des prix des produits industriels (IPPI) publié par Statistique Canada dans la dernière édition disponible à la date anniversaire sous la référence :

Tableau 329-00141,2,3
Les indices de prix des services professionnels en informatique (IPSPI), conception de systèmes informatiques et services connexes, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN),

Tableau 327-00361,2,3
Indices des prix des installations de télécommunications (IPIT),

$$P_1 = P_0 * \left[\left(\frac{M_{0\,IPPI}}{M_{-1\ IPPI}} \right) \right]$$

Avec :

P_0 Prix en vigueur au début du contrat

P_1 Prix indexé

$M_{0\ IPPI}$ Moyenne de la valeur mensuelle des indices (IPPI) pour les 12 mois postérieurs au début de contrat ou postérieurs à la dernière indexation, selon le plus tardif des deux événements.

$M_{-1\ IPPI}$ Moyenne de la valeur mensuelle des indices (IPPI) pour les 12 mois précédents au début de contrat.

Si la tendance du marché est à la baisse dans le secteur d'activités ciblé, la Ville se réserve le droit de bénéficier d'un ajustement de prix à la baisse selon ces mêmes règles de calcul d'indexation.

Statistiques Canada ayant interrompu la collecte de certaines des données , il a été convenu avec le fournisseur d'utiliser une moyenne de 0.9% d'augmentation tel que fourni sur le tableau: Indice des prix à la consommation, par province (mensuel) (Québec), période juillet 2016 à juillet 2017

Le service requérant voulant se prévaloir du renouvellement, nous avons transmis la demande à Bell Mobilté et celui-ci nous a retourner l'autorisation dûment signé de son acceptation. (Voir pièce jointe).

Le service de l'approvisionnement est favorable au renouvellement de l'entente.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1176634002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Objet :	Exercer l'option de la prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 1,322 069,79 $, pour le support et la maintenance de l'infrastructure de radiocommunication et des ordinateurs véhiculaires du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), pour une période de 2 ans, soit du 1 mars 2018 au 29 février 2020, dans le cadre du contrat à Bell Mobilité - Division Radio (CG13 0047), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 896 176,00 $ à 4 218 245,79 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin / Autoriser un virement budgétaire de 87 400,00 $ en 2018, en provenance des dépenses générales d'administration de compétence d'agglomération à cette fin / Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service des TI de 84 000,00 $ pour 2019 et les années subséquentes

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Le présent contrat de prolongation est approuvé quant à sa validité et à sa forme.

FICHIERS JOINTS

Prolongation du contrat visée 01112017.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Suzana CARREIRA CARVALHO
Avocate
Tél : 514-868-4137

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-11-20

Marie-Andrée SIMARD
Notaire - Chef de division
Tél : 514 872-8323
Division : Droit contractuel

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
1 NOV. 2017
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des affaires juridiques

Prolongation du contrat octroyé suite à l'appel d'offres 12-12413
(CG13 0047 du 28 février 2013)

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public ayant son hôtel de ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **BELL MOBILITÉ INC.**, personne morale ayant sa principale place d'affaires au 1, Carrefour Alexander-Graham-Bell, bureau A-7, à Verdun, Québec, H3E 3B3, agissant et représentée par M. Gary Semplonius, vice-président ventes aux entreprises et marketing, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée par son conseil d'administration le 15 mai 2017.

Ci-après appelée le « **Contractant** »

Ci-après collectivement appelées les « **Parties** »

N° d'inscription T.P.S. :
N° d'inscription T.V.Q. :

ATTENDU QUE suite à l'appel d'offres public 12-12413 et en vertu de la résolution CG13 0047 adoptée le 28 février 2013 par le conseil d'agglomération de la Ville, la Ville a octroyé un contrat au Contractant pour la fourniture de services de support et de maintenance de l'infrastructure de radiocommunication et des ordinateurs véhiculaires du Service de sécurité incendie de Montréal (ci-après le « Contrat »);

ATTENDU QUE, d'une durée de cinq (5) ans, le Contrat prend fin le 28 février 2018;

ATTENDU QUE, suite à un avis de prolongation transmis par la Ville au Contractant conformément à l'article 5 des Clauses administratives particulières du Contrat, le Contractant accepte de prolonger le Contrat pour une période additionnelle de vingt-quatre (24) mois;

ATTENDU QUE les Parties conviennent donc de conclure la présente entente écrite conformément à l'article 5 des Clauses administratives particulières du Contrat;

ATTENDU QU'il est prévu, à l'article 5 des Clauses administratives particulières du Contrat, que tout renouvellement du Contrat convenu avec le Contractant doit respecter l'intégralité des termes du Contrat.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
PRÉAMBULE

Le préambule fait partie intégrante des présentes.

ARTICLE 2
PROLONGATION DU CONTRAT

2.1 Les Parties conviennent de prolonger le Contrat pour une période additionnelle de vingt-quatre mois (24) mois débutant le 1e mars 2018 aux mêmes termes et conditions, incluant le prix qui est indexé conformément à l'article 9 des Clauses administratives particulières du Contrat.

2.2 Le montant total du Contrat est donc majoré de deux millions huit cent quatre-vingt-seize mille cent soixante-seize dollars (2 896 176 $) à quatre millions deux cent dix-huit mille deux cent quarante-cinq dollars et soixante-dix-neuf cents (4 218 245.79 $), incluant toutes les taxes applicables.

ARTICLE 3
AUTRES DISPOSITIONS

Tous les autres termes et conditions du Contrat demeurent inchangés.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le e jour de 2017

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Yves Saindon, greffier

Le e jour de 2017

BELL MOBILITÉ INC.

Par : _____
Gary Semplonius

Cette convention a été approuvée par la résolution : _____

SQ

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1176634002

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction solutions d'affaires - Sécurité publique et justice , Direction
Objet :	Exercer l'option de la prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 1,322 069,79 $, pour le support et la maintenance de l'infrastructure de radiocommunication et des ordinateurs véhiculaires du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM), pour une période de 2 ans, soit du 1 mars 2018 au 29 février 2020, dans le cadre du contrat à Bell Mobilité - Division Radio (CG13 0047), majorant ainsi le montant total du contrat de 2 896 176,00 $ à 4 218 245,79 $, taxes incluses / Approuver un projet de convention à cette fin / Autoriser un virement budgétaire de 87 400,00 $ en 2018, en provenance des dépenses générales d'administration de compétence d'agglomération à cette fin / Autoriser un ajustement récurrent de la base budgétaire du Service des TI de 84 000,00 $ pour 2019 et les années subséquentes

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1176634002 m.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire
Conseil et soutien financier
Brennan
Tél : 514- 872-0962

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-07

Yves COURCHESNE
Directeur de service - finances et trésorier

Tél : 514 872-6630
Division : Service des finances

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.20

2018/02/22
17:00

(2)

Dossier # : 1177833001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Plateformes et automatisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 813 778,17 $, pour l'utilisation, l'entretien et le support de logiciels, pour une période de 2 ans soit du 31 mars 2018 au 30 mars 2020, dans le cadre du contrat à la Compagnie CA du Canada (CG15 0140), majorant ainsi le montant total de 1 180 367,58 $ à 1 994 145,75 $, taxes incluses

Il est recommandé :

1. d'exercer, en vertu de la résolution CG15 0140, l'option de prolongation du contrat accordé à la Compagnie CA du Canada pour l'utilisation, l'entretien et le support de logiciels, pour une période de 2 ans soit du 31 mars 2018 au 30 mars 2020, pour une somme maximale de 813 778,17$, taxes incluses, conformément à son offre de service en date du 06 décembre 2017 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;
2. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2018-02-07 10:33

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177833001**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Plateformes et automatisation
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Exercer l'option de prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 813 778,17 $, pour l'utilisation, l'entretien et le support de logiciels, pour une période de 2 ans soit du 31 mars 2018 au 30 mars 2020, dans le cadre du contrat à la Compagnie CA du Canada (CG15 0140), majorant ainsi le montant total de 1 180 367,58 $ à 1 994 145,75 $, taxes incluses

CONTENU

CONTEXTE

La suite des logiciels informatiques de la Compagnie CA du Canada (CA) joue un rôle important dans l'infrastructure des technologies de l'information de la Ville de Montréal (Ville). Ces logiciels font partie intégrante de plusieurs systèmes informatiques offrant des services à l'organisation et aux citoyens, notamment :

- Le système de gestion du Centre de services informatiques, qui permet de consigner l'ensemble des demandes de changements et des incidents informatiques adressés au Centre de services. Tous les employés de la Ville ont accès à ce système pour le suivi des incidents bureautiques;
- Le système de gestion automatisée des postes de travail, qui fait partie intégrante de la configuration standard de plus que 15 000 postes de travail de la Ville;
- Plusieurs outils sur l'ordinateur central de la Ville, qui assurent le fonctionnement des applications corporatives, telles que la taxation, la gestion de la Cour municipale, le traitement des offenses pénales et la paie;
- Plusieurs outils sur l'ordinateur central pour le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), qui assurent le fonctionnement des applications, tels que la gestion des effectifs des policiers, la convocation à la Cour, la messagerie et le système interne d'information aux policiers.

Par l'entremise de son personnel technique, la Ville enregistre annuellement de multiples requêtes de services de soutien technique auprès de CA. Ces services sont exclusifs aux clients couverts par une entente de soutien technique et d'entretien spécialisé CA. Les acquisitions de licences CA ont été réparties dans le temps depuis les années 1990. Des contrats d'entretien pour ces licences ont été octroyés à CA par la suite.

Le présent dossier vise à autoriser la prolongation du contrat octroyé de gré à gré à la

Compagnie CA du Canada (fournisseur unique) pour l'utilisation, l'entretien et le support de logiciels informatiques, pour une période de deux ans, soit du 31 mars 2018 au 30 mars 2020, pour une somme maximale de 813 778,17 $, taxes incluses, et à approuver un projet de convention à cette fin.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

BC1096225 - 13 janvier 2016 - Autoriser une dépense de 4 746.30$ (toutes taxes incluses) pour acquérir l'utilisation et l'entretien de la licence « CA Spool Print management, option for VPI » et ce jusqu'au 30 mars 2018 (modification 1).
CG15 0140 - 26 mars 2015 - Accorder un contrat de gré à gré entre la Ville de Montréal et la Compagnie CA du Canada, fournisseur unique, pour l'entretien et le support de logiciels informatiques, soit pour une somme maximale de 1 180 367,58 $, taxes incluses, pour la période du 31 mars 2015 au 30 mars 2018.

CG12 0390 - 25 octobre 2012 - Autoriser une dépense additionnelle de 249 960,97 $ taxes incluses, dans le cadre d'une entente avec le Centre de Services partagés du Québec (CSPQ) pour l'acquisition et l'entretien de logiciels, accordée à la Compagnie CA du Canada (CG11 0433), pour la période du 1er novembre 2012 au 30 mars 2015, majorant ainsi le montant total du contrat de 986 321,76 $ à 1 236 282,73 $, taxes incluses.

CG11 0433 - 22 décembre 2011 - Accorder un contrat gré à gré à la Compagnie CA du Canada (CA), pour l'acquisition et l'entretien de licences logiciels, pour la période du 30 décembre 2011 au 30 mars 2015, au prix total approximatif de 591 685,44 $, taxes incluses (fournisseur exclusif)/Conclure une entente avec le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) pour l'acquisition et l'entretien de diverses licences logiciels auprès de CA, pour la période du 31 mars 2011 au 30 mars 2015, au prix total approximatif de 986 321,76 $ taxes incluses/Autoriser une dépense approximative de 4000 $, taxes incluses, pour des frais d'administration du CSPQ liés à l'entente.

CG08 0294 - 19 juin 2008 - Accorder à la compagnie Computer Associates (C.A.), fournisseur exclusif, via le Centre de services partagés du Québec (CSPQ), le contrat de renouvellement des services de support et d'entretien et l'achat de licences d'utilisation des produits de Computer Associates inc. (C.A.), pour la période du 1er avril 2008 au 31 mars 2011, au montant de 1 897 140,92 $, taxes incluses.

DESCRIPTION

Le contrat d'acquisition et d'entretien de logiciels de la Compagnie CA, pour la période du 31 mars 2018 au 30 mars 2020, inclut les items suivants :

- Conserver le droit d'utilisation des logiciels sous licences de la Compagnie CA;
- Obtenir le support de spécialistes techniques de la Compagnie CA, 24 heures par jour et 365 jours par année, avec un niveau de service adapté selon l'urgence;
- Accéder à la banque de connaissances techniques de la Compagnie CA;
- Obtenir les correctifs et les mises à jour des logiciels, dont la Compagnie CA est l'éditeur exclusif;
- Obtenir des analyses personnalisées des logiciels installés à la Ville, incluant un rapport de recommandations afin de maximiser l'utilisation des logiciels.

Le présent contrat inclut une option de renouvellement pour une période supplémentaire d'une année, à compter du 31 mars 2020.

JUSTIFICATION

Les logiciels sous licences CA sont déjà installés et utilisés pour répondre à différents besoins d'affaires de la Ville. Ce contrat permettra de :

- Maintenir notamment le service de certains systèmes du SPVM, du Centre de services TI et de plusieurs applications corporatives;
- Minimiser les risques de pannes majeures;
- Obtenir le soutien de CA lors d'anomalies logicielles ou matérielles;
- Maintenir la conformité lors des vérifications annuelles des infrastructures essentielles à la production des états financiers et autres dossiers de vérification.

La Compagnie CA détient les droits exclusifs des logiciels CA, qui sont indispensables à l'exploitation des systèmes informatiques de la Ville. Le contrat d'utilisation et d'entretien des logiciels permet d'assurer la stabilité et la compatibilité avec les systèmes existants, afin de maintenir la continuité opérationnelle des services à la Ville. Compagnie CA du Canada est la seule à détenir les codes sources pour faire l'entretien de ses équipements.

Ce contrat est octroyé de gré à gré à la Compagnie CA du Canada, fournisseur unique pour les droits d'utilisation et de support pour la suite des logiciels CA, en vertu de l'exception prévue à l'article 573.3, paragraphe 6° (B) de la Loi sur les cités et villes, puisque son objet découle de l'utilisation d'un progiciel ou d'un logiciel, et vise la protection des droits exclusifs, tels les droits d'auteurs, les brevets ou les licences exclusives.

La Compagnie CA du Canada a obtenu une autorisation de l'Autorité des marchés financiers (AMF) de contracter avec un organisme public le 2 mai 2016, et cette dernière autorisation demeure valide.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Cette dépense de 813 778,17 $, taxes incluses, répartie sur une période de deux ans et payable annuellement, sera imputée au budget de fonctionnement du Service des TI, pour la durée du contrat. La répartition annuelle sera la suivante :
Tableau de répartition des coûts :

Description	31 mars 2018 au 30 mars 2019	31 mars 2019 au 30 mars 2020	Total
Support et entretien (BF)	406 889,08 $	406 889,09 $	813 778,17 $
Total	406 889,08 $	406 889,09 $	813 778,17 $

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputé au budget d'agglomération.

Tableau comparatif des coûts d'entretien :

Périodes	Coût total de l'entente d'entretien	Coût moyen annuel d'entretien	Ecart en $	Ecart en %
2015-2018 (36 mois)	1 180 367,58 $	393 455,86 $	N/A	N/A
2018-2020 (24 mois)	813 778,17 $	406 889,08 $	13 433,22 $	3 %

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Etant donné que la suite des logiciels CA est requise pour le fonctionnement optimal des systèmes critiques de l'ordinateur central, il est impératif que l'ensemble des outils soit opérationnel, 24 heures par jour et 365 jours par année. La prolongation de ce contrat permet à la Ville d'accéder aux correctifs et de bénéficier du support sur l'ensemble des outils exploités par plusieurs systèmes informatiques nécessaires au bon fonctionnement des applications corporatives critiques, tant à la Ville qu'au SPVM. Ces applications offrent des services essentiels à l'organisation et aux citoyens.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Présentation du dossier au comité exécutif : 14 février 2018;
- Présentation du dossier au conseil municipal : 19 février 2018;
- Présentation du dossier au conseil d'agglomération : 22 février 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Marleen SIDNEY)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Sandra PALAVICINI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Fouzia KHIER
Conseiller(ere) analyse - controle de gestion

Tél : 5148682550
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-04

Philippe COUVAS
Chef de division - centre d expertise - infrastructures et plateformes

Tél : 5148720696
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Gianina MOCANU
Chef de division - Gestionnaire de projets majeurs - TI
Tél : 514-280-8521
Approuvé le : 2018-01-16

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2018-01-23

520 Madison Avenue
22nd Floor
New York, NY 10022

T +1 800 225-5224 +1 212 310 6222
ca.com

December 05, 2017

Ville de Montreal
Claude Houle
801 rue Brennan, 9e etage
Montreal, QB H3C 0G4

RE: Sourcing Justification

Dear Claude:

You requested information on sourcing options to renew maintenance and technical support for CA mainframe and distributed software products.

CA, Inc. (CA) is the owner and manufacturer or licensee of the software products indicated below. New releases for the products are developed exclusively by CA employees, its licensors and contractors. Only CA employees, its licensors and contractors have access to the source code of these proprietary products (other than typical industry source code escrow arrangements) - typically resellers do not.

SKU	PRODUCT
AP3270201	CA AUTOMATION POINT 3270/5250 OPT
APBASE201	CA AUTOMATION POINT
CCACCA990	CA CLIENT AUTOMATION
IDMGUL002	CA GUIPRIT FOR CA IDMS
EMLBAS002	CA EMAIL+
IDMCOR002	CA IDMS/DB
IDMAUD002	CA IDMS/DB AUDIT OPTION
IDMSDC002	CA IDMS/DC
IDMDMG002	CA IDMS DIGITIONARY MGRTR OPT
IDMDML002	CA IDMS DML ONLINE OPTION
ENDBAS002	CA Endevor Software Change Mgr
ENDAGM002	CA ENDEVOR SCM AUTOMATED CONFIG
ENDPRO002	CA ENDEVOR SCM EXT PROCESSORS

ENDESI002	CA ENDEVOR SCM EXTERNL SEC INT
CA1BAS002	ONE TAPE MANAGEMENT
OSFSEV002	CAFILESAVE RCS AUTO RECOVERY
ACFBAS002	CA ACF2
APSIST002	CA APASINSGHT MNTR ADABAS
OPSJE3002	OPS/MVS II JES3
SPLBAS002	CA SPOOL
SLACCS002	SOLVE:ACCESS
VTPBAS002	VTAPE: PER DEVICE
AP8270201	CA AUTOMATION POINT 3270/5250 OPT
APBASE201	CA AUTOMATION POINT
SMSDMP990	CA SVC MGMT SDM PACKAGE
SPLVPI002	CA SPOOL OPTION FOR VPI

Sincerely,

Priscilla Sanginario

Priscilla Sanginario
Manager, Customer Care

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 2 mai 2016

CA CANADA COMPANY
A/S MONSIEUR LAWRENCE M. EGAN
125, COMMERCE VALLEY DR W, BUREAU 800
THORNHILL (ON) L3T 7W4

N° de décision : 2016-CPSM-1027532
N° de client : 3000765459

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous LA COMPAGNIE CA DU CANADA, une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). CA CANADA COMPANY est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **1er mai 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1177833001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Plateformes et automatisation
Objet :	Exercer l'option de prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 813 778,17 $, pour l'utilisation, l'entretien et le support de logiciels, pour une période de 2 ans soit du 31 mars 2018 au 30 mars 2020, dans le cadre du contrat à la Compagnie CA du Canada (CG15 0140), majorant ainsi le montant total de 1 180 367,58 $ à 1 994 145,75 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Suivant les vérifications effectuées par le Service des technologies de l'information et sur la foi des informations fournies par ce dernier, la Ville peut conclure un contrat de gré à gré avec la compagnie CA du Canada (CA) conformément à l'article 573.3 alinéa 1, paragraphe 6b) de la Loi sur les cités et villes puisque l'objet du contrat, soit le droit d'utilisation et l'entretien des logiciels informatiques, vise la protection des licences exclusives appartenant à la compagnie CA . De plus, la compagnie CA est la seule à détenir les codes sources pour faire l'entretien des logiciels.

Nous approuvons quant à sa forme et à sa validité la modification 2 au bon de commande.

FICHIERS JOINTS

Entente CA 25-01-2018.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514-872-1200

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-26

Sandra PALAVICINI
Avocate, droit contractuel
Tél : 514-872-1200
Division :

APPROUVÉ
QUANT À SA VALIDITÉ
ET À SA FORME
25 JAN. 2018
POUR
DIRECTEUR
ET AVOCAT EN CHEF
Service des Affaires [illegible]

MODIFICATION

MODIFICATION NO 2

Au Bon de commande

En vigueur le 31 mars 2015 (la « Licence »)

Entre

La Compagnie CA du Canada personne morale ayant sa principale place d'affaires au 2700 Boul. Matheson Est, Suite 800E, Mississauga, Ontario, L4W 5M2 agissant et représentée par Lisa Kiefer, Directrice principale, comptabilité, dûment autorisé aux fins des présentes, tel qu'elle le déclare.

(Ci-après appelée la **« CA »**)

et

Ville de Montréal, personne morale de droit public ayant son hôtel de Ville au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Me Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006;.

(Ci-après appelée le **« Titulaire de la licence »**)

Le prix et les modalités négociés dans les présentes sont dépendants de la signature et de la livraison de cette entente à CA à la Date d'entrée en vigueur avant 17h00, heure de l'Est. Si le Titulaire de la licence ne rencontre pas les critères ci-dessus, cette offre est annulée à moins qu'elle ne soit contresignée par CA. Une fois contresignée, cette disposition sera considérée nulle et non avenue et n'aura aucun effet légal. Une offre est inadmissible à moins que l'approbation légale de CA n'y soit indiquée.

ET ATTENDU QUE les parties ont conclu la modification 1 en date du 15 janvier 2016 au Bon de Commande daté du 31 mars 2015 (l' « Entente »);

ET ATTENDU QUE les parties souhaitent par la présente,modifier l'Entente comme indiqué dans les présentes;

PAR CONSÉQUENT, en contrepartie des engagements et obligations mutuels contenus dans les présentes, les parties conviennent, comme suit :

Nonobstant la signature des parties, la présente modification 2 entre en vigueur le 31 mars 2018, la Licence est modifiée comme suit :

1. <u>Prolongation de la Période</u>

Les programmes sous licence identifiés au tableau 1 et 2 de l'Annexe A, sont par les présentes prolongés jusqu'au 30 mars 2020 (« la période de prolongation »).

2. **<u>Frais</u>**

En considération de ce qui précède, les frais payables en vertu des présentes, incluant l'utilisation et l'entretien des Programmes sous licence, durant la période se terminant le 30 mars 2020, sont de 707 787,06$ CAD, payables comme suit :

Tableau des versements

Date d'échéance	Frais de soutien (incluant l'utilisation et l'entretien, et l'entretien)	Frais totaux dus (CAD)
3/31/2018	353 893,53$	353 893,53$
3/15/2019	353 893,53$	353 893,53$

Tous les montants excluent les taxes et seront payables en sus des frais énumérés ci-dessus.

3. **Produits de remplacement**

- Les produits énumérés dans le tableau ci-dessous, sous la colonne « Produit original », ont été terminés et remplacés par les produits énumérés dans la colonne « Produit(s) remplacés(s) ».
- Toutes les obligations financières relatives aux produits originaux demeurent valides et exécutoires et sont applicables aux produits remplacés, et
- Les produits remplacés sont soumis à l'Entente et à la présente modification 2.

Contrat de CA	Produit Original	Limite d'utilisation autorisée originale	Produit remplacé	Nouvelle limite d'utilisation autorisée
40219439	CA AUTOMATION POINT 3270/5250 OPT *	2-16 Connectors	CA OPS/MVS Event Management & Automation for JES3 Plus	200-MIPS
	CA AUTOMATION POINT *	2 servers		
	OPS/MVS II JES3	200 MIPS		
	CA ACF2	200-MIPS	ACF2® for z/OS MIPS	200-MIPS
	ONE TAPE MANAGEMENT	200 MIPS	CA One Tape Management MIPS	200 MIPS
	CA ENDEVOR SCM AUTOMATED CONFIG	200 MIPS	CA Endevor® Software Change Manager Automated Configuration MIPS	200 MIPS
	CA Endevor Software Change Mgr	200 MIPS	CA Endevor® Software Change Manager Plus	200 MIPS
	CA ENDEVOR SCM EXTERNL SEC INT*	200 MIPS		
	CA ENDEVOR SCM EXT PROCESSORS	200 MIPS	CA Endevor® Software Change Manager Automated Configuration MIPS	200 MIPS
	CA Endevor Software Change Mgr	200 MIPS	CA Endevor® Software Change Manager Plus	200 MIPS
	CA ENDEVOR SCM EXTERNL SEC INT	200 MIPS		
	CA ENDEVOR SCM EXT PROCESSORS	200 MIPS	CA Endevor® Software Change Manager Extended Processors MIPS	200 MIPS
	CA IDMS/DB AUDIT OPTION*	200 MIPS	CA IDMS/DB for z/OS Plus	200 MIPS
	CA IDMS/DB			
	CA CULPRIT FOR CA IDMS*			
	CA IDMS DICTIONARY MGRTR OPT*			
	CA IDMS DML ONLINE OPTION*			
	CA IDMS/DC*			
	SOLVE:ACCESS	200 MIPS	CA SOLVE:Access® Session Management for	200 MIPS

12/17

			z/OS MIPS	
	CA SPOOL	200 MIPS	CA Spool Print Management Plus	200 MIPS
	CA SPOOL OPTION FOR VPI*	200 MIPS		

4. Option de renouvellement

Le Titulaire de la licence peut décider de prolonger les modalités de soutien et de maintenance des programmes sous licence pour une période supplémentaire d'un an commençant le 31 mars 2020, moyennant des frais de 353 893,53 CAD (taxes en sus) (« **Frais de renouvellement** ») par l'exécution et la livraison à CA d'un amendement à la présente Licence énonçant les conditions du renouvellement susmentionné. Les frais de renouvellement seront soumis à des ajustements pour toute augmentation de la limite d'utilisation autorisée.

5. Augmentation de la Limite d'Utilisation Autorisée

Le paragraphe a) de la section intitulée Augmentation de la Limite d'utilisation autorisée décrite en détail dans le Bon de Commande de CA daté du 31 mars 2015 est modifié comme suit :

a) Le Titulaire de la licence peut augmenter la Limite d'utilisation autorisée applicable des logiciels de CA pour l'ordinateur central indiquée dans les tableaux 1 à l'Annexe A au cours de la période de prolongation moyennant un préavis écrit à CA et le paiement unique des frais de licence supplémentaires de CA (les « frais de licence supplémentaire »), plus des frais d'utilisation et d'entretien annuels (les « UMF ») à la fois comme indiqué ci-dessous : Nonobstant toute tranche de paiement établie pour les frais de licence initial, les frais de licences supplémentaires ainsi que les frais UMF applicable liés à la hausse doivent être payés dans les trente (30) jours après réception par le Titulaire de la licence de la facture de CA. Les UMF initiaux doivent être calculés au prorata jusqu'à la prochaine date anniversaire de la date d'effet de la licence et sera payable en totalité chaque année par la suite. Les frais de licence supplémentaires et les UMF initiaux seront facturables au moment de l'envoi de l'avis du Titulaire de la licence envoyé à CA concernant l'augmentation de la Limite d'utilisation autorisée applicable.

Frais CA des Logiciels de CA pour l'ordinateur central – Tableau 1	**Frais totaux (CAD)**
Frais de licence supplémentaires uniques par MIPS supplémentaire (SLF)	2 247,00 $
Frais annuels supplémentaires d'utilisation et d'entretien par MIPS supplémentaire (SUMF)	331,00 $
Frais CA des Logiciels de CA pour l'ordinateur central – Tableau 2	**Frais totaux (CAD)**
Frais de licence supplémentaires uniques par appareil de ruban virtuel supplémentaire (SLF)	4 515,00 $
Frais annuels supplémentaires d'utilisation et d'entretien par appareil de ruban virtuel supplémentaire (SUMF)	1 204,00 $

Nonobstant tout échéancier de paiement des acomptes provisionnels pour les frais de licence initiaux, les frais de licence supplémentaire, et les frais de maintenance supplémentaires initiaux doivent être payés dans les trente (30) jours après la réception par le Titulaire de la licence de la facture de CA. Les frais de maintenance supplémentaires initiaux seront calculés au prorata jusqu'à la prochaine date anniversaire d'entrée en vigueur de la licence et seront payable en entier annuellement par la suite.

6. Vérification

Le Titulaire de la licence s'engage à fournir à CA de telles informations et l'accès à ses installations et aux installations et archives de ses sociétés affiliées (définies comme toute entité pour laquelle le Titulaire de la licence détient plus de cinquante pour cent (50 %) des parts ou par l'effet de la loi ou d'un contrat, mais seulement pour la durée durant laquelle le Titulaire de la licence possède ces parts)

que CA peut raisonnablement demander afin d'en vérifier la conformité avec ce Bon de commande et l'Entente. Ce droit d'audit survivra à la résiliation de la présente Entente pour une période de douze (12) mois.

7. Lois du Quebec

Les droits et obligations du Titulaire de la licence et de CA en vertu de cette modification 2 sont régis par les lois en vigueur au Québec. Tout litige en vertu des présentes sera réglé par les tribunaux du district judicaire de Montréal.

8. Divers et intégralité de l'Entente

Il est convenu que CA pourra faire référence au Titulaire de la licence en tant que client des logiciels commandés dans les présentes et Ce Bon de commande ainsi que toute annexe applicable ou documents en référence tel que définis dans les présentes, constitue l'intégralité de l'entente entre les parties et annule et remplace toute communication, entente et accord antérieurs, autant verbal qu'écrit, concernant le sujet des présentes. Aucune modification ou renonciation invoquée de toute disposition des présentes ne sera valide à moins d'être une modification écrite signée par les représentants autorisés du Titulaire de la licence et de CA.

VILLE DE MONTREAL	LA COMPAGNIE CA DU CANADA
signature : _____	signature : _____
nom : _____	nom : LISA KIEFER
titre : _____	titre : Directrice Principale, Comptabilité
date: _____	date: _____

Exhibit A

Informations sur les Logiciels de CA pour l'ordinateur central – Tableau 1 (en CAD)

Logiciel de CA pour l'ordinateur central	Type de licence	Système d'exploitation	Limite d'utilisation autorisée	Date d'entrée en vigueur**	Date d'échéance	Expédition (o/n/électronique)
VTAPE: PER DEVICE	UMF	MVS	24 appareil de ruban virtuel	3/31/2018	3/30/2020	Non
CA Spool Print Management Plus	UMF	MVS	200 MIPS	3/31/2018	3/30/2020	Non
CA One TAPE MANAGEMENT MIPS	UMF	MVS	200 MIPS	3/31/2018	3/30/2020	Non
CA ACF2® for z/OS MIPS	UMF	MVS	200 MIPS	3/31/2018	3/30/2020	Non
CA IDMS/DB for z/OS Plus	UMF	MVS	200 MIPS	3/31/2018	3/30/2020	Non
CA Endevor® Software Change Manager Extended Processors MIPS	UMF	MVS	200 MIPS	3/31/2018	3/30/2020	Non
CA Endevor® Software Change Manager Automated Configuration MIPS	UMF	MVS	200 MIPS	3/31/2018	3/30/2020	Non
CA Endevor® Software Change Manager Plus	UMF	MVS	200 MIPS	3/31/2018	3/30/2020	Non
CA SOLVE:Access® Session Management for z/OS MIPS	UMF	MVS	200 MIPS	3/31/2018	3/30/2020	Non
CA OPS/MVS Event Management & Automation for JES3 Plus	UMF	MVS	200 MIPS	3/31/2018	3/30/2020	Non
CA EMAIL+ [1]	UMF	MVS	200 MIPS	3/31/2018	3/30/2020	Non
CA APAS Insight Monitor for Adabas [1]	Perpétuelle	MVS	200 MIPS	3/31/2018	3/30/2020	Non
CA Filesave™ RCS Automated Recovery [1]	UMF	MVS	200 MIPS	3/31/2018	3/30/2020	Non

- **Stabilisé – Non soutenus**

Nonobstant toute disposition dans les présentes ou dans le contrat de licence à l'effet contraire, le Titulaire de la licence comprend et reconnaît que CA EMAIL +, CA APAS d'Insight Monitor pour Adabas et CA Filesave™ RCS Automated Recovery(les « programmes non soutenus ») ne sont pas actuellement pris en charge par CA, ce qui signifie que CA ne fournira pas de soutien téléphonique, de correctifs, ni d'améliorations, de nouvelles versions ou de modifications du programme non soutenus. Néanmoins, les parties désirent confirmer au Titulaire de la licence le droit de continuer à utiliser les programmes non soutenus conformément aux présentes. Le Titulaire de la licence accepte que (a) CA n'a aucune obligation de fournir de tels entretiens, soutien, correctifs, améliorations, nouvelles versions ou modifications aux produits non soutenus; (b) aucune charge n'a de même été incluse dans les frais payables en vertu de cette entente; et (c) la garantie expresse de CA sur la performance ou le fonctionnement des programmes sous licence ne s'applique pas aux programmes non soutenus.

Informations sur les Logiciels de CA distribués – Tableau 2(CAD)

Nom du produit	Type de licence*	Système d'exploitation	Limite d'utilisation autorisée	Date d'entrée en vigueur**	Date d'échéance	Expédition (o/n/électronique)
CA CLIENT AUTOMATION	Perpétuelle	Tous les systèmes d'exploi-tation offerts en disponibilité générale	15,100 systèmes gérés	3/31/2018	3/30/2020	non
CA SVC MGMT SDM PACKAGE	Perpétuelle		200 utilisateurs simultanés	3/31/2018	3/30/2020	non

**Si aucune date n'est précisée, la date de début est celle de la Date d'entrée en vigueur du Bon de commande. Les dates apparaissant dans les tableaux des Logiciels de CA ne pourront en aucun cas être considérées pouvoir affecter ou modifier la Date d'entrée en vigueur de ce Bon de commande. Tous les montants excluent les taxes qui seront payables en plus des frais listés ci-dessus.

Tout Logiciel de CA ayant un « non » sous la rubrique ci-dessus intitulée « Expédition», fut déjà livré au Client par CA et, donc, ne sera pas livré au Titulaire de la licence une nouvelle fois. Le Logiciel de CA sera expédié au Titulaire de la licence soit par voie électronique (« Électronique ») ou bien, si CA l'exige, sous une forme tangible, port payé jusqu'au lieu de destination convenu (« CPT » (« Carriage Paid To ») tel que défini dans INCOTERMS 2010) du point d'expédition de CA. CA s'engage à être responsable de tous les droits et autorisations de douane et la propriété de tout matériel CA (« Hardware »), si inclus, passera au transporteur au point de livraison du lieu d'expédition de CA. Dans le cas d'une livraison électronique, aucun élément physique ne sera envoyé. Une telle livraison électronique peut ne pas automatiquement fournir une exemption de la taxe de vente ou d'utilisation applicable. Tout système d'exploitation identifié comme étant « générique » ou « en disponibilité générale » désigne les systèmes d'exploitation pour lesquels le Logiciel de CA est créé et généralement rendu disponible par CA conformément à ses spécifications actuellement publiées.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177833001

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - plateformes et infrastructure , Division Plateformes et automatisation
Objet :	Exercer l'option de prolongation, et autoriser une dépense additionnelle de 813 778,17 $, pour l'utilisation, l'entretien et le support de logiciels, pour une période de 2 ans soit du 31 mars 2018 au 30 mars 2020, dans le cadre du contrat à la Compagnie CA du Canada (CG15 0140), majorant ainsi le montant total de 1 180 367,58 $ à 1 994 145,75 $, taxes incluses

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Certification des fonds - GDD 1177833001.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marleen SIDNEY
Préposée au budget

Tél : 514-872-8914

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-08

Gilles BOUCHARD
Conseiller en gestion des ressources financieres
Tél : 514 872-0962
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.21

2018/02/22 17:00

(2)

Dossier # : 1174674001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Investissement et développement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière, maximale, de 900 000 $ à la Société du quartier de l'innovation de Montréal, pour une durée de 3 ans (2018 à 2020) afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de son plan stratégique de développement / Approuver un projet de convention à cet effet

Il est recommandé :
1. d'accorder une contribution financière maximale de 900 000 $, à la Société du Quartier de l'innovation de Montréal afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de son plan stratégique pour la période de 2018 à 2020;

2. d'approuver un projet de convention ente la Ville et la Société du Quartier de l'innovation de Montréal établissant les modalités et conditions du versement de ce soutien financier;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel; cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2018-01-26 14:56

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1174674001**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Investissement et développement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Aide destinée spécifiquement à une entreprise
Projet :	-
Objet :	Accorder une contribution financière, maximale, de 900 000 $ à la Société du quartier de l'innovation de Montréal, pour une durée de 3 ans (2018 à 2020) afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de son plan stratégique de développement / Approuver un projet de convention à cet effet

CONTENU

CONTEXTE

Le Quartier de l'innovation (le QI) a été lancé officiellement en mai 2013. La Société du Quartier de l'innovation (l'Organisme) et son conseil d'administration ont vu le jour en juin 2013 et un Directeur général a été recruté en juillet 2014. Le QI est une initiative de l'École de technologie supérieure ainsi que ses partenaires, et implantée au coeur du quartier Griffintown. Sa vision de développement est de faire de Montréal une vitrine de l'innovation de renommée internationale. Pour ce faire, l'Organisme s'est donné comme mission d'accroître et de cultiver les collaborations, l'expérimentation et les partenariats entre les milieux académique, entrepreneurial et citoyen, et ce, afin d'accélérer l'innovation et de favoriser des retombées positives et structurantes pour Montréal et la société civile. La Ville appuie le projet du QI depuis les tout débuts, tant par un soutien financier que par une participation active à divers comités.
Ainsi, en 2015, la Ville a accordé une contribution financière de 600 000 $ à l'Organisme pour une période de trois ans, à raison d'un versement de 200 K$ / année. Provenant du portefeuille de 175 M$, cette contribution servait à la mise en œuvre de la programmation du QI pour les années 2015, 2016 et 2017 qui s'appuyait sur les éléments suivants :

1. Maximiser les investissements auprès des jeunes entreprises;
2. Favoriser les collaborations industrielles entre les PME et les universités;
3. Favoriser les collaborations entre grandes entreprises et les PME;
4. Développer et appuyer la communauté entrepreneuriale du QI;
5. Appuyer les projets issus du milieu.

La convention entre la Ville et l'Organisme a pris fin le 31 décembre 2017. Le 13 décembre dernier, afin de poursuivre sa mission de développement du QI, l'Organisme a présenté une nouvelle demande de soutien financier de 300 000 $ par année, et ce, pour une période de 3 ans (2018 à 2020). La demande est en pièce jointe. Le présent dossier décisionnel vient répondre à cette demande.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0451 - 20 août 2015 - Accorder un soutien financier de 600 000 $ à la Société du Quartier de l'innovation de Montréal, pour une durée de 3 ans en appui à la réalisation de son plan stratégique.
CM13 0119 - 26 février 2013 - Approuver un projet d'addenda modifiant l'entente intervenue entre la Ville et l'École de technologie supérieure (CM12 0519) pour le projet du Quartier de l'innovation afin de reporter la date relative à la remise d'un bilan de réalisation du projet et celle de la fin du protocole d'entente.

CM12 0519 - 19 juin 2012 - Accorder un soutien financier non récurrent de 250 000 $ à l'ÉTS en appui à la réalisation du projet du Quartier de l'innovation.

CE10 0900 - 9 juin 2010 - Accorder une contribution financière de 50 000 $ à l'ÉTS pour la réalisation de la phase d'analyses et de planification du projet du Quartier de l'innovation.

DESCRIPTION

La demande de contribution financière, soumise à la Ville par l'Organisme, précise que la somme serait requise afin d'assurer le bon fonctionnement de l'Organisme et s'appliquerait aux charges administratives et salariales de ce dernier, lui permettant ainsi de réaliser les objectifs de développement spécifiques identifiés dans son cadre stratégique.
L'exercice de planification stratégique en cours au QI se terminera au printemps 2018. Ainsi, au cours de l'année 2017, l'Organisme a entamé un processus de réflexion relatif à une nouvelle planification 2018-2021. Ces travaux, réalisés sous la supervision d'une consultante externe et le McGill Business Consulting Group, ont porté sur une revue des environnements internes et externes (informations, analyses et synthèses), l'identification des forces motrices, la cartographie des parties prenantes, le survol des tendances influentes et la consultation des pratiques inspirantes. À l'issue de ces travaux, le conseil d'administration de l'Organisme a adopté le 13 décembre dernier, son «Cadre stratégique 2018 - 2021» (en pièce jointe au présent sommaire décisionnel). Ce cadre s'appuie sur les priorités et les piliers de développement ci-après mentionnés et servira de fondement à l'élaboration d'un plan d'action devant être réalisé au cours de l'année 2018.

Piliers de développement et priorités stratégiques 2018-2021
- Soutien aux acteurs de l'innovation;
- Promotion du développement du territoire;
- Rayonnement de la marque QI Montréal;
- Gouvernance de l'OBNL;
- Financement de l'OBNL.

La contribution financière de la Ville au budget global de l'Organisme correspondrait à environ 10% du budget requis pour l'année 2018 et environ 9% pour les années 2019 et 2020. Il est à noter que l'Organisme n'a pas encore obtenu les financements des partenaires gouvernementaux fédéral et provincial. Ces derniers devraient rendre leur décision au cours du premier trimestre 2018, et pour certains, suite au dépôt d'un plan d'action.

Le document «Budget prévisionnel sur 3 ans» fourni par l'Organisme est en pièce jointe au présent sommaire décisionnel.

La convention à intervenir entre la Ville et l'Organisme, prévoit notamment l'utilisation des sommes versées par la Ville ainsi que les modalités de versement. La contribution financière visée par la convention comprend les années 2018 à 2020. Pour chacune de ces années la contribution financière est d'un montant de 300 000 $, selon les termes de versements suivants :

- Versements en 2018 : un premier versement de 200 000 $ suivant la signature de la convention et un deuxième versement de 75 000 $ dans les trente jours suivant le dépôt du plan d'action de l'Organisme à la Directrice du Service de développement économique (SDÉ);

- Versements en 2019 : un versement de 275 000 $ dans les trente jours suivant le dépôt de la programmation annuelle de l'Organisme auprès de la Directrice du SDÉ, un versement de 25 000 $ dans les trente jours de la remise à la Directrice du SDÉ de la reddition de compte annuelle 2018 des réalisations de l'Organisme;

- Versements en 2020 : un versement de 275 000 $ dans les trente jours suivant le dépôt de la programmation annuelle de l'Organisme auprès de la Directrice du SDÉ, un versement de 25 000 $ dans les trente jours de la remise à la Directrice du SDÉ de la reddition de compte annuelle 2019 des réalisations de l'Organisme;

- Versement en 2021 : un versement de 25 000 $ dans les trente jours de la remise à la Directrice du SDÉ de la reddition de compte annuelle 2020 des réalisations de l'Organisme et du bilan final 2018-2020 du Projet.

JUSTIFICATION

Le QI représente un écosystème d'innovation situé au sein de Griffintown, un quartier phare de Montréal en plein redéveloppement. La Ville est d'ailleurs partie prenante de ce redéveloppement et en a appuyé les premières initiatives, notamment par le biais de la planification détaillée du secteur Griffintown. Les projets de revitalisation urbaine récemment réalisés, tel le réaménagement de l'autoroute Bonaventure, témoignent d'ailleurs de l'importance de ce secteur pour la Ville, tant d'un point de vue urbain, qu'économique. Aussi, la forte présence du milieu académique universitaire, la concentration d'entreprises technologiques et l'implantation de nouveaux incubateurs et accélérateurs sont autant d'éléments qui rejoignent les priorités et les axes de développement stratégiques de la Ville.
Le QI ainsi que le secteur auquel il se greffe représentent un outil et un environnement de développement stratégique, directement en lien avec les initiatives structurantes en cours de réalisation ou de réflexion au sein de l'administration municipale. L'appui financier à l'Organisme par la Ville servirait de levier pour le déploiement de nouvelles perspectives de développement et contribuerait à consolider et à renforcer la réputation de Montréal en tant que ville du savoir et de créativité.

Les quatre volets d'intervention sur lesquels s'appuie l'Organisme; soit l'industriel, la formation et la recherche, le social et culturel, favorisent une collaboration privilégiée entre différents acteurs, tant privés que publics, qui rendent possible la mise en oeuvre et la réalisation de projets innovants et le déploiement de nouvelles technologies. La planification stratégique de l'Organisme, et plus précisément la mise sur pied du laboratoire à ciel ouvert, offrent des opportunités uniques de développement et d'expérimentation. Ce laboratoire permet de regrouper, dans un vaste terrain d'étude, l'expertise, le savoir et la technologie pour mettre en place quelques uns des jalons de la vie intelligente, autant d'éléments qui souscrivent aux initiatives ciblées de développement économique, de ville intelligente, ou encore de développement social et culturel, prioritaires pour la Ville. Le laboratoire urbain d'expérimentation, de calibre mondial, est un modèle de collaboration où la communauté, la Ville de Montréal, l'enseignement supérieur, l'industrie manufacturière et l'industrie des télécommunications cohabitent afin de miser sur les complémentarités en recherche, en formation, en innovation et en entrepreneuriat, ainsi qu'avec les réseaux régionaux et internationaux.

L'octroi d'une contribution financière à l'Organisme permettra d'assurer son fonctionnement, la réalisation des objectifs de développement du QI, l'élaboration d'un plan d'action, basé

sur la planification stratégique adoptée par l'Organisme, et sa mise en oeuvre. Cette contribution assurera la continuité des interventions de la Ville et de celles d'autres parties prenantes, déjà entamées pour le développement de ce secteur stratégique et des créneaux porteurs qui y sont identifiés.

La demande présentée par l'Organisme est de 300 000 $ / année, pour une période de trois ans. Il s'agit d'une augmentation de 100 000 $ / année, par rapport à la contribution versée à l'Organisme en 2015, 2016 et 2017.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Pour donner suite au présent dossier, il y a lieu d'autoriser une dépense maximale de 900 000 $, soit 300 000 $ par année en 2018, 2019 et 2020, selon les versements présentés au tableau ci-dessous. Cette somme est prévue au budget du Service du développement économique.

Société du Quartier de l'innovation	2018	2019	2020	2021	Soutien recommandé
Projet	275 000 $	300 000 $	300 000 $	25 000 $	900 000 $

Le présent dossier concerne une compétence d'agglomération en matière de développement économique, tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la définition de l'aide à l'entreprise (RCG 06-019) .

Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'Organisme compte parmi les partenaires engagés à la réalisation du plan Montréal durable 2016-2020. les engagements de l'Organisme visent à :
- Inciter à l'utilisation des transports actifs et collectifs pour le déplacement des employés;
- Réduire et valoriser les matières résiduelles;
- Soutenir le développement de la culture locale.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'Organisme est un partenaire de premier plan voué au développement du QI, un secteur stratégique pour Montréal. La contribution financière de la Ville à ce dernier permettra d'assurer la continuité de ses activités ainsi que la mise en oeuvre et l'émergence de projets structurants et novateurs.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a aucune opération de communication planifiée pour le présent dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Dépôt d'un plan d'action en lien avec le cadre stratégique de l'Organisme : au plus tard le 31 mai 2018;
Réalisation de la programmation et des activités du plan d'action au cours des années 2018, 2019 et 2020;

Dépôt des documents relatifs à la programmation annuelle en début d'année, la reddition de compte annuelle pour les années 2018, 2019 et 2020 ainsi qu'un bilan final pour les années 2018 à 2020.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Daniel BOUGIE)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

France JOBIN
Chef d'équipe, commissaire développement économique

Tél : (514) 872.6537
Télécop. : (514) 872.6249

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-22

Véronique DOUCET
Directrice

Tél : 514 872-3116
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2018-01-26

QUARTIER
DE L'INNOVATION

Montréal, le 13 décembre 2017

Madame Véronique Doucet
Directrice du développement économique
Ville de Montréal

Objet: Dépôt de la demande de financement 2018-2021 pour le fonctionnement du Quartier de l'innovation de Montréal

Chère Véronique,

Madame Doucet,

Comme vous le savez, le Quartier de l'innovation (QI) de Montréal est né à l'initiative de deux universités, l'École de technologie supérieure et l'Université McGill, suite au constat que Montréal devait se doter, à l'instar des plus grandes villes du monde, d'un quartier dédié à l'innovation. En plus du soutien des différents paliers de gouvernement, ce constat se traduit aujourd'hui par l'appui actif de quatre universités montréalaises et de plus de 25 membres corporatifs permettant de concrétiser sa vision de créer un laboratoire d'expérimentation urbain de calibre international et ainsi cultiver un écosystème d'innovation unique au coeur de Montréal, où la collaboration et l'expérimentation entre les milieux académique, entrepreneurial et citoyen favorisent des retombées positives pour la société.

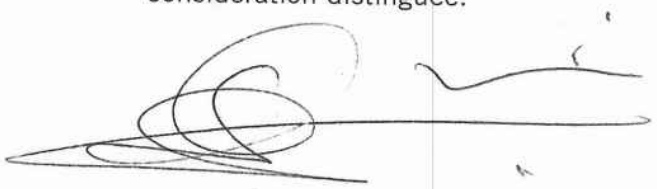
Il va sans dire que la Ville de Montréal, et particulièrement votre direction, a un rôle de premier plan à jouer dans la réussite de ce projet structurant pour la Ville et le Québec. C'est pourquoi nous demandons une contribution de 300 000$ par année pour les trois prochaines années. Cette contribution servira à assurer le bon fonctionnement de notre organisme et est donc requis pour les charges administratives et salariales. Aussi, tel que ce fût le cas dans nos premières années de démarrage, nous nous engageons à confirmer les mêmes montants auprès des gouvernements fédéral et provincial. De plus, nous souhaitons poursuivre notre modèle de financement actuel qui a pour objectif d'avoir plus de 60% de notre budget provenant d'apports privés.

Pour ce faire, nous pouvons compter sur la participation active d'un conseil d'administration de haut niveau, sur une équipe compétente et sur nos partenaires rassemblés en différents comités dont le comité de suivi gouvernemental qui regroupe les trois paliers de gouvernement et qui assure un suivi serré de nos activités et retombées. Enfin, votre participation au conseil

d'administration vous permet de suivre nos avancées et de vous assurer de l'enlignement sur les objectifs de la Ville.

L'évolution de ce projet structurant nécessitera une collaboration active avec vos équipes afin de maximiser les retombées à la fois économiques et sur la qualité de vie que l'innovation peut apporter à la société, et plus important encore, aux citoyens. Le QI joue un rôle essentiel à faire de Montréal cette capitale de l'innovation et du talent universitaire où les entreprises, le monde académique et les citoyens travaillent de concert à développer une véritable vitrine de l'innovation pour le rayonnement de la métropole. Notre revue de presse 2017 est éloquente à ce sujet.

Enfin, nous nous engageons à mettre les efforts nécessaires pour faire de ce projet une réussite et une fierté pour Montréal et le Québec, autant ici qu'à l'international. Dans l'attente d'une réponse favorable, nous vous prions de recevoir, Madame Doucet, l'expression de notre considération distinguée.



Damien Silès
Directeur général
Quartier de l'innovation

cc.

- France Jobin, Chef d'équipe, Développement des affaires - Service du développement économique, Ville de Montréal
- Pierre Boivin, Président du Conseil d'administration, Quartier de l'innovation

pj.

- Cadre stratégique 2018-2021
- Budget prévisionnel 2018-2021
- Résolution pour le dépôt de demande de financement
- Liste des membres contributeurs privés
- Revue de presse 2017

CONVENTION DE CONTRIBUTION FINANCIÈRE

ENTRE : **VILLE DE MONTRÉAL**, personne morale de droit public dont l'adresse principale est au 275, rue Notre-Dame Est, Montréal, Québec, H2Y 1C6, agissant et représentée par Yves Saindon, greffier, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu de la résolution CG06 0006 et de l'article 96 de la *Loi sur les cités et villes.*

Ci-après appelée la « **Ville** »

ET : **La Société du Quartier de l'innovation de Montréal**, personne morale constituée sous l'autorité de la troisième partie de la *Loi sur les compagnies* dont l'adresse principale est le 355, rue Peel, bureau 407-J, Montréal, Québec H3C 2G9, agissant et représentée par M. Damien Silès, directeur général, dûment autorisé aux fins des présentes en vertu d'une résolution adoptée à une réunion de son conseil d'administration tenue le 12 février 2015;

Ci-après appelée l' « **Organisme** »

L'Organisme et la Ville sont également individuellement ou collectivement désignés dans la présente convention comme une « **Partie** » ou les « **Parties** ».

ATTENDU QUE la mission de l'Organisme est de voir à la réalisation des objectifs de développement du Quartier de l'innovation basé sur les volets industriel, urbain, formation et recherche ainsi que social et culturel;

ATTENDU QUE l'Organisme sollicite la participation financière de la Ville pour la réalisation du Projet, tel que ce terme est défini à l'article 2 de la présente convention;

ATTENDU QUE la Ville désire encourager l'Organisme à réaliser son Projet en l'aidant financièrement;

ATTENDU QUE les Parties désirent, dans le cadre de la présente convention de contribution financière, prévoir les conditions qui s'y rattachent (ci-après la « **Convention** »);

ATTENDU QUE la Ville a adopté une Politique de gestion contractuelle en vertu de l'article 573.3.1.2 de la *Loi sur les cités et villes* et qu'elle a remis une copie de ladite politique à l'Organisme;

ATTENDU QU'EN vertu d'une sentence arbitrale, l'article 7 de la Politique de gestion contractuelle est inopérant envers les membres du Syndicat professionnel des scientifiques à pratique exclusive de Montréal (arpenteurs-géomètres, ingénieurs, chimistes et médecins vétérinaires);

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1
INTERPRÉTATION

Le préambule et les annexes font partie intégrante de la présente Convention. En cas de difficulté d'interprétation, le texte de la Convention a préséance sur celui des annexes qui pourrait être inconciliable avec celui-ci.

ARTICLE 2
DÉFINITIONS

Dans la présente Convention, à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots suivants signifient :

2.1 « **Annexe 1** » : la description du Projet;

2.2 « **Annexe 2** » : le protocole de visibilité mentionné à l'article 4.4 de la présente Convention, le cas échéant;

2.3 « **Projet** » : le projet de l'Organisme pour la réalisation duquel la Ville lui fournit la contribution prévue à l'article 5.1 de la présente Convention, lequel est plus amplement décrit à l'Annexe 1;

2.4 « **Rapport annuel** » : document présentant le profil de l'Organisme, le nom de ses administrateurs et dirigeants, un bilan de ses activités et accomplissements pour chaque année de la présente Convention;

2.5 « **Reddition de compte** » : les rapports d'activités, les rapports d'étape ou final, le cas échéant, la liste des interventions ou activités effectuées, les sommes qui ont été utilisées à même la contribution financière reçue de la Ville ainsi que les fins pour lesquelles elles ont été employées de même que les sommes consacrées aux frais de gestion, le niveau d'atteinte des objectifs mesurables ou tout autre document exigé par la Responsable dans le cadre du Projet;

2.6 « **Responsable** » : la Directrice du Service du développement économique de la Ville de Montréal ou son représentant dûment autorisé;

2.7 « **Unité administrative** » : Service du développement économique de la Ville de Montréal.

ARTICLE 3
OBJET

La présente Convention a pour objet de définir les modalités et conditions des versements de la contribution financière de la Ville à l'Organisme afin que ce dernier puisse réaliser le Projet.

ARTICLE 4
OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

En considération des sommes versées par la Ville, l'Organisme s'engage à :

4.1 Réalisation du Projet

4.1.1 utiliser la contribution financière de la Ville exclusivement aux fins de la réalisation du Projet;

4.1.2 assumer tous les coûts et risques associés à la réalisation du Projet et à assumer tout dépassement des coûts requis pour sa réalisation, étant entendu que la participation de la Ville ne sera en aucun cas supérieure à la somme prévue à l'article 5.1 de la présente Convention;

4.2 Autorisations et permis

4.2.1 obtenir à ses frais toutes les autorisations et tous les permis requis avant d'entreprendre une activité dans le cadre de la présente Convention;

4.2.2 payer directement aux organismes qui les imposent, tous les impôts, les taxes, les permis et les droits exigés en lien avec le Projet et les activités qui y sont reliées;

4.3 Respect des lois

se conformer en tout temps aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur, aux instructions, directives et autres recommandations d'usage provenant de la Ville;

4.4 Promotion et publicité

4.4.1 faire état de la participation financière de la Ville, conformément au protocole de visibilité (ci-après le « **Protocole de visibilité** ») joint, le cas échéant, à la présente Convention à l'Annexe 2, dans tout document, communication, activité, publicité, affichage, rapport de recherche ou document d'information, quel qu'en soit le support, relatif à l'objet de la présente Convention (ci-après la « **Publication** ») et faire en sorte que la Publication reflète, de façon équitable, l'importance de l'aide accordée par la Ville par rapport aux autres personnes qui auraient contribué au Projet. La Publication doit être préalablement approuvée par écrit par la Responsable;

4.4.2 associer et inviter la Ville aux différents événements en relation avec le Projet;

4.5 Aspects financiers

4.5.1 déposer la Reddition de compte auprès de la Responsable. Cette Reddition de compte doit être faite selon la forme et les paramètres que la Responsable lui communiquera, étant entendu que cette forme et ces paramètres pourront être modifiés en tout temps sur simple avis de la Responsable.

Cette Reddition de compte doit lui être remise selon ce qui est spécifié à l'Annexe 1 des présentes.

Nonobstant l'alinéa 2 ci-dessus, au moment de la terminaison de la présente Convention, que celle-ci soit due à la résiliation ou à l'arrivée de son terme (ci-après la « **Date de terminaison** »), la Reddition de compte doit être transmise au Responsable dans les trente (30) jours de la Date de terminaison;

4.5.2 tenir une comptabilité distincte de celle concernant les autres secteurs d'activités de l'Organisme pour les sommes versées par la Ville aux fins de la présente Convention et faisant état des fins pour lesquelles ces sommes ont été utilisées et joindre ces informations financières dans ses états financiers annuels;

4.5.3 autoriser le directeur du Service des finances de la Ville ou son représentant, à examiner en tout temps durant les heures régulières d'ouverture de bureau, les livres et registres comptables réservés à l'utilisation des sommes versées par la Ville. De plus, l'Organisme accepte de collaborer et de mettre du personnel à la disposition de la Ville, durant les heures normales de bureau, pour répondre à ses questions et lui fournir une copie, sur simple demande et sans frais additionnels, de toutes pièces justificatives lui permettant de s'assurer de la bonne exécution de la présente Convention;

4.5.4 déposer auprès de la Responsable son Rapport annuel dans les soixante (60) jours de la clôture de son exercice financier;

4.5.5 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de cent mille dollars (100 000 $) et plus, et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention au Vérificateur général de la Ville (1550, rue Metcalfe, bureau 1201, Montréal, Québec, H3A 3P1), ses états financiers vérifiés conformément à l'article 107.9 de la *Loi sur les cités et villes*, et transmettre, pour chaque année de la présente Convention, à la Responsable, copie desdits états financiers vérifiés, le tout au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.6 dans la mesure où le cumul de toutes contributions financières que la Ville verse à l'Organisme au cours d'une même année civile est d'une valeur de moins de cent mille dollars (100 000 $), et ce, peu importe que telle contribution soit versée par le conseil municipal, le conseil d'agglomération, un conseil d'arrondissement ou le comité exécutif, transmettre pour chaque année de la présente Convention à la Responsable ses états financiers au plus tard quatre-vingt-dix (90) jours après la fin de son exercice financier;

4.5.7 à la Date de terminaison, remettre à la Ville, dans les cinq (5) jours d'une demande écrite de la Responsable, toute somme non engagée à cette date dans la réalisation du Projet;

4.6 Conseil d'administration

4.6.1 si ces documents n'ont pas déjà été remis, remettre à la Responsable dans les trente (30) jours de la signature de la présente Convention, une copie des règlements généraux de l'Organisme ainsi qu'une copie de ses lettres patentes;

4.6.2 à la demande de la Ville, permettre à un représentant de la Ville d'assister, à titre d'observateur seulement, aux assemblées générales et aux réunions du conseil d'administration de l'Organisme et à cette fin, lui faire parvenir un avis de convocation dans les délais prévus dans les règlements généraux de l'Organisme;

4.7 Responsabilité

4.7.1 garantir et tenir la Ville indemne de toutes réclamations, demandes, recours et de tous dommages de quelque nature que ce soit en raison de la présente Convention. L'Organisme s'engage également à prendre fait et cause pour la Ville, ses employés, représentants et mandataires dans toute réclamation, demande, recours ou poursuite intentée contre cette dernière par des tiers en raison de la présente Convention et sans limiter la généralité de ce qui précède, en raison de la licence concédée à l'article 11 de la présente Convention, et la tient indemne en capital, frais et intérêts de tout jugement, toute condamnation ou de toute décision qui pourrait être prononcés contre elle et de toute somme qu'elle aura déboursée avant ou après jugement en raison de ce qui précède;

4.7.2 assumer seule toute la responsabilité à l'égard des tiers et à assumer seule la responsabilité de toute action, réclamation ou demande que peut occasionner l'exécution de la présente Convention;

4.8 Séance du conseil municipal ou du comité exécutif

lorsque la contribution financière est accordée par le conseil municipal ou le comité exécutif, qu'elle est d'une valeur de cent mille dollars (100 000$) et plus, et dans la mesure où la Responsable en fait la demande, être présent, par l'intermédiaire de ses dirigeants, lors d'une séance du conseil municipal ou du comité exécutif, selon le règlement sur la procédure d'assemblée et les règles de régie interne de ces instances et répondre aux questions posées par ses membres relativement à la présente Convention.

ARTICLE 5
OBLIGATIONS DE LA VILLE

5.1 Contribution financière

En considération de l'exécution par l'Organisme de toutes et chacune des obligations contenues à la présente Convention, la Ville convient de lui verser la somme maximale de NEUF CENT MILLE dollars (900 000 $), incluant toutes les taxes applicables, le cas échéant, devant être affectée à la réalisation du Projet.

5.2 Versements

5.2.1 Pour l'année **2018** :

5.2.1.1 une somme maximale de DEUX CENT MILLE dollars (200 000 $) dans les trente (30) jours suivant la signature de la présente convention;

5.2.1.2 une somme maximale de SOIXANTE-QUINZE MILLE dollars (75 000$) dans les trente (30) jours suivant la remise du plan d'action de l'Organisme à la satisfaction de la Responsable;

5.2.2 Pour l'année **2019** :

5.2.2.1 une somme maximale de VINGT-CINQ MILLE dollars (25 000 $) dans les trente (30) jours de la remise de la reddition de compte annuelle 2018 du Projet à la satisfaction de la Responsable;

5.2.2.2 une somme maximale de DEUX CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE dollars (275 000 $) dans les trente (30) jours suivant le dépôt de la programmation annuelle du Projet à la satisfaction de la Responsable;

5.2.3 Pour l'année **2020** :

5.2.3.1 une somme maximale de VINGT-CINQ MILLE dollars (25 000 $) dans les trente (30) jours de la remise de la reddition de compte annuelle 2019 du Projet à la satisfaction de la Responsable;

5.2.3.2 une somme maximale de DEUX CENT SOIXANTE-QUINZE MILLE dollars (275 000 $) dans les trente (30) jours suivant le dépôt de la programmation annuelle du Projet à la satisfaction de la Responsable;

5.2.4 Pour l'année **2021** :

5.2.4.1 une somme maximale de VINGT-CINQ MILLE dollars (25 000 $) dans les trente (30) jours de la remise de la reddition de compte annuelle 2020 du Projet et du bilan final 2018-2020 du Projet à la satisfaction de la Responsable.

Chaque versement est conditionnel à ce que l'Organisme ait respecté les termes et conditions de la présente Convention. De plus, tous les versements prévus ci-dessus incluent toutes les taxes applicables, le cas échéant.

5.3 Ajustement de la contribution financière

La Responsable peut exiger la remise par l'Organisme de toute somme n'ayant pas servi à la réalisation du Projet. De plus, la Responsable pourra réduire le montant de la contribution financière si la réalisation du Projet ne requiert plus la somme maximale.

5.4 Aucun intérêt

L'Organisme ne pourra en aucun cas réclamer de la Ville des intérêts pour versements effectués en retard.

ARTICLE 6
GOUVERNANCE ET ÉTHIQUE

6.1 L'Organisme doit, dans la réalisation des activités et du Projet prévus à la présente Convention, agir selon les règles de conduite d'une personne avisée et prudente, de manière à ne porter aucun préjudice à la Ville ou à des tiers.

6.2 L'Organisme doit prendre toutes les mesures requises pour éviter des conflits d'intérêts et doit se conformer aux directives émises par la Responsable à cet égard.

L'Organisme doit notamment informer la Responsable, par écrit, de tout contrat devant être conclu par l'un des membres de son conseil d'administration avec la Ville ou avec l'Organisme.

6.3 L'Organisme doit utiliser la contribution financière octroyée dans le cadre de la présente Convention aux fins qui y sont prévues, cette contribution ne pouvant en aucun cas servir à payer le salaire d'un employé ou les honoraires de tout tiers qui fait du démarchage pour le compte de l'Organisme.

ARTICLE 7
DÉFAUT

7.1 Il y a défaut :

7.1.1 si l'Organisme n'observe pas quelque engagement pris aux termes de la présente Convention;

7.1.2 si l'Organisme fait une cession de biens, est réputé avoir fait une cession de biens ou fait l'objet d'une ordonnance de séquestre;

7.1.3 si l'administration de l'Organisme passe entre les mains de tiers, qu'il s'agisse de fiduciaires ou autres, en vertu d'un acte consenti par l'Organisme pour garantir l'exécution de ses obligations ou de celles de tiers;

7.1.4 si l'Organisme perd son statut d'organisme sans but lucratif ou cesse d'être reconnu comme tel par les autorités fiscales.

7.2 Dans les cas prévus au sous-paragraphe 7.1.1, la Responsable avise par écrit l'Organisme du défaut et lui demande d'y remédier dans le délai qu'il détermine. La Responsable peut retenir tout versement tant que l'Organisme n'a pas remédié au défaut. Si malgré cet avis, l'Organisme refuse ou néglige de remédier à tel défaut dans le délai imparti, la présente Convention sera résiliée de plein droit, sous réserve de tout recours pouvant être exercé par la Ville pour les dommages occasionnés par ce défaut.

7.3 Dans les cas prévus aux sous-paragraphes 7.1.2, 7.1.3 et 7.1.4, la présente Convention est résiliée de plein droit sans avis ni délai, dès la survenance de l'événement.

7.4 S'il est mis fin à la présente Convention en application des articles 7.2 ou 7.3, toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due, ce dernier devant également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci. La Ville peut aussi exiger le remboursement de tout ou partie des sommes déjà versées à l'Organisme.

ARTICLE 8
RÉSILIATION

8.1 La Ville peut, à sa discrétion, mettre fin en tout temps à la présente Convention, sans indemnité pour quelque dommage que ce soit subi par l'Organisme, sur préavis écrit de trente (30) jours, en acquittant le coût des activités déjà réalisées dans le cadre du Projet.

8.2 L'Organisme convient expressément de n'exercer aucun recours contre la Ville en raison de la résiliation de la présente Convention.

8.3 Toute somme non versée à l'Organisme cesse de lui être due. Ce dernier doit également remettre à la Ville toute somme non encore engagée dans le Projet reçue de celle-ci.

ARTICLE 9
DURÉE

La présente Convention prend effet à sa signature par les Parties et se termine, sous réserve des articles 7 et 8, lorsque les Parties ont rempli leurs obligations, mais au plus tard le 31 mars 2021.

Nonobstant la fin de la présente Convention prévue ci-haut, il est entendu que les articles 4.5.1, 4.5.3, 4.5.4, 4.5.5, 4.5.6, 4.5.7, 4.7, 4.8 et 11 continueront à produire leurs effets entre les Parties.

ARTICLE 10
ASSURANCES

10.1 L'Organisme doit souscrire, à ses frais, et maintenir en vigueur pendant toute la durée de la présente Convention, un contrat d'assurance responsabilité civile accordant par accident ou événement une protection minimale de DEUX MILLIONS de dollars (2 000 000 $) pour les blessures corporelles, pour les dommages matériels et pour les préjudices et dans laquelle la Ville est désignée comme coassurée.

10.2 De plus, le contrat d'assurance doit contenir un avenant stipulant que l'assureur doit donner à la Ville, par courrier recommandé ou poste certifiée, un avis écrit de trente (30) jours en cas de modification ou de résiliation du contrat d'assurance par l'Organisme ou l'assureur. Aucune franchise stipulée dans le contrat d'assurance ne sera applicable à la Ville.

10.3 L'Organisme s'engage à remettre au Responsable, dans les dix (10) jours de la signature de la présente Convention, une copie de la police d'assurance ou du certificat de la police. L'Organisme doit fournir, à chaque année, le certificat de renouvellement de la police d'assurance, au moins quinze (15) jours avant son échéance.

ARTICLE 11
LICENCE

L'Organisme concède à la Ville, à titre gratuit, une licence non exclusive, perpétuelle, sans limite territoriale, transférable et irrévocable lui permettant notamment de reproduire, de traduire, de publier, d'adapter et de communiquer au public, par quelque moyen que ce soit, en totalité ou en partie, les renseignements liés aux travaux ou documents en lien avec le Projet réalisés par l'Organisme, ses employés ou ses sous-traitants.

ARTICLE 12
DÉCLARATIONS ET GARANTIES

12.1 L'Organisme déclare et garantit :

12.1.1 qu'il a le pouvoir de conclure la présente Convention et d'exécuter toutes et chacune des obligations qui lui sont imposées en vertu de celle-ci;

12.1.2 que les droits de propriété intellectuelle pour tout document, travail écrit, représentation ou activité ayant lieu sous son contrôle en lien avec le Projet ont été dûment acquittés et que ces représentations ou activités peuvent valablement avoir lieu;

12.1.3 qu'il détient et a acquis de tout tiers, le cas échéant, tous les droits lui permettant de réaliser la présente Convention et notamment ceux lui permettant de consentir la licence prévue à l'article 11 de la présente Convention;

12.1.4 que toutes et chacune des obligations qu'il assume en vertu de la présente Convention constituent des considérations essentielles sans lesquelles la Ville n'aurait pas signée celle-ci.

ARTICLE 13
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

13.1 Entente complète

La présente Convention constitue la totalité et l'intégralité de l'entente intervenue entre les Parties.

13.2 Divisibilité

Une disposition de la présente Convention jugée invalide par un tribunal n'affecte en rien la validité des autres dispositions qui conservent leur plein effet et force exécutoire.

13.3 Absence de renonciation

Le silence de l'une ou l'autre des Parties ou son retard à exercer un droit ou un recours ne doit jamais être interprété comme une renonciation de sa part à tel droit ou recours.

13.4 Représentations de l'Organisme

L'Organisme n'est pas le mandataire de la Ville et ne peut, par ses actes ou omissions, engager la responsabilité de cette dernière ou la lier de toute autre façon.

13.5 Modification à la présente Convention

Aucune modification aux termes de la présente Convention n'est valide si elle est effectuée sans l'accord écrit préalable des deux (2) Parties.

13.6 Lois applicables et juridiction

La présente Convention est régie par les lois du Québec et toute procédure judiciaire s'y rapportant doit être intentée dans le district judiciaire de Montréal.

13.7 Ayants droit liés

La présente Convention lie les Parties aux présentes de même que leurs successeurs et ayants droit respectifs.

13.8 Cession

Les droits et obligations de l'une ou l'autre des Parties ne peuvent être cédés qu'avec l'accord écrit préalable de l'autre Partie.

L'Organisme ne peut consentir une hypothèque ou donner en garantie à un tiers les sommes qui lui sont versées par la Ville en vertu de la présente Convention.

13.9 Avis et élection de domicile

Tout avis ou document à être donné ou transmis relativement à la présente Convention est suffisant s'il est consigné dans un écrit et expédié par un mode de communication qui permet à la Partie expéditrice de prouver sa livraison au destinataire.

Élection de domicile de l'Organisme

L'Organisme fait élection de domicile au 1361, rue Williams, Montréal, Québec H3C 1R4, et tout avis doit être adressé à l'attention du Directeur général. Pour le cas où il changerait d'adresse sans dénoncer par écrit à la Ville sa nouvelle adresse, l'Organisme fait élection de domicile au bureau du greffier de la Cour supérieure pour le district de Montréal, chambre civile.

Élection de domicile de la Ville

La Ville fait élection de domicile au 700, rue De La Gauchetière Ouest, 28e étage, Montréal, Québec H3B 5M2, et tout avis doit être adressé à l'attention de la Responsable.

13.10 Exemplaire ayant valeur d'original

La présente Convention peut être signée séparément à même un nombre infini d'exemplaires distincts qui sont tous des originaux mais qui, pris collectivement, ne forment qu'un seul et même document. Chaque exemplaire peut être transmis par télécopieur ou courriel et la copie ainsi transmise a le même effet qu'un original.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES ONT SIGNÉ EN DEUX (2) EXEMPLAIRES, À MONTRÉAL, À LA DATE INDIQUÉE EN REGARD DE LEUR SIGNATURE RESPECTIVE.

Le .....e jour de 2018

VILLE DE MONTRÉAL

Par : _____
Me Yves Saindon
Greffier

Le .....e jour de 2018

SOCIÉTÉ DU QUARTIER DE L'INNOVATION DE MONTRÉAL

Par : _____
Damien Silès
Directeur général

Cette convention a été approuvée par le conseil d'agglomération de la Ville de Montréal, le e jour de ……. 2018 (Résolution …….).

ANNEXE 1

PROJET

■ **Projet - en pièces jointes :**

- Demande de contribution financière de l'Organisme
- Cadre stratégique 2018-2021
- Budget prévisionnel 2018-2021

■ **Reddition de compte :**

Document et délai de transmission

- Pour l'année **2018** :

● Un plan d'action - au plus tard le 30 avril;

● Un bilan annuel faisant état des réalisations du Projet pour l'année écoulée et un bilan de visibilité accordée au Projet – au plus tard le 1er février 2019;

- Pour l'année **2019** :

● Une programmation annuelle pour approbation par la Responsable ainsi que les prévisions budgétaires - au plus tard 1er décembre 2018;

● Un bilan annuel faisant état des réalisations du Projet pour l'année écoulée et un bilan de visibilité accordée au Projet – au plus tard le 1er février 2019;

- Pour l'année **2020** :

● Une programmation annuelle pour approbation par la Responsable ainsi que les prévisions budgétaires - au plus tard 1er décembre 2019;

● Un bilan annuel faisant état des réalisations du Projet pour l'année écoulée et un bilan de visibilité accordée au Projet – au plus tard le 1er février 2021;

● Un bilan final, avec analyse et constats, faisant état des retombées des réalisations des trois années visées par la Convention (2018 à 2020) - au plus tard le 19 février 2021.

Indicateurs

Le bilan des réalisations doit comprendre notamment, dans une section en annexe, les bénéfices ou retombées obtenus en lien avec les indicateurs suivants :

Liste des indicateurs :

- nombre de projets réalisés (en fonction de la programmation);
- nombre de partenariats établis entre l'Organisme et d'autres entreprises, organismes, universités, etc.;
- nombre d'entreprises participantes aux différentes activités;
- nombre de participants aux activités (résidents, étudiants, travailleurs etc.);
- nombre de partenariats entre PME et grandes entreprises;
- nombre de partenariats entre PME et universités;
- montant des retombées économiques des partenariats entre PME et grandes entreprises et entre PME et universités;
- nombre de startups participantes aux activités;
- nombre de participants au Sommet de l'innovation;
- montant des investissements pour les startups;
- montant des investissements pour les PME;
- nombre de visites de délégations étrangères;
- montant des investissements pour la revitalisation du territoire.

ANNEXE 2

PROTOCOLE DE VISIBILITÉ

1. VISIBILITÉ

L'Organisme doit :

1.1. Développer, présenter, faire approuver et réaliser une stratégie ou des actions de communication répondant aux exigences du Protocole de visibilité;

1.2. S'assurer que tous les sous-traitants engagés par l'Organisme respectent les obligations en matière de communication, de normes de visibilité et respectent la Charte de la langue française.

2. COMMUNICATIONS

L'Organisme doit :

2.1. Reconnaissance de la contribution de la Ville :

- Faire état de la contribution de la Ville et souligner la participation dans toutes communications relatives au Projet;

- Sur les médias sociaux, souligner la participation et remercier la Ville pour son soutien;

- Mentionner verbalement la participation financière de la Ville lors des activités publiques organisées dans le cadre du Projet et lors du bilan.

- Apposer les logos de la Ville, sur tous les outils de communication, imprimés et électroniques, notamment sur les affiches, les dépliants, les journaux, le site Internet, les bandeaux Internet, les infolettres, les communiqués de presse, les lettres de remerciements, les certificats de participation relatifs à la présente Convention;

  Les logos de la Ville devront également figurer sur toutes les publicités, et ce, peu importe le format, le support ou le véhicule;

  Dans le cas où l'insertion des logos de la Ville n'est pas possible, l'Organisme doit ajouter le libellé suivant : Fier partenaire de la Ville de Montréal

- Soumettre pour approbation (visibilite@ville.montreal.qc.ca) tous les textes soulignant la contribution financière de la Ville et tous les documents où figurent les logos de la Ville, au moins dix (10) jours ouvrables avant leur diffusion;

- S'il y a lieu, ajouter les logos de la Ville en clôture de toutes publicités télé ou Web. Les logos de la Ville peuvent faire partie d'un regroupement des participants au Projet. Par contre, à titre de collaborateur principal, il devra être mis en évidence;

- Ajouter les logos de la Ville sur tous les panneaux remerciant les collaborateurs;

2.2. Relations publiques et médias :

- Assurer l'accréditation média des représentants de la Ville (incluant les bloggeurs, les photographes et les caméramans ou autres professionnels qu'ils ont mandatés) et prendre en charge la gestion des droits des artistes quant aux photos, vidéos et autres contenus diffusés sur les plateformes de la Ville, à des fins strictement promotionnelles et non commerciales;

- Lors d'une annonce importante impliquant la Ville :

  - Inviter par écrit le maire à participer aux conférences de presse et aux événements médiatiques liés au Projet ou à l'activité, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

  - Soumettre pour approbation au cabinet du maire et du comité exécutif le scénario du déroulement, l'avis média et du communiqué concernant le Projet;

  - Offrir au cabinet du maire et au comité exécutif, la possibilité d'insérer une citation du représentant politique dans le communiqué, un minimum de 20 jours ouvrables à l'avance;

Pour adresser une demande au cabinet du maire et du comité exécutif, veuillez utiliser les formulaires en ligne destinés à cet effet à l'adresse suivante : https://mairedemontreal.ca/, section « **Communiquer avec nous »**.

Note : pour une demande de citation dans un communiqué, veuillez utiliser le courriel suivant : communication.du.maire@ville.montreal.qc.ca.

2.3. Normes graphiques et linguistiques :

- Respecter la mise en application des normes et règles d'utilisation du logotype de la Ville et ses normes d'utilisation (disponible sur le site Internet à l'adresse suivante : ville.montreal.qc.ca/logo);

- Respecter l'ordre convenu pour le positionnement du logo de la Ville et des signatures des autres participants sur tous les outils promotionnels (communiqués, lettres, bannières, panneaux, etc.);

- Respecter les lois et la réglementation applicables au Québec, notamment les dispositions de la Charte de la langue française (RLRQ, c. C-11);

2.4. Publicité et promotion :

- Convenir et remettre des photographies et/ou des vidéos officielles à la Ville et libres de droits, qui pourront être utilisées pour la promotion de Montréal, sur Internet ou sur tout autre support média;

  Lesdites photos ou vidéos devront être fournies au moment de l'amorce de la campagne promotionnelle. Une série de photographies post-événement devront également être remises;

- Ajouter un hyperlien vers le site de la Ville sur le site Internet du Projet ou de l'événement;

- Faire approuver les outils publicitaires et promotionnels par la Ville (visibilite@ville.montreal.qc.ca) avant leur impression et leur diffusion;

- Fournir un espace publicitaire d'une demi-page dans le programme de l'événement, si applicable. La publicité sera fournie par la Ville;

- Offrir d'inclure un mot officiel de la Ville dans le programme de l'événement. La demande doit être faite par écrit, un minimum de 30 jours ouvrables à l'avance. Pour adresser une demande, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré du présent Protocole de visibilité;

- Permettre à la Ville d'installer des bannières promotionnelles (ou autres supports à être déterminés) sur le ou les sites de l'activité ou lors d'interventions publiques;

- Permettre à la Ville de s'annoncer gratuitement sur les différents véhicules publicitaires ou de diffusion sur le ou les sites de l'activité ou de l'événement (ex. : écrans numériques géants);

- Offrir à la Ville la possibilité d'adresser un message promotionnel aux participants lorsqu'il y a présence d'un animateur sur le site d'une activité;

  Un message sera préparé à cet effet par la Ville.

- Lors de la tenue de l'événement (ou d'une activité) et si le contexte s'y prête, offrir à la Ville un emplacement gratuit pouvant aller jusqu'à 10 pi x 20 pi afin d'y installer un kiosque d'exposition ou toute autre structure permettant une interaction avec le public. Cet emplacement devra être situé dans un secteur fréquenté et être alimenté en électricité;

- S'assurer de la présence du logo de la Ville dans le champ de vision d'au moins une caméra lorsqu'il y a une captation de l'événement par une chaîne de télévision ou lors d'une webdiffusion.

2.5. Événements publics :

- Inviter le maire à participer aux événements publics organisés dans le cadre du Projet. La demande doit être faite par écrit, un minimum **de 20 jours** ouvrables à l'avance;
- Coordonner et effectuer le suivi des événements avec le cabinet du maire;
- Valider les règles protocolaires du cabinet en matière d'événements publics;

Pour joindre le cabinet politique pour la tenue d'événements publics, veuillez utiliser les mêmes coordonnées que celles apparaissant dans l'encadré plus haut, en précisant que le Projet ou l'activité est subventionné(e) par la Ville.

Si vous avez des questions concernant le Protocole de visibilité, vous pouvez joindre le Service des communications de la Ville à l'adresse courriel suivante : visibilite@ville.montreal.qc.ca

À noter : l'Organisme doit communiquer avec le cabinet du maire pour une invitation ou encore pour une citation dans un communiqué. La demande faite au maire doit être envoyée par le biais d'un formulaire, consultez la section **« Communiquer avec nous »** sur https://mairedemontreal.ca/.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1174674001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction Investissement et développement
Objet :	Accorder une contribution financière, maximale, de 900 000 $ à la Société du quartier de l'innovation de Montréal, pour une durée de 3 ans (2018 à 2020) afin d'assurer son fonctionnement et la mise en oeuvre de son plan stratégique de développement / Approuver un projet de convention à cet effet

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1174674001 SQIM FIN.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Daniel BOUGIE
Préposé au budget
Tél : 514-872-4254

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-24

Isabelle FORTIER
conseiller(ere) budgetaire
Tél : 514-872-9366
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.22

2018/02/22 17:00

(2)

Dossier # : 1174922013

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure avec « Maxi-Métal inc. », une entente-cadre d'une durée de 5 ans, pour la fourniture de 35 camions autopompes et de pièces de remplacement d'origine - Appel d'offres public 17-15795 (3 soumissionnaires) - (montant estimé de 36 946 435,95 $, taxes incluses) et autoriser une dépense de 7 364 996,60 $, taxes incluses, pour la l'acquisition de 7 camions autopompes et d'un module de pompe supplémentaire, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et « Maxi-Métal inc. ».

Il est recommandé :

1. de conclure une entente-cadre, d'une durée de 5 ans, pour la fourniture la fourniture de 35 camions autopompes et de pièces de remplacement d'origine;
2. d'accorder à « Maxi-Métal inc. », firme ayant obtenu le plus haut pointage final en fonction des critères de sélection préétablis, pour une période de 5 ans, le contrat pour la fourniture de 35 camions autopompes et de pièces de remplacement d'origine, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 36 946 435,95 $ $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-15795;
3. d'imputer ces dépenses de consommation à même les budgets du Service du matériel roulant et des ateliers, et ce au rythme des besoins à combler;
4. d'autoriser une dépense de 7 364 996,60 $, taxes incluses, pour l'acquisition de 7 camions autopompes et d'un module de pompe supplémentaire, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et « Maxi-Métal inc. »; et
5. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-09-05 17:27

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1174922013**
Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Conclure avec « Maxi-Métal inc. », une entente-cadre d'une durée de 5 ans, pour la fourniture de 35 camions autopompes et de pièces de remplacement d'origine - Appel d'offres public 17-15795 (3 soumissionnaires) - (montant estimé de 36 946 435,95 $, taxes incluses) et autoriser une dépense de 7 364 996,60 $, taxes incluses, pour la l'acquisition de 7 camions autopompes et d'un module de pompe supplémentaire, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et « Maxi-Métal inc. ».

CONTENU

CONTEXTE

Depuis le 1er janvier 2017, le Service du matériel roulant et des ateliers (SMRA) est l'unité d'affaires responsable de la gestion du parc de véhicules de la Ville. A ce titre, le SMRA voit à l'acquisition des véhicules et des équipements qui seront mis à la disposition des 19 arrondissements et des services centraux.
Ce dossier vise la conclusion d'une entente-cadre pour l'acquisition de 35 camions autompompes et de pièces de remplacement d'origine pour répondre aux besoins opérationnels du Service de sécurité incendie de Montréal (SIM). La conclusion d'une entente-cadre permet d'assurer la facilité d'approvisionnement tout en réduisant les délais et les coûts rattachés aux appels d'offres répétitifs.

Ce dossier vise également une autorisation de dépense pour l'acquisition de 7 camions autopompes afin de remplacer autant de véhicules qui devront être mis au rancart pour cause de désuétude.

Ce besoin a mené au lancement de l'appel d'offres public 17-15795 qui s'est tenu du 19 juin au 26 juillet 2017. Le délai de réception des soumissions a été de 38 jours incluant les dates de publication et d'ouverture des soumissions. La période de validité des soumissions indiquée à l'appel d'offres était de 180 jours civils suivant la date fixée pour l'ouverture de la soumission. Trois addendas ont été émis durant la période de sollicitation :

· Addenda no 1 émis le 7 juillet 2017: pour répondre aux questions posées par les soumissionnaires et pour une modification du devis technique;
· Addenda no 2 émis le 13 juillet 2017: pour un report de la date d'ouverture des soumissions et pour une modification du devis technique;

· Addenda no 3 émis le 19 juillet 2017 : pour une modification du devis technique et des précisions de nature administrative.

Pour l'attribution de ce contrat, un système de pondération et d'évaluation des soumissions s'applique. Conséquemment, le contrat est octroyé en entier, sur la base des critères de la grille d'évaluation présentée en pièce jointe, au soumissionnaire ayant obtenu le plus haut pointage final.

Ce dossier demande l'approbation du conseil d'agglomération car la dépense est liée à l'exercice d'une compétence d'agglomération supérieure à 500 000 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DGA172645001 – 16 juin 2017 : Approuver les critères et les pondérations de la grille de sélection pour l'évaluation des soumissions à recevoir dans le cadre de l'appel d'offres no 17 -15795 portant sur l'acquisition d'autopompes à incendie et de pièces de remplacement pour le Service de sécurité incendie de
Montréal.

CG12 0079 – 22 mars 2012 : Conclure avec Maxi-Métal inc., une entente-cadre d'une durée de 60 mois, pour la fourniture de 35 camions autopompes ainsi que des accessoires requis pour le combat d'incendie – Appel d'offres public 11-11601 - (6 soumissionnaires - 4 conformes).

DESCRIPTION

Un camion autopompe est un véhicule d'urgence équipé d'outils et équipements permettant de faire face à divers types d'interventions dont le combat d'incendie, l'alimentation en eau, les accidents de circulation, la désincarcération, la détection, les effondrements de structures, etc.
Ce dossier vise la conclusion d'une entente-cadre, d'une durée de 5 ans, pour l'acquisition de 35 camions autopompes, d'une capacité nominale de 6000 litres/minute, et de pièces de remplacement d'origine. Dans le but de réduire les coûts d'acquisition et d'entretien, la Ville a opté pour des camions de type compact, avec un empattement court, munis de caractéristiques dites de série plutôt que sur mesure (« custom made ») lesquelles ont un coût plus élevées.

Le volet « pièces » de l'entente-cadre permettra à la Ville d'acquérir, sur demande, les principales composantes requises à l'entretien et à la réparation des nouveaux camions : porte, pare-brise, moyeu de roue, etc. Ce volet représente une valeur de 109 815,11 $, taxes et contingences incluses, du coût total de la soumission.

Quantité
L'entente prévoit l'achat de 35 camions autopompes sur une période de 5 ans à raison de 7 véhicules par année. Les 14 premières unités seront équipées d'un système de mousse alors que cette composante sera en option pour les 21 dernières unités. L'entente prévoit l'achat d'un module de pompe supplémentaire pour la première année de l'entente.

Garantie
Les camions seront sous garantie de base de 12 mois à l'exception de certaines composantes pour lesquelles la Ville exige une durée plus longue. C'est notamment le cas pour le système de climatisation, les feux d'urgence, certains éléments de structure du camion (cabine, carrosserie, etc.) et du réservoir d'eau dont la garantie sera respectivement de 2, 5, 10 et 20 ans.

Structure de prix
Les prix soumis demeurent fermes pour la durée du contrat mais ceux-ci seront indexés pour tenir compte de la fluctuation du taux de change.

Le bordereau de soumission de l'appel d'offres incluait une contingence de 20 % pour tenir compte du coût supplémentaire engendrés par:

- Variation du taux de change: les prix sont indexés pour tenir compte des éventuelles fluctuations du taux de change entre la date d'ouverture des soumissions (26 juillet 2017) et la date d'émission du bon de commande;
- Les équipements supplémentaires (non inclus au devis pour éviter d'exclure certains fabricants lors de la sollicitation du marché);
- Les modification techniques consécutives à l'évolution des normes en vigueur (EPA, NFPA);
- Les modifications consécutives à l'évolution des nouveaux besoins des pompiers et du personnel d'entretien;

La modification ou l'achat d'équipements supplémentaires sur un camion d'incendie (de type pompe ou échelle) est une pratique courante qui permet d'optimiser un véhicule en fonction des exigences liées aux opérations.

JUSTIFICATION

Cette entente-cadre vise le remplacement de 35 camions autopompes qui seront mis au rancart pour cause de désuétude. La liste de 41 camions autopompes ciblés pour une mise au rancart de 2018 à 2022 est présentée en pièce jointe. La durée de vie d'un camion autopompe est de 15 ans. Durant l'entente, l'âge des véhicules qui seront remplacés se situera entre 14 et 26 ans.
Le tableau ci-dessous présente les résultats de l'appel d'offres public 17-15795 pour lequel il y a eu 3 soumissionnaires conformes

Soumissions conformes	Note	Prix de base (Camion et pièces)	Contingences 20 %	Total
Maxi-Métal inc.	93,47	30 788 696,63 $	6 157 739,32 $	36 946 435,95 $
Techno-Feu (KME)	91,82	31 544 543.96 $	6 308 908,79 $	37 853 452,74 $
Camions Carl Thibault	84,59	32 463 748,98 $	6 492 749,80 $	38 956 498,79 $
Dernière estimation réalisée par le SMRA		31 000 795,48 $	6 200 159,10 $	37 200 954,58 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*				- 254 518, 63 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*				- 0,68 %
Écart entre la 2ème meilleur note et l'adjudicataire ($) *(2 ème meilleure note – adjudicataire)*				907 016,79 $
Écart entre la 2ème meilleure note et l'adjudicataire (%) *((2 ème meilleure note – adjudicataire) / adjudicataire) x 100*				2,45 %

Basé sur des achats des années antérieures, le rédacteur du devis technique a estimé la dépense à 37 200 954,58 $, taxes incluses. Il y a un écart de moins de 1 % entre cette

estimation et le prix de la soumission. L'écart de 2,45% entre le prix des deux plus basses soumissions confirme que les prix reçus sont compétitifs.

Quatre des huit preneurs du cahier des charges n'ont pas présenté d'offres pour les motifs suivants : délai trop court, devis trop vague, firmes distributrices des composantes ou de produits de référence exigés au devis technique, carnet de commande complet ou détention du cahier des charges à titre informatif seulement.

Une soumission a été déclarée non-conforme par les membres du comité chargé d'évaluer la conformité technique car celle-ci présentait trois écarts majeurs avec les exigences demandées.

Un comité de sélection a été constitué pour évaluer la qualité des soumissions conformes reçues conformément aux critères prédéfinis dans la grille de pondération. La soumission de « Maxi-Métal inc. » a reçu la note globale la plus élevée, soit 93,47 %.

Le dossier sera soumis à la Commission d'examen de contrat car la valeur du contrat est de plus de 10 M$.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Entente-cadre – Acquisition de camions autopompes
Les crédits requis pour l'acquisition de 35 camions autopompes sont prévus au Programme triennal d'immobilisation 2018-2020 à même le programme de remplacement de véhicules du SMRA. Les acquisitions se feront sur une période de 5 ans à raison de 7 unités par année. Cette dépense est entièrement assumée par l'agglomération.

Entente-cadre – Acquisition de pièces
Le coût des pièces sera financé par le budget de fonctionnement du SMRA.

Acquisition 7 camions autopompes
Le coût maximal de 7 364 996,60 $, taxes incluses (incluant des contingences de 20 % s'élevant à 1 227 499,43, taxes incluses), pour l'acquisition de 7 camions autopompes et d'un module de pompe supplémentaire sera assumée comme suit : un montant maximal de 6 725 223,57 $ (net de ristourne) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération (RCG 17-022) destiné aux achats de véhicules et leurs équipements (projet 71080). Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération en 2018.

Comparaison des coûts avec l'entente précédente
Il n'est pas possible de comparer le coût unitaire d'un camion autopompe avec l'entente précédente car il y a trop d'écarts entre les deux contrats :

- Le devis technique a été revu et bonifié pour y inclure certaines améliorations (ex : module mousse, module de pompe, contrôles électroniques, etc.) ce qui a pour effet d'augmenter les coûts.
- La nouvelle entente comprend un volet pour l'achat de pièces d'origine ce qui n'était pas le cas avec l'entente précédente.
- Les fluctuations du taux de change entre 2012 et 2017 créées un écart d'environ 20 à 25 % sur les prix.
- Contrairement au contrat précédent, le bordereau de soumission de la nouvelle entente inclut une contingence de 20 % dans le prix du contrat.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La motorisation des camions autopompes respecte les normes de l'Agence américaine de protection de l'environnement en matière de réduction des émissions polluantes dans l'air. Cette entente-cadre répond donc aux objectifs de la Ville en matière de développement durable.
De plus, les camions mis au rancart seront vendus aux enchères publics dans le but d'une réutilisation ou d'un recyclage des composants.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne pas conclure cette entente-cadre alourdirait le processus d'approvisionnement des camions autopompes en obligeant la négociation à la pièce en plus de faire perdre à la Ville la possibilité d'économie de volume.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Fin de l'entente : septembre 2022

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Geneviève FORTIN)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-François LEMOINE, Service du matériel roulant et des ateliers
Sylvie GIRARD, Service de sécurité incendie de Montréal
Richard LIEBMANN, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

Richard LIEBMANN, 5 septembre 2017
Sylvie GIRARD, 5 septembre 2017
Jean-François LEMOINE, 5 septembre 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucie MC CUTCHEON
Agente de recherche

Tél : 514-868-3620
Télécop. : 514-872-1912

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-08-31

Philippe SAINT-VIL
c/d planification et soutien aux operations (mra)

Tél : 514 872-1080
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude SAVAGE
Directeur
Tél : 514 872-1076
Approuvé le : 2017-09-05

36. Grille d'évaluation de l'adjudicataire

36.1 Dans le cadre de l'application de la clause 30 « Évaluation de l'adjudicataire et aptitude à soumissionner » de la section « Instructions au soumissionnaire », l'évaluation de l'adjudicataire, en fin de contrat, sera effectuée selon la grille de thèmes ci-dessous. La note de passage étant de 70 %, est considérée comme un rendement insatisfaisant une note de moins de 70 %.

Thèmes et critères	**Pondération**
Aspect de la conformité technique Conformité aux spécifications et règles de l'art Conformité aux articles de référence Qualité des dessins d'atelier Le respect des données techniques du devis La clarté et fidélité des rapports La qualité des formats de la documentation Compréhension des objectifs du mandat	**35%**
Respect des délais et des échéanciers Le respect des échéances de production et de livraison Le respect des échéances pour les documents requis Délai de réponse (téléphone et courrier) La transmission des documents requis à temps	**35%**
Fourniture et utilisation des ressources Compétence et disponibilité du responsable du projet Quantité adéquate de ressource sur le projet État, efficacité et du personnel et des équipements affectés à la qualité du produit et au service après-vente	**10%**
Organisation et gestion Supervision adéquate des opérations Respect des directives administratives Pratiques d'assurance de la qualité Rapidité des actions correctives (au besoin) Rapidité du service après-vente Encadrement des sous-traitants	**10%**
Communication et documentation La disponibilité des interlocuteurs La qualité et la rapidité des communications Qualité et exactitude des décomptes et des factures (fin) La qualité et pertinence des rapports demandés	**10%**

Camions d'incendie autopompes
Mise au rancart projetée

Appareil	Classification	Marque	Modèle	Année	Niv	Age de l'appareil au moment de sa mise au rancat				
						2018	2019	2020	2021	2022
346-92130	CAMION INCENDIE POMPE 1001-1200 USGPM	FREIGHTLINER	FLL6342	1992	2FVH45Y94NV600469	26				
347-94492	CAMION INCENDIE POMPE 1201-1600 USGPM	SUPER	H206	1994	4ENGBAA88R1004324	24				
346-95281	CAMION INCENDIE POMPE 1001-1200 USGPM	SPARTAN	GLADIATOR	1995	4S7AT9C08SC017771	23				
346-95282	CAMION INCENDIE POMPE 1001-1200 USGPM	SPARTAN	GLADIATOR	1995	4S7AT9C0XSC017772	23				
346-95283	CAMION INCENDIE POMPE 1001-1200 USGPM	SPARTAN	GLADIATOR	1995	4S7AT9C01SC017773	23				
346-95284	CAMION INCENDIE POMPE 1001-1200 USGPM	SPARTAN	GLADIATOR	1995	4S7AT9C035C017774	23				
346-95285	CAMION INCENDIE POMPE 1001-1200 USGPM	SPARTAN	GLADIATOR	1995	4S7AT9C05SC017775	23				
346-95286	CAMION INCENDIE POMPE 1001-1200 USGPM	SPARTAN	GLADIATOR	1995	4S7AT9C07SC017776		24			
346-95287	CAMION INCENDIE POMPE 1001-1200 USGPM	SPARTAN	GLADIATOR	1995	4S7AT9C09SC017777		24			
346-95288	CAMION INCENDIE POMPE 1001-1200 USGPM	SPARTAN	GLADIATOR	1995	4S7AT9C00SC017778		24			
346-95289	CAMION INCENDIE POMPE 1001-1200 USGPM	SPARTAN	GLADIATOR	1995	4S7AT9C02SC017779		24			
346-95290	CAMION INCENDIE POMPE 1001-1200 USGPM	SPARTAN	GLADIATOR	1995	4S7AT9C09SC017780		24			
346-95291	CAMION INCENDIE POMPE 1001-1200 USGPM	SPARTAN	GLADIATOR	1995	4S7AT9C00SC017781		24			
346-96149	CAMION INCENDIE POMPE 1001-1200 USGPM	SPARTAN	LA41M	1996	4S7DT9K09TC021022		23			
347-96148	CAMION INCENDIE POMPE 1201-1600 USGPM	SUPER	CSUYP	1996	4ENGBCA84T1006140			24		
346-98442	CAMION INCENDIE POMPE 1001-1200 USGPM	FREIGHTLINER	MCV	1998	1FV6JLCBXWH947034			22		
346-99182	CAMION INCENDIE POMPE 1001-1200 USGPM	FREIGHTLINER	MCV	1999	1FV6JJCB5XH974387			21		
346-99185	CAMION INCENDIE POMPE 1001-1200 USGPM	SUTPHEN	MCV	1999	1S9A1BMD2X1003083			21		
346-00082	CAMION INCENDIE POMPE 1001-1200 USGPM	FREIGHTLINER	MCV	2000	1FV6JJCB5YHA72357			20		
347-00084	CAMION INCENDIE POMPE 1201-1600 USGPM	EMERG	CAB	2000	4ENGBCAB9Y1002060			20		
346-00080	CAMION INCENDIE POMPE 1001-1200 USGPM	INTERNATIONAL	40S	2000	1HTSDADR9YH231605			20		
347-01021	CAMION INCENDIE POMPE 1201-1600 USGPM	SPARTAN	METRO-STAR	2001	4S7CT23971C037250				20	
347-01023	CAMION INCENDIE POMPE 1201-1600 USGPM	SPARTAN	METRO-STAR	2001	4S7CT23901C037249				20	
347-01024	CAMION INCENDIE POMPE 1201-1600 USGPM	SPARTAN	METRO-STAR	2001	4S7CT23991C037248				20	
347-01025	CAMION INCENDIE POMPE 1201-1600 USGPM	SPARTAN	METRO-STAR	2001	4S7CT23901C037252				20	
349-07284	CAMION INCENDIE POMPE 2000 ET + USGPM	E-ONE	CYCLONE II	2007	4ENGAAA8971002551				14	
349-07285	CAMION INCENDIE POMPE 2000 ET + USGPM	E-ONE	CYCLONE II	2007	4ENGAAA8771002550				14	
349-07286	CAMION INCENDIE POMPE 2000 ET + USGPM	E-ONE	CYCLONE II	2007	4ENGAAA8071002552				14	
349-07287	CAMION INCENDIE POMPE 2000 ET + USGPM	E-ONE	CYCLONE II	2007	4ENGAAA8071002549					15
349-07288	CAMION INCENDIE POMPE 2000 ET + USGPM	E-ONE	CYCLONE II	2007	4ENGAAA8271002553					15
349-07289	CAMION INCENDIE POMPE 2000 ET + USGPM	E-ONE	CYCLONE II	2007	4ENGAAA8471002554					15
349-07290	CAMION INCENDIE POMPE 2000 ET + USGPM	E-ONE	CYCLONE II	2007	4ENGAAA8671002555					15
349-07291	CAMION INCENDIE POMPE 2000 ET + USGPM	E-ONE	CYCLONE II	2007	4ENGAAA8871002556					15
349-07517	CAMION INCENDIE POMPE 2000 ET + USGPM	E-ONE	CYCLONE II	2007	4EEGAAA8X71002901					15
349-07518	CAMION INCENDIE POMPE 2000 ET + USGPM	E-ONE	CYCLONE II	2007	4ENGAAA8371002903					15
349-07519	CAMION INCENDIE POMPE 2000 ET + USGPM	E-ONE	CYCLONE II	2007	4ENGAAA8418002909					15
349-07520	CAMION INCENDIE POMPE 2000 ET + USGPM	E-ONE	CYCLONE II	2007	4ENGAAA8371002898					15
349-07521	CAMION INCENDIE POMPE 2000 ET + USGPM	E-ONE	CYCLONE II	2007	4ENGAAA8571002904					15
349-07522	CAMION INCENDIE POMPE 2000 ET + USGPM	E-ONE	CYCLONE II	2007	4ENGAAA8771002905					15
349-07523	CAMION INCENDIE POMPE 2000 ET + USGPM	E-ONE	CYCLONE II	2007	4ENGAAA8971002906					15
349-07524	CAMION INCENDIE POMPE 2000 ET + USGPM	E-ONE	CYCLONE II	2007	4ENGAAA8071002907					15

Montréal

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1L5

PAR COURRIEL

Le 7 décembre 2017

Monsieur Danny Dufour
Président
Maxi-Métal inc.
9345, 25e Avenue,
Saint-Georges (Québec) G6A 1L1

Courriel : danny.dufour@maximetal.ca

Objet : Confirmation de prolongation du maintien intégral de l'offre
Appel d'offres n° 17-15795
Acquisition d'autopompes à incendie d'une capacité nominale de 6 000 litres/minute et de pièces de remplacement

Monsieur,

Le délai initial de validité des soumissions reçues dans le cadre de l'appel d'offres ci-haut mentionné, tel que spécifié à la clause 2.1 des « Clauses administratives particulières », et dont l'ouverture a eu lieu le 26 juillet 2017, est insuffisant.

À cet effet, la Ville de Montréal désire recevoir la confirmation du maintien intégral de l'offre que vous lui avez soumise pour un délai supplémentaire, soit jusqu'au 28 février 2018.

Les étapes nécessaires à l'obtention de la résolution d'octroi de contrat seront poursuivies suivant la réception d'une réponse affirmative de la part des soumissionnaires conformes, identifiés lors de l'analyse des offres reçues.

Merci de nous retourner votre réponse par courriel **avant le 12 décembre 2017.**

Nous vous remercions de votre collaboration, et veuillez recevoir, Monsieur, l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

J'accepte le délai de prolongation : _____ (Signature) 7 déc. 2017 (Date)

Je refuse le délai de prolongation : _____ (Signature) _____ (Date)

Marc-André Deshaies
Agent d'approvisionnement II

Courriel : ma.deshaies@ville.montreal.qc.ca
Tél. : 514 872-6850
Téléc. : 514 872-2519

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1174922013

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Conclure avec « Maxi-Métal inc. », une entente-cadre d'une durée de 5 ans, pour la fourniture de 35 camions autopompes et de pièces de remplacement d'origine - Appel d'offres public 17-15795 (3 soumissionnaires) - (montant estimé de 36 946 435,95 $, taxes incluses) et autoriser une dépense de 7 364 996,60 $, taxes incluses, pour la l'acquisition de 7 camions autopompes et d'un module de pompe supplémentaire, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et « Maxi-Métal inc. ».

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

Analyse et évaluation des soumissions.pdf15795 - Intervention.pdf17-15795 pv.pdf

17-15795 - Det Cah Final.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Geneviève FORTIN
Agente d'approvisionnement II
Tél : 514 872-4437

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-05

Denis LECLERC
Chef de section
Tél : 514 872-5241
Division :

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-15795

No du GDD : 11749222013

Titre de l'appel d'offres : Acquisition d'autopompes à incendie d'une capacité nominale de 6 000 litres/minute et de pièces de remplacement

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 19 - 6 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 19 - 7 - 2017

Ouverture faite le : 26 - 7 - 2017

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 19 - 7 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 38 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 8

Nbre de soumissions reçues : 4

% de réponses : 50

Nbre de soumissions rejetées : 1

% de rejets : 25

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
TECHNO FEU INC./ E-ONE	Non conforme techniquement

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 22 - 1 - 2018

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : - -

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
MAXI-MÉTAL INC.	36 946 435,95 $	√	
TECHNO FEU INC. / KME	37 853 452,74 $		
CAMIONS CARL THIBAULT INC.	38 956 498,79 $		

Information additionnelle

Le prix de la soumission de la firme Camion Carl Thibalut inc. été corrigé. La différence entre le prix inscrit sur le procès verbal et celui inscrit au tableau des prix est due à des erreurs de calcul.

Raisons de non-dépôt de soumissions :
Quatre des huit preneurs du cahier des charges n'ont pas présenté d'offres pour les motifs suivants : délai trop court, devis trop vague, firmes distributrices des composantes ou des produits de référence exigés au devis technique, carnet de commandes complet ou détention du cahier des charges à titre informatif seulement.

Préparé par : Geneviève Fortin

Le 31 - 8 - 2017

17-15795 - acquisition d'autopompes à incendie d'une capacité nominale de 6000 litres/minute et de pièces de remplacement

FIRME	présentation de l'offre 5%	capacité de livraison 15%	capacité et qualité de service après-vente 10%	ergonomie et niveau sonore 10%	Prix 60%	Pointage final 100%	Rang
Maxi-Métal	4,63	12,50	8,00	8,34	60,00	93,47	1
Techno-Feu (KME)	4,00	12,25	8,50	8,21	58,86	91,82	2
camions Carl Thibault	3,25	11,00	7,25	6,19	56,90	84,59	3
						-	

Agent d'approvisionnement	Renée Veillette

Renée Veillette

Comité	
Date	mercredi 09-08-2017
Heure	9h00
Lieu	255 Crémazie Est bureau 400 salle collaboration

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Recherche avancée

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-15795
Numéro de référence : 1083680
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition d'autopompes à incendie d'une capacité nominale de 6 000 litres/minute et de pièces de remplacement

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Aréo-feu ltée 5205, J.A. Bombardier Longueuil, QC, J3Z 1G4 NEQ : 1145941218	Monsieur Benoît Simard Téléphone : 450 651-2240 Télécopieur : 450 651-1970	**Commande : (1306246)** 2017-06-19 10 h 48 **Transmission :** 2017-06-19 10 h 48	2790279 - 17-15795 Addenda N° 1 2017-07-07 15 h 35 - Télécopie 2792967 - 17-15795 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-13 15 h 56 - Télécopie 2795766 - 17-15795 Addenda N° 2 2017-07-19 15 h 55 - Télécopie Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Camions Carl Thibault inc. 38 rue Thibault Pierreville, QC, J0G 1J0 NEQ : 1143544295	Madame Maricarl Thibault Téléphone : 450 568-7020 Télécopieur : 450 568-3049	**Commande : (1306579)** 2017-06-19 15 h 51 **Transmission :** 2017-06-19 15 h 51	2790279 - 17-15795 Addenda N° 1 2017-07-07 15 h 34 - Courriel 2792967 - 17-15795 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-13 15 h 55 - Courriel

				2795766 - 17-15795 Addenda N° 2 2017-07-19 15 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Fides Novus Marketing Inc 315 Place D'Youville, Suite 351 Montréal, QC, H2Y 0A4 NEQ :	Monsieur Anthony De Angelis Téléphone : 514 501-2197 Télécopieur :	**Commande : (1309339)** 2017-06-26 15 h 05 **Transmission :** 2017-06-26 15 h 05	2790279 - 17-15795 Addenda N° 1 2017-07-07 15 h 34 - Courriel 2792967 - 17-15795 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-13 15 h 55 - Courriel 2795766 - 17-15795 Addenda N° 2 2017-07-19 15 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Mark Biernat 1080 34e ave. Montréal, QC, H8P3A2 NEQ :	Monsieur Mark Biernat Téléphone : 631 495-2162 Télécopieur :	**Commande : (1311311)** 2017-06-30 2 h 13 **Transmission :** 2017-06-30 2 h 13	2790279 - 17-15795 Addenda N° 1 2017-07-07 15 h 34 - Courriel 2792967 - 17-15795 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-13 15 h 55 - Courriel 2795766 - 17-15795 Addenda N° 2 2017-07-19 15 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Maxi Métal Inc.. 9345 25e Avenue est Saint-Georges, QC, G6A 1L1 http://www.maximetal.com NEQ : 1165903171	Madame Chantal Tanguay Téléphone : 418 228-6637 Télécopieur : 418 228-0493	**Commande : (1306248)** 2017-06-19 10 h 49 **Transmission :** 2017-06-19 10 h 49	2790279 - 17-15795 Addenda N° 1 2017-07-07 15 h 34 - Courriel 2792967 - 17-15795 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-13 15 h 55 - Courriel 2795766 - 17-15795 Addenda N° 2 2017-07-19 15 h 54 - Courriel

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Safetek Emergency Vehicles Ltd. 30686-A Matsqui Place Abbotsford, BC, V2T 6L4 NEQ :	Monsieur Sean Montague Téléphone : 604 743-0090 Télécopieur : 604 504-2415	**Commande : (1307167)** 2017-06-20 15 h 03 **Transmission :** 2017-06-20 15 h 03	2790279 - 17-15795 Addenda N° 1 2017-07-07 15 h 34 - Courriel 2792967 - 17-15795 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-13 15 h 55 - Courriel 2795766 - 17-15795 Addenda N° 2 2017-07-19 15 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Techno Feu inc 105 route Marie-Victorin Saint-François-du-Lac, QC, J0G 1M0 NEQ : 1165947418	Monsieur Francois Proulx Téléphone : 450 568-2777 Télécopieur : 450 568-0211	**Commande : (1306214)** 2017-06-19 10 h 27 **Transmission :** 2017-06-19 10 h 27	2790279 - 17-15795 Addenda N° 1 2017-07-07 15 h 34 - Courriel 2792967 - 17-15795 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-13 15 h 55 - Courriel 2795766 - 17-15795 Addenda N° 2 2017-07-19 15 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Thibault & Associés. 2250 Andre C Hamel Drummondville, QC, J2C 8B1 NEQ : 1147359138	Monsieur Jean Thibault Téléphone : 819 474-2111 Télécopieur : 877 641-7605	**Commande : (1306314)** 2017-06-19 11 h 31 **Transmission :** 2017-06-19 11 h 31	2790279 - 17-15795 Addenda N° 1 2017-07-07 15 h 34 - Courriel 2792967 - 17-15795 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-13 15 h 55 - Courriel 2795766 - 17-15795 Addenda N° 2 2017-07-19 15 h 54 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Ville de Montréal 255 boulevard Crémazie Est 4e étage, bureau 400 Montréal, QC, H2M 1M2 NEQ :	Madame Catherine Aubin Téléphone : 514 872-1881 Télécopieur : 514 872-9619	**Commande : (1320686)** 2017-07-24 11 h 28 **Transmission :** 2017-07-24 11 h 28	2790279 - 17-15795 Addenda N° 1 2017-07-24 11 h 28 - Téléchargement 2792967 - 17-15795 Addenda N° 2 - Report de date 2017-07-24 11 h 28 - Téléchargement 2795766 - 17-15795 Addenda N° 2 2017-07-24 11 h 28 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir
☐	Ville de Terrebonne 513, montée Masson Terrebonne, QC, J6W 2Z2 NEQ :	Madame Nathalie Savard Téléphone : 450 471-8265 Télécopieur : 450 471-9872	**Commande : (1307158)** 2017-06-20 14 h 53 **Transmission :** 2017-06-20 14 h 53	Mode privilégié : Ne pas recevoir

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?
Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle
Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos
À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires
Secrétariat du Conseil du trésor Québec
CGI
tc media

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1174922013

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Conclure avec « Maxi-Métal inc. », une entente-cadre d'une durée de 5 ans, pour la fourniture de 35 camions autopompes et de pièces de remplacement d'origine - Appel d'offres public 17-15795 (3 soumissionnaires) - (montant estimé de 36 946 435,95 $, taxes incluses) et autoriser une dépense de 7 364 996,60 $, taxes incluses, pour la l'acquisition de 7 camions autopompes et d'un module de pompe supplémentaire, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et « Maxi-Métal inc. ».

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1174922013 - Acquisition autopompes SIM.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-09-05

Cathy GADBOIS
Chef de section

Tél : 514 872-1443
Division : Service des finances - Point de service HDV

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidentes

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Membres

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

Mme Fanny Magini
Arrondissement d'Outremont

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 22 février 2018

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE174922013

Conclure avec « Maxi-Métal inc. », une entente-cadre d'une durée de 5 ans, pour la fourniture de 35 camions autopompes et de pièces de remplacement d'origine - Appel d'offres public 17-15795 (3 soumissionnaires) - (montant estimé de 36 946 435,95 $, taxes incluses) et autoriser une dépense de 7 364 996,60 $, taxes incluses, pour la l'acquisition de 7 camions autopompes et d'un module de pompe supplémentaire, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et « Maxi-Métal inc. ».

(ORIGINAL SIGNÉ)

Karine Boivin Roy
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la Commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE174922013
Conclure avec « Maxi-Métal inc. », une entente-cadre d'une durée de 5 ans, pour la fourniture de 35 camions autopompes et de pièces de remplacement d'origine - Appel d'offres public 17-15795 (3 soumissionnaires) - (montant estimé de 36 946 435,95 $, taxes incluses) et autoriser une dépense de 7 364 996,60 $, taxes incluses, pour la l'acquisition de 7 camions autopompes et d'un module de pompe supplémentaire, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et « Maxi-Métal inc. ».

À sa séance du 17 janvier 2018, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 7 février 2018, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service du matériel roulant et des ateliers, du Service de sécurité incendie et du Service de l'approvisionnement ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres ont soulevé de nombreuses questions dans le but de mieux comprendre l'ensemble du dossier. Pour l'ensemble des membres, la présentation faite par les services était décousue et portait à confusion sur certains aspects, d'où les nombreuses questions.

Les membres auraient souhaité retrouver au dossier des explications plus complètes sur les contingences de 20 % et sur l'impact des fluctuations du taux de change avec le dollar américain. Ils ont invité le Service du matériel roulant et des ateliers à bonifier le sommaire décisionnel en ce sens.

Les membres ont souligné que, dans un tel dossier, le Service devrait avoir à faire rapport au comité exécutif de l'utilisation des contingences.

Ils ont aussi invité le Service à insérer au dossier la certification de l'Autorité des marchés financiers (AMF) obtenue par l'adjudicataire et à être plus explicite dans la section «Développement durable» du sommaire en ce qui a trait au recyclage du métal et aux pièces de rechange.

Enfin, les membres ont constaté, dans ce dossier comme dans bien d'autres dossiers d'agglomération, qu'il était compliqué, voire impossible, de bien comprendre la part des coûts assumée par Montréal et par les autres villes liées (voir R-1 plus bas).

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service du matériel roulant et des ateliers, du Service de sécurité incendie et du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$;*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE174922013 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Recommandation à portée générale

R-1
La Commission recommande à l'unanimité que, dans les sommaires décisionnels, le partage des coûts d'un contrat entre la Ville de Montréal et les autres villes de l'agglomération soit clairement indiqué et facilement identifiable.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.23

2018/02/22 17:00

(2)

Dossier # : 1175035006

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à HYPERTEC SYSTEMES INC pour l'acquisition d'équipements informatiques véhiculaires avec service d'installation et d'intégration aux véhicules d'urgence du Service de police de la Ville de Montréal, pour la période du 1er mars 2018 au 28 février 2021, pour une somme maximale de 5 735 380,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public # 17-16503 - 2 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'accorder à HYPERTEC SYSTEMES INC, plus bas soumissionnaire conforme, le contrat pour l'acquisition d'équipements informatiques véhiculaires avec service d'installation et d'intégration aux véhicules d'urgence du Service de police de la Ville de Montréal, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale une somme maximale de 5 735 380,71 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public # 17-16503;

2. d'imputer cette dépense, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération, pour un montant de 5 735 380,71 $, taxes incluses.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2018-02-07 10:31

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1175035006**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat à HYPERTEC SYSTEMES INC pour l'acquisition d'équipements informatiques véhiculaires avec service d'installation et d'intégration aux véhicules d'urgence du Service de police de la Ville de Montréal, pour la période du 1er mars 2018 au 28 février 2021, pour une somme maximale de 5 735 380,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public # 17-16503 - 2 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) utilise une flotte de l'ordre de 700 postes de travail mobiles (PTM) permettant notamment aux policiers, via le réseau cellulaire, de répondre aux appels qui leur sont répartis, et d'interroger des banques de données internes et externes.
La flotte des PTM actuellement utilisée par les policiers du SPVM est composée d'appareils désuets de type Panasonic CF-19, qui doivent être remplacés afin d'assurer la continuité du service.

Dans ce contexte, le Service des TI a lancé, en collaboration avec le Service de l'approvisionnement, l'appel d'offres # 17-16503. Ce dernier, publié sur le site SEAO ainsi que dans le quotidien Le Devoir, a été lancé le 25 octobre 2017 et l'ouverture des soumissions s'est faite le 27 novembre 2017. Au total, trente deux (32) jours ont été accordés aux soumissionnaires pour préparer leurs soumissions. Le délai de validité des soumissions est de 220 jours civils de la date du dépôt des soumissions.

Dans le cadre de cet appel d'offres, 5 addendas ont été publiés :

# addenda	Date	Portée
1	2 novembre 2017	Report de la date d'ouverture des soumissions au 20 novembre 2017
2	10 novembre 2017	Réponses à des questions techniques et administratives
3	16 novembre 2017	Report de la date d'ouverture des soumissions au 27 novembre 2017 et réponses à des questions techniques

4	23 novembre 2017	Correction du bordereau de soumission
5	23 novembre 2017	Correction du bordereau de soumission

Le présent dossier vise donc à octroyer un contrat à HYPERTEC SYSTEMES INC pour l'acquisition d'équipements informatiques véhiculaires avec service d'installation et d'intégration aux véhicules d'urgence du Service de police de la Ville de Montréal, pour la période du 1er mars 2018 au 28 février 2021, pour une somme maximale de 5 735 380,71 $, taxes incluses.

Le présent contrat pourra bénéficier d'un maximum de deux (2) prolongations, d'une durée de 12 mois chacune. Étant donné qu'une enquête d'accréditation sécuritaire est requise pour l'octroi de ce contrat, le SPVM a procédé à l'enquête des dirigeants de la firme HYPERTEC SYSTEMES INC et les résultats ont été déclarés favorables.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG10 0228 - 17 juin 2010 - Octroyer un contrat à CPU Design Inc. pour la fourniture de 350 ordinateurs portatifs de marque Panasonic, modèle CF-19, au montant total de 2 732 252, 5 $, toutes taxes incluses - appel d'offres 10-11241 -
2 soumissionnaires.

CE10 0373, 24 mars 2010. Autoriser le lancement d'un appel d'offres public pour la fourniture de 350 ordinateurs portatifs de marque Panasonic CF-19 dans le cadre du projet "Remplacement des postes de travail mobiles" au SPVM.

CG09 0435, 24 septembre 2009. Autoriser l'acquisition de 290 ordinateurs portatifs robustes de marque Panasonic CF19, pour un coût total de 2 221 639,61 $, toutes taxes incluses, conformément à l'entente-cadre avec CPU Design (entente 214091).

DESCRIPTION

Les spécifications techniques et fonctionnelles des équipements à acquérir ainsi que les installations ont été détaillées dans le devis technique qui fait partie intégrante (Section V) des documents de l'appel d'offres public # 17-16503. Ce dernier se compose de :

- L'acquisition d'équipements véhiculaires (790 portables convertibles robustes Panasonic CF-20, station d'accueil véhiculaire, bloc d'alimentation électrique, support ou plaque d'arrimage pour véhicule, clavier véhiculaire robuste et son support);
- L'acquisition d'équipements bureautiques (160 stations d'accueil pour bureau et 358 blocs d'alimentation électrique pour bureau);
- L'acquisition d'accessoires en option (790 lecteurs de permis de conduire);
- Les services d'installation des portables sur les véhicules du SPVM;
- Un catalogue d'accessoires composé d'équipements véhiculaires et bureautiques;
- Une garantie optionnelle sur deux ans.

JUSTIFICATION

La flotte des PTM est utilisée dans les véhicules par plus de 3000 policiers du SPVM. Des nouveaux équipements sont requis en raison de la désuétude technologique des Panasonic CF19. Ces PTM permettront la consultation de banques de données telles que Montréal -

Inscription et Recherche de l'Information sur la Sécurité (M-IRIS), Système d'émission de constats informatisés (SÉCI), Géolocalisation, le CRPQ (Centre de renseignements policiers du Québec), la répartition assistée par ordinateur (RAO) et le système de reconnaissance de plaques d'immatriculation (SRPI).
En 2017, le Service des TI a analysé 3 modèles provenant de deux manufacturiers différents afin de voir à ouvrir le marché. Seul le modèle Panasonic a rencontré les tests minimaux d'ergonomie et de sécurité.

Sur un total de 12 preneurs du cahier des charges, 2 preneurs (16,67%) ont déposé des offres alors que les 10 autres (83,33%) n'ont pas soumissionné.

Concernant les dix (10) preneurs de cahier des charges n'ayant pas déposé de soumissions :

- Une firme a affirmé ne pas détenir les ressources nécessaires;
- Deux firmes ont mentionné ne pas pouvoir déposer d'offres compétitives;
- Une autre ville a pris possession du cahier des charges, à titre de référence uniquement;
- Les six autres firmes n'ont pas fourni de réponse.

Soumissions conformes	**Prix de base (Équipements véhiculaires, bureautiques et travaux d'installation)**	**Catalogue d'accessoires**	**Garantie supplémentaire de 2 ans**	**Total**
HYPERTEC SYSTEMES INC	5 259 642,90 $	475 737,81 $	0 $ Inclus	5 735 380,71 $
Solutions informatiques Inso Inc.	5 361 359,86 $	437 680,85 $	84 147,90 $	5 883 188,61 $
Dernière estimation réalisée	8 101 086,34 $	0 $	0 $	8 101 086,34 $
Coût moyen des soumissions conformes Écart entre la moyenne et la plus basse conformes (%)				5 809 284,66 $ 1,29 %
Écart entre la plus haute et la plus basse ($) Écart entre la plus haute et la plus basse (%)				147 807,90 $ 2,58 %
Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation ($) Écart entre la plus basse conforme et la dernière estimation (%)				- 2 365 705,63 $ - 29,20 %

L'écart favorable de 29,20% entre la soumission la plus basse et l'estimation réalisé avant l'appel d'offres s'explique par les raisons suivantes :

- Les prix offerts sont très inférieurs à la liste de prix de Panasonic en 2017;
- L'estimé de la Ville est basé principalement sur un seul appel d'offres effectué depuis 2010 (appel d'offres #16-15371) ainsi que la liste de prix des fournisseurs;
- Les volumes de la Ville sont importants et il y a rarement des comparables permettant d'avoir une idée précise des coûts d'équipements informatiques pour les quantités demandées à la Ville;
- Les coûts des équipements informatiques varient rapidement en fonction notamment du cycle de vie des différents modèles.

Conformément à l'article 4.2.2 du devis technique, l'acceptation des PTM a été réalisé selon les points suivants :

- Essais en laboratoire;
- Inspections et essais sur le terrain : trois (3) portables convertibles Panasonic CF20 ont été installés dans trois (3) véhicules du SPVM, afin d'en déterminer et valider la configuration technique et physique optimale. Les résultats de ces inspections et essais ont été déclarés conformes pour deux modèles représentant 82% de la flotte de véhicules, tel que défini à la section 4.2.3 du devis technique. Certains ajustements à l'installation sont requis pour le troisième modèle. L'utilisation de ce portable pour le troisième modèle de véhicule sera décidé suite aux nouveaux essais.

HYPERTEC SYSTEMES INC détient une autorisation de l'Autorité des marchés (AMF) effective.

Selon le Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, ce dossier sera soumis à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant :

- Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$;
- Écart de plus de 20% entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Dépenses capitalisables (PTI) :
La dépense de 5 259 642,90 $, taxes incluses, sera imputée au PTI 2018-2020 du Service des TI au projet 74561 - Gestion de l'évolution bureautique.

Le montant maximal de 4 802 755,03 $, net de taxes, sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 15-051.

Dépenses au budget de fonctionnement (BF) :
Les achats qui seront effectués via le catalogue des accessoires auprès de l'adjudicataire se feront au rythme de l'expression des besoins du SPVM. Les dépenses, dont le montant ne doit pas excéder 475 737, 81 $, taxes incluses, seront assumées à même le budget de fonctionnement du SPVM, dont la compétence est 100% agglomération, pour toute la durée du contrat.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'approbation du présent dossier décisionnel permet un renouvellement de toute la flotte des PTM du SPVM, dont les équipements actuels sont en fin de vie.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Présentation du dossier au Comité exécutif : le 31 janvier 2018;
- Étude du dossier par la Commission permanente sur l'examen des contrats : le 7 février 2018;
- Retour du dossier au Comité exécutif : le 14 février 2018;
- Approbation du dossier par le Conseil municipal : le 19 février 2018;
- Approbation du dossier par le Conseil d'agglomération : le 22 février 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Bernard BOUCHER)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Annabelle FERRAZ, Service de police de Montréal

Lecture :

Annabelle FERRAZ, 11 janvier 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Abdelhak BABASACI
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 872-8783
Télécop. : 514 872-3964

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-19

Pierre STRASBOURG
chef de division - services aux utilisateurs

Tél : 514-872-2631
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information/ Directeur par intéreim Direction Centre d'expertise - Espace de travail
Tél : 514-280-6544
Approuvé le : 2018-01-19

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information

Tél : 514-280-6544
Approuvé le : 2018-01-19

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1175035006

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Objet :	Accorder un contrat à HYPERTEC SYSTEMES INC pour l'acquisition d'équipements informatiques véhiculaires avec service d'installation et d'intégration aux véhicules d'urgence du Service de police de la Ville de Montréal, pour la période du 1er mars 2018 au 28 février 2021, pour une somme maximale de 5 735 380,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public # 17-16503 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-16503 TCP.pdf
17-16503 Intervention.pdf
17-16503 PV.pdf
17-16503 Det cah final.pdf
AMF Attestation - HYPERTEC SYSTEMS INC.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Bernard BOUCHER
Agent d'approvisionnement II
Tél : 514-872-5290

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-18

Denis LECLERC
C/S App. strat. en Biens
Tél : 514-872-5241
Division : Division De L Acquisition De Biens Et Services

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16503

No du GDD : 1175035006

Titre de l'appel d'offres : Acquisition d'équipements informatiques véhiculaires avec service d'installation et d'intégration aux véhicules d'urgence du Service de Police de la Ville de Montréal.

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme - analyse de conformité technique par l'unité cliente

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 25 - 10 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 13 - 11 - 2017

Ouverture faite le : 27 - 11 - 2017

Date du comité de sélection : - -

Nombre d'addenda émis durant la période : 5

Date du dernier addenda émis : 23 - 11 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 32 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 12

Nbre de soumissions reçues : 2

% de réponses : 16,67

Nbre de soumissions rejetées : 0

% de rejets : 0

Durée de la validité initiale de la soumission : 220 jrs

Date d'échéance initiale : 5 - 7 - 2018

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 5 - 7 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Hypertec Systèmes inc.	5 735 380,71	√	
Solutions Informatiques Inso inc.	5 883 186,61		

Information additionnelle

Des avis de désistement: Une firme affirme ne pas détenir les ressources nécessaires, deux firmes mentionnent ne pouvoir déposer d'offres compétitives. Une entité municipale a pris possession du cahier de charges. Les autres firmes n'ont pas transmis leur avis de désistement.

Préparé par : Bernard Boucher

Le 18 - 1 - 2018

Service de l'approvisionnement
Direction générale adjointe – Services institutionnels
255, boulevard Crémazie Est, 4e étage, bureau 400
Montréal (Québec) H2M 1M2

Tableau d'analyse des prix

No de l'appel d'offres
17-16503

Agent d'approvisionnement
Bernard Boucher

Conformité	Oui

	Données	
Soumissionnaires	Montant sans taxes	Montant taxes incluses
Les systèmes Hypertec inc	4 988 372,00 $	5 735 380,71 $
Solutions Informatiques INSO inc.	5 116 928,56 $	5 883 188,61 $

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Rechercher un avis

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16503
Numéro de référence : 1111268
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Acquisition d'équipements informatiques véhiculaires avec service d'installation et d'intégration aux véhicules d'urgence - Service de police de la Ville de Montréal

	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
○	Bell Mobilité Inc. 200, boulevard Bouchard 4CO Dorval, QC, H9S 5X5 http://www.bell.ca NEQ : 1143866029	Madame Nathalie Jeffrey Téléphone : 514 420-3073 Télécopieur : 514 420-8315	**Commande : (1354963)** 2017-10-26 10 h 49 **Transmission :** 2017-10-26 10 h 49	2840775 - 17-16503 Addenda N° 1 - Report de date 2017-11-02 16 h 44 - Courriel 2844011 - 17-16503 Addenda No. 2 2017-11-10 10 h 47 - Courriel 2846390 - 17-16503 Addenda No. 3 - Report de date 2017-11-16 16 h 03 - Courriel 2849178 - 17-16503 Addenda no 4 (devis) 2017-11-23 14 h 59 - Courriel 2849179 - 17-16503 Addenda no 4 (bordereau) 2017-11-23 14 h 59 - Téléchargement 2849254 - 17-16503 Addenda 5 (devis) 2017-11-23 16 h 40 - Courriel 2849255 - 17-16503

				Addenda 5 (bordereau) 2017-11-23 16 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
○	Cisco Systems Canada Cie. 500 Grande-Allée Est, Suite#201 Québec, QC, G1R 2J7 NEQ : 1147366851	Madame Marie-Claude Dallaire Téléphone : 418 634-5648 Télécopieur :	**Commande : (1355597)** 2017-10-27 15 h 31 **Transmission :** 2017-10-27 15 h 31	2840775 - 17-16503 Addenda N° 1 - Report de date 2017-11-02 16 h 44 - Courriel 2844011 - 17-16503 Addenda No. 2 2017-11-10 10 h 47 - Courriel 2846390 - 17-16503 Addenda No. 3 - Report de date 2017-11-16 16 h 03 - Courriel 2849178 - 17-16503 Addenda no 4 (devis) 2017-11-23 14 h 59 - Courriel 2849179 - 17-16503 Addenda no 4 (bordereau) 2017-11-23 14 h 59 - Téléchargement 2849254 - 17-16503 Addenda 5 (devis) 2017-11-23 16 h 40 - Courriel 2849255 - 17-16503 Addenda 5 (bordereau) 2017-11-23 16 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
○	Compugen inc. (Montréal) 7355 Route Transcanadienne Montréal, QC, H4T1T3 http://compugen.com NEQ : 1149538739	Monsieur José Solis Téléphone : 514 736-8400 Télécopieur : 514 341-0404	**Commande : (1354500)** 2017-10-25 12 h 45 **Transmission :** 2017-10-25 12 h 45	2840775 - 17-16503 Addenda N° 1 - Report de date 2017-11-02 16 h 44 - Courriel 2844011 - 17-16503 Addenda No. 2 2017-11-10 10 h 47 - Courriel 2846390 - 17-16503 Addenda No. 3 - Report de date

				2017-11-16 16 h 03 - Courriel 2849178 - 17-16503 Addenda no 4 (devis) 2017-11-23 14 h 59 - Courriel 2849179 - 17-16503 Addenda no 4 (bordereau) 2017-11-23 14 h 59 - Téléchargement 2849254 - 17-16503 Addenda 5 (devis) 2017-11-23 16 h 40 - Courriel 2849255 - 17-16503 Addenda 5 (bordereau) 2017-11-23 16 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
○	CPU DESIGN INC 4803 rue Molson Montréal, QC, H1Y 0A2 NEQ : 1142493932	Monsieur Nicolas Belanger Téléphone : 514 955-8280 Télécopieur :	**Commande : (1354586)** 2017-10-25 14 h 57 **Transmission :** 2017-10-25 14 h 57	2840775 - 17-16503 Addenda N° 1 - Report de date 2017-11-02 16 h 44 - Courriel 2844011 - 17-16503 Addenda No. 2 2017-11-10 10 h 47 - Courriel 2846390 - 17-16503 Addenda No. 3 - Report de date 2017-11-16 16 h 03 - Courriel 2849178 - 17-16503 Addenda no 4 (devis) 2017-11-23 14 h 59 - Courriel 2849179 - 17-16503 Addenda no 4 (bordereau) 2017-11-23 14 h 59 - Téléchargement 2849254 - 17-16503 Addenda 5 (devis) 2017-11-23 16 h 40 - Courriel 2849255 - 17-16503 Addenda 5 (bordereau) 2017-11-23 16 h 40 - Téléchargement

				Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
○	Dell Canada inc. - EB 1501 McGill College Avenue 15e etage Montréal, QC, H3B 1X9 http://www.dell.ca/fr NEQ : 1145525805	Monsieur Eric Belanger Téléphone : 514 730-1068 Télécopieur :	**Commande : (1354632)** 2017-10-25 15 h 36 **Transmission :** 2017-10-25 15 h 36	2840775 - 17-16503 Addenda N° 1 - Report de date 2017-11-02 16 h 44 - Courriel 2844011 - 17-16503 Addenda No. 2 2017-11-10 10 h 47 - Courriel 2846390 - 17-16503 Addenda No. 3 - Report de date 2017-11-16 16 h 03 - Courriel 2849178 - 17-16503 Addenda no 4 (devis) 2017-11-23 14 h 59 - Courriel 2849179 - 17-16503 Addenda no 4 (bordereau) 2017-11-23 14 h 59 - Téléchargement 2849254 - 17-16503 Addenda 5 (devis) 2017-11-23 16 h 40 - Courriel 2849255 - 17-16503 Addenda 5 (bordereau) 2017-11-23 16 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
○	emindtek 1363, boulevard Frontenac Ouest www.emindtek.com Thetford Mines, QC, G6G 6K8 NEQ : 1163007322	Monsieur Frederic Pare Téléphone : 418 338-4881 Télécopieur : 418 338-4881	**Commande : (1355984)** 2017-10-30 13 h 10 **Transmission :** 2017-10-30 13 h 10	2840775 - 17-16503 Addenda N° 1 - Report de date 2017-11-02 16 h 44 - Courriel 2844011 - 17-16503 Addenda No. 2 2017-11-10 10 h 47 - Courriel 2846390 - 17-16503 Addenda No. 3 - Report de date 2017-11-16 16 h 03 - Courriel 2849178 - 17-16503

				Addenda no 4 (devis) 2017-11-23 14 h 59 - Courriel 2849179 - 17-16503 Addenda no 4 (bordereau) 2017-11-23 14 h 59 - Téléchargement 2849254 - 17-16503 Addenda 5 (devis) 2017-11-23 16 h 40 - Courriel 2849255 - 17-16503 Addenda 5 (bordereau) 2017-11-23 16 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
○	HP Canada Co. 5150 Spectrum Way Floor 6 Mississauga, ON, L4W5G1 http://www.hp.com NEQ : 1170863949	Monsieur Mathieu Philippart Téléphone : 289 374-6135 Télécopieur :	**Commande : (1354690)** 2017-10-25 16 h 19 **Transmission :** 2017-10-25 16 h 19	2840775 - 17-16503 Addenda N° 1 - Report de date 2017-11-02 16 h 44 - Courriel 2844011 - 17-16503 Addenda No. 2 2017-11-10 10 h 47 - Courriel 2846390 - 17-16503 Addenda No. 3 - Report de date 2017-11-16 16 h 03 - Courriel 2849178 - 17-16503 Addenda no 4 (devis) 2017-11-23 14 h 59 - Courriel 2849179 - 17-16503 Addenda no 4 (bordereau) 2017-11-23 14 h 59 - Téléchargement 2849254 - 17-16503 Addenda 5 (devis) 2017-11-23 16 h 40 - Courriel 2849255 - 17-16503 Addenda 5 (bordereau) 2017-11-23 16 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) :

				Courrier électronique
○	Hypertec Systèmes (Québec) 2800 rue Einstein Suite 060 Québec, QC, G1X 4N8 http://hypertec.com/fr/ NEQ : 1142971879	Monsieur Eric Piral Téléphone : 418 683-2192 Télécopieur : 418 683-2148	**Commande : (1354416)** 2017-10-25 10 h 54 **Transmission :** 2017-10-25 10 h 54	2840775 - 17-16503 Addenda N° 1 - Report de date 2017-11-02 16 h 44 - Courriel 2844011 - 17-16503 Addenda No. 2 2017-11-10 10 h 47 - Courriel 2846390 - 17-16503 Addenda No. 3 - Report de date 2017-11-16 16 h 03 - Courriel 2849178 - 17-16503 Addenda no 4 (devis) 2017-11-23 14 h 59 - Courriel 2849179 - 17-16503 Addenda no 4 (bordereau) 2017-11-23 14 h 59 - Téléchargement 2849254 - 17-16503 Addenda 5 (devis) 2017-11-23 16 h 40 - Courriel 2849255 - 17-16503 Addenda 5 (bordereau) 2017-11-23 16 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
○	IBM Canada ltée 140, Grande Allée Est 5e étage Québec, QC, G1R 5N6 http://www.ibm.com NEQ : 1165702128	Madame Gabrielle Savard Téléphone : 418 521-8257 Télécopieur : 418 523-6868	**Commande : (1354958)** 2017-10-26 10 h 44 **Transmission :** 2017-10-26 10 h 44	2840775 - 17-16503 Addenda N° 1 - Report de date 2017-11-02 16 h 44 - Courriel 2844011 - 17-16503 Addenda No. 2 2017-11-10 10 h 47 - Courriel 2846390 - 17-16503 Addenda No. 3 - Report de date 2017-11-16 16 h 03 - Courriel 2849178 - 17-16503 Addenda no 4 (devis) 2017-11-23 14 h 59 - Courriel

				2849179 - 17-16503 Addenda no 4 (bordereau) 2017-11-23 14 h 59 - Téléchargement 2849254 - 17-16503 Addenda 5 (devis) 2017-11-23 16 h 40 - Courriel 2849255 - 17-16503 Addenda 5 (bordereau) 2017-11-23 16 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
○	Les systèmes Cyberkar 3026 rue Anderson Terrebonne, QC, J5W6H2 NEQ : 1170306725	Monsieur Jonathan Boivin Téléphone : 514 269-3352 Télécopieur :	**Commande : (1358691)** 2017-11-06 13 h 48 **Transmission :** 2017-11-06 13 h 48	2840775 - 17-16503 Addenda N° 1 - Report de date 2017-11-06 13 h 48 - Téléchargement 2844011 - 17-16503 Addenda No. 2 2017-11-10 10 h 47 - Courriel 2846390 - 17-16503 Addenda No. 3 - Report de date 2017-11-16 16 h 03 - Courriel 2849178 - 17-16503 Addenda no 4 (devis) 2017-11-23 14 h 59 - Courriel 2849179 - 17-16503 Addenda no 4 (bordereau) 2017-11-23 14 h 59 - Téléchargement 2849254 - 17-16503 Addenda 5 (devis) 2017-11-23 16 h 40 - Courriel 2849255 - 17-16503 Addenda 5 (bordereau) 2017-11-23 16 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
○	Solutions	Madame Ginette	**Commande**	2840775 - 17-16503

	informatiques Inso 6615 Avenue du Parc Montréal, QC, H2V4J1 NEQ : 1164346505	Sylvestre Téléphone : 514 271-4676 Télécopieur :	**: (1356899)** 2017-11-01 9 h 35 **Transmission :** 2017-11-01 9 h 35	Addenda N° 1 - Report de date 2017-11-02 16 h 44 - Courriel 2844011 - 17-16503 Addenda No. 2 2017-11-10 10 h 47 - Courriel 2846390 - 17-16503 Addenda No. 3 - Report de date 2017-11-16 16 h 03 - Courriel 2849178 - 17-16503 Addenda no 4 (devis) 2017-11-23 14 h 59 - Courriel 2849179 - 17-16503 Addenda no 4 (bordereau) 2017-11-23 14 h 59 - Téléchargement 2849254 - 17-16503 Addenda 5 (devis) 2017-11-23 16 h 40 - Courriel 2849255 - 17-16503 Addenda 5 (bordereau) 2017-11-23 16 h 40 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
○	Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu. 105, rue Laurier Saint-Jean-sur-Richelieu, QC, J3B 6K2 NEQ :	Monsieur Ville de Saint-Jean sur Richelieu Téléphone : 450 357-2139 Télécopieur : 450 357-2287	**Commande : (1363457)** 2017-11-20 10 h 19 **Transmission :** 2017-11-20 10 h 19	2840775 - 17-16503 Addenda N° 1 - Report de date 2017-11-20 10 h 19 - Téléchargement 2844011 - 17-16503 Addenda No. 2 2017-11-20 10 h 19 - Téléchargement 2846390 - 17-16503 Addenda No. 3 - Report de date 2017-11-20 10 h 19 - Téléchargement Mode privilégié : Ne pas recevoir

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?

Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire
Plan du site
Accessibilité
UPAC-Signaler un acte répréhensible

Service clientèle

Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles
Marchés publics hors Québec
Registre des entreprises non admissibles
Autorité des marchés financiers

À propos

À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation
Polices supportées

Partenaires

Secrétariat du Conseil du trésor Québec

CGI

tc media

© 2003-2017 Tous droits réservés

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Le 9 août 2016

HYPERTEC SYSTEMS INC.
A/S MONSIEUR ELIOT AHDOOT
9300, TRANSCANADIENNE
SAINT-LAURENT (QC) H4S 1K5

Nº de décision : 2016-CPSM-1043502
N° de client : 3000533316

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l' « Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- GROUPE HYPERTEC
- HYPERCLUB DIRECT
- HYPERTEC GROUP
- HYPERTEC SYSTÈMES INC.

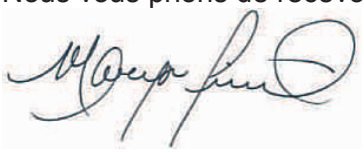
une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, RLRQ, c. C-65.1 (la « LCOP »). HYPERTEC SYSTEMS INC. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées à contracter ou à sous-contracter tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **8 août 2019** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation/de renouvellement de l'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.



Maryse Pineault, avocate
Directrice principale des opérations d’encadrement de la distribution

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1175035006

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Centre d'expertise - espace de travail , Division Connectivité aux utilisateurs
Objet :	Accorder un contrat à HYPERTEC SYSTEMES INC pour l'acquisition d'équipements informatiques véhiculaires avec service d'installation et d'intégration aux véhicules d'urgence du Service de police de la Ville de Montréal, pour la période du 1er mars 2018 au 28 février 2021, pour une somme maximale de 5 735 380,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public # 17-16503 - 2 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1175035006.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Hui LI
Préposé(e) au budget
Tél : 514 872-3580

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-02-07

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0709
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidentes

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Membres

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

Mme Fanny Magini
Arrondissement d'Outremont

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 22 février 2018

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE175035006

Accorder un contrat à HYPERTEC SYSTEMES INC pour l'acquisition d'équipements informatiques véhiculaires avec service d'installation et d'intégration aux véhicules d'urgence du Service de police de la Ville de Montréal, pour la période du 1er mars 2018 au 28 février 2021, pour une somme maximale de 5 735 380,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public # 17-16503 - 2 soumissionnaires.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Karine Boivin Roy
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE175035006
Accorder un contrat à HYPERTEC SYSTEMES INC pour l'acquisition d'équipements informatiques véhiculaires avec service d'installation et d'intégration aux véhicules d'urgence du Service de police de la Ville de Montréal, pour la période du 1er mars 2018 au 28 février 2021, pour une somme maximale de 5 735 380,71 $, taxes incluses - Appel d'offres public # 17-16503 - 2 soumissionnaires.

À sa séance du 17 janvier 2018, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 7 février 2018, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres ont soulevé des questions sur divers aspects du dossier, notamment en ce qui a trait aux différentes simulations faites pour assurer que les équipements informatique acquis convenaient aux besoins du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM).

Ils ont aussi bien compris que l'acquisition de modèles d'ordinateurs robustes était nécessaire, compte tenu des besoins et des usages. Ils ont aussi constaté qu'il s'agissait ici d'un marché très spécialisé, les ordinateurs robustes de la taille exigée n'étant pas si nombreux.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de biens et services d'une valeur de plus de 2 M$ présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE175035006 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.24

2018/02/22
17:00

(2)

Dossier # : 1177231080

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat aux Entreprises Michaudville inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de feux de circulation et d'éclairage dans les rues des Érables, Rachel et Parthenais, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 11 193 101,28 $ (contrat: 10 350 000,00 $ et incidences: 1 086 804,08 $), taxes incluses. Appel d'offres public 278702 - 7 soumissionnaires

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 10 386 388,93 $, taxes incluses, soit 92,79 % de la dépense totale, pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de feux de circulation et d'éclairage dans les rues des Érables, Rachel et Parthenais dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, comprenant tous les frais incidents, le cas échéant ;

2. d'accorder aux Entreprises Michaudville inc., plus bas soumissionnaire conforme, le contrat à cette fin, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 10 350 000,00 $, taxes incluses, conformément aux documents de l'appel d'offres public 278702 ;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera assumée à 2,25 % par l'agglomération pour un montant de 233 943,85 $ taxes incluses.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-12-12 14:23

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177231080**
Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Accorder un contrat aux Entreprises Michaudville inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de feux de circulation et d'éclairage dans les rues des Érables, Rachel et Parthenais, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 11 193 101,28 $ (contrat: 10 350 000,00 $ et incidences: 1 086 804,08 $), taxes incluses. Appel d'offres public 278702 - 7 soumissionnaires

CONTENU

CONTEXTE

Le Service de l'eau a pour mandat, entre autres, d'identifier et de prioriser les travaux de renouvellement d'infrastructures d'aqueduc et d'égouts secondaires sur le territoire de la ville de Montréal.
Ces travaux s'inscrivent dans la stratégie de la gestion de l'eau pour des infrastructures performantes. Ils font partie des interventions qui contribuent à améliorer les infrastructures collectives et la qualité de vie des citoyens.

À la suite de différentes analyses et inspections télévisées et considérant leurs âges avancés et leurs états de dégradation structurale, les conduites d'égout unitaire (installées entre 1894 et 1934) ainsi que les conduites d'eau secondaire (installées entre 1895 et 1913) de l'avenue des Érables, des rues Rachel et Parthenais ont été identifiées par la Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau (DGSRE) du Service de l'eau comme prioritaires pour ce qui est de leur remplacement. Ces tronçons n'ont pas été retenus dans le programme d'intervention avec la technique de réhabilitation. De plus, le diamètre des conduites d'égout existantes doit être augmenté, car celles-ci présentent une capacité hydraulique insuffisante.

De plus, conformément au Plan de transport adopté en juin 2008 qui prévoit un ensemble de mesures visant à accroître les déplacements actifs sur l'ensemble du territoire de l'agglomération de Montréal, la Division du transport actif et collectifs de la Direction des transports intègre des travaux de réaménagement de piste cyclable sur la rue Rachel.

Également, dû à la présence de travaux majeurs de reconstruction d'infrastructures souterraines, l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal profite de l'occasion pour procéder à la reconstruction complète des trottoirs, à la construction de saillies ainsi qu'à des travaux d'aménagement paysager sur les rues des Érables et Parthenais.

Le présent dossier a été initié par la DGSRE pour des travaux de reconstruction d'égout et de conduite d'eau auxquels sont intégrés des travaux de voirie (chaussée, trottoirs, piste cyclable, actifs de la Commission des services électriques de Montréal (CSEM) et de Bell), d'éclairage et de feux de circulation.

La DGSRE, la Direction des transports du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT), et l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal ont mandaté la Direction des infrastructures du SIVT afin de préparer les documents requis au lancement de l'appel d'offres et de réaliser les travaux mentionnés à l'objet du présent dossier.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA17 25 0400 - 29 novembre 2017 - Autoriser une dépense de 806 712,35 $, taxes incluses, pour le réaménagement des trottoirs, l'ajout de saillies ainsi que des travaux d'aménagement paysager dans le cadre du projet de reconstruction d'égout unitaire et de conduite d'eau sur les rues Parthenais, Rachel Est et sur l'avenue des Érables (1176768020);

CG15 0118 - Le 26 février 2015 - Adoption - Règlement du conseil d'agglomération modifiant l'annexe du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005) - Modification au Plan de transport 2008 (1144368010).

DESCRIPTION

Les travaux intégrés d’égout, de conduite d’eau, de voirie, de feux de circulation et d’éclairage dans l'avenue des Érables, les rues Rachel et Parthenais dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, auront lieu sur une distance d'environ 850 mètres. Ces travaux consistent en :
Rue Parthenais, de Rachel à Marie-Anne:

- La reconstruction de 264 mètres de conduite d’eau secondaire de 200 mm de diamètre;
- La reconstruction de 245 mètres d'égout unitaire ovoïdal de 600 mm X 900 mm par un égout en béton armé de 900 mm de diamètre;
- La reconstruction complète de 2575 m.ca. de chaussée;
- La reconstruction de massifs et d'un puits d’accès de la CSEM;
- Le réaménagement géométrique des trottoirs est et ouest incluant la réalisation des saillies.

Rue Rachel, de des Érables à Parthenais:

- La reconstruction de deux (2) conduites d’eau secondaire de 300 mm de diamètre pour un total de 246 mètres et l'abandon d’une conduite d’eau de 300 mm de diamètre;
- La reconstruction de 116 mètres d'égout unitaire ovoïdal de 600 mm X 900 mm par un égout en béton armé variant de 750 mm à 900 mm de diamètre;
- La reconstruction des trottoirs nord et sud incluant la réalisation des saillies;
- La reconstruction des bases et conduits;
- La reconstruction de massifs de Bell;
- La reconstruction de massifs de la CSEM au nord et au sud de Rachel;
- La reconstruction complète de 1600 m.ca. de chaussée (incluant la piste cyclable);

- Le remplacement des feux de circulation ;
- Le réaménagement de la piste cyclable incluant la construction d'un mail et les fosses de plantation d'arbres;
- La fourniture et installation des lampadaires.

Avenue des Érables, de Sherbrooke à Rachel:

- La reconstruction de 460 mètres de conduite d'eau secondaire de 200 mm de diamètre;
- La reconstruction de 452 mètres d'égout unitaire variant de 300 mm à 900 mm de diamètre;
- La reconstruction complète de 3645 m.ca. de chaussée;
- La reconstruction de massifs de la CSEM;
- Le réaménagement géométrique des trottoirs est et ouest incluant la réalisation des saillies.

Intersection Sherbrooke et des Érables:

- Le remplacement et le réaménagement des raccordements des conduites d'eau présentes à l'intersection;
- Le remplacement de l'égout unitaire ovoïdal de 600 mm X 900 mm par un égout en béton armé de 900 mm de diamètre et l'abandon d'une portion d'égout ovoïdal ;
- La reconstruction d'un nouveau regard d'égout sur le collecteur de 1500 mm de diamètre;
- La reconstruction de massifs et un puits d'accès de la CSEM;
- La reconstruction de massifs et un puits d'accès de Bell;
- Le planage et le revêtement de la chaussée au niveau de l'intersection.

Intersection des rues De Lorimier et Rachel:

- La réalisation de 12 mètres de conduites d'égout de 375 mm de diamètre (raccordement de 2 réseaux d'égout).

Dans le cadre de ce chantier, les entrées de service d'eau en plomb seront changées.

Veuillez trouvez en pièce jointe la description des principaux actifs visés par les travaux ainsi qu'un plan de localisation.

Sur ces rues, des travaux de reconstruction des actifs de la CSEM ont donc été intégrés dans le même contrat afin de limiter les interventions subséquentes. Ils sont prévus au bordereau de soumission dans le sous-projet intitulé « CSEM - Contrat 1446 - Des Érables, Rachel, Parthenais ».

De plus, des travaux d'amélioration sont requis pour la reconstruction de certaines infrastructures de Bell Canada. Les deux (2) parties représentantes se sont mises d'accord pour intégrer les travaux de mise aux normes du réseau de Bell dans les documents d'appels d'offres, chacun visant un objectif d'économie sur les frais et le temps relié à la gestion du chantier. La totalité des coûts de reconstruction pour répondre à la demande de Bell Canada est prévue au bordereau de soumission dans le sous-projet intitulé « Reconstruction de puits d'accès et massifs de Bell Canada ». Ces travaux au montant de 243 702,80 $ taxes incluses, représentent 2,35 % du coût total du contrat et seront entièrement payés par Bell Canada directement à l'entrepreneur. Ils seront exécutés par le sous-traitant de l'entrepreneur adjudicataire recommandé qui est accrédité par Bell Canada. Selon la lettre d'entente jointe au présent dossier, Bell Canada s'engage à assumer le coût réel des travaux réalisés, sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur.

Dans notre démarche de concertation, les travaux de ce projet ont été coordonnés avec les

parties prenantes avant le lancement de l'appel d'offres. Des demandes de commentaires ont été transmises à l'arrondissement et aux requérants lors de l'élaboration des plans et devis, aux différentes étapes d'avancement, lesquels ont été pris en compte.

Dans le présent dossier, l'enveloppe de contingences est déterminée à 954 350,53 $, taxes incluses, soit une moyenne pondérée de 10,16 % du coût des travaux. En effet, le pourcentage des contingences est de 10 % sauf pour les travaux d'éclairage, de feux de circulation et de Bell où le pourcentage a été évalué à 15 % et ce, en raison des risques inhérents reliés aux travaux d'installation de câblage dans les réseaux de conduits souterrains.

Les dépenses incidentes au présent dossier comprennent des dépenses en matière d'utilités publiques, de chloration des conduites d'eau, de gestion des impacts, de marquage et signalisation, d'achat de mobilier pour feux de circulation, d'horticulture et divers frais pour la CSEM ainsi que des frais de laboratoire et de services professionnels pour le contrôle qualitatif des matériaux et la surveillance environnementale. Le détail de l'enveloppe d'incidences applicables au présent projet apparaît au document «Incidences et ristournes» en pièce jointe.

L'appel d'offres #278702 fait suite à l'appel d'offres #278701 initialement publié du 4 avril au 5 mai 2017, qui a été annulé en raison de l'écart défavorable à la Ville entre la plus basse soumission conforme et l'estimation de soumission. Deux (2) soumissions conformes avaient alors été déposées. Les résultats d'ouverture du premier appel d'offres sont joints au dossier. L'appel d'offres précédent a donc été remplacé par le présent appel d'offres, soit le 278702, en modifiant notre stratégie de sollicitation de marché. En effet, les travaux de réhabilitation d'égout et d'aqueduc inclus initialement dans les documents d'appel d'offres ont été retirés et reportés dans les contrats futurs en réhabilitation de conduites.

En retirant les prix soumis pour les travaux de réhabilitation du plus bas soumissionnaire de l'appel d'offres initial, il s'avère que la nouvelle stratégie a été favorable à la Ville. En effet, le prix actuel du plus bas soumissionnaire est inférieur d'environ 400 000 $ pour la réalisation des travaux similaires.

La liste des preneurs du cahier des charges (SEAO) est en pièce jointe.

JUSTIFICATION

Le tableau des résultats de soumission présenté dans le formulaire Annexe résume la liste des soumissionnaires et des prix soumis, l'écart de prix entre les deux plus basses soumissions reçues et l'écart entre l'estimation des professionnels et le montant du contrat à accorder.
Les prix de soumission ont été vérifiés pour l'ensemble des soumissions reçues. Cependant, seuls les documents fournis avec les deux (2) plus basses soumissions ont été vérifiés.

Le présent dossier répond à l'un des critères préalables à sa présentation devant la Commission permanente sur l'examen des contrats. En effet, il s'agit d'un contrat de plus de 10 M$.

Une pénalité pour retard dans la réalisation des travaux à l'intersection Sherbrooke et des Érables est prévue à l'article 7 des clauses administratives spéciales du cahier des charges du présent contrat, soit une pénalité de 7 000 $ par jour de retard pour chacune des phases de ces travaux.

De plus, à l'article 6 des clauses administratives spéciales, un boni de 3 500 $ par jour est prévu jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 52 500 $, dans le cas où les travaux de l'intersection sont terminés avant le délai global d'exécution des phases.

Une clause sur l'expérience du soumissionnaire a été inscrite dans les documents de l'appel d'offres # 278702 (voir en pièce jointe).

L'estimation de soumission des professionnels de la firme Macogep inc., mandatée par la Division gestion de projets et économie de la construction (DGPEC), est établie à partir des documents d'appel d'offres, pendant la période d'appel d'offres, et selon les prix des matériaux et des équipements ainsi que le taux de la main d'œuvre réel du marché actuel.

L'équipe de l'économie de la construction (ÉÉC) de la DGPEC a procédé à l'analyse des cinq (5) soumissions conformes reçues pour l'appel d'offres. Il y a un écart défavorable à la Ville de 12,4 % entre la plus basse soumission et l'estimation de soumission. Cet écart se situe principalement dans l'ensemble des articles de conduite d'eau temporaire (3,8 %), dans l'ensemble des articles du maintien de la circulation et de la sécurité routière (3,7 %) et dans l'article de regard coulé en place pour raccordement au collecteur (1,8 %). Le reste de l'écart est réparti dans tous les autres articles de la soumission.

Compte tenu des explications précédentes, un écart défavorable de 12,4 % se situe dans une marge acceptable et la DGPEC appuie la recommandation d'octroi du contrat.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

La dépense totale maximale relative à ce contrat est de 11 193 101,28 $ taxes incluses, et comprend :

- un contrat à la compagnie Les Entreprises Michaudville inc. pour un montant de 10 350 000,00 $ taxes incluses;
- moins les travaux de Bell Canada pour un montant de 243 702,80 $ taxes incluses, lesquels sont directement payés à l'entrepreneur par Bell Canada;
- plus des incidences de 1 086 804,08 $ taxes incluses.

Cette dépense à faire autoriser par les différentes instances de la Ville est répartie de la façon suivante entre les différents PTI des unités d'affaires :

- 72,20 % au PTI de la DGSRE du Service de l'eau pour un montant de 8 081 785,47 $, taxes incluses;
- 10,35 % au PTI de la CSEM (contrat 1446) pour un montant de 1 157 976,99 $, taxes incluses;
- 10,24 % aux différents PTI de la Direction des transports du SIVT pour un montant de 1 146 626,47 $, taxes incluses;
- 7,21 % au PTI de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal pour un montant de 806 712,35 $, taxes incluses.

Pour les travaux financés par le PTI de l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal, une autorisation de dépense a été entérinée par le conseil d'arrondissement le 29 novembre 2017, afin d'assurer les fonds nécessaires reliés à cette portion des travaux (CA17 25 0400).

L'autre partie de la dépense à faire approuver par les autres instances de la Ville, soit de 10 386 388,93 $ taxes incluses, est assumée à 97,75 % par la ville centrale pour un montant de 10 152 445,08 $ taxes incluses, et à 2,25 % par l'agglomération pour un montant de 233 943,85 $ taxes incluses, puisque cette portion concerne le réseau cyclable identifié au Plan de transport étant de compétence d'agglomération en vertu de la Loi sur l'exercice de

certaines compétences dans certaines agglomérations.

Cette dépense de 10 386 388,93 $ taxes incluses, représente un coût net total de 9 466 307,00 $ lorsque lorsque diminué des ristournes fédérale et provinciale. Ce coût est financé par les règlements d'emprunt suivants :

- # 17-083 «Renouvellement du réseau secondaire d'aqueduc et d'égout» pour un montant de 7 379 747,35 $;
- # 17-064 «Programme de reconstruction et modification de conduits souterrains» pour un montant de 1 039 536,84 $;
- # 16-004 «Programme d'acquisition de mobilier d'éclairage» pour un montant de 422 427,00 $;
- # 16-006 «Travaux de réfection routière réseau artériel» pour un montant de 410 973,89 $;
- # RCG16-028 «Programme de développement du réseau cyclable» pour un montant de 213 621,92 $.

Par ailleurs, une partie de ce coût total, soit la portion de la DGSRE, est admissible à une subvention estimée à 7 379 747,35 $ dans le cadre de la TECQ (taxe sur l'essence Canada Québec), ce qui laisse un impact sur l'emprunt net à la charge des contribuables de 2 086 559,65 $.

La répartition du coût des travaux et des dépenses incidentes est présentée en pièces jointes au dossier dans les documents « Incidences et ristournes » et « Budget requis ».

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Action 1 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : « Augmenter la part modale des déplacements à pied, à vélo ou en transport en commun »;
Action 5 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : « Accroître le verdissement du cadre bâti »;

Action 7 du plan d'action *Montréal durable 2016-2020* : « Optimiser la gestion de l’eau ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Advenant le cas où l'octroi du contrat est refusé, la DGSRE nous informe que le fait de ne pas procéder aux travaux dans un délai relativement rapproché, implique une détérioration accrue des infrastructures existantes des conduites d'eau, des conduites d'égout et de la chaussée.
Également, advenant le cas où l'octroi du contrat est reporté à une date ultérieure au 15 avril 2018, soit la date d'échéance de la validité de la soumission, le plus bas soumissionnaire conforme pourrait alors retirer sa soumission. Le cas échéant, il faudrait procéder à un autre processus d'appel d'offres et défrayer les frais afférents.

L'impact sur la circulation est décrit en pièce jointe dans le document « Principes de gestion de la circulation ».

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Une stratégie de communication a été approuvée par le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

DATES VISÉES :
Commission sur l'examen des contrats : février 2018
Octroi du contrat : à la suite de l'adoption du présent dossier par les instances décisionnelles visées
Début des travaux : mars 2018
Fin des travaux : août 2019

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Linda PHARAND)

Certification de fonds :
Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission (Serge A BOILEAU)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Abdelwahid BEKKOUCHE, Service de l'eau
Benoît MALETTE, Le Plateau-Mont-Royal
Serge LEFEBVRE, Service des infrastructures_voirie et transports
Jean CARRIER, Service des infrastructures_voirie et transports
Guy PELLERIN, Service des infrastructures_voirie et transports
Kathleen LÉVESQUE, Le Plateau-Mont-Royal

Lecture :

Abdelwahid BEKKOUCHE, 24 novembre 2017
Guy PELLERIN, 13 novembre 2017
Jean CARRIER, 13 novembre 2017
Kathleen LÉVESQUE, 13 novembre 2017
Benoît MALETTE, 13 novembre 2017
Serge LEFEBVRE, 13 novembre 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Amar OUCHENANE
ingenieur(e)

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-11-13

Yvan PÉLOQUIN
Chef de division - Conception des travaux

Tél : 514-872-2278
Télécop. : 514-872-6123

Tél : 514 872-7816
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Chantal AYLWIN
Directrice des infrastructures
Tél : 514 872-4101
Approuvé le : 2017-12-11

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-12-11

ANNEXE - CONTRAT DE CONSTRUCTION

INFORMATIONS RELATIVES AU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET À SON RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 278702 — No du GDD : 1177231080

Titre de l'appel d'offres : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de feux de circulation, et d'éclairage dans les rues Des Érables, Rachel et Parthenais

Type d'adjudication : Au plus bas soumissionnaire conforme

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 18 - 9 - 2017 — Ouverture originalement prévue le : 11 - 10 - 2017

Ouverture faite le : 18 - 10 - 2017 — Délai total accordé aux soumissionnaires : 29 jrs

Addenda émis

Nombre d'addenda émis durant l'appel d'offres : 2 — ***Si addenda, détailler ci-après***

Date de l'addenda	Description sommaire de l'addenda	Impact sur le coût estimé du contrat ($)
2 - 10 - 2017	Précisions apportées au cahier des charges, au formulaire de soumission, au devis technique voirie et report de la date d'ouverture.	0
6 - 10 - 2017	Précisions apportées au cahier des charges et au devis technique Égout et aqueduc.	0

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 18 — Nbre de soumissions reçues : 7 — % de réponses : 39

Nbre de soumissions rejetées : 2 — % de rejets : 28.6

Soumissions rejetées (nom)	Motif(s) de rejet: administratif et / ou technique
SADE CANADA INC.	- omis de soumettre un prix pour l'item "nivellement des espaces en terre" SP1650020016 - ne répondait pas aux exigences de l'article 23 "Expérience du soumissionnaire" - CCAS
CMS ENTREPRENEURS GÉNÉRAUX INC.	- ne répondait pas aux exigences de l'article 23 "Expérience du soumissionnaire" - CCAS

Durée de la validité initiale de la soumission : 120 jrs — Date d'échéance initiale : 15 - 2 - 2018

Prolongation de la validité de la soumission de : 59 jrs — Date d'échéance révisée : 15 - 4 - 2018

Résultats de l'appel d'offres

Soumissions conformes	Prix soumis incluant taxes et corrections au besoin		
	Avant contingences	Contingences	Total
LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.	9 395 649.47	954 350.53	10 350 000.00
EXCAVATION LOISELLE INC.	9 492 555.87	964 756.03	10 457 311.90
CONSTRUCTION BAU-VAL INC.	9 522 888.38	964 543.43	10 487 431.81
GROUPE TNT INC.	9 597 558.57	972 010.43	10 569 569.00
ROXBORO EXCAVATION INC.	9 794 499.40	993 061.22	10 787 560.62
Estimation **externe**	8 361 959.13	844 584.88	9 206 544.01

Écart entre la plus basse soumission et l'estimation : **12.4%**

Écart entre la seconde plus basse soumission conforme et la plus basse : **1.0%**

Dossier à être étudié par la CEC : **Oui** X **NON**

Validation du droit de contracter du soumissionnaire recommandé (cocher la case appropriée)

	N.A.	OK		N.A.	OK	
RBQ		X	AMF		X	***Joindre l'attestation de l'AMF, le cas échéant***
RENA		X	Revenu Qc		X	

Recommandation

Nom du soumissionnaire : LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.

Montant du contrat (incluant les contingences) ($) : 10 350 000.00

Montant des incidences ($) : 1 086 804.09

Date prévue de début des travaux : 5 - 3 - 2018 — Date prévue de fin des travaux : 23 - 8 - 2019

	MICHADVILLE	LOISELLE	bau-val	tnt	roxboro
1	103 238.00 $	95 092.07 $	83 397.60 $	113 051.76 $	91 839.44 $
2	253 389.96 $	237 775.95 $	308 749.69 $	265 369.33 $	302 710.34 $
3	31 057.70 $	34 206.96 $	33 585.10 $	49 584.10 $	36 780.20 $
4	69 326.20 $	61 545.74 $	67 201.70 $	66 985.10 $	66 557.15 $
5	44 231.30 $	40 800.67 $	40 594.30 $	57 813.80 $	38 811.16 $
6	95 991.73 $	94 398.55 $	108 609.20 $	102 975.45 $	109 276.43 $
7	29 851.70 $	42 759.69 $	28 593.30 $	24 694.90 $	29 208.18 $
8	12 680.70 $	15 280.38 $	11 902.30 $	10 433.80 $	11 748.87 $
9	8 830.12 $	9 245.53 $	7 828.66 $	6 782.77 $	9 373.43 $
#	48 574.70 $	48 780.59 $	37 867.40 $	37 132.70 $	44 564.56 $
#	8 774.85 $	10 647.78 $	7 300.65 $	7 300.65 $	8 070.80 $
#	2 157.45 $	2 623.95 $	1 782.75 $	1 782.75 $	1 989.44 $
#	27 647.16 $	27 172.99 $	22 892.04 $	22 892.04 $	25 455.19 $
#	94 298.90 $	118 769.85 $	78 611.10 $	78 611.10 $	87 334.07 $
	830 050.47 $	839 100.70 $	838 915.79 $	845 410.25 $	863 719.26 $
	954 350.53 $	964 756.03 $	964 543.43 $	972 010.43 $	993 061.22 $

Montréal

Actifs visés par le projet

Soumission: 278702

Titre: Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de feux de circulation, et d'éclairage dans les rues Des Érables, Rachel et Parthenais

Arrondissement: Plateau-Mont-Royal

Voirie

	Type d'Item	Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
Chaussée	Chaussée Flexible	Reconstruction	7 620	m.ca	Longueur = ± 735 m
	Chaussée Mixte	Planage	750	m.ca	Longueur = ± 30 m
	Piste cyclable	Construction	200	m.ca	Longueur = ± 85 m
Trottoir, Bordure et Mail	Trottoir monolithe en béton	Reconstruction	2 405	m.ca	
	Trottoir boulevard en béton	Reconstruction	865	m.ca	
	Mail central	Reconstruction	45	m.ca	

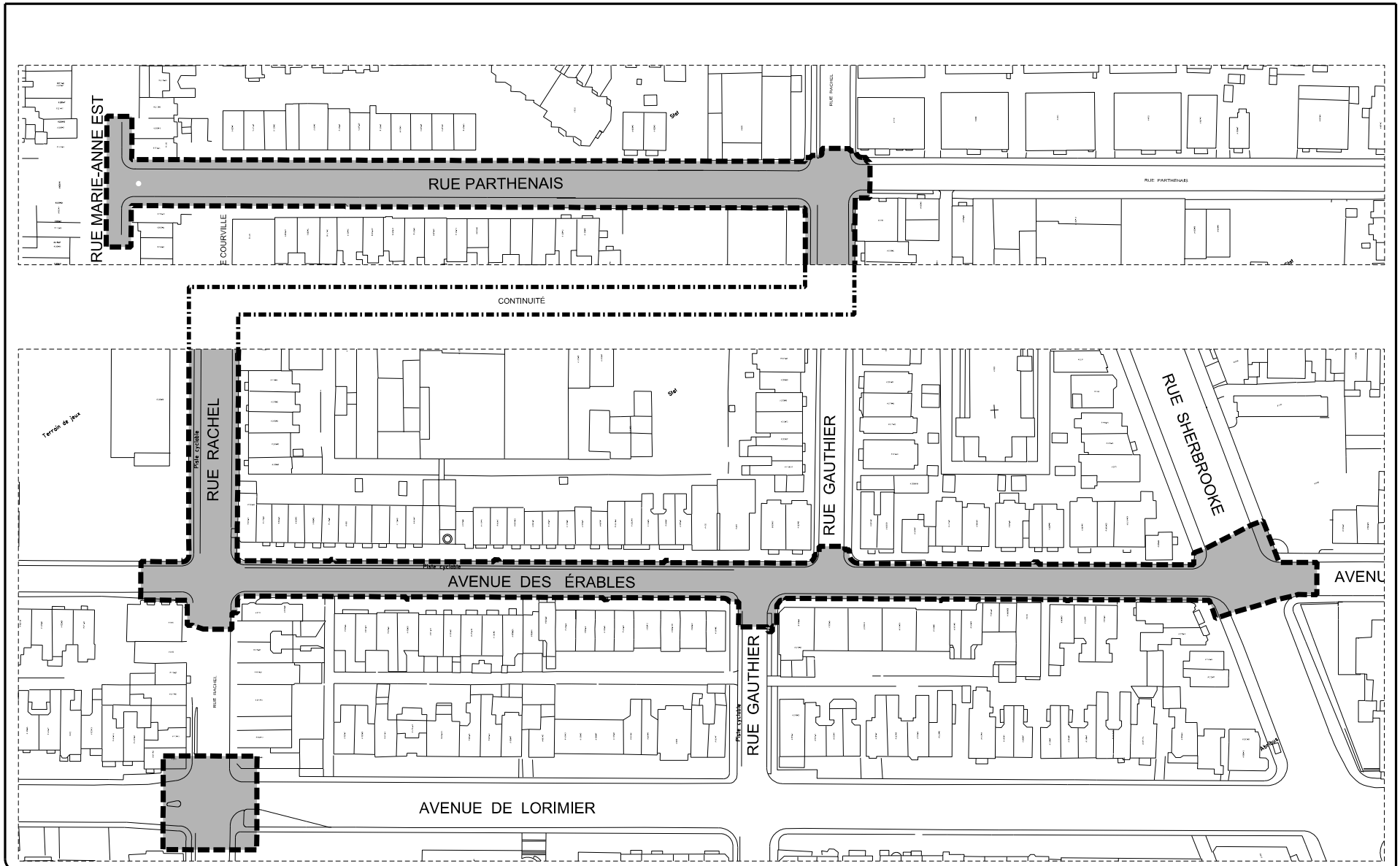
Égout / Aqueduc

Type d'Intervention et Diamètre	Quantité	Unité	Commentaires
Aqueduc 100 mm diam.	17	m	
Aqueduc 150 mm diam.	15	m	
Aqueduc 200 mm diam.	750	m	
Aqueduc 300 mm diam.	273	m	
Égout 300 mm diam.	5	m	
Égout 375 mm diam.	16	m	
Égout 600 mm diam.	24	m	
Égout 750 mm diam.	18	m	
Égout 900 mm diam.	750	m	
Égout 1500 mm diam.	5	m	

Éclairage / Feux

Type d'Intervention	Quantité	Unité	Commentaires
Lampadaires fonctionnels	2	unité	
Nouvelles bases de béton	13	unité	Par CSEM
Conduits	167	m lin.	Par CSEM
Mise aux normes des feux	2	intersection	

Préparé par:	Amar Ouchenane, ing.



Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

PROJET: PLAN DE LOCALISATION
RUES: DES ÉRABLES, RACHEL ET PARTHENAIS

NATURE DES TRAVAUX : TRAVAUX D'ÉGOUT, DE CONDUITE D'EAU, DE VOIRIE, DE FEUX DE CIRCULATION ET D'ÉCLAIRAGE

SOUMISSION :	DRM :	ARRONDISSEMENT :
278702	2787	PLATEAU MONT-ROYAL

PRÉPARÉ PAR : **Josée Lapierre**, Dess.

APPROUVÉ PAR : **Amar Ouchenane**, Ing.

DATE : SEPT. 2017 | ÉCHELLE : 1 : 2000

TITRE: PLAN DE LOCALISATION

No PLAN: 278702-Rue DesÉrables.dgn

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

SOMMAIRE PAR SOUS-PROJETS (PROJETS SIMON)		SOUMISSION:	278702	DATE:
#GDD:	1177231080	DRM:	2787 et 3156	2017/10/27
RESPONSABLE:	Amar Ouchenane	GROUPE:		
INTITULÉ DU PROJET:	Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de feux de circulation, et d'éclairage dans les rues Des Érables, Rachel et Parthenais			

PROJET INVESTI: 56122 Desc et client-payeur: **Pr. renouvellement des réseaux aq et ég - DGSRE Unité Est**

info additionnelle

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1461220340	146556	1 228 051.78 $	1 305 676.80 $	39 200.00 $	118 697.89 $	C
1461220311	146558	2 920 011.00 $	3 101 592.73 $	96 200.00 $	281 962.98 $	C
1561221040	155708	369 448.71 $	392 794.50 $	11 800.00 $	35 708.59 $	C
1561221811	161385	824 637.69 $	876 785.78 $	26 300.00 $	79 707.80 $	C
1361220840	143865	526 151.34 $	559 404.31 $	16 800.00 $	50 854.94 $	C
1361220811	143867	1 141 901.81 $	1 214 031.35 $	36 500.00 $	110 366.49 $	C
1461220360	146557	58 988.41 $	0.00 $	64 600.00 $	0.00 $	C
1461220361	146559	158 976.51 $	0.00 $	174 100.00 $	0.00 $	C
1556122002	161813	19 997.62 $	0.00 $	21 900.00 $	0.00 $	C
1556122010	171203	43 921.71 $	0.00 $	48 100.00 $	0.00 $	C
1361220860	143866	27 120.06 $	0.00 $	29 700.00 $	0.00 $	C
1361220861	143868	60 540.74 $	0.00 $	66 300.00 $	0.00 $	C
SOUS-TOTAL		**7 379 747.35 $**	**7 450 285.47 $**	**631 500.00 $**	**677 298.68 $**	

PROJET INVESTI: 55845 Desc et client-payeur: **Pr. réfection routière - Direction des Transports - DGAV**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1755845076	167294	335 183.82 $	367 069.99 $	0.00 $	33 370.00 $	C
1755845077	167295	55 701.13 $	0.00 $	61 000.00 $	0.00 $	C
1755845078	167296	20 088.93 $	0.00 $	22 000.00 $	0.00 $	C
SOUS-TOTAL		**410 973.89 $**	**367 069.99 $**	**83 000.00 $**	**33 370.00 $**	

PROJET INVESTI: 50020 Desc et client-payeur: **Arrondissement Le Plateau-Mont-Royal**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1650020015	164960	146 444.65 $	160 375.98 $	0.00 $	14 579.63 $	C
1650020016	164961	560 970.99 $	614 336.37 $	0.00 $	55 848.76 $	C
1750020032	171313	10 227.09 $	0.00 $	11 200.00 $	0.00 $	C
1750020033	171316	18 993.17 $	0.00 $	20 800.00 $	0.00 $	C
SOUS-TOTAL		**736 635.90 $**	**774 712.35 $**	**32 000.00 $**	**70 428.40 $**	

PROJET INVESTI: 45000 Desc et client-payeur: **Développement du réseau cyclable - Direction des Transports - DTAC**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1745000005	167298	104 075.99 $	111 676.78 $	2 300.00 $	10 152.43 $	A
1745000006	167321	70 629.13 $	77 348.11 $	0.00 $	10 088.88 $	A
1745000007	167322	5 478.80 $	0.00 $	6 000.00 $	0.00 $	A
1745000008	167323	18 262.67 $	0.00 $	20 000.00 $	0.00 $	A
1745000009	167324	15 175.33 $	13 379.64 $	3 239.32 $	1 216.33 $	A
SOUS-TOTAL		**213 621.92 $**	**202 404.53 $**	**31 539.32 $**	**21 457.65 $**	

PROJET INVESTI: 58002 Desc et client-payeur: **Pr. acquisition de mobiler d'éclairage - Direction des Transports - DSARA**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1758002017	167299	17 365.40 $	19 017.38 $	0.00 $	2 480.53 $	C
1758002018	167300	4 565.67 $	0.00 $	5 000.00 $	0.00 $	C
1758002 027	170861	400 495.93 $	353 105.49 $	85 489.76 $	32 100.50 $	C
SOUS-TOTAL		**422 427.00 $**	**372 122.87 $**	**90 489.76 $**	**34 581.03 $**	

PROJET INVESTI: **69097** Desc et client-payeur: **Pr. construction et modification de conduits souterrains - CSEM**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1769144600	169836	1 039 536.84 $	939 701.98 $	218 275.01 $	85 427.45 $	C
SOUS-TOTAL		**1 039 536.84 $**	**939 701.98 $**	**218 275.01 $**	**85 427.45 $**	

PROJET INVESTI: Desc et client-payeur: **Bell**

Sous-projet	Projet SIMON	Crédits	Contrat (dépense)	Incidences	Contingences	Agglo (A) /Corpo (C)
1755845079	167297	222 533.14 $	243 702.80 $	0.00 $	31 787.32 $	
SOUS-TOTAL		**222 533.14 $**	**243 702.80 $**	**0.00 $**	**31 787.32 $**	

TOTAL	**10 202 942.90 $**	**10 349 999.99 $**	**1 086 804.09 $**	**954 350.53 $**
TOTAL (Contrat + Incidences)	Après soustraction des travaux de Bell Canada	**11 193 101.28 $**		

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**GRAND TOTAL**	**SOUMISSION:** 278702	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:		**GROUPE:** 0	**27/10/2017**
INTITULÉ DU PROJET:	**Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de feux de circulation, et d'éclairage dans les rues Des Érables, Rachel et Parthenais**		

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			10 349 999.99 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	954 350.53 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		236 800.00 $	
Surveillance environnementale		214 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		179 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation		8 000.00 $	
Horticulture		41 500.00 $	
Gestion des impacts		41 000.00 $	
Chloration des conduites d'eau existantes		10 500.00 $	
Nivellement de cadres et couvercles de HQ et CSEM et frais de raccordement - HQ		29 000.00 $	
Achat de matériaux (Feux de circulation)		20 000.00 $	
Autres dépenses CSEM payées par la ville (laboratoires, signalisation, sols contaminés, Archéologie, Déplacement UP, Imprévus)		9 574.66 $	
Autres dépenses CSEM payées par la ville (conception, surveillance et frais généraux)		79 154.42 $	
Diverses incidences payées par la CSEM (laboratoires, signalisation, sols contaminés, Archéologie, Déplacement UP, Imprévus)		24 234.83 $	
Travaux CSEM payés par la CSEM (conception, surveillance et frais généraux)		194 040.18 $	
	TOTAL À REPORTER	1 086 804.09 $	1 086 804.09 $
Dépenses à autoriser - GRAND TOTAL			11 193 101.28 $
(moins la portion des travaux de Bell) Imputation (crédits)			10 202 942.90 $
Montant de dépôt			
TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		478 324.03 $	954 256.44 $
Ristournes TPS et TVQ à 50%		990 158.38 $	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ›	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1461220340**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146556**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION DE CONDUITE D'EAU SECONDAIRE DANS LA RUE DES ÉRABLES, DE LA RUE SHERBROOKE À LA RUE RACHEL**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les Entreprises Michauville inc.**			

	Toutes taxes incluses		
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 305 676.80 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	118 697.89 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		39 200.00 $	
Surveillance environnementale			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture			
Gestion des impacts			
Chloration des conduites d'eau existantes			
TOTAL À REPORTER		39 200.00	39 200.00 $
Dépenses totales à autoriser			1 344 876.80 $
Imputation (crédits)			1 228 051.78 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	58 485.62	116 678.81
Ristournes TPS et TVQ à 50%	116 825.02	

PLAN NUMÉRO:	278702_EGA-02 (1 à 9), C-(6722 à 6724), 278702-(BC-01, ER-01)	CALCULÉ PAR ▸	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1461220311**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146558**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'EGOUT DANS LA RUE DES ÉRABLES, DE LA RUE SHERBROOKE À LA RUE RACHEL**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les Entreprises Michauville inc.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET ..... 3 101 592.73 $

Ce montant sert à payer la portion de 3 204 686,15 $ du bordereau 1461220311, moins un montant de 103 093,42 $ pour le maintien de la circulation qui est payé par la CSEM au sous-projet 1769144600.

INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE ..... 281 962.98 $

Une partie des contingences de 9 372,13 $ est payé par la CSEM au sous-projet 1769144600.

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques	96 200.00 $	
Surveillance environnementale		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Horticulture		
Gestion des impacts		
TOTAL À REPORTER	96 200.00	96 200.00 $

Dépenses totales à autoriser ..... 3 197 792.73 $

Imputation (crédits) ..... 2 920 011.00 $

Montant de dépôt .....

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	139 064.70	277 434.07
Ristournes TPS et TVQ à 50%	277 781.73	

PLAN NUMÉRO:	278702_EGA-02 (1 à 9), C-(6722 à 6724), 278702-(BC-01, ER-01)	CALCULÉ PAR ▸	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1561221040**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**155708**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'EAU SECONDAIRE DANS LA RUE RACHEL, DE LA RUE PARTHENAIS À LA RUE DES ÉRABLES**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les Entreprises Michauville inc.**			

	Toutes taxes incluses		
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			392 794.50 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	35 708.59 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		11 800.00 $	
Surveillance environnementale			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture			
Gestion des impacts			
Chloration des conduites d'eau existantes			
	TOTAL À REPORTER	11 800.00	11 800.00 $
Dépenses totales à autoriser			404 594.50 $
Imputation (crédits)			369 448.71 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	17 594.89	35 101.81
Ristournes TPS et TVQ à 50%	35 145.79	

PLAN NUMÉRO:	278702_EGA-02 (1 à 9), C-(6722 à 6724), 278702-(BC-01, ER-01)	CALCULÉ PAR ▸	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1561221811**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**161385**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'EGOUT DANS RACHEL, DE LA RUE DES ÉRABLES À LA RUE PARTHENAIS**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les Entreprises Michauville inc.**			

	Toutes taxes incluses		
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			876 785.78 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	79 707.80 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		26 300.00 $	
Surveillance environnementale			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture			
Gestion des impacts			
TOTAL À REPORTER		26 300.00	26 300.00 $
Dépenses totales à autoriser			903 085.78 $
Imputation (crédits)			824 637.69 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	39 273.14	78 349.91
Ristournes TPS et TVQ à 50%	78 448.09	

PLAN NUMÉRO:	278702_EGA-02 (1 à 9), C-(6722 à 6724), 278702-(BC-01, ER-01), H04761_(401 à 403), 1446 (F01 à F05)	CALCULÉ PAR ▸	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1361220840**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**143865**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'EAU SECONDAIRE DANS LA RUE PARTHENAIS, DE LA RUE RACHEL À LA RUE MARIE-ANNE**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les Entreprises Michauville inc.**			

	Toutes taxes incluses		
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			559 404.31 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	50 854.94 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		16 800.00 $	
Surveillance environnementale			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture			
Gestion des impacts			
Chloration des conduites d'eau existantes			
	TOTAL À REPORTER	16 800.00	16 800.00 $
Dépenses totales à autoriser			576 204.31 $
Imputation (crédits)			526 151.34 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	25 057.81	49 990.33
Ristournes TPS et TVQ à 50%	50 052.97	

PLAN NUMÉRO:	278702_EGA-02 (1 à 9), C-(6722 à 6724), 278702-(BC-01, ER-01)	CALCULÉ PAR ▸	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1361220811**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**143867**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'EGOUT DANS LA RUE PARTHENAIS, DE LA RUE RACHEL À LA RUE MARIE-ANNE**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les Entreprises Michauville inc.**			

	Toutes taxes incluses		
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			1 214 031.35 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	110 366.49 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		36 500.00 $	
Surveillance environnementale			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture			
Gestion des impacts			
	TOTAL À REPORTER	36 500.00	36 500.00 $
Dépenses totales à autoriser			1 250 531.35 $
Imputation (crédits)			1 141 901.81 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	54 382.75	108 493.59
Ristournes TPS et TVQ à 50%	108 629.54	

PLAN NUMÉRO:	278702_EGA-02 (1 à 9), C-(6722 à 6724), 278702-(BC-01, ER-01)	CALCULÉ PAR ▸	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1461220360**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146557**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION DE CONDUITE D'EAU SECONDAIRE DANS LA RUE DES ÉRABLES, DE LA RUE SHERBROOKE À LA RUE RACHEL**			
ENTREPRENEUR	**Services techniques et professionnels - Conduite d'eau secondaire**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance environnementale		35 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		26 100.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture			
Gestion des impacts			
Chloration des conduites d'eau existantes		3 500.00 $	
	TOTAL À REPORTER	64 600.00	64 600.00 $
Dépenses totales à autoriser			64 600.00 $
Imputation (crédits)			58 988.41 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	2 809.31	5 604.57
Ristournes TPS et TVQ à 50%	5 611.59	

PLAN NUMÉRO:	278702_EGA-02 (1 à 9), C-(6722 à 6724), 278702-(BC-01, ER-01)	CALCULÉ PAR	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1461220361**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**146559**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'ÉGOUT DANS LA RUE DES ÉRABLES, DE LA RUE SHERBROOKE À LA RUE RACHEL**			
ENTREPRENEUR ▸	**Services techniques et professionnels - Égout Unitaire**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance environnementale		86 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		64 100.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture			
Gestion des impacts		24 000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	174 100.00	174 100.00 $
Dépenses totales à autoriser			174 100.00 $
Imputation (crédits)			158 976.51 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	7 571.21	15 104.57
Ristournes TPS et TVQ à 50%	15 123.49	

PLAN NUMÉRO:	278702_EGA-02 (1 à 9), C-(6722 à 6724), 278702-(BC-01, ER-01)	CALCULÉ PAR ▸	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1556122002**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**161813**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'EAU SECONDAIRE DANS LA RUE RACHEL, DE LA RUE PARTHENAIS À LA RUE DES ÉRABLES**			
ENTREPRENEUR ▸	**Services techniques et professionnels - Conduite d'eau secondaire**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance environnementale		10 500.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		7 900.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture			
Gestion des impacts			
Chloration des conduites d'eau existantes		3 500.00 $	
	TOTAL À REPORTER	21 900.00	21 900.00 $
Dépenses totales à autoriser			21 900.00 $
Imputation (crédits)			19 997.62 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	952.38	1 900.00
Ristournes TPS et TVQ à 50%	1 902.38	

PLAN NUMÉRO:	278702_EGA-02 (1 à 9), C-(6722 à 6724), 278702-(BC-01, ER-01)	CALCULÉ PAR ▸	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1556122010**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**171203**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'ÉGOUT DANS RACHEL, DE LA RUE DES ÉRABLES À LA RUE PARTHENAIS**			
ENTREPRENEUR	**Services techniques et professionnels - Égout Unitaire**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance environnementale		23 500.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		17 600.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture			
Gestion des impacts		7 000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	48 100.00	48 100.00 $
Dépenses totales à autoriser			48 100.00 $
Imputation (crédits)			43 921.71 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	2 091.76	4 173.06
Ristournes TPS et TVQ à 50%	4 178.29	

PLAN NUMÉRO:	278702_EGA-02 (1 à 9), C-(6722 à 6724), 278702-(BC-01, ER-01)	CALCULÉ PAR	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1361220860**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**143866**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'EAU SECONDAIRE DANS LA RUE PARTHENAIS, DE LA RUE RACHEL À LA RUE MARIE-ANNE**			
ENTREPRENEUR ▸	**Services techniques et professionnels - Conduite d'eau secondaire**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance environnementale		15 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		11 200.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture			
Gestion des impacts			
Chloration des conduites d'eau existantes		3 500.00 $	
	TOTAL À REPORTER	29 700.00	29 700.00 $
Dépenses totales à autoriser			29 700.00 $
Imputation (crédits)			27 120.06 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	1 291.59	2 576.71
Ristournes TPS et TVQ à 50%	2 579.94	

PLAN NUMÉRO:	278702_EGA-02 (1 à 9), C-(6722 à 6724), 278702-(BC-01, ER-01)	CALCULÉ PAR ▸	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1361220861**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**143868**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION D'UNE CONDUITE D'EGOUT DANS LA RUE PARTHENAIS, DE LA RUE RACHEL À LA RUE MARIE-ANNE**			
ENTREPRENEUR	**Services techniques et professionnels - Égout Unitaire**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance environnementale		32 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		24 300.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture			
Gestion des impacts		10 000.00 $	
Chloration des conduites d'eau existantes			
	TOTAL À REPORTER	66 300.00	66 300.00 $
Dépenses totales à autoriser			66 300.00 $
Imputation (crédits)			60 540.74 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	2 883.24	5 752.05
Ristournes TPS et TVQ à 50%	5 759.26	

PLAN NUMÉRO:	278702_EGA-02 (1 à 9), C-(6722 à 6724), 278702-(BC-01, ER-01)	CALCULÉ PAR	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1755845076**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**167294**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION DE TROTTOIRS ET BORDURES DANS LA RUE DES ÉRABLES, DE LA RUE GAUTHIER À LA RUE RACHEL**			
ENTREPRENEUR	**Les Entreprises Michauville inc.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET ..... 367 069.99 $

Ce montant sert à payer la portion de 377 541,91 $ du bordereau 1755845076, moins un montant de 10 471,92 $ pour les travaux de trottoirs qui est payé par la CSEM au sous-projet 1769144600.

INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE ..... 33 370.00 $

Une partie des contingences de 951,99 $ est payé par la CSEM au sous-projet 1769144600.

DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:

Utilités publiques		
Surveillance environnementale		
Laboratoire, contrôle qualitatif		
Division de la voirie - Marquage et signalisation		
Horticulture		
Gestion des impacts		
Chloration des conduites d'eau existantes		
TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $

Dépenses totales à autoriser	367 069.99 $
Imputation (crédits)	335 183.82 $
Montant de dépôt	

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	15 963.03	31 846.25
Ristournes TPS et TVQ à 50%	31 886.16	

PLAN NUMÉRO:	278702_EGA-02 (1 à 9), C-(6722 à 6724), 278702-(BC-01, ER-01)	CALCULÉ PAR	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1755845077**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**167295**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de feux de circulation, et d'éclairage dans les rues Des Érables, Rachel et Parthenais**			
ENTREPRENEUR	**Incidences Techniques**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques		10 000.00 $	
Surveillance environnementale			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation		8 000.00 $	
Horticulture		25 000.00 $	
Gestion des impacts			
Chloration des conduites d'eau existantes			
Nvellement de cadres et couvercles de HQ et CSEM		18 000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	61 000.00	61 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			61 000.00 $
Imputation (crédits)			55 701.13 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	2 652.75	5 292.24
Ristournes TPS et TVQ à 50%	5 298.87	

PLAN NUMÉRO:	278702_EGA-02 (1 à 9), C-(6722 à 6724), 278702-(BC-01, ER-01)	CALCULÉ PAR	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1755845078**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**167296**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de feux de circulation, et d'éclairage dans les rues Des Érables, Rachel et Parthenais**			
ENTREPRENEUR	**Services professionnels**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance environnementale		12 000.00 $	
Laboratoire, contrôle qualitatif		10 000.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture			
Gestion des impacts			
	TOTAL À REPORTER	22 000.00	22 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			22 000.00 $
Imputation (crédits)			20 088.93 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	956.73	1 908.68
Ristournes TPS et TVQ à 50%	1 911.07	

PLAN NUMÉRO:	278702_EGA-02 (1 à 9), C-(6722 à 6724), 278702-(BC-01, ER-01)	CALCULÉ PAR	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1650020015**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**164960**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION DE TROTTOIRS ET BORDURES DANS LA RUE DES ÉRABLES, DE LA RUE SHERBROOKE À LA RUE GAUTHIER**			
ENTREPRENEUR	**Les Entreprises Michauville inc. et incidences techniques et professionnelles**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			160 375.98 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	14 579.63 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance environnementale			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture			
Gestion des impacts			
TOTAL À REPORTER		0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			160 375.98 $
Imputation (crédits)			146 444.65 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	6 974.38	13 913.90
Ristournes TPS et TVQ à 50%	13 931.33	

PLAN NUMÉRO:	278702_EGA-02 (1 à 9), C-(6722 à 6724), 278702-(BC-01, ER-01)	CALCULÉ PAR	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1650020016**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**164961**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION DE TROTTOIRS ET BORDURES DANS LA RUE PARTHENAIS, DE LA RUE RACHEL À LA RUE MARIE-ANNE**			
ENTREPRENEUR	**Les Entreprises Michauville inc. et incidences techniques et professionnelles**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			614 336.37 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	55 848.76 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance environnementale			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture			
Gestion des impacts			
TOTAL À REPORTER		0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			614 336.37 $
Imputation (crédits)			560 970.99 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	26 716.08	53 298.59
Ristournes TPS et TVQ à 50%	53 365.38	

PLAN NUMÉRO:	278702_EGA-02 (1 à 9), C-(6722 à 6724), 278702-(BC-01, ER-01)	CALCULÉ PAR	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1745000005**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**167298**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION DE LA PISTE CYCLABLE DANS LA RUE RACHEL, DE LA RUE DES ÉRABLES À LA PARTHENAIS**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les Entreprises Michauville inc. et incidences professionnelles**			

	Toutes taxes incluses		
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			111 676.78 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	10 152.43 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance environnementale			
Laboratoire, contrôle qualitatif		2 300.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture			
Gestion des impacts			
	TOTAL À REPORTER	2 300.00	2 300.00 $
Dépenses totales à autoriser			113 976.78 $
Imputation (crédits)			104 075.99 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	4 956.59	9 888.40
Ristournes TPS et TVQ à 50%	9 900.79	

PLAN NUMÉRO:	278702_EGA-02 (1 à 9), C-(6722 à 6724), 278702-(BC-01, ER-01)	CALCULÉ PAR ▸	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1745000006**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**167321**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**REMPLACEMENT DES FEUX DE CIRCULATION À L'INTERSECTION DE LA RUE RACHEL ET LA RUE PARTHENAIS**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les Entreprises Michauville inc.**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			77 348.11 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	10 088.88 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance environnementale			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture			
Gestion des impacts			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			77 348.11 $
Imputation (crédits)			70 629.13 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	3 363.69	6 710.57
Ristournes TPS et TVQ à 50%	6 718.98	

PLAN NUMÉRO:	H04761_(401 à 403), 1446 (F01 à F05)	CALCULÉ PAR ▸	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1745000007**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**167322**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de feux de circulation, et d'éclairage dans les rues Des Érables, Rachel et Parthenais**			
ENTREPRENEUR ▸	**Incidences techniques**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance environnementale			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture			
Gestion des impacts			
Chloration des conduites d'eau existantes			
Frais de raccordement - HQ		6 000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	6 000.00	6 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			6 000.00 $
Imputation (crédits)			5 478.80 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	260.93	520.55
Ristournes TPS et TVQ à 50%	521.20	

PLAN NUMÉRO:	H04761_(401 à 403), 1446 (F01 à F05)	CALCULÉ PAR ▸	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1745000008**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**167323**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de feux de circulation, et d'éclairage dans les rues Des Érables, Rachel et Parthenais**			
ENTREPRENEUR	**Achat de matériaux de signalisation lumineuse au centre Colbert - Incidences**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance environnementale			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture			
Gestion des impacts			
Chloration des conduites d'eau existantes autres dépenses			
Nivellement de cadres et couvercles de HQ et CSEM et frais de raccordement - HQ			
Achat de matériaux (Feux de circulation)		20 000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	20 000.00	20 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			20 000.00 $
Imputation (crédits)			18 262.67 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	869.75	1 735.16
Ristournes TPS et TVQ à 50%	1 737.33	

PLAN NUMÉRO:	H04761_(401 à 403), 1446 (F01 à F05)	CALCULÉ PAR	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1745000009**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**167324**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de feux de circulation, et d'éclairage dans les rues Des Érables, Rachel et Parthenais - Bases et conduits pour signalisation lumineuse**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les Entreprises Michauville inc. et incidences techniques et professionnelles**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			13 379.64 $
Ce montant sert à payer la portion de 13 379,64 $ des bases et conduits du bordereau 1769144600 de la CSEM.			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	1 216.33 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance environnementale			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture			
Gestion des impacts			
Chloration des conduites d'eau existantes autres dépenses			
Nivellement de cadres et couvercles de HQ et CSEM et frais de raccordement - HQ			
Achat de matériaux (Feux de circulation)			
Autres dépenses CSEM payées par la ville (laboratoires, signalisation, sols contaminés, Archéologie, Déplacement UP,		349.55 $	
Autres dépenses CSEM payés par la ville (conception, surveillance et frais généraux)		2 889.77 $	
	TOTAL À REPORTER	3 239.32	3 239.32 $
Dépenses totales à autoriser			16 618.96 $
Imputation (crédits)			15 175.33 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	722.72	1 441.83
Ristournes TPS et TVQ à 50%	1 443.63	

PLAN NUMÉRO:	H04761_(401 à 403), 1446 (F01 à F05)	CALCULÉ PAR ▸	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1758002017**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**167299**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**REMPLACEMENT DE L'ÉCLAIRAGE DANS LA RUE RACHEL, DE LA RUE DES ÉRABLES À LA RUE PARTHENAIS**			
ENTREPRENEUR ▸	**Les Entreprises Michauville inc.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			19 017.38 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	2 480.53 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance environnementale			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture			
Gestion des impacts			
TOTAL À REPORTER		0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			19 017.38 $
Imputation (crédits)			17 365.40 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	827.02	1 649.91
Ristournes TPS et TVQ à 50%	1 651.98	

PLAN NUMÉRO:	H04761_(401 à 403), 1446 (F01 à F05)	CALCULÉ PAR ▸	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1758002018**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**167300**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de feux de circulation, et d'éclairage dans les rues Des Érables, Rachel et Parthenais**			
ENTREPRENEUR	**Incidences techniques**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance environnementale.			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture			
Gestion des impacts			
Chloration des conduites d'eau existantes			
Frais de raccordement - HQ		5 000.00 $	
	TOTAL À REPORTER	5 000.00	5 000.00 $
Dépenses totales à autoriser			5 000.00 $
Imputation (crédits)			4 565.67 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		217.44	433.79
Ristournes TPS et TVQ à 50%		434.33	

PLAN NUMÉRO:	H04761_(401 à 403), 1446 (F01 à F05)	CALCULÉ PAR	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1758002 027**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**170861**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de feux de circulation, et d'éclairage dans les rues Des Érables, Rachel et Parthenais - Bases et conduits pour éclairage**			
ENTREPRENEUR	**Les Entreprises Michauville inc. et incidences techniques et professionnelles**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			353 105.49 $
Ce montant sert à payer la portion de 353 105,49 $ des bases et conduits du bordereau 1769144600 de la CSEM.			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	32 100.50 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance environnementale			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture			
Gestion des impacts			
Chloration des conduites d'eau existantes autres dépenses			
Nivellement de cadres et couvercles de HQ et CSEM et frais			
Achat de matériaux (Feux de circulation)			
Autres dépenses CSEM payées par la ville (laboratoires, signalisation, sols contaminés, Archéologie, Déplacement UP, Imprévus)		9 225.11 $	
Autres dépenses CSEM payés par la ville (conception, surveillance et frais généraux)		76 264.65 $	
	TOTAL À REPORTER	85 489.76	85 489.76 $
Dépenses totales à autoriser			438 595.25 $
Imputation (crédits)			400 495.93 $
Montant de dépôt			

TAXES:	TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)	19 073.51	38 051.64
Ristournes TPS et TVQ à 50%	38 099.33	

PLAN NUMÉRO:	H04761_(401 à 403), 1446 (F01 à F05)	CALCULÉ PAR	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1769144600**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**169836**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**CSEM - CONTRAT 1446 - DES ERABLES, RACHEL, PARTHENAIS**			
ENTREPRENEUR	**Les Entreprises Michauville inc. et incidences techniques et professionnelles**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET		939 701.98 $

Ce montant sert à payer la portion de la CSEM du bordereau de soum.1769144600, soit un montant de 1 192 621,76 $, plus une contribution de 103 093,42 $ (maintien de la circulation) et de 10 471,92 $ (réfection de trottoirs), moins 353 105.49 $ transféré au bordereau 1758002027 et moins 13 379,64 $ transféré au bordereau 1745000009.

INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	85 427.45 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance environnementale			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture			
Gestion des impacts			
Chloration des conduites d'eau existantes autres dépenses			
Nivellement de cadres et couvercles de HQ et CSEM et frais			
Achat de matériaux (Feux de circulation)			
Autres dépenses CSEM payées par la ville (laboratoires, signalisation, sols contaminés, Archéologie, Déplacement UP, Imprévus)			
Autres dépenses CSEM payées par la ville (conception, surveillance et frais généraux)			
Diverses incidences payées par la CSEM (laboratoires, signalisation, sols contaminés, Archéologie, Déplacement UP, Imprévus)		24 234.83 $	
Travaux CSEM payés par la CSEM (conception, surveillance et frais généraux)		194 040.18 $	
	TOTAL À REPORTER	218 275.01	218 275.01 $
Dépenses totales à autoriser			1 157 976.99 $
Imputation (crédits)			1 039 536.84 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	41 919.41	83 629.22
Ristournes TPS et TVQ à 91,5%	118 440.15	

PLAN NUMÉRO:	H04761_(401 à 403), 1446 (F01 à F05)	CALCULÉ PAR	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1755845079**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**167297**	**GROUPE:**	**0**	**27/10/2017**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION DE PUITS D'ACCÈS ET MASSIFS DE BELL CANADA**			
ENTREPRENEUR	**Les Entreprises Michauville inc.**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			243 702.80 $
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE	31 787.32 $		
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Surveillance environnementale			
Laboratoire, contrôle qualitatif			
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture			
Gestion des impacts			
	TOTAL À REPORTER	0.00	0.00 $
Dépenses totales à autoriser			243 702.80 $
Imputation (crédits)			222 533.14 $
Montant de dépôt			

	TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:		
À payer avant ristournes (100%)	10 598.08	21 143.17
Ristournes TPS et TVQ à 50%	21 169.66	

PLAN NUMÉRO:	H04761_(401 à 403), 1446 (F01 à F05)	CALCULÉ PAR	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1750020032**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**171313**	**GROUPE:**	**0**	**43035**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION DE TROTTOIRS ET BORDURES DANS LA RUE DES ÉRABLES, DE LA RUE SHERBROOKE À LA RUE GAUTHIER**			
ENTREPRENEUR	**Incidences**			

Toutes taxes incluses

MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		3 200.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture		8 000.00 $	
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	11 200.00	11 200.00 $
Dépenses totales à autoriser			11 200.00 $
Imputation (crédits)			10 227.09 $
Montant de dépôt			

		TPS 5%	TVQ 9,975%
TAXES:			
À payer avant ristournes (100%)		487.06	971.69
Ristournes TPS et TVQ à 50%		972.91	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR	Amar Ouchenane

Montréal

INCIDENCES ET RISTOURNES

NUMÉRO DE SOUS-PROJET:	**1750020033**	**SOUMISSION:**	**278702**	**DATE:**
NUMÉRO DE PROJET SIMON:	**171316**	**GROUPE:**	**0**	**43035**
INTITULÉ DU SOUS-PROJET:	**RECONSTRUCTION DE TROTTOIRS ET BORDURES DANS LA RUE PARTHENAIS, DE LA RUE RACHEL À LA RUE MARIE-ANNE**			
ENTREPRENEUR ▸	**Incidences**			

			Toutes taxes incluses
MONTANT DE LA SOUMISSION APPLICABLE AU PROJET			
INCLUANT DES TRAVAUX CONTINGENTS DE			
DÉPENSES INCIDENTES EXTERNES:			
Utilités publiques			
Reproduction de plans, matériel informatique, divers, etc.			
Laboratoire, contrôle qualitatif		12 300.00 $	
Division de la voirie - Marquage et signalisation			
Horticulture		8 500.00 $	
Gestion des impacts			
XXX			
XXX			
	TOTAL À REPORTER	20 800.00	20 800.00 $
Dépenses totales à autoriser			20 800.00 $
Imputation (crédits)			18 993.17 $
Montant de dépôt			

TAXES:		TPS 5%	TVQ 9,975%
À payer avant ristournes (100%)		904.54	1 804.57
Ristournes TPS et TVQ à 50%		1 806.83	

PLAN NUMÉRO:		CALCULÉ PAR ▸	Amar Ouchenane

Montréal

BUDGET REQUIS

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Dossier n° **117 7231080**

SERVICE REQUERANT : 49-05
SERVICE EXECUTANT : 28-03

Soumission: 278702

INTITULE : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de feux de circulation, et d'éclairage dans les rues Des Érables, Rachel et Parthenais

PROJET : 56122

Sous-projet : 1461220340	**2018**	**2019**	**2020**	**Ult.**	**Total**
Reconstruction conduite d'eau secondaire (Des Érables, de Sherbrooke à Rachel)					
REQUIS - INVESTI NET	1 228	0	0	0	1228
SUBVENTION	1 228	0	0	0	1228
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1461220311	**2018**	**2019**	**2020**	**Ult.**	**Total**
Reconstruction égout unitaire ((Des Érables, de Sherbrooke à Rachel)					
REQUIS - INVESTI NET	2 920	0	0	0	2920
SUBVENTION	2 920	0	0	0	2920
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1561221040	**2018**	**2019**	**2020**	**Ult.**	**Total**
Reconstruction conduite d'eau secondaire (Rachel, de Des Érable à Parthenais)					
REQUIS - INVESTI NET	369	0	0	0	369
SUBVENTION	369	0	0	0	369
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1561221811	**2018**	**2019**	**2020**	**Ult.**	**Total**
Reconstruction égout unitaire (Rachel, de Des Érable à Parthenais)					
REQUIS - INVESTI NET	825	0	0	0	825
SUBVENTION	825	0	0	0	825
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Signature	**Nom en majuscules**	**Téléphone**	**Date**	**Page**
	Amar Ouchenane, ing.	514-872-2278	2 nov. 2016	1

Sous-projet : 1361220840	2018	2019	2020	Ult.	Total
Reconstruction conduite d'eau secondaire (Parthenais, de Rachel à Marie-Anne)					
REQUIS - INVESTI NET	0	526	0	0	526
SUBVENTION	0	526	0	0	526
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1361220811	2018	2019	2020	Ult.	Total
Reconstruction égout unitaire (Parthenais, de Rachel à Marie-Anne)					
REQUIS - INVESTI NET	0	1 142	0	0	1142
SUBVENTION	0	1 142	0	0	1142
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1461220360	2018	2019	2020	Ult.	Total
Services techniques et professionnels - eau secondaire (Des Érables, de Sherbrooke à Rachel)					
REQUIS - INVESTI NET	59	0	0	0	59
SUBVENTION	59	0	0	0	59
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1461220361	2018	2019	2020	Ult.	Total
Services techniques et professionnels - égout unitaire (Des Érables, de Sherbrooke à Rachel)					
REQUIS - INVESTI NET	159	0	0	0	159
SUBVENTION	159	0	0	0	159
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1556122002	2018	2019	2020	Ult.	Total
Services techniques et professionnels - eau secondaire (Rachel, de Des Érable à Parthenais)					
REQUIS - INVESTI NET	20	0	0	0	20
SUBVENTION	20	0	0	0	20
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1556122010	2018	2019	2020	Ult.	Total
Services techniques et professionnels - égout unitaire (Rachel, de Des Érable à Parthenais)					
REQUIS - INVESTI NET	44	0	0	0	44
SUBVENTION	44	0	0	0	44
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Signature	Nom en majuscules	Téléphone	Date	Page
	Amar Ouchenane, ing.	514-872-2278	2 nov. 2016	2

Sous-projet : 1361220860	2018	2019	2020	Ult.	Total
Services techniques et professionnels - eau secondaire (Parthenais, de Rachel à Marie-Anne)					
REQUIS - INVESTI NET	0	27	0	0	27
SUBVENTION	0	27	0	0	27
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

Sous-projet : 1361220861	2018	2019	2020	Ult.	Total
Services techniques et professionnels - égout unitaire (Parthenais, de Rachel à Marie-Anne)					
REQUIS - INVESTI NET	0	61	0	0	61
SUBVENTION	0	61	0	0	61
REQUIS - EMPRUNT NET	0	0	0	0	0

SERVICE REQUERANT : 28-06
SERVICE EXECUTANT : 28-03

PROJET : 55845

Sous-projet : 1755845076	2018	2019	2020	Ult.	Total
Reconstruction de trottoirs (Des Érable, de Gauthier à Rachel)					
REQUIS - INVESTI NET	335	0	0	0	335
SUBVENTION	0	0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	335	0	0	0	335

Sous-projet : 1755845077	2018	2019	2020	Ult.	Total
Incidences Techniques (Des Érable, de Gauthier à Rachel)					
REQUIS - INVESTI NET	56	0	0	0	56
SUBVENTION	0	0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	56	0	0	0	56

Sous-projet : 1755845078	2018	2019	2020	Ult.	Total
Services professionnels - contrôle qualitatif (Des Érable, de Gauthier à Rachel)					
REQUIS - INVESTI NET	20	0	0	0	20
SUBVENTION	0	0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	20	0	0	0	20

Signature	Nom en majuscules	Téléphone	Date	Page
	Amar Ouchenane, ing.	514-872-2278	2 nov. 2016	3

SERVICE REQUERANT : 54-00
SERVICE EXECUTANT : 28-03

PROJET : 50020

Sous-projet : 1650020015	**2018**	**2019**	**2020**	**Ult.**	**Total**
Reconstruction de trottoirs (Des Érables, de Sherbrooke à Gauthier)					
REQUIS - INVESTI NET	146	0	0	0	146
SUBVENTION	0	0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	146	0	0	0	146

Sous-projet : 1650020016	**2018**	**2019**	**2020**	**Ult.**	**Total**
Reconstruction de trottoirs (Parthenais, de Rachel à Marie-Anne)					
REQUIS - INVESTI NET	0	561	0	0	561
SUBVENTION	0	0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	0	561	0	0	561

SERVICE REQUERANT : 28-06
SERVICE EXECUTANT : 28-03

PROJET : 45000

Sous-projet : 1745000005	**2018**	**2019**	**2020**	**Ult.**	**Total**
Reconstruction de la piste cyclable (Rachel, Des Érable à Parthenais)					
REQUIS - INVESTI NET	104	0	0	0	104
SUBVENTION	0	0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	104	0	0	0	104

Sous-projet : 1745000006	**2018**	**2019**	**2020**	**Ult.**	**Total**
Reconstruction des feux de circulation à l'intersection de la rue Rachel et la rue Parthenais					
REQUIS - INVESTI NET	71	0	0	0	71
SUBVENTION	0	0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	71	0	0	0	71

Sous-projet : 1745000007	**2018**	**2019**	**2020**	**Ult.**	**Total**
Incidences techniques (Rachel, de Des Érable à Parthenais)					
REQUIS - INVESTI NET	5	0	0	0	5
SUBVENTION	0	0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	5	0	0	0	5

Sous-projet : 1745000008	**2018**	**2019**	**2020**	**Ult.**	**Total**
Achat de matériaux de signalisation lumineuse au centre Colbert - Incidences					
REQUIS - INVESTI NET	18	0	0	0	18
SUBVENTION	0	0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	18	0	0	0	18

Sous-projet : 1745000009	2018	2019	2020	Ult.	Total
Bases et conduits pour signalisation lumineuse (portion des travaux indiqués dans le bordereau de la CSEM)					
REQUIS - INVESTI NET	15	0	0	0	15
SUBVENTION	0	0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	15	0	0	0	15

SERVICE REQUERANT : 28-06
SERVICE EXECUTANT : 28-03

PROJET : 58002

Sous-projet : 1758002017	2018	2019	2020	Ult.	Total
Remplacement de l'éclairage (Rachel, de Des Érables à Parthenais)					
REQUIS - INVESTI NET	17	0	0	0	17
SUBVENTION	0	0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	17	0	0	0	17

Sous-projet : 1758002018	2018	2019	2020	Ult.	Total
Incidences techniques - remplacement de l'éclairage (Rachel, de Des Érables à Parthenais)					
REQUIS - INVESTI NET	5	0	0	0	5
SUBVENTION	0	0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	5	0	0	0	5

Sous-projet : 1758002027	2018	2019	2020	Ult.	Total
Bases et conduits pour éclairage (portion des travaux indiqués dans le bordereau de la CSEM)					
REQUIS - INVESTI NET	400	0	0	0	400
SUBVENTION	0	0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	400	0	0	0	400

SERVICE REQUERANT : 12-00
SERVICE EXECUTANT : 28-03

PROJET : 69097

Sous-projet : 1769144600	2018	2019	2020	Ult.	Total
Réseau CSEM					
REQUIS - INVESTI NET	1 040	0	0	0	1040
SUBVENTION	0	0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	1040	0	0	0	1040

Signature	Nom en majuscules	Téléphone	Date	Page
	Amar Ouchenane, ing.	514-872-2278	2 nov. 2016	5

SERVICE REQUERANT : 54-00
SERVICE EXECUTANT : 28-03

PROJET : 50020

Sous-projet : 1750020032	**2018**	**2019**	**2020**	**Ult.**	**Total**
Reconstruction de trottoirs (Des Érables, de Sherbrooke à Gauthier) - incidences					
REQUIS - INVESTI NET	11	0	0	0	11
SUBVENTION	0	0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	11	0	0	0	11

Sous-projet : 1750020033	**2018**	**2019**	**2020**	**Ult.**	**Total**
Reconstruction de trottoirs (Parthenais, de Rachel à Marie-Anne) - incidences					
REQUIS - INVESTI NET	0	19	0	0	19
SUBVENTION	0	0	0	0	0
REQUIS - EMPRUNT NET	0	19	0	0	19

Grand total	**2018**	**2019**	**2020**	**Ult.**	**Total**
REQUIS - INVESTI NET	7 867	2 336	0	0	10203
SUBVENTION	5 624	1 756	0	0	7380
REQUIS - EMPRUNT NET	2243	580	0	0	2823

Signature	**Nom en majuscules**	**Téléphone**	**Date**	**Page**
	Amar Ouchenane, ing.	514-872-2278	2 nov. 2016	6

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Résultats d'ouverture

Numéro : 278701
Numéro de référence : 1063636
Statut : Annulé
Titre : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de feux de circulation, et d'éclairage dans les rues Des Érables, Rachel, Parthenais, Sherbrooke, Gauthier et Marie-Anne.

Raison de l'annulation

Aucune soumission retenue

Informations sur l'avis

Titre de l'avis :	Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de feux de circulation, et d'éclairage dans les rues Des Érables, Rachel, Parthenais, Sherbrooke, Gauthier et Marie-Anne.
Date de fermeture de l'avis :	2017-05-05 Avant 10h30, Heure légale du Québec
Date de publication des résultats d'ouverture :	2017-05-08 11 h 04
Organisme :	**Ville de Montréal** **Ville de Montréal / SITE - Direction des infrastructures**

Soumissionnaires

Prendre note que tous les montants saisis incluent les taxes.

Soumissionnaire	NEQ	Contact	Prix soumis
CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, (QC) CAN H4E1A4	1140716508	Monsieur André Bolduc Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	12 914 912,95 $
Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, (QC) CAN J3G 4S6 http://www.michaudville.com	1142707943	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	14 040 000,00 $

© 2003-2017 Tous droits réservés

a) Utiliser exclusivement les bornes d'incendies désignées par le représentant de la Ville;
b) Procéder à l'installation d'un clapet anti-retour et d'une valve d'isolement à la sortie d'une borne d'incendie avant de s'y raccorder, de même qu'une vanne de sectionnement et un adaptateur permettant le raccordement à la borne d'incendie. Seule une personne ayant les compétences requises peut manipuler une borne d'incendie;
c) Ouvrir complètement la borne d'incendie au moment de son utilisation à l'aide d'une clé conçue à cette fin et en régler le débit à l'aide d'un robinet de fermeture qui doit être installé sur l'orifice;
d) Fermer la borne d'incendie à l'aide d'une clé conçue à cette fin ;
e) S'assurer que la borne d'incendie est fermé, qu'elle est bien vidangée avant de replacer le bouchon sur l'orifice;
f) S'assurer de l'étanchéité des raccords afin d'éviter tout gaspillage ou tout déversement d'eau sur le domaine public ou privé.

Il est interdit à quiconque utilisant une borne d'incendie, de laisser couler l'eau à une fin autre que celle pour laquelle l'autorisation d'utiliser la borne d'incendie a été délivrée.

Le sous-traitant est responsable des dommages causés aux bornes d'incendies à la suite de leur mauvaise opération. Toutes les défectuosités rencontrées lors de la manipulation des bornes d'incendies doivent être transmises par écrit au Directeur sans délai.

Le sous-traitant doit s'assurer en tout temps du libre accès aux bornes d'incendies et il doit éviter tout gaspillage d'eau et se conformer aux directives du Directeur.

Le sous-traitant qui aura négligé de prévenir l'arrondissement concerné à l'occasion de ces travaux pourrait être sujet à des poursuites éventuelles.

23. Expérience du soumissionnaire

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission, en utilisant le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE**, l'information relative à deux (2) contrats qu'il a obtenus, dont la nature des travaux est comparable à ceux visés par le présent appel d'offres, qu'il a exécutés à titre d'adjudicataire du contrat (non pas comme sous-traitant) au cours des cinq (5) dernières années[1] ou qui sont en cours d'exécution, et comportant une valeur de **6 000 000** $ et plus (taxes incluses), en coûts de travaux réalisés à la date d'ouverture des soumissions.

Un contrat dont la nature des travaux est comparable à ceux visés par le présent appel d'offres se définit comme étant un projet de construction ou de reconstruction :

a) d'égout sanitaire ou unitaire, et
b) d'aqueduc incluant les entrées de service, et
c) de voirie,

exécuté dans un milieu urbain et sur une artère fortement achalandée où le soumissionnaire aura eu à gérer toutes les disciplines des travaux ainsi que la circulation, les entraves et chemins de détour.

Pour chaque contrat, le soumissionnaire doit indiquer les informations suivantes, en utilisant **IMPÉRATIVEMENT** le formulaire **ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE** prévu à la Section VI « ANNEXES » du cahier des charges :

1- l'année de réalisation,
2- la description du projet et la nature des travaux,
3- le nom de l'artère et de la municipalité,
4- la valeur du contrat et la valeur des travaux réalisés à la date d'ouverture des soumissions. Dans le cas d'un contrat en cours, il doit joindre à sa soumission une confirmation écrite du donneur d'ouvrage du montant des travaux réalisés. La valeur des travaux réalisés doit être de 6 000 000 $ et plus (taxes incluses) à la date d'ouverture des soumissions,
5- le nom de l'ingénieur responsable de la surveillance des travaux et ses coordonnées,
6- le nom du donneur d'ouvrage.

Le soumissionnaire doit cocher la case prévue à cet effet dans la « Liste de rappel » de la section VI « ANNEXES » du cahier des charges

ATTENTION – REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION

Le défaut de fournir avec la soumission le Formulaire ANNEXE – EXPÉRIENCE DU SOUMISSIONNAIRE prévu à la Section VI « ANNEXES » du cahier des charges **dûment complété et accompagné des pièces justificatives référant à deux (2) contrats qui respectent les critères ci-haut mentionnés ENTRAÎNERA LE REJET AUTOMATIQUE DE LA SOUMISSION.**

Les pièces justificatives acceptées comprennent notamment la dernière facture cumulative des travaux exécutés (décompte progressif) ou toutes autres factures ou preuves pertinentes qui permettent la qualification de la soumission au regard des critères d'admissibilité, soit:

- **adjudicataire du contrat,**
- **nature des travaux,**
- **année d'exécution des travaux[1],**
- **montant du contrat,**
- **montant des travaux réalisés et facturés pour chaque nature des travaux décrits aux alinéas a), b) et c).**

Le Soumissionnaire doit donc s'assurer de joindre le formulaire dûment complété, accompagné des pièces justificatives référant à deux (2) contrats qui respectent ces exigences puisqu'en aucun cas la Ville ne permettra au soumissionnaire de corriger un tel défaut ou vice qui s'y rattache, et ce, nonobstant l'article 3.4.1 des Instructions aux soumissionnaires.

Note 1 : le certificat d'acceptation provisoire doit avoir été obtenu au cours des 5 dernières années

ANNEXE :

Guide « Plan de localisation des infrastructures »

Montréal

Soumission 278702 - Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de feux de circulation et d'éclairage dans les rues Des Érables, Rachel et Parthenais

Résumé des mesures de maintien de la circulation et de gestion des impacts

Secteur	Mesures de mitigation
Avenue Des Érables *Rue Rachel* *Rue Parthenais* *Rue Sherbrooke* *Rue Gauthier* *Rue Marie-Anne*	Les travaux sur les différents axes prévus en 2018 et 2019 sont répartis en 8 phases : • PHASE 1 : Travaux de reconstruction d'un puits d'accès de la CSEM à l'intersection de l'avenue Des Érables et de la rue Sherbrooke – Horaire de travail : lundi – vendredi 7h-19h et samedi 9h-19h (travaux réalisés en période hivernale) : o Entrave de deux voies sur six et maintien de deux voies par direction sur la rue Sherbrooke à la hauteur de l'avenue Des Érables; • PHASE 2A : Travaux d'égout, de conduite d'eau, d'utilité publique et de reconstruction de chaussée dans la portion sud de l'intersection de l'avenue Des Érables et de la rue Sherbrooke – Horaire de travail : lundi – vendredi 7h-23h et samedi – dimanche 9h-23h : o Entrave du côté sud de la chaussée avec maintien d'une voie par direction sur la rue Sherbrooke au niveau de l'avenue Des Érables; o Fermeture de l'avenue Des Érables entre les rues de Rouen et Sherbrooke avec maintien de la circulation locale seulement. • PHASE 2B : Travaux d'égout et de conduite d'eau dans la portion centrale de l'intersection de l'avenue Des Érables et de la rue Sherbrooke – Horaire de travail : samedi et dimanche 9h-23h. Entrave en vigueur du vendredi 23h au lundi 5h : o Fermeture complète de la direction ouest et maintien d'une voie en direction est sur la rue Sherbrooke au niveau de l'avenue Des Érables; o Fermeture de l'avenue Des Érables entre les rues Gauthier et de Rouen avec maintien de la circulation locale seulement. • PHASE 2C : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de Bell et de reconstruction de chaussées dans la portion nord de l'intersection de l'avenue Des Érables et de la rue Sherbrooke – Horaire de travail : lundi – vendredi 7h-23h et samedi – dimanche 9h-23h : o Entrave du côté nord de la chaussée avec maintien d'une voie par direction sur la rue Sherbrooke au niveau de l'avenue Des Érables; o Fermeture de l'avenue Des Érables entre les rues Gauthier et de Rouen avec maintien de la circulation locale seulement. • PHASE 3 : Travaux de conduite d'égout dans l'intersection de l'avenue de Lorimier et la rue Rachel – Horaire de travail : samedi et dimanche 7h-21h. Entrave en vigueur du vendredi 23h au lundi 5h : o Fermeture complète de la rue Rachel entre l'avenue Des Érables et la rue de Bordeaux avec maintien de la circulation locale seulement; o Entrave partielle sur l'avenue de Lorimier en direction nord avec interdiction de virage à gauche au niveau de la rue Rachel. • PHASE 4 : Installation d'un réseau d'eau temporaire sur l'avenue Des Érables et la rue Rachel - Horaire de travail : lundi au vendredi 7h-19h et samedi 9h-19h : o Entrave partielle de la chaussée et fermeture d'un trottoir à la fois. • PHASE 5A : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et de réfection de chaussée sur l'avenue Des Érables entre les rues Gauthier et Sherbrooke – Horaire de travail : lundi au vendredi 7h-19h et samedi 9h-19h : o Fermeture de l'avenue Des Érables entre la rue Sherbrooke et la rue Gauthier avec maintien de la circulation locale.

	• PHASE 5B : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie et de réfection de chaussée sur l'avenue Des Érables entre les rues Rachel et Gauthier – Horaire de travail : lundi au vendredi 7h-19h et samedi 9h-19h : o Fermeture de l'avenue Des Érables entre la rue Gauthier et la rue Rachel avec maintien de la circulation locale seulement; o Fermeture complète de la rue Rachel entre de Lorimier et Fullum avec maintien de la circulation locale (travaux à l'intersection Des Érables / Rachel) – Horaire de travail : Samedi et dimanche 7h-21h – Entrave en vigueur du vendredi 23h au lundi 5h. • PHASE 6A : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation, de la CSEM et de réfection de chaussée sur la rue Rachel entre l'avenue Des Érables et la rue Parthenais – Horaire de travail : lundi au vendredi 7h-19h et samedi 9h-19h : o Fermeture complète de la rue Rachel entre l'avenue de Lorimier et la rue Fullum avec maintien de la circulation locale seulement (Travaux entre Des Érables et Parthenais); o Fermeture complète de l'avenue Des Érables entre les rues Gauthier et Rachel avec maintien de la circulation locale seulement. • PHASE 6B : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, d'éclairage, de feux de circulation, de la CSEM et de réfection de chaussée dans l'intersection des rues Rachel et Parthenais – Horaire de travail : lundi au vendredi 7h-19h et samedi 9h-19h; o Fermeture complète de la rue Rachel entre l'avenue de Lorimier et la rue Fullum avec maintien de la circulation locale seulement (Travaux au coin Rachel et Parthenais); o Fermeture complète de la rue Parthenais entre les rues Marie-Anne et Rachel avec maintien de la circulation locale seulement. • PHASE 7 : Installation d'un réseau d'eau temporaire sur la rue Parthenais – Horaire de travail : lundi au vendredi 7h-19h et samedi 9h-19h : o Entrave partielle de la chaussée et fermeture d'un trottoir à la fois. • PHASE 8 : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de CSEM et de réfection de chaussée sur la rue Parthenais entre les rues Marie-Anne et Rachel – Horaire de travail du lundi au vendredi 7h-19h - samedi 9h-19h : o Fermeture complète de la rue Parthenais entre les rues Rachel et Marie-Anne avec maintien de la circulation locale seulement; o Fermeture de la direction est sur la rue Marie-Anne entre l'avenue Des Érables et la rue Messier (lors des travaux de raccordement de conduite d'eau seulement); o Fermeture complète de la rue Marie-Anne entre l'avenue Des Érables et la rue Fullum avec maintien de la circulation locale (lors des travaux au niveau de l'intersection avec la rue Parthenais).
Mesures de gestion des impacts applicables au projet	Les travaux débuteront à l'hiver 2018 et se dérouleront jusqu'en 2019. Lors des phases 6A, 6B et 8, les travaux à proximité de l'école Saint-Louis-de-Gonzague seront majoritairement réalisés durant la période des vacances scolaires. La zone de débarcadère située sur la rue Parthenais sera potentiellement relocalisée durant les travaux. La circulation cycliste sera maintenue en tout temps sur la rue Rachel durant les travaux. Protection des aires de travail à l'aide de clôtures autoportantes temporaires afin d'y éviter l'intrusion des piétons ou des cyclistes. Installation à l'avance, aux approches du chantier, de panneaux d'information générale pour informer les usagers de la localisation des travaux ainsi que la date de début et leur durée. Installation et mise en fonction des chemins de détour avant la mise en place des entraves. Installation de PMVM sur les rues Sherbrooke ou Rachel selon la localisation des travaux afin d'informer les usagers des entraves en place et la proposition de routes alternatives.

	Le phasage de certains feux de circulation doit être modifié afin de rendre les mouvements plus fluides et sécuritaires aux intersections. Lorsque des rues en sens unique doivent être entravées, l'Entrepreneur doit ajouter la signalisation temporaire nécessaire et ajuster la signalisation existante à la configuration temporaire des travaux. Présence d'un minimum de deux (2) signaleurs qualifiés, en tout temps, pour assurer une saine gestion des mouvements sur le réseau routier adjacent la zone des travaux incluant les piétons et les cyclistes. Maintien, en tout temps, des trottoirs et des passages piétonniers libres d'obstacles. Si un trottoir ou un passage piétonnier doit être entravé, l'Entrepreneur doit fournir la signalisation complète afin de détourner les piétons sur le trottoir opposé ou prévoir aménager un corridor piétonnier d'une largeur de 1,5 mètre minimum à l'aide de clôtures autoportantes temporaires ou à l'aide de barricades. L'Entrepreneur doit également faciliter, durant les travaux, la circulation des personnes à mobilité réduite. Installation de plaques en acier pour redonner accès aux riverains ou à la circulation en dehors des heures de travail. S'il y a deux entrées menant à un même stationnement, au moins une entrée demeurera accessible. L'Entrepreneur doit prévoir des zones de dégagement de 30 mètres, à l'aide de panneaux d'interdiction d'arrêt, pour les arrêts d'autobus devant être relocalisés à la demande de la STM. La longueur d'une excavation est limitée à 30 mètres lors des travaux d'égout et de conduite d'eau. L'Entrepreneur doit entreposer les roulottes, les véhicules, les matériaux utilisés et autres équipements sur un même côté de la chaussée pour que l'accès puisse se faire en ligne droite à l'intérieur de son aire de chantier de façon à maintenir en tout temps un corridor carrossable et libre de tout obstacle d'une largeur minimale de 6,0 mètres, afin de permettre le passage des véhicules d'urgence. Accommoder et maintenir l'accès en tout temps au service d'Urgences-Santé, au service de Sécurité Incendie de Montréal (SIM) et au SPVM. Les véhicules d'urgence doivent avoir accès aux bâtiments dans le secteur des travaux et de chaque côté de l'excavation.

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports

Direction des infrastructures
Division de la conception des travaux

801, rue Brennan 7e étage
Montréal (Québec) H3C 0G4

Le 24 octobre 2017

Monsieur Dominic Chénier
Spécialiste PRR et Structures Souterraines
Bell Canada
600 rue Jean-Talon, 8e étage
Montréal (Québec) H2R 3A8

Objet : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de feux de circulation et d'éclairage dans les rues Des Érables, Rachel et Parthenais

Soumission : 278702

Monsieur,

Dans le cadre des travaux de construction d'égout, de conduites d'eau secondaire et principale, de la chaussée, des trottoirs, de l'éclairage, de feux de circulation et de la mise aux normes des massifs de CSEM, Bell Canada a décidé de faire les interventions suivantes à leurs actifs :

- reconstruction des massifs et puits d'accès;

Comme convenu, ces travaux seront exécutés par un entrepreneur mandaté par la Ville et par un sous-traitant accrédité par Bell Canada. La Ville a procédé à un appel d'offres et l'adjudicataire recommandé pour octroi est :

- Entrepreneur général : Les Entreprises Michaudville Inc.
- Sous-traitant accrédité par Bell Canada : Transelec / Common Inc ou Construction Jeanielle Inc.

Le coût des travaux de Bell est évalué à **243 702,80 $ (taxes incluses)**. À cet effet, vous trouverez, annexé à la présente, le bordereau du sous-projet associé à votre portion des travaux soumis par l'adjudicataire recommandé.

Lors de l'exécution des travaux, si l'entrepreneur devait rencontrer certains imprévus (sols contaminés, élévation de roc, etc.) et liés à sa portion des travaux, les coûts réels engendrés par ces contraintes seraient l'objet d'un avis de changement préparé et signé par le surveillant de Bell Canada et pourraient être facturés en sus de l'estimation initiale si le montant prévu en contingence était insuffisant.

Par la signature de la présente, Bell Canada s'engage à assurer la surveillance des travaux de sa portion du projet et à assumer le coût réel des travaux, sur présentation des factures et pièces justificatives de l'entrepreneur général ci-haut mentionné. À chaque paiement de factures, Bell Canada s'engage à transmettre les pièces justificatives confirmant que le paiement a été effectué à l'attention de :

M. Martin Boulianne, ing.
Chef de division réalisation des travaux
Direction des infrastructures
martin.boulianne@ville.montreal.qc.ca

Pour de plus amples informations, n'hésitez pas à communiquer Amar Ouchenane ing., chargé de projet au 514 872-2278.

Prière de nous retourner cette lettre dûment signée par une personne autorisée par Bell Canada avant le 31 octobre 2017 afin que notre Direction puisse transmettre le dossier aux instances décisionnelles de la Ville pour octroi du contrat.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Yvan Péloquin, ing.
Chef de division conception des travaux

J'ai lu, je comprends et j'accepte les modalités qui précèdent et souhaite que la Ville de Montréal procède à l'octroi du contrat et à la réalisation des travaux du projet 1755845079.

J'ai signé le 30 novembre 2017, à Montréal.

MARC GERMAIN
Nom du signataire (en lettres moulées)

p.j. Bordereau de la portion du projet de Bell Canada de la soumission 278702

c.c. M. Martin Boulianne, chef de division réalisation
M. Amar Ouchenane, chargé de projet – Division de la conception des travaux

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

DÉCISION N° : 2013-CPSM-0028

Québec, le 10 avril 2013

Les Entreprises Michaudville inc.
À l'attention de : Robert Phaneuf
270, Brunet
Mont-Saint-Hilaire (Québec) J3G 4S6

Objet : Autorisation de conclure un contrat/sous-contrat public à Les Entreprises Michaudville inc. Autorisation n° 2013-CPSM-0028 n° d'identification de l'Autorité : 2700000245

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée une autorisation de conclure un contrat/sous contrat public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65-1 (la « LCOP »). Les Entreprises Michaudville inc. est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **9 avril 2016** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et la réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification pouvant survenir aux renseignements déjà transmis lors de la demande d'autorisation.

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité (www.lautorite.qc.ca).

La Direction des contrats publics et
des entreprises de services monétaires

Québec ☒
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, 3e étage
Québec (Québec)
G1V 5C1
tél. : 418.525.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 418.525.9512

Montréal ☐
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec)
H4Z 1G3
tél. : 514.395.0337
ligne sans frais : 877.525.0337
téléc. : 514.873.3090

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
www.lautorite.qc.ca

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

Le 17 décembre 2015

LES ENTREPRISES MICHAUDVILLE INC.
270, RUE BRUNET
MONT-SAINT-HILAIRE QC J3G 4S6

Objet : Accusé de réception - Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Nous avons bien reçu votre formulaire de « Demande de renouvellement de l'autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public ». Vous trouverez ci-dessous les renseignements importants concernant cette demande :

N° de client :	2700000245
N° de demande :	1530857839
N° de confirmation de paiement :	000180236916

Si vous avez accès aux services en ligne de l'Autorité et que vous êtes l'initiateur de cette demande, vous pouvez en consulter l'état à la section « Suivi des demandes » dans le menu « Dossier client ».

Pour toute question relative à votre demande, vous pouvez communiquer avec un agent de notre Centre d'information au 1 877 525-0337.

Nous vous prions de recevoir nos salutations distinguées.

L'Autorité des marchés financiers

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Liste des commandes

Numéro : 278702
Numéro de référence : 1104174
Statut : En attente des résultats d'ouverture
Titre : Travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de feux de circulation, et d'éclairage dans les rues Des Érables, Rachel et Parthenais

Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
Armatures Bois-Francs Inc (ABF) 249 boul de la Bonaventure Victoriaville, QC, G6T 1V5 http://www.abf-inc.com NEQ : 1143798842	Madame Geneviève Beaudoin Téléphone : 819 758-7501 Télécopieur : 819 758-7629	**Commande : (1343491)** 2017-09-21 13 h 36 **Transmission :** 2017-09-21 14 h 22	2828151 - 278702_Addenda 1_incluant un report de date 2017-10-02 17 h - Télécopie 2828156 - 278702_Formulaire de soumission (devis) 2017-10-02 16 h 30 - Courriel 2828157 - 278702_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-10-02 16 h 30 - Téléchargement 2828158 - Plan de localisation des infrastructures 2017-10-02 16 h 33 - Courriel 2830496 - Addenda 2 2017-10-06 17 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
CMS Entrepreneurs Généraux Inc. 3828, rue Saint-Patrick Montréal, QC, H4E1A4 NEQ : 1140716508	Monsieur André Bolduc Téléphone : 514 765-9393 Télécopieur : 514 765-0074	**Commande : (1341893)** 2017-09-18 15 h 09 **Transmission :** 2017-09-18 15 h 50	2828151 - 278702_Addenda 1_incluant un report de date 2017-10-02 16 h 34 - Télécopie 2828156 - 278702_Formulaire de soumission (devis) 2017-10-02 16 h 30 - Courriel 2828157 - 278702_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-10-02 16 h 30 - Téléchargement 2828158 - Plan de localisation des infrastructures 2017-10-02 16 h 32 - Courriel 2830496 - Addenda 2 2017-10-06 17 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
Construction Bau-Val Inc. 87 Emilien Marcoux, Suite#101	Madame Johanne Vallée	**Commande : (1342138)** 2017-09-19 9 h 11	

	Blainville, QC, J7C 0B4 http://www.bauval.com NEQ : 1143718063	Téléphone : 514 788-4660 Télécopieur :	**Transmission :** 2017-09-19 9 h 27	2828151 - 278702_Addenda 1_incluant un report de date 2017-10-02 16 h 48 - Messagerie 2828156 - 278702_Formulaire de soumission (devis) 2017-10-02 16 h 30 - Courriel 2828157 - 278702_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-10-02 16 h 30 - Téléchargement 2828158 - Plan de localisation des infrastructures 2017-10-02 16 h 32 - Courriel 2830496 - Addenda 2 2017-10-06 17 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Construction NRC Inc. 160 rue Deslauriers Arr. St-Laurent Montréal, QC, H4N 1V8 NEQ : 1149495146	Madame Lany Phaneuf Téléphone : 514 331-7944 Télécopieur :	**Commande : (1342724)** 2017-09-20 8 h 55 **Transmission :** 2017-09-20 9 h 19	2828151 - 278702_Addenda 1_incluant un report de date 2017-10-02 16 h 48 - Messagerie 2828156 - 278702_Formulaire de soumission (devis) 2017-10-02 16 h 30 - Courriel 2828157 - 278702_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-10-02 16 h 30 - Téléchargement 2828158 - Plan de localisation des infrastructures 2017-10-02 16 h 32 - Courriel 2830496 - Addenda 2 2017-10-06 17 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Demix Construction, une division de CRH Canada inc. 26 rue Saulnier Laval, QC, H7M 1S8 http://www.crhcanada.com NEQ : 1164634611	Madame Julie Boudreault Téléphone : 450 629-3533 Télécopieur : 450 629-3549	**Commande : (1345048)** 2017-09-26 15 h 48 **Transmission :** 2017-09-26 16 h 03	2828151 - 278702_Addenda 1_incluant un report de date 2017-10-02 16 h 30 - Télécopie 2828156 - 278702_Formulaire de soumission (devis) 2017-10-02 16 h 30 - Courriel 2828157 - 278702_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-10-02 16 h 30 - Téléchargement 2828158 - Plan de localisation des infrastructures 2017-10-02 16 h 33 - Courriel 2830496 - Addenda 2 2017-10-06 17 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	DUROKING Construction / 9200 2088 Québec Inc. 370, rue Larry-Ball Saint-Jérôme, QC, J5L 2P6 http://www.duroking.com NEQ : 1165343220	Monsieur Mathieu Kingsbury Téléphone : 450 436-3474 Télécopieur : 450 436-2273	**Commande : (1341931)** 2017-09-18 15 h 40 **Transmission :** 2017-09-18 15 h 44	2828151 - 278702_Addenda 1_incluant un report de date 2017-10-02 16 h 30 - Télécopie 2828156 - 278702_Formulaire de soumission (devis) 2017-10-02 16 h 30 - Courriel 2828157 - 278702_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-10-02 16 h 30 - Téléchargement 2828158 - Plan de localisation des infrastructures 2017-10-02 16 h 32 - Courriel 2830496 - Addenda 2 2017-10-06 17 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	Électricité Grimard Inc. 1855, Bernard-Lefebvre Laval, QC, H7C 0A5 http://www.grimard.ca NEQ : 1141847179	Monsieur Jacques Grimard Téléphone : 418 549-0745 Télécopieur : 418 545-7942	**Commande : (1343378)** 2017-09-21 10 h 47 **Transmission :** 2017-09-21 10 h 47	2828151 - 278702_Addenda 1_incluant un report de date 2017-10-02 16 h 30 - Télécopie 2828156 - 278702_Formulaire de soumission (devis) 2017-10-02 16 h 30 - Courriel 2828157 - 278702_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-10-02 16 h 30 - Téléchargement 2828158 - Plan de localisation des infrastructures 2017-10-02 16 h 33 - Courriel 2830496 - Addenda 2 2017-10-06 17 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Excavation Loiselle inc. 280 boul Pie XII Salaberry-de-Valleyfield, QC, J6S 6P7 http://www.loiselle.ca NEQ : 1142482703	Monsieur Olivier Gaignard Téléphone : 450 373-4274 Télécopieur : 450 373-5631	**Commande : (1342084)** 2017-09-19 8 h 32 **Transmission :** 2017-09-19 8 h 32	2828151 - 278702_Addenda 1_incluant un report de date 2017-10-02 17 h 01 - Télécopie 2828156 - 278702_Formulaire de soumission (devis) 2017-10-02 16 h 30 - Courriel 2828157 - 278702_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-10-02 16 h 30 - Téléchargement 2828158 - Plan de localisation des infrastructures 2017-10-02 16 h 33 - Courriel 2830496 - Addenda 2 2017-10-06 17 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Groupe TNT Inc. 4085 Rang St-Elzéar Est Laval, QC, H7E 4P2 http://www.groupetnt.com NEQ : 1160480704	Madame Line Proulx Téléphone : 450 431-7887 Télécopieur : 450 664-6478	**Commande : (1342806)** 2017-09-20 10 h **Transmission :** 2017-09-20 10 h 02	2828151 - 278702_Addenda 1_incluant un report de date 2017-10-02 16 h 34 - Télécopie 2828156 - 278702_Formulaire de soumission (devis) 2017-10-02 16 h 30 - Courriel 2828157 - 278702_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-10-02 16 h 30 - Téléchargement 2828158 - Plan de localisation des infrastructures 2017-10-02 16 h 33 - Courriel 2830496 - Addenda 2 2017-10-06 17 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
☐	LE GROUPE LÉCUYER LTÉE. 17 Du Moulin Saint-Rémi, QC, J0L 2L0 http://www.lecuyerbeton.com NEQ : 1145052065	Monsieur David Guay Téléphone : 450 454-3928 Télécopieur : 450 454-7254	**Commande : (1342668)** 2017-09-20 7 h 49 **Transmission :** 2017-09-20 7 h 49	2828151 - 278702_Addenda 1_incluant un report de date 2017-10-02 16 h 29 - Télécopie 2828156 - 278702_Formulaire de soumission (devis) 2017-10-02 16 h 30 - Courriel 2828157 - 278702_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-10-02 16 h 30 - Téléchargement 2828158 - Plan de localisation des infrastructures 2017-10-02 16 h 32 - Courriel 2830496 - Addenda 2 2017-10-06 17 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Les entreprises Claude Chagnon Inc. 3500, boul. Sir-Wilfrid-Laurier Saint-Hubert, QC, J3Y 6T1 NEQ : 1142284380	Madame Brigitte Cloutier Téléphone : 450 321-2446 Télécopieur : 888 729-2760	**Commande : (1342094)** 2017-09-19 8 h 37 **Transmission :** 2017-09-19 8 h 37	2828151 - 278702_Addenda 1_incluant un report de date 2017-10-02 16 h 29 - Télécopie 2828156 - 278702_Formulaire de soumission (devis) 2017-10-02 16 h 30 - Courriel 2828157 - 278702_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-10-02 16 h 30 - Téléchargement 2828158 - Plan de localisation des infrastructures 2017-10-02 16 h 33 - Courriel 2830496 - Addenda 2 2017-10-06 17 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Les Entreprises Michaudville Inc. 270 rue Brunet Mont-Saint-Hilaire, QC, J3G 4S6 http://www.michaudville.com NEQ : 1142707943	Monsieur Sylvain Phaneuf Téléphone : 450 446-9933 Télécopieur : 450 446-1933	**Commande : (1342394)** 2017-09-19 13 h 33 **Transmission :** 2017-09-19 13 h 33	2828151 - 278702_Addenda 1_incluant un report de date 2017-10-02 16 h 34 - Télécopie 2828156 - 278702_Formulaire de soumission (devis) 2017-10-02 16 h 30 - Courriel 2828157 - 278702_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-10-02 16 h 30 - Téléchargement 2828158 - Plan de localisation des infrastructures 2017-10-02 16 h 33 - Courriel 2830496 - Addenda 2 2017-10-06 17 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Macogep inc 1255, University, bureau 700 Montréal, QC, H3B 3w1 NEQ : 1143366715	Monsieur Gunther Conard Téléphone : 514 223-9001 Télécopieur : 514 670-2814	**Commande : (1342408)** 2017-09-19 13 h 41 **Transmission :** 2017-09-19 13 h 41	2828151 - 278702_Addenda 1_incluant un report de date 2017-10-02 16 h 34 - Télécopie 2828156 - 278702_Formulaire de soumission (devis) 2017-10-02 16 h 30 - Courriel 2828157 - 278702_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-10-02 16 h 30 - Téléchargement 2828158 - Plan de localisation des infrastructures 2017-10-02 16 h 33 - Courriel 2830496 - Addenda 2 2017-10-06 17 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Neolect Inc. 104 boul Montcalm Nord Candiac, QC, J5R 3L8 NEQ : 1166302126	Madame Marjolaine Émond Téléphone : 450 659-5457 Télécopieur : 450 659-9265	**Commande : (1341834)** 2017-09-18 13 h 49 **Transmission :** 2017-09-18 14 h 15	2828151 - 278702_Addenda 1_incluant un report de date 2017-10-02 16 h 30 - Télécopie 2828156 - 278702_Formulaire de soumission (devis) 2017-10-02 16 h 30 - Courriel 2828157 - 278702_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-10-02 16 h 30 - Téléchargement 2828158 - Plan de localisation des infrastructures 2017-10-02 16 h 32 - Courriel 2830496 - Addenda 2 2017-10-06 17 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

☐	Pomerleau Inc... 500 rue St-Jacques O. Suite 900 Montréal, QC, H2Y 0A2 NEQ : 1142005934	Madame Nancy Lazure Téléphone : 514 789-2728 Télécopieur : 514 789-2288	**Commande : (1342387)** 2017-09-19 13 h 25 **Transmission :** 2017-09-19 13 h 25	2828151 - 278702_Addenda 1_incluant un report de date 2017-10-02 16 h 34 - Télécopie 2828156 - 278702_Formulaire de soumission (devis) 2017-10-02 16 h 30 - Courriel 2828157 - 278702_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-10-02 16 h 30 - Téléchargement 2828158 - Plan de localisation des infrastructures 2017-10-02 16 h 33 - Courriel 2830496 - Addenda 2 2017-10-06 17 h 17 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Roxboro Excavation INC.. 1620 Croissant Newman Dorval, QC, H9P 2R8 NEQ : 1142760280	Monsieur Yvon Théoret Téléphone : 514 631-1888 Télécopieur : 514 631-1055	**Commande : (1341953)** 2017-09-18 15 h 58 **Transmission :** 2017-09-18 15 h 58	2828151 - 278702_Addenda 1_incluant un report de date 2017-10-02 17 h 08 - Télécopie 2828156 - 278702_Formulaire de soumission (devis) 2017-10-02 16 h 30 - Courriel 2828157 - 278702_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-10-02 16 h 30 - Téléchargement 2828158 - Plan de localisation des infrastructures 2017-10-02 16 h 33 - Courriel 2830496 - Addenda 2 2017-10-06 17 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
☐	Sade Canada Inc. 1564, rue Ampère Québec, QC, G1P 4B9 NEQ : 1169540235	Madame Guylaine Fortin Téléphone : 581 300-7233 Télécopieur : 581 300-7234	**Commande : (1342239)** 2017-09-19 10 h 38 **Transmission :** 2017-09-19 10 h 38	2828151 - 278702_Addenda 1_incluant un report de date 2017-10-02 16 h 34 - Télécopie 2828156 - 278702_Formulaire de soumission (devis) 2017-10-02 16 h 30 - Courriel 2828157 - 278702_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-10-02 16 h 30 - Téléchargement 2828158 - Plan de localisation des infrastructures 2017-10-02 16 h 33 - Courriel 2830496 - Addenda 2 2017-10-06 17 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

☐	Systèmes Urbains Inc. 23, avenue Milton Montréal, QC, H8R 1K6 http://www.systemesurbains.com NEQ : 1168008721	Monsieur Francis Duchesne Téléphone : 514 321-5205 Télécopieur : 514 321-5835	**Commande : (1342300)** 2017-09-19 11 h 29 **Transmission :** 2017-09-19 11 h 29	2828151 - 278702_Addenda 1_incluant un report de date 2017-10-02 16 h 29 - Télécopie 2828156 - 278702_Formulaire de soumission (devis) 2017-10-02 16 h 30 - Courriel 2828157 - 278702_Formulaire de soumission (bordereau) 2017-10-02 16 h 30 - Téléchargement 2828158 - Plan de localisation des infrastructures 2017-10-02 16 h 33 - Courriel 2830496 - Addenda 2 2017-10-06 17 h 16 - Courriel Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Commission des services électriques , Bureau du Président de la commission

Dossier # : 1177231080

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat aux Entreprises Michaudville inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de feux de circulation et d'éclairage dans les rues des Érables, Rachel et Parthenais, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 11 193 101,28 $ (contrat: 10 350 000,00 $ et incidences: 1 086 804,08 $), taxes incluses. Appel d'offres public 278702 - 7 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

1446 Intervention - GDD1177231080.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-06

Serge A BOILEAU
Président
Tél : 514-384-6840 poste 242
Division :

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177231080

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction des infrastructures , Division de la conception des travaux
Objet :	Accorder un contrat aux Entreprises Michaudville inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de feux de circulation et d'éclairage dans les rues des Érables, Rachel et Parthenais, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 11 193 101,28 $ (contrat: 10 350 000,00 $ et incidences: 1 086 804,08 $), taxes incluses. Appel d'offres public 278702 - 7 soumissionnaires

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Info_comptable_1177231080_DGSRE.xlsx

Info_comptable_1177231080_SIVT.xlsx.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Linda PHARAND
Préposée au budget
Tél : 514 872-5916

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-11-22

Julie LAPOINTE
Conseillère budgétaire
Tél : 514 872-1025
Division : Direction du conseil et du soutien financier- Point de service Eau-Environnement

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidentes

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Membres

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

Mme Fanny Magini
Arrondissement d'Outremont

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 22 février 2018

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE177231080

Accorder un contrat aux Entreprises Michaudville inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de feux de circulation et d'éclairage dans les rues des Érables, Rachel et Parthenais, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 11 193 101,28 $ (contrat: 10 350 000,00 $ et incidences: 1 086 804,08 $), taxes incluses. Appel d'offres public 278702 - 7 soumissionnaires.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Karine Boivin Roy
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE177231080
Accorder un contrat aux Entreprises Michaudville inc., pour des travaux d'égout, de conduite d'eau, de voirie, de feux de circulation et d'éclairage dans les rues des Érables, Rachel et Parthenais, dans l'arrondissement du Plateau-Mont-Royal. Dépense totale de 11 193 101,28 $ (contrat: 10 350 000,00 $ et incidences: 1 086 804,08 $), taxes incluses. Appel d'offres public 278702 - 7 soumissionnaires

À sa séance du 17 janvier 2018, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de plus de 10 M$.*

Le 7 février 2018, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres ont bien compris que des clauses de pénalités pour retard et de bonis pour travaux complétés avant l'échéance prévue s'appliqueraient dans le présent dossier. Ils ont aussi compris qu'une clause relative à l'expérience du soumissionnaire faisait partie des exigences de l'appel d'offres.

Les membres ont soulevé diverses questions sur les mesures qui seront déployées pour atténuer les inconvénients pour les résidants et les commerçants des rues touchées par les travaux et ont obtenu des réponses satisfaisantes.

En ce qui a trait à la durée des travaux, les membres ont bien compris que le remplacement des entrées de service d'eau en plomb aura un impact non négligeable.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des infrastructures, de la voirie et des transports pour leurs

interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de plus de 10 M$;*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE177231080 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 20.25

2018/02/22 17:00

(2)

Dossier # : 1177632003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder à la firme XEROX Canada ltée, seul soumissionnaire conforme, un contrat de services professionnels pour la numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), pour une période de 3 ans, pour une somme de 1 551 068,44 $, taxes incluses (plus indexation selon l'IPC pour les années 2 et 3) – Appel d'offres public 17-16462 - trois (3) soumissionnaires.

Il est recommandé :
1- d'accorder au seul soumissionnaire conforme, Xerox Canada Ltée, pour une période de 3 ans, le contrat pour la fourniture du service de numérisation, du traitement et du transport de factures et demandes de paiements, aux prix de sa soumission, soit pour une somme de 1 551 068,44$, taxes incluses (plus indexation selon l'IPC pour les années 2 et 3 du contrat) conformément aux documents de l'appel d'offres public 17-16462;

2- d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2018-01-19 17:00

Signataire : Alain DG MARCOUX

_____

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177632003**
Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Accorder à la firme XEROX Canada ltée, seul soumissionnaire conforme, un contrat de services professionnels pour la numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), pour une période de 3 ans, pour une somme de 1 551 068,44 $, taxes incluses (plus indexation selon l'IPC pour les années 2 et 3) – Appel d'offres public 17-16462 - trois (3) soumissionnaires.

CONTENU

CONTEXTE

Le Service des finances a entrepris une démarche d'optimisation de la gestion des paiements aux fournisseurs de la Ville, dont la cible est la réduction des délais afin de respecter les termes de paiements. Le Service de la performance organisationnelle pilote ce chantier clé à la Ville.
Sur une base annuelle, le Service des finances traite plus de 370 000 factures incluant les demandes de paiement. À cette fin, plusieurs millions de documents sont manipulés par des milliers d'employés dans les quelques 55 unités d'affaires (services corporatifs et arrondissements) de la Ville. Actuellement, les délais de traitement des comptes à payer sont élevés avec le non-respect fréquent des termes de paiement convenus avec les fournisseurs. Pour assurer un meilleur suivi et considérant le volume des factures des fournisseurs à traiter, il est impératif de définir un point central de traitement et de numérisation des factures. Cette approche facilitera la réduction des délais de traitement des factures et les efforts de recherche de celles-ci, lorsqu'elles sont en transit dans une des nombreuses unités d'affaires de la Ville de Montréal.

Les principaux objectifs visés par le projet d'optimisation de la gestion des paiements sont donc les suivants :

- La réduction des délais de paiements afin de respecter les termes prévus;
- La réduction des saisies manuelles et du codage des factures des fournisseurs;
- Une réduction du temps consacré à la recherche de documents;
- Le suivi de la performance du processus de paiement des factures grâce à de nouveaux outils de mesure.

C'est dans ce contexte que le Service des TI, en collaboration avec le Service de Finances, a lancé l'appel d'offres public nº 17-16462 portant sur un service de numérisation de factures

avec reconnaissance de caractères (OCR). Cet appel d'offres, publié sur le site électronique d'appels d'offres SEAO et dans le journal le Devoir, a débuté le 23 octobre 2017 pour se terminer le 27 novembre 2017. La durée de la publication a été de 36 jours. Le délai de validité des soumissions est de 180 jours à compter de la date du dépôt des soumissions.

Au total, trois (3) addenda ont été publiés aux dates suivantes :

No. addenda	Date	Portée
1	2017-11-02	Révision de la portée des références et expériences demandées
2	2017-11-20	Révision du bordereau de soumission
3	2017-11-22	Remplacement de la section VI annexes - Cahiers de réponses par les annexes ci-jointes.

Le présent dossier vise à accorder à la firme XEROX Canada ltée, seul soumissionnaire conforme, le contrat pour des services de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), pour une période de 3 ans, pour une somme de 1 551 068,44$ taxes incluses (plus indexation selon l'IPC pour les années 2 et 3).

Le présent contrat pourra bénéficier d'un maximum de deux (2) prolongations, d'une durée de 12 mois chacune.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Ne s'applique pas.

DESCRIPTION

L’appel d’offres lancé par la Ville le 23 octobre dernier s’inscrit dans la démarche d’optimisation de la gestion du paiement aux fournisseurs et vise à obtenir un service de numérisation et de reconnaissance de caractères (OCR) incluant :

- La cueillette, le transport et le traitement des documents de la Ville, à l’intérieur d'un délai de 48 heures (2 jours ouvrables);
- Le transfert quotidien des données et des images des factures, des demandes de paiement et des documents joints vers la solution de gestion documentaire (GED) de la Ville;
- Les adaptations requises à la solution technologique afin de rencontrer les exigences de la Ville, notamment en ce qui a trait à la sécurité et à l’intégrité des documents;
- Le personnel, les équipements, les fournitures et les locaux nécessaires à la mise en œuvre des services demandés.

La solution s’intégrera avec la solution de gestion électronique de documents (GED) de la Ville, actuellement en cours d'implantation, ainsi qu’avec le système financier SIMON permettant ainsi une gestion intégrée et centralisée des factures.

JUSTIFICATION

Le chantier d’optimisation de la gestion des paiements est une des grandes priorités de l'administration et le projet d'implantation de cette solution représente le moyen pris par la Ville pour le réaliser. Ce système permettra d'extraire les données et de transmettre les images ainsi que les informations à la Ville, à l’intérieur d’un délai de 48 heures ouvrables, tout en offrant de hauts standards de qualité et en réduisant les délais de traitement des factures.

Le résultat du processus d'appel d'offres a permis de conclure à un intérêt marqué du marché avec un total de dix-sept (17) preneurs de cahier des charges. De ce nombre, trois (3) d'entre eux ont déposé une soumission, soit 18% des preneurs. Quatorze (14) firmes n'ont pas déposé de soumission (82%). De ces quatorze (14) firmes, neuf (9) d'entre elles ont transmis un avis de désistement au Service de l'approvisionnement. Les motifs de désistement invoqués sont les suivants :

- Le carnet des commandes de la firme est complet présentement;
- Ne détient pas l'expérience requise;
- Produit ou service non offert. Spécifications demandées non rencontrées;
- Délais de livraison hors d'atteinte;
- Le devis technique est trop spécialisé;
- 2 firmes ont commandé l'appel d'offres seulement pour consultation;
- Produit ou service non offert;
- Une firme n'a pas commenté son choix.

Des 3 soumissions reçues, seule la soumission de Xerox Canada Ltée. est conforme. Les soumissions de Ricoh et IMDS se sont avérées non-conformes, n'ayant pas atteint le seuil minimal de 70% pour la note intérimaire.

Soumissions conformes	Note Intérim	Note finale	Prix de base (Taxes incluses)	Autre (préciser)	Total (Taxes incluses)
Xerox Canada ltée	86,1%	0,88	1 551 068,44 $		1 551 068,44 $
Dernière estimation réalisée			2 024 082,98 $		2 024 082,98 $
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation ($) *(l'adjudicataire – estimation)*					(473 014,54 $)
Écart entre l'adjudicataire et la dernière estimation (%) *(((l'adjudicataire – estimation) / estimation) x 100*					(23,37%)

Le prix soumis par l'adjudicataire est de 23% inférieur au prix de la dernière estimation de la Ville. Cet écart s'explique principalement par le coût de la mise en oeuvre de la solution, où l'adjudicataire a soumis un prix de 50% inférieur à notre estimation. Notre estimation était basée sur les prix obtenus dans d'autres appels d'offres et selon les activités de vigie effectuées.

Ce contrat comporte à la fois des prestations de services de nature technique et professionnelle. Pour les fins de la Commission d'examen des contrats, nous considérons ce contrat comme en étant un de services professionnels. Selon le Règlement sur la commission permanente du conseil d'agglomération sur l'examen des contrats (RCG 11-008) et de la résolution CG11 0082, le dossier sera soumis à ladite commission pour étude en vertu du critère suivant :

- Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1M$;

Et répondant aux deux conditions suivantes :

- Une seule soumission conforme reçue suite à un appel d'offres;
- Écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus de l'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.

En vertu du décret 435-2015 du Gouvernement du Québec, entré en vigueur le 2 novembre 2015, l'adjudicataire de tout contrat de services de plus de 1 M$ doit avoir une accréditation de l'Autorité des marchés financiers (AMF). La firme XEROX Canada Ltée a obtenu son accréditation le 15 juin 2015, et cette dernière demeure valide.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le montant du contrat est de 1 551 068,44$, taxes incluses et sera réparti comme suit :
Tableau de répartition des coûts (taxes incluses) :

Description	2018	2019	2020	TOTAL
A- Services pros. Mise en oeuvre de la solution (PTI TI)	367 920,00$			367 920,00$
B- Services tech. Cueillette et transport quotidien (frais annuel, BF Finances)	26 904,15$	26 904,15$	26 904,15$	80 712,45$
C- Services tech. Traitement des documents (frais annuel, BF Finances)	367 478,66$	367 478,66$	367 478,67$	1 102 435,99$
TOTAL (A+B+C)	762 302,81$	394 382,81$	394 382,82$	1 551 068,44$

Dépenses capitalisables :

La dépense de 367 920$, taxes incluses, (335 960,00$ net de taxes) sera imputée au PTI 2018-2020 du Service des TI au projet Investi 70450 - Optimisation de la gestion des paiements, et financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération RCG 17-013 ainsi que par le règlement d'emprunt de compétence locale 17-034 du Service des technologies de l'information. Cette dépense mixte d'investissement liée aux activités mixtes d'administration générale sera imputée à l'agglomération dans une proportion de 50.4%. Ce taux représente la part relative du budget d'agglomération sur le budget global de la Ville, tel que défini au Règlement sur les dépenses mixtes.

Dépenses non capitalisables :

Le solde, soit 1 183 148,44 $ taxes incluses avant indexation (1 080 372,23$ net de taxes) correspondant aux frais de cueillette, de transport ainsi qu'au traitement des documents pour les 3 prochaines années, sera assumé par le budget de fonctionnement du Service des finances. Le budget nécessaire à ce dossier, soit une somme annuelle moyenne de 406 332,61$ taxes incluses (371 035,84$ net de taxes) ou 1 218 997,82 taxes incluses (1 113 107,52$ net de taxes) pour les 3 années (incluant une indexation de 3%), est prévu au Service des finances. Un ajustement budgétaire a fait l'objet d'une demande additionnelle dans le cadre de la confection du budget 2018 du Service des finances.

Les prix soumis par l'adjudicataire pour les années 2 et 3 du contrat sont sujets à indexation selon l'indice des prix à la consommation, tel qu'indiqué dans les documents d'appel d'offres.

Bénéfices anticipés

L'automatisation du traitement des comptes à payer entraînera des économies annuelles brutes de 1,6 M$ pour les unités d'affaires (économies de 4,40 $ par facture traitée). Ces économies représentent un gain d'efficience et de rapidité de traitement de 27 a.-p. (année-personne) pour l'ensemble des unités d'affaires (arrondissements et services centraux). Les économies sont obtenues par la réduction du travail de classement, manipulation, saisie des documents et validation.

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générales imputée au budget d'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La numérisation des documents (factures de fournisseurs et preuves de paiement) permettra de réduire l'utilisation du papier de façon générale à la Ville.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les principaux impacts anticipés par l'acquisition du service de numérisation des factures et de la reconnaissance de caractères sont les suivants :

- La réduction des délais de paiement aux fournisseurs;
- L'accès, pour les intervenants, à des outils favorisant l'implantation des meilleures pratiques de gestion;
- Une exécution facilitée des activités nécessaires au paiement des factures pour les intervenants (ex : déblocage, approbation, réception et autorisation);
- Une standardisation du processus de gestion des factures entre les unités d'affaires;
- L'élimination des tâches liées à l'ouverture et au tri des factures au Service des finances;
- La réduction des délais de traitement de la facture et l'élimination de la saisie manuelle des factures;
- La réduction des coûts et du temps reliés à la recherche et à la manipulation des factures;
- Un accès aux images des factures dans un délai maximum de 48 heures;
- La réduction de l'espace occupé par les factures papier (archivage);
- Le développement de nouveaux indicateurs adaptés aux besoins des opérations et des suivis requis;
- La possibilité de connaître le statut de toutes les factures, en tout temps.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

La stratégie de mise en œuvre élaborée inclut un plan de gestion du changement et un plan de formation.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Le calendrier des étapes subséquentes se résume comme suit :

- Présentation du dossier au Comité exécutif : le 31 janvier 2018;
- Étude du dossier par la Commission permanente sur l'examen des contrats : 7 février 2018;
- Retour du dossier au Comité exécutif : le 14 février 2018;
- Approbation du dossier par le Conseil municipal : le 19 février 2018;
- Approbation du dossier par le Conseil d'agglomération : le 22 février 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement :
Service de l'approvisionnement , Direction (Robert NORMANDEAU)

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (François FABIEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Validation du processus d'approvisionnement : ; Service de l'approvisionnement , Direction (Maricela FERRER VISBAL)

Parties prenantes

Gilles PAQUET, Service des finances

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Louis-Philippe CLOUTIER
Conseiller en analyse et contrôle de gestion

Tél : 514 280-3698
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-04

Annie THERRIEN
Chef de division

Tél : 514-872-8938
Télécop. : 514-872-2036

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

André TRUDEAU
Directeur solutions d'affaires institutionnelles

Tél : 514-448-6733
Approuvé le : 2018-01-15

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél :
Approuvé le : 2018-01-19

AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS

Le 15 juin 2015

XÉROX CANADA LTÉE
A/S MONSIEUR KEN VAN AELST
5650, YONGE ST
NORTH YORK (ON) M2M 4G7

N° de décision : 2015-CPSM-1033853
N° de client : 3000267951

Objet : Autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Monsieur,

Par la présente, l'Autorité des marchés financiers (l'Autorité) accorde à l'entreprise ci-haut mentionnée, faisant également affaires sous :

- XEROX CANADA LTÉE
- XEROX GLOBAL SERVICES
- XEROX TECHNOLOGY SERVICES
- XEROX ENGINEERING SYSTEMS
- XEROX CANADA LTD

une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public, conformément à la *Loi sur les contrats des organismes publics*, L.R.Q, c. C-65.1 (la LCOP). XÉROX CANADA LTÉE est donc inscrite au registre des entreprises autorisées tenu par l'Autorité.

Cette autorisation est valide pour une durée de trois ans, soit jusqu'au **14 juin 2018** et ce, sous réserve de l'émission d'une décision prononçant la suspension ou la révocation de cette autorisation en application de la LCOP.

Par ailleurs, nous vous rappelons que la LCOP et sa réglementation prévoient que vous avez l'obligation d'informer l'Autorité de toute modification aux renseignements transmis lors de la demande d'autorisation.

Québec
Place de la Cité, tour Cominar
2640, boulevard Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1
Téléphone : 418 525-0337
Télécopieur : 418 525-9512
Numéro sans frais : 1 877 525-0337

Montréal
800, square Victoria, 22e étage
C.P. 246, tour de la Bourse
Montréal (Québec) H4Z 1G3
Téléphone : 514 395-0337
Télécopieur : 514 873-3090

www.lautorite.qc.ca

Pour de plus amples informations sur vos obligations ou pour consulter le registre des entreprises autorisées, veuillez-vous référer à la section « Contrats publics » du site web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur, nos salutations distinguées.

Louis Letellier
Directeur des contrats publics et des entreprises de services monétaires

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service de l'approvisionnement , Direction

Dossier # : 1177632003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Direction
Objet :	Accorder à la firme XEROX Canada ltée, seul soumissionnaire conforme, un contrat de services professionnels pour la numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), pour une période de 3 ans, pour une somme de 1 551 068,44 $, taxes incluses (plus indexation selon l'IPC pour les années 2 et 3) – Appel d'offres public 17-16462 - trois (3) soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Validation du processus d'approvisionnement

FICHIERS JOINTS

17-16462 Det Cah Final.pdf
17-16462 _Tableau comité sélection.pdf
17-16462 intervention.pdf

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Robert NORMANDEAU
Agent d'approvisionnement
Tél : 514 868 3709

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-18

Richard DAGENAIS
Chef de section
Tél : 514 872-2608
Division : Service de l'approvisionnement

APPROVISIONNEMENT - INTERVENTION SUITE À UN APPEL D'OFFRES
ÉTAPES DU PROCESSUS D'APPEL D'OFFRES ET RÉSULTAT

Identification

No de l'appel d'offres : 17-16462

No du GDD : 1177632003

Titre de l'appel d'offres : Service de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR)

Type d'adjudication : Système de pondération excluant le prix (à deux enveloppes)

Déroulement de l'appel d'offres

Lancement effectué le : 23 - 10 - 2017

Ouverture originalement prévue le : 27 - 11 - 2017

Ouverture faite le : 27 - 11 - 2017

Date du comité de sélection : 19 - 12 - 2017

Nombre d'addenda émis durant la période : 3

Date du dernier addenda émis : 22 - 11 - 2017

Délai total accordé aux soumissionnaires : 34 jrs

Analyse des soumissions

Nbre de preneurs : 17

Nbre de soumissions reçues : 3

% de réponses : 17,65

Nbre de soumissions rejetées : 2

% de rejets : 66,67

Soumission(s) rejetée(s) (nom)	Motif de rejet: administratif et / ou technique
Ricoh Canada inc.	Pointage intérimaire inférieur à 70%
IMDS Canada inc.	Pointage intérimaire inférieur à 70%

Durée de la validité initiale de la soumission : 180 jrs

Date d'échéance initiale : 26 - 5 - 2018

Prolongation de la validité de la soumission de : 0 jrs

Date d'échéance révisée : 26 - 5 - 2018

Résultat final de l'appel d'offres - compte rendu des soumissions et octroi

Le(s) contrat(s) est (sont) octroyé(s) aux firmes cochées √ et les lots indiqués si traité par groupes ou contrats multiples

Nom des firmes	Montant soumis (TTI)	√	# Lot
Xérox Canada ltée	1 551 068,44 $	√	

Information additionnelle

1 preneur a soumissionné en tant que sous-traitant, 1 preneur :Centre de services partagés du Québec-Direction générale des acquisitions (DGACQ)_ Ne peut soumissionner, 2 firmes : spécifications demandées non rencontrées, 2 firmes : carnet de commandes de la firme est complet présentement,1 firme : délai de livraison hors d'atteinte, 1 firme :devis trop spécialisé, 1 firme : raison autre sans préciser, 1 firme: document d'AO commandé pour consultation seulement, 1 firme :service non offert

Préparé par : Robert Normandeau Le 4 - 1 - 2018

17-16462 - Service de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR)

FIRME	Présentation de l'offre 5%	Compréhension du mandat et de la problématique 15%	Approche proposée 20%	Capacité de production et échéancier 20%	Experience et expertise de la firme dans des travaux semblables 20%	Expérience et expertise du chargé de projets et de son équipe 20%	Pointage intérimaire total 100%	Prix $	Pointage final	Rang
Xérox canada ltée	4,25	12,88	17,25	16,50	18,00	17,25	86,1	1 551 068,44 $	0,88	1
Ricoh Canada inc.	2,88	9,75	12,25	11,50	12,75	11,50	60,6			Non conforme
IMDS Canada inc.	3,13	10,25	13,00	11,25	13,25	11,50	62,4			Non conforme
							-		-	
							-		-	

Agent d'approvisionnement	Robert Normandeau

Comité	
Date	mardi 19-12-2017
Heure	9h00
Lieu	255, boulevard Crémazie Est, Bureau 400 Montréal (Québec) H2M 1L5

Multiplicateur d'ajustement
10000

LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE D'APPEL D'OFFRES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Rechercher un avis

Exploité par CGI en partenariat avec Constructo pour le Secrétariat du Conseil du trésor du Québec.

Mes avis

Saisir un avis

- Information
- Description
- Classification
- Conditions
- Documents
- Modalités
- Résumé
- Addenda
- Liste des commandes
- **Résultats d'ouverture**
- Contrat conclu

Liste des commandes

Numéro : 17-16462

Numéro de référence : 1110673

Statut : En attente des résultats d'ouverture

Titre : Service de numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR)

	Organisation	Contact	Date et heure de commande	Addenda envoyé
○	BINATEK INC 7951, rue Vauban Montréal, QC, H1J2V1 NEQ : 1142443663	Madame INGRID YOLANY RUBIO QUINTERO Téléphone : 514 933-3326 Télécopieur : 514 933-3756	**Commande : (1353862)** 2017-10-24 10 h 02 **Transmission :** 2017-10-24 10 h 02	2840772 - 17-16462 Addenda N° 1 2017-11-02 16 h 38 - Courriel 2847322 - 17-16462 Addenda No. 2 2017-11-20 12 h 05 - Courriel 2848331 - 17-16462 Addenda N° 3 (devis) 2017-11-22 9 h 56 - Courriel 2848332 - 17-16462 Addenda N° 3 (bordereau) 2017-11-22 9 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

○	Braille Jymico Inc. 4545, 1re Avenue Charlesbourg, QC, G1H 2S8 http://www.braillejymico.com NEQ : 1143978014	Madame Anne-Julie Thibeault Téléphone : 418 624-2105 Télécopieur : 418 624-0994	**Commande : (1354379)** 2017-10-25 10 h 21 **Transmission :** 2017-10-25 10 h 21	2840772 - 17-16462 Addenda N° 1 2017-11-02 16 h 38 - Télécopie 2847322 - 17-16462 Addenda No. 2 2017-11-20 12 h 06 - Télécopie 2848331 - 17-16462 Addenda N° 3 (devis) 2017-11-22 9 h 57 - Télécopie 2848332 - 17-16462 Addenda N° 3 (bordereau) 2017-11-22 9 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Télécopieur Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
○	Centre de services partagés du Québec- Direction générale des acquisitions (DGACQ) 600, rue Fullum bureau 5.09 Montréal, QC, H2K 3L6 NEQ :	Monsieur Paul Maurice Téléphone : 514 864-2167 Télécopieur : 514 864-3943	**Commande : (1353755)** 2017-10-24 8 h 46 **Transmission :** 2017-10-24 8 h 46	Mode privilégié : Ne pas recevoir
○	Conseillers en Gestion et Informatique CGI inc. 1350, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage Montréal, QC, H3G 1T4 http://www.cgi.com NEQ : 1160358728	Monsieur Michel Blain Téléphone : 514 415-3000 Télécopieur : 514 415-3999	**Commande : (1353625)** 2017-10-23 15 h 35 **Transmission :** 2017-10-23 15 h 35	2840772 - 17-16462 Addenda N° 1 2017-11-02 16 h 38 - Courriel 2847322 - 17-16462 Addenda No. 2 2017-11-20 12 h 05 - Courriel 2848331 - 17-16462 Addenda N° 3 (devis) 2017-11-22 9 h

				56 - Courriel 2848332 - 17-16462 Addenda N° 3 (bordereau) 2017-11-22 9 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
○	F.D. Jul inc.. 3260, rue Watt bureau 109 Québec, QC, G1X4T5 http://www.fdjul.com NEQ : 1143300284	Monsieur Alain Giguere Téléphone : 418 446-5644 Télécopieur : 418 657-0000	**Commande : (1353732)** 2017-10-24 8 h 18 **Transmission :** 2017-10-24 8 h 18	2840772 - 17-16462 Addenda N° 1 2017-11-02 16 h 38 - Courriel 2847322 - 17-16462 Addenda No. 2 2017-11-20 12 h 05 - Courriel 2848331 - 17-16462 Addenda N° 3 (devis) 2017-11-22 9 h 56 - Courriel 2848332 - 17-16462 Addenda N° 3 (bordereau) 2017-11-22 9 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
○	IBM Canada ltée 140, Grande Allée Est 5e étage Québec, QC, G1R 5N6 http://www.ibm.com NEQ : 1165702128	Madame Gabrielle Savard Téléphone : 418 521-8257 Télécopieur : 418 523-6868	**Commande : (1353770)** 2017-10-24 9 h **Transmission :** 2017-10-24 9 h	2840772 - 17-16462 Addenda N° 1 2017-11-02 16 h 38 - Courriel 2847322 - 17-16462 Addenda

				No. 2 2017-11-20 12 h 06 - Courriel 2848331 - 17-16462 Addenda N° 3 (devis) 2017-11-22 9 h 56 - Courriel 2848332 - 17-16462 Addenda N° 3 (bordereau) 2017-11-22 9 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
○	IDnum Technologies 279, rue Soucy Matane, QC, G4W2E4 Http:\\www.idnum.ca NEQ : 1170555255	Monsieur Pierre Aubert. Téléphone : 418 429-8079 Télécopieur :	**Commande : (1353406)** 2017-10-23 11 h 20 **Transmission :** 2017-10-23 11 h 20	2840772 - 17-16462 Addenda N° 1 2017-11-02 16 h 38 - Courriel 2847322 - 17-16462 Addenda No. 2 2017-11-20 12 h 05 - Courriel 2848331 - 17-16462 Addenda N° 3 (devis) 2017-11-22 9 h 56 - Courriel 2848332 - 17-16462 Addenda N° 3 (bordereau) 2017-11-22 9 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
○	ImageNexx Inc.	Monsieur Pierre	**Commande**	2840772 - 17-

	4012, boulevard de la Côte Vertu Montréal, QC, H4R 1V4 NEQ : 1171312433	Lefebvre Téléphone : 1888 433-1285 Télécopieur :	**: (1354409)** 2017-10-25 10 h 47 **Transmission :** 2017-10-25 10 h 47	16462 Addenda N° 1 2017-11-02 16 h 38 - Courriel 2847322 - 17-16462 Addenda No. 2 2017-11-20 12 h 05 - Courriel 2848331 - 17-16462 Addenda N° 3 (devis) 2017-11-22 9 h 56 - Courriel 2848332 - 17-16462 Addenda N° 3 (bordereau) 2017-11-22 9 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
○	IMDS Canada 152, rue Notre-Dame Est suite 100 Montréal, QC, H2Y 3P6 http://www.imds-world.com NEQ : 1148820351	Monsieur Frédéric Cornu Téléphone : 514 842-6367 Télécopieur : 514 842-3380	**Commande : (1353643)** 2017-10-23 16 h 01 **Transmission :** 2017-10-23 16 h 01	2840772 - 17-16462 Addenda N° 1 2017-11-02 16 h 38 - Courriel 2847322 - 17-16462 Addenda No. 2 2017-11-20 12 h 05 - Courriel 2848331 - 17-16462 Addenda N° 3 (devis) 2017-11-22 9 h 56 - Courriel 2848332 - 17-16462 Addenda N° 3 (bordereau) 2017-11-22 9 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) :

				Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
○	Neopost Canada Limitee 150, rue Steelcase ouest Markham, ON, L3R 3J9 http://Neopost.ca NEQ : 1144294924	Monsieur Zachari Tourlas Téléphone : 514 331-3470 Télécopieur : 514 331-1243	**Commande : (1360087)** 2017-11-09 12 h 25 **Transmission :** 2017-11-09 12 h 25	2840772 - 17-16462 Addenda N° 1 2017-11-09 12 h 25 - Téléchargement 2847322 - 17-16462 Addenda No. 2 2017-11-20 12 h 05 - Courriel 2848331 - 17-16462 Addenda N° 3 (devis) 2017-11-22 9 h 56 - Courriel 2848332 - 17-16462 Addenda N° 3 (bordereau) 2017-11-22 9 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
○	Nimble information strategies inc. 1020, rue Bouvier Suite 400 Québec, QC, G2K0K9 NEQ : 1172680259	Monsieur Alain Brown Téléphone : 418 624-4939 Télécopieur : 905 477-7009	**Commande : (1354374)** 2017-10-25 10 h 17 **Transmission :** 2017-10-25 10 h 17	2840772 - 17-16462 Addenda N° 1 2017-11-02 16 h 38 - Courriel 2847322 - 17-16462 Addenda No. 2 2017-11-20 12 h 06 - Courriel 2848331 - 17-16462 Addenda N° 3 (devis) 2017-11-22 9 h 56 - Courriel 2848332 - 17-16462 Addenda

				N° 3 (bordereau) 2017-11-22 9 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
○	R3D Conseil Inc. 801, Grande Allée Ouest bureau 160 Québec, QC, G1S 1C1 http://www.r3d.com NEQ : 1145625696	Madame Marie-Eve Bergeron Téléphone : 418 682-3133 Télécopieur :	**Commande : (1353903)** 2017-10-24 10 h 39 **Transmission :** 2017-10-24 10 h 39	2840772 - 17-16462 Addenda N° 1 2017-11-02 16 h 38 - Courriel 2847322 - 17-16462 Addenda No. 2 2017-11-20 12 h 05 - Courriel 2848331 - 17-16462 Addenda N° 3 (devis) 2017-11-22 9 h 56 - Courriel 2848332 - 17-16462 Addenda N° 3 (bordereau) 2017-11-22 9 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
○	Ricoh Canada 2500, rue Jean-Perrin bureau 100 Québec, QC, G2C 1X1 http://www.ricoh.ca NEQ : 1140323792	Monsieur René Gendreau Téléphone : 418 845-6464 Télécopieur : 418 845-6433	**Commande : (1353867)** 2017-10-24 10 h 09 **Transmission :** 2017-10-24 10 h 09	2840772 - 17-16462 Addenda N° 1 2017-11-02 16 h 38 - Courriel 2847322 - 17-16462 Addenda No. 2 2017-11-20 12 h 05 - Courriel

				2848331 - 17-16462 Addenda N° 3 (devis) 2017-11-22 9 h 56 - Courriel 2848332 - 17-16462 Addenda N° 3 (bordereau) 2017-11-22 9 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
○	SERVICE DE GESTION DOCUMENTAIRE FRANCE LONGPRÉ INC 4455, 12 ième avenue C.P. 1285 Shawinigan, QC, G9P 4E8 NEQ : 1162006465	Madame FRANCE LONGPRÉ Téléphone : 450 471-8351 Télécopieur : 877 835-0459	**Commande : (1354560)** 2017-10-25 14 h 20 **Transmission :** 2017-10-25 14 h 20	2840772 - 17-16462 Addenda N° 1 2017-11-02 16 h 38 - Courriel 2847322 - 17-16462 Addenda No. 2 2017-11-20 12 h 05 - Courriel 2848331 - 17-16462 Addenda N° 3 (devis) 2017-11-22 9 h 56 - Courriel 2848332 - 17-16462 Addenda N° 3 (bordereau) 2017-11-22 9 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Courrier électronique
○	TACT Conseil 9855, rue Meilleur, bureau 200 Montréal, QC, H3L3J6 http://www.tactconseil.com NEQ : 1144960946	Monsieur Khalil Ibrahim Téléphone : 514 877-0373 Télécopieur	**Commande : (1353488)** 2017-10-23 12 h 41 **Transmission**	2840772 - 17-16462 Addenda N° 1 2017-11-02 16 h 38 - Courriel

		: 514 877-6199	: 2017-10-23 12 h 41	2847322 - 17-16462 Addenda No. 2 2017-11-20 12 h 06 - Courriel 2848331 - 17-16462 Addenda N° 3 (devis) 2017-11-22 9 h 56 - Courriel 2848332 - 17-16462 Addenda N° 3 (bordereau) 2017-11-22 9 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
○	Trigonix Inc 1501, rue Barré bureau 201 Montréal, QC, H3C 4J1 http://www.trigonix.com NEQ : 1142632661	Monsieur Bernard Bourgeois Téléphone : 514 874-0443 Télécopieur : 514 874-0339	**Commande : (1358975)** 2017-11-07 10 h 06 **Transmission :** 2017-11-07 10 h 06	2840772 - 17-16462 Addenda N° 1 2017-11-07 10 h 06 - Téléchargement 2847322 - 17-16462 Addenda No. 2 2017-11-20 12 h 06 - Courriel 2848331 - 17-16462 Addenda N° 3 (devis) 2017-11-22 9 h 56 - Courriel 2848332 - 17-16462 Addenda N° 3 (bordereau) 2017-11-22 9 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique

				Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)
○	Xerox Xerox Canada Ltd. 333 Preston Street Ottawa, ON, K1S 5N4 NEQ : 1141555566	Madame Lorraine Williams Téléphone : 613 783-5834 Télécopieur : 613 783-5914	**Commande : (1353493)** 2017-10-23 12 h 58 **Transmission :** 2017-10-23 12 h 58	2840772 - 17-16462 Addenda N° 1 2017-11-02 16 h 38 - Courriel 2847322 - 17-16462 Addenda No. 2 2017-11-20 12 h 06 - Courriel 2848331 - 17-16462 Addenda N° 3 (devis) 2017-11-22 9 h 56 - Courriel 2848332 - 17-16462 Addenda N° 3 (bordereau) 2017-11-22 9 h 56 - Téléchargement Mode privilégié (devis) : Courrier électronique Mode privilégié (plan) : Messagerie (Purolator)

Sélectionner Annuler

Le site officiel des appels d'offres du Gouvernement du Québec.

Les avis publiés sur le site proviennent des ministères et organismes publics, des municipalités, des organisations des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation.

Besoin d'aide?
Aide en ligne
Formation en ligne
Glossaire

Service clientèle
Grille des tarifs
Contactez-nous
Nouvelles

À propos
À propos de SEAO
Info sur Constructo
Conditions d'utilisation

Partenaires
Secrétariat du Conseil du trésor Québec

© 2003-2017 Tous droits réservés

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177632003

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions d'affaires -Institutionnelles , Direction
Objet :	Accorder à la firme XEROX Canada ltée, seul soumissionnaire conforme, un contrat de services professionnels pour la numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), pour une période de 3 ans, pour une somme de 1 551 068,44 $, taxes incluses (plus indexation selon l'IPC pour les années 2 et 3) – Appel d'offres public 17-16462 - trois (3) soumissionnaires.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1177632003 PTI.xls1177632003 - Contrat XEROX.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

François FABIEN
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0709

Pierre Blanchard
Conseiller budgétaire
(514) 872-6714

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-18

Gilles BOUCHARD
Conseiller budgétaire
Tél : 514 872-0962

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Service du greffe

Division des élections, du soutien aux commissions et de la réglementation
275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134
Montréal (Québec) H2Y 1C6

Commission permanente sur l'examen des contrats

La Commission :

Présidente

Mme Karine Boivin Roy
Arrondissement de Mercier – Hochelaga-Maisonneuve

Vice-présidentes

Mme Paola Hawa
Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Mme Émilie Thuillier
Arrondissement d'Ahuntsic-Cartierville

Membres

M. Christian Arseneault
Arrondissement de Côte-des-Neiges - Notre-Dame-de-Grâce

Mme Julie Brisebois
Village de Senneville

M. Luc Gagnon
Arrondissement de Verdun

Mme Fanny Magini
Arrondissement d'Outremont

M. Giovanni Rapanà
Arrondissement de Rivière-des-Prairies – Pointe-aux-Trembles

Mme Micheline Rouleau
Arrondissement de Lachine

M. Robert Samoszewski
Arrondissement de L'Île-Bizard – Sainte-Geneviève

Mme Lili-Anne Tremblay
Arrondissement de Saint-Léonard

Le 22 février 2018

Rapport d'examen de la conformité du processus d'appel d'offres - Mandat SMCE177632003

Accorder à la firme XEROX Canada ltée, seul soumissionnaire conforme, un contrat de services professionnels pour la numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), pour une période de 3 ans, pour une somme de 1 551 068,44 $, taxes incluses (plus indexation selon l'IPC pour les années 2 et 3) – Appel d'offres public 17-16462 - trois (3) soumissionnaires.

(ORIGINAL SIGNÉ)

Karine Boivin Roy
Présidente

(ORIGINAL SIGNÉ)

Pierre G. Laporte
Secrétaire recherchiste

Introduction

La Commission permanente sur l'examen des contrats s'assure de la conformité du processus d'appel d'offres à l'égard des contrats qui lui sont soumis et en fait état aux instances compétentes, avant l'octroi. Cette commission peut également proposer, le cas échéant, des améliorations au processus.

Les modalités de fonctionnement de la commission sont prévues dans le *Règlement sur la Commission municipale sur l'examen des contrats* (11-007) et le *Règlement sur la Commission d'agglomération sur l'examen des contrats* (RCG 11-008).

Les contrats examinés par la commission doivent répondre à certains critères fixés par les conseils. Ceux-ci ont fait l'objet de résolutions du conseil municipal (CM11 0202) et du conseil d'agglomération (CG11 0082).

Mandat SMCE177632003
Accorder à la firme XEROX Canada ltée, seul soumissionnaire conforme, un contrat de services professionnels pour la numérisation de factures avec reconnaissance de caractères (OCR), pour une période de 3 ans, pour une somme de 1 551 068,44 $, taxes incluses (plus indexation selon l'IPC pour les années 2 et 3) – Appel d'offres public 17-16462 - trois (3) soumissionnaires.

À sa séance du 17 janvier 2018, le comité exécutif a mandaté la Commission permanente sur l'examen des contrats d'étudier le présent contrat. Ce dossier répondait au critère suivant :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres et présentant un écart de plus de 20 % entre l'estimation interne effectuée pendant le processus d'appel d'offres et la soumission de l'adjudicataire.*

Le 7 février 2018, les membres de la Commission se sont réunis lors d'une séance de travail afin d'étudier la conformité du processus relativement au mandat confié. Des représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement ont répondu aux questions des membres de la Commission.

Les membres ont apprécié le fait que ce dossier visait à contribuer à l'amélioration de la gestion de la facturation, compte tenu de la réputation parfois peu enviable de la Ville en matière de paiement de ses fournisseurs à l'intérieur des délais impartis.

Ils ont bien compris que la numérisation des factures avec le système de reconnaissance de caractères (OCR) pourrait générer des économies pour la Ville en diminuant les tâches matérielles requises et en accélérant ainsi les paiements aux fournisseurs.

Les membres ont aussi noté que le Service avait opté pour une solution de type «logiciel libre», une approche qui correspond aux orientations de la Ville pour les années à venir.

Conclusion

À l'issue de ses travaux, la Commission permanente sur l'examen des contrats remercie les représentants du Service des technologies de l'information et du Service de l'approvisionnement pour leurs interventions au cours de la séance de travail de la Commission. La Commission adresse la conclusion suivante au conseil d'agglomération :

Considérant que le dossier soumis à l'examen répond aux critères établis par le conseil d'agglomération à savoir :

- *Contrat de services professionnels d'une valeur de plus de 1 M$ pour lequel une seule soumission conforme a été reçue suite à un appel d'offres.*

Considérant les renseignements qui ont été soumis aux membres de la commission;

Considérant les nombreuses questions adressées par les membres de la commission aux responsables du dossier;

Considérant l'analyse approfondie faite par les membres de la commission sur les nombreux aspects liés à ce dossier;

À l'égard du mandat SMCE177632003 qui lui a été confié, la Commission permanente sur l'examen des contrats constate, à l'unanimité, la conformité du processus tenu dans le cadre de ce dossier.

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.01

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1184922001

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 9 365 024,18 $, taxes incluses, pour l'acquisition de huit (8) camions échelles pour le combat d'incendie, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et « Aréo-feu ltée » (CG15 0354).

Il est recommandé :

1. d'autoriser une dépense de 9 365 024,18 $, taxes incluses, pour l'acquisition de huit (8) camions échelles pour le combat d'incendie, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et « Aréo-feu ltée » (CG15 0354).
2. d'imputer cette dépense, après avoir opéré le virement budgétaire requis, conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Cette dépense sera entièrement assumée par l'agglomération.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2018-01-19 12:00

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1184922001**

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Services de police et sécurité incendie
Projet :	-
Objet :	Autoriser une dépense de 9 365 024,18 $, taxes incluses, pour l'acquisition de huit (8) camions échelles pour le combat d'incendie, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et « Aréo-feu ltée » (CG15 0354).

CONTENU

CONTEXTE

Le 28 mai 2015, le conseil d'agglomération approuvait la conclusion d'une entente-cadre, d'une durée 5 ans, pour l'acquisition de 20 camions échelles. L'entente répondait à un besoin de standardisation des véhicules dédiés au combat d'incendie et s'inscrivait dans une démarche de gestion de la désuétude.
A ce jour, la Ville a acquis 5 des 20 camions échelles. Le présent dossier vise une autorisation de dépense pour l'achat de 8 nouveaux camions afin de remplacer autant de véhicules qui seront être mis au rancart pour cause de désuétude.

Ce dossier demande l'approbation du conseil d'agglomération car la dépense est liée à l'exercice d'une compétence d'agglomération supérieure à 500 000 $.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG15 0354 – 28 mai 2015 : Conclure avec Aréo-feu ltée, une entente-cadre d'une durée de 60 mois, pour la fourniture de 20 camions échelles (30 m) pour le combat d'incendie - Appel d'offres public 14-13433 (4 soumissionnaires - 3 conformes) (montant estimé de l'entente : 21 258 877,50 $). Autoriser une dépense de 4 652 017,27 $, taxes incluses et tous les frais incidents, pour l'acquisition de 4 camions échelles, conformément à la présente entente-cadre.

DESCRIPTION

Ce dossier vise une autorisation de dépense de 9 365 024,18 $, taxes incluses, pour l'acquisition de 8 camions à échelle aérienne d'une portée verticale nominale de 100 pieds, conformément aux dispositions de l'entente d'achat contractuelle 1049020 intervenue entre la Ville et « Aéro-feu ltée ».
Un camion échelle est un véhicule d'urgence équipé d'outils et équipements permettant de faire face à divers types d'interventions dont le combat d'incendie, les inondations, les sauvetages techniques, etc.

Garantie

Les camions seront sous la garantie de base de 12 mois à l'exception de certaines composantes pour lesquelles la Ville exige une durée plus longue. C'est notamment le cas pour la structure du camion (cabine et carrosserie) et pour la composante « échelle » dont la garantie est respectivement de 10 et de 20 ans.

Provisions

Un camion échelle est un véhicule de spécialité susceptible de faire l'objet d'une adaptabilité en cours de fabrication. L'ajout d'équipements sur des projets d'aménagement complexe est une pratique courante qui permet d'optimiser un véhicule en fonction de son usage prévu. L'article 25 des clauses administratives particulières de l'appel d'offres permet l'ajout d'options ou d'équipements autres que ceux spécifiés au devis technique dans la mesure où le coût de ceux-ci n'augmente pas de plus de 10 % le prix des camions, avant les taxes. Pour pallier aux imprévus de fabrication, le SMRA s'est prévalu de cette clause pour inclure un frais de contingence de 5 % (calculé sur le coût d'achat des 8 camions).

Conformément aux dispositions de l'entente, les prix seront indexés pour tenir compte de la fluctuation du taux de change entre la date d'ouverture des soumissions (4 mars 2015) et la date d'émission du bon de commande. La dépense a été bonifiée de 5 % pour tenir compte des coûts supplémentaires qui pourraient être engendrés par la variation du taux de change. Cette bonification a été calculée sur le coût total d'acquisition, soit le coût d'achat des camions et de sa contingence pour les modifications en cours de fabrication.

Résumé des coûts d'acquisition

Description	Coût (taxes incluses)
Camion échelles (8)	8 494 353,00 $
Provision 5% - modification en cours de fabrication	424 717,65 $
Provision 5 % - variation du taux de change	445 953,53 $
Total de la dépense :	**9 365 024,18 $**

JUSTIFICATION

Cet achat vise le remplacement de 8 camions échelles qui seront mis au rancart pour cause de désuétude. La liste des camions ciblés pour une mise au rancart est présentée en pièce jointe. Les camions seront retirés de l'inventaire à mesure que les nouveaux véhicules seront mis en service. Selon les normes du National Fire Protection Association (NFPA) et le Service d'inspection des assureurs incendie (SIAI), la durée de vie d'un camion échelle de première ligne est de 15 ans. L'âge des camions à remplacer se situe entre 24 et 26 ans. Les normes applicables pour une ville de l'ampleur de Montréal recommandent de ne pas excéder 15 ans de durée de vie pour les véhicules incendie. Au delà de cette durée de vie, les véhicules ne peuvent être opérés avec des capacités fonctionnelles optimales.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût maximal de ce contrat de 9 365 024,18 $, taxes et provisions incluses, sera assumé comme suit :
Un montant maximal de 8 551 516 $ (net de ristourne) sera financé par le règlement d'emprunt de compétence d'agglomération (RCG 16-018) destiné aux achats de véhicules et leurs équipements (projet 71080).

Cette dépense sera assumée à 100 % par l'agglomération en 2018.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La motorisation des camions échelle respecte les normes de l'Agence américaine de protection de l'environnement en matière de réduction des émissions polluantes dans l'air. Cet achat répond donc aux objectifs de la Ville en matière de développement durable.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Pour que le SIM soit en mesure d'assurer sa mission, il doit posséder un parc de véhicules dont l'état de la mécanique est sans reproche.
Ne pas remplacer un appareil qui a atteint sa durée de vie utile accentue le vieillissement du parc de véhicules de la Ville et augmente, de fait, les frais d'entretien et de réparation ainsi que les délais d'immobilisation.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Sans objet

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Émission du bon de commande: février 2018
- Livraison des camions: décembre 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

A la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Pierre-Luc STÉBEN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Jean-François LEMOINE, Service du matériel roulant et des ateliers
Richard LIEBMANN, Service de sécurité incendie de Montréal
Sylvie GIRARD, Service de sécurité incendie de Montréal

Lecture :

Richard LIEBMANN, 16 janvier 2018
Sylvie GIRARD, 12 janvier 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Lucie MC CUTCHEON
Agente de recherche

Tél : 514-868-3620
Télécop. : 514-872-1912

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-12

Simon DESRUISSEAUX
Chef de section

Tél : 514-872-1843
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude SAVAGE
Directeur
Tél : 514 872-1076
Approuvé le : 2018-01-17

Camion d'incendie échelles
Mise au rancart projetée

						Âge de l'appareil au moment de sa mise au rancart			
Appareil	Classification	Marque	Marque	Année	Niv	2018	2019	2020	2021
337-92015	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	FREIGHTLINER	FREIGHTLINER	1992	2FVN4PY93NV399632	26			
337-92016	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	FREIGHTLINER	FREIGHTLINER	1992	2FVN4PY95NV399633	26			
337-92017	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	FREIGHTLINER	FREIGHTLINER	1992	2FVN4PY97NV399634	26			
337-92018	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	FREIGHTLINER	FREIGHTLINER	1992	2FVN4PY99NV399635	26			
337-93175	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	E-ONE	E-ONE	1993	4ENBBBA84P1002793	25			
337-93176	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	E-ONE	E-ONE	1993	4ENBBBA86P1002794	25			
337-94180	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	SPARTAN	SPARTAN	1994	4S7AT9K05RC010465	24			
337-94182	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	SPARTAN	SPARTAN	1994	4S7AT9K09RC010470	24			
337-94183	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	SPARTAN	SPARTAN	1994	4S7AT9K00RC010468		25		
337-94184	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	SPARTAN	SPARTAN	1994	4S7AT9K02RC010469		25		
337-94185	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	SPARTAN	SPARTAN	1994	4S7AT9K09RC010466		25		
337-94186	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	SPARTAN	SPARTAN	1994	4S7AT9K00RC010471		25		
337-94187	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	SPARTAN	SPARTAN	1994	4S7AT9K02RC010472			26	
337-96048	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	SPARTAN	SPARTAN	1996	4S7AT9D08TC021271			24	
337-96049	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	SPARTAN	SPARTAN	1996	4S7AT9D0XTC021272			24	
337-96050	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	SPARTAN	SPARTAN	1996	4S7AT9D01TC021273			24	
337-96051	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	SPARTAN	SPARTAN	1996	4S7AT9D03TC021274				25
337-96401	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	SPARTAN	SPARTAN	1996	4S7AT9D02TC020620				25
337-97239	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	E-ONE	E-ONE	1997	4ENGBDA82V1007571				24
337-97355	CAMION INCENDIE ECHELLE HYDRAU.TYPE EURO	SPARTAN	SPARTAN	1997	4S7JX4296VC022706				24

Montréal

ENTENTE D'ACHAT CONTRACTUELLE

1049020
Ce numéro doit apparaître sur toute correspondance associée à ce document

Fournisseur NO : 114769	Adresse de livraison	Adresse de facturation
AREO-FEU LTEE **5205 RUE J-ARMAND BOMBARDIER** **LONGUEUIL,QC,J3Z 1G4** **Canada** **Contact: BENOIT SIMARD (450) 651-2240**	**0246-SAC-DMRA VEHICULES NEUFS** **2269 RUE VIAU** **MONTREAL, QC H1V 3H8** **Canada**	**Ville de Montréal** **85, rue Notre-Dame Est,** **bureau 3.100** **Montréal, QC H2Y 1B5** **Canada**

Dernière date approbation	Termes	F.A.B.	Condition de transport
29-MAI-2015	**Net 30 jours**	**Destination**	**Paye ou inclus**

Conditions générales

Entente valide jusqu'à concurrence d'une facturation totale de : $18,490,000.00
Date de début : 29-MAI-2015 Date de fin : 28-MAI-2020

Information(s) supplémentaire(s)

Numéro de référence à l'appel d'offres : 13433 « Le tout suivant les spécifications et le cahier des charges préparé par la Ville à ce sujet »
L'entente sera basée sur les prix unitaires soumis et leur durée sera pour une période de cinq
(5)
ans, sans limitation quant aux quantités ou valeurs monétaires exprimées.

Méthode d'indexation - La Ville évalue à 90 % la proportion de contenu étranger qui entre dans la fabrication et l'assemblage de chaque de camion-échelle.
Prix indexé =
(90 %) Prix de référence (1) X Indice du taux de change (2) + (10 %) Prix de référence

(1) Le prix de référence correspond au prix de la soumission.
(2) Indice du taux de change = Taux réel (2.1) US
Taux de référence (2.2) US

(2.1) Le taux réel correspond au dernier taux de change US/CAD publié à midi par la Banque du Canada à la date d'émission du bon de commande.

(2.2) Le taux de référence correspond au dernier taux de change US/CAD publié à midi par la Banque du Canada à la date de l'ouverture des soumissions.

Aucune indexation ne sera effectuée si les augmentations ou les diminutions du taux de change sont de l'ordre de deux pour cent (2 %) ou moins par rapport au taux de change de référence.

L'ajustement sera calculé et autorisé par le Service de l'approvisionnement ou par Service de

Acheteur		Devise
RENEE VEILLETTE **rveillette@ville.montreal.qc.ca**	**Téléphone : 514-872-1057** **Télécopieur : --**	**CAD**

Certificat du trésorier	Conditions	Taxes
Le numéro du bon de commande atteste que des crédits sont disponibles pour couvrir le coût des travaux ou articles énumérés ci-dessus.	- Tout paiement d'intérêt ou de frais d'administration sera refusé par la Ville. - Toute facture différente des prix de la présente commande sera refusée.	Les prix et le total indiqués n'incluent pas la T.P.S. et la T.V.Q.. Le fournisseur devra les indiquer distinctement sur sa facture, si applicables.

Conditions générales

sécurité incendie de Montréal selon les conditions précitées.

Les articles conformes aux exigences du présent appel d'offres doivent être livrés à l'adresse suivante :

Ville de Montréal
Service de sécurité incendie de Montréal
Division des ressources matérielles et immobilières
6650, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec) H1N 2E1

Le fournisseur désirant effectuer une livraison doit, pour ce faire, obtenir au préalable un rendez-vous du chef de division du Service de sécurité incendie de Montréal, au 514 872-4720.

Capacité de livraison et pénalité
Le fait, pour l'adjudicataire, d'effectuer la livraison dans un délai supérieur à celui mentionné précédemment sans avoir obtenu préalablement une dérogation auprès du représentant de la Ville est considéré comme un manquement à ses obligations et une pénalité sera alors appliquée.

La Ville demeure ouverte à une possible extension du délai s'il est fait preuve que le retard occasionné est hors du contrôle de l'adjudicataire. À cet effet, vous devez transmettre toute la correspondance justifiant le retard à l'agent d'approvisionnement, responsable du dossier ou au responsable de la gestion contractuelle.

En accord avec la clause 13. « Pénalité pour retard de livraison » des « Clauses administratives générales », le Directeur pourra appliquer une pénalité équivalente à un pour cent (1 %) par mois ou partie de mois (prorata) de retard à compter de la date prévue de livraison.

Pénalité applicable pour manquement aux conditions administratives

Si l'adjudicataire contrevient aux exigences du contrat, la Ville peut exiger et percevoir de l' adjudicataire des dommages équivalent à cinq cent dollars (500 $) hebdomadairement pour chaque manquement à l'un ou l'autre des articles administratifs du présent cahier des charges, et ce, à titre de pénalité.

En cas de manquement aux exigences du contrat, un avis écrit sera transmis à l'adjudicataire demandant des explications sur la situation et les moyens envisagés pour y remédier.

Suite aux communications, et advenant une non-résolution de la situation, avec un commun accord, elles pourront être déduites d'un prochain paiement dû à l'adjudicataire.

Pénalité applicable pour manquement aux éléments des critères présentés dans la proposition d' évaluation

Le contrat est octroyé en fonction de l'analyse de chaque critère qualitatif présenté dans la proposition. Ces critères démontrent la capacité de l'adjudicataire à répondre aux attentes de la Ville à chacun des éléments des critères d'évaluation pour la durée du contrat.

De ce fait, en cours de contrat, s'il y a des manquements à certains éléments de la proposition, un avis écrit sera transmis à l'adjudicataire demandant des explications sur la situation et les
Garantie d'exécution de contrat

Conditions générales

Pour la durée de l'entente, lors de la réception d'un bon de commande l'adjudicataire devra fournir dans les dix (10) jours suivants, un cautionnement d'exécution en faveur de la ville représentant 50 % de la valeur du bon de commande excluant les contingences, selon le modèle joint aux documents d'appels d'offres.

Immatriculation

Dans le but de permettre l'immatriculation du véhicule, lors de la livraison du véhicule l' adjudicataire devra fournir l'Attestation Transaction Avec un Commerçant (ATAC) et la Description Véhicule neuf (DVN) ou certificat d'origine.

24. Traitement des avis de sécurité ou rappel des constructeurs de véhicules et d'équipements

Lors de l'enregistrement de la transaction de vente auprès du manufacturier, l'adjudicataire à l' obligation de s'assurer de l'adresse de transmission de l'information.
Tous les avis ou rappels doivent parvenir à l'adresse suivante :

Service du matériel roulant et des ateliers
A/S Rappel Véhicule
2269, rue Viau
Montréal (Québec) H1V 3H8
Téléphone: 514 872-3680
Télécopieur: 514 872-1912

Équipements supplémentaires

Dans l'exécution du contrat, il pourrait être requis d'ajouter des équipements supplémentaires, qui doivent être acquis ou installés localement par le distributeur.

Ces équipements feront l'objet d'une négociation spécifique entre la Ville et le fournisseur. Ces ajouts ne doivent pas totaliser plus de 10 % du prix du véhicule avant les taxes.

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1184922001

Unité administrative responsable :	Service du matériel roulant et des ateliers , Direction , Division de la planification et du soutien aux opérations
Objet :	Autoriser une dépense de 9 365 024,18 $, taxes incluses, pour l'acquisition de huit (8) camions échelles pour le combat d'incendie, conformément à l'entente-cadre intervenue entre la Ville et « Aréo-feu ltée » (CG15 0354).

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

GDD 1184922001 - Acquisition camions échelles SIM.xlsx

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Pierre-Luc STÉBEN
Préposé au budget - Service des finances - Point de service HDV
Tél : 514 872-1021

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-16

Françoise TURGEON
Conseillère budgétaire

Tél : 514 872-0946
Division : Service des finances - Point de service HDV

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 30.02

2018/02/22
17:00

(1)

Dossier # : 1180029001

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Report du dépôt des états financiers 2017 au bureau du greffier, du 31 mars au 23 avril 2018, au plus tard

Autoriser le report du dépôt au bureau du greffier des états financiers vérifiés de l'exercice financier 2017 du 31 mars au 23 avril 2018, au plus tard.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2018-01-29 08:18

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1180029001**

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Report du dépôt des états financiers 2017 au bureau du greffier, du 31 mars au 23 avril 2018, au plus tard

CONTENU

CONTEXTE

L'article 91 de l'annexe C de la charte de la Ville, en regard des obligations du trésorier, indique ce qui suit : « Il doit déposer ces états financiers et rapports au bureau du greffier au plus tard le 31 mars à moins que, sur rapport du comité exécutif, le conseil ne lui accorde un délai additionnel qui ne doit pas excéder un mois.»

Bien que l'ensemble des travaux permettant de dresser les états financiers 2017 seront complétés tel que l'échéancier accepté par les auditeurs et le comité de vérification, le Service des finances désire reporter la publication officielle des états financiers 2017 du 31 mars au 23 avril 2017, au plus tard, afin de lui permettre de publier simultanément le document intitulé « Reddition de comptes financière 2017 ».

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0100 - 30 mars 2017 - Report du dépôt des états financiers 2016 au bureau du greffier, du 31 mars au 24 avril 2017, au plus tard.

CG16 0138 - 25 février 2016 - Report du dépôt des états financiers 2015 au bureau du greffier, du 31 mars au 18 avril 2016, au plus tard.

CG15 0166 - 26 mars 2015 - Report du dépôt des états financiers 2014 au bureau du greffier, du 31 mars au 27 avril 2015, au plus tard.

DESCRIPTION

Afin de permettre une reddition de comptes financière plus détaillée que celle présentée au rapport financier, le Service des finances produit à partir de l'année financière 2014 un document intitulé « Reddition de comptes financière ». Ce document permet de mettre en lumière l'utilisation qui est faite des sommes mises à la disposition des différentes unités d'affaires, tout cela en donnant une perspective de ces dépenses au fil des dernières années.

Afin de permettre la production simultanée de ce document avec la production du rapport financier 2017, le Service des finances après analyse des délais et de la charge de travail imposée par ce document, demande de reporter la date du dépôt du rapport financier au

bureau du greffier de la Ville du 31 mars au 23 avril 2018, au plus tard.

Ce changement ne modifie en rien les dates de dépôt du rapport financier 2017 au conseil municipal et au conseil d'agglomération qui demeurent respectivement les 23 et 26 avril 2018.

Afin d'éviter de reporter annuellement la date du dépôt du rapport financier annuel à une date autre que le 31 mars, et ce tel qu'exigé par la Charte de la Ville de Montréal, une démarche sera effectuée en 2018 auprès du Service du contentieux pour inclure dans les prochains amendements à la Charte, la modification concernant la date du dépôt du rapport financier.

JUSTIFICATION

Afin de permettre la production simultanée du document « Reddition de comptes financière 2017 » avec la production du rapport financier 2017, le Service des finances après analyse des délais et de la charge de travail imposée par ce document, demande de reporter la date du dépôt du rapport financier au bureau du greffier de la Ville du 31 mars au 23 avril 2018, au plus tard.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucun impact financier

DÉVELOPPEMENT DURABLE

S/O

IMPACT(S) MAJEUR(S)

S/O

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Amendement à la Charte de la Ville de Montréal afin de modifier la date du dépôt du rapport financier du 31 mars au 30 avril.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-26

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières

Tél : 514 872-2436
Télécop. : 514 872-8647

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Raoul CYR
Directeur - Comptabilité et informations financières
Tél : 514 872-2436
Approuvé le : 2018-01-26

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES

Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2018-01-27

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 30.03

2018/02/22 17:00

(2)

Dossier # : 1176469004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions numériques , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Corriger les aspects financiers dans le dossier faisant l'objet de la résolution CG18 0086 (25 janvier 2018)

Il est recommandé :
De corriger les aspects financiers dans le dossier faisant l'objet de la résolution CG18 0086 (25 janvier 2018) afin d'indiquer que les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget d'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2018-02-07 11:54

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 25 janvier 2018 Séance tenue le 25 janvier 2018	Résolution: CG18 0086

Autoriser une dépense additionnelle de 85 232,28 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat accordé à Innovative Interfaces Canada inc. (CM05 0283) afin de prolonger l'abonnement au produit ENCORE DISCOVERY pour une période de 3 ans, à compter du 1er juin 2017, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 942 723,26 $ à 2 027 955,54 $, taxes incluses / Approuver et ratifier un projet d'avenant no 3 à cet effet / Accorder et ratifier un contrat de gré à gré à Innovative Interfaces Canada inc. pour l'entretien des composantes et des licences de la suite Millennium supportant la technologie RFID, pour la période du 1er avril 2017 au 31 mars 2020, pour une somme maximale de 217 461,59 $, taxes incluses / Approuver le projet de convention à cette fin

Vu la recommandation du comité exécutif en date du 25 janvier 2018 par sa résolution CE18 0101;

Il est proposé par M. François Limoges

appuyé par M. Benoit Dorais

Et résolu :

1 - d'autoriser une dépense additionnelle de 85 232,28 $, taxes incluses, pour prolonger, à compter du 1er juin 2017, l'abonnement au produit ENCORE DISCOVERY pour une période de trois ans, dans le cadre du contrat accordé à Innovative Interfaces Canada inc. (CM05 0283), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 942 723,26 $ à 2 027 955,54 $, taxes incluses;

2 - d'approuver et ratifier le projet d'avenant no 3 à la convention entre la Ville de Montréal et Innovative Interfaces Canada inc. à cette fin;

3 - d'approuver, conformément à la loi, et ratifier le projet de convention de gré à gré entre la Ville et Innovative Interfaces Canada inc., pour l'entretien des composantes et des licences de la suite Millennium supportant la technologie RFID, pour la période du 1er avril 2017 au 31 mars 2020, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 217 461,59 $, taxes incluses, conformément à son offre de service en date du 28 août 2017 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

4 - d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel.

Un débat s'engage.

À 17 h 20, le porte-parole d'assemblée, M. François Limoges, propose de reporter à une phase ultérieure l'adoption de l'article 20.20 pour permettre d'apporter les clarifications nécessaires.

La proposition est agréée.

À 17 h 32, Le porte-parole d'assemblée rappelle l'article 20.20.

Adopté à la majorité des voix.

Dissidence : M. John Belvedere
M. Alex Bottausci
Mme Julie Brisebois
M. Georges Bourelle
M. Mitchell Brownstein
M. Robert Coutu
M. Michel Gibson
M. Mickey Max Guttman
Mme Paola Hawa
M. Beny Masella
M. Edgar Rouleau
M. Philippe Roy
Mme Maria Tutino
M. William Steinberg
Mme Christina M. Smith

20.20 1176469004

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 26 janvier 2018

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION **Dossier # :1176469004**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions numériques , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Corriger les aspects financiers dans le dossier faisant l'objet de la résolution CG18 0086 (25 janvier 2018)

CONTENU

CONTEXTE

Lors de l'adoption le 25 janvier 2018, par le Conseil d'agglomération du sommaire décisionnel 1176469004, la section des aspects financiers aurait dû se lire comme suit:

« Le coût du renouvellement de l'abonnement du produit ENCORE DISCOVERY, et le coût d'entretien des composantes et des licences de la suite Millenium (qui supportent la technologie RFID), seront imputés au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information comme suit :

Description	2017	2018	2019	Total
Abonnement produit Encore Discovery	28 410,76 $	28 410,76 $	28 410,76 $	85 232,28 $
Entretien de la suite Millenium (RFID)	73 167,33 $	72 147,13 $	72 147,13 $	217 461,59 $
Total	101 578,09 $	100 557,89 $	100 557,89 $	302 693,87 $

Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget d'agglomération.

En effet, la restructuration administrative effectuée en 2018, a généré des déplacements de dépenses de compétence locale vers des dépenses de compétence d'agglomération **et inversement**. Toute choses étant égale par ailleurs, ces déplacements ont modifié les budgets identifiés à chaque compétence sans pour autant que les activités opérationnelles reliées à ces budgets aient subi des modifications. Il convient donc de rétablir l'équilibre (des charges imputées à chaque compétence) qui prévalait avant la réorganisation. Cette correction s'est faite à travers le taux des dépenses mixtes d'administration de compétence d'agglomération qui est établi dans le règlement sur les dépenses mixtes. Le calcul de celui-ci pour le budget 2018, a donc été

révisé afin de neutraliser l'effet du transfert fiscal causé par la réorganisation administrative.

Ce taux est adopté par le conseil d'agglomération via le règlement RCG 06-054. (CG18 0033 - 25 janvier 2018 - Adopter le règlement modifiant le Règlement sur les dépenses mixtes.)

La méthodologie d'établissement de ce taux est conforme au travail réalisé en 2006 sur le sujet par le groupe de travail créé par la commission du conseil d'agglomération sur les finances et l'administration et formé de représentants des municipalités reconstituées et du Service des finances de la Ville de Montréal. Elle permet de maintenir l'équilibre fiscal des dépenses identifiées à l'agglomération lors de restructurations administratives de la Ville de Montréal.»

La phrase qui indiquait «Cette dépense sera assumée à 50,2 % par l'agglomération.» est donc supprimée.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information

000-0000
Tél :
Télécop. : 000-0000

Dossier # : 1176469004

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions numériques , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Harmoniser les échéances et contrats de Innovative Interfaces Canada inc. jusqu'en 2020 / Approuver, et ratifier, un projet d'avenant no 3 à la convention initiale intervenue entre Innovative Interfaces Canada inc. et la Ville de Montréal afin de prolonger l'abonnement au produit ENCORE DISCOVERY pour une période de 3 ans à compter du 1er juin 2017, pour une somme de 85 232,28 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 942 723,26 $ à 2 027 955,54 $, taxes incluses / Accorder, et ratifier, un contrat de gré à gré à Innovative Interfaces Canada inc. pour l'entretien des composantes et des licences de la suite Millennium supportant la technologie RFID, pour la période du 1er avril 2017 au 31 mars 2020, pour une somme maximale de 217 461,59 $, taxes incluses / Approuver le projet de convention à cette fin

Il est recommandé :

1. d'approuver, et ratifier, un projet d'avenant no 3 afin d'autoriser une dépense additionnelle de 85 232,28 $ taxes incluses, pour prolonger, à compter du 1er juin 2017, l'abonnement au produit ENCORE DISCOVERY pour une période de trois (3) ans, dans le cadre du contrat accordé à Innovative Interfaces Canada inc. (CM05 0283), majorant ainsi le montant total du contrat de 1 942 723,26 $ à 2 027 955,54 $, taxes incluses;

2. d'approuver, conformément aux dispositions de la loi, et ratifier, un projet de convention de gré à gré entre la Ville et Innovative Interfaces Canada Inc., pour l'entretien des composantes et des licences de la suite Millennium supportant la technologie RFID, pour la période du 1er avril 2017 au 31 mars 2020, aux prix de sa soumission, soit pour une somme maximale de 217 461,59 $, taxes incluses, conformément à son offre de service en date du 28 août 2017 et selon les termes et conditions stipulés au projet de convention;

3. d'imputer cette dépense conformément aux informations financières inscrites au dossier décisionnel. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense

ont été considérés dans l'établissement du taux de dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget de l'agglomération.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2018-01-08 10:43

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1176469004**

Unité administrative responsable :	Service des technologies de l'information , Direction Solutions numériques , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Harmoniser les échéances et contrats de Innovative Interfaces Canada inc. jusqu'en 2020 / Approuver, et ratifier, un projet d'avenant no 3 à la convention initiale intervenue entre Innovative Interfaces Canada inc. et la Ville de Montréal afin de prolonger l'abonnement au produit ENCORE DISCOVERY pour une période de 3 ans à compter du 1er juin 2017, pour une somme de 85 232,28 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 942 723,26 $ à 2 027 955,54 $, taxes incluses / Accorder, et ratifier, un contrat de gré à gré à Innovative Interfaces Canada inc. pour l'entretien des composantes et des licences de la suite Millennium supportant la technologie RFID, pour la période du 1er avril 2017 au 31 mars 2020, pour une somme maximale de 217 461,59 $, taxes incluses / Approuver le projet de convention à cette fin

CONTENU

CONTEXTE

Afin de soutenir les services en bibliothèques, la Ville de Montréal (Ville) a octroyé, en 2005, un contrat à la firme Innovative Interfaces Canada Inc. pour la fourniture du système intégré de gestion de bibliothèque Millennium et les services professionnels d'implantation associés. Ce contrat vient à échéance en 2020.
À la suite de l'octroi de ce contrat, la Ville a amendé le contrat en ajoutant des services de catalogue en ligne pour offrir des outils qui répondent aux besoins des utilisateurs pour une période de trois (3) ans. Ce produit (Encore Discovery), offert par la firme Innovative Interfaces Canada Inc., permet d'effectuer des recherches dans le catalogue du Réseau des bibliothèques publiques de Montréal, des réservations de documents et l'accès aux documents numériques.

Un second contrat a été octroyé de gré à gré à Innovative Interfaces Canada Inc. en 2013 pour l'implantation de la technologie RFID (technologie d'identification par radiofréquence). Cette nouvelle technologie a nécessité l'acquisition de licences d'utilisation et autres composantes de la suite Millennium, qui supportent cette technologie ainsi que le service d'entretien qui s'y rattache. La RFID est une technologie de plus en plus utilisée en bibliothèque. Elle permet d'installer des postes libre-service dans toutes les bibliothèques montréalaises, tels que les chutes à livres intelligentes et les robots de tri pour les documents retournés. Ainsi, les transactions de prêts peuvent être effectuées autant par les employés que par les usagers eux-mêmes, par l'entremise des équipements de libre-service

RFID. Les logiciels acquis depuis 2013 ont été déployés pour les comptoirs de prêts en libre-service, pour les portiques antivol, pour les chutes de retour et pour l'inventaire des collections.

La Ville souhaite amender le contrat actuel pour l'abonnement au produit Encore Discovery et renouveler le contrat pour l'entretien annuel des composantes de la suite Millennium qui supportent la technologie RFID jusqu'en 2020 et ainsi arrimer l'échéance de ces contrats avec l'échéance du contrat initial, valide jusqu'en 2020, pour les frais d'entretien du système de gestion documentaire Millennium. La révision du positionnement et de l'architecture des outils des bibliothèques, la révision des contrats et l'arrimage des dates d'échéance des contrats pour 2020, ont occasionnés des délais dans la présentation de ce dossier. Durant cette période, la Ville a continué à bénéficier des services de Innovatives Interfaces Canada inc.

Le présent dossier vise donc, dans un premier temps, à approuver, et ratifier, un projet d'avenant no 3 à la convention initiale intervenue entre Innovative Interfaces Canada inc. et la Ville de Montréal, afin de prolonger l'abonnement au produit ENCORE DISCOVERY pour une période de trois (3) ans, à compter du 1er juin 2017, pour une somme de 85 232,28 $, taxes incluses, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 942 723,26 $ à 2 027 955,54 $, taxes incluses. Le présent dossier vise également à accorder, et ratifier, un contrat de gré à gré à Innovative Interfaces Canada inc. pour l'entretien des composantes et des licences de la suite Millennium supportant la technologie RFID, pour la période du 1er avril 2017 au 31 mars 2020, pour une somme maximale de 217 461,59 $, taxes incluses, et à approuver un projet de convention à cette fin.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM13 0123 – 25 février 2013 : Accorder un contrat de gré à gré à Innovative Interfaces Canada Inc., pour la fourniture de licences et de composantes et l'entretien annuel de la suite Millennium, pour une durée de trois (3) ans d'entretien, soit pour une somme maximale de 756 682,24 $, taxes incluses, dans le cadre de l'implantation du système de gestion de bibliothèque Millennium/Approuver un projet de convention à cette fin.

CE13 0016 – 16 janv. 2013 : Autoriser le lancement des appels d'offres publics pour la fourniture des équipements et accessoires ayant la technologie RFID pour les bibliothèques et fournir, lorsque requis, les services d'entretien s'y rattachant, comme mentionné au dossier décisionnel, et d'approuver les critères de sélection et leur pondération, qui seront utilisés lors de l'évaluation des soumissions.

CM12 1001 – 19 novembre 2012 : Approuver un projet d'avenant no 2 à la convention intervenue entre Innovative Interfaces Canada inc. et la Ville de Montréal en 2010 (CM10 0599) visant l'augmentation du budget d'honoraires prévu à l'Annexe D à 84 723,93 $, taxes incluses, afin d'acquérir auprès de cette firme l'abonnement au produit Encore Discovery, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 857 999,33 $ à 1 942 723,26 $.

CM11 1031 - 20 décembre 2011 : Autoriser une dépense additionnelle de 16 553,33 $, taxes incluses, dans le cadre du contrat octroyé à Innovative Interfaces Canada inc. (CM05 0283) pour l'implantation de Millennium, système intégré de gestion documentaire des bibliothèques de Montréal, majorant ainsi le montant total du contrat de 1 841 446 $ à 1 857 999,33 $, taxes incluses/Approuver un projet de modification de convention à cet effet.

CM10 0599 - 24 août 2010 : Approuver un avenant à la convention intervenue entre Innovative Interfaces Canada inc. et la Ville de Montréal en 2005 (CM05 0283)/Autoriser une dépense annuelle de 271 496 $, plus les taxes applicables, pour les frais d'entretien du

système de gestion documentaire Millennium, pour une durée maximale de dix (10) ans à compter du 27 mars 2010.

CM05 0283 - 19 avril 2005 : Octroyer un contrat à la firme Innovative Interfaces Canada Inc. pour la fourniture du système intégré de gestion de bibliothèque Millennium et les services professionnels d'implantation associés, pour un montant de 1 841 446 $ (taxes incluses).

DESCRIPTION

Produit Encore Discovery :
Innovative Interfaces Canada Inc., notre fournisseur de système intégré de gestion documentaire, offre le produit ENCORE DISCOVERY. Il s'agit d'un outil de découverte qui inclut les fonctions suivantes :

· Recherche avec facettes	Les facettes permettent à l'usager de préciser de façon très conviviale le résultat d'une recherche.
· Contenu social	C'est l'enrichissement du catalogue par l'usager qui contribue en donnant son avis (« tagging », commentaire, appréciation) sur une oeuvre qu'il a consultée.
· Interface très visuelle	Résultats de recherche accompagnés d'imagettes.
· Intégration avec les applications mobiles	Tablettes et téléphones mobiles.
· Fonctions de découverte	Suggestions de lecture contextuelles, « tag cloud ».
· Fonction de partage	L'usager peut facilement partager le résultat d'une recherche sur les médias sociaux.
· Recherche fédérée	Permet à l'usager d'interroger de façon transparente des bases de données externes.

L'abonnement au produit ENCORE DISCOVERY inclut la maintenance et les mises à jour.

Entretien des composantes RFID :

Les logiciels de la suite libre-service de Millennium sont les suivants :

· Logiciel de prêt libre-service (Express Lane & Additional Stations)	Permet à l'abonné de faire lui-même l'emprunt de document et de consulter son dossier.
· Interface logicielle (Item Status API)	Permet de connaître le statut d'un livre sur les postes de prêt en libre-service.
· Protocole SIP2 (SIP2 Base + licenses)	Utilisé avec les robots de tri pour enregistrer une transaction dans le système Millennium.

· Système d'inventaire client (Circa Assistant RFID)	Permet aux employés de faire un inventaire des livres sur les étagères en utilisant la norme RFID.
· Système d'inventaire serveur (Circa Inventory)	Ce logiciel reçoit l'information de Circa Assistant RFID et compare l'inventaire avec la base de données.
· Réservation d'un volume (Volume Level Holds)	Permet de réserver un tome d'une série comportant plusieurs volumes.
· Application mobile du module de recherche (AirPAC)	Permet à l'abonné de faire des recherches de livres à partir d'un téléphone mobile ou d'une tablette.

L'entretien des composantes et des licences de la suite Millennium, supportant la technologie RFID, prévoit les mises à jour et le support des logiciels de la suite libre-service de Millennium.

JUSTIFICATION

L'octroi et la ratification de ces contrats permettra à la Ville, et particulièrement au Réseau des bibliothèques publiques de Montréal, de répondre aux attentes des Montréalaises et Montréalais en matière d'offres numériques.
Ces contrats sont accordés, de gré à gré, à Innovative Interfaces Canada Inc. puisqu'elle est la seule firme en mesure de fournir les services requis dans le cadre de ces projets, compte tenu des technologies utilisées actuellement. Les exceptions prévues aux articles 573.3 (6) (a) et (b) de la Loi sur les cités et ville, concernant les contrats accordés en gré à gré, s'appliquent à ce dossier.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le coût du renouvellement de l'abonnement du produit ENCORE DISCOVERY, et le coût d'entretien des composantes et des licences de la suite Millenium (qui supportent la technologie RFID), seront imputés au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information comme suit :

Description	2017	2018	2019	Total
Abonnement produit Encore Discovery	28 410,76 $	28 410,76 $	28 410,76 $	85 232,28 $
Entretien de la suite Millenium (RFID)	73 167,33 $	72 147,13 $	72 147,13 $	217 461,59 $
Total	101 578,09 $	100 557,89 $	100 557,89 $	302 693,87 $

Les dépenses seront assumées au budget de fonctionnement du Service des technologies de l'information. Les crédits budgétaires requis au financement de cette dépense ont été considérés dans l'établissement du taux des dépenses mixtes d'administration générale imputées au budget d'agglomération. Cette dépense sera assumée à 50,2 % par l'agglomération.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'abonnement à ces contrats est essentiel afin de maintenir des outils de recherche performants et assurer la continuité de la stratégie de prêt et de retour de documents en libre-service dans le Réseau des bibliothèques publiques de Montréal.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Approbation par le comité exécutif : 17 janvier 2018.
Approbation par le conseil municipal : 22 janvier 2018.
Approbation par le conseil d'agglomération : 25 janvier 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Hui LI)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Olivier TACHÉ)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		ENDOSSÉ PAR	Le : 2017-08-29
Martine GÉLINAS Conseillère en analyse et contrôle de gestion		Richard GRENIER Directeur	
Tél :	514 872-8275	**Tél :**	438 998-2829

Télécop. : 514 280-9109 **Télécop. :**

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Richard GRENIER
Solutions numériques

Tél : 438 998-2829
Approuvé le : 2017-11-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Sylvain PERRAS
Directeur du service des technologies de l'information
Tél : 514 280-
Approuvé le : 2017-12-15

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.01

2018/02/22
17:00

(1)

Dossier # : 1173302006

Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Adoption du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de remise d'amendes et de frais afin de déléguer au comité exécutif de la Ville de Montréal la décision d'autoriser ou de refuser d'effectuer la remise, en tout ou en partie, de l'amende et des frais relatifs à une poursuite pénale intentée devant la cour municipale de la Ville de Montréal.

Il est recommandé d'adopter le Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de remise d'amendes et de frais afin de déléguer au comité exécutif de la Ville de Montréal la décision d'autoriser ou de refuser d'effectuer la remise, en tout ou en partie, de l'amende et des frais relatifs à une poursuite pénale intentée devant la cour municipale de la Ville de Montréal.

Signé par Benoit DAGENAIS **Le** 2017-12-08 17:20

Signataire : Benoit DAGENAIS

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Services institutionnels

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1173302006**
Unité administrative responsable :	Service des affaires juridiques , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Cour municipale
Projet :	-
Objet :	Adoption du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de remise d'amendes et de frais afin de déléguer au comité exécutif de la Ville de Montréal la décision d'autoriser ou de refuser d'effectuer la remise, en tout ou en partie, de l'amende et des frais relatifs à une poursuite pénale intentée devant la cour municipale de la Ville de Montréal.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cours normal du traitement des dossiers à la cour municipale, les procureurs de la Direction des poursuites pénales et criminelles du Service des affaires juridiques de la Ville de Montréal (DPPC) sont appelés régulièrement à évaluer la possibilité de retirer des constats d'infraction lorsque des faits et circonstances justifient un abandon de la poursuite. En certaines occasions, il peut arriver que le temps de traitement et d'analyse par les procureurs de la DPPC puisse être de plusieurs semaines, notamment en raison de la nécessité d'obtenir des informations supplémentaires auprès des services émetteurs avant de prendre une décision de maintenir ou de retirer le ou les constats en cause.
De façon exceptionnelle, il peut arriver que le ou les motifs de retrait soient communs à plusieurs défendeurs et que certains d'entre eux aient déjà payé l'amende et les frais au moment de l'annonce du retrait par la poursuite.

Dans ce contexte, la Ville de Montréal doit traiter des demandes ponctuelles de remboursement des amendes et des frais ainsi perçus de la part de défendeurs informés de la décision de la DPPC de retirer des constats.

Il n'existe, au Code de procédure pénale, aucune disposition autorisant la cour à ordonner un remboursement dans ce cas.

Cette prérogative appartient à la Ville par l'entremise de la *Loi sur les cours municipales:*

Article 84 alinéa 4 :

Seul le conseil de la municipalité à qui appartiennent l'amende et les frais a le droit de les remettre en tout ou en partie. La remise est faite en vertu d'une résolution adoptée par le vote affirmatif de la majorité des membres du conseil, sur demande qui lui est présentée par la personne tenue de payer l'amende et, le cas échéant, les frais. Le conseil peut

toutefois, dans son règlement intérieur, déléguer au comité exécutif de la municipalité la responsabilité de procéder à la remise de l'amende et des frais.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Adoption du Règlement intérieur du conseil d'agglomération sur la délégation de pouvoirs du conseil d'agglomération au comité exécutif en matière de remise d'amendes et de frais afin de déléguer au comité exécutif de la Ville de Montréal la décision d'autoriser ou de refuser d'effectuer la remise, en tout ou en partie, de l'amende et des frais relatifs à une poursuite pénale intentée devant la cour municipale de la Ville de Montréal.

JUSTIFICATION

Il est suggéré, dans un souci d'efficacité administrative, de saine gestion et d'équité que le conseil d'agglomération délègue au comité exécutif son pouvoir particulier prévu à l'article 84 de la Loi sur les cours municipales.
Nous soulignons que le projet de règlement visé au présent sommaire décisionnel requiert la majorité des voix des membres qui représentent la municipalité centrale et la majorité des voix des membres qui représentent les villes liées (art. 16, décret concernant l'agglomération de Montréal 1229-2005).

1173302005 : Modifications au Règlement intérieur du conseil sur la délégation de pouvoirs au comité exécutif (Règlement 03-009) afin de déléguer au comité exécutif la décision d'autoriser ou de refuser d'effectuer la remise, en tout ou en partie, de l'amende et des frais relatifs à une poursuite pénale intentée devant la cour municipale de la Ville de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucun enjeu de communication en accord avec la Direction des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

René BOUCHER
Directeur des poursuites pénales et criminelles

Tél : 514 872-4381
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-07-28

René BOUCHER
Directeur des poursuites pénales et criminelles

Tél : 514 872-4381
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

René BOUCHER
Directeur des poursuites pénales et criminelles

Tél : 514 872-4381
Approuvé le : 2017-07-28

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Patrice GUAY
Directeur de service et avocat en chef de la Ville
Tél : 514 872-2919
Approuvé le : 2017-07-28

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG 17-XXX

RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION SUR LA DÉLÉGATION DE POUVOIRS DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION AU COMITÉ EXÉCUTIF EN MATIÈRE DE REMISE D'AMENDES ET DE FRAIS

Vu l'article 84 de la Loi sur les cours municipales (RLRQ chapitre C-72.01);

Vu l'article 16 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005, tel que modifié);

Vu l'article 34 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4);

À l'assemblée du _____ 2017, le conseil d'agglomération décrète :

1. Le conseil d'agglomération délègue au comité exécutif les pouvoirs suivants :

1° autoriser ou refuser d'effectuer la remise, en tout ou en partie, de l'amende relative à une poursuite pénale intentée devant la cour municipale pour une infraction à un règlement, une résolution ou une ordonnance résultant de l'exercice d'une compétence de l'agglomération de Montréal ou lorsque la loi lui en attribue la propriété, sur demande de la personne tenue de payer;

2° autoriser ou refuser d'effectuer la remise, en tout ou en partie, des frais relatifs à une poursuite pénale intentée devant la cour municipale de Montréal sur demande de la personne tenue de payer.

2. Un pouvoir délégué en vertu du présent règlement peut être délégué à un fonctionnaire ou un employé de la Ville en vertu de l'article 35 de la Charte de la Ville de Montréal (RLRQ, c. C-11.4).

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le _____.

GDD 1173302006

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 41.02

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1172748007

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Dépannage, remorquage et remisage des véhicules
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement modifiant le Règlement sur le remorquage des véhicules (03-098)

Il est recommandé :
D'adopter un Règlement modifiant le Règlement sur le remorquage des véhicules (03-098).

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2018-01-25 14:58

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1172748007**
Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Dépannage, remorquage et remisage des véhicules
Projet :	-
Objet :	Adopter un Règlement modifiant le Règlement sur le remorquage des véhicules (03-098)

CONTENU

CONTEXTE

En 2014, la Ville de Montréal a entrepris une réflexion sur les activités de remorquage pour mieux comprendre la gestion de ces activités sur le territoire de la Ville de Montréal. L'objectif était d'analyser tous les types de remorquage en présentant des enjeux et des recommandations liés à la gouvernance pour chaque type d'activité, et ce, pour optimiser et harmoniser l'encadrement des activités de remorquage sur le territoire.
Il est à noter que le remorquage est sous la responsabilité du Bureau du taxi de Montréal (BTM) depuis 2003.

En janvier 2016, la Ville de Montréal demandait le transfert de la responsabilité du remorquage au Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), notamment par l'application du règlement (03-098) intitulé « Règlement sur le remorquage des véhicules ». Or, la Loi augmentant l'autonomie et les pouvoirs de la Ville de Montréal, métropole du Québec (2017, chapitre 16) a été sanctionnée le 21 septembre 2017, laquelle a eu pour effet de modifier la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (chapitre E-20.001) pour faire du dépannage, remorquage et remisage des véhicules une compétence d'agglomération. À noter que cette compétence relevait, avant l'entrée en vigueur de cette loi, des conseils d'arrondissement, du conseil de la ville et du conseil d'agglomération selon la nature des activités de remorquage.

L'ensemble des activités de remorquage relève désormais de la compétence du conseil d'agglomération, ce qui comprend le remorquage :

· des véhicules abandonnés et en situation d'infraction de stationnement ;
· des véhicules stationnés sur les terrains privés sans le consentement du propriétaire ;
· des véhicules obstruant la circulation ou qui présentent un danger sur la voie

publique et finalement ;
· des véhicules en situation de délit.

Ainsi, le SPVM est à préparer les différents dossiers décisionnels qui seront présentés aux instances pour apporter les ajustements nécessaires à la suite du rapatriement des compétences en matière de remorquage au sein du conseil d'agglomération.

La standardisation et le service offert aux citoyens seront au premier plan de cette initiative, permettant d'uniformiser les contrats octroyés sur l'île de Montréal et de s'assurer de la capacité des compagnies de remorquage à offrir un service de qualité. La mise en place d'une règlementation claire et uniforme permettra aux villes de l'Agglomération et au SPVM de communiquer efficacement aux citoyens leurs droits dans le cadre d'un remorquage et d'en faciliter l'application.

Dès 2017, le SPVM entame des travaux pour le transfert d'expertise du BTM vers le SPVM pour la future équipe d'inspecteurs de remorquage. En mars 2017, une entente de service était signée entre le BTM et le SPVM afin d'assurer la transition dans la prise en charge des activités de remorquage par le SPVM et d'en préciser les modalités. Cette entente prend fin le 1er janvier 2018, après cette date, une nouvelle entente sera requise.

La modification demandée par le présent sommaire décisionnel vise une prise en charge rapide par le SPVM afin de bien saisir les enjeux avant de proposer une refonte du Règlement sur le remorquage des véhicules (03-098). Or, ce règlement prévoit que le directeur général du Bureau du taxi, les inspecteurs du Bureau du taxi ainsi que les policiers de la Ville sont chargés d'appliquer le règlement. Il y a donc lieu d'apporter les ajustements nécessaires aux définitions du Règlement 03-098 afin que les inspecteurs et le directeur du SPVM puissent appliquer la réglementation.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Aucune

DESCRIPTION

La modification du règlement demandée pour adoption ne vise que la définition du mot « inspecteur » afin de conférer ce pouvoir aux « inspecteurs du SPVM », et ce, dès l'approbation des instances.

JUSTIFICATION

En attente de la finalité des différents dossiers décisionnels, les inspecteurs du SPVM pourront appliquer la règlementation liée aux activités de remorquage.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Les inspecteurs du SPVM ne pourront pas appliquer la règlementation liée aux activités de remorquage.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Audiences et rencontres à prévoir avec l'industrie du remorquage

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Hiver 2018 - Rapatriement des activités de remorquage au SPVM
Printemps 2018 - Adoption d'un nouveau règlement sur le remorquage

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Evelyne GÉNÉREUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Diane GODIN, Service de police de Montréal

Lecture :

Diane GODIN, 11 décembre 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain SAUVAGEAU
C/s- application de la reglementation du stationnement

Tél : 514 872-6407
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-08

Alain GAGNON
Inspecteur Chef
Division du soutien aux opérations et patrouilles spécialisées

Tél : 514 280-3304
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Claude BUSSIÈRES

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin PRUD'HOMME

Directeur adjoint
Direction des services corporatifs
Tél : 514 280-6959
Approuvé le : 2018-01-05

Directeur

Tél :
Approuvé le : 2018-01-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1172748007

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , -
Objet :	Adopter un Règlement modifiant le Règlement sur le remorquage des véhicules (03-098)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir ci-joint le projet de règlement.

FICHIERS JOINTS

Règl. mod. Règlement sur le remorquage.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Evelyne GÉNÉREUX
Avocate - Droit public et législation
Tél : 514 872-8594

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-18

Véronique BELPAIRE
Avocate - Chef de division
Tél : 514 872-3832
Division : Droit public et législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LE REMORQUAGE DES VÉHICULES (03-098)

Vu les articles 118.83.1 et 118.85.1 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu les articles 80 et 81 de la Loi sur les compétences municipales (RLRQ, chapitre C-47.1);

Vu les articles 123 à 128 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec (RLRQ, chapitre C-11.4) et l'article 154 de l'annexe C de cette Charte;

À l'assemblée du _____ 2018, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. L'article 1 du Règlement sur le remorquage des véhicules (03-098) est modifié :

1° par le remplacement de la définition du terme « directeur » par la suivante :

« le directeur du service de police de la ville de Montréal (SPVM) ou son représentant »;

2° par l'ajout, dans la définition du terme « inspecteur », après le mot « Bureau », des mots « ou par le service de police de la ville de Montréal ».

4. Le deuxième alinéa de l'article 28 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« Cette grille tarifaire doit obligatoirement inclure le numéro de téléphone identifié par le directeur et porter la mention suivante en caractère suffisamment gros pour être lisible en tout temps de l'extérieur du véhicule côté passager :

« Copie de cette grille est disponible au SPVM. ».

_____

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le Devoir* le XXXXXXXXXXX 2018.

GDD : 1172748007

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 42.01

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1170603010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Adopter, en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment d'habitation en vue de permettre la construction d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 361 710, localisé entre la rue Hochelaga et la rue de Toulouse

IL EST RECOMMANDÉ :

De demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment d'habitation en vue de permettre la construction d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 361 710, localisé entre la rue Hochelaga et la rue de Toulouse.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-12-11 09:55

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Mercier
Hochelaga-Maisonneuve
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 5 décembre 2017	Résolution: CA17 27 0451

Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment d'habitation en vue de permettre la construction d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 361 710, localisé entre la rue Hochelaga et la rue de Toulouse.

Il est proposé par Pierre LESSARD-BLAIS

appuyé par Suzie MIRON

Et résolu :

De demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la *Charte de la Ville de Montréal*, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment d'habitation en vue de permettre la construction d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 361 710, localisé entre la rue Hochelaga et la rue de Toulouse.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

40.04 1170603010

Magella RIOUX
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 7 décembre 2017

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.01

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1170603010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment d'habitation en vue de permettre la construction d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 361 710, localisé entre la rue Hochelaga et la rue de Toulouse.

IL EST RECOMMANDÉ AU CONSEIL MUNICIPAL :

De demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment d'habitation en vue de permettre la construction d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 361 710, localisé entre la rue Hochelaga et la rue de Toulouse.

Signé par Jacques SAVARD **Le** 2017-11-28 14:36

Signataire : Jacques SAVARD

_____

Directeur d'arrondissement
Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1170603010**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Logement social et aide aux sans-abri
Projet :	-
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment d'habitation en vue de permettre la construction d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 361 710, localisé entre la rue Hochelaga et la rue de Toulouse.

CONTENU

CONTEXTE

Le Centre NAHA sollicite une autorisation en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal en prévision de démolir la résidence qu'il occupe depuis 2015, située sur le lot 1 361 710, et de construire, en lieu et place, un bâtiment d'habitation pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance, totalisant 28 unités de logements. Une demande a été déposée à cet effet par le requérant.

Selon les estimations fournies par l'architecte, compte tenu de l'ampleur des travaux nécessaires à la mise aux normes du bâtiment actuel, le projet de transformation exige une démolition, provoquant de ce fait, la perte des droits acquis de l'immeuble qui comporte plusieurs volets dérogatoires (taux d'implantation, usage, hauteur).

Ce projet d'habitation vise à fournir du logement social aux personnes défavorisées, réalisé par l'entremise de programme d'aide financière provenant de la Société d'habitation du Québec. La Direction de l'habitation de la Ville de Montréal est désignée comme étant le mandataire de la gestion pour le territoire de l'agglomération.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Description de l'organisme

Le Centre NAHA offre des services d'accueil, de soutien, d'accompagnement et d'hébergement à toute personne de sexe masculin, âgée de 35 ans et plus, se retrouvant

dans une situation de grande précarité, dans une perspective de stabilisation et de réinsertion sociale.

L'organisme dispense aussi de l'aide alimentaire et vestimentaire en plus d'offrir des articles domestiques aux personnes démunies.

Le Centre NAHA œuvre dans l'arrondissement depuis l'an 2000, ses locaux sont situés au 5995, rue Hochelaga. Les registres de l'arrondissement ne relèvent aucune plainte faisant référence à de mauvaises relations avec le voisinage depuis son arrivée dans le quartier.

Description de la propriété et du voisinage

La construction du bâtiment remonte à 1920. La propriété comprend aussi une annexe recouverte d'un parement métallique de couleur marron foncé, érigée sur un seul niveau, accessible à la fois par l'avant et par la ruelle. De la brique d'argile recouvre présentement la résidence.

De forme rectangulaire, le terrain en question couvre une superficie d'environ 399,1 mètres carrés.

Le bâtiment actuel présente plusieurs volets dérogatoires, à savoir :

- L'usage « maison de chambres » dans les secteurs d'habitation de catégorie H.1-3 (26 chambres);
- La hauteur en mètres, 10,3 au lieu de 7 mètres, et en étages, 3 au lieu de 2;
- Le taux d'implantation, plus de 70 %.

Le voisinage se caractérise par la présence de bâtiments d'habitation dont la hauteur peut varier entre un et trois étages. Les activités commerciales se concentrent davantage sur la rue Hochelaga.

Description du projet de remplacement

La nouvelle résidence comprend trois étages (10,63 m) érigée en mode contigu regroupant 28 logements. Le sous-sol regroupe la salle communautaire, les espaces à bureaux ainsi que les locaux de services (déchets, électricité, mécanique, buanderie, conciergerie). Son revêtement extérieur se compose principalement de briques d'argile modulaires métriques de couleur « raisin » et de clins de métal (anthracite), tandis que l'on retrouve un parement métallique gris clair au troisième étage et offert aussi en bleu aux niveaux inférieurs, avec quelques insertions de panneaux de teintes plus foncées. Le requérant propose des portes et fenêtres dans les teintes assorties (gris foncé).

Une porte cochère en acier galvanisé permet d'accéder à la cour intérieure accessible par la ruelle par le biais d'un passage piétonnier parcourant le corridor laissé par le décroché du bâtiment. L'aménagement des espaces extérieurs comprend des surfaces gazonnées et plantées avec un recouvrement de pavés alvéolés communiquant avec la salle communautaire.

Le requérant ne prévoit pas fournir de cases de stationnement pour son projet.

Règlement d'urbanisme

Le bâtiment résidentiel se trouve dans un secteur d'habitation de catégorie H.1-3 où le nombre de logements doit se limiter à trois unités. Le taux d'implantation maximum doit atteindre 70 %. La hauteur des immeubles peut varier entre un et deux étages sans jamais dépasser sept mètres. Les modes d'implantation sont régis par les règles d'insertion.

Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047)

Le plan prévoit une affectation résidentielle pour l'ensemble du site avec des paramètres de hauteur entre un et quatre étages. Les taux d'implantation faibles ou moyens doivent être considérés. La réalisation du projet de remplacement s'inscrit à l'intérieur de ces orientations.

Dérogations

L'analyse préliminaire du projet de remplacement permet d'identifier les dérogations suivantes :

- À la hauteur en étages et en mètres, 3 étages au lieu de 2, et 10,63 mètres au lieu de 7 mètres (article 9);
- Au pourcentage minimal de maçonnerie exigé pour une façade, inférieur à 80 % (article 81);
- À l'usage « résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance » dans les secteurs d'habitation de catégorie H.1-3 (article 124);
- Au nombre maximum de logements par immeuble, 28 unités au lieu de 3, dans les secteurs d'habitation de catégorie H.1-3 (article 141);
- Au nombre minimal d'unité de stationnement à fournir, aucune case au lieu de 7 (article 561);
- À l'obligation de fournir la moitié des unités de stationnement à l'intérieur pour les immeubles de 13 logements et plus, aucune case au lieu de 4 (article 565).

JUSTIFICATION

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises recommande favorablement la présente requête. À sa rencontre du 25 juillet 2017, le comité consultatif d'urbanisme s'est prononcé de façon préliminaire en faveur de la hauteur proposée dans une optique de densité et de vision sociale.

La Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises suggère d'assortir la présente demande d'autorisation des conditions suivantes :

- Soumettre l'émission des permis de construction et de transformation incluant aussi l'aménagement des espaces extérieurs à la procédure d'approbation prévue au Titre VIII du règlement d'urbanisme (PIIA);

- Fournir deux lettres de garantie bancaire irrévocable, l'une au montant de 202 900 $, laquelle pourra être libérée lorsque le programme de réutilisation du sol sera complété et conforme aux conditions de la résolution suite à des travaux réalisés à l'aide d'un permis valide et l'autre au montant de 2 500 $, émise aux mêmes termes, afin de s'assurer du parachèvement de l'aménagement des espaces extérieurs et pourra être encaissée par l'arrondissement à titre de pénalité.

À sa rencontre du 3 octobre 2017, le comité consultatif d'urbanisme s'est prononcé en faveur sans ajouter de conditions supplémentaires.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La nouvelle construction sera recouverte d'un toit blanc et comporte un pourcentage de 22 % d'éléments végétaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

- Résolution du conseil d'arrondissement pour recommander l'adoption du règlement;
- Adoption d'une résolution par le conseil municipal;
- Adoption d'un avis de motion et du projet de règlement en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 par le conseil d'agglomération;
- Adoption du règlement en vertu du paragraphe 4 de l'article 89 par le conseil d'agglomération;
- Parution d'avis public et entrée en vigueur du règlement.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

La présente demande déroge aux articles 9, 81,124,141, 561 et 565 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275), mais peut être traitée par l'entremise du conseil d'agglomération en recourant aux pouvoirs prévus au paragraphe 4 de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal.

Le Plan d'urbanisme de la Ville de Montréal (04-047) prévoit une affectation résidentielle pour l'ensemble du site avec des paramètres de hauteur entre un et quatre étages. Les taux d'implantation faibles ou moyens doivent être considérés. La réalisation du projet de remplacement s'inscrit à l'intérieur de ces orientations.

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Julie FORTIER)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Marthe BOUCHER, Service de la mise en valeur du territoire
Andrée LÉVESQUE, Service de la mise en valeur du territoire
Monique TESSIER, Service de la mise en valeur du territoire
Julie LINTEAU, Service de la mise en valeur du territoire

Lecture :

Julie LINTEAU, 27 novembre 2017
Marthe BOUCHER, 24 novembre 2017
Monique TESSIER, 24 novembre 2017
Andrée LÉVESQUE, 23 novembre 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Sylvain DECOSTE
Conseiller en aménagement

Tél : 514 872-6066
Télécop. : 514 872-2312

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-11-23

Réjean BOISVERT
Chef de division - Division de l'urbanisme

Tél : 514 872-9635
Télécop. : 514 872-2312

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Myriame BEAUDOIN
Directrice
Tél : 514 868-3906
Approuvé le : 2017-11-27

Comité consultatif d'urbanisme
CCU-2017-09

PROCÈS-VERBAL
Séance tenue le mardi, 25 juillet 2017, à 9 h
au 6854, rue Sherbrooke Est
à la salle de conférence des élu-es

4.1 AVIS DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

AVIS 27-CCU2017-1884

Objet : Avis préliminaire – Démolition du bâtiment d'habitation situé aux 2466-2468, rue Lacordaire, en vue de permettre la construction d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance

Endroit : Lot 1 361 710, localisé entre les rues Hochelaga et de Toulouse

Responsable du dossier : M. Sylvain Decoste, conseiller en aménagement

Synthèse des débats :

Les membres prennent connaissance du dossier et émettent les commentaires suivants :

- Le comité exprime que dans une optique de densité et de vision sociale, il est favorable à la hauteur proposée;
- Certains membres s'interrogent sur la non-conformité du nombre de cases de stationnement;
- Les requérants répondent que les résidents de cet immeuble n'utilisent pas de véhicule;
- Certains membres s'interrogent sur le nombre d'unités de stationnement pour vélo;
- Les requérants répondent que le nombre d'unités de stationnement pour vélo est conforme à la réglementation en vigueur et que celles-ci sont installées dans la cour intérieure afin de favoriser la circulation et l'intégration des résidents;
- Le comité exprime qu'il est favorable au changement de matériaux au 3^{e} étage puisqu'il permet d'atténuer la différence d'hauteur avec les immeubles voisins, mais que celui-ci doit être retravaillé.
- Le comité demande si le requérant a considéré l'option d'un retrait au 3^{e} étage afin de diminuer l'impact visuel du bâtiment;

- Les requérants répondent qu'un recul de 3 pieds a été considéré et que celui-ci permettrait de conserver le nombre de logements souhaités. Le recul d'une fois la hauteur n'est cependant pas une option, car il y aurait une perte de logements, donc moins de subvention ce qui pourrait mettre en péril la viabilité financière du projet. De plus, cette option est peu sécuritaire selon les requérants, car les résidents ont tendance à sortir par les ouvertures qui donnent accès à l'espace en retrait;
- Un membre exprime que le seul impact de ce projet est l'ombrage que le bâtiment peut apporter sur la cour commerciale du bâtiment voisin.

Comité consultatif d'urbanisme
CCU-2017-11

PROCÈS-VERBAL
Séance tenue le mardi, 3 octobre 2017, à 8 h 30
au 6854, rue Sherbrooke Est
à la salle 3 du conseil d'arrondissement

7.1 AVIS DU COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME

AVIS 27-CCU2017-1913

Dossier n° : 1170603010

Objet : Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition du bâtiment d'habitation, en vue de permettre la construction d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance

Endroit : 2466-2468, rue Lacordaire – Lot 1 361 710 entre les rues Hochelaga et Toulouse

Responsable du dossier : M. Sylvain Decoste, conseiller en aménagement

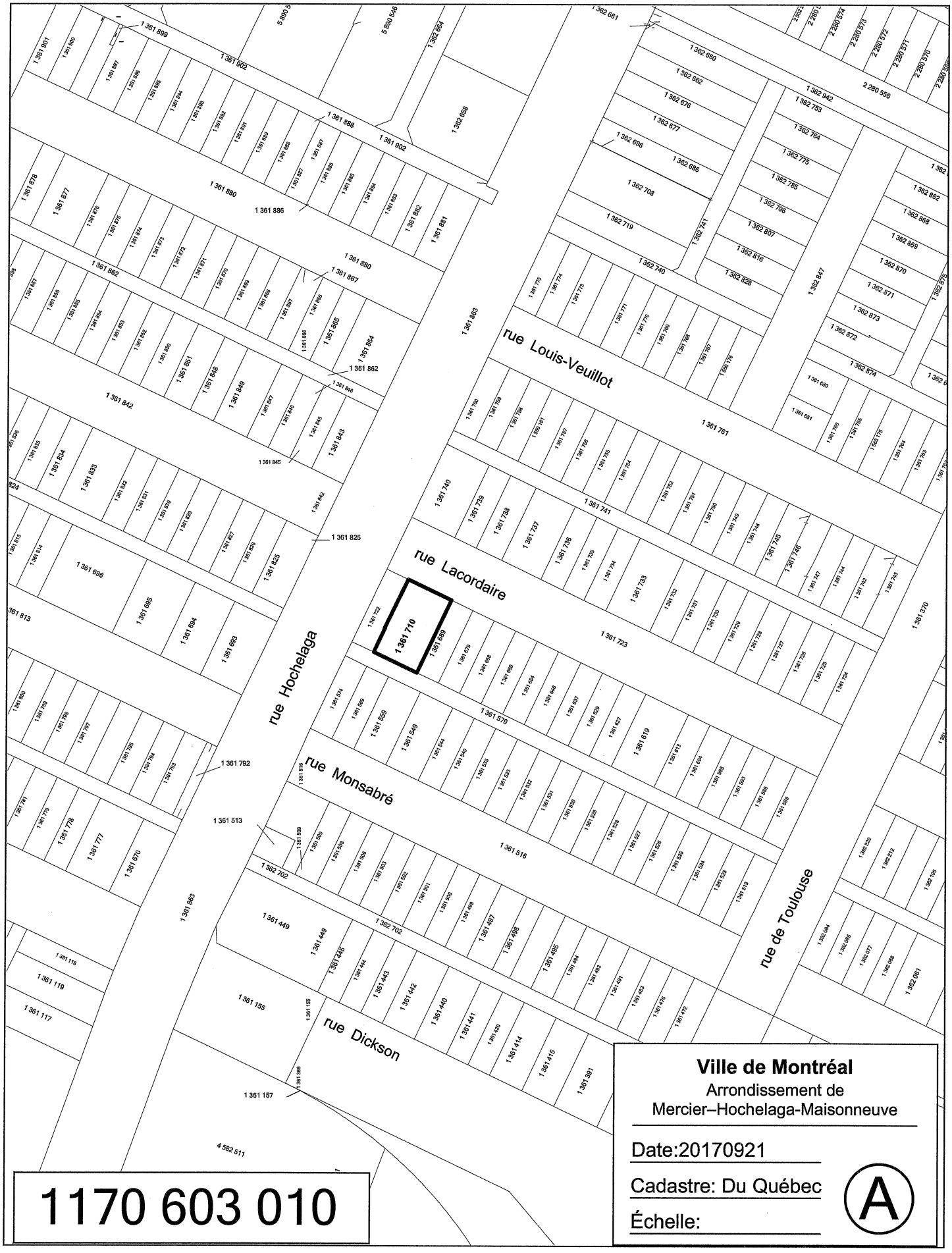
Recommandation du comité consultatif d'urbanisme :

CONSIDÉRANT QUE le projet de remplacement s'intègre adéquatement au milieu avoisinant sur le plan architectural.

DE RECOMMANDER AU CONSEIL D'ARRONDISSEMENT DE DONNER UNE SUITE FAVORABLE À LA DEMANDE AVEC LES CONDITIONS SUIVANTES :

- Soumettre à l'émission des permis de construction et de transformation incluant aussi l'aménagement des espaces extérieurs à la procédure d'approbation prévue au Titre VIII du règlement d'urbanisme (PIIA);
- Fournir deux lettres de garantie bancaire irrévocable, l'une au montant de 202 900 $, laquelle pourra être libérée lorsque le programme de réutilisation du sol sera complété et conforme aux conditions de la résolution suite à des travaux réalisés à l'aide d'un permis valide et l'autre au montant de 2 500 $, émise aux mêmes termes, afin de s'assurer du parachèvement de l'aménagement des espaces extérieurs et pourra être encaissée par l'arrondissement à titre de pénalité;
- Remplacer les garde-corps proposés en cour arrière par des garde-corps en acier galvanisé pré-peint en usine ou des garde-corps vitré ou même des garde-corps en aluminium soudé.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ


rue Louis-Veuillot
rue Lacordaire
rue Hochelaga
rue Monsabré
rue de Toulouse
rue Dickson
1 361 710
1 361 761
1 361 723
1 361 579
1 361 516
1 361 449
1 361 696
1 361 619
1 361 847
1 361 862
1 361 880
1 361 890
1 361 902
1 361 842
1 361 825
1 361 792
1 361 513
1 361 883
1 361 155
1 361 157
1 361 370
1 362 847
1 362 658
1 362 942
1 362 741
1 362 740
1 362 719
1 362 708
1 362 696
1 362 660
1 362 661
2 280 556
4 582 511
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20170921
Cadastre: Du Québec
Échelle:
A
1170 603 010



Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve

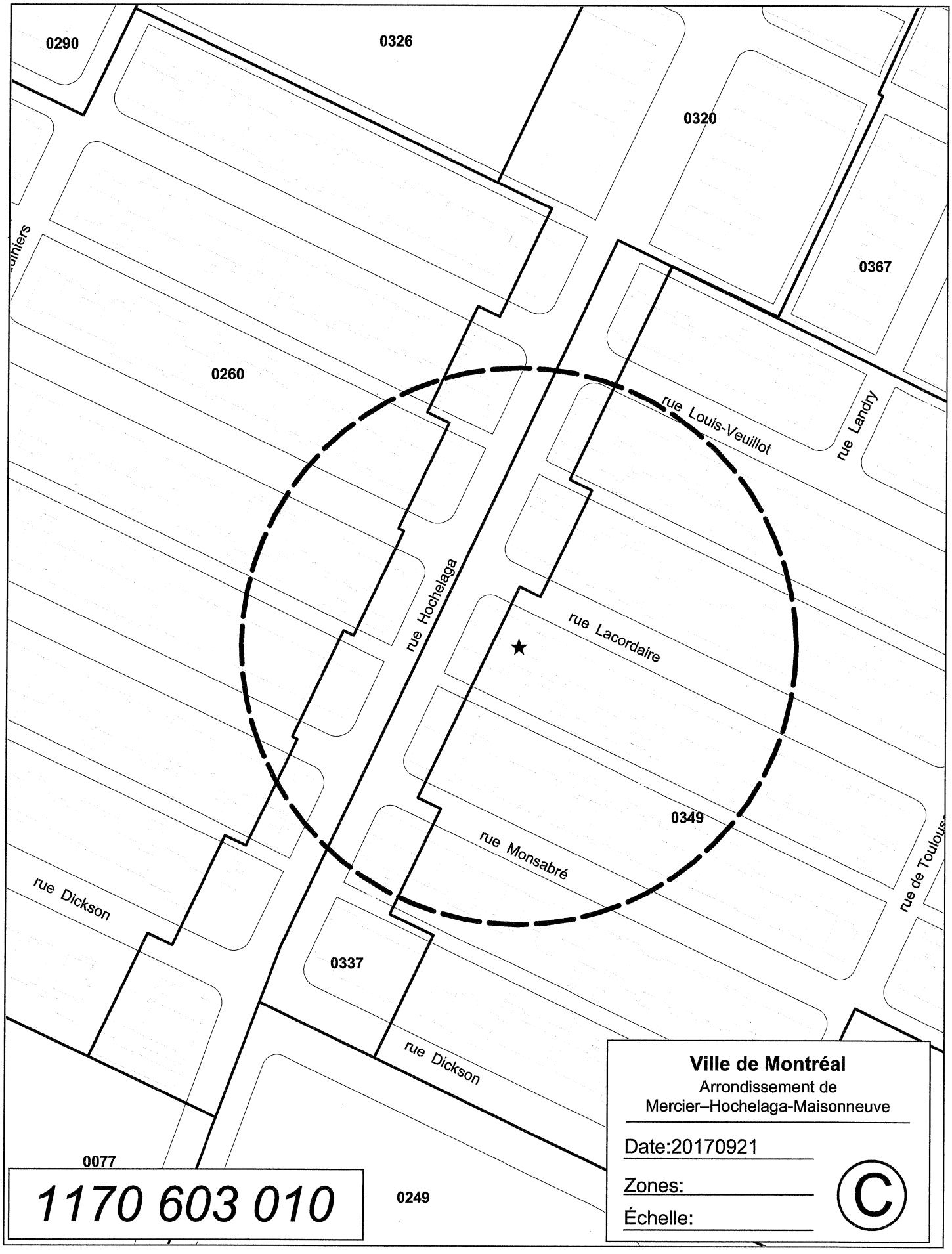
Date:20170921

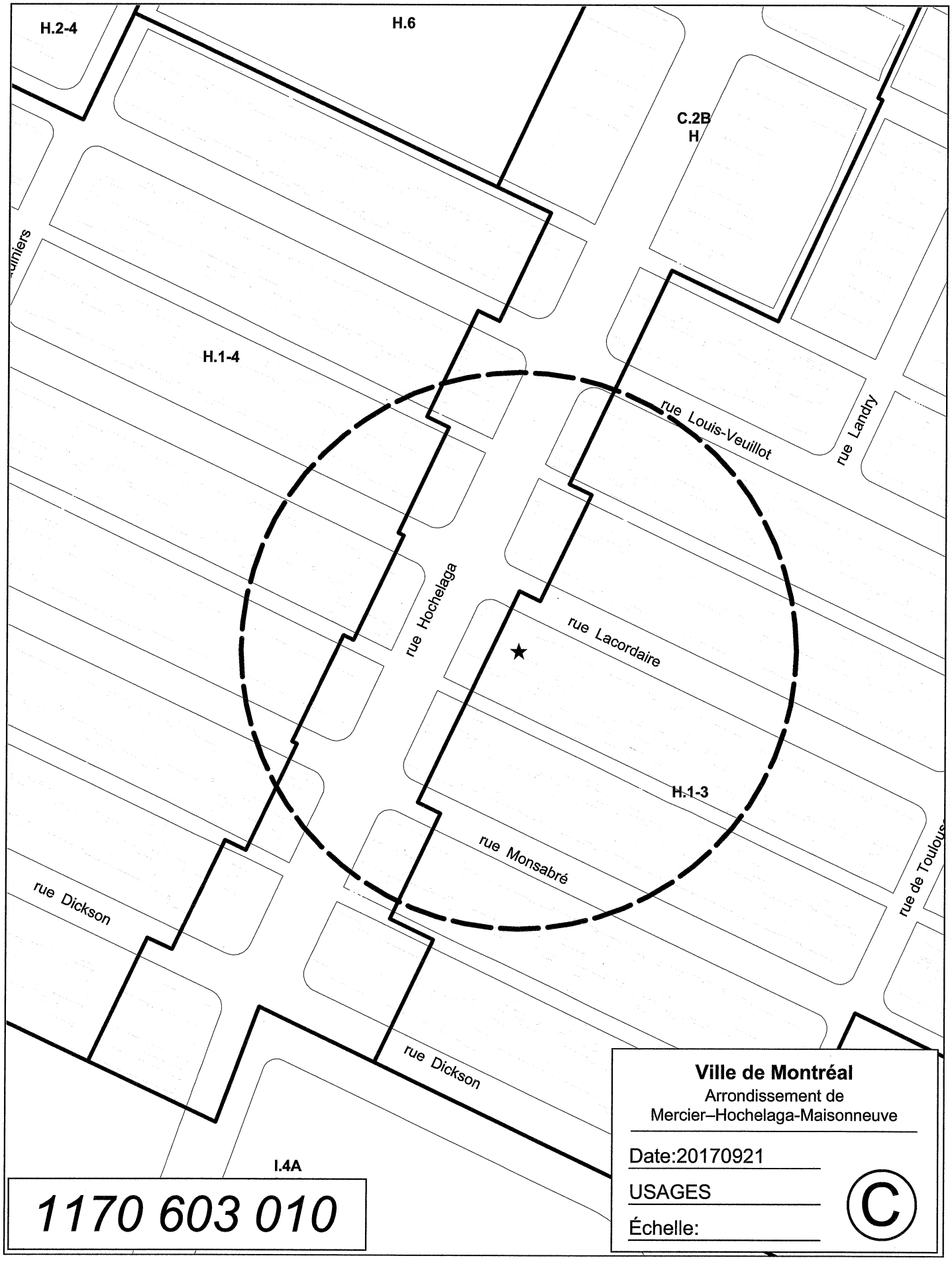
Utilisation du sol:

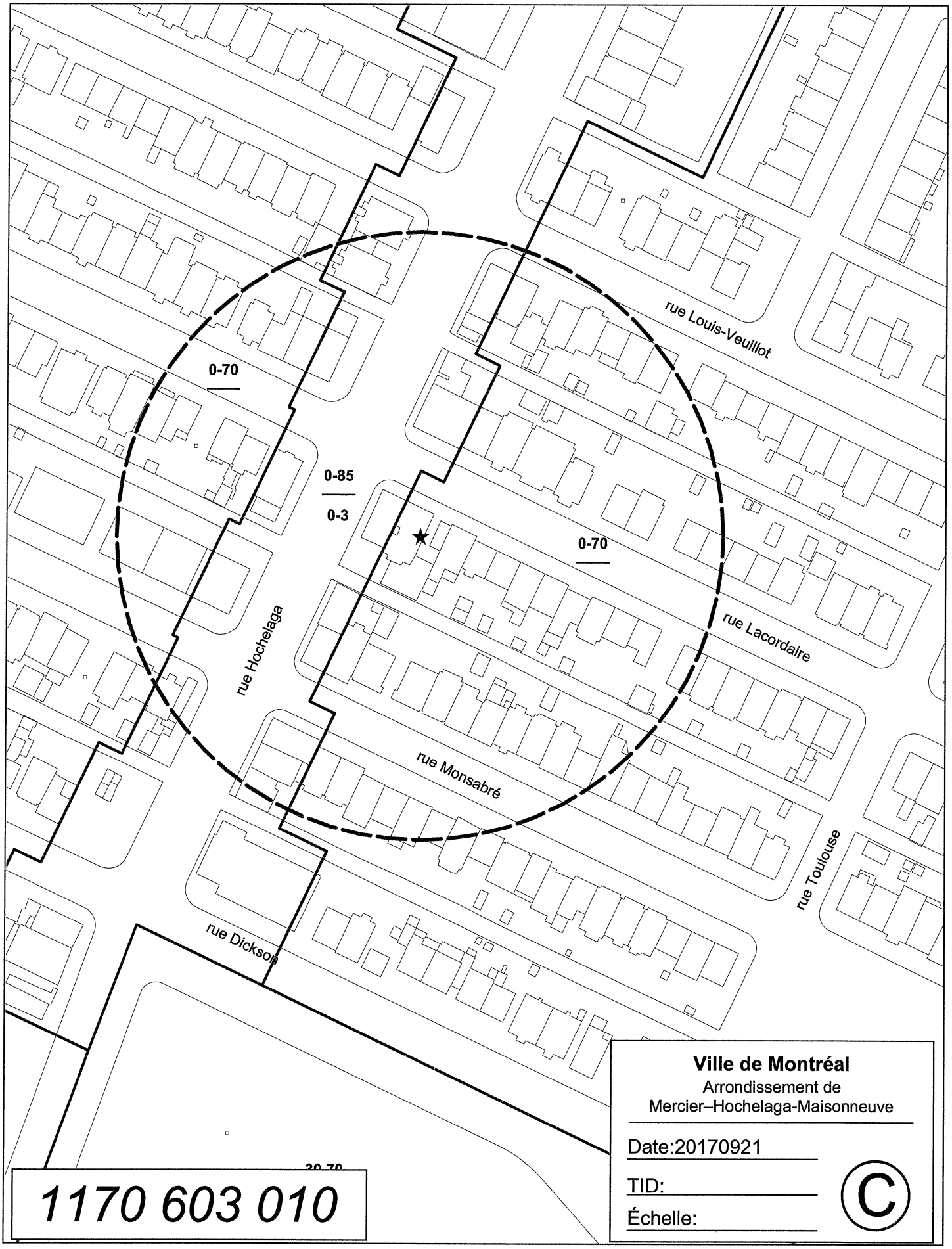
Échelle:

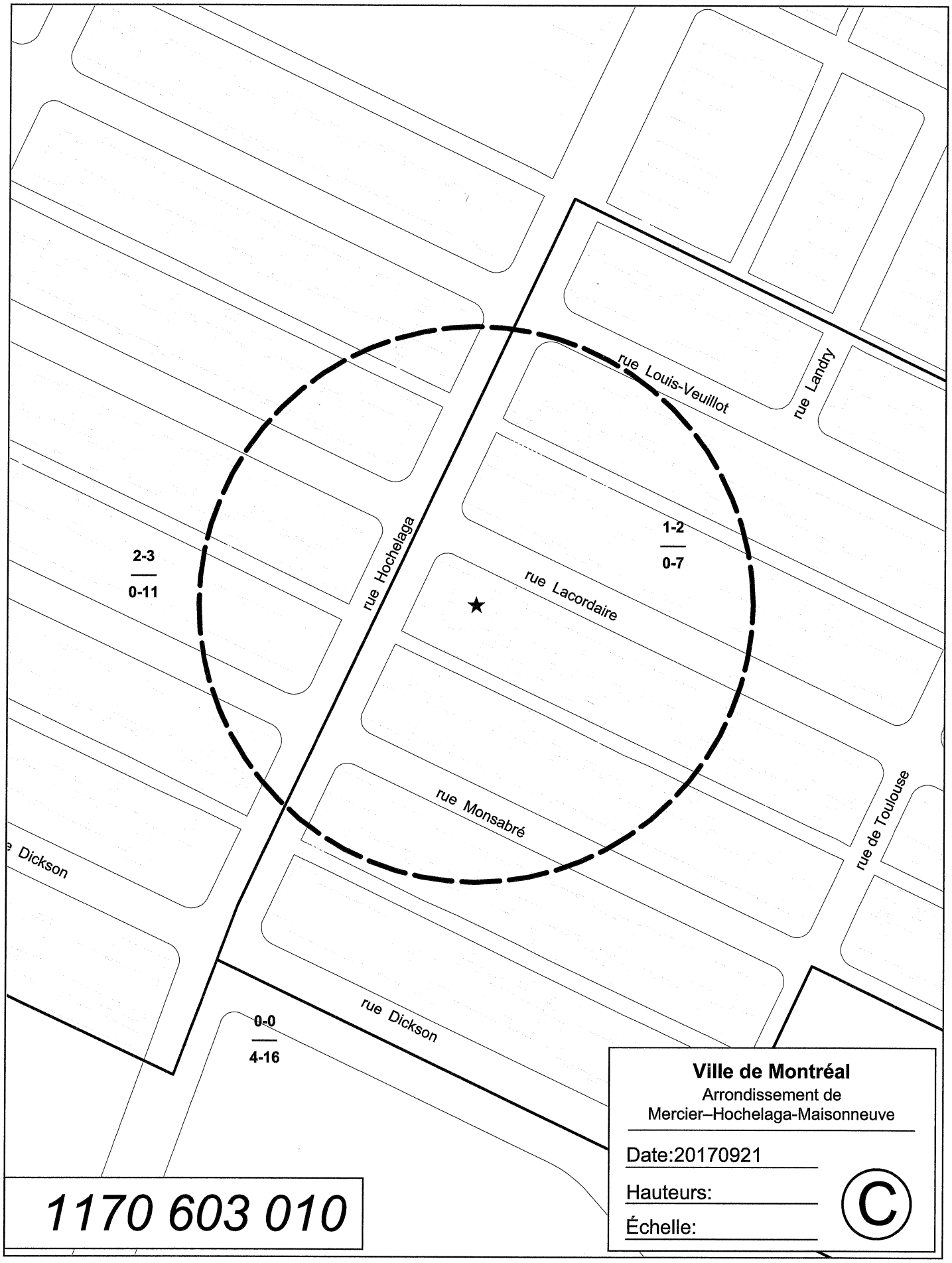
B

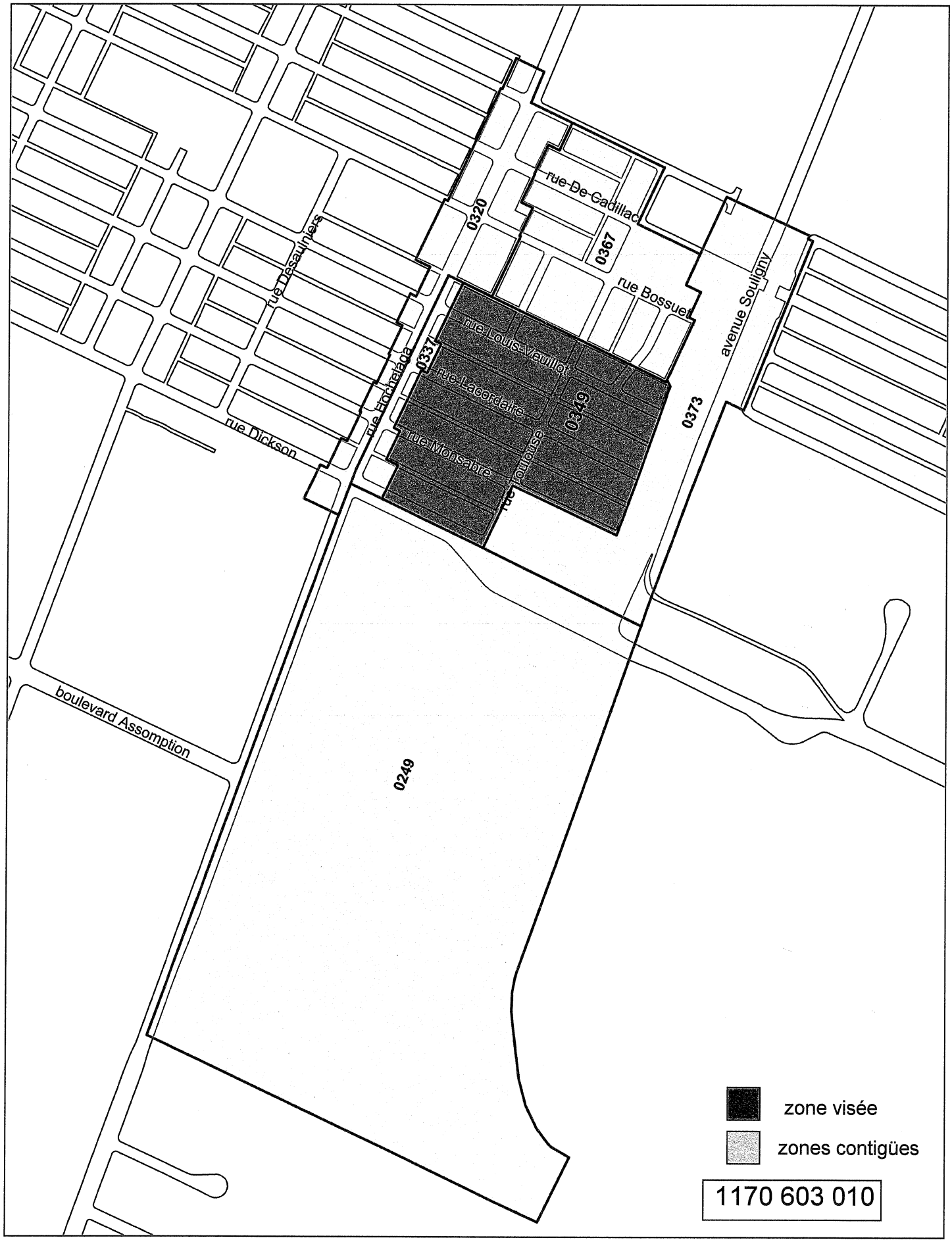
1170 603 010


0290
0326
0320
0367
0260
0349
0337
0077
0249
rue Louis-Veuillot
rue Landry
rue Hochelaga
rue Lacordaire
rue Monsabré
rue Dickson
rue Dickson
rue de Toulous
1170 603 010
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20170921
Zones:
Échelle:
C


H.2-4
H.6
C.2B
H
H.1-4
rue Louis-Veuillot
rue Landry
rue Hochelaga
rue Lacordaire
H.1-3
rue Monsabré
rue de Toulous
rue Dickson
rue Dickson
I.4A
1170 603 010
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20170921
USAGES
Échelle:
©


rue Louis-Veuillot
0-70
0-85
0-3
0-70
rue Hochelaga
rue Lacordaire
rue Monsabré
rue Toulouse
rue Dickson
1170 603 010
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20170921
TID:
Échelle:
©


rue Louis-Veuillot
rue Landry
rue Hochelaga
rue Lacordaire
rue Monsabré
rue de Toulouse
rue Dickson
e Dickson
2-3
0-11
1-2
0-7
0-0
4-16
Ville de Montréal
Arrondissement de
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve
Date:20170921
Hauteurs:
Échelle:
©
1170 603 010


rue De Cadillac
0320
0367
rue Bossuet
avenue Souligny
rue Louis-Veuillot
0337
rue Lacordaire
0349
rue Dickson
rue Toulouse
0373
rue Monsabré
boulevard Assomption
0249
zone visée
zones contigües
1170 603 010

Liste des zones visées et contigües

zone visée

NUMERO
0349

zones contigües

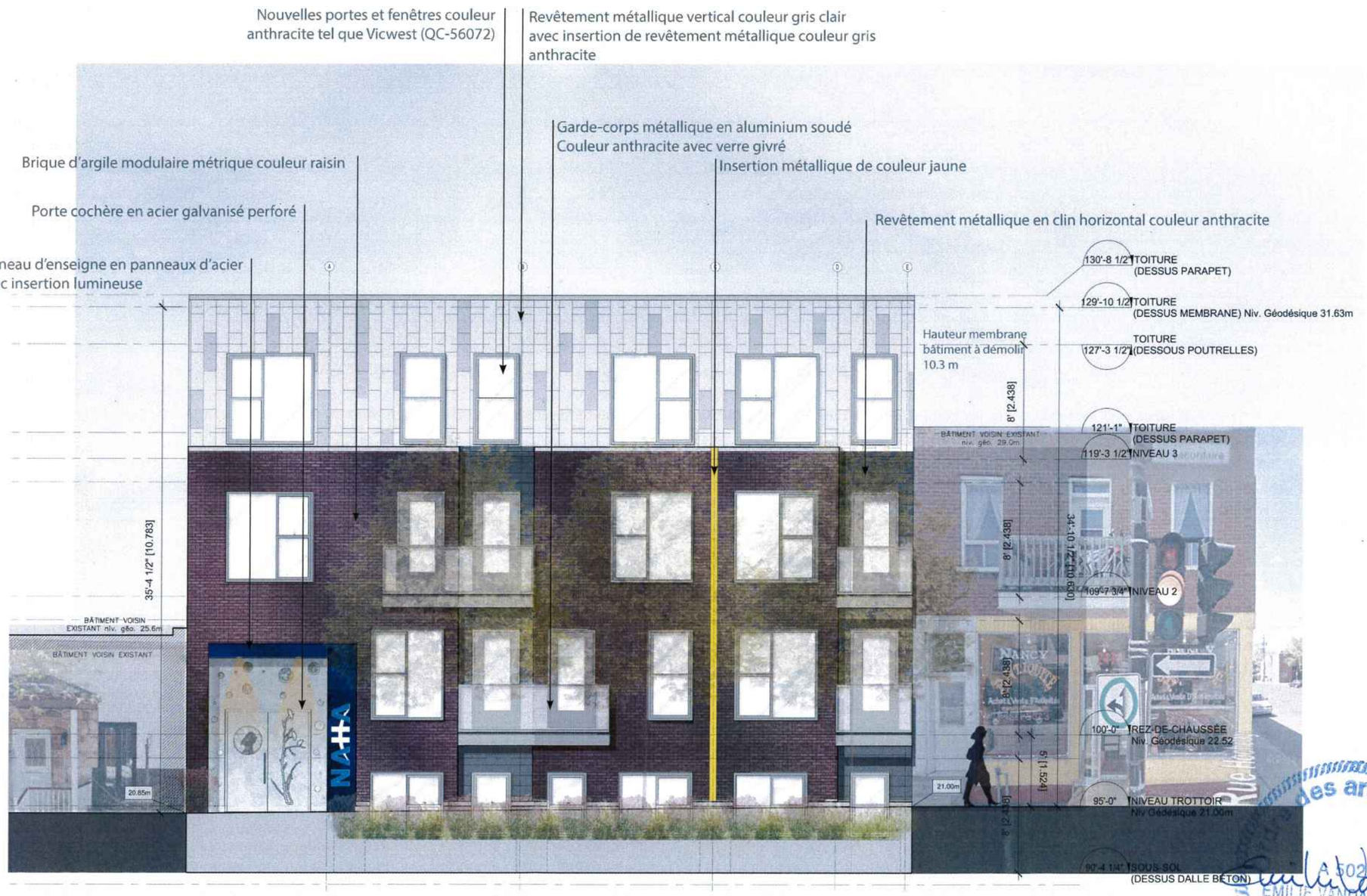
NUMERO
0249
0320
0337
0367
0373

1170 603 010

ÉLÉVATION PRINCIPALE



Façade en acier galvanisé perforée
Porte réalisée, projet Clermont,
Arrondissement Plateau Mont-Royal



Ordre des architectes du Québec
2022
EMILIE VANDAL-MICHAUD
ARCHITECTE

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1170603010

Unité administrative responsable :	Arrondissement Mercier - Hochelaga-Maisonneuve , Direction de l'aménagement urbain et des services aux entreprises , Division de l'urbanisme
Objet :	Demander au conseil d'agglomération d'adopter, en vertu du paragraphe 4, de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, un règlement autorisant la démolition d'un bâtiment d'habitation en vue de permettre la construction d'une résidence pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sur le lot 1 361 710, localisé entre la rue Hochelaga et la rue de Toulouse.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

Voir pièce jointe

FICHIERS JOINTS

Règlement autorisant la démolition, la construction et l'occupation d'un bâtiment 1170603010 (28-11-17).doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Julie FORTIER
Avocate
Tél : 514 872-6396

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-11-28

Véronique BELPAIRE
Chef de division
Tél : 514 872-4222
Division : Division du droit public et de la législation

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT LA DÉMOLITION, LA CONSTRUCTION ET L'OCCUPATION D'UN BÂTIMENT À DES FINS D'HÉBERGEMENT POUR PERSONNES AYANT BESOIN D'AIDE ET D'ASSISTANCE SITUÉ SUR LE LOT 1 361 710

Vu le paragraphe 4° du premier alinéa de l'article 89 de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, (RLRQ, chapitre C-11.4);

Vu le paragraphe 10° de l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

CHAPITRE I
TERRITOIRE D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique au lot numéro 1 361 710 du cadastre du Québec.

CHAPITRE II
AUTORISATION

2. Malgré la réglementation d'urbanisme applicable au territoire identifié à l'article 1, la démolition, la construction et l'occupation d'un bâtiment à des fins d'hébergement pour personnes ayant besoin d'aide et d'assistance sont autorisées conformément au présent règlement.

À ces fins, il est, notamment, permis de déroger aux articles 9, 81, 124, 141, 561 et 565 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

Toute autre disposition réglementaire non incompatible avec celles prévues au présent règlement continue de s'appliquer.

CHAPITRE III
DÉMOLITION

3. Toute demande de certificat d'autorisation de démolition doit être accompagnée d'une demande de permis de construction relative à une construction autorisée en vertu du présent règlement.

CHAPITRE IV
CONDITIONS

4. **S**euls les usages de la famille « Habitation » du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275) sont autorisés.

5. Le nombre maximum de logements est de 28.

6. Le nombre maximal d'étages est de 3.

7. La hauteur maximale du bâtiment est de 10,73 mètres.

8. Un plan d'aménagement des espaces extérieurs doit accompagner une demande de permis de construction relative à une construction autorisée en vertu du présent règlement.

Les éléments végétaux compris dans le plan d'aménagement prévu au premier alinéa doivent être maintenus en bon état et remplacés au besoin.

CHAPITRE V
PLAN D'IMPLANTATION ET D'INTÉGRATION ARCHITECTURALE

9. Préalablement à la délivrance d'un certificat d'autorisation de démolition et d'un permis de construction, les travaux visés par le présent règlement, incluant les travaux d'aménagement des espaces extérieurs, doivent être approuvés conformément au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

10. En plus des critères prévus au titre VIII du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275), les objectifs et critères d'évaluation suivants s'appliquent :

Objectif 1

Sauvegarder le caractère du bâtiment tout en maintenant la qualité de son expression architecturale et de ses composantes.

Critère :

Les travaux doivent assurer la mise en valeur du caractère du bâtiment en ce qui a trait aux formes, aux types et à la couleur des matériaux.

Objectif 2 :

Préserver l'homogénéité de l'ensemble et l'intégrité architecturale du bâtiment lorsque les travaux de transformation visent l'une de ces caractéristiques.

Critère :

Les travaux doivent privilégier l'utilisation d'un matériau léger afin de démarquer le troisième étage du plan de façade du bâtiment.

Objectif 3

Assurer le caractère privé des résidences, la pérennité du couvert végétal ainsi que la sécurité et le confort des piétons circulant sur le site ou sur le domaine public.

Critères

1° Les travaux doivent privilégier l'utilisation d'espèces de végétaux indigènes et résistants aux conditions associées à l'entretien des rues, des trottoirs et des surfaces minérales;

2° Les travaux doivent assurer l'intimité des logements situés au niveau du sous-sol en privilégiant l'utilisation d'un écran opaque;

3° Les travaux doivent comprendre l'aménagement de bandes gazonnées, composées d'arbres et d'arbustes de diamètre suffisant pour permettre l'atténuation des incidences visuelles des surfaces minérales.

CHAPITRE VI
GARANTIES BANCAIRES

11. La délivrance d'un certificat d'autorisation de démolition visé par le présent règlement est conditionnelle au dépôt d'une lettre de garantie bancaire irrévocable au montant de 202 900 $ d'une durée minimale de 60 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

La garantie visée au premier alinéa doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux visés par le certificat d'autorisation de démolition et les travaux de construction soient complétés.

Si les travaux de démolition et de construction ne sont pas réalisés conformément au présent règlement et au plan d'implantation et d'intégration architecturale approuvé par le conseil d'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, la Ville peut réaliser la garantie.

12. La délivrance d'un permis visant des travaux de construction ou de transformation visés par le présent règlement est conditionnelle au dépôt d'une lettre de garantie bancaire irrévocable au montant de 2 500 $ d'une durée minimale de 60 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

La garantie visée au premier alinéa doit demeurer en vigueur jusqu'à ce que les travaux de construction soient complétés, incluant, le cas échéant, les travaux d'aménagement des espaces extérieurs visés par le permis le cas échéant.

Si les travaux d'aménagement des espaces extérieurs ne sont pas réalisés conformément au présent règlement et au plan d'implantation et d'intégration architecturale approuvé par le conseil d'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve, la Ville peut réaliser la garantie.

CHAPITRE VII
DÉLAIS DE RÉALISATION

13. Les travaux de démolition et de construction visés par le présent règlement doivent être complétés dans les 60 mois suivant l'entrée en vigueur du présent règlement.

En cas de non-respect du premier alinéa, l'autorisation prévue au présent règlement devient nulle et sans effet.

14. Les travaux d'aménagement des espaces extérieurs doivent être complétés dans les 12 mois suivant la fin des travaux de construction.

SECTION IV
DISPOSITION PÉNALE

CHAPITRE VIII
DISPOSITION PÉNALE

15. Quiconque occupe ou utilise une partie de lot, un lot, un terrain ou une construction, en autorise l'occupation ou l'utilisation, ou érige ou permet l'érection d'une construction, démolit ou permet la démolition, transforme ou permet la transformation, en contravention à l'une des dispositions du présent règlement, commet une infraction et est passible de la pénalité prévue à l'article 674 du Règlement d'urbanisme de l'arrondissement Mercier/Hochelaga-Maisonneuve (01-275).

Ce règlement a été promulgué par l'avis public affiché à l'hôtel de ville et publié dans *Le devoir* le XXXXXX.

GDD : 1170603010

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.02

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1170870001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 12 600 000 $ afin de financer la réalisation du programme d'acquisition de terrains.

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 12 600 000 $ afin de financer la réalisation du programme d'acquisition de terrains.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2017-12-18 10:20

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1170870001**

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Acte mixte
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 12 600 000 $ afin de financer la réalisation du programme d'acquisition de terrains.

CONTENU

CONTEXTE

Le programme d'acquisition de terrains, prévu au Programme triennal d'immobilisations 2018-2020, s'inscrit dans un contexte d'amélioration de l'efficacité et de l'efficience des pratiques de gestion du Service des infrastructures, de la voirie et des transports (SIVT). Il vise à réduire les coûts d'acquisition des emprises nécessaires à la réalisation des projets du SIVT et permet :
- d'acquérir les propriétés visées suffisamment tôt pour éviter des hausses de prix (bien avant les règlements d'emprunt des projets);
- de préserver la confidentialité financière et spatiale des transactions prévues;
- d'assurer un suivi systématique des dossiers de transactions à confier au Service de la gestion et de la planification immobilière (SGPI);
- d'harmoniser les pratiques d'acquisition des terrains pour les besoins des projets du SIVT.

Un règlement d'emprunt de 12,6 M $ pour les acquisitions relevant de la ville centre est entré en vigueur en 2017. Il est aussi nécessaire d'adopter un règlement d'emprunt similaire pour les acquisition relevant des compétences de l'agglomération afin de financer l'ensemble des acquisitions de terrains du SIVT, en incluant les pistes cyclables, les voies réservées et les autres projets de compétence d'agglomération.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM16 1479 - 20 décembre 2016 - Adoption d'un règlement autorisant un emprunt de 12 600 000 $ afin de financer la réalisation du programme d'acquisition de terrains.
CG16 0652 - 29 novembre 2016 - Adopter le Programme triennal d'immobilisations 2017-2019 de la Ville de Montréal (volet Agglomération).

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise l'adoption d'un règlement d'emprunt de 12,6 M $ afin de financer la réalisation du programme d'acquisition des terrains y compris les honoraires professionnels, frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant. Ce règlement s'appliquera aux

transactions nécessaires aux projets de pistes cyclables, de voies réservées et autres projets de compétence d'agglomération, sous la responsabilité financière du SIVT.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra au SIVT d'obtenir les crédits nécessaires pour effectuer les dépenses visant les acquisitions de terrains de compétence d'agglomération.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ce règlement d'emprunt servira au financement du projet «46104 - Acquisitions de terrains» de la programmation du PTI 2018-2020 qui sera soumis en janvier 2018 au vote des instances décisionnelles. Les transactions financées par ce règlement constituent des dépenses en immobilisations. La période de financement de cet emprunt ne doit pas excéder 20 ans conformément à la Politique de capitalisation et amortissement des dépenses en immobilisations approuvée par le conseil d'agglomération par la résolution CG07 0473.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

L'adoption du règlement d'emprunt permettra l'acquisition de terrains nécessaires à la réalisation de projets contribuant au développement durable :
- aménagement de pistes cyclables;
- aménagement de voies réservées au transport collectifs;
- grands projets intégrant des aménagements dédiés aux transport actifs et collectifs et des mesures de mitigation des impacts environnementaux.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption de ce règlement est requise afin de ne pas compromettre la réalisation des différents projets planifiés par le SIVT. L'acquisition de terrains par ce règlement d'emprunt permet d'acquérir plus tôt et à meilleur coût les terrains nécessaires à la réalisation des projets du SIVT.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Aucune intervention de communication n'est requise dans ce dossier.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

1. Avis de motion : janvier 2018.
2. Adoption : février 2018
3. Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières (Marie-Claude PIERRE)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Richard NIORÉ
Chargé de projet - Grand projet

Tél : 514-872-4018
Télécop. : 000-0000

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-11-29

James BYRNS
Chef de Division - Grands Projets

Tél : 514-868-4400
Télécop. : 000-0000

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Claude CARETTE
Directeur
Tél : 514 872-6855
Approuvé le : 2017-12-14

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1170870001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 12 600 000 $ afin de financer la réalisation du programme d'acquisition de terrains.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1170870001 - Acquisition de terrains_VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-05

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 12 600 000 $ AFIN DE FINANCER LA RÉALISATION DU PROGRAMME D'ACQUISITION DE TERRAINS

Vu l'article 19 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 12 600 000 $ est autorisé afin de financer la réalisation du programme d'acquisition de terrains.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD1170870001

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction de la comptabilité et des informations financières

Dossier # : 1170870001

Unité administrative responsable :	Service des infrastructures_voirie et transports , Direction , Division des grands projets 1
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 12 600 000 $ afin de financer la réalisation du programme d'acquisition de terrains.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Projet46104 - 1170870001.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Marie-Claude PIERRE
Agente Comptable Analyste- Conseil et soutien Financier-PS Développement
Tél : 514 868-3837

Co- auteur
Maxime Tétrault, MBA
Conseiller en planification budgétaire
514 872-3712

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-11-30

Jacques BERNIER

Chef de division
Tél : 514-872-2813

Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.03

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1172837008

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 48 400 000 $ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé.

Il est recommandé d'adopter le Règlement autorisant un emprunt de 48 400 000 $ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2018-01-05 10:38

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1172837008**

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Parc Jean-Drapeau
Projet :	-
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 48 400 000 $ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé.

CONTENU

CONTEXTE

La Ville de Montréal, par le biais de son programme triennal d'immobilisations (PTI) 2018-2020, prévoit accorder à la Société du parc Jean-Drapeau, 33,4 M$ pour l'année 2018 et à 15 M$ pour l'année 2019, pour un total de 48,4 M $, afin d'assurer la pérennité des installations, la sécurité des employés, des usagers et des visiteurs.
Programme de protection de l'actif immobilisé (Maintien d'actifs)

Le Parc Jean-Drapeau fait partie du réseau des grands parcs et est désigné comme un équipement d'intérêt collectif. 1,7 million de visiteurs fréquentent annuellement le parc Jean -Drapeau, soit pour ses installations (Complexe aquatique, Plage Jean-Doré, La Biosphère, Bassin olympique, circuit Gilles-Villeneuve, etc.), soit pour la tenue de plus de 60 événements et activités (Fête des neiges, Week-ends du Monde, Piknic Électronik, Osheaga, Heavy Mtl, etc.) ou pour ses pistes cyclables et ses espaces verts.

Afin de réaliser sa mission, la Société doit offrir des installations et des infrastructures adéquates afin d'assurer le bon déroulement des activités et des événements majeurs tout en étant sécuritaires pour les employés et les usagers.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0166 Adopter, dans le cadre du programme triennal d'immobilisations (PTI), un projet de règlement d'emprunt intitulé "Règlement autorisant un emprunt de 15 000 000 $ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé."

DESCRIPTION

Le présent dossier a pour but l'obtention d'un règlement d'emprunt d'une valeur de 48,4 M$ (incluant les ristournes de TPS et de TVQ) pour financer la réalisation du programme de

protection de l'actif immobilisé, des travaux relatifs à la réfection des bâtiments, des aménagements extérieurs et des équipements de la Société du parc Jean-Drapeau pour l'année 2018, conformément au budget d'investissements autorisé par le conseil d'agglomération.
Actuellement trois types d'actifs sont concernés par les travaux visant la sécurité des lieux : les bâtiments et installations, les aménagements extérieurs, le mobilier urbain et les équipements.

JUSTIFICATION

L'autorisation du présent projet de règlement d'emprunt est nécessaire pour financer le programme de maintien d'actifs de la Société du parc Jean-Drapeau.
La Société doit réaliser ces travaux afin d'assurer la sécurité des sites et le bon déroulement des activités et événements.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le programme de protection de l'actif immobilisé a été évalué à 48,4 M$ (incluant les ristournes de TPS et de TVQ) pour les année 2018 et 2019. Ces travaux seront effectués par la Société du parc Jean-Drapeau (SPJD). Les budgets sont déjà prévus à même l'enveloppe octroyée lors de la confection du programme triennal d'immobilisations (PTI) 2018-2020 volet agglomération.
Le montant de 48,4 M$ provenant du budget d'investissements dans le cadre du programme triennal d'immobilisations 2018-2020 se répartit comme suit :

Numéro de Projet	**Numéro de sous-projet**	**Description**	**Numéro de projet Simon**	**Investissement 2018**	**Investissement 2019**
43010	1143010002	Bâtiments	135814	29 175 000 $	10 775 000 $
43010	1143010003	Aménagements	135816	2 000 000 $	2 000 000 $
43010	1143010004	Achats d'équipements	135817	2 225 000 $	2 225 000 $
			Total	33 400 000 $	15 000 000 $

Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

Le règlement d'emprunt devra être approuvé par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Les techniques, les matériaux et les matériels utilisés respecteront les normes environnementales en vigueur ainsi qu'en optimisant les aspects sociaux, économiques et de qualité de vie prônés par les politiques de la Ville de Montréal.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption de ce règlement d'emprunt est requis pour permettre la réalisation des projets visés, la sécurité des employés et des usagers, ainsi que le bon déroulement des activités et des événements se déroulant au parc Jean-Drapeau.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Les communications seront coordonnées, au besoin, avec la direction des communications de la Ville de Montréal.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Avis de motion : Janvier 2018
Adoption : Février 2018
Approbation par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

L'ensemble des projets suivra le processus et la réglementation applicable en matière d'appels d'offres et d'octrois de contrats conformément à la politique de gestion contractuelle de la Société du parc Jean-Drapeau.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Jean-François J MATHIEU
Directeur de l'administration

Tél : 872-7326
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-18

Mario DUGUAY
Chef de division - Grands projets

Tél : 514 872-8976
Télécop. : 514 872-2874

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Jean-François J MATHIEU
Directeur de l'administration

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Jean-François J MATHIEU
Directeur de l'administration

Tél : 514 872-7326
Approuvé le : 2018-01-04

Tél : 514 872-7326
Approuvé le : 2018-01-04

Parc Jean-Drapeau

Programme de maintien d'actif
2018 - 2019

Liste de projets - Immobilisation
La plage Jean-Doré - station de filtration & jeux d'enfants
Grand Prix F1 - sécurisation du circuit
Grand Prix F1 - paddocks - approvisionnement électrique
Zone hospitalité - mur de soutènement et infrastructures fixes
Routes et sentier - ensemble du Parc
Bassin Olympique - travaux divers
Musée Stewart - toiture et électromécanique
Complexe Aquatique - enveloppe extérieure & zone d'ombrage
Île Ste-Hélène, secteur Ouest - travaux divers
Pont des lagunes
Secteur Petit-Prince - abris pique-nique et vespasiennes
Plaine des jeux - bâtiment, abris pique-nique, jeux d'enfants
Biosphère - toiture et enveloppe extérieure
Étang et théâtre secteur de la Poudrière
Pavillon des services - réaménagement des espaces
Réseau électrique - ensemble du Parc
Administration et TI - parc informatique & autres projets
Opérations - flotte de véhicules
Opération - plantation d'arbres & autres projets
Programmation - projets divers

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1172837008

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 48 400 000 $ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1172837008 - Actif immobilisé Jean-Drapeau_VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-03

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 48 400 000 $ POUR LE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE RÉFECTION DES BÂTIMENTS, AMÉNAGEMENTS EXTÉRIEURS ET DES ÉQUIPEMENTS DU PARC JEAN-DRAPEAU, DANS LE CADRE DU PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ACTIF IMMOBILISÉ

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

Attendu que l'emprunt prévu au présent règlement est décrété dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations;

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 48 400 000 $ est autorisé afin de financer les travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé.

2. Cet emprunt comprend les honoraires professionnels, les frais et honoraires d'études, de conception, de confection de plans et devis et de surveillance des travaux et les autres dépenses incidentes et imprévues s'y rapportant.

3. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements ne doit pas excéder 20 ans.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux provenant de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

_____

GDD 1172837008

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1172837008

Unité administrative responsable :	Société du Parc Jean-Drapeau , Direction
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 48 400 000 $ pour le financement des travaux de réfection des bâtiments, aménagements extérieurs et des équipements du parc Jean-Drapeau, dans le cadre du programme de protection de l'actif immobilisé.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1172837008.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste
Tél : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-21

Laura VALCOURT
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-0984
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.04

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1177666008

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Compétence d'agglomération :	Culture Montréal
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 2 014 500 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

Il est résolu :
d'adopter le règlement intitulé " Règlement autorisant un emprunt de 2 014 500 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021" sujet à son approbation par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire.

Signé par Chantal I. GAGNON **Le** 2017-12-18 11:52

Signataire : Chantal I. GAGNON

Directrice générale adjointe
Direction générale , Direction générale adjointe - Qualité de vie

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1177666008**
Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 20 a) prendre des mesures adéquates visant à sauvegarder, protéger et mettre en valeur le patrimoine culturel et naturel ainsi qu'à favoriser la diffusion des savoirs et des connaissances qui les distinguent
Compétence d'agglomération :	Culture Montréal
Projet :	MCCQ 2018-2021 (Entente sur le développement culturel)
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 2 014 500 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

CONTENU

CONTEXTE

Depuis 1979, l'Entente sur le développement culturel de Montréal est un outil commun de la Ville de Montréal et du ministère de la Culture et des Communications (MCC), dans le but d'arrimer leurs actions en culture sur le territoire de Montréal en partenariat et en réciprocité, au profit des citoyens, dans une perspective de développement durable. L'Entente s'affirme comme un outil majeur pour le développement de la métropole et témoigne d'un solide partenariat dans un esprit d'étroite collaboration.

L'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021 s'articule autour de quatre axes d'intervention, soit :

1. Mise en valeur du patrimoine
2. Accès à la culture
3. Consolidation du réseau des bibliothèques
4. Équipements culturels

Des discussions sont actuellement en cours avec le ministère de la Culture et des Communications (MCC) afin de finaliser la programmation de l'Entente 2018-2021.

La présente demande de règlement d'emprunt vise à assurer la disponibilité des crédits nécessaires à la réalisation des projets convenus dans le cadre de cette nouvelle entente qui débutera le 1er avril 2018. Pour couvrir les dépenses de fonctionnement de la première année de l'entente triennale soit l'année 2018-2019, le montant de ce règlement d'emprunt a été estimé en se basant sur le budget de l'Entente 2017-2018.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CM17 1055 - 22 août 2017 – Adoption - Règlement modifiant le Règlement autorisant un emprunt de 6 550 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2016 (16-032)
CG17 0032 – 26 janvier 2017 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 4 500 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2017-2020 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2017.

CG16 0618 – 24 novembre 2016 - Approuver l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 entre le ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal.

CG16 0220 – 24 mars 2016 - Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 10 865 000 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2016-2017 et des coûts afférents à la réalisation des parties reportées des Ententes sur le développement culturel de Montréal conclues pour des années antérieures à 2016.

CG15 0683 – 26 novembre 2015 - Approuver l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2015-2016 à intervenir entre la ministre de la Culture et des Communications et la Ville de Montréal établissant les modalités d'implication des parties relativement au versement d'une aide financière à la Ville pour réaliser des projets dans le cadre de cette entente.

DESCRIPTION

Le présent sommaire vise à faire adopter un règlement d’emprunt de règlement de 2 014 500 $ afin de financer la réalisation des projets de la première année de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.
Ce règlement d’emprunt permettra notamment de réaliser les projets suivants :

- Programme d’interprétation animée du patrimoine
- Travaux de restauration de biens avec statut juridique.

JUSTIFICATION

La mise en vigueur du règlement d'emprunt permettra le financement des dépenses de fonctionnement de la première année de l’entente triennale soit l’année 2018-2019. La Ville affectera à la réduction de l'emprunt décrété, les crédits budgétaires annuels ainsi que toute subvention ou participation financière pour le paiement d'une dépense visée par ce règlement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Le règlement d'emprunt servira au financement des dépenses de fonctionnement liées à l'Entente sur le développement culturel de Montréal de 2 014 500 $ prévues au budget des différents Services agissant comme partie prenante à l'Entente. La Ville affectera à la réduction de l'emprunt décrété les crédits budgétaires annuels ainsi que toute subvention

ou participation financière pour le paiement d'une dépense visée par ce règlement.
La période de financement ne pourra excéder 5 ans.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

La Ville appuie la reconnaissance de la culture comme 4e pilier du développement durable et, en ce sens, les projets contenus dans l'Entente contribuent directement au développement durable. En effet, les valeurs intrinsèques aux processus culturels, telles que la diversité, la créativité ou l'esprit critique, sont essentielles au développement durable de nos sociétés.
Par ailleurs, plusieurs thèmes cités nommément dans la *Stratégie de développement durable de la Ville de Montréal* rejoignent plusieurs finalités des projets contenus dans l'Entente, notamment :
- la diversité et le dynamisme culturels
- la protection du patrimoine
- l'innovation et le savoir
- la promotion de l'économie locale
- la compétitivité : tourisme culturel
- le développement de l'art public

De plus, la Ville assume le leadership de l'*Agenda 21C* qui énonce que la « culture est une composante majeure et essentielle de la société ».

IMPACT(S) MAJEUR(S)

L'adoption du présent règlement d'emprunt est liée au processus d'optimisation de la gestion de l'Entente sur le développement culturel de Montréal. Une décision tardive ou défavorable à l'égard de la présente demande aurait pour conséquence de retarder ou d'empêcher la réalisation des projets et le processus de gestion de plusieurs programmes normés.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Dans le cadre de cette demande de règlement d'emprunt aucune opération de communication n'est prévue.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Adoption de l'avis de motion au Conseil d'agglomération : janvier 2018
Adoption du règlement d'emprunt au Conseil d'agglomération: février 2018
Approbation du règlement d'emprunt par le MAMOT: échéance visée: avril 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Certification de fonds :
Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier (Mario PRIMARD)

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Ariane GAUDETTE TURYN)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Stéphanie ROSE
Conseillère en planification

Tél : 514-872-1160
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-11

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice

Tél : 514-872-4600
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Suzanne LAVERDIÈRE
Directrice
Tél : 514-872-4600
Approuvé le : 2017-12-17

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1177666008

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 2 014 500 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AGT - 1177666008 - Entente développement culturel_VF.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-15

Ariane GAUDETTE TURYN
Avocate
Tél : 514-872-6877
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
XX-XXX

RÈGLEMENT AUTORISANT UN EMPRUNT DE 2 014 500 $ POUR LE FINANCEMENT DES COÛTS AFFÉRENTS À LA RÉALISATION D'UNE PARTIE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2018-2021

Vu l'article 37 du Décret concernant l'agglomération de Montréal (1229-2005, 8 décembre 2005);

Vu l'article 544 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19);

À l'assemblée du _____, le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Un emprunt de 2 014 500 $ est autorisé pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021, conclue entre la Ville et la ministre de la Culture et des Communications. Cette dépense est détaillée à l'annexe A.

2. Le terme total de cet emprunt et de ses refinancements est de 5 ans.

3. Une partie de l'emprunt, non supérieur à 10 % du montant de la dépense prévue à l'article 1, est destinée à renflouer le fonds général de la Ville de tout ou partie des sommes engagées avant l'entrée en vigueur du présent règlement, relativement à l'objet de celui-ci.

4. Pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement de capital des échéances annuelles de l'emprunt, il est affecté annuellement à cette fin une portion suffisante des revenus généraux de l'agglomération de Montréal conformément aux règles prévues par la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001).

5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

6. Si le montant d'une appropriation dans ce règlement est plus élevé que la dépense faite en rapport avec cette appropriation, l'excédent peut-être utilisé pour payer une autre dépense décrétée par ce règlement et dont l'appropriation est insuffisante.

ANNEXE A
DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA DÉPENSE

GDD 1177666008

ANNEXE A
DESCRIPTION DÉTAILLÉE DE LA DÉPENSE

CHAPITRE 1

RÉALISATION D'UNE PARTIE DE L'ENTENTE SUR LE DÉVELOPPEMENT CULTUREL DE MONTRÉAL 2018-2021

SECTION 1

DESCRIPTION DE LA DÉPENSE

1. Il s'agit de mettre en valeur le site patrimonial de Montréal par la recherche et le développement des connaissances en patrimoine, la mise en valeur de biens patrimoniaux et archéologiques.

2. Il s'agit de mettre en valeur les sites patrimoniaux de l'agglomération de Montréal par la restauration et des interventions ponctuelles de biens et de sites classés sur l'île de Montréal.

3. Il s'agit de mettre en valeur et de protéger les sites naturels patrimoniaux par l'amélioration de leur aménagement, la restauration d'œuvres d'art public et de biens patrimoniaux.

4. Il y a également lieu de mettre en valeur le partenariat Ville/ministère de la Culture et des Communications par la communication, la publicité et la promotion et des activités de gestion.

SECTION Il

ESTIMATION DU COÛT

5. L'estimation du coût de la dépense détaillée aux articles l à 4 s'élève à la somme de 2 014 500 $ pour l'Entente 2018-2021.

TOTAL: 2 014 500 $

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Dossier # : 1177666008

Unité administrative responsable :	Service de la culture , Direction du développement culturel , -
Objet :	Adoption - Règlement autorisant un emprunt de 2 014 500 $ pour le financement des coûts afférents à la réalisation d'une partie de l'Entente sur le développement culturel de Montréal 2018-2021.

SENS DE L'INTERVENTION

Certification de fonds

FICHIERS JOINTS

Virement crédit - GDD 1177666008.xls

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Mario PRIMARD
Agent comptable analyste
Tél : 514 868-4439

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-14

Daniel D DESJARDINS
Conseiller(ère) budgétaire
Tél : 514 872-5597
Division : Service des finances , Direction du conseil et du soutien financier

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 42.05

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1183843002

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de compétence d'agglomération sous la responsabilité du conseil d'agglomération (exercice financier 2018)

Il est recommandé :
- d'adopter le Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs de compétences d'agglomération sous la responsabilité du conseil d'agglomération (exercice financier 2018).

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2018-01-25 16:45

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1183843002

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Projet :	-
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de compétence d'agglomération sous la responsabilité du conseil d'agglomération (exercice financier 2018)

CONTENU

CONTEXTE

L'article 244.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) indique qu'une municipalité peut, par règlement, prévoir que tout ou partie de ses biens, services ou activités, seront financés au moyen d'un mode de tarification. L'article 118.79 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations, (RLRQ., chapitre E-20.001), permet d'utiliser ce mode de financement.
L'article 47 de l'annexe C de la Charte de la Ville de Montréal, métropole du Québec, permet au comité exécutif de modifier un règlement par ordonnance si ce règlement le prévoit.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

DESCRIPTION

Donner un pouvoir d'ordonnance au comité exécutif afin qu'il puisse modifier au besoin, le Règlement sur les tarifs de l'agglomération de Montréal (Exercice financier 2018) dans le respect des conditions prévues par la Loi sur la fiscalité municipale en telle matière.

JUSTIFICATION

Flexibilité administrative

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Document(s) juridique(s) visé(s) :
Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles (Anne-Marie LEMIEUX)

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Eugénie BONIN
Agente de recherche

Tél : 872-8535
Télécop. : 872-3145

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-25

Gildas S. GBAGUIDI
Chef de division - Planification budgétaire

Tél : 514 872-1293
Télécop. : 514 872-7795

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Yves COURCHESNE
DIRECTEUR DU SERVICE DES FINANCES
Tél : 514 872-6630
Approuvé le : 2018-01-25

Système de gestion des décisions des instances
INTERVENTION - Service des affaires juridiques , Direction des affaires civiles

Dossier # : 1183843002

Unité administrative responsable :	Service des finances , Direction du budget et de la planification financière et fiscale , Division Mise en oeuvre et suivi budgétaire corporatif
Objet :	Adopter le Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de compétence d'agglomération sous la responsabilité du conseil d'agglomération (exercice financier 2018)

SENS DE L'INTERVENTION

Document(s) juridique(s) visé(s)

COMMENTAIRES

FICHIERS JOINTS

AML 1183843002 Règl. mod. Règl tarifs de l'agglomération 2018.doc

RESPONSABLE DE L'INTERVENTION

Anne-Marie LEMIEUX
Avocate
Tél : 514-872-0136

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-25

Annie GERBEAU
Avocate
Tél : 514-872-3093
Division : Droit fiscal, évaluation et transactions financières

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du comité exécutif

Séance extraordinaire du jeudi 25 janvier 2018	Résolution: CE18 0138

L'étude de ce dossier s'est déroulée à huis clos.

Il est

RÉSOLU :

d'inscrire à l'ordre du jour du conseil d'agglomération pour avis de motion et présentation, le règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2018) », et d'en recommander l'adoption à une séance subséquente.

Adopté à l'unanimité.

40.001 1183843002

Benoit DORAIS
_____
Président du comité exécutif

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 26 janvier 2018

Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une assemblée du conseil d'agglomération

Assemblée ordinaire du jeudi 25 janvier 2018 Séance tenue le 25 janvier 2018	Avis de motion: CG18 0072

Avis de motion et présentation - Règlement modifiant le règlement sur les tarifs de compétence d'agglomération sous la responsabilité du conseil d'agglomération (exercice financier 2018)

AVIS DE MOTION ET PRÉSENTATION

Avis de motion est donné par M. François Limoges de l'inscription pour adoption à une séance subséquente du conseil d'agglomération du règlement intitulé « Règlement modifiant le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2018) » et pour lequel le dossier décisionnel en fait la présentation.

41.05 1183843002
/lc

Valérie PLANTE
_____
Mairesse

Yves SAINDON
_____
Greffier de la Ville

(certifié conforme)

_____
Yves SAINDON
Greffier de la Ville

Signée électroniquement le 26 janvier 2018

VILLE DE MONTRÉAL
RÈGLEMENT
RCG XX-XXX

RÈGLEMENT MODIFIANT RÈGLEMENT SUR LES TARIFS DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTRÉAL (EXERCICE FINANCIER 2018)

Vu les articles 244.1 à 244.10 et 263.2 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1);

Vu l'article 118.79 de la Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations (RLRQ, chapitre E-20.001);

À l'assemblée du , le conseil d'agglomération de Montréal décrète :

1. Le Règlement sur les tarifs (exercice financier 2018) est modifié par l'insertion, après l'article 15, du suivant :

> « **16.** Le comité exécutif peut, par ordonnance, accorder à un organisme partenaire lié par une entente avec l'une des municipalités liées de l'agglomération de Montréal, une réduction partielle ou totale des tarifs visés aux sous-paragraphes a) et b) du paragraphe 1° de l'article 15. Toutefois, l'organisme devra assumer le tarif prévu au sous-paragraphe c) de cet article, excluant les frais usuels, lesquels sont à la charge de la municipalité liée avec laquelle cet organisme a une entente de partenariat selon les encadrements administratifs en vigueur. L'article 77 du présent règlement ne s'applique pas à l'article 15. »

2. L'article 23 de ce règlement est modifié par l'addition de l'alinéa suivant :

> « Le comité exécutif peut, par ordonnance, identifier les matériaux non organiques pouvant faire l'objet du tarif prévu au paragraphe 1° du premier alinéa. »

3. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 76, du suivant :

> « **77.** Le comité exécutif peut, par ordonnance, accorder une réduction partielle ou totale de tout tarif prévu par le présent règlement pour une catégorie de biens, de services ou de contribuables qu'il détermine. Il peut également augmenter tout tarif fixé par le présent règlement. »

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 51.01

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1173231025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Laurent , Direction des services administratifs et du greffe , Division greffe et ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de monsieur Alan De Sousa à titre de représentant élu de l'arrondissement de Saint-Laurent pour siéger au comité exécutif et au conseil d'administration de l'organisation de développement économique local, PME-MTL Centre-Ouest, desservant le territoire composé de celui des villes de Côte-Saint-Luc, de Hampstead, de Montréal-Ouest et de Mont-Royal et de celui des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Saint-Laurent, à compter de janvier 2018

Recommander au conseil d'agglomération d'entériner la nomination de monsieur Alan De Sousa à titre de représentant élu de l'arrondissement de Saint-Laurent pour siéger au comité exécutif et au conseil d'administration de l'organisation de développement économique local, PME-MTL Centre-Ouest, desservant le territoire composé de celui des villes de Côte-Saint-Luc, de Hampstead, de Montréal-Ouest et de Mont-Royal et de celui des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Saint-Laurent, à compter de janvier 2018.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-01-10 15:01

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du mardi 9 janvier 2018	Résolution: CA18 08 0032

Soumis sommaire décisionnel numéro 1173231025 relatif à la nomination d'un représentant élu de l'arrondissement de Saint-Laurent pour siéger au comité exécutif et au conseil d'administration de l'organisation de développement économique local, PME-MTL Centre-Ouest.

ATTENDU que l'agglomération de Montréal doit mettre en place un point de service pour le territoire composé de celui des villes de Côte-Saint-Luc, de Hampstead, de Montréal-Ouest et de Mont-Royal et de celui des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Saint-Laurent;

ATTENDU que la gouvernance de ce point de service sera établie à partir de l'organisme existant PME MTL Centre-Ouest dont la composition du conseil d'administration sera adaptée afin de prévoir une représentation provenant de chacun des territoires, à savoir : 13 personnes, soit 4 élus et 9 personnes des milieux d'affaires ;

ATTENDU que pour l'arrondissement de Saint-Laurent, la représentation sera d'un élu et de trois personnes d'affaires;

ATTENDU que le Conseil d'arrondissement de Saint-Laurent recommande au Conseil d'agglomération d'entériner la nomination d'un représentant élu de l'arrondissement pour siéger au conseil d'administration et au comité exécutif de l'organisation de développement économique locale, Pôle Centre-Ouest.

Proposé par la conseillère Michèle D. Biron ;

Appuyé par le conseiller Aref Salem, il est

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ :

De recommander au conseil d'agglomération d'entériner la nomination de monsieur Alan DeSousa à titre de représentant élu de l'arrondissement de Saint-Laurent pour siéger au comité exécutif et au conseil d'administration de l'organisation de développement économique local, PME-MTL Centre-Ouest, desservant le territoire composé de celui des villes de Côte-Saint-Luc, de Hampstead, de Montréal-Ouest et de Mont-Royal et de celui des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Saint-Laurent, à compter de janvier 2018.

ADOPTÉ.

EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME

Secrétaire

Signée électroniquement le 10 janvier 2018

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1173231025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Laurent , Direction des services administratifs et du greffe , Division greffe et ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de monsieur Alan De Sousa à titre de représentant élu de l'arrondissement de Saint-Laurent pour siéger au comité exécutif et au conseil d'administration de l'organisation de développement économique local, PME-MTL Centre-Ouest, desservant le territoire composé de celui des villes de Côte-Saint-Luc, de Hampstead, de Montréal-Ouest et de Mont-Royal et de celui des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Saint-Laurent, à compter de janvier 2018

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de loi 28, concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours du budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016, adopté le 20 avril 2015 comme chapitre 8 des lois de 2015, prévoit, par la modifications de diverses dispositions concernant la gouvernance municipale en matière de développement local et régional, que l'agglomération de Montréal doit mettre en place un point de service pour le territoire composé de celui des villes de Côte-Saint-Luc, de Hampstead, de Montréal-Ouest et de Mont-Royal et de celui des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Saint-Laurent.
Il a été convenu que la gouvernance de ce point de service sera établie à partir de l'organisme existant CLD Centre-Ouest dont la composition du conseil d'administration sera adaptée afin de prévoir une représentation provenant de chacun des territoires. Le conseil d'administration sera composé de 13 personnes, soit 4 élus et 9 personnes des milieux d'affaires incluant le président. Pour Saint-Laurent, la représentation sera d'un élu et de 3 personnes d'affaies Les personnes d'affaires n'ont pas à être nommés par le conseil d'agglomération.

En ce sens, le Conseil d'arrondissement de Saint-Laurent recommande au Conseil d'agglomération d'entériner la nomination d'un représentant élu de l'arrondissement pour siéger au conseil d'administration et au comité exécutif de l'organisation de développement économique locale, Pôle Centre-Ouest.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cybèle KAHALÉ
Secrétaire- recherchiste

514 855-6000
Tél :
Télécop. : 514 855-5907

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 51.01

2018/02/22
17:00

(1)

Dossier # : 1173231025

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Laurent , Direction des services administratifs et du greffe , Division greffe et ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Recommander au conseil d'agglomération d'entériner la nomination d'un représentant élu de l'arrondissement de Saint-Laurent pour siéger au comité exécutif et au conseil d'administration de l'organisation de développement économique local, PME-MTL Centre-Ouest, desservant le territoire composé de celui des villes de Côte-Saint-Luc, de Hampstead, de Montréal-Ouest et de Mont-Royal et de celui des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Saint-Laurent, à compter de janvier 2018.

Recommander au conseil d'agglomération d'entériner la nomination d'un représentant élu de l'arrondissement de Saint-Laurent pour siéger au comité exécutif et au conseil d'administration de l'organisation de développement économique local, PME-MTL Centre-Ouest, desservant le territoire composé de celui des villes de Côte-Saint-Luc, de Hampstead, de Montréal-Ouest et de Mont-Royal et de celui des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Saint-Laurent, à compter de janvier 2018.

Signé par Manon BERNARD **Le** 2017-12-20 14:14

Signataire : Manon BERNARD

Directrice d'arrondissement
Saint-Laurent , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1173231025**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Saint-Laurent , Direction des services administratifs et du greffe , Division greffe et ressources matérielles
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Recommander au conseil d'agglomération d'entériner la nomination d'un représentant élu de l'arrondissement de Saint-Laurent pour siéger au comité exécutif et au conseil d'administration de l'organisation de développement économique local, PME-MTL Centre-Ouest, desservant le territoire composé de celui des villes de Côte-Saint-Luc, de Hampstead, de Montréal-Ouest et de Mont-Royal et de celui des arrondissements d'Ahuntsic-Cartierville et de Saint-Laurent, à compter de janvier 2018.

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de loi 28, concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours du budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016, adopté le 20 avril 2015 comme chapitre 8 des lois de 2015, prévoit, par la modifications de diverses dispositions concernant la gouvernance municipale en matière de développement local et régional, que l'agglomération de Montréal doit mettre en place un point de service pour le territoire composé de celui des villes de Côte-Saint-Luc, de Hampstead, de Montréal-Ouest et de Mont-Royal et de celui des arrondissements d'Ahuntsic -Cartierville et de Saint-Laurent.
Il a été convenu que la gouvernance de ce point de service sera établie à partir de l'organisme existant CLD Centre-Ouest dont la composition du conseil d'administration sera adaptée afin de prévoir une représentation provenant de chacun des territoires. Le conseil d'administration sera composé de 13 personnes, soit 4 élus et 9 personnes des milieux d'affaires incluant le président. Pour Saint-Laurent, la représentation sera d'un élu et de 3 personnes d'affaies Les personnes d'affaires n'ont pas à être nommés par le conseil d'agglomération.

En ce sens, le Conseil d'arrondissement de Saint-Laurent recommande au Conseil d'agglomération d'entériner la nomination d'un représentant élu de l'arrondissement pour siéger au conseil d'administration et au comité exécutif de l'organisation de développement économique locale, Pôle Centre-Ouest.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA15 090200, CE15 1627, CG15 0579, CM15 1082

DESCRIPTION

Recommander au Conseil d'agglomération d'entériner la nomination de monsieur Alan DeSousa pour représenter l'arrondissement de Saint-Laurent pour siéger au comité exécutif et au conseil d'administration de l'organisation de développement économique local, PME-MTL Centre-Ouest, desservant le territoire composé de celui des villes de Côte-Saint-Luc, de Hampstead, de Montréal-Ouest et de Mont-Royal et de celui des arrondissements d'Ahuntsic -Cartierville et de Saint-Laurent, à compter de janvier 2018

JUSTIFICATION

La participation d'un représentant élu de l'arrondissement au conseil d'administration et au comité exécutif de PME-MTL Centre-Ouest a pour but d'assurer la cohérence, la complémentarité, la concertation et le suivi des interventions communes de cette organisation et de l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La nomination d'un représentant élu au comité exécutif et au conseil d'administration de PME-MTL Centre-Ouest par le conseil d'agglomération est primordiale afin d'assurer la poursuite ininterrompue des activités de l'organisation ainsi que l'accompagnement et le financement des projets d'affaires des entreprises de Saint-Laurent.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

PME-MTL Centre-Ouest communiquera la composition définitive de son conseil d'administration suite à une prochaine rencontre de son conseil d'administration.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Nomination par le conseil d'agglomération en début 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Cybèle KAHALÉ
Secrétaire-recherchiste

Tél : 855-6000, poste 4056
Télécop. : 855-5709

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-19

Isabelle BASTIEN
Directrice des services administratifs et du greffe et Secrétaire du Conseil d'arrondissement

Tél : 514-855-6000
Télécop. : 514 855-5709

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 51.02

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1175075004

Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Nommer monsieur Jean-François Dubuc, membre au comité technique tel que prévu au règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées (RCG 05-002)

Il est recommandé,
de nommer, à compter du 22 février 2018 jusqu'à janvier 2019, monsieur Jean-François Dubuc, chef de division des projets du réseau principal à la Direction de l'eau potable, à titre de membre du comité technique tel que prévu au Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées (RCG 05-002).

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2018-01-19 10:24

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1175075004**
Unité administrative responsable :	Service de l'eau , Direction de la gestion stratégique des réseaux d'eau , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 24 h) soutenir une gestion responsable des ressources, notamment en matière de gestion de l'eau
Compétence d'agglomération :	Alimentation en eau et assainissement des eaux
Projet :	-
Objet :	Nommer monsieur Jean-François Dubuc, membre au comité technique tel que prévu au règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées (RCG 05-002)

CONTENU

CONTEXTE

Le règlement RCG 05-002 - Règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égout aux municipalités liées, adopté par le conseil d'agglomération, prévoit la formation d'un comité technique à l'article 10 de celui-ci. La composition du comité est comme suit: neuf membres choisis parmi les employés des municipalités liées dont cinq membres proviennent de la Ville de Montréal et quatre membres proviennent des autres municipalités liées. L'article 12 prévoit que le conseil d'agglomération nomme les membres du comité et précise la durée de leur mandat au moment de leur nomination.

Le rôle du comité est :

1. de proposer, le cas échéant, des mises à jour ou des modifications du guide d'entretien contenu à l'annexe C du règlement;

2. d'établir et, s'il y a lieu, de mettre à jour le format du rapport annuel exigé en vertu du paragraphe 5 de l'article 4 du règlement;

3. d'analyser les rapports annuels des municipalités liées et faire un rapport consolidé au conseil d'agglomération;

4. de soumettre toute recommandation qu'il juge appropriée relativement à l'application du présent règlement.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG17 0034 - 26 janvier 2017 - Nomination des membres du comité technique tel que prévu au règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées (RCG 05-002).
CG15 0060 - 29 janvier 2015 - Nomination des membres du comité technique tel que prévu au règlement du conseil d'agglomération sur la délégation de l'entretien du réseau principal d'aqueduc et d'égouts aux municipalités liées (RCG 05-002).

DESCRIPTION

En prévision du départ à la retraite de monsieur Daniel Turcot, chef de division à la Direction de l'eau potable du Service de l'eau, un poste doit être comblé à titre de membre représentant de la Ville de Montréal. Statuant sur la nécessité de maintenir un représentant de la Direction de l'eau potable au sein du Comité, monsieur André Marsan, directeur de la production de l'eau potable, propose au nom du Service de l'eau, la candidature de monsieur Jean-François Dubuc, chef de division des projets du réseau principal à la Direction de l'eau potable, afin d'assurer le remplacement de monsieur Turcot;
Du fait que le mandat des autres membres du comité venant à échéance en janvier 2019, il est recommandé de nommer monsieur Dubuc pour cette même durée. En conséquence, pour la période se terminant en janvier 2019, le comité serait composé des représentants suivants :

Membres provenant de la Ville de Montréal:

Monsieur Hervé Logé, président du comité, chef de division, Division de la gestion durable de l'eau, Service de l'eau;
Madame Christianne Cyrenne, chef de division, Direction des travaux publics, arrondissement de LaSalle;
Monsieur Jean-François Dubuc, chef de division, Direction de l'eau potable, Service de l'eau;
Monsieur Alain Dufresne, adjoint au directeur, Direction des travaux publics, arrondissement de Ville-Marie;
Monsieur Patrice Langevin, surintendant, Direction de l'épuration des eaux usées, Service de l'eau;

Membres provenant des municipalités liées:

Madame Ava L. Couch, directrice générale, Ville de Mont-Royal;
Monsieur Carl Minville, directeur des travaux publics, Ville de Dorval;
Monsieur Charles Senekal, directeur, Service de l'ingénierie et de l'urbanisme, Ville de Côte-Saint-Luc;
Monsieur Daniel Verner, chef de division, Ingénierie, Ville de Mont-Royal.

JUSTIFICATION

Conformément à l'article 11 du règlement RCG 05-002 qui régit la composition du comité technique.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Il n'y a pas d'opération de communication en accord avec le Service des communications.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'agglomération : Février 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Patrice LANGEVIN, Service de l'eau
Ava L. COUCH, Ville de Mont-Royal
Christianne CYRENNE, LaSalle
Alain DUFRESNE, Ville-Marie
Jean-François DUBUC, Service de l'eau
Marie DESORMEAUX, Service des communications

Lecture :

Marie DESORMEAUX, 17 janvier 2018
Jean-François DUBUC, 10 janvier 2018
Alain DUFRESNE, 8 janvier 2018

RESPONSABLE DU DOSSIER

Danielle MARIN
Agente technique

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-08

Hervé LOGÉ
Chef de division Gestion durable de l'eau

Tél : 514-280-0179
Télécop. : 514-872-3587

Tél : 514-872-3944
Télécop. : 514 872 8827

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Dominique DEVEAU
Directrice - DGSRE
Tél : 514 872-4023
Approuvé le : 2018-01-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Chantal MORISSETTE
Directrice
Tél : 514 280-4260
Approuvé le : 2018-01-19

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 51.03

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1173489037

Unité administrative responsable :	Arrondissement Outremont , Direction des services administratifs_du greffe et relations avec les citoyens , Secrétariat d'arrondissement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de madame Valérie Patreau à titre de représentante élue de l'arrondissement d'Outremont pour siéger au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ville, organisme du réseau de développement économique local et régional PME MTL

Il est recommandé:

DE DÉSIGNER Madame Valérie Patreau pour siéger au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ville.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-01-12 13:50

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Outremont
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 18 décembre 2017	Résolution: CA17 16 0496

DÉSIGNER MADAME VALÉRIE PATREAU POUR SIÉGER AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE PME MTL CENTRE-VILLE

Il est proposé par Fanny Magini

appuyé par Mindy Pollak

DE DÉSIGNER Madame Valérie Patreau pour siéger au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ville.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ.

51.02 1173489037

Philipe TOMLINSON
_____
Maire de l'arrondissement

Julie DESJARDINS
_____
Secrétaire substitut de l'arrondissement

Signée électroniquement le 11 janvier 2018

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE ADDENDA

IDENTIFICATION — Dossier # :1173489037

Unité administrative responsable :	Arrondissement Outremont , Direction des services administratifs_du greffe et relations avec les citoyens , Secrétariat d'arrondissement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de madame Valérie Patreau à titre de représentante élue de l'arrondissement d'Outremont pour siéger au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ville, organisme du réseau de développement économique local et régional PME MTL

CONTENU

CONTEXTE

Le développement économique est une compétence d'agglomération, la désignation des élus doit impérativement être nominative et approuvée par cette instance. Il est donc nécessaire de faire cheminer le dossier jusqu'à l'approbation du conseil d'agglomération.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pascale LEBEL
Secrétaire- recherchiste

514 495-6268
Tél :
Télécop. : 514 495-6290

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 51.03

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1173489037

Unité administrative responsable :	Arrondissement Outremont , Direction des services administratifs_du greffe et relations avec les citoyens , Secrétariat d'arrondissement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Désigner un élu de l'arrondissement pour siéger au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ville

Il est recommandé:

DE DÉSIGNER un élu pour siéger au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ville.

Signé par Marie-France PAQUET **Le** 2017-12-15 12:09

Signataire : Marie-France PAQUET

Directrice d'arrondissement par intérim
Outremont , Direction des services administratifs_du greffe et relations avec les citoyens

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION — Dossier # :1173489037

Unité administrative responsable :	Arrondissement Outremont , Direction des services administratifs_du greffe et relations avec les citoyens , Secrétariat d'arrondissement
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Désigner un élu de l'arrondissement pour siéger au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ville

CONTENU

CONTEXTE

En vertu des règlements généraux de PME MTL Centre-Ville, il est prévu qu'un administrateur parmi les élus municipaux de chacun de trois des quatres arrondissements montréalais constituant le territoire d'intervention siège à son conseil d'administration. Le mandat de tels administrateurs se terminent au déclenchement d'élections municipales. Dans le cas de l'arrondissement d'Outremont, un principe d'alternance entre un élu et un membre provenant de la société civile locale est prévu. Sous le régime de l'administration municipale précédente, Me Robert Archambault, citoyen d'Outremont, agissait à ce titre.

À la suite des élections du 5 novembre dernier, il est donc requis qu'un nouvel administrateur choisi parmi les élus du conseil d'arrondissement d'Outremont soit maintenant désigné par cette instance afin de siéger au conseil de PME mtl Centre-Ville.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

N/A

DESCRIPTION

Désignation d'un élu de l'arrondissement d'Outremont au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ville, réseau offrant un ensemble de services professionnels accessibles aux entrepreneurs privés et d'économie sociale de l'île de Montréal.

JUSTIFICATION

Le groupe des élus représente plus du quart des membres ayant droit de vote au sein du conseil. La présence des élus à ses réunions est, de ce fait, capitale pour l'organisme tant pour l'approbation de décisions que pour constituer, selon les circonstances, le quorum.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

N/A

DÉVELOPPEMENT DURABLE

N/A

IMPACT(S) MAJEUR(S)

N/A

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

N/A

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

N/A

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier, aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pascale LEBEL
Secrétaire-recherchiste

Tél : 495-6268
Télécop. : 495-6290

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-11-28

Marie-France PAQUET
Directrice des services administratifs, greffe et relations avec les citoyens

Tél : 514 495-6260
Télécop. : 514 495-6290

CENTRE-VILLE PME MTL

630, rue Sherbrooke Ouest, bureau 700
Montréal (QC) H3A 1E4

T 514 879-0555
F 514 879-0444
pmemtl.com/centre

Le 23 novembre 2017

Me Marie-France Paquet
Directrice d'arrondissement par intérim
Arrondissement d'Outremont
543, chemin de la Côte-Ste-Catherine
Montréal (Québec) H2V 4R2

OBJET : <u>Désignation d'un élu de l'arrondissement d'Outremont au conseil d'administration de PME MTL Centre-Ville</u>

Madame la Directrice par intérim,

En vertu des règlements généraux de PME MTL Centre-Ville, il est prévu qu'un administrateur parmi les élus municipaux de chacun de trois des quatre arrondissements montréalais constituant notre territoire d'intervention siège à son conseil d'administration. Le mandat de tels administrateurs se terminent au déclenchement d'élections municipales.

Dans le cas de l'arrondissement d'Outremont, un principe d'alternance entre un élu et un membre provenant de la société civile locale est prévu. Or, sous le régime de l'administration municipale précédente, Me Robert Archambault, citoyen d'Outremont, agissait à ce titre.

À la suite des élections du 5 novembre dernier, il est donc requis qu'un nouvel administrateur choisi parmi les élus du conseil d'arrondissement d'Outremont soit maintenant désigné par cette dernière instance afin de siéger au conseil de PME MTL Centre-Ville.

Le groupe des élus représente plus du quart des membres ayant droit de vote au sein du conseil. La présence des élus à ses réunions est, de ce fait, capitale tant pour l'approbation de décisions que pour constituer, selon les circonstances, le quorum.

Je vous serais donc reconnaissant de bien vouloir consulter le maire ainsi que les autres élus de votre arrondissement afin de procéder, le plus rapidement possible, à la désignation parmi eux d'un administrateur. Par la suite, il me fera plaisir de saisir le nouvel administrateur des orientations, programmes et axes de développement de PME MTL Centre-Ville.

Je vous signale, en terminant, que la prochaine réunion de notre conseil d'administration est prévue le 20 mars 2018.

Vous remerciant à l'avance pour cette démarche, je vous prie d'agréer, Madame la Directrice par intérim, mes salutations distinguées.

Le directeur général,

Christian Perron

DIRECTION D'ARRONDISSEMENT
Reçu le
24 NOV. 2017
Ville de Montréal
Arrondissement d'Outremont

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 51.04

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1172365039

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Direction des relations avec les citoyens_greffe et services administratifs , Division des communications_du secrétariat et des archives
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de monsieur Richard Deschamps, à titre de représentant élu de l'arrondissement de LaSalle, pour siéger au conseil d'administration de PME MTL Grand Sud-Ouest, organisme du réseau de développement économique local et régional PME MTL

IL EST RECOMMANDÉ :
D'approuver la désignation de monsieur le conseiller de ville Richard Deschamps pour siéger sur le conseil d'administration de PME Montréal Grand Sud-Ouest.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-01-12 13:50

Signataire : Alain DUFORT

_____

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 18 décembre 2017	Résolution: CA17 20 0673

Désignation de M. Richard Deschamps responsable des dossiers Culture - Transport collectif et PME Montréal

Il est proposé par la mairesse Manon Barbe

appuyé par la conseillère Nancy Blanchet

et résolu :

De désigner pour l'année 2018 monsieur le conseiller de ville Richard Deschamps responsable des dossiers Culture, Transport collectif et PME Montréal.

Adoptée à l'unanimité.

30.05 1172365039

Manon BARBE
_____
Mairesse d'arrondissement

Chantal M GAGNON
_____
Secrétaire d'arrondissement substitut

Signée électroniquement le 19 décembre 2017

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 51.04

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1172365039

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Direction des relations avec les citoyens_greffe et services administratifs , Division des communications_du secrétariat et des archives
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Désigner monsieur le conseiller de ville Richard Deschamps responsable des dossiers Culture, Transport collectif et PME Montréal pour l'année 2018.

De désigner pour l'année 2018 monsieur le conseiller de ville Richard Deschamps responsable des dossiers Culture, Transport collectif et PME Montréal.

Signé par Benoit G GAUTHIER **Le** 2017-12-14 17:35

Signataire : Benoit G GAUTHIER

_____

Directeur d'arrondissement
LaSalle , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1172365039**

Unité administrative responsable :	Arrondissement LaSalle , Direction des relations avec les citoyens_greffe et services administratifs , Division des communications_du secrétariat et des archives
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Désigner monsieur le conseiller de ville Richard Deschamps responsable des dossiers Culture, Transport collectif et PME Montréal pour l'année 2018.

CONTENU

CONTEXTE

Dans le cadre de leurs responsabilités en tant qu'élu municipal, chaque élu se voit attribuer divers dossiers dont il devra assumer la responsabilité pour l'année 2018. Il peut s'agir de siéger sur des conseils d'administration, de représenter le conseil d'arrondissement lors d'événements ou de participer à des rencontres. L'objectif est toujours de veiller à faire rayonner LaSalle et de représenter les intérêts des citoyens de LaSalle au plan communautaire, montréalais et provincial.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CA16 20 0710 Nomination M. le conseiller Richard Deschamps pour siéger à divers comité pour l'année 2017.

DESCRIPTION

Désigner monsieur le conseiller de ville Richard Deschamps responsable des dossiers suivants pour l'année 2018 :
Dossier Culture
M. Deschamps siégera au conseil d'administration de la corporation du centre Henri-Lemieux et assumera la vice-présidence de la salle Jean-Grimaldi.

Dossier Transport collectif
Le transport en commun demeure une problématique pour les laSallois en raison de son emplacement géographique.

Dossier Développement économique
Le développement du secteur commercial et industriel de LaSalle a toujours été au coeur des priorités de l'arrondissement. Afin de promouvoir l'intérêt du conseil d'arrondissement pour le développement économique de nos citoyens corporatifs, M. Deschamps siégera au conseil d'administration de PME Montréal à titre d'administrateur.

JUSTIFICATION

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER		**ENDOSSÉ PAR**	Le : 2017-12-07
Nathalie HADIDA Chef de division, relations avec les citoyens et greffe		Pierre DUPUIS Directeur	
Tél :	514 367 6000 poste 6492	**Tél :**	514-367-6000 poste 6490
Télécop. :	514 367 6457	**Télécop. :**	514 367-6457

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 51.05

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1186751001

Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de monsieur Robert Coutu, maire de Montréal-Est, à titre de représentant élu, pour siéger au conseil d'administration de PME MTL Est-de-l'Île

Il est recommandé d'approuver la nomination de monsieur Robert Coutu, maire de Montréal-Est, à titre de représentant élu, pour siéger au conseil d'administration de PME MTL Est-de-l'Île.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2018-01-22 10:08

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1186751001**
Unité administrative responsable :	Service du développement économique , Direction , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de monsieur Robert Coutu, maire de Montréal-Est, à titre de représentant élu, pour siéger au conseil d'administration de PME MTL Est-de-l'Île

CONTENU

CONTEXTE

En vertu de la *Loi concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016* , l'agglomération de Montréal a la responsabilité de prendre toute mesure afin de favoriser le développement économique local et régional sur son territoire. À cette fin, elle a constitué le réseau PME MTL, composé de six organismes de développement économique local, qui offre un service de soutien, d'accompagnement et de financement aux entreprises et entrepreneurs du territoire. L'organisme PME MTL Est-de-l'Île dessert les territoires des arrondissements d'Anjou, Montréal-Nord, Rivière-des-Prairies - Pointe-aux-Trembles et Saint-Léonard et de la ville de Montréal-Est.
Les règlements généraux des six (6) organismes PME MTL prévoient une catégorie de membre "élus municipaux" à leur conseil d'administration. Parce que le développement économique local est une compétence du conseil d'agglomération, les membres élus sont proposés par les arrondissements et les villes liées, sous réserve de leur approbation par le conseil d'agglomération.

Suite aux élections municipales du 5 novembre 2017, les arrondissements et villes liées doivent désigner les élus qui siégeront sur les conseils d'administration des six (6) organismes PME MTL. Avant les élections, monsieur Robert Coutu, maire de Montéal-Est, siégait sur le conseil d'administration de PME MTL Est-de-l'Île.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

- Résolution CG16 0226 Nomination de monsieur Robert Coutu, maire de la Ville de Montréal-Est, à titre de représentant de la Ville de Montréal-Est pour siéger au conseil d'administration de PME MTL Est-de-l'Île

DESCRIPTION

Le conseil de la Ville de Montréal-Est a désigné, à sa séance du 20 décembre 2017, monsieur Robert Coutu comme son représentant pour siéger à titre d'administrateur votant au conseil d'administration de PME MTL Est-de-l'Île.

JUSTIFICATION

La participation d'un représentant élu de la Ville de Montréal-Est au conseil d'administration de PME MTL Est-de-l'Île a pour but d'assurer la cohérence, la complémentarité et le suivi des interventions en matière de développement économique local entre l'organisme et cette ville.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Ne s'applique pas

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas

IMPACT(S) MAJEUR(S)

Ne s'applique pas

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Ne s'applique pas

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs**.**

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Yan BEAUMONT
Conseiller en planification

Tél : 514 872-8504
Télécop. :

ENDOSSÉ PAR Le : 2018-01-18

Géraldine MARTIN
Directrice

Tél : 514 872-2248
Télécop. :

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Véronique DOUCET
Directrice
Tél : 514 872-3116
Approuvé le : 2018-01-22

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 51.06

2018/02/22
17:00

(1)

Dossier # : 1172748008

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Centre d'urgence 9-1-1
Projet :	-
Objet :	Nomination de M. Alex Norris, conseiller de ville, à titre de membre du conseil d'administration de l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 9-1-1 du Québec

Il est recommandé au comité exécutif de recommander au conseil d'agglomération de nommer, M. Alex Norris, conseiller de ville, à titre de membre du conseil d'administration de l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 9-1-1 du Québec.

Signé par Alain DG MARCOUX **Le** 2018-01-25 14:51

Signataire : Alain DG MARCOUX

Directeur général
Direction générale , Cabinet du directeur général

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1172748008**

Unité administrative responsable :	Service de police de Montréal , Direction des services corporatifs , -
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Charte montréalaise des droits et responsabilités :	Art. 26 e) protéger l'intégrité physique des personnes et leurs biens
Compétence d'agglomération :	Centre d'urgence 9-1-1
Projet :	-
Objet :	Nomination de M. Alex Norris, conseiller de ville, à titre de membre du conseil d'administration de l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 9-1-1 du Québec

CONTENU

CONTEXTE

La Loi sur la fiscalité municipale,L.R.Q., c. F-2.1 (ci-après: LFM) comporte une section intitulée : « Taxe aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1 » (art. 244.68 à 244.74). Ces dispositions font suite à « l'Entente sur un nouveau partenariat fiscal et financier avec les municipalités 2007-2013».
Les articles 244.68 à 244.74 LFM prévoient qu'une taxe municipale est imposée aux abonnés de services téléphoniques filaires, cellulaires ou utilisant la technologie Internet (VoIP). Cette taxe municipale est venue remplacer les ententes actuelles relatives aux redevances payées par les abonnés filaires. De fait, la loi oblige les fournisseurs de ces services téléphoniques à contribuer au financement des Centres d'urgence 9-1-1 à travers le Québec. La Loi oblige aussi les municipalités à adopter un règlement imposant cette taxe. Le Règlement décrétant l'imposition d'une taxe aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1 (RCG 09-024) a été adopté par la résolution CG09 0368 du conseil d'agglomération le 27 août 2009.

La LFM prévoit, de plus, que tout fournisseur d'un service téléphonique visé est, à titre de mandataire de la municipalité, tenu de percevoir la taxe et d'en remettre le produit, soustraction faite de la somme qu'il conserve pour ses frais d'administration, au ministre du Revenu. Celui-ci remettra ensuite, le produit de la taxe à un organisme à but non lucratif constitué en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies,L.R.Q., c. C-38, désigné par le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT), pour gérer le produit de cette taxe et le remettre aux municipalités.

Le 29 juillet 2009 par la résolution CE09 1270 autorisait la constitution d'un organisme à but non lucratif (OBNL) chargé de recevoir et redistribuer le produit de la taxe destinée à

financer les services d'urgence 9-1-1, conformément à la Loi sur la fiscalité municipale. Les lettres patentes créant l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 9-1-1 (ci-après : l'Agence 9-1-1) ont été délivrées par le Registre des entreprises le 7 août 2009.

L'agence 9-1-1 ayant créée et son conseil d'administration ayant été constitué, il s'agit à présent de remplacer un membre élu.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0361 - 19 mai 2016 - Adoption d'un Règlement modifiant le Règlement décrétant l'imposition d'une taxe aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1.
CG10 0385 - 28 octobre 2010 - Nomination de Pierre Foucault, chef de division au Service des communications opérationnelles du SPVM, à titre de membre du conseil d'administration de l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 9-1-1 du Québec.

CG09 0454 - 24 septembre 2009 - Nomination de Jean-Marc Gibeau, conseiller des communications opérationnelles de Montréal-Nord et de Richard Boyer, Chef du Service des communications opérationnelles du SPVM, à tritre de membre du conseil d'administration de l'Agence municipale de financement et de développement des centres d'urgence 9-1-1 du Québec.

CE09 1270 - 29 juillet 2009 - Autoriser Richard Boyer, chef du Service des communications opérationnelles du SPVM, à agir comme l'un des trois requérants pour la constitution d'un organisme à but non lucratif (OBNL) chargé de recevoir et de redistribuer le produit de la taxe destinée à financer les services d'urgence 9-1-1, conformément à la Loi sur la fiscalité municpale ; et de modifier le budget de revenus et de dépenses 2009 du service afin de tenir compte de la contribution financière du ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire en remboursement des frais encourus pour la constitution de cet organisme, au montant de 7 500 $.

DESCRIPTION

L’article 244.73 LFM prévoit que l’organisme à but non lucratif qui administre le produit de taxe est dirigé par un conseil d’administration composé à parts égales de représentants de l’Union des municipalités du Québec (UMQ), de la Fédération québécoise des municipalités (FQM) ainsi que de la Ville de Montréal (ci-après : les parties constituantes) et que le ce conseil d'administration devra prendre ses décisions à l'unanimité relativement à la redistribution du produit de la taxe.
Des discussion entre les parties constituantes de l'Agence 9-1-1 ont permis d'en venir à une entente selon laquelle :

- Le conseil d'administration de l'Agence 9-1-1 est composé de six (6) administrateurs, soit deux (2) représentants nommés par chacune des parties constituantes. Chacune des parties constituantes est représenté par un (1) élu et un (1) employé.

- Seules les personnes qui ont été dûment autorisées par une résolution ou toute forme de décision officielle de leur partie constituante peuvent être nommées administrateurs.

Le présent dossier a donc pour but de nommer M. Alex Norris, conseiller de la ville de l'arrondissement Le Plateau-Mont-Royal comme membre élu du conseil d'administration de l'Agence 9-1-1 en remplacement de M. Jean-Marc Gibeau.

JUSTIFICATION

Le représentant élu au conseil d'administration de l'Agence 9-1-1, M. Jean-Marc Gibeau, n'ayant pas été candidat à l'élection générale du 5 novembre 2017, il doit être remplacé comme représentant « élu » de Montréal.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

Aucune rémunération n'est rattaché aux responsabilités et fonctions des représentants de la Ville, à titre de membre du conseil d'administration de l'Agence 9-1-1. Il en va de même pour les représentants de la FQM et de l'UMQ.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Ne s'applique pas.

IMPACT(S) MAJEUR(S)

La nomination de membres de conseil d'administration de l'Agence 9-1-1 est une étape majeure afin d'assurer le leadership de Montréal au sein de l'Agence 9-1-1.

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

Ne s'applique pas.

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'agglomération de février.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite des vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER

Pierre FOUCAULT
Chef de section
Section support et technologie des communications opérationnelles

Tél : 514 280-6753
Télécop. : 514 280-2649

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-07

Vincent RICHER
Inspecteur-chef
Division des communications opérationnelles et information policière

Tél : 514 280-3710
Télécop. : 514-280-8789

APPROBATION DU DIRECTEUR DE DIRECTION

Claude BUSSIÈRES
Directeur adjoint
Direction des services corporatifs
Tél : 514 280-6959
Approuvé le : 2017-12-08

APPROBATION DU DIRECTEUR DE SERVICE

Martin PRUD'HOMME
Directeur

Tél :
Approuvé le : 2018-01-25

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 51.07

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1177131009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de madame Maja Vodanovic, mairesse de l'arrondissement, à titre de représentante élue de l'arrondissement de Lachine, au sein du conseil d'administration de l'organisme de développement économique local PME MTL West-Island

De recommander au conseil d'agglomération d'entériner la nomination de madame Maja Vodanovic, mairesse de l'arrondissement, à titre de représentante de l'arrondissement de Lachine, au sein du conseil d'administration de l'organisme de développement économique local PME MTL West-Island.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-01-17 16:18

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 15 janvier 2018	Résolution: CA18 19 0033

Recommandation au conseil d'agglomération - Nomination de madame Maja Vodanovic, mairesse de l'arrondissement, à titre de représentante de l'arrondissement de Lachine, au sein du conseil d'administration de l'organisme de développement économique local PME MTL West-Island

Il est proposé par Micheline Rouleau

appuyé par Younes Boukala

Recommander au conseil d'agglomération d'entériner la nomination de madame Maja Vodanovic, mairesse de l'arrondissement, à titre de représentante de l'arrondissement de Lachine, au sein du conseil d'administration de l'organisme de développement économique local PME MTL West-Island.

RÉSOLU À L'UNANIMITÉ

51.02 1177131009

Mathieu LEGAULT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 16 janvier 2018

Montréal

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 51.07

2018/02/22
17:00

(1)

Dossier # : 1177131009

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Recommandation au conseil d'agglomération - Nomination de madame Maja Vodanovic, mairesse de l'arrondissement, à titre de représentante de l'arrondissement de Lachine, au sein du conseil d'administration de l'organisme de développement économique local PME MTL West-Island

Recommander au conseil d'agglomération d'entériner la nomination de madame Maja Vodanovic, mairesse de l'arrondissement, à titre de représentante de l'arrondissement de Lachine, au sein du conseil d'administration de l'organisme de développement économique local PME MTL West-Island.

Signé par Martin SAVARD **Le** 2017-12-20 14:33

Signataire : Martin SAVARD

Directeur d'arrondissement
Lachine , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION **Dossier # :1177131009**

Unité administrative responsable :	Arrondissement Lachine , Bureau du directeur d'arrondissement , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Recommandation au conseil d'agglomération - Nomination de madame Maja Vodanovic, mairesse de l'arrondissement, à titre de représentante de l'arrondissement de Lachine, au sein du conseil d'administration de l'organisme de développement économique local PME MTL West-Island

CONTENU

CONTEXTE

Le projet de loi 28 : Loi concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours du budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016, adopté le 20 avril 2015 comme chapitre 8 des lois de 2015, prévoit, par la modification de diverses dispositions concernant la gouvernance municipale en matière de développement local et régional, que l'agglomération de Montréal doit mettre en place un point de service pour le territoire composé de celui des villes de Dorval, Dollard-Des-Ormeaux, Beaconsfield, Kirkland, Sainte-Anne-de-Bellevue, Pointe-Claire, Senneville, Baie-D'Urfée et de celui des arrondissements de Pierrefonds-Roxboro, Île-Bizard-Sainte-Geneviève et Lachine.
.
Il a été convenu que la gouvernance de ce point de service sera établie à partir de l'organisme existant CLD Développement économique ouest de l'île dont la composition du conseil d'administration sera adaptée afin de prévoir un représentant élu de l'arrondissement de Lachine.

En ce sens, le conseil d'arrondissement de Lachine recommande au conseil d'agglomération d'entériner la nomination d'un représentant élu de l'arrondissement pour siéger au conseil d'administration de l'organisation de développement économique local - Développement économique ouest de l'île.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

Assemblée ordinaire du du conseil d'agglomération du jeudi 26 novembre 2105 -Résolution CG15 0723

DESCRIPTION

Recommander au conseil d'agglomération d'entériner la nomination de madame Maja Vodanovic, mairesse de l'arrondissement de Lachine pour siéger au conseil d'administration

de l'organisme de développement économique PME MTL West-Island, desservant le territoire composé de celui des villes de Dorval, Dollard-Des-Ormeaux, Beaconsfield, Kirkland, Sainte-Anne-de-Bellevue, Pointe-Claire, Senneville, Baie-D'Urfée et de celui des arrondissements de Pierrefonds-Roxboro, Île-Bizard-Sainte-Geneviève et Lachine.

JUSTIFICATION

La participation d'un représentant élu de l'arrondissement de Lachine au conseil d'administration de la nouvelle organisation de développement économique a pour but d'assurer la cohérence, la complémentarité, la concertation et le suivi des interventions communes à cette organisation et à l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Conseil d'arrondissement du 15 janvier 2018
Comité exécutif du 7 février 2018
Conseil municipal du 19 février 2018
Conseil d'agglomération du 22 février 2018

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours du budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016.
À la suite de vérifications effectuées, le signataire de la recommandation atteste de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs**.**

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Martine ÉTHIER, Service du développement économique
Yan BEAUMONT, Service du développement économique

Lecture :

Yan BEAUMONT, 18 décembre 2017

RESPONSABLE DU DOSSIER

Ghislain DUFOUR
Commissaire - developpement economique

Tél : 514-634-3471
Télécop. : 514 780-7709

ENDOSSÉ PAR Le : 2017-12-15

Martin SAVARD
Directeur d'arrondissement

Tél : 514 634-3471
Télécop. : 514 634-8164

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION ADDENDA

CG : 51.08

2018/02/22 17:00

(1)

Dossier # : 1170963092

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Approuver la nomination de Monsieur Jocelyn Pauzé, conseiller du district de Marie-Victorin, à titre de représentant élu de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie au conseil d'administration de PME MTL Centre-Est

De recommander au conseil d'agglomération :
De nommer Monsieur Jocelyn Pauzé, conseiller du district de Marie-Victorin, à titre de représentant élu de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, au sein du conseil d'administration de l'organisme de développement économique local, PME MTL Centre-Est.

Signé par Alain DUFORT **Le** 2018-01-23 10:55

Signataire : Alain DUFORT

Directeur général adjoint
Direction générale , Direction générale adjointe - Arrondissement de Ville-Marie et Concertation des arrondissements

Rosemont
La Petite-Patrie
Montréal

Extrait authentique du procès-verbal d'une séance du conseil d'arrondissement

Séance ordinaire du lundi 15 janvier 2018	Résolution: CA18 26 0022

Recommandation au conseil d'agglomération - Nomination de Monsieur Jocelyn Pauzé, conseiller du district de Marie-Victorin, à titre de représentant élu de l'arrondissement de Rosemont−La Petite-Patrie au conseil d'administration de PME MTL Centre-Est

Il est proposé par François William Croteau

appuyé par Stephanie Watt

Et résolu :

De recommander au conseil d'agglomération de nommer Monsieur Jocelyn Pauzé, conseiller du district de Marie-Victorin, à titre de représentant élu de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, au sein du conseil d'administration de l'organisme de développement économique local, PME MTL Centre-Est.

Adoptée à l'unanimité.

51.01 1170963092

François William CROTEAU
_____
Maire de l'arrondissement

Arnaud SAINT-LAURENT
_____
Secrétaire d'arrondissement

Signée électroniquement le 16 janvier 2018

Système de gestion des décisions des instances
RECOMMANDATION

CG : 51.08

2018/02/22
17:00

(1)

Dossier # : 1170963092

Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Recommandation au conseil d'agglomération - Nomination de Monsieur Jocelyn Pauzé, conseiller du district de Marie-Victorin, à titre de représentant élu de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie au conseil d'administration de PME MTL Centre-Est.

De recommander au conseil d'agglomération :
De nommer Monsieur Jocelyn Pauzé, conseiller du district de Marie-Victorin, à titre de représentant élu de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie, au sein du conseil d'administration de l'organisme de développement économique local, PME MTL Centre-Est.

Signé par Josée BÉDARD **Le** 2017-12-20 13:36

Signataire : Josée BÉDARD

Directrice d'arrondissement
Rosemont - La Petite-Patrie , Bureau du directeur d'arrondissement

Système de gestion des décisions des instances
SOMMAIRE DÉCISIONNEL

IDENTIFICATION	**Dossier # :1170963092**
Unité administrative responsable :	Arrondissement Rosemont - La Petite-Patrie , Direction du développement du territoire et des études techniques , Direction
Niveau décisionnel proposé :	Conseil d'agglomération
Compétence d'agglomération :	Centre local de développement
Projet :	-
Objet :	Recommandation au conseil d'agglomération - Nomination de Monsieur Jocelyn Pauzé, conseiller du district de Marie-Victorin, à titre de représentant élu de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie au conseil d'administration de PME MTL Centre-Est.

CONTENU

CONTEXTE

La *Loi concernant principalement la mise en oeuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 4 juin 2014 et visant le retour à l'équilibre budgétaire en 2015-2016,* sanctionnée le 21 avril 2015, prévoyait la mise en place des points de service de développement local et régional par l'agglomération de Montréal. À cette occasion, les services en développement économique local dispensés sur le territoire des arrondissements de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Rosemont–La Petite-Patrie et Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension ont été réunis au sein d'un nouvel organisme de développement local et régional, PME MTL Centre-Est.
Un(e) élu(e) de l'arrondissement doit être nommé(e) pour siéger au conseil d'administration de ce nouvel organisme.

DÉCISION(S) ANTÉRIEURE(S)

CG16 0096 (28 janvier 2016) - Nomination de Monsieur François William Croteau à titre de représentant élu de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie au conseil d'administration du pôle Centre-Est de PME MTL, nouvel organisme de développement local et régional.
CG15 0534 (20 août 2015) - Nomination de la représentante élue de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie au conseil d'administration du Pôle Centre-Est, nouvel organisme de développement local et régional.

DESCRIPTION

Le présent dossier vise à recommander au conseil d'agglomération d'entériner la nomination de Monsieur Jocelyn Pauzé, conseiller du district de Marie-Victorin, à titre de représentant élu de l'arrondissement de Rosemont–La Petite-Patrie au sein du conseil d'administration de l'organisme de développement économique local, PME MTL Centre-Est, desservant le territoire composé des arrondissements de Mercier–Hochelaga-Maisonneuve, Rosemont–La Petite-Patrie et Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension.

JUSTIFICATION

La participation d'un représentant élu de l'arrondissement au conseil d'administration de l'organisme de développement économique local PME MTL Centre-Est a pour but d'assurer la cohérence, la complémentarité, la concertation et le suivi des interventions communes à cet organisme et à l'arrondissement.

ASPECT(S) FINANCIER(S)

DÉVELOPPEMENT DURABLE

IMPACT(S) MAJEUR(S)

OPÉRATION(S) DE COMMUNICATION

CALENDRIER ET ÉTAPE(S) SUBSÉQUENTE(S)

Résolution du conseil d'arrondissement : 15 janvier 2018
Résolution du comité exécutif : 7 février 2018
Résolution du conseil municipal : 19 février 2018
Résolution du conseil d'agglomération : 22 février 2018.

CONFORMITÉ AUX POLITIQUES, AUX RÈGLEMENTS ET AUX ENCADREMENTS ADMINISTRATIFS

À la suite de vérifications et au mieux de leurs connaissances, les signataires du dossier attestent de la conformité de ce dossier aux politiques, aux règlements et aux encadrements administratifs.

VALIDATION

Intervenant et sens de l'intervention

Autre intervenant et sens de l'intervention

Parties prenantes

Lecture :

RESPONSABLE DU DOSSIER **ENDOSSÉ PAR** Le : 2017-12-15

Jean-François SIMONEAU
conseiller en planification

Tél : 514 872-6296
Télécop. : 514 868-3918

Daniel LAFOND
Directeur - Direction du développement du territoire et des études techniques

Tél : 514 868-3882
Télécop. : 514 868-3918